Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03

Nouvelles lois p. 04-05

Séance publique n° 145 p. 05-57

Questions au Gouvernement p. 57-99

2023-2028

n° 60

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-05

Séances publiques ..... p. 05-57

145e séance du mardi 9 juin 2026 p. 05-57

Questions au Gouvernement ..... p. 57-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

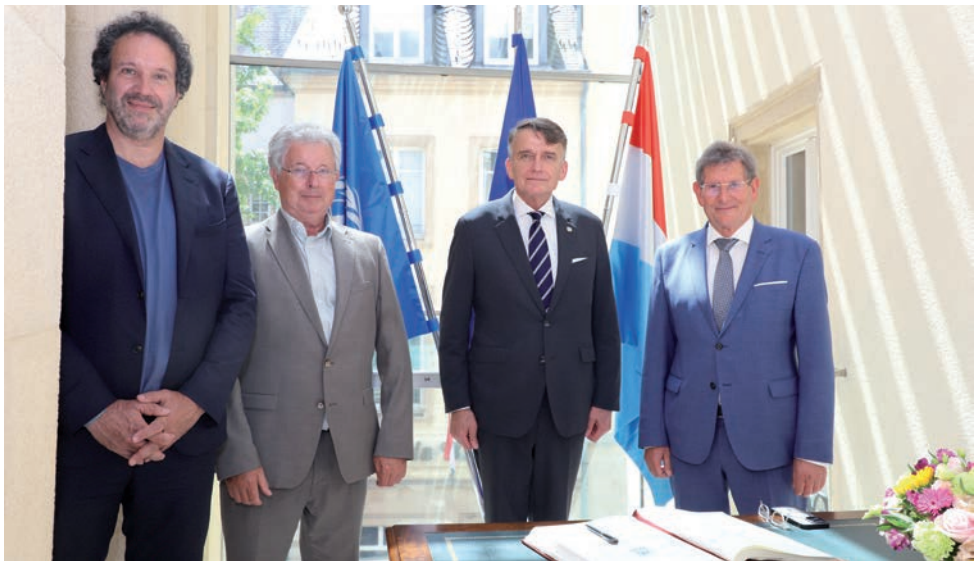
Date d'impression :
05/08/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

Le Luxembourg assure « un soutien précieux aux réfugiés palestiniens »



De gauche à droite : MM. Paul Galles, Emile Eicher, Christian Saunders et Gusty Graas

Les pressions politiques constantes et les conditions de travail et de financement difficiles pour l'action auprès des réfugiés de la Palestine étaient au cœur d'un échange de vues avec M. Christian Saunders, Commissaire général en intérim de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le 16 juillet 2026 à la Chambre des Députés, au cours duquel le « soutien précieux pour les réfugiés palestiniens » qu'assure le Luxembourg, aussi bien financièrement que politiquement, a été souligné. En 2025, le Grand-Duché a contribué avec une enveloppe de 13,5 millions d'euros, dont 1,5 million d'euros pour l'aide humanitaire.

Les députés ont interrogé le Commissaire général de l'UNRWA sur les démarches en place pour garantir que les quelque 11.000 collaborateurs, tous palestiniens, de l'Office de secours des Nations Unies ne soient pas liés à une quelconque organisation terroriste. M. Saunders a rappelé à plusieurs reprises la mission clé de l'UNRWA : fournir les services publics de base aux réfugiés – éducation, santé, eau, gestion des déchets – en attendant une administration palestinienne fonctionnelle, sans pourtant être un acteur politique.

Ils se sont également renseignés sur l'impact attendu des élections israéliennes à venir sur l'UNRWA et ont évoqué l'action parlementaire de soutien, notamment l'avis politique adopté par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région qui appelle à une suspension partielle des accords commerciaux avec Israël. Pour rappel, le Luxembourg a officiellement reconnu l'État de Palestine le 22 septembre 2025.

Visite de la Bourse de Luxembourg

La situation actuelle et les défis à venir étaient au cœur d'un échange de vues entre M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, et les représentants de la Bourse de Luxembourg (LuxSE) le 13 juillet 2026.

« Le Luxembourg Stock Exchange n'est pas une bourse comme les autres », a expliqué Mme Julie Becker, CEO du LuxSE. « Il est le leader mondial de la cotation d'obligations internationales et innovateur dans beaucoup de domaines, dont le Luxembourg Green Exchange (LGX) lancé il y a 10 ans », a-t-elle encore précisé. Cet échange a notamment mis en lumière le fait que la plateforme LGX est devenue la première et la plus importante plateforme mondiale dédiée à la finance durable. L'innovation numérique a permis d'ouvrir de nouvelles voies, plaçant ainsi le LuxSE en tête du classement des bourses pour les titres financiers nativement numériques.

Le Président de la Chambre s'est par ailleurs renseigné sur les répercussions de la situation géopolitique mondiale sur la Bourse de Luxembourg et s'est montré intéressé par les relations qu'entretient le LuxSE avec les autres places boursières.

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés (2e à droite), et M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre Chambre (2e à gauche), avec les représentants du LuxSE

Mme Carole Hartmann nommée rapportrice du budget 2027

Le 16 juillet 2026, les membres de la Commission des Finances ont désigné Mme Carole Hartmann comme rapportrice pour le projet de budget 2027, qui devrait être officiellement déposé le 7 octobre 2026.

La rapportrice chapeautera les travaux parlementaires sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2027 (dossier parlementaire 8800) et le projet de loi relative à la programmation pluriannuelle pour la période 2026-2030 (dossier parlementaire 8801).

Ces travaux débutent traditionnellement avec le dépôt du projet de budget à la Chambre par le Ministre des Finances au début du mois d'octobre et se terminent avec le débat et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Pacte asile et migration

8684 – Projet de loi portant :
1° mise en œuvre :
a) du règlement (UE) 2024/1347 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil ;
b) du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE ;
c) du règlement (UE) 2024/1349 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure de retour à la frontière et modifiant le règlement (UE) 2021/1148 ;
d) du règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la gestion de l'asile et de la migration, modifiant les règlements (UE) 2021/1147 et (UE) 2021/1060 et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013 ;
e) du règlement (UE) 2024/1356 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/817 ;
f) du règlement (UE) 2024/1358 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la création d'« Eurodac » pour la comparaison des données biométriques aux fins de l'application efficace des règlements (UE) 2024/1351 et (UE) 2024/1350 du Parlement européen et du Conseil et de la directive 2001/55/CE du Conseil et aux fins de l'identification des ressortissants de pays tiers et apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives, modifiant les règlements (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
2° modification :
a) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
b) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;
c) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;
d) de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

L'objectif principal du projet de loi réside dans l'adoption, en droit national, des mesures nécessaires à l'application du pacte européen sur la migration et l'asile que le Conseil de l'Union européenne a adopté en date du 14 mai 2024. Ce pacte est composé d'un ensemble de règlements de l'Union européenne ainsi que d'une directive.

Le projet de loi assure, en premier lieu, l'exécution du règlement (UE) 2024/1356 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures. Ce texte vise à renforcer le contrôle préalable des ressortissants de pays tiers relevant du filtrage, notamment par des vérifications d'identité, de sécurité, de santé et de vulnérabilité, avant leur orientation vers la procédure appropriée.

Le projet de loi procède ensuite à l'adaptation du droit interne aux exigences du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE. Ce règlement a pour objet d'harmoniser et d'unifier les règles procédurales applicables à l'examen des demandes de protection internationale et au retrait de celles-ci, tout en encadrant certaines procédures spécifiques, notamment la procédure d'asile à la frontière.

Le texte en projet met également en œuvre, sur le plan national, le règlement (UE) 2024/1349 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure de retour à la frontière et modifiant le règlement (UE) 2021/1148. L'objectif de ce règlement est d'organiser, en articulation avec les procédures d'asile à la frontière, une procédure de retour applicable à certaines catégories de personnes, afin d'assurer la continuité entre une décision négative en matière de protection internationale et l'exécution du retour.

En outre, le projet de loi assure la mise en œuvre, au niveau national, du règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la gestion de l'asile et de la migration et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013. Ce règlement redéfinit le cadre de gestion de l'asile et de la migration au niveau de l'Union, y compris les règles relatives à l'identification de l'État membre responsable et les mécanismes de solidarité.

Le projet de loi tient encore compte du règlement (UE) 2024/1358 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la création d'« Eurodac ». Ce texte modernise et élargit le système Eurodac aux fins, notamment, de l'appui à la gestion de l'asile et de la migration et de l'identification de personnes en séjour irrégulier.

Le projet de loi aligne la législation nationale sur le règlement (UE) 2024/1347 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif aux normes concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme et au contenu de cette protection. Ce règlement établit des standards harmonisés en matière de conditions pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale et précise le contenu des statuts de protection.

Le projet de loi vise enfin à assurer la transposition des articles 9 à 13 de la directive (UE) 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale (refonte).

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 14/01/2026
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

14/01/2026	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
06/05/2026	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/05/2026	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/06/2026	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/06/2026
Loi du 11 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 284, page 1

Accueil des demandeurs de protection internationale

8732 – Projet de loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire et portant modification de :
1° la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
3° la loi du 4 décembre 2019 portant création de l'Office national de l'accueil ;
4° la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
5° la loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés

Le présent projet de loi vise à modifier le dispositif actuel applicable à l'accueil de demandeurs de protection internationale afin de mettre en œuvre le pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne de 2024. Ce dernier consiste en neuf règlements et une directive, à savoir la directive (UE) 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale (refonte), dont le projet de loi sous rubrique porte transposition.

L'accent est mis sur la qualité de l'accueil en proposant, entre autres, un encadrement plus formalisé au niveau de la loi, notamment, en ce qui concerne les besoins particuliers en matière de santé mentale, mais également tout autre besoin particulier des personnes arrivant sur le territoire luxembourgeois en vue d'obtenir la protection internationale. De plus, les dispositions relatives aux formations à parcourir par les agents de l'Office national de l'accueil sont étoffées.

La principale innovation qu'opère la loi en projet sous rubrique s'effectue au niveau de l'accès au marché de l'emploi et à la reconnaissance des qualifications professionnelles des demandeurs de protection internationale. Il est ainsi prévu que le demandeur puisse accéder au marché de l'emploi quatre mois après l'introduction de sa demande, au lieu des six mois prévus à l'heure actuelle, et n'ait plus

besoin d'une autorisation d'occupation temporaire en guise de simplification administrative. Par ailleurs, il est visé d'ouvrir l'accès à la procédure de reconnaissance des qualifications personnelles aux demandeurs de protection internationale et ne plus la réserver aux bénéficiaires de protection internationale.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/04/2026
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité
(Présidente : Mme Mandy Minella) :
01/06/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/06/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/06/2026
Loi du 11 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 285, page 1

145e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 06
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 06
M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | M. Marc Goergen
Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour (rejetée) (intervention de Mme Sam Tanson)
Vote sur l'ordre du jour (adopté)
3. **Communications** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
4. **Hommage à Mme Paulette Lenert** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
5. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** p. 11
M. Claude Wiseler, Président | M. Ben Streff
Discours de début de mandat : M. Ben Streff
6. **Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur l'accord à l'issue de la Tripartite, suivie d'un débat** p. 12
Déclaration : M. Luc Frieden, Premier ministre
Débat : M. Laurent Zeimet (intervention de M. Marc Baum) | Mme Carole Hartmann | Mme Taina Bofferding (dépôt de la résolution 1) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Vote sur la résolution 1 (adoptée)
7. **Constitution d'une commission spéciale « Tripartite »** p. 17
M. Claude Wiseler, Président | M. Laurent Zeimet | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
8. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 18
M. Claude Wiseler, Président
9. **Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale** p. 18
M. Claude Wiseler, Président
10. **Admission à la retraite du Président de la Cour des comptes** p. 18
M. Claude Wiseler, Président
11. **8684 – Projet de loi portant :**
1° mise en œuvre :
a) du règlement (UE) 2024/1347 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil ;
b) du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE ;
c) du règlement (UE) 2024/1349 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure de retour à la frontière et modifiant le règlement (UE) 2021/1148 ;
d) du règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la gestion de l'asile et de la migration, modifiant les règlements (UE) 2021/1147 et (UE) 2021/1060 et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013 ;
e) du règlement (UE) 2024/1356 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/817 ;
f) du règlement (UE) 2024/1358 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la création d'« Eurodac » pour la comparaison des données biométriques aux fins de l'application efficace des règlements (UE) 2024/1351 et (UE) 2024/1350 du Parlement européen et du Conseil et de la directive 2001/55/CE du Conseil et aux fins de l'identification des ressortissants de pays tiers et apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives, modifiant les règlements (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
2° modification :
a) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
b) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;
c) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;

d) de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat **p. 18**

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Tom Weidig) (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas (intervention de M. Tom Weidig) | M. Dan Biancalana (dépôt des amendements 1 à 5, de la résolution 1 et des motions 2 et 3) | M. Tom Weidig (intervention de Mme Stéphanie Weydert) | M. Meris Sehovic (dépôt des amendements 6 à 8) | M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum (dépôt de la motion 4 et des amendements 9 à 18)

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Georges Engel) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (interventions de M. Meris Sehovic) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'amendement 3 (rejeté)

Vote sur l'amendement 4 (rejeté)

Vote sur l'amendement 5 (rejeté)

Vote sur l'amendement 6 (rejeté)

Vote sur l'amendement 7 (rejeté)

Vote sur l'amendement 8 (rejeté)

Vote sur l'amendement 9 (rejeté)

Vote sur l'amendement 10 (rejeté)

Vote sur l'amendement 11 (rejeté)

Vote sur l'amendement 12 (rejeté)

Vote sur l'amendement 13 (rejeté)

Vote sur l'amendement 14 (rejeté)

Vote sur l'amendement 15 (rejeté)

Vote sur l'amendement 16 (rejeté)

Vote sur l'amendement 17 (rejeté)

Vote sur l'amendement 18 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8684 et dispense du second vote constitutionnel

Motions 1 et 2 : Mme Stéphanie Weydert | M. Marc Goergen | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Stéphanie Weydert | M. Dan Biancalana

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : Mme Stéphanie Weydert | M. Meris Sehovic | M. Tom Weidig | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Résolution 1 : M. Tom Weidig | M. Laurent Zeimet | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

12. 8732 – Projet de loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire et portant modification de :

1° la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

3° la loi du 4 décembre 2019 portant création de l'Office national de l'accueil ;

4° la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés **p. 43**

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (intervention de Mme Djuna Bernard) | Mme Claire Delcourt (dépôt des motions 1 et 2) | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard (dépôt de la motion 3 et des amendements 1 et 2) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen (interventions de M. Marc Baum)

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Max Hahn | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Max Hahn

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8732 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Charles Weiler | Mme Mandy Minella | M. Dan Hardy | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard | Mme Claire Delcourt

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Mandy Minella

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Mandy Minella | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, do sinn e puer Wuertmeldungen. Ech ginn der Madamm Bofferding d'Wuert an duerno dem Här Baum. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Effektiv hate mer eis drop gëeenegt, dëse Sëtzungsdag haut derbäizesetzen, fir d'Texter zum EU-Asylpakt kënnen ze stëmmen, well mer do effektiv un Delaie gebonne sinn. Mir sinn awer dofir ëmsou méi verwonnert, wéi am Endeffekt dee ganzen Dossier hei virbereet ginn ass. Mir kritiséieren net d'Noutwendegkeet, dass muss legiferéiert ginn – däers si mer eis alleguerte bewosst –, mir kritiséieren awer d'Aart a Weis, wéi hei mat der Chamber a mat eis ëmgaange gëtt.

„Et kënnt emol vir", dat wäert Der elo soen, „dass et emol eng Kéier méi séier muss goen, dass Prozeduren net esou agehale ginn, dass Rapporte musse séier gestëmmt ginn." Mee dat heiten ass awer scho ganz exceptionnel. D'Regierung hat praktesch zwee Joer Zäit, fir déi Texter kënnen hei ze deelen, an dee leschten hu mer viru mol net sechs Wochen hei kritt. Elo solle mer hei an engem Eilverfaren dat alles dann duerchhuelen. Mir sollen dat carrement duerchwénken, an domadder si mer net averstanen!

Här President, Dir hutt selwer eng Kéier gesot, dat hei sollt dat stäerkst Parlament ever ginn an Dir wësst ganz genau, dass ech Iech do ënnerstëtzen an alles maachen, dass mer dat och hikréien, mee genau déi heiten Handhabungen, déi stäerken eist Parlament net. Au contraire, si schwächen et, an do sinn aleng d'CSV an d'DP dru schold!

An dofir froe mer ganz kloer eng Modifikatioun vum Ordre du jour, fir d'Punkte 7 an 8 erofzehuelen. Mir

hunn d'nächst Woch nach eng Séance-plénières-Woch. Do kann een dat nach alles stëmmen. Ech wëll och soen: Dat heite Gesetz, dat ass kee klenge Mumpitz. Hei geet et ëm Dausende vu Leit, hei geet et ëm deenen hiert Liewen, et geet ëm deenen hiert Schicksal, et geet ëm deenen hir Rechter. An ech mengen, do musse mir déi néideg Zäit hunn, eis domadder auserneenzesetzen. Och alleguerten déi Avisen, déi erakoumen, konnte mer nämlech net alleguerten analyséieren, Se sinn och nach net alleguerten dobannen.

An déi Avise sinn awer wichteg, well ech wëll just nach eng Kéier d'Regierung drun erënneren, dass den Accueil vun de Flüchtlingen net nëmmen eng Aufgab vum Staat ass, mee vu ganz villen aneren Acteuren. A wa mer einfach dat heiten esou duerchbrätschen haut, dann ignoréiere mer alleguerten déi Stëmme vum Terrain, alleguerten déi Leit, déi sech hei abréngen, fir an deem dote Gesetz nach Modifikatioune kënnen ze maachen, fir nach kënne Verbesserungen ze maachen.

An dofir ass eis Demande ganz kloer, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour ze maachen. Mir fannen dat net richteg, wéi hei mam Parlament ëmgaange gëtt. A wann dat do ufänkt an an Zukunft nach esou weidergefuer gëtt, bon, da si mer definitiv net dat stäerkst Parlament hei an Europa!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech hunn nach eng Wuertmeldung, den Här Baum, denken ech, zum selwechte Sujet.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Genee sou ass et, Här President. Haut stinn zwee Projet-de-loien um Ordre du jour vun eiser Sëtzung, déi den EU-Migratiounspak sollen an nationaalt Recht ëmsetzen. Deem zugronn läit eng Direktiv vum Mee 2024 mat entspriechende Reglementer. Béid Projeten hänken uneneen, verweisen openeen a mussen zesumme gestëmmt ginn. A béide Projete geet et ëm den Ëmgang mat Dausende vu vulnerabele Mënschen, déi viru Krich a Misär geflücht sinn.

Här President, eist Chambersreglement gesäit vir, datt mer als Deputéiert wéinstens fënnef Deeg virun engem Vott an der Chamber de fäerdege Rapport vun der zoustänneger Kommissioun solle virleien hunn. An nëmmen an Ausnamefäll kann d'Presidentekonferenz dovun derogéieren.

Gëschter Moien ëm 8.00 Auer gouf an enger Visiokonferenz de Rapport fir de Projet de loi 8684 ugeholl. Den Avis vum Staatsrot koum freides mëttes.

Gëschter Moien ëm 11.30 Auer gouf an der Familljekommissioun de Projet de loi 8732 ugeholl. Dee Projet gouf viru knapps siwe Wochen, den 22. Abrëll, deposéiert an den 1. Juni, also virun enger gudder Woch, eng alleréischte Kéier an der Kommissioun presentéiert, zesumme mat Regierungsamendementer zu hirem eegenen Text.

De 4. Juni huet d'Presidentekonferenz, laut Artikel 51 vun eisem Chambersreglement, eréischt de Renvoi an d'Familljekommissioun gemaach an domadder am Fong indirekt d'Sëtzung vum 1. Juni mat der Nominatioun vun der Rapportrice invalidéiert.

Freides, de 5. Juni, koum den zweeten Avis vum Staatsrot. An e Méindeg, gëschter, zwou Stonne virun der Sëtzung vun der Familljekommissioun, hu mer den Avis vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot kritt. A wärend der Sëtzung gouf den Avis vum UNHCR verschéckt. Evidenterweis si keng vun hire Suggestiounen a Recommandatioune consideréiert ginn. Dat selwecht gëllt fir den Avis vum Barreau, deen och virlouch, faute de temps.

Här President, esou schafft een net an esou kann een net schaffen. Mir sinn alleguerte gewielt, fir no beschtem Wëssen a Gewësse Gesetzer ze analyséieren, ze diskutéieren, eventuell ze änneren an dann ze stëmmen. Dat alles ass hei net ginn. Duerfir froe mer, fir dës zwee Projet-de-loie vum Ordre du jour ze huelen, aus Respekt virun deene betraffene Leit, aus Respekt virun der parlamentarescher Demokratie an aus Respekt virun eis selwer!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Et ass scho vill gesot gi vu mengen zwee Virriedner. An ech muss Iech soen, ech sinn och, zesumme mat menge Kolleege vun deene Gréngen, alles aneschters wéi begeeschtert driwwer, wéi dat heite gaangen ass.

Déi Direktiv ass jo net eréischt vu gëschter. Éischtens ass se laang ausgehandelt ginn, mee virun allem ass se elo schonn iwwer zwee Joer um Instanzewee op europäeschem Niveau, wou den Délai de transposition effektiv elo virun der Dier steet. Mee schonn eleng de Fait, dass déi Sëtzung de Mëtten hei stattfënnt, fir déi Direktiv ze transposéieren, ass e Prezedenzfall, well eigentlech läit et ganz vill dorunner, dass d'Regierung extreem spéit ugefaangen huet, hir Hausaufgaben ze maachen.

Den Inneminister huet ufangs vum Joer den Text deposéiert, mee de Familljeminister huet dat eréischt am Abrëll gemaach, wat et eigentlech onméiglech mécht, eng sereine Debatt ze féieren.

Mir haten dunn d'Diskussioun an der Presidentekonferenz, dass mer déi Sëtzung vun de Mëtte géifen organiséieren. Ech war do relativ reservéiert, well mer d'nächst Woch eng Plenièresëtzung hunn, wou mer dat ganz gutt hätte kënne maachen, a well et wierklech e Prezedenzfall schaaft an e bëssen ausgesinn huet – an och no de Justifikatiounen, déi mer krute vun der Regierung – no enger Kommunikatiounsoperatioun vum Innenminister.

Mir hu ganz vill Texter, déi absolutt net an den Delaien deposéiert ginn. Mir haten an deene leschten zwou Wochen zwee Beispiller vun Texter, déi mol nach net deposéiert gi sinn, obwuel se scho missten transposéiert sinn. Et gesäit een, wou d'Regierung hei hiren Accent leet: Dat ass hei ganz kloer op eng méi repressiv Flüchtlingspolitick an net op aner Dossieren, wou genausou eng Diligenz géif erwaart gi wéi dat, wat elo hei geschitt.

Da war net rieds dervunner, dass nach en zweeten Text géif derbäikommen. Deen ass mysterieusement op eemol opgetaucht an der Kommissioun, eng déck Woch, éier hei déi Plenière sollt stattfannen. Mir fannen net, dass dat uerdentlech geschafft ass. A wa mer eis offonnt hate mam Fait, dass elo de Mëtte soll den Text vum Léon Gloden ofgestëmmt ginn, esou ass dach déi extreem Urgence, déi hei artifiziell provozéiert ginn ass doduerch, dass deen Text einfach esou spéit deposéiert ginn ass, total onnëtz. Do krute mer erklärt: „Jo, mee déi zwee Texter hänken zesummen."

An duerfir ralliéieren ech mech natierlech der Demande vu menge Virriedner, dass mer déi Texter de Mëtten hei net debattéieren, an zwar ganz einfach, well ganz vill Froen net geklärt sinn. Dat ass och an der Familljekommissioun erauskomm. Et ass nach net mam Aarbechtsminister zum Beispill definitiv iwwer Dispositioune geschwat ginn, déi an deen Text hei eigentlech gehéieren an déi net dra stinn. Et koumen zwee Avise quasi zäitgläich an d'Kommissioun, Avisen, déi eng ganz Rëtsch Remarke formuléieren, deenen och misst an deem Text hei Rechnung gedroe ginn oder déi wéinstens debattéiert misste ginn.

Well effektiv, d'Majoritéit decidéiert herno, wéi se et gären hätt, mee eng uerdentlech parlamentaresch Diskussioun verlaangt awer, dass een deem Rechnung dréit, deene Leit, déi all Dag um Terrain si mat deene vulnerabelste Mënschen op dëser Welt, déi Schutz sichen, Schutz virun deene Situatiounen, déi se bei sech doheem erliewen, an déi fräiwëlleg gezwongen an en anert Land ginn, well se mengen an hoffen, et géif hinnen hei kënne besser goen.

Ech denken, dass mer do eng besser, eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht a besser demokratesch Debatte kéinte féiere wéi dat, wat elo hei an deene leschten zéng Deeg geschitt ass. Duerfir froen och ech, dass mer déi Texter hei de Mëtten net debattéieren.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass also dräimol proposéiert ginn, mee et ass déi selwecht inhaltlech Propositioun, fir d'Punkte 7 an 8, dat heescht, de Projet de loi 8684 an de Projet de loi 8732, haut vum Ordre du jour erofzehuelen.

Wëllt nach een dozou Stellung huelen? D'Madamm Weydert, an duerno den Här Gilles Baum. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka verstoen, dass hei eng Kritick vun der Oppositioun kënnt, jo, mee et muss een awer och dee ganze Kader kucken.

Et sinn aacht europäesch Reglementer an eng Direktiv um europäesche Plang, déi muss an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Et muss ee sech dat Ganzt e bësse wéi e Schwäizer Kéis virstellen. Fir déi Reglementer en place ze setzen an och déi Direktiv, déi ëmgesat soll ginn, brauch een en nationale Kader, well ouni deen nationale Kader kënne mer déi europäesch Reglementer och net ëmsetzen. Mir hu keng kompetent Ministeren, mir hu keng Voie de recours, mir kënnen dann ab dem 12. Juni, wann déi aner Direktiven auslafen an déi nei Reglementer a Kraaft trieden, keng Decisioun méi huelen.

Dat heescht, all Demandeur de protection internationale, deen op Lëtzebuerg kënnt, ka vläicht seng Demande stellen, mee et ka keen eng Decisioun huelen, wéi et weidergeet. En huet keng Méiglechkeet, e Recours ze maachen. Mir wëssen net, wéi e Minister zoustänneg ass, well och dat gëtt mat dësem Projet de loi 8684 an och mat deem Projet de loi vum Max Hahn kloergestallt.

Dat heescht, ouni Gesetz kann den Inneminister am Asylberäich iwwerhaapt näischt méi maachen, e kann net funktionéieren. An dat ass net just eng Fro vum Schütze vun deene Vulnerabelsten, mee awer och eng Fro vun der nationaler Sécherheet.

An da wëll ech nach eng Kéier drop agoen, dass gesot ginn ass, firwat déi zwee Texter misste matenee kommen. Ma dem Interieursminister säi Gesetzesprojet war vu Januar un an der Prozedur. Mir haten och en long et en large an der Interieurskommissioun doriwwer diskutéiert. D'Beamte si souguer gelueft gi fir déi Presentatiounen, déi ganz detailléiert waren, mat den Amendementen, mat den Avise vum Staatsrot, op déi mer agaange sinn.

Mee a sengem éischten Avis huet de Staatsrot ganz kloer gesot, dass de Volet Accueil mam Volet Asyl a Migratioun ganz enk zesummenhänken an zesumme mussen a Kraaft trieden. Well wa mer just e Kader

schafen, deen engem Flüchtling vläicht d'Méiglechkeet gëtt, heizebleiwen, a mir hunn awer den Accueilsvolet net regléiert, dann hu mer och e Problem. Dat heescht, mir riskéieren, wa mer deen Text net haut stëmmen, an engem Vide juridique ze sinn.

Wéi empfannt Der dann d'Situatioun vun deene Mënschen, déi heihinner kommen, fir Schutz ze sichen, wa mer guer kee gesetzleche Kader hunn a keng Marge de manœuvre, wéi dat ka fonctionéieren? Well mat deem europäesche Pakt sinn déi bestoend Gesetzer abrogéiert. Dat heescht, mir hu keen anere Moyen, wéi heirop ze legiferéieren.

An ech wëll awer och nach eng Kéier betounen: An der Conférence des Présidents d'lescht Woch, wou ech mäin honorabele Kolleeg, den Här Zeimet, vertrueden hunn, ass och nach eng Kéier déi ganz Diskussioun opgeworf ginn. Mee et ass awer eréischt d'lescht Woch, wou dann op eemol Communiquéen optauchen: „Dat gëtt elo duerchgebrätscht!", an hei an do. Vun Abrëll un huet den Interieursminister scho gefrot, fir déi Seance haut hei bäizesetzen, well mer woussten, dass mer bis Mëtt Mee, wou déi lescht Plenière war, net d'Méiglechkeet hätten, iwwert deen Text ofzestëmmen. Et war en Avis do vum Staatsrot vun Ufank Abrëll. Do hu mer am Mee Amendementer derzou ugeholl an der Interieurskommissioun. Ergo war et net méiglech, wa mer och dem Staatsrot wëllen eng Chance ginn, nach op déi Amendementer anzegoen, an der leschter Sëtzung am Mee dëse Projet ze stëmmen!

Mee op Demande vun enger Oppositiounsdeputéierter ass dunn och nach e schréftlechen Argumentaire geliwwert gi vum Inneminister fir ze soen, firwat déi Urgence hei géing bestoen. Dat heescht, et gëtt absolutt keng Grënn, firwat elo op eemol säit dräi Deeg hei d'halleft Land an Oprou bruecht gëtt wéinst där Urgence, wou dat Gesetz hei misst duerchgebrätscht ginn. Nee, hei gëtt kee Gesetz duerchgebrätscht! Et ass preparéiert an et ass wichteg, dass mer e Kader hu bis den 12. Juni.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Gilles Baum. An duerno den Här Keup.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Member vun der Familljekommissioun hunn ech un de Sëtzungen deelgeholl. An ech muss Iech soen, dass keng Froen, déi dem Minister gestallt gi sinn, onbeäntwert bliwwe sinn. Déi éischt Kommissioun war souguer 20 Minutte virun der Zäit eriwwer. Déi zweet Kommissioun war 45 Minutte virun der Zäit eriwwer. An dat ass an der Familljekommissioun ganz, ganz rar.

Erlaabt mer awer, fir dass mer eis hei an de Kontext setzen, e Vergläich ze maache mat der leschter Upassung am Flüchtlingsberäich an am Accueilsgesetz, dem Gesetz vun 2023, dem Projet de loi 8227, wou den honorabelen Deputéierten a Kolleeg Yves Cruchten Rapporteur war.

Deemools, 2023, ass den Depot gemaach ginn den 30. Mee. An de Vott war den 19. Juli, dat heescht siwe Wochen drop.

(Brouhaha)

Elo mam Depot vun deem Gesetz, dat mer elo hunn, si mer och siwe Wochen duerno fir de Vott. Deemools hate mer 41 Artikelen, elo hu mer der 37. Deemools gouf et zwou Sëtzungen, fir d'Upassungen ze maachen. Haut bei deem heite Gesetz gouf et der och zwou.

Déi éischt Sëtzung war de 26. Juni, dat heescht véier Wochen nom Depot. A bei der heiter Upassung war effektiv déi éischt Sëtzung fënnef Wochen nom Depot. Deemools war de 26. Juni dann d'Presentatioun vum Projet, d'Avise vum Staatsrot an d'Amendementer an enger Sëtzung, an zwar an enger Visiokonferenz. Elo waren effektiv och d'Presentatioun vum Projet, d'Avisen, den Avis vum Staatsrot an d'Amendementer, awer dës Kéier en présentiel.

D'Riedezäit deemools – ech weess net, wéi et méiglech ass, mee et war esou –, do ware mer eis eens ginn op e Modèle de base. Haut hu mer e Modell 2. An deemools – an elo kënnt et! – gouf et keng Bemierkungen zu den ze kuerzen Delaien! An och dat mat de spéiden Avisen huet deemools keen esou gestéiert, wéi et déi Parteien haut stéiert, déi deemools mat der Demokratescher Partei an der Koalitioun waren.

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Ech kann …

Une voix | D'Oppositioun war einfach schwaach deemools, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) … virufueren, an zwar gräifen ech zréck op d'Rapporteursried vum Kolleeg Yves Cruchten, dee gesot huet: „De Rapport ass de 14. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn an dee selwechten Dag ass awer och nach en Avis vun der Chambre de Commerce komm.

(Interruption)

Deen hat et leider net méi a mäi schréftleche Rapport gepackt." Voilà.

Ech géif ofschléissend soen, dass den Här Minister dat Gesetz hei net verschleeft huet. An de Vergläich mat der leschter Ëmsetzung, der leschter Direktiv, där vun 2013: Déi ass hei verabschit ginn no 30 Méint, mat 5 Méint Verspéidung. An déi hei gëtt verabschit no 25 Méint, ouni Verspéidung!

An dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, beim Ordre du jour ze bleiwen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn elo nach dräi Wuertmeldungen: den Här Keup, den Här Goergen an duerno den Här Cruchten. Här Cruchten, Dir wollt net eng Wuertmeldung, Dir wëllt hei e Fait personnel?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll op dat reagéieren, wat den Här Baum gesot huet.

M. Claude Wiseler, Président | Da ganz kuerz fir eng Rektifikatioun vun de Faiten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, den Här Baum huet sech jo elo d'Méi gemaach, fir d'Prozedur vun 2023 nach eng Kéier opzezielen. An en huet och ganz villes gesot, wat richteg ass. En huet allerdéngs eppes widderholl, wat de Mueren och leider scho falsch iwwert de Radio komm ass. En huet nämlech behaapt, dass de Rapport de selwechten Dag ugeholl gi wier, wéi de Vott an der Chamber war. Ben, dat war net de Fall. De Rapport ass fënnef Deeg virun der Plenarsitzung an der Kommissioun gestëmmt ginn!

An den Här Baum huet awer eppes ganz, ganz Weesentleches hei ënnerschloen. Deemools ass dat Gesetz hei à l'unanimité gestëmmt ginn. All d'Fraktioune ware sech eens, well mir hunn deemools …

(Exclamations et hilarité)

… nämlech eppes ganz Wichteges gemaach.

Une voix | Dir kënnt nach ëmmer matstëmmen!

(Brouhaha)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir hunn den Test du marché ofgeschaaft.

(Coups de cloche de la présidence)

An do war et de Wonsch vun all de Parteien aus dem Parlament, dass dat soll séier goen an dass dat nach soll virun der Summervakanz verabschit ginn. An do gouf et e grousse Konsens hei an der Chamber, fir dat esou ze maachen. An dat wollt ech awer elo eng Kéier kloerstellen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächsten angeschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech probéieren, dann e bësse Serenitéit hei eranzebréngen.

(Hilarité)

Also ech géif effektiv soen, dass dat heite vun der Regierung spéit komm ass an dass dat effektiv net ideal ass an dass ee scho ka soen, dass hei net schnell genuch geschafft ginn ass an dass dat zulaaschte geet vun der Regierung, dass dat net gutt genuch gemaach ginn ass. Dat ass richteg.

Op där anerer Säit muss een och soen: ëmmer déi Geschicht, fir op de Rapport ze waarden! Ech mengen, mir brauchen net de Rapport fir ze wëssen, wéi mer iwwer e Gesetz ofstëmmen, ob mer derfir sinn, dergéint sinn oder eis enthalen, an och net, wat mer derzou soen.

An ech mengen, haut hu mer eppes, wat drängend ass, an da sollte mer eis Verantwortung huelen an dat haut och duerchzéien an haut stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech ka fir d'Interieurskommissioun schwätzen, well ech do Member sinn, an ech muss soen, et ass awer laang virbereet ginn. Et ass am Januar scho gesot ginn, dass dës Seance géing derbäikommen, wou jidderee sech konnt deementspriechend virbereeden.

An ech hunn einfach d'Gefill, hei sinn zwou Meenunge vun där enger Säit a vun där anerer Säit, déi openeekommen. Mir kënnen elo nach 14 Deeg, 3 Méint, 3 Joer diskutéieren. Ech mengen awer net, dass dat eppes géing änneren. Et ass einfach déi fundamental Meenung, wou d'LSAP, déi gréng, déi Lénk eng aner Positioun hu wéi CSV, DP, ADR. Dat ass nun emol esou. An ech mengen, dass dat och esou wäert bleiwen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Den Här Goergen huet ganz eleng d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Gudde Punkt!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, loosst Iech elo och net provozéieren. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | O Mamm, bis ech provozéiert sinn.

(Interruption)

An deem heite Fall: Jo, d'Regierung mécht Tempo an ech mengen net, dass eleng d'Excuse ass, dass d'EU-Direktiv muss ëmgesat ginn. Et ass eng politesch Agenda. Mee d'Regierung steet awer mat vollem Courage dozou. An ech muss soen, dës Interieurskommissioun

fonctionéiert besser wéi d'Policekommissioun déi Jore virdrun!

Plusieurs voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | Well do ënnert deene Grénge sinn e puer esou Aktioune gelaf. A wann den Här Sehovic eng Kéier – wann elo Gambia eng Kéier erëmkënnt – sollt Policeminister ginn, hoffen ech, dass Der dat, wat Der haut als Kritick alles sot, dann anescht wäert maachen, well ënnert deene Grénge war et vill méi schlëmm, wat d'Police ubelaangt an déi ganz Gesetzer, wéi elo ënnert dem Här Gloden.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Goergen. Domat ...

(Brouhaha et interruption par M. Meris Sehovic)

Nee, Här Sehovic, et ass kee Fait personnel, wann een Iech an Zukunft als Policeminister gesäit.

(Hilarité)

Sorry, mee do braucht Der awer keng Rektifikatioun ze maachen.

Ech sinn hei also konfrontéiert mat enger Demande de modification vum Ordre du jour, déi vun der Madamm Bofferding erabruecht ginn ass a vum Här Baum an der Madamm Tanson ënnerstëtzt gëtt. Ech stellen also fir d'éischt déi Proposition de modification de l'ordre du jour zum Vott.

Wie mat der Proposition de modification d'accord ass, stëmmt mat Jo. Ech maachen hei gär en elektronesche Vott, well dat méi kloer ass. Also nach eng Kéier, fir datt mer d'Froestellung richteg hunn: Wie mat der Proposition de modification vun der Madamm Bofferding an dem Här Baum d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien net mat der Proposition de modification d'accord ass, stëmmt mat Neen.

Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour

Ech maachen elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Madamm Tanson, waart Dir net ageloggt?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, et deet mer leed. Et war elo e wéineg einfach. Ok, déi Stëmmen, déi elo technesch net gaange sinn, ziele mer dann derbäi. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 16, Neen: 42, Abstentioun: 0.

An déi Leit, déi net konnte stëmmen, soen dem Generalsekretär dann, wat se gestëmmt hätten. Mee d'Resultat ass kloer. D'Proposition de modification vum Ordre du jour ass mat 42 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la proposition de modification de l'ordre du jour est rejetée par 17 voix pour et 42 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. Meris Sehovic) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

An da géing ech dee selwechten Exercice nach eng Kéier maache mat der Ofstëmmung iwwert den Ordre du jour, esou wéi en also initialement proposéiert ginn ass. Iwwert dee misst elo ofgestëmmt ginn. Och hei maache mer e Vote électronique.

Also, wie mat dem Ordre du jour d'accord ass, wéi en initialement virgeschloe gouf, dat heescht, wou déi zwee Gesetzesprojeten drop sinn, dee stëmmt elo mat Jo, an déi aner stëmme mat Neen.

Vote sur l'ordre du jour

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 17 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, ass also domadder ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Francine Closener) et Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

3. Communications

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Rei Kommunikatiounen, déi ech ze maachen hunn. Also follgend Kommunikatiounen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 9 juin 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dossiers législatifs suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8754 – Projet de loi relative à la construction du contournement d'Alzingen

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 28/05/2026

8756 – Projet de loi relative à la promotion du système de couplage automatique digital dans le transport ferroviaire de marchandises

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 03/06/2026

8757 – Projet de loi portant modification :
1° du Code pénal ;
2° du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 03/06/2026

8758 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la consommation ; et
2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2023/2673 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance et abrogeant la directive 2002/65/CE

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 03/06/2026

8759 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 03/06/2026

8760 – Projet de loi portant modification
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 03/06/2026

8761 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/06/2026

8762 – Projet de loi modifiant le Code de la consommation en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/1799 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles communes visant à promouvoir la réparation des biens et modifiant le règlement (UE 2017/2394 et les directives (UE) 2019/771 et (UE) 2020/1828

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 08/06/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

4116 – Demande de pétition ordinaire : Simplification de la déclaration d'impôts annuelle pour les particuliers

Dépôt : M. Claude Jonniaux, le 19/05/2026

4117 – Demande de pétition ordinaire : 2 Fahrradübergänge über die RN10 im Bereich Born und Moersdorf entfernen

Dépôt : M. Romain Reiter, le 19/05/2026

4118 – Demande de pétition publique : Demande de rejet d'une licence communautaire syrienne

Dépôt : M. Almoataz Jalka, le 20/05/2026

4119 – Demande de pétition publique : Maman ou papa qui reste à la maison pour élever l'enfant pour un petit salaire et cotiser pour la pension

Dépôt : Mme Stéphanie Claude Blaschette, le 20/05/2026

4120 – Demande de pétition publique : Pour une règlementation plus stricte des trottinettes électriques

Dépôt : M. Jean-Luc André, le 20/05/2026

4121 – Demande de pétition publique : Rendre légal l'usage des caméras embarquées (« dash cams ») au Luxembourg

Dépôt : M. Nethim Kluver Du Plessis, le 20/05/2026

4122 – Demande de pétition publique : Ouverture des nouvelles aides familiales et scolaires luxembourgeoises aux travailleurs frontaliers

Dépôt : Mme Céline Edith Roos, le 22/05/2026

4123 – Demande de pétition publique : Création d'un programme national « Luxembourg Creative Export » pour soutenir les artistes, auteurs et créateurs indépendants luxembourgeois et résidents

Dépôt : M. Mehdi Mejri, le 22/05/2026

4124 – Demande de pétition ordinaire : À l'attention de : Monsieur le Ministre des Affaires intérieures du Grand-Duché de Luxembourg, Police grand-ducale, Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 25/05/2026

4125 – Demande de pétition publique : Autorisation du bivouac responsable au Luxembourg

Dépôt : M. Mike Marzona, le 25/05/2026

4126 – Demande de pétition ordinaire : Interdire de mendier au Sud de Luxembourg

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 26/05/2026

4127 – Demande de pétition publique : Protection des salaires négociés (classe moyenne) face à l'évolution du salaire social minimum au Luxembourg

Dépôt : Mme Tania Marisa Dos Santos Ferreira, le 26/05/2026

4128 – Demande de pétition publique : Maltraitance animale au Luxembourg : protéger l'animal comme un enfant

Dépôt : Mme Loredana Mezzapesa, le 26/05/2026

4129 – Demande de pétition publique : Stop aux refus systématiques des animaux dans les locations

Dépôt : M. Filipe Carvalho Costa, le 27/05/2026

4130 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la nécessité urgente de réorganiser la circulation piétonne et cyclable dans les parcs urbains ainsi que dans les espaces publics partagés du centre-ville

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 28/05/2026

4131 – Demande de pétition publique : Fir eng méi konsequent Politick géint haart Drogen am ëffentleche Raum

Dépôt : M. Dale Oswald, le 29/05/2026

4132 – Demande de pétition publique : Déclarer l'urgence nationale sur le logement

Dépôt : M. Olivier Cano, le 04/06/2026

4133 – Demande de pétition publique : Cattenom soll vum Reseau geholl ginn

Dépôt : M. Joe Schmit, le 04/06/2026

4134 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Code de la route: Stoppt déi iwwerdriwwe Geldstrofe vun 49 EUR bei 51 km/h

Dépôt : M. Yves Nicolas Pierre Desquiotz, le 05/06/2026

4135 – Demande de pétition publique : Transparence d'usage des fonds publics complète

Dépôt : M. Léo Benkel, le 06/06/2026

4136 – Demande de pétition publique : Pour que l'allocation de vie chère soit calculée sur le revenu net

Dépôt : Mme Gohar Harutyunyan, le 07/06/2026

4137 – Demande de pétition ordinaire : Fir e bessere Schutz vun der Privatsphär: Den Numm an d'Spezialitéit vum Dokter sollen net méi um Krankeschäi fir de Patron erschéngen

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 09/06/2026

4138 – Demande de pétition publique : Proprietären dierfe keng Déiere verbidden

Dépôt : M. Mike Mollinger, le 09/06/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à Mme Paulette Lenert

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass en Hommage un d'Madamm Lenert.

Gëschter ass eis fréier Deputéiertekolleegin Paulette Lenert als neie Member am Staatsrot vereedegt ginn. Eis Felicitatiounen dofir!

Si souz virdrun hei op der Tribün, huet mer awer soe gelooss, datt déi éischt Sëtzung vum Conseil d'État um 14.30 Auer de Mëtte wär a si dofir elo net kéint den Hommage lauschteren, si en awer sécher géing en différé lauschteren. An ech hunn et och normal fonnt, datt si matzäit an déi éischt Sëtzung vun dem Conseil d'État geet.

Dat huet natierlech den Avantage, datt ech elo ka soen, wat ech wëll.

(Hilarité)

Dat ass anescht wéi an all deenen Diskussiounen, déi mer schonn iwwert d'Joren heibanne mateneen haten.

D'Paulette Lenert war zanter November 2023 an der Chamber. Éier si politesch aktiv ginn ass, huet si laang am Hannergrond geschafft. No hiren Droitsstudie war si um Barreau als Affekotin ageschriwwen an ass no e puer Joer an de Justizministère komm.

1997 ass si Riichter um Tribunal administratif ginn. 13 Joer méi spéit ass si als Premier conseiller de Gouvernement bei den delegéierte Minister fir Économie solidaire gewiesselt. 2013 koum si an de Ministère de la Fonction publique a war um Enn Direktesch vum INAP. Bis dohi schonn, muss ee soen, e ganz beachtleche Parcours!

Am Dezember 2018 krut si dunn en LSAP-Ministerposte proposéiert an huet deen och ugeholl. Si war zoustänneg fir Kooperatiouun a Konsumenteschutz am Ufank an am Februar 2020 huet si d'Entwécklungszesummenaarbecht ofginn an de Beräich Santé iwwerholl no der Demissioun vum Minister Étienne Schneider. An donieft war si Ministre délégué fir d'Sécurité sociale.

Kuerz no deem Wiessel am Mäerz 2020 huet mat der Covidpandemie e schwéiert Kapitel fir eist Land a sécher och fir d'Paulette Lenert ugefaangen. Wochelaang huet d'Ministesch Zuele presentéiert, nei sanitär Mesüren erkläert an d'Populatioun probéiert ze berouegen.

Besonnesch an där Zäit huet si gewisen, datt Minister sinn net nëmmen heescht, Decisiounen ze treffen – dat och, mee net nëmmen –, mee och nozelauschteren, ze erklären an Zesummenhalt ze schafen. Hir Rou, hir Sachlechkeet an hir Mënschlechkeet hu vill Leit beandrockt a sécher zum groussen Deel zu hirer undauernder Popularitéit bäigedroen. An och wärend deenen hëtzegen a kontroversen Diskussiounen, déi mer heiansdo heibannen haten, huet si d'Rou behalen. Bal ëmmer.

Haut – „wou si do uewe sëtzt", steet nach a mengem Text hei – kann ech dat elo soen, wat ech am Fong wëll soen: Ech hu se dofir ëmmer wierklech respektéiert, well si dat mat enger Rou gemaach huet, déi weesentlech war a kriddelege Momenter vun dësem Land.

Am Januar 2022 ass se Vizepremierministesch ginn. 2023 ass se mat an d'Legislativwale gaang a fir d'LSAP an d'Chamber gewielt ginn. Si war Spëtzekandidatin vun hirer Partei, mee huet net all hir Ziler an de Walen erreecht. D'Gréisst vu Politiker ass et dann, d'Demokratie als Ganzt ze akzeptéieren.

An hirer parlamentarescher Karriär an der Oppositioun war d'Deputéiert aus dem Oste Vizepresidentin vun der Landwirtschaftskommissioun a Member an de Kommissioune fir Logement, Justiz, Ekonomie, Meedien an Aussepolitick. An och an de Kommissioune fir Educatioun, Finanzen a Fonction publique huet si sech abruecht.

Si huet vill geschafft. Ech kann dat vun hei uewen aus soen. Si war diskreet an awer och determinéiert zur selwechter Zäit. An Diskretioun an Determinatioun, dat si Charakteristiken, déi sech an der haiteger Politick ëmmer méi rar maachen.

Zanter 2023 huet si ënner anerem eng Proposition de loi iwwert d'Bluttspenden deposéiert, 14 Motiounen eragereecht, iwwer 80 parlamentaresch oder urgent Froe gestallt an ass ganz oft heibannen intervenéiert.

Och wann hir Zäit als Deputéiert hei am Haus relativ kuerz war, huet se hir Experienz an hir Kompetenzen an d'Aarbecht vun eisem Parlament abruecht. Am Numm vun der Chamber an a mengem perséinlechen Numm wëll ech hir wierklech e ganz grousse Merci soen.

Mam Wiessel an de Staatsrot geet d'Madamm Lenert elo an eng Institutioun, där hir Missioun et ass, d'Qualitéit vun eiser Gesetzgeebung ze begleeden an d'Fundamenter vun eisem Rechtsstaat ze stäerken. Et ass eng Aufgab, déi hire juristeschen Hannergrond, hir politesch Erfarung an hire Sënn fir den Déngscht um Allgemengwuel op déi beschtméiglech Aart a Weis zesummebréngt.

Fir déi nei Missioun am Staatsrot wënschen ech der Madamm Lenert, dem Paulette, vill Erfolleg!

Voilà, mir kënnen eng Kéier klappen, och wa si net hei ass.

(Applaudissements)

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

D'Madamm Paulette Lenert ass also den 8. Juni 2026 fir de Poste vun der Conseillère d'État ernannt ginn an domat ass hiert Deputéiertemandat fräi ginn.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der LSAP am Walbezierk Osten dozou opgeruff ginn, d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Ben Streff. Et gouf weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chamberreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Ben Streff virum 5. Juni 2026 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, follgend Pièce ofginn huet: eng Kopie vu senger Carte d'identité, fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an datt en 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, esouwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt hie sech engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Mat der Awëllegung vum Här Ben Streff huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, ob den Här Ben Streff net duerch eng Verurteelung säi Walrecht a seng Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrolle vun deene gesamte Pièce, a) datt den Här Ben Streff d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, a b) den Här Ben Streff sech dozou engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoire vum Här Ben Streff sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Wann Der elo wannechgelift géingt den Här Ben Streff erakomme loossen.

Sidd Der prett? Ok.

Här Streff, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweeder „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

M. Ben Streff (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vum Eed vum Här Ben Streff. Här Streff, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatioun.

(Applaudissements)

An Dir hutt d'Wuert.

Discours de début de mandat

M. Ben Streff (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Alter vu 14 Joer hunn ech decidéiert, enger Partei bäizetrieden. Net, well ech dovunner gedreemt hunn, enges Daags hei an der Chamber ze stoen. An ech mengen, wann ee viru 17 Joer deem klenge Beni gesot hätt, datt en haut hei géif seng Untrëttsried halen, wier et him awer och wuel relativ onrealistesch virkomm. Ech sinn an d'Politick gaang, well ech dovunner gedreemt hunn an dovunner iwwerzeegt war, datt ee Saache verbessere kann, andeems een net nëmmen doriwwer schwätzt, mee mat upéckt, andeems een net nëmme meckert, mee sech engagéiert. Andeems een net nëmmen doheem vum Kannapee aus an a Commentairespalten alles besser weess, mee probéiert, et besser ze maachen. Genee dat war meng Motivatioun deemools a genee dat ass meng Motivatioun haut.

An deene 17 Joer hunn ech d'Politick vu ville Säite kenne geléiert, als rebellesche progressive Juso, als Bezierkspresident, als Parteimanager, als Member vum Bäerdrefer Gemengerot a vum Syvicol – extreem wäertvoll Erfarungen, déi ee prägen an de Wee beaflossen. Ma wann ech elo déi rezent News nach eng Kéier Revue passéiere loossen, schéngen ech jo op d'mannst dat Rebellescht an dat Progressiivt net ganz verluer ze hunn.

Och wann ech gerode krut, haut eng klassesch Virstellung vu mir selwer ze maachen, ass dat eppes, wat mer net besonnesch läit. Dofir erlaben ech mer als absolutten Teamplayer a Fussballfan, dräi Wieder iwwer e Fussballclub ze soen, dee mer besonnesch um Häerz läit: den SC Freiburg. Den SC ass net dee räichste Club, net dee gréissten an och net deen, deen all Joer duerch seng enorm Transferten opfält, net arrogant an och net iwwerhieflech. Et ass e Club, dee sech iwwer Joerzéngte mat Wäerter en Numm gemaach huet: Buedemstännegkeet, Nohaltegkeet, Solidaritéit, Innovatioun a Vertrauen, op Traditioun ze setzen, awer gläichzäiteg nei Weeër ze goen.

Firwat zielen ech Iech dat? Ma, et si genee déi Wäerter, fir déi ech stinn an déi ech wëll och mat an d'Politick bréngen: buedemstänneg bleiwen, Verantwortung fir déi nächst Generatiounen iwwerhuelen an op eist Potenzial vertrauen an de Courage hunn, Innovatioun net als Risiko, mee als Chance ze gesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gesot, ech wier net an d'Politick gaang, well ech dovunner gedreemt hätt, enges Daags, haut, hei ze stoen, mee ech sinn an d'Politick gaang, well ech vun engem méi gerechte Lëtzebuerg gedreemt hunn. A genee dat ass a bleift mäi politesche Kompass: d'Chancëgerechtegkeet. Fir mech ass d'Politick dann erfollegräich, wann net den Numm, d'Hierkonft, de Wunnuert oder de Kontostand driwwer decidéieren, wéi wäit een et am Liewe bréngt. Fir mech ass d'Politick dann erfollegräich, wann all Kand, all Mënsch seng fair Chance am Liewe kritt, wann Aarbecht sech lount, wann ee sech e Liewen opbaue kann, wann een net elenggelooss gëtt, wann et emol méi schwéier gëtt.

Et kann dofir net sinn, datt mir op där enger Säit ëmmer méi en extreeme Räichtum hunn an op där anerer Säit Mënschen, déi net wëssen, wéi se um Enn vum Mount nach hir zwee Enner beienee kréien.

Une voix | Très bien!

M. Ben Streff (LSAP) | Et kann net sinn, datt d'Familljen an engem vun deene räichste Länner vun der Welt sech d'Fro musse stellen, ob se sech nach eng Wunneng hei am Land kënne leeschten oder d'Land verloossen an op déi aner Säit vun der Grenz musse wunne goen. A loosst mech kloer sinn: Jiddereen soll a muss d'Recht hunn, sech eppes opbauen ze kënnen, jidderee soll a muss Erfolleg dierfen hunn a soll en hunn, mee Chancëgerechtegkeet bedeit, datt Räichtum a Perspektiven net ëmmer méi ongerecht verdeelt dierfe ginn. Well, Hand op d'Häerz, geet et nach gerecht zou, wa 5 % vun de räichste Stéit hei am Land en Drëttel vum Verméige besëtzen? Geet et nach gerecht zou, wann 0,5% vun eiser Populatioun d'Hallschent vum Bauland hei zu Lëtzebuerg besëtzen? Ech mengen net, an hei ass d'Politick gefuerdert.

Här President, mir brauchen an der Politick grouss Visiounen. Mir brauchen eng Visioun am Klimaschutz, mir brauchen eng Visioun am Logement. Wou wëlle mer iwwerhaapt 2030 oder 2040 am Logement stoen? Mir brauchen eng Visioun géint d'Aarmut. Mee mir brauchen awer och dat, wat d'Leit all Dag spieren: konkreet Verbesserungen. Mir brauche Politiker, déi d'Leit an hir Alldagssuergen eescht huelen. Ech soen et ganz kloer: Fir mech ass keng Suerg vun engem Bierger dobaussen ze kleng. A meng Propos ass dofir gradesou kloer: Schwätzt mech u mat Äre Suergen oder schreift mer via déi gewinnte Plattform.

Well d'Leit beurteelen eis net no schéine Sonndesrieden an theoreeteschen Hypotheesen. Si beurteelen eis no deem, wat sech an hirem Alldag verbessert. Wa mir wëllen, datt d'Leit Vertrauen an d'Politick hunn, da musse mir weisen, datt d'Politick konkreet Problemer léisen a fir méi Chancëgerechtegkeet suerge kann – à long terme an am Alldag vun all Eenzelnem.

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir als Politiker an als Deputéiert all Biergerinnen a Bierger an dësem Land vertrieden, erlaben ech mer awer, a menger politescher Aarbecht e gewëssenen Akzent op meng Regioun ze leeën. Ech si vu Bäerdref, de Roude Bouf, ech sinn aus dem Mëllerdall, ech sinn aus dem Osten. An ech mengen, deen Osten dierf och heiansdo roueg e bësse méi politesch Opmierksamkeet kréien. Chancëgerechtegkeet bedeit nämlech och, datt et net dovun ofhänke soll, ob een am Zentrum, Süden oder eeben am Oste vun dësem Land wunnt.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vu Lëtzebuerg schwätzen, da schwätzen ech net vun enger abstrakter Iddi, mee da schwätzen ech vun de Mënschen, déi dëst Land ausmaachen. Lëtzebuerg ass Musek: et ass Trei Sei, Hunneg-Strëpp, OPL a Maale Gars. Lëtzebuerg ass Sport: et ass Maillot jaune, Keelen a Grottekick. Lëtzebuerg ass Natur: et ass de Mëllerdall, et ass d'Musel, an anscheinend gëtt et am Rescht vum Land och nach schéin Ecker. Lëtzebuerg ass Kultur: et ass Oscar, Filmfest an Duerftheater. Lëtzebuerg ass Traditioun a Fortschrëtt: et ass Sprangpressessioun, Pride a Marche féministe. Lëtzebuerg ass Gesellschaft: et si Lëtzebuerger, Net-Lëtzebuerger, Frontalieren an Touristen. Lëtzebuerg ass Horeca an Evenementiel: et ass Stärekichen, Bopebistro an eng eenzeg grouss Terrass. Et ass Schueberfouer, e-Lake a Wäifest. Lëtzebuerg ass Entrepreneuriat an Independanten. Et ass de Wënzer, de Bäcker, de Metzler, déi eis Liewensqualitéit an de Gemenge steigeren an Aarbechtsplaze schafen. Lëtzebuerg ass Solidaritéit. Et ass de Sozialdialog, eng staark Sozialversécherung an e Land, dat zesummesteet, wann et drop ukënnt. Lëtzebuerg ass all dat an nach vill méi.

Mee genee dëst Lëtzebuerg musse mir schützen, well et steet ënner Drock, et ass a Gefor. Eisen Zesummenhalt an eis Diversitéit maachen eis aus. Mee et gëtt Kräften, déi eis Gesellschaft spalte wëllen. Ech hunn et gesot: 17 Joer laang sinn ech an der Politick méi oder manner engagéiert. A jiddwereen heibannen, mengen ech, deen esou e laangen Dag dobäi ass, dee weess, datt een do mol méi a mol heiansdo e bësse manner motivéiert ass, datt een heiansdo alles wëll a ka ginn an es heiansdo och e bësse midd gëtt.

Et gëtt awer eng Saach, déi mech an all deene Joren ëmmer dagdeeglech motivéiert huet, an dat ass de Kampf géint Riets. Dat sinn déi Extreemriets, déi Kräften, déi aus Diversitéit e Problem maachen, déi mat Ängschte Politick maachen, déi Mënsche géintenee wëllen ausspillen. An do wëll ech ganz kloer sinn: Wann een eis Gesellschaft mat Rassismus, Sexismus, Homophobie oder Geschichtsverdréiung attackéiert, da wäert een a mir ni en Alliéierte fannen, mee ëmmer säin éischte Géigner. Well mir wëssen aus eiser Geschicht, wou Ausgrenzung, Intoleranz, Haass an Hypernationalismus kënnen hifëieren. An dofir ass et eis gemeinsam Verantwortung, eist Parlament, eis Demokratie, eist Land an eist Europa ze schützen an ze verdeedegen.

Här President, et ass mir enorm Éier, haut hei ze stoen. Ech wäert net op alles eng Äntwert hunn, mee ech verspriechen, datt ech de Leit dobaussen, dem Terrain, wëll nolauschteren, datt ech present sinn an datt ech alles ginn, fir mäi Bezierk, fir den Osten, fir Lëtzebuerg a fir datt dëst Land e Stéck méi gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Streff, fir Är Ried.

6. Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur l'accord à l'issue de la Tripartite, suivie d'un débat

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Haut de Mëtte steet eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Resultater vun den Tripartitt-Verhandlungen um Ordre du jour. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktiounen an all Sensibilitéite fënnef Minutten zegutt hunn. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Premierminister.

Déclaration

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, „Mateneen. Fireneen", dat ass fir eis net just de Slogan um Dag vun der Erklärung zur Lag vun der Natioun, mee dat versiche mer all Dag an eisem politeschen Handelen. An deem Geescht huet d'Regierung gëschter am Kader vun der Tripartitt en Accord mat de Sozialpartner ënnerschriwwen – de Gewerkschaften, de Betriber an der Landwirtschaftskummer. An duerfir ginn ech haut am Numm vun der Regierung eng Erklärung zu dësem Accord hei an der Chamber, dem Häerzstéck vun der Demokratie, hei a just hei, wou politesch Choixen an d'Gesetzer afléissen, diskutéiert an ofgestëmmt ginn.

D'sozial Kohäsioun, de soziale Fridden, d'Stabilitéit vun eisem Land an och natierlech de Schutz vun de Leit a vun de Betriber virun engem externe Schock, dem Krich am Mëttleren Osten – déi Stabilitéit vun eisem Land an onsécheren Zäite war eise Kompass wärend där Tripartitt.

Jo, fir dës Tripartitt muss een op der richteger Plaz ufänken: beim Krich am Iran a senge Konsequenzen op déi global Energiemäert an op aner Produkter. Et ass eng Kris, déi net hei entstanen ass, mee där hir sozial an ekonomesch Konsequenzen awer ganz konkreet bei eis, bei eise Leit, bei eise Betriber ukommen. Dat gesäit ee bei de Präisser op der Tankstell a bei anere Matière-premièren.

A wann d'Energiepräisser klammen, da klammen d'Präisser vu quasi alle Wueren an domat och d'Präisser, déi d'Leit am Alldag bezuelen. Dat weisen och d'Previsioune vum Statec, déi mer dëser Deeg kritt hunn an déi mer och der Chamber zur Verfügung gestallt hunn.

Méi héich Energiepräisser riskéieren och, de Wuesstum ofzebremsen an de Chômage an d'Luucht ze dreiwen. An iwwer all deem läit bei ville vun eise Matbierger e grousst Gefill vun Onsécherheet, wat dat bedeit, wéi et weidergeet, wou eis Welt histeiert. An och haut bleift dovunner nach villes ongewëss. Duerfir musse mer mat roueger Hand a mat Wäitsiicht handelen an eis op all verschidden Zenarioen haut an och an deenen nächste Woche virbereeden.

A genau dowéinst hu mer d'Sozialpartner zesummegeruff, wéi mer gesinn hunn, datt dee Krich länger géing daueren, méi laang wéi sou munch een – och vläicht déi, déi en ugefaangen hunn – et sech erwaart hätt.

Mir hunn d'Tripartitt zesummegeruff, well dëse Sujet ass net nëmmen ee fir d'Regierung. E betrëfft d'Salariéen, d'Staatsbeamten, d'Independanten, e betrëfft d'Betriber, e betrëfft eis Landwirtschaft, e betrëfft eis ganz Gesellschaft. An duerfir war et richteg a wichteg, d'Äntwert op dës Kris zesumme mat de Sozialpartner auszeschaffen. An ech wëll och haut hei ganz kloer soen, no deene ville Gespréicher, datt jiddweree seng Verantwortung iwwerholl huet.

Natierlech gouf et ënnerschiddlech Perspektiven a Positiounen. Jo, et gouf intensiv Diskussiounen. D'Sozialpartner louchen net ëmmer op enger Linn. Jiddweree koum mat senge Prioritéiten, senge Suergen, an dat ass och eigentlech ganz normal. Mee virun allem awer – mengen ech, kënnen ze soen – koum jiddweree mat engem Sënn vu Verantwortung a mam gemeinsame Wëllen, eng Léisung ze fannen. Duerfir wëll ech och hei ausdrécklech alle Sozialpartner Merci soe fir dee Wee, dee si iwwert déi Deeg, jo, Woche matgaange sinn.

D'Regierung huet ëmmer nees Alternativen op den Dësch geluecht, Léisunge proposéiert, déi déi eenzele Perspektive sollte berücksichtegen. A mir hunn dat net nëmmen an deene véier Sitzunge gemaach, mee och a ville separate Gespréicher, Telefonen niewent deene formelle Sitzungen, well dat wichteg war, fir sech openeen zouzebeweegen.

A souwisou: Sozialdialog heescht jo net, datt jiddweree vun Ufank un oder och net wärend dem Gespréich mat deem aneren ëmmer muss averstane sinn. Sozialdialog an eisen Aen heescht, datt ee matenee schwätzt, och grad dann, wann een net averstanen ass.

Ech mengen, haut kënnen ze soen, datt jiddwereen an der Tripartitt de Lëtzebuerger Modell matgedroen a matgelieft huet. Et ass wéinst där Attitüd, datt et eis méiglech war, en Accord ze fannen, en Accord, dee mer an dësem geopolitesche Kontext „Resilienzpak" nennen an deen op dräi Pilieren opgebaut ass: éischtens, Inflatioun bremsen a Kafkraaft erhalen, zweetens, eis Ekonomie schützen an Aarbechtsplazen erhalen, an drëttens, d'Transitioun op erneierbar Energië beschleunegen.

Dës dräi Piliere gehéieren an eisen Aen enk zesummen. Ouni Kafkraaft dréint eis Ekonomie net. Ouni staark Betriber gëtt et keng Aarbechtsplazen. An ouni Energietransitioun bleiwe mer vulnerabel och fir déi nächst Kris.

Dësen Accord ass net den Accord vun där enger oder där anerer Säit. Et ass ganz kloer en Accord am Interêt vum ganze Land. E stäerkt eis sozial, eis wirtschaftlech an eis ekologesch Resilienz.

Ech wëll haut net hei an dëser Deklaratioun zu der Tripartitt op all eenzel Moossnam agoen. Dat maachen déi zoustänneg Ministeren, wann déi eenzel Projeten heibannen deposéiert ginn an an der Chamber analyséiert ginn. Mee ech wëll duerleeën, wéi dës grouss Zilsetzung sech an eisem Accord erëmspigelt.

Eng vun den zentralen Decisiounen ass eng zäitbegrenzten Energiepräishëllef op allen Energiesourcen: beim Stroum, Bensinn, Diesel, Masutt a Gas. Mat dëser Hëllef schütze mer gläichzäiteg d'Kafkraaft an d'Aarbechtsplazen a mir limitéieren d'Präisdeierecht. A manner Inflatioun bedeit natierlech méi Stabilitéit a méi Previsibilitéit fir eis Betriber. Mir maachen och ganz bewosst eng Hëllef beim Stroum, fir d'Leit weider ze encouragéieren, op déi erneierbar Energien ëmzeklammen: op den Elektroauto, op d'Wärmepompel. Zesumme mat den Hëllefen, déi d'Regierung scho bei den Netzkäschten decidéiert huet, ass de Stroum domat eelef Cent pro Kilowattstonn méi bëlleg.

Eng zweet zentral Moossnam ass de Crédit d'impôt conjoncture, e Steierkreditt wéinst der geopolitescher Situatioun. Dësen ass eng direkt Steiererliichterung fir d'Leit. Mir hunn d'Steiertabell schonn an dëser Legislaturperiod ëm 6,5 Indextranchë berengegt an esou déi breet Mëttelschicht entlaascht. Dësen neie Steierkreditt kompenséiert eng weider Indextranche, wat grad an Zäite vun héijer Inflatioun wichteg fir d'Leit ass. Sou bleift um Enn vum Mount bei jidderengem méi Netto vum Brutto iwwereg. Dat war e Kärversprieche vun dëser Regierung. A wann d'Leit méi Kafkraaft hunn, da stäerkt dat och nees eis Wirtschaft a Betriber. An dofir hu mer och an dësem Resilienzpak keng nei Steieren a keng Erhéijung vun de Steiere virgesinn.

Dat bréngt mech zu engem weidere Bestanddeel vun eisem Tripartitt-Accord, dem soziale Mindestloun. An hei, beim soziale Mindestloun, ass et mir wichteg, net nëmmen iwwer Zuelen ze schwätzen. Mir mussen iwwer Mënsche schwätzen. Et ass eng Realitéit, datt et net einfach ass, mam Mindestloun iwwert d'Ronnen ze kommen, virun allem wéinst dem Wunnengsmaart. Dat ass d'Realitéit vu ganz ville Leit, déi bei eis am Land schaffen a liewen. A gläichzäiteg versti mer natierlech d'Suerge vu ville klengen a mëttelgrousse Betriber. Si stelle sech d'Fro, wéi se déi zousätzlech Lounkäschte kënnen droen.

Genee duerfir hu mer en Equiliber gesicht. Mat eiser Propos wäerten d'Leit, déi de soziale Mindestloun verdéngen, um Enn vum Mount 200 Euro méi hunn, ouni datt eis Betriber, besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, esou iwwerméisseg belaascht ginn, datt se dat net méi packen. Déi eng Hallschent ass eng strukturell Verbesserung vum Mindestloun am Aklang mat der genereller Lounentwécklung, wéi d'Regierung dat schonn am Abrëll annoncéiert hat. Déi zousätzlech 100 Euro, déi am Kader vun dëser Tripartitt derbäikommen, ginn iwwer eng Erhéijung vum Crédit d'impôt salaire social minimum – also e Steierkreditt, deen ee beim Loun all Mount bäikritt – realiséiert. Sou evitéiere mer eng weider Belaaschtung fir d'Betriber a stäerke gläichzäiteg cibléiert d'Kafkraaft vu Leit mat niddregem Akommes.

Dat ass eng Politick, déi net deen ee géint deen aneren ausspillt, mee déi versicht huet, d'Sozialpartner an ënnerschiddleche Perspektive beieneenzebréngen, well et gëtt keng staark Sozialpolitick ouni eng staark Wirtschaft!

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Duerfir gesäit dësen Accord och geziilt Hëllefe vir fir déi Betriber, déi besonnesch staark vun der Kris betraff sinn. An do denke mer ënner anerem un d'Landwirtschaft. Eis Bauere sinn direkt betraff duerch déi héich

Energiepräisser an déi héich Käschte beim Dünger. Wa mir iwwer Resilienz schwätzen, da musse mir och eis Liewensmëttelproduktioun permanent am Kapp halen. An duerfir gesäit dësen Accord geziilt Ënnerstëtzung fir eis Landwirtschaft vir.

An dat bréngt mech zu engem weidere Volet vun eisem Accord. Déi aktuell Kris weist eis nees d'Vulnerabilitéit vun Europa bei der Energie. Duerfir musse mer dës Kris notzen, fir nach méi konsequent d'Transitioun op erneierbar Energien unzedreiwen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass net nëmmen eng Fro vum Klima. Dat ass och eng Fro vun eiser wirtschaftlecher Sécherheet, vun eiser Resilienz an, jo, vun der Souveränitéit vun eisem Land. Duerfir begleede mir d'Leit op dësem Wee mat weidere Verbesserunge beim Klimabonus Wunnen, bei de Wärmepompelen, bei der energeetescher Renovatioun vun den Haiser an enger Anticipatioun vum Leasing social fir de Kaf vun Elektroautoe fir Leit mat klengem Akommes.

Dat wäert natierlech dem Klima hëllefen, et wäert och d'Käschte fir d'Leit reduzéieren an et wäert dem Lëtzebuerger Handwierk zousätzlech Opträg ginn. An esou ass et gutt fir de Planéit, gutt fir d'Leit, gutt fir d'Wirtschaft an domat gutt fir eis gemeinsam Zukunft.

Här President, Dir gesitt, all dës Moossnamen droen zu engem grousse Ganze bäi. Se stäerken déi sozial, wirtschaftlech an ekologesch Resilienz vun eisem Land. An dee wichtegsten Deel vun eiser Resilienz ass net onbedéngt, wat mir decidéieren, mee wéi mir decidéieren: am Dialog, am Respekt, am Interêt vum Land.

Mir wäerten eis duerfir weider mat de Sozialpartner echangéieren, bei der Ëmsetzung vun de Moossnamen, déi mer am Accord festgehalen hunn an déi ech haut hei beschriwwen hunn, mee och a Sujete wéi Logement an Aarbechtsmaart. Duerfir ass och e weesentlechen Deel vun dësem Accord, datt d'Sozialpartner sech engagéiert hunn, erëm aktiv a konstruktiv am CPTE, dem Comité permanent du travail et de l'emploi, matzeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | De sozialen Zesummenhalt ass de roude Fuedem vun dësem Accord, well mir wëssen all: Lëtzebuerg ass am stäerksten, wann et zesummenhält. Dat ass d'Basis vun eisem Erfolleg. Ouni déi Stabilitéit ass och kee wirtschaftleche Succès méiglech. A grad wann eng Kris vu bausse kënnt, wéi an dësem Fall de Krich am Noen Osten, da beweise mir ëmmer nees, fir wat Lëtzebuerg steet. Mir iwwerhuele Verantwortung, ee fir deen aneren. Mir schwätze mateneen, net iwwerteneen. Dat steet eisem Land gutt zu Gesiicht.

Stabilitéit, Sécherheet, sozialen Zesummenhalt, Wäerter an Innovatioun – dat sinn eis Zilsetzunge gewiescht an dëser Tripartitt an dat wäerte se och weider sinn an deenen Diskussiounen, déi kommen. Wann et ronderëm eis méi Duerjernee gëtt a mir eise sozialen Zesummenhalt weisen, dann ass Lëtzebuerg staark an da sinn ech optimistesch, datt mer als Regierung, mee och zesumme mat all deenen anere Kräften am Land an natierlech och der Chamber no vir kommen.

Ech sot dat mat e bëssen anere Wierder, mee mam nämmlechte Geescht virun e puer Wochen hei an der Erklärung zur Lag vun der Natioun. An et ass grad da wouer, wann esou eppes geschitt wéi dat am Iran a ronderëm.

Lëtzebuerg ass staark, wann et zesummenhält. Duerfir ass „Mateneen. Fireneen" net just e Slogan. Et ass dat, wat mer mat dësem Tripartitt-Accord fäerdegbruecht hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

An da komme mer zur Debatt iwwert dës Deklaratioun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Goergen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Här Staatsminister, Dir Häre Ministeren a Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d'éischt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Premierminister Merci soe fir seng Erklärungen zum Resilienzpak vun elo just, him awer natierlech och scho Merci soe fir säin Engagement a säin Asaz virun a wärend dëser Tripartitt a virun allem fir d'Resultat vun dëser Tripartitt.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Bei deem Debat, dee mer virun e puer Wochen haten, hat ech gesot, mir hätten als CSV-Fraktioun Vertrauen an déi roueg Hand vun eisem Premierminister. An ech kann haut soen: Mir sinn net enttäuscht ginn!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et war sécherlech keen einfache Challenge, mee zesumme mat senger Ekipp, zesummen an der Koalitioun gouf dat gutt preparéiert, mat Teamgeescht, an d'Resultat dréckt dat aus. Dofir eis Felicitatiounen an eise Respekt fir déi Aarbecht, déi do geleescht gouf.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | E Succès huet vill Pappen a Mammen, an en Echec ass e Weesekand.

(Hilarité)

Mir wëllen alle Sozialpartner Merci soen, déi bei dësem Accord matdiskutéiert a matgeschafft hunn, mee den Här Keup hat Recht beim État de la nation.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Lo kënnt eng.

M. Laurent Zeimet (CSV) | A scho lauschtert jiddereen no!

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat ass esou seelen. Esou seelen!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Den Här Keup hat Recht, wéi e gesot huet, wann dës Tripartitt en Echec gi wier, da wär et ganz kloer gewiescht, datt et ganz eleng den Echec vum Premierminister gewiescht wier. An dofir si mer haut frou, datt et aneschters gaangen ass, datt et e Succès ginn ass an datt jiddereen zu deem Succès bäigedroen huet.

An d'Madamm Bofferding hat och Recht beim État de la nation, well d'Madamm Bofferding huet gesot, datt mer alleguerten, souguer d'Oppositioun, e Succès vun der Tripartitt wëllen, well dat am Interêt vum Land wier, well d'Land nëmmen esou kéint gestäerkt ginn.

An d'Madamm Tanson hat och Recht beim État de la nation!

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Si hat och Recht, well si huet gesot: „Wéi een aus dem Vestiär no der Tripartitt erauskënnt, entscheet iwwert déi zweet Hallschent vun dëser Koalitioun." Ech muss feststellen: Dës Koalitioun kënnt relativ frësch, gutt gelaunt no dëser Tripartitt aus dem Vestiär eraus an déi zweet Hallschent, déi verspréch also.

(Interruptions)

Kafkraaft stäerken, Inflatioun ofbremsen, Transitioun virundreiwen – de Premier huet de Resümmee gemaach a mir sti voll do derhannert!

D'Energiepräisser mussen a wäerte gebremst gi bei Stroum, Gas, bei Masutt, bei Diesel, bei Bensinn. Dat ass eng konkreet Entlaaschtung, déi do op d'Leit zoukënnt. Dat hëlleft de Famillen, dat hëlleft de Betriber an dat hëlleft, d'Inflatioun ze bremsen. Well wa mer d'Inflatioun net ënner Kontroll halen, da verléiere mer alleguerten. An dofir ass dës Energiepräisbrems och eng Sozialpolitick, awer net nëmmen. Et ass och eng Wirtschaftspolitick.

Mir stäerken och de soziale Mindestloun. Mir ware fir dat, wat am Abrëll proposéiert gouf, a mir ënnerstëtzen och dëse weidere Schrëtt, well et eng Unerkennung ass fir alleguerten déi Leit – natierlech! –, déi mam Mindestloun mussen duerch d'Liewe kommen.

Mir maachen et awer op eng Manéier – wa mer der Regierung no ginn an nokommen –, déi d'Betriber an dëser schwiereger wirtschaftlecher Situatioun net nach zousätzlech belaascht, well mir kënnen nëmme sozial verdeelen, wat och wirtschaftlech erschafft gouf. Do hu mer eis beim État de nation laang driwwer ausgetosch. Mir bleiwe bei där Iwwerzeegung: Nëmme wat erwirtschaft gëtt, kann och verdeelt ginn, an nëmme wa Betriber investéieren, produzéieren an Aarbecht schafen, kann de Sozialstaat staark bleiwen.

Et ass och wichteg, datt déi Transitioun fir eng nei Energiepolitick weidergedriwwe gëtt. Wa mer also dës Kris als Chance notzen, da fënnt dat och eis vollsten Ënnerstëtzung.

Sou wéi et eis Ënnerstëtzung fënnt, datt dat heite kee Schlussstréch ass, mee datt d'Tripartitt reegelméisseg weider soll zesummekomme fir ze evaluéieren, ob dës Mesüre gräifen, ob dës Mesüren och an e puer Méint nach duerginn. De Sozialdialog kënnt sécherlech net mat dëser Tripartitt op en Enn. An et ass bewise ginn: Dës Regierung an dëse Premierminister kënne Sozialdialog!

Et gëtt also eng Clause de rendez-vous. Mir hoffen natierlech, datt et net nach méi schlëmm gëtt, mee ech wëll awer fir d'CSV-Fraktioun och ënnersträichen – an dat sollte mer vläicht net vergiessen –: Mir sinn net eleng an dëser Kris! An et gëtt sécherlech vill Leit op der Welt, déi ënnert dëser Kris vill méi leide wéi mir hei zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Un éischter Stell déi am Iran an déi am Noen Osten.

Dat sollte mer och net vergiessen. Well et kënnt heiansdo sou eriwwer, wéi wa mir do un der Front géife stoen. Nee, mir sinn net un der Front. Mir sinn net déi éischt Concernéiert. A mir sollte virun allem net déi vergiessen, déi am Moment vill méi ze leiden hunn!

Mir wäerten als CSV-Fraktioun déi Resolutioun, déi d'Madamm Bofferding – geschwënn, huelen ech un – wäert deposéieren, fir eng Spezialkommissioun

fir dës Tripartitt ze maachen, ënnerstëtzen an eis natierlech och ganz konstruktiv an déi Aarbechten abréngen, fir datt dësen Accord sou séier wéi méiglech kann hei am Haus ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Zeimet. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Regierungsvertrieder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir liewen an enger Zäit, an där international Sécherheet a wirtschaftlech Stabilitéit keng Selbstverständlechkeet méi sinn. Militäresch Konflikter, geopolitesch Spannungen an Handelskricher weisen eis all Dag, datt déi grouss Natiounen un éischter Stell u sech selwer denken.

An esou engem Ëmfeld muss e klengt Land wéi Lëtzebuerg seng Stäerkte kennen, se schützen a se konsequent asetzen. Eng vun dëse Stäerkten ass eise Sozialmodell, d'Fäegkeet, sech och a schwieregen Zäiten un en Dësch ze sëtzen, d'Fäegkeet, Differenzen ze iwwerbrécken, d'Fäegkeet, net nëmmen iwwer Problemer ze schwätzen, mee Léisungen ze fannen. Dat ass net nëmmen eng Traditioun – et ass eppes, wat eist Lëtzebuerger Land ausmécht.

Dofir war et richteg, dass de Premier d'Tripartitt aberuff huet. Et war richteg, wéinst enger droender Energiekris d'Kafkraaft vun de Leit an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an de Mëttelpunkt ze stellen. An et war richteg, d'Sozialpartner beieneenzebréngen a mat hinnen no Léisunge fir d'Leit an d'Betriber ze sichen.

Den Accord, deen elo um Dësch läit, ass fir d'alleréischt e Succès fir eist Land. Et ass e Succès vum Sozialdialog. An, jo, et ass och e Succès vun dëser Regierung, enger Regierung, déi gewisen huet, datt si d'Suerge vun de schaffende Leit eescht hëlt, mee och d'Realitéite vun de Betriber net aus den Ae verléiert.

Als DP begréisse mir dësen Accord ausdrécklech. Mir hunn ëmmer doru gegleeft, dass et méiglech ass, en Equiliber tëschent sozialer Verantwortung a wirtschaftlecher Vernonft ze fannen, tëschent dem Schutz vun der Kafkraaft an der Kompetitivitéit vun eisem Standuert, tëschent dem Besoin, haut ze hëllefen, an der Verantwortung, Äntwerten op Problemer vu muer ze liwweren. Dësen Accord dréit genee dës Handschréft. E stäerkt d'Kafkraaft, notamment och vun deenen, déi ënnert dem Mindestloun liewen, ouni eis Betriber zousätzlech ze belaaschten.

Am Kader vun den europäesche Virgabe war et och wichteg, dass de Bauere gehollef gëtt. Et hëlleft näischt, wann een op där enger Säit d'Leit entlaascht, mee op där anerer Säit Aarbechtsplaze riskéiert. An et hëlleft och näischt, wann een d'Betriber elengléisst, mee dobäi déi vergësst, déi um Enn vum Mount musse kucken, wéi se iwwert d'Ronne kommen.

Fir eis ass dësen Accord dowéinst net just eng technesch Äntwert op déi wirtschaftlech Situatioun. En ass e politescht Signal, e Signal, datt Lëtzebuerg och an onsécheren Zäite fäeg ass, zesummenzestoen. E Signal, datt Sozialdialog net nëmme funktionéiert, wann et einfach ass, mee grad dann, wann et drop ukënnt.

Besonnesch wichteg ass fir eis och d'Dimensioun vun der Energietransitioun. All Euro, dee mir haut an Energieeffizienz an an erneierbar Energien an an eis Onofhängegkeet investéieren, mécht eis muer manner ofhängeg vu Krisen, vu Präisschocken a vu Regimmer, déi net eis Wäerter deelen. Dat ass net nëmmen eng Fro vu Klimapolitick – et ass eng Fro vu wirtschaftlecher Souveränitéit, et ass eng Fro vu Sécherheet a Resilienz. Hei kann een aus eiser Siicht roueg nach méi ambitiéis a punkto Klimaziler an Zukunft weiderfueren.

Här President, Lëtzebuerg ass e Land vu Sécherheet, Fräiheet a grousser Liewensqualitéit. Dat däerf net nëmmen eng Beschreiwung sinn. Et muss en Usproch fir eis alleguer sinn. Dofir ënnerstëtze mir dësen Tripartitt-Accord: well en de soziale Fridde stäerkt, well en d'Kafkraaft ënnerstëtzt, well en eis Betriber net zousätzlech belaascht, well en d'Energietransitioun virundreift, well en nei Akzenter am Logement setzt a well e weist, datt Lëtzebuerg och a schwéieren Zäiten nach ëmmer fäeg ass, Léisungen ze fannen, déi dem ganze Land déngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Taina Bofferding agedroen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Et ass effektiv esou: Wann ee wëll, da geet et. Wann ee sech zesummen un en Dësch setzt, wann een zesummen diskutéiert, wann een zesummen nolauschtert. An ech muss soen, dass ech elo bei mengen zwee Virriedner eng gewëssen Erliichterung gespuert hunn. An dat ass och absolutt nozevollzéien, Här Zeimet. Wann een nämlech Revue passéiere léisst, wat mer alles déi lescht Méint, voire déi lescht dräi Joer, hei erlieft hunn a wéi vill Téitschen de Sozialdialog erlieft huet, da kann een, mengen ech, haut schonn erliichtert sinn.

D'LSAP begréisst dësen Accord. En ass gutt fir de Sozialdialog. En ass gutt fir d'Leit, déi ganz konkreet d'Präisdeierecht an hirem Portmonni spieren. An en ass och gutt fir d'Betriber, notamment déi kleng a mëttelstännesch Betriber, déi haut ënner enormem Drock stinn. Am Endeffekt ass dësen Accord gutt fir d'ganzt Land.

D'Tripartitt, dat war dat, wat mer scho méi laang gefuerdert hunn. Mir waren net déi eenzeg. Et huet eeben e bësse méi laang gedauert, bis de Premier sech iwwerzeege gelooss huet. Mee am Endeffekt – an do si mer eis alleguerten eens – ass et elo déi richteg Decisioun.

An ech hoffen, dass d'Regierung verstanen huet, dass de Sozialdialog net eppes ass, wat een nëmmen aus dem Tirang eraushëlt, wann ee grad an enger Konfliktsituatioun ass, an enger Kris ass. Mee Sozialdialog ass eppes, wat een all Dag lieft an ëmmer erëm soll uwenden.

Wat d'Mesüren elo betrëfft, war fir eis vun Ufank u kloer, dass de Fokus muss op deene Leit leien, déi am meeschten drënner leiden. Mir mussen d'Kafkraaft vun deene stäerken, déi eeben am vulnerabelste sinn an awer och gläichzäiteg derfir suergen, dass eis Betriber weiderhi kompetitiv bleiwen.

Jo, d'Kris trëfft am Endeffekt jiddereen. De Punkt ass awer: Si trëfft net jidderee gläich. An dofir kënnen d'Äntwerten dodrobber och net alleguerten déi selwecht sinn. Eis ass et wichteg, hei mat enger gewëssener sozialer Selektivitéit virzegoen, eeben ze kucken, do, wou d'Sue genau gebraucht ginn, och déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn, déi et dee Moment um Terrain brauch.

Déi eenzel Mesüre wäerte mer elo deemnächst nach presentéiert kréien. Mir wäerten och ganz genau kucken, wat se am Endeffekt wäerte bréngen, respektiv ob déi sozial Selektivitéit, déi eis wichteg ass, och konsequent esou ugewannt gëtt.

Wat de Mindestloun ubelaangt, ben, do stelle mer fest, dass eis Fuerderung vun engem Plus vun 200 Euro net aus der Loft gegraff war. Am Ufank si mer nach dofir e bësse belächelt ginn. Haut stelle mer fest, dass et effektiv dann och e Bestanddeel vum Accord ass.

Mir hätten eis, an dat wëll ech och ganz éierlech soen, eng strukturell Erhéijung gewënscht, dat wësst Der. Mee am Endeffekt ass et wichteg, dass déi Leit, déi et elo brauchen, et och herno an hirem Portmonni spieren an dass hinnen hei konkreet ka gehollef ginn. Mir soen awer och gläichzäiteg, dass et net bei enger eemoleger Mesür soll bleiwen. Wéi gesot, mir hätte gär eng strukturell Erhéijung. Och ass et wichteg, an Zukunft derfir ze suergen, dass de Mindestloun an d'Luucht geet. An ech verweisen och hei op eis Proposition de loi, fir dësen och un d'Lounentwécklung alljoers unzepassen.

Dann d'Energie: Eng Präisbrems op fossillen Energien ass fir eis akzeptabel, soulaang se nëmmen temporär ass, well laangfristeg musse mer eis Ofhängegkeet vu fossillen Energië reduzéieren a komplett op erneierbar Energië setzen. An d'Krise weisen eis jo, wéi gefëierlech eebe grad dës Ofhängegkeete sinn.

A fir datt déi Energietransitioun eis och geléngt, ass et wichteg, dass mer d'Leit mathuelen, an dofir ënnerstëtze mer och alleguerten déi heite Mesüren, déi d'Leit dodranner begleeden, déi Transitioun dann och hinzekréien, sief dat iwwert d'Wärmepompelen oder iwwert de soziale Leasing fir déi elektresch Autoen.

An der Energietransitioun sinn awer och nach weider Energien noutwendeg – ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens –, besonnesch fir déi Leit, déi net kënne selwer renovéieren, wéi d'Locataire. Och hei musse Léisungen, Solutioune bruecht ginn, fir si och hei an der Transitioun geziilt kënnen ze ënnerstëtzen.

Dat alles – an ech mengen, däers ware mer eis jo bewosst –, wat do festgehale ginn ass am Accord, dat kascht Suen. Mir krute gesot, et wär ongefëier eng hallef Milliard op zwee Joer. Dat ass e Risebatz Geld. Mir soen awer och ganz kloer: Fir eis ass dat en Invest! Et ass en Invest an d'Leit an et ass en Invest an d'Betriber.

D'Belaaschtung vum Staatsbudget ass awer eng Diskussioun, wou mer och ganz kloer soen: Där kënne mer eis net verschléissen an déi solle mer net eréischt um Enn vum Joer am Kader vum Depot vum Budget féieren! Mee wann ee kuckt, mat all deene Belaaschtungen, wéi d'Defenseausgaben, d'Individualbesteierung, och déi Mesüren, déi béi den Tubaksakzisen elo virgesi sinn, wou mer wëssen, dass mer manner Recettë kréien, d'Ausgabe fir d'Chômage-Idemnitéite vun de Grenzgänger ..., all dat wäert e Risenimpakt op eise Budget hunn. An dofir musse mer och déi Diskussioun féieren.

De Premier huet et selwer gesot: D'Beem wuessen net an den Himmel! Absolutt, mee et ass vläicht un der Zäit, dass Dir och selwer ufänkt, Beem ze planzen. Domadder mengen ech, dass et grad an dësen Zäite keen Tabu duerf sinn, ze kucken, wou mer nei Recettë fanne kënnen, wéi mer vläicht och nach weider Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem behiewe kënnen. Och dat ass wichteg, fir eeben ze kucken, dass mer d'ëffentlech Finanze weiderhin am Grëff behalen.

Här President, et ass gutt, dass de Premier haut eng Deklaratioun hei an der Chamber gemaach huet. Dat, éier e bei d'Press herno wäert goen an dat nach

am Detail erklären. Dat begréisse mer. Dat hutt Der mëttlerweil scho gutt intus, dat hutt Der gutt geléiert. Domat ass et awer net gedoen! Och wichteg ass, dass mer eis Aarbechte kënnen ophuelen an – den Här Zeimet huet scho gesot – dass unanime alleguerten d'Fraktioune sech hei eens sinn, dass mer gär eng Spezialkommissioun hätten, dat aus organisatoresche Grënn. Mir haten dat schonn deemools, 2022. Dat huet gutt fonctionéiert, an dofir hätte mer dat och gären dës Kéier. Ech mengen, dat erliichtert Iech d'Aarbecht, dat erliichtert eis d'Aarbecht an do si mer och all zesummen, do kënne mer och alles zesummen diskutéieren, och wann et herno eenzel Gesetzer gëtt.

Voilà. Ech kommen zum Schluss, Här President. D'Lektioun ass ganz kloer: De Lëtzebuerger Modell fonctionéiert, wann een en net als Flichtübung consideréiert, mee wann, wéi gesot, de Sozialmodell och wierklech gelieft gëtt. Matenee schwätzen, matenee Léisunge fannen an dann och zesummen aus der Kris kommen, dat war nach ëmmer en Atout fir Lëtzebuerg, grad dat, wat eis als klengt Land esou staark gemaach huet.

Elo, wou d'Kris, déi akut Kris, gedeelt ass, wëlle mer awer och ganz kloer soen: Elo ass et Zäit, fir nach déi aner Erausfuerderungen unzegoen. Ech begréissen och, dass Der gesot hutt, dass de Logement elo en Theema wäert sinn, dat Der och mat de Sozialpartner wäert diskutéieren. Do gëtt et jo elo dee Comité Logement. Op Ärem Paper steet, dass Der gären d'Alterslimitt bei de Bausparverträg wëllt ofschafen. Dat kann ee maachen, mee ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass dat elo net déi eenzeg Wonnerléisung ass, fir an der Wunnkris virzegoen, Stéchwuert Spekulatioun, Mietschutz. Do sinn nach ganz vill aner Projeten, déi ee kann ugoen, ganz vill aner Iddien, déi ee kann hunn.

Op alle Fall si mer frou, dass Der de Logement ophuelt, a mir hunn eis jo gewënscht, och wann deemools d'Majoritéit eis Motioun verworf huet, dass d'Regierung och am Logement an de Krisemodus switcht. Sou si mer frou, dass Der dat unhuelt, well wa mer eppes an deene leschten Deeg geléiert hunn, ass et fir eis ganz kloer: Wann de politesche Wëllen do ass, da geet et och!

Merci.

Une voix | Très bien!

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérat l'accord dit « tripartite » signé entre les partenaires sociaux en date du 8 juin 2026 ;

– considérant l'envergure des travaux législatifs nécessaires afin de mettre en œuvre rapidement les mesures de cet accord tripartite ;

– considérant la nécessité d'une politique anti-crise cohérente ;

– considérant la commission spéciale « Tripartite » mise en place en 2022 et 2023,

décide

– d'instituer, conformément à l'article 21 (1) du Règlement de la Chambre des Députés, une commission spéciale « Tripartite » où seront traités les dossiers législatifs découlant de l'accord tripartite du 8 juin 2026.

(s.) Taina Bofferding, Gilles Baum, Marc Baum, Marc Goergen, Fred Keup, Sam Tanson, Laurent Zeimet.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. Merci. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen an Dir Häre Ministeren, mir si frou, wann ADR-Propositiounen iwwerholl ginn, a vill vun de Moossnamen, déi elo hei wäerten decidéiert ginn an déi am Accord stinn, stoungen och scho bei eis an eisem Walprogramm oder déi hu mir an de leschte Woche gefuerdert, och hei an der Chamber. Duerfir hätte mer och, fir déi Fuerderungen ëmzesetzen, vun eiser Vue aus keng Tripartitt gebraucht. Mir hätten et einfach esou an der Chamber kënne maachen. Mee elo ass et gutt, dass et esou kënnt.

Et sinn awer och e puer Saachen e bësse méi problematesch. Dorobber kommen ech och nach.

Déi Propositiounen, déi eis ganz besonnesch gutt gefalen an déi mer och scho virun enger Zäit ëmgesat hätten, dat ass zum Beispill, dass d'Akzisen erofginn. Mir brauchen hei am Land niddreg Energiepräisser, mir brauchen niddreg Bensinns-, Diesel- a Masuttspräisser. Mir hate schonn am Abrëll gefuerdert, dass de Präis vum Masutt, vum Diesel a vum Bensinn soll erofgoen. Deemools ass gesot ginn: „Nee, elo net." Dir hutt dat refuséiert. Dir hutt gesot: „Mir maachen dat da vläicht no der Tripartitt." Bon, besser spéit ewéi ni. Mir si lo frou, dass dat da lo geplangt ass a mir freeën eis drop, dat hei an der Chamber ze stëmmen. Mir hätten eis nach virstelle kënnen, nach méi wäit ze goe beim Bensinn a beim Diesel. Dat kënnt nämlech de Bierger hei am Land zegutt. A mir dierfen net vergiessen, dass doduerch och den Tanktourismus ugekuerbelt gëtt, wat immens ass fir eist Land, …

(Hilarité)

… well mer do Milliounen an Honnerte vu Milliounen erëm erakréien, esou dass een dervu kann ausgoen, dass dës Moossnam esouguer fir de Staatsbudget eppes Positives wäert sinn.

Dann hu mer allgemeng Energieentlaaschtungen. Mir hunn eng Upassung vun der Steiertabell. Mir hunn d'TVA, déi plafonéiert gëtt, méi héich op 100.000, wann ee Renovatiounen am Haus mécht. Mir hunn och eng Ënnerstëtzung fir d'Landwirtschaft a fir d'Wirtschaft am Allgemengen, wat mer als ganz wichteg ugesinn. Dat sinn Iddien, déi och deelweis esou iwwerholl gi sinn, wéi mir se virgeschloen hunn. An doriwwer si mer frou.

Frou kann een awer net onbedéngt iwwer alles sinn, well esou einfach ass et awer och net. An et muss een awer och gesinn, dass eng Partie Problemer sinn.

Wann een elo zum Beispill dann de Punkt hëlt iwwert de Mindestloun: Den Här Premierminister huet hei ganz richteg gesot, dass ee muss mënschewierdeg hei am Land kënne liewe vu senger Aarbecht. Dat ass ganz richteg!

Ech wëll awer och direkt eppes soen, wat hei vergiess ginn ass: Et muss een och mënschewierdeg hei am Land kënne liewe mat enger Pensioun. An hei hu mer e Mindestloun, deen elo quasi subventionéiert gëtt duerch e Steierkreditt an an d'Luucht geet. Mir hunn awer eng Mindestpensioun, wou dat net de Fall ass. Déi war warscheinlech net d'Theema. An ech mengen, dass dat awer e Problem ass, well d'Mindestpensioun ass jo däitlech nach ënnert dem Mindestloun, an ech mengen, dass dat eppes ass, wou een och onbedéngt eppes misst maachen, net dass op eemol déi Schéier zwëschent dem Mindestloun an der Mindestpensioun ze wäit auserneegeet.

D'Realitéit ass och déi, dass de Mindestloun fir verschidde Leit net duergeet. Dat sinn der ganz vill hei am Land. Dat si besonnesch zum Beispill Jonker, déi hei ufänke mat schaffen, mee et sinn awer och anerer, déi fir de Mindestloun schaffen a fir déi dat éischter vill ass. Ech ginn ze bedenken, dass de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg iwwert dem Medianloun a Frankräich ass, dat heescht een, deen de Lëtzebuerger Mindestloun direkt hannert der Grenz huet, deen huet méi wéi seng Kolleegen, d'Duerchschnëttsfransousen, déi a Frankräich schaffen. Dat sollt een och net vergiessen. Mir hunn hei am Land eng grouss Diversitéit vu Fäll. An duerfir ass d'Realitéit och zimmlech komplex, a wat fir déi eng vill ass, geet fir déi aner net duer, fir ze liewen.

Dat Ganzt kascht enorm vill Geld: 450 Milliounen. An dat ass bei den éischte Riedner hei wierklech net ugeklongen, well dat ass jo awer e bëssen de schwaache Punkt bei deem Ganzen. Dat ass dat: „Jo, jiddweree kritt elo eppes an et bezilt och keen eppes", mee dat stëmmt jo net, well déi 450 Milliounen, déi fale jo net vum Himmel, mee déi komme jo iergendwou hier. A vu wou komme se? Si kommen eigentlech vun de Bierger hei am Land, vun den Awunner, vun de Steierzueler. A wann Der déi 450 Millioune rechent op d'Populatioun, dann heescht dat, dass all Awunner hei am Land elo 700 Euro bezilt, fir déi Moossnamen hei duerchzesetzen. Dat ass och eng Realitéit, well iergendwou mussen d'Suen hierkommen. An da maache mer erëm Scholden an dann ass jo iergendwann eng Kéier een, deen et muss bezuelen, am Zweifelsfall déi Generatiounen, déi no eis kommen. An dat ass och problematesch, dat dierf een net vergiessen!

Mir hunn och hei Aussoen héieren iwwert d'Energie, wou mer sollen eng Transitioun maachen a wou mer solle méi onofhängeg ginn. Ech ginn awer do ze bedenken, ouni ze déif an d'Theema anzegoen: Och beim Stroum wäerte mer zu Lëtzebuerg ni onofhängeg sinn a mir wäerten och ni resilient genuch ginn, fir Krisen aus dem Ausland einfach esou, mir näischt, dir näischt, ze iwwerstoen! An ech ginn och ze bedenken, dass ee fir eng Transitioun op erneierbar Energien e Backup brauch, deen an der Reegel Gas ass, also brauche mer däers och vun iergendwou hier.

Dat alles gesot, mengen ech, dass et eis wichteg ass, dass mer alles dat ënnerstëtzen, wat konkreet de Bierger hei am Land hëlleft. Mir fannen awer, dass et net nëmmen ëm kuerzfristeg Entlaaschtung geet, mee mir brauchen och strukturell Äntwerte fir déi grouss Problemer, déi mer hei am Land hunn, ob dat de Wuesstem ass, ob dat d'Wunnen ass, wou ëmmer méi Leit mussen an d'Ausland plënneren, ob dat d'Problemer sinn, déi d'Famillen haut erliewen, a mir brauchen eng staark Mëttelschicht. Dofir sti mir!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Wéi ech den Deputéierte vun der Majoritéit elo nogelauschtert hunn, hat ech d'Impressioun, de Krich am Noen Osten an an der Ukrain hätte mer elo quasi geléist mat dëser Tripartitt. Ech mengen, do si mer net, mee ech wollt mech awer elo konzentréieren op véier essentiel Punkten, an natierlech éischter op déi Saachen agoen, déi ech e bësse méi kritesch gesi bei deem Accord.

Ech fänken awer mat deem Positiven un. Här Premierminister – den Här Fraktiounspresident vun der CSV hat mech scho virdrun zitéiert –, Felicitatiounen, dass Der hei zu engem Accord komm sidd! Et ass wichteg, dass d'Regierung et fäerdegbruecht huet, dass d'Sozialpartner nees un den Dësch komm sinn an dass hei och eppes derbäi erauskomm ass. Mir

wëssen zwar alle béid, mengen ech, dass et essentiel war, dass dat géing geschéien, mee nawell hutt Der et fäerdegbruecht. An natierlech hunn d'Sozialpartner och hiert dozou bäigedroen. Duerfir ass dat wierklech eng ganz gutt Saach. Verspillt just wannechgelift net dat Vertrauen, dat elo geschaf ginn ass, bei der nächster Geleeënheet.

Dat Zweet ass: Dir erkennt un, datt de Logement eng vun de gréissten Erausfuerderungen ass, ekonomesch a gesellschaftlech. Dat steet an Ärem Accord.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mir vermëssen awer weiderhin hei wierklech konkreet Mesüren, wat dat ubelaangt. D'Léisung läit an eisen Aen net eleng bei steierleche Mesüren a scho guer net, wann et reng a Richtung vun der Proprietéit geet.

Nieft dem Ausbau vum ëffentleche Wunnengsbau, dee jo elo nach eng Kéier renforcéiert gëtt, brauch et an eisen Aen eng Responsabiliséierung vun deenen, déi Proprietär sinn an déi hir Proprietéiten, déi eidel stinn, net deele mam Marché, sprëch: Mobiliséierung vun eidel stoende Wunnengen a Mobiliséierung vun Terrainen. Déi missten an eisen Ae virgezu ginn. Dovu geet net rieds.

Idem de Schutz vun de Locatairen. Mir wëssen, datt ëmmer méi Leit op d'Locatioun mussen zréckgräifen. Mir hunn den Ament kee wierksame Schutz vum Loyer an et ass och keen an Aussiicht. Den Observatoire de l'habitat huet déi lescht Deeg e puer interessant Notten dozou erausginn, wou een ënner anerem gesäit, dass de Loyer ëm 75 % iwwert déi lescht 16 Joer an d'Luucht gaangen ass. Dat ass en zolitte Montant a mir gesinn do Handlungsbedarf.

Drëtte Punkt: d'Energie. Mir versti jo d'Logik, datt Der d'Inflatioun wëllt bremsen, mee wisou gëtt dat an den Zäiten, an deene mer sinn, vun Energieknappheet an der Noutwendegkeet, op eng Transitioun ze kommen, zimmlech ondifferenzéiert um Niveau vun de fossillen Energiepräisser gemaach, iwwerdeems déi, déi schonn ëmgeklomme sinn, sprëch Wärmepompel, Elektromobilitéit, de Message kréien – an ech verstinn, wou et hierkënnt, mee trotzdeem –, si missten oppasse bei hirer Consommatioun? Mir vermëssen do e bëssen d'Logik hannendrun a mir bedaueren och d'Geschicht, déi dat doten erzielt.

Mir musse fortkomme vun deem Gedanken, datt d'fossill Energien an Zukunft ëmmer wäerte kompenséiert ginn, well sech ganz einfach och d'Fro vun der Ofhängegkeet a vun der Versuergung stellt. D'Fro vum Tankrabatt um Bensinn – vu kengem gefuerdert laut den Dokumenter, déi online zur Verfügung stinn, vum Minister selwer nach mat valabelen Argumenter a Fro gestallt virun e puer Wochen an der Press –, déi kënnt dann elo awer. Wann et just ëm d'Inflatioun geet, wisou dann net zum Beispill eng generell Baisse op der TVA vun de Grondliewensmëttel, amplaz hei op eng awer geféierlech Kompetitioun mat den Nopeschlänner op der Tankstell ze goen?

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Bensinn ass fir de Mënsch net liewenswichteg, Grondnarungsmëttel schonn. Wann also Brout, Botter a Mëllech méi deier ginn, da stellt dat fir Mënsche mat niddregem Akommes direkt e grondsätzleche Problem duer. An donieft hunn och d'Basisliewensmëttel e groussen Impakt op den Indexwuerekuerf. Ech waarden och do – Dir hutt mer dat elo zougesot – op déi ganz Berechnungen, déi gemaach gi sinn am Kader vun der Tripartitt, wat dann d'Mesüre fir en Impakt op d'Inflatioun hunn, d'selwecht och, wat den Impakt op d'Klimaziler vun dëse Mesüren ass, well ech denken, dass dat och ganz, ganz wichteg ass.

Mir bedaueren och, datt déi Informatiounscampagne, déi mer scho laang gefrot hunn, elo eigentlech eréischt am Accord drasteet. Den Direkter vun der Internationaler Energieagence huet elo déi lescht Deeg hei zu Lëtzebuerg relativ vill Interviewe ginn, wou en eeben och gesot huet, dass sech musse Gedanke gemaach ginn iwwert d'Spueren, dass d'Regierungen och vläicht sollte Mesüren ergräifen. Dir hutt dat elo hei am Accord virgesinn, dass Der elo mol wëllt kommunizéieren. Mir denken, dat kënnt leider ganz e bësse spéit.

Mir froen eis och, wisou et esou laang dauert, bis de Leasing social kënnt. E steet elo säit dräi Joer am Raum, dir sidd säit zwee an engem hallwe Joer do, an nawell soll en eréischt den 1. Januar 2027 kommen.

An da sinn nach zwou Saachen, déi mer och vermëssen. Wisou geet net rieds vum Leasing social fir d'Wärmepompelen? Den Invest ass trotz allen Aidë fir vill Leit eng Hürd. A bei de Locatairë kéint dat och eng Hëllef sinn. A wéini trëtt dat nationaalt Bautereglement a Kraaft, dat scho ganz laang versprach gëtt a wou ganz vill Gemengen drop waarden, datt et do ass, bis dass se eeben hir eege Reglementer upassen. Well Wärmepompelen ass net just eng Fro vum Finanzement, et ass och eng Fro vun administrativen Hürden.

E leschte Punkt, wann och net en onweesentleche Punkt: Et geet dervu rieds, datt de ganzen Accord 450 Milliioune kascht. Mir froen hei och eng konkreet Oplëschtung vun deenen eenzelne Mesüren. D'Fro, déi net geklärt ass, ass déi vun der Finanzéierung, Här Premierminister. Dir sot: „Mir hunn de Sputt." Dir hutt vläicht Informatiounen, déi mir net hunn. Mee wann ech mer d'Previsioune fir dëst an dat nächst Joer ukucken, da froen ech mech: Wou ass en dann, de Sputt?

Mir sollen déi nächst zwee Joer en Defizit kréien. Mir sollen 2027 wa méiglech déi 30 % Scholdegrenz iwwerschreiden, an do net matagerechent: déi faméis Steierreform vun enger Milliard d'Joer, déi duerno kënnt.

Also, Här Premierminister, Ären Optimismus an allen Éieren, mee wou kommen d'Suen hier? Gëtt beim Invest gespuert? Da sot ons, wou. Gi Leeschtunge gekierzt? Da sot ons, wéi eng. Oder ginn zousätzlech Scholden opgeholl? Dann erkläert ons wannechgelift, ob Der et verstänneg fannt, Scholden opzehuelen, fir eng Steierreform ze finanzéieren.

Dofir, Här President, mir stinn zum Tripartitt-Modell. Hei, am Kader vun enger akuter Kris, ass et gutt, datt d'Regierung punktuell Geld an de Grapp geholl huet, fir de Leit a Betriber ze hëllefen. Mee fir all déi net punktuell, laangfristeg Depensen, déi d'Regierung an hirer eegener Hand huet, kënnt Dir net éiweg esou verfueren, wéi wann Dir keng Géigefinanzéierung bräicht, soss gëtt Är Charmeoffensiv vun haut de Steierzueler vu muer an iwwermuer eng richteg deier, wann Är riskant Wett net opgeet. Ech denken dowéinst, Dir misst Iech och trotzdeem Gedanke maachen iwwer zousätzlech Recetten, déi Der kéint erakréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, och als Oppositiounspolitiker mécht et natierlech vill méi Spaass, wann eng Tripartitt en Erfolleg war. An dat war dës Tripartitt. Ech erënnere mech nach zréck: An der leschter Legislatur hunn ech leider och missen eng kommentéieren, wou net all d'Sozialpartner ënnerschriwwen haten. An dat heiten ass sécherlech haut eng Situatioun, déi vill besser ass fir alleguerten d'Leit an eisem Land.

Jo, de Konflikt am Iran huet reng de President Trump bestallt, net eis Regierung, net eis Chamber, net d'Leit am Land. Si hunn awer drënner ze leiden. An d'Regierung huet elo, no e puer Ustéiss, déi se krut, hir Verantwortung geholl an ass mat jidderengem zesummekomm. Souguer d'Baueren duerften derbäi sinn – erëm eppes, wat positiv ass, wat och soss an der Tripartitt leider net de Fall war. An ech hoffen, dass et och an Zukunft wäert esou weidergoen.

Gehollef kréien d'Leit. Jo, dat kascht. Mee op där anerer Säit muss ee jo och soen, an de Finanzminister weess dat och: Alleguerten déi Haussen, déi elo do waren, hu jo awer och schéin de Staatssäckelche gutt gefëllt. Huele mer un, elo geet et fënnef Cent erof op der Tankstell. Jo, duerch d'TVA koumen der awer och vill eran, wéi en elo d'Hausse war. Also, et ass elo awer esou, dass de Staat elo net muer muss iergendwou grad op deenen Dossiere kraze goen.

Bon, mir hätten et natierlech méi flott fonnt, wann Der elo gesot hätt, de Stroum géif d'selwecht reduzéiert wéi d'Tanken. Et ass eeben e klenge Message. Ech weess, et ass just een Cent, mee Dir hätt dat och nach gepackt. Also ech mengen, de Gilles Roth hätt och do nach e puer Cent fonnt. Et wär méi flott gewiescht, wann Der gesot hätt, d'Elektroautoe kréiche genausou eng Reduktioun wéi och d'Pëtrolsprodukter. Bon, Dir hutt et net gemaach. Dat ass e klenge Bemoll.

Mee am grousse Ganze kënne mir Piraten Iech awer just luewe fir déi Hëllefen, déi Der elo festgeluecht hutt. Virun allem ass villes derbäi, wat mer elo déi lescht zwee, dräi Méint hei gefuerdert hunn, wann ech mech drun erënneren, wéi oft mer hei d'Diskussioun haten, dass de Steierbarème un den Index muss ugepasst ginn. Dir wësst, mir Piraten hätten am léifste gär en Automatismus. D'Regierung geet net mat op dee Wee. Mee d'Regierung huet awer elo erkannt, dass et eng Moossnam huet misse ginn. An déi kënnt elo. Dir maacht et elo iwwer e Steierkreditt. Jo, dat kann een och maachen. Mir hätten natierlech léiwer gehat, et wär och an Zukunft automatesch ugepasst ginn.

Dat selwecht bei den Energien, dovun hu mer och virun zwee, dräi Méint hei geschwat. Déi Lénk haten nach eng Motioun, déi refuséiert gouf. Bon, elo gouf awer de Leit gehollef. Herno ass de Montant en anerem, mee de Prinzipp ass awer dee selwechten. Et ass eeben dat, wat ee sech heiansdo hätt kënne spueren: déi Zäit. Well elo ass jo awer, wann een elo kuckt, och eng liicht Entspanung am Iran-Konflikt ze gesinn. De Barrel ass elo op 93, 94 Dollar erof. Dat heescht, déi Haussë sinn net méi esou markant wéi virun engem Mount, wou mer op 110, 115, 120 Dollar de Barrel waren. Dat heescht, d'Regierung ass hei awer e bëssen hannendru gelaf. Mee, wat wichteg ass, si reagéiert elo, an déi Moossnamen, déi wäerte gräifen.

An e ganz positive Message, deen Der matgitt, dee mir Piraten nëmme kënnen ënnerstëtzen, ass, dass Der keng nei Steieren agefouert hutt a keng nei Belaaschtung fir d'Leit.

Wat mer eis natierlech gewënscht haten – an dat hunn ech och virun zwee, dräi Méint hei gesot –, ass awer eng weider Belaaschtung fir Pëtrolsfirmen, déi kräfteg elo matverdéngt hunn un der ganzer Noutsituatioun vun de Leit. Ech verstinn awer, dass Der déi Gedanken net weidergefouert hutt.

De Logement ass e strukturelle Problem. Also ech hu Verständnis fir Iech, dass Der dat net an dräi Ronnen an der Tripartitt geléist krut. Dat ass e strukturelle Problem, deen ee muss upaken. Dass de Bausparvertrag elo eropgesat gëtt, ass eng Moossnam, déi scho laang fälleg war, well hautzudaags ass et net gesot, dass ee sech mat 40 schonn zu Lëtzebuerg en Haus ka leeschten. Dofir ass et gutt, dass dat elo eropgesat ginn ass, datt mat de Joren ... An natierlech och d'Renovatiounen: Deen alen Taux vu 50.000, dee war wierklech al. Hautzudaags ass et wichteg, dass mer do op 100.000 ginn.

Mir Piraten kënnen d'Tripartitt, sou wéi se elo ausgaangen ass, just luewen. An ech hoffen, dass, wann an Zukunft nach eng Kéier sollt eng schwiereg Situatioun antreffen, déi Kéier d'Regierung dann éischter wäert handelen an éischter mat de Sozialpartner zesummekënnt, well Dir gesitt, et gëtt e gutt Resultat. An de Premier huet virdru gesot, dass de Mateneen ... Ma Dir hutt et elo geléiert: Am Mateneen, am Dialog kommt Der och mat alleguerten de Partner zesummen, an ech mengen, dat ass gutt fir jiddereen hei am Land.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. „Dat hei ass e Succès fir eise Premierminister", sou sot dat de Koalitiounspartner a Vizepremier Xavier Bettel scho bal gënnerhaft a paternalistesch nom Ofschloss vum Tripartitt-Accord.

(Hilarité)

Mee eigentlech huet e warscheinlech gemengt: „Wow! Mol eng Kéier ass net alles komplett verbockt ginn."

(Hilarité)

An esou ass et. Nodeems de Premier mat senger gewënschter Pensiounsreform, wou mer alleguerte sollten obligatoresch bis 65 Joer schaffe goen, gescheitert ass, nodeems de Versuch, de Gewerkschaften hir Legitimitéit ofzeschwätzen, Kollektivverträg ze verhandelen, vu 25.000 Leit op der Strooss zeréckgedrängt gouf, nom grandiosen Echec vun de Sozialronnen d'lescht Joer an nodeems de Premier sech méintelaang géint de Sozialdialog a Form vun enger Tripartitt versicht huet ze wieren, jo, no zwee an engem hallwe Joer Pleiten, Pech a Panne vum selbsternannte CEO gëtt et elo schonn als Risesuccès gefeiert, wann de Premier dës Kéier kee weidere Porzeläin zerbrach huet. An et huet een d'Erliichterung gespuert an de Riede vun der CSV an der DP hei.

Här President, Dir gesitt, d'Regierung brauch net méi vill, fir zefridden ze sinn. Esou niddreg sinn entretemps hir Usprëch.

Mee effektiv gëtt et bei dëser Tripartitt am Fong just ee grousse Gewënner, an dat ass de Sozialdialog. Dat ass déi Aart a Weis, wéi mer zu Lëtzebuerg zanter iwwer 50 Joer diskutéieren, wéi de Konflikt tëschent Aarbecht a Kapital encadréiert, ziviliséiert gëtt a wéi eist Land erfollegräich duerch gréisser Krise komm ass. De Wee vum Sozialdialog a sengem eminentsten Ausdrock, der Tripartitt, si gestäerkt erausgaangen aus dëse Verhandlungen.

An deen allergréisste Verléierer, dat sinn déi neoliberal Virstellunge vun deenen, déi de Sozialdialog torpedéiere wollten an deene leschten zwee an engem hallwe Joer, an déi, déi d'Gewerkschafte wollten an den Eck drécken, fir nëmmen nach eng Politick vum décke Patronat a grousse Kapital ze maachen. Dësen Tripartitt-Accord ass Ausdrock vum Scheitere vun där Politick, an dat ass och gutt esou!

Wat soss nach am Accord steet, ass allerdéngs wéineg strukturell, mee éischter punktuell.

Éischtens: D'Inflatioun soll bekämpft ginn, zäitlech begrenzt. Et gëtt proposéiert, all déi verschidden Energien, vum Spritt iwwert de Masutt an de Gas bis hin zum Stroum am Cent-Beräich bis Dezember ze subventionéieren. Als Lénk si mer mam Prinzipp vu staatlechen Interventioune bei den Energiepräisser d'accord, well eng Kontroll iwwert d'Präisser deen efikasste Wee ass, fir Inflatioun ze limitéieren.

Allerdéngs bedauere mer ganz staark, dass dat elo eréischt ab Juli respektiv August soll de Fall sinn. Ugangs Mäerz hu mer hei an der Chamber als Lénk schonn eng Deckelung vun den Energiepräisser proposéiert nieft enger zolitter Opstockung vun den ëffentlechen Investitiounen a propper Energien an an de Klimaschutz.

D'Regierung huet elo véier Méint an d'Iwwerzeegungskraaft vun de Sozialpartner gebraucht, fir dat elo an ofgespeckter Form ze beschléissen, wat säit Mäerz eng Evidenz war a wat d'Chamber am Mäerz schonn hätt kënnen hei beschléissen. Véier Méint also, wou d'Regierung der Inflatioun einfach nëmmen nogekuckt huet.

Déi zweet grouss nei Mesür ass e Steierkreditt vun 98 Euro um onqualifizéierte Mindestloun ab dem 1. Januar 2027 an dann nach eng Kéier 21 Euro zousätzlech den 1. Juli 2027. Dat sinn also 119 Euro méi wéi dat, wat souwisou scho virgesi war. Duerfir vun 200 Euro ze schwätzen, ass zumindest gemogelt.

An och wa mer als Lénk begréissen, datt d'Kafkraaft vun de klenge Léin soll gestäerkt ginn, sou muss een awer soen, datt dat heiten och e Kaddo un d'Patronat ass. Well, si bezuelen elo net méi de ganze Loun, mee just nach en Deel, de Rescht iwwerhëlt de Staat.

Dat heescht awer och, datt déi betraffe Salariéen op deem Deel, deen de Staat iwwerhëlt, keng Usprëch op Sozialversécherung hunn, keng entspriechend Pensiounen, kee Chômage, Krankegeld et cetera et cetera.

An duerfir si mer als Lénk der fester Iwwerzeegung, datt mer weiderhin eng strukturell Erhéijung vum soziale Mindestloun brauchen. Well grouss multinational Chaînë wéi H&M oder McDonald's reiwe sech elo schonn d'Hänn. Si brauchen hire Salariéë kee Su weider ze bezuelen, mee kënnen duerch d'Erhéijung vun der Kafkraaft nach mat méi Ëmsaz a Benefisser rechnen, ouni datt si op deem Méi u Benefisser och nëmmen ee Jota weider bezuele missten, well géigefinanzéiert gëtt dee ganze Pak iwwert d'Scholden, iwwert de Staatsbudget, alles op Käschte vum Staatsbudget. An dëst ouni groussen Investitiounspak, an deem mer de Logement, d'energeetesch Transitioun resolut uginn an domadder d'Ekonomie rëm un d'Rulle kréien.

Dësen Accord, Här President, kascht bal eng hallef Milliard. Eng hallef Milliard kascht also d'Zesummesetze vun de Schierbele vun zwee an engem hallwe Joer CEO-Politick. Eng Victoire ass dat net. An ënnert eis, Här Premier, gleeft Ärem Koalitiounspartner net ëmmer alles.

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss. An dann, wann d'Regierung wëllt, ka se d'Wuert nach eng Kéier huelen.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass d'Diskussioun zu dëser Deklaratioun ofgeschloss.

Résolution 1

Et ass eng Resolutioun deposéiert gi vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt déi erkläert.

Ech gesinn, datt jiddweree se mat ënnerschriwwen huet, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit se mat ënnerschriwwen huet. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Et geet ëm d'Kreatioun vun enger Commission spéciale „Tripartite". Ech gesinn, datt kee wëllt dozou d'Wuert ergräifen.

Da géif ech dës Resolutioun zum Vott stellen. Ech géif proposéieren, datt mer dat par main levée maachen.

Vote sur la résolution 1

Wie mat der Propositioun vun der Madamm Bofferding averstanen ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

7. Constitution d'une commission spéciale « Tripartite »

Vu datt mer elo eng nei Kommissioun kreéiert hunn, géif ech dann direkt froen, well ech verstanen hunn, datt déi Commission „Tripartite" och relativ kuerzfristeg muss an den Asaz goen, ob Der bereet wäert, schonn hei direkt d'Propositions de nominations fir d'Kommissioun ze maachen, da kéinte mer dat an engems gemeinsam decidéieren. Ech géif den Tour maache vun de Fraktiounspresidenten.

Här Zeimet, hutt Dir Propositioune fir an déi Kommissioun? Wann Der se net bei Hand hutt, froen ech deen nächsten an dann ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach, Här President, ech kann Iech déi matdeelen. Dat wär eng Kéier d'Madamm Adehm, d'Madamm Weydert, den Här Boonen, den Här Weiler a meng Wéinegkeet. Hunn ech ee vergiess?

M. Claude Wiseler, Président | Ok, d'Madamm Adehm, d'Madamm Weydert, den Här Boonen, den Här Weiler an den Här Zeimet.

Ech géif der DP déi selwecht Fro stellen.

M. Gilles Baum (DP) | Mir géifen Iech proposéieren: d'Madamm Hartmann, den Här Emering, den Här Bauler an de Fraktiounspresident. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Also, ech widderhuelen: d'Madamm Hartmann, den Här Emering, den Här Bauler an den Här Gilles Baum.

Da stellen ech déi Fro der LSAP.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, mir hunn der jo dräi zegutt.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Et wären den Här Engel, den Här Fayot a meng Wéinegkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Also den Här Engel, den Här Fayot an d'Madamm Bofferding.

Da stellen ech déi selwecht Fro der ADR.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, mir proposéieren d'Madamm Schoos.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Schoos. Merci, Här Keup.

Der Madamm Tanson stellen ech och déi Fro.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech géif dat maachen, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Ech schreiwen d'Madamm Tanson op.

An da stellen ech ... Jo, Här Goergen?

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Bekanntlecherweis deele mir eis mat déi Lénk d'Kommissiounen. A mir géingen da verzichten an déi Lénk de Virtrëtt loossen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Goergen. An da mussen déi Lénk mer soen, vu datt se zu zwee sinn, wien et dann elo ass.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech géif dat da maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An domat hätte mer da 15 Leit, déi proposéiert wäre fir déi Kommissioun. Ech mengen, Dir hutt dat all matkritt, ech brauch se net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech géing also hei och froen, ob Der mat deene 15 Nimm d'accord sidd, ob der d'accord sidd, déi Leit an d'Commission spéciale „Tripartite" ze beruffen. Sidd Der alleguer domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen Iech Merci dofir.

(La Commission spéciale « Tripartite » est composée des membres suivants : Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. Marc Baum, Mme Taina Bofferding, M. Jeff Boonen, M. Luc Emering, M. Georges Engel, M. Franz Fayot, Mme Carole Hartmann, Mme Alexandra Schoos, Mme Sam Tanson, M. Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert et M. Laurent Zeimet.)

8. Changements de composition de commissions parlementaires

An dann, vu datt mer scho bei de Kommissiounskompositioune sinn, hunn ech eng Rei Ofännerunge matgedeelt kritt, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt.

Et gëtt proposéiert, datt den Här Ben Streff den Här Franz Fayot an der Commission des Comptes ersetzt.

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Ben Streff d'Madamm Taina Bofferding.

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Ben Streff d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Taina Bofferding den Här Dan Biancalana.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Ben Streff d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Dan Biancalana d'Madamm Taina Bofferding a gëtt deemno volle Member. Den Här Mars Di Bartolomeo ersetzt den Här Yves Cruchten. Den Här Franz Fayot ersetzt den Här Dan Biancalana fir de Volet „Aménagement du territoire". An den Här Yves Cruchten ersetzt d'Madamm Paulette Lenert fir all d'Voleten ausser fir de Volet „Aménagement du territoire".

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt den Här Ben Streff den Här Dan Biancalana.

An der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt d'Madamm Liz Braz d'Madamm Taina Bofferding fir de Volet „Accueil".

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt den Här Ben Polidori d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Franz Fayot d'Madamm Paulette Lenert a gëtt deemno volle Member.

An an der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Ben Streff den Här Mars Di Bartolomeo.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt gottseidank net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt den Här Ben Streff d'Madamm Liz Braz als effektive Member an d'Madamm Liz Braz ersetzt den Här Yves Cruchten als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

10. Admission à la retraite du Président de la Cour des comptes

A sengem Bréif vum 19. Mee 2026 huet den Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes, matgedeelt, datt hie säi Recht op seng Pensioun fir den 1. Januar 2027 wéilt geltend maachen.

Gemääss dem Artikel 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an dem Artikel 67 vum ofgeännerte Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Staatsbeamtepensioune steet där Autoritéit, déi d'Ernennung virgeholl huet, och d'Aufgab vun der Pensionéierung zou.

Deemno froen ech d'Chamber, ob se domat averstanen ass, d'Prozedur anzeleeden en vue vun der Pensionéierung vum Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes.

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

11. 8684 – Projet de loi portant :

1° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2024/1347 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil ;
b) du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE ;
c) du règlement (UE) 2024/1349 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure de retour à la frontière et modifiant le règlement (UE) 2021/1148 ;
d) du règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la gestion de l'asile et de la migration, modifiant les règlements (UE) 2021/1147 et (UE) 2021/1060 et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013 ;
e) du règlement (UE) 2024/1356 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/817 ;
f) du règlement (UE) 2024/1358 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relatif à la création d'« Eurodac » pour la comparaison des données biométriques aux fins de l'application efficace des règlements (UE) 2024/1351 et (UE) 2024/1350 du Parlement européen et du Conseil et de la directive 2001/55/CE du Conseil et aux fins de l'identification des ressortissants de pays tiers et apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives, modifiant les règlements (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil ;

2° modification :

a) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
b) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;
c) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;
d) de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8684, der Ëmsetzung vun dem EU-Asylpakt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an deemno huet d'Rapportrice 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi

honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Inneminister, Här Familljeminister, mir befaassen eis haut mat engem Gesetzesprojet, deen den europäesche Pakt iwwert d'Migratioun an den Asyl an eist nationaalt Recht ëmsetzt.

Ech begréissen natierlech och all déi aner Ministeren, déi nach heibliwwe sinn.

Plusieurs voix | A!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Entschëllegt, entschëllegt. Ech wollt mech éischter op déi aner zwee bezéien, well et ëm déi geet.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Weydert, fuert virun, wann Der wëllt.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Et handelt sech, fir genee ze sinn, ëm aacht EU-Reglementer an eng europäesch Direktiv. Dëse Projet ass also keng kleng technesch Upassung vum bestoende Kader, mee et sinn nei europäesch Texter, déi de Kader setzen an déi mir mat dësem Gesetz vervollstännegen.

De Migratiouns- an Asylpakt beréiert fundamental Froen: Wéi organiséiere mir eng effikass Asyl- a Migratiounspolitick? Wéi garantéiere mir d'Sécherheet an d'Kloerheet an de Prozeduren? A wéi suerge mer gläichzäiteg derfir, datt d'Rechter vun deene Mënschen, déi bei eis Schutz siche kommen, a besonnesch vun deene Vulnerabelsten, voll respektéiert ginn?

A genee ëm dëst Gläichgewiicht geet et an dësem Gesetzesprojet: méi effizient Prozeduren op där enger Säit an de Schutz vun de fundamentale Rechter vun de Mënschen op där anerer.

De Pakt, deen um europäeschen Niveau vum fréieren LSAP-Ausseminister Jean Asselborn ausgehandelt gouf, verfollegt d'Zil, d'Asyl- an d'Migratiounspolitick an der Europäescher Unioun méi kohärent, méi séier a méi solidaresch ze maachen. Dës Reform kënnt net aus dem Näischt. Si ass eng Äntwert op d'Erfarunge vun de Migratiounsbeweegungen an de leschte Joren an op d'Schwächten, déi sech am fréiere System gewisen hunn.

D'Zil ass et, méi gemeinsam an harmoniséiert Reegelen an eng besser Opdeelung vun der Responsabilitéit an der Europäescher Unioun ze schafen. Déi nei gemeinsam Reegele betreffen d'Registréierung, d'Asylprozeduren, d'Retourprozeduren, d'Gestioun vun de Baussegrenzen an d'Solidaritéit tëscht de Memberstaaten.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, datt mer eis national Gesetzer mussen upassen. De Pakt gesäit en Akraaftrieden op den 12. Juni dëst Joer vir an abrogéiert zäitgläich gréisstendeels déi Direktiven, déi aktuell zu deem Sujet bestinn. Dat heescht, all Demande op internationale Schutz, déi nom 12. Juni 2026, dat heescht no dësem Freiden, gemaach ginn, fält ënnert den neie Pakt a soumat och ënnert dat Gesetz, dat mer haut stëmmen. An dat Gesetz vun 2015, dat wennt sech just nach fir déi Demanden un, déi bis e Freide gemaach ginn.

Gesetzer am Beräich vun der Immigratioun, dem internationale Schutz, der Assistance judiciaire an dem Centre de rétention musse mer upassen. An och wann de Pakt e gemeinsamen europäesche Kader setzt, bleift op verschiddene Punkten nationale Spillraum. Et ass also un eis als Legislateur, dëse verantwortungsvoll ze notzen.

'D'Grondiddi vum Projet ass kloer: Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg eng Demande op internationale Schutz stellen, sollen eng seriö, individuell a gläichzäiteg méi séier Prozedur kréien. Déi, déi Schutz brauchen an och d'Konditiounen derfir erfëllen, déi sollen dee Schutz och kréien, an dat an engem räsonabelen Delai.

Déi Mënschen, déi d'Konditiounen net erfëllen, ma deene solle mer kee Sand an d'Ae streeën a se net onendlech laang an der Ongewëssheet loossen. An engem Rechtsstaat ass et wichteg, eng kloer Decisioun ze kréie mat Rechter a Recoursen.

Här President, de gréissten Novum aus dësem Pakt ass de Filtrage – oder Screening genannt. De Filtrage betrëfft virun allem Persounen aus Drëttstaaten, déi irregulär hei op Lëtzebuerg komm sinn oder bei enger Kontroll dann op eemol, wann d'Police do steet, eng Demande op internationale Schutz stellen. D'Zil ass et, bannent dräi bis siwen Deeg d'Identitéit, d'Sécherheetsaspekter, d'Gesondheetsfroen a méiglech Vulnerabilitéite vun dëse Mënschen ze evaluéieren a si an déi passend Prozedur ze orientéieren.

Dofir gesäit dëse Projet och d'Schafe vun engem Centre de filtrage vir. Dëse Centre steet ënnert der Autoritéit vum Minister, dee fir Immigratioun an Asyl zoustänneg ass, wärend d'operationell Gestioun vum Centre de rétention assuréiert gëtt.

De Gesetzesprojet reegelt net nëmmen d'Organisatioun vum Filtrage, mee gesäit och kloer Garantien am Beräich vun der Berodung an der Kontroll vir. Déi betraffe Persoune mussen Zougang zu Informatiounen an Ënnerstëtzung hunn. An déi Organisatiounen, déi an dësem Beräich beroden oder begleeden, mussen hir Missioun och effektiv kënnen erfëllen. Fir Affekoten an den Ombudsman, deen hei als onofhängeg Kontrollinstanz agebonnen ass, ass dëse fräien Zougang besonnesch wichteg. Et geet dobäi net nëmmen ëm eng praktesch Fro vun Organisatioun, mee och ëm d'Glafwierdegkeet vun eisem System, well wat eng Prozedur méi séier leeft, wat d'Garantien ëmsou méi staark musse sinn, fir esou d'Rechtsstaatlechkeet ofzesécheren.

E weidere Kärpunkt vum Projet ass déi nei Asylprozedur un der Grenz. Zu Lëtzebuerg betrëfft dat just de Findel, well dat ass déi eenzeg Baussegrenz zu der Europäescher Unioun, déi mer als Lëtzebuerg hunn. Dës Prozedur erlaabt et, verschidde Kategorië vun Demanden an engem méi kuerzen Delai ze behandelen, besonnesch wa Sécherheetsaspekter am Spill sinn oder wann d'Persoun aus engem Land mat engem niddregen Unerkennungstaux hei op Lëtzebuerg kënnt. Dobäi ass awer ganz wichteg ze ënnersträichen, datt Mannerjäreger, déi ouni Begleedung kommen, am Prinzipp net ënnert dës Prozedur falen.

De Projet gesäit dofir fir dës Exceptioune ganz kuerz Delaie vir: D'Analys an d'Decisiounen am Kader vun der Grenzprozedur solle bannent fënnef Woche geschéien, de Recours muss bannent zwou Wochen agereecht ginn an d'Verwaltungsgeriicht soll da bannent fënnef Woche statuéieren.

Dës Delaie weisen, wéi staark de Pakt op Beschleunegung setzt. Mee hei läit och eng vun de gréisste Spannungen am Text. Eng séier Prozedur ass nëmme gerecht, wa se och eng seriö Prozedur ass. Dowéint muss och an enger beschleunegter Prozedur d'Recht op en effektive Recours, d'Recht op Verdeedegung an d'Recht op eng individuell Analys vun all Dossier zu all Moment voll garantéiert bleiwen.

Här President, d'Retentioun spillt och eng zentral Roll an dësem Gesetzesprojet. An dëse Projet iwwerhëlt a preziséiert d'Reegelen iwwert d'Mesüren, déi d'Fräiheet vun den Demandeure kënnen aschränken oder hinne se entzéien. Et gëtt kloer gesot, datt d'Retentioun nëmmen op d'Basis vum Prinzipp vun der Proportionalitéit an no enger individueller Bewäertung kann decidéiert ginn. Déi maximal Dauer vun der Retentioun fir Demandeure vun der Protection internationale gëtt vun 12 op 6 Méint reduzéiert. Och d'Dauer vun den eenzelne Placementer gëtt méi enk encadréiert, fir datt de Riichter méi reegelméisseg kontrolléiere kann, ob déi Persoun nach ëmmer muss an der Retentioun bleiwen.

Dat ass eng wichteg Verbesserung. Awer d'Fro bleift sensibel. Eng Retentioun ass ëmmer eng schwéier Mesür, well se direkt an d'perséinlech Fräiheet vun dem betraffene Mënsch agräift. Si däerf ni automatesch ginn, si däerf ni als normal administrativ Etapp betruecht ginn. Si muss a soll d'Ausnam bleiwen, begrënnt duerch konkreet Ëmstänn, a muss enger effikasser juristescher Kontroll ënnerleien.

Besonnesch virsiichteg musse mer bei mannerjäregen ouni Begleedung sinn. De Projet gesäit hei vir, datt e Mineur non accompagné nëmmen ënner ganz strikte Konditiounen an d'Retentioun soll kommen. Dat ass eigentlech d'Exceptioun vun der Exceptioun. Also e muss op d'mannst 16 Joer al sinn an dobäi nach eng Gefor fir d'national Sécherheet sinn, dat heescht, dee Gros vun de Mineuren, déi heihinner kommen ..., an ech mengen, et ass bis elo nach ni e Mineur am Centre de rétention plazéiert ginn. Och dann dierf d'Retentioun nëmme vun der kierztméiglecher Dauer sinn, fir datt de Mannerjäregen esou séier wéi méiglech an eng ugepasste Struktur iwwerwise ka ginn. Ausserdeem muss en och getrennt vun Erwuessenen ënnerbruecht ginn an enger adaptéierter Struktur mat qualifizéiertem Personal. Des Weidere gëtt elo ausdrécklech am Gesetz festgehalen, datt d'Retentioun vun engem Mannerjäregen net dierf an engem Prisong geschéien.

Dës Garantië si wichteg, mee si huelen d'Grondfro net ewech. Bei all Entscheedung, déi e Mannerjärege betrëfft, muss d'Wuel vum Kand am Mëttelpunkt stoen. Dat dierf keng eidel Formel am Gesetz sinn. Eng speziell konsultativ Kommissioun, déi d'Wuel, den Intérêt supérieur vum Kand individuell evaluéiert, gëtt mat dësem Gesetz geschaf, an de Mannerjärege kritt en Administrateur ad hoc zur Säit gestallt, fir en a sengen Demarchen ze ënnerstëtzen.

Dofir ass och d'Schafe vun engem spezifesche Statutt fir Mannerjäreger ouni Begleedung, déi net direkt eng Demande op international Protektioun stellen, e ganz wichtegt Element an dësem Projet. Domat gëtt e juristesche Vide gefëllt an et gëtt verhënnert, datt Kanner an enger onklorer a prekärer Situatioun ganz op sech eleng gestallt bleiwen.

E grousse Paradigmewiessel bréngen déi europäesch Texter bei de Recourse mat sech. De Recours zitt elo net méi automatesch en Effet suspensif mat sech, ausser am normalen Asylverfaren. Hei wëll ech ganz besonnesch drop hiweisen, dass dëst explizitt vum EU-Reglement 2024/1348 esou virgesinn ass.

Appelle géint Decisioune sinn och just méiglech am Kader vum normalen Asylverfaren a fir Decisiounen, wou de Minister enger Persoun den internationale Schutz entzitt. D'Verwaltungsgeriicht, dat zoustänneg ass fir d'Recoursen, kritt dann och déi gestrafften Delaien, fir Decisiounen ze huelen. An hei wëll ech ganz spezifesch drop hiweisen, dass net déi restriktiivsten Delaien, déi d'Reglementer an d'Direktiv zougelooss hunn, an den Asylpakt oder an eist Gesetz hei kommen, mee et ass e gesonde Mëttelwee gesicht ginn.

De Projet bréngt och Ännerungen an de bestoende Gesetzer iwwert d'Immigratioun an d'Gesetz iwwert de Centre de rétention, well de Centre de rétention nei Aufgabe kritt an déi intern Fonctionnementer vum Centre ergänzt ginn. Dobäi muss awer ëmmer kloer bleiwen, wéi eng Struktur wéi eng Funktioun huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet huet eng aussergewéinlech breet Resonanz ausgeléist, souwuel bei de juristeschen Institutioune wéi och bei der Zivillgesellschaft. Dat iwwerrascht net, well hei europäesch Obligatiounen, administrativ Effikassitéit an de Schutz vun de fundamentale Rechter direkt openeentreffen.

An hire respektiven Avise sinn ëmmer nees dräi grouss Theemen opkomm: d'juristesch Kohärenz vum Text, d'Garantien am Beräich vun der Fräiheetsaschränkung an de Schutz vu vulnerabele Persounen, besonnesch vu Mannerjäregen.

Well et mer aus zäitleche Grënn leider net méiglech ass, op all déi Avisen am Detail anzegoen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, mee ech erlabe mer awer, op déi grouss Remarken aus den Avise vum Staatsrot, dem Verwaltungsgeriicht an dem Ombudsman méi am Detail anzegoen.

De Staatsrot huet sech an engem éischten Avis vum Abrëll 2026 kritesch gewisen an eng Rei vun Oppositions formelles formuléiert. Seng Kritick huet sech awer net nëmmen op technesch Froe bezunn, mee och op fundamental Aspekter vum Text.

En huet bemängelt, datt verschidde Bestëmmungen op en anert Gesetz verweisen, dat zu deem Zäitpunkt nach net deposéiert war – mir hate virdru schonn eng Diskussioun dodriwwer –, an dat ass d'Gesetz iwwert den Accueil vum Familljeminister Max Hahn, dat no dësem Gesetzesprojet och um Ordre du jour ass. De Staatsrot huet ganz kloer gefuerdert, datt déi zwee Texter sollen zesummen a Kraaft trieden, well se enk zesummenhänken an een op deen anere verweisen.

Besonnesch däitlech war de Staatsrot awer och bei de Mesüren, déi d'Fräiheet aschränken. Déi héich Kierperschaft huet dorop insistéiert, datt d'Assignation à résidence an d'Retentioun strikt mussen encadréiert ginn. E Fluchtrisiko dierf net einfach presuméiert ginn, mee et muss ëmmer eng konkreet, individuell a proportionéiert Bewäertung vun all Fall ginn.

De Staatsrot huet och op d'Noutwendegkeet vun transitoresche Bestëmmungen higewisen, fir datt den Iwwergang vum alen op den neie Regimm ouni rechtlech Onsécherheet ka geschéien.

A sengem éischten Avis complémentaire huet de Staatsrot vill vu sengen initialen Oppositions formelles opgehuewen, well de Projet op wichtege Punkte méi prezis ginn ass, an dat notamment bei der gesetzlecher Basis, bei de prozedurale Garantien a bei der Formatioun vum Personal, dat am Centre de Filtrage schafft an an der ganzer Prozedur begleet, an och beim onofhängege Kontrollmechanismus.

Gläichzäiteg hält déi héich Kierperschaft awer un e puer weesentleche Reserve fest. Besonnesch kritesch ass se, wat de Fluchtrisiko am Kader vum Filtrage ugeet, wou nach ëmmer eng Presomptioun am Projet stoung.

De Staatsrot weist och op eng Inkohärenz bei der Vertriedung vu Mannerjäreger ouni Begleedung hin, well d'Reegelen an dësem Projet an an deem aus der Familljekommissioun net eenheetlech waren, mee déi goufen awer elo zesummegefouert.

Schliisslech huet de Staatsrot och nach méi Prezisiounen iwwert d'Bestëmmungen iwwert d'Retourprozedur un der Grenz an aner Strofsanctiounen am Beräich vum Dateschutz gefuerdert.

D'Remarke konnte schlussendlech iwwer Amendementer vun der Regierung vum 1. Juni behuewe ginn an déi héich Kierperschaft huet mat hirem ganz kuerzen a knappen Avis vum leschte Freideg Gréng Luucht fir dëse Gesetzesprojet ginn.

Nieft den Avise vum Staatsrot koum natierlech den Avis vum Verwaltungsgeriicht, deen immens wichteg ass, well et ass dës Juridictioun, déi sech mat dësen Dossiere befaasst. D'Verwaltungsgeriicht huet drop higewisen, datt si d'Noutwendegkeet vun enger fristgerechter Ëmsetzung vum Pakt erkennen, mee ënnersträichen, datt d'Beschleunegung vun de Prozeduren net eleng d'Moossnam vun enger gudder Reform ka sinn.

D'Geriicht, genausou wéi de Groupement des magistrats, warnt virun enger Iwwerlaaschtung vum Verwaltungsgeriicht. Méi kuerz Delaien, méi séier Prozeduren an eng méi grouss Zuel u Recoursen erfuerderen och déi néideg mënschlech an organisatoresch Mëttelen. Soss riskéiert de Recours, nëmmen nach um Pabeier ze bestoen, well de Riichter muss d'Zäit an d'Méiglechkeet hunn, de Fall seriö ze analyséieren.

Nieft dësen institutionellen Avisen hunn och vill Acteuren aus der Zivillgesellschaft wichteg Bedenken ervirbruecht. De Barreau, deen huet virun allem op d'Rechter vun der Verdeedegung higewisen, dass virun allem den Zougang vum Affekot muss fréi an effikass an ouni onnéideg Hürden assuréiert sinn.

Den Ombudsman huet begréisst, datt him eng Roll als onofhängege Kontrollmechanismus zougeduecht gëtt, huet awer och insistéiert, datt dës Kontroll nëmme funktionéiere kann, wa säin Zougang zu de concernéierte Plazen an Informatiounen net onnéideg limitéiert gëtt.

Wann Der mer nach eng Minutt erlaabt, Här President?

Organisatioune wéi de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, den HCR, d'ASTI, de CLAE, d'Médecins du monde an den OKaJu hunn hirersäits staark op d'Risike fir vulnerabel Persounen higewisen. Si fäerten, datt de Projet ze vill vun enger Sécherheetspolitick gedroe gëtt an datt d'Detektioun vu Vulnerabilitéiten, d'Rechter vun de Kanner, d'Gesondheet an d'Traumae vun de betraffene Mënschen an den Zougang zu Hëllef net genuch am Mëttelpunkt stinn.

Leschten Donneschdeg koum dann och nach den Avis vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun, datt de Pakt konsequent mam néidege Fokus op déi fundamental Rechter muss ëmgesat ginn. Si begréisst eenzel Elementer, wéi d'Schafe vun engem spezifesche Statutt fir Mannerjäreger, déi ouni Begleedung heihinner kommen, mécht awer gläichzäiteg op d'Noutwendegkeet vu klore Garantien opmierksam, besonnesch beim Filtrage, bei der Detektioun vu Vulnerabilitéiten, bei der Retentioun an och beim Recht op en effektive Recours.

Voilà, Här President, de Migratiouns- an Asylpakt ass ouni Zweifel eng vun de gréisste Reformen am europäeschen Asylrecht vun de leschte Joren. Dëse Gesetzesprojet versicht, en Equiliber ze halen tëscht enger méi effizienter Gestioun vun de Prozeduren an dem Respekt vun de fundamentale Rechter.

Mir kënnen iwwer eenzel Dispositiounen diskutéieren, mee ech mengen, datt et gelongen ass, e Kader ze schafen, deen déi europäesch Obligatiounen ëmsetzt an dobäi déi rechtsstaatlech Garantien erhält, déi fir eis als Demokratie essentiel sinn.

Domat schléissen ech meng Ried als Rapportrice of a verweise fir all weider Detailer op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An ech gesinn, datt se elo uleet, fir als CSV-Riednerin weiderzeschwätzen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech hir als Spriecherin vun der CSV-Fraktioun d'Wuert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Gesetzesprojet selwer aginn, wëll ech am Ufank och eng Realitéit uschwätzen, déi an de leschte Wochen a Méint ëmmer nees an der Ëffentlechkeet diskutéiert gouf: déi zum Deel onhaltbar Situatioun an eenzelne Flüchtlings- an Hebergementsstrukturen hei zu Lëtzebuerg.

Mir hu Berichter gesinn iwwer Iwwerbeleeungen, iwwer ze vill Drock op d'Strukturen, iwwer schwiereg hygieenesch a sozial Konditiounen an och iwwer eng ëmmer méi grouss Belaaschtung fir d'Personal a fir d'Gemengen.

Dat sinn Zoustänn, déi net akzeptabel sinn, weeder fir déi betraffe Mënschen nach fir d'Mataarbechter um Terrain, déi dacks un hir Limitte kommen.

Esou kann et also net weidergoen. Esou Situatiounen hëllefen nämlech kengem, weeder de Mënschen, déi op Schutz ugewise sinn, nach de Gemengen, nach all deene Leit, déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, an och net der Akzeptanz vun eiser Asylpolitick an der Bevëlkerung.

A genee dowéinst dierfe mir net einfach näischt maachen. Wa Systemer iwwerlaascht sinn, da brauche mer net manner Organisatioun, mee mir brauchen eng besser Organisatioun. Net manner Reegelen, mee kloer Reegelen. An net manner europäesch Koordinatioun, mee eng besser an harmoniséiert Koordinatioun innerhalb vun der Europäescher Unioun.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, ass och eng Äntwert op dës Realitéit. E soll dozou bäidroen, d'Migratioun an d'Asylpolitick méi strukturéiert, méi effizient an och méi gerecht ze maachen, am Interessi vun de Mënschen, déi op Schutz hoffen, mee och am Interessi vum Staat an och vun eiser Bevëlkerung. Dat heescht, vun eis all.

Bei der Ëmsetzung vum europäesche Migratiouns- an Asylpakt an d'lëtzebuergescht Recht geet et ëm vill méi wéi just e puer technesch Adaptatiounen un europäesch Reglementer an Direktiven.

Et geet ëm d'Fro, wéi Europa a wéi Lëtzebuerg an Zukunft mat der Migratioun ëmgeet. Et geet ëm d'Gläichgewiicht tëscht Mënschlechkeet an Handlungsfäegkeet. A virun allem geet et ëm eng Migratiounspolitick, déi, wéi den Inneminister ëmmer seet, mat Häerz a Verstand gefouert gëtt.

D'Zil ass kloer: Europa soll seng baussenzeg Grenze besser schützen, d'Asylprozedure méi séier an harmoniséiert gestalten, de Retour vu Mënschen ouni Openthaltsrecht méi konsequent ëmsetzen an dobäi gläichzäiteg déi fundamental Rechter vun de Mënsche respektéieren.

Fir Lëtzebuerg ass dat eng grouss Erausfuerderung. Mir hunn an de leschte Joren eng permanent héich Belaaschtung fir eisen Accueilsystem gesinn. Eis Verwaltungen, eis Strukturen an och eis Verwaltungsgeriichter

stoussen ëmmer méi un hir Grenzen. Dat ass net just hei zu Lëtzebuerg de Fall, mee a ville Memberlänner vun der Europäescher Unioun. Dëse Gesetzesprojet ass dowéinst net nëmmen eng europäesch Verflichtung, mee och eng europäesch, awer och eng national Noutwendegkeet.

Eent vun de Kärstécker vun dësem Projet ass d'Aféierung vum sougenannte Filtrage vu Persounen aus Drëttstaaten. Dat bedeit, datt Mënschen, déi irregulär, dat heescht ouni valabel Pabeieren, hei op Lëtzebuerg, an d'Europäesch Unioun kommen oder eréischt bei enger Kontroll dann op eemol eng Demande op internationale Schutz stellen, ouni déi néideg Konditiounen ze erfëllen, systematesch kontrolléiert ginn.

Dës Kontrolle betreffen d'Identitéit, d'Sécherheet, d'Gesondheet an och méiglech Vulnerabilitéiten. Zil dovun ass et awer net, dës Mënschen ënner Generalverdacht ze stellen, mee séier festzestellen: Hu si e Recht op Schutz hei zu Lëtzebuerg? Wien ass vulnerabel? Wie stellt eventuell e Sécherheetsrisiko duer? A wéi eng Prozedur muss applizéiert ginn?

Fir all Mënsch, deen heihinner kënnt, ass e Gesondheetscheck vun der Direction de la santé assuréiert. Dës nei Reegelen erlaben och eng besser Identifikatioun an e bessere systemateschen Austausch vun Informatiounen tëscht de Memberstaate vun der Europäescher Unioun. Dat hëlleft, ze verhënneren, datt Persounen ënner verschiddenen Identitéiten optrieden oder gläichzäiteg a verschiddene Länner vun der Europäescher Unioun Prozeduren ufänken.

Et gëtt awer och explizitt festgehalen, datt ONGen, Affekoten an den Ombudsman Zougang zu dëser Struktur hunn, fir eng effektiv Kontroll an den Accès zur Berodung sécherzestellen. Och den OKaJu wäert Accès zu dëser Struktur hunn, fir och hei d'Rechter an d'Wuel vum Kand an de Mëttelpunkt ze stellen, obwuel am Filtrage jo meeschtens net Kanner wäerte sinn. Dat ass wichteg, well eng effizient Migratiounspolitick nëmmen da legitimm ass, wa se och rechtsstaatlech a mënschlech bleift an och déi Vulnerabelst schützt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll hei e ganz konkreeten, praktesche Fall nennen, fir ze illustréieren, ëm wat et an dësem Gesetz geet. Stellt Iech eng 17 Joer jonk Fra vir, déi aus engem Krisegebitt dann hei op Lëtzebuerg kënnt. Si kënnt no enger laanger geféierlecher Rees, ass och iergendwou op engem Boot gewiescht, bis datt se dann duerch hir Rees duerch verschidde Länner hei um europäeschen Terrain ukënnt. Si huet keng valabel Pabeiere méi bei sech, d'Ursaach wësse mer net – vläicht si se verluer gaangen ënnerwee –, mee si ass traumatiséiert a weist Zeeche vu psychescher Belaaschtung.

Am ale System, bon, do konnt et geschéien, datt esou eng Persoun relativ laang an der Ongewëssheet bliwwen ass, einfach an eng Struktur gestach ginn ass, an dann hu mer mer mol gekuckt, wéi et weiderleeft – ouni kloer Struktur, ouni séier Identifikatioun vun hire Besoinen a sécherlech och ouni koordinéiert medezinnesch a psychologesch Hëllef.

Mam neie System gëtt elo direkt am Filtrage gekuckt: Ass dës Fra vulnerabel? Ass si eventuell Affer vu Mënschenhandel oder sexueller Gewalt? Brauch se medezinnesch Betreiung? Ass se wierklech mannerjäreg? A wéi eng Schutzmoossname musse vläicht direkt geholl ginn?

Dofir gesäit de Projet spezifesch Formatioune fir d'Beamte vir. Persounen, déi dës Vulnerabilitéitskontrolle maachen, mussen nämlech speziell Formatioune maachen, notamment wat Mënschenhandel ugeet, Gewalt géint Fraen, mental Gesondheet an och d'Situatioun vu Mineuren ouni Begleedung.

Dat weist: Dëse Projet ass net eng Fro vu Kontroll. Et ass och eng Fro vum Schutz vum Mënsch an enger extreem vulnerabeler Situatioun.

Europa wëll mat dësem Pakt verhënneren, datt d'Prozedure sech iwwer Méint, jo, Joren zéien an d'Mënschen iwwer laang Zäit an der Ongewëssheet an enger Struktur liewe mussen. D'Iddi ass ganz einfach: Wann eng Demande offensichtlech net recevabel ass oder fondéiert ass, ma da soll dat séier festgestallt ginn an d'Persoun soll dat matgedeelt kréien.

An deem Kontext wëll ech och nach op d'Fro vun deem Effet suspensif vum Recours agoen. Ech mengen, déi Debatt hate mer esou oft och an der Interieurskommissioun. Et ware rezent nach Amendementer dozou komm, de leschte Weekend. Et ass och an de verschiddenen Avisen opkomm. An et gëtt heiansdo den Androck vermëttelt, wéi wann eise Minister an eis Regierung hei wéilten alles onnéideg verschäerfen. Dat entsprécht net der Realitéit.

Et ass d'europäescht Reglement, dat ausdrécklech virgesäit, datt an enger ganzer Rei vu Fäll e Recours net automatesch eng opschibend Wierkung huet. Dat heescht, datt de Recours net automatesch d'Ausféierung vun der Decisioun suspendéiert. Dëst ass also keen Alleingang vu Lëtzebuerg, mee eng europäesch Reegel, déi mir haut ëmsetzen.

Dobäi bleift de Rechtsschutz garantéiert. D'Recht op e Recours gëtt net a Fro gestallt an d'Geriichter behalen hir Kontrollkompetenz. Et geet drëm, effizient Prozeduren ze erméiglechen an ze verhënneren, datt Decisiounen automatesch iwwer laang Zäit blockéiert ginn.

Dat ass wichteg fir déi zwou Säiten. Éischtens fir déi Mënschen, déi wierklech de Schutz brauchen. Déi dierfen net iwwer laang Zäit iergendwou an enger Struktur hänken a sech doriwwer ongewëss sinn, wéi hir Situatioun ausgeet.

An zweetens ass et wichteg fir d'Kredibilitéit vum System. Wann eng Persoun kee Recht op internationale Schutz huet, da muss och eng konsequent Retourspolitick méiglech sinn.

An och do setzt de Projet e kloert Signal. Mënschen, déi net de legale Krittäre fir eng Protection internationale entspriechen, ma déi mussen d'Land bannent engem räsonabelen Delai och nees verloossen. Dat ass keng Fro vu Manktem u Solidaritéit.

Dat ass eng Fro vun der Kohärenz an der Akzeptanz vum System. Well nëmmen e System, deen tëscht Schutzbedürftegen an Netschutzbedürftegen ënnerscheet, kann op Dauer funktionéieren.

Eng konsequent Retourspolitick, dat ass kee Géigesaz zu enger mënschlecher Asylpolitick. Am Géigendeel. Si ass eng Viraussetzung dofir, datt d'Bereetschaft, fir deene Schutz ze ginn, déi wierklech Hëllef brauchen, op Dauer och erhale bleift.

Besonnesch wichteg ass och d'Situatioun vun de Mannerjäregen, déi ouni Begleedung heihinnerkommen. De Projet stäerkt déi Hëllef, déi mer deene jonke Mënsche ginn, däitlech. Et gëtt eng speziell konsultativ Kommissioun geschaaft, déi virun all Decisioun iwwer en Transfert d'Wuel vum Kand evaluéiert. Gläichzäiteg gëtt och e juristesche Vakuum gefëllt.

Mineurs non accompagnés, déi keng Demande d'asile stellen, kréien elo e spezifesche Statutt, bis gekläert ass, ob et an hirem Interessi ass, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Och am Fall, wou no den Iwwerpréiwungen nach ëmmer onkloer ass, ob eng Persoun mannerjäreg ass oder net, gëtt dës Persoun als Mannerjärege presuméiert. Dat ass och eng wichteg Neierung, déi mat dësem Projet kënnt. Dat ass mënschlech a rechtsstaatlech eng Verbesserung.

Här President, eng weider sensibel Fro an dësem Projet sinn d'Mesüren, déi d'Fräiheete vun de Mënschen aschränken. Och hei gëtt de Prinzipp vun der Proportionalitéit däitlech verankert. Eng Retentioun dierf ni automatesch geschéien. Si muss individuell begrënnt ginn a bleift eng Ausnam. Alternativen, wéi eng Assignation à résidence, sinn och ausdrécklech virgesinn.

Besonnesch sensibel ass natierlech d'Fro vun enger Retentioun vu Mineuren. De Projet setzt hei ganz streng Garantië fest. Si ass nëmmen da méiglech, wann e méi wéi 16 Joer al ass an dann eeben och eng Gefor fir d'national Sécherheet duerstellt. Dee Jonken dierf och ni an engem Prisong ënnerbruecht ginn. Dës Garantië sinn essentiel, richteg a wichteg.

Dat weist, datt dëse Projet souwuel d'Sécherheetsinteresse vun eis all an d'fundamental Rechter vun de Mënschen, déi heihinnerkommen, fir Hëllef ze kréien, an en Equiliber brëngt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Migratiounsdebatt gëtt haut ze dacks extremiséiert. Déi eng gesinn an all Kontrollmoossnam eng Onmënschlechkeet. Déi aner gesinn an all Migrant eng Gefor. A béid Approchë brëngen eis net weider.

Dëse Gesetzesprojet geet en anere Wee. De Projet schaaft eng realistesch an europäesch koordinéiert Approche. Eng Approche, déi d'Grenze schützt, ouni Mënscherechter opzeginn. Eng Approche, déi Solidaritéit organiséiert, ouni d'Kontroll ze verléieren.

Natierlech gëtt et an dëser Fro verschidde politesch Sensibilitéiten. Déi eng leeë méi de Schwéierpunkt op de Schutz vun de fundamentale Rechter, déi aner méi op d'Effizienz vun de Prozeduren an d'Kontroll vun der Migratioun. Eis Aufgab als Legislateur ass awer net, nëmmen eng vun dësen Dimensiounen ze gesinn. Eis Aufgab ass et, en Equiliber ze fannen, deen dem Rechtsstaat, de Mënscherechter an der Handlungsfäegkeet vum Staat gläichermoosse gerecht gëtt.

Lëtzebuerg ass a bleift e Land vu Solidaritéit. Et wier iwwregens falsch, dëse Pakt nëmmen op d'Froe vu Kontroll a Retouren ze reduzéieren. E stäerkt och d'europäesch Solidaritéit.

Fir d'éischt Kéier gëtt e strukturéierte Mechanismus geschaf, deen all Memberstaat aus der Europäescher Unioun an d'Verantwortung hëlt. Well Migratioun eng europäesch Erausfuerderung ass, kann d'Äntwert och just eng gemeinsam europäesch sinn. Mee Solidaritéit brauch natierlech och Reegelen, e klore Kader, kloer Prozeduren an eng funktionéierend Organisatioun. A genee dat ass d'Ambitioun vun dësem Gesetzesprojet.

Fir eis als CSV ass kloer: Eng verantwortungsvoll Migratiounspolitick brauch Mënschlechkeet, awer och Reegelen. Si brauch Solidaritéit, awer och Konsequenz. A si brauch europäesch Zesummenaarbecht, awer och national Handlungsfäegkeet. Genee an deem Sënn stellt dëse Gesetzesprojet e wichtege Schrëtt no vir duer.

Här President, mir haten et zwar virdru schonn diskutéiert, mee ech wëll awer och nach eng Kéier op de Virworf agoen, d'Ëmsetzung vum Asylpakt wier iwwert de Knéi gebrach ginn an de Vott misst dowéinst verluecht ginn. Ech mengen, et ass wichteg, hei bei de Fakten ze bleiwen.

De Migratiouns- an Asylpakt trëtt den 12. Juni 2026 a Kraaft a vun deem Moment u gëllen déi nei europäesch Reegelen. Nei Demanden, déi no deem Datum

deposéiert ginn, falen ënnert deen neie Kader. An ouni eng fristgerecht national Ëmsetzung, ben, géife mer eis all an eng juristesch Onsécherheet bréngen – a virun allem déi Mënschen, déi heihinner kommen, fir Hëllef ze sichen. Awer et wär och net am Interessi vum Rechtsstaat, wa mer dee Vide géinge bestoe loossen.

Dobäi kënnt, datt dësen Zäitplang net iwwerraschend komm ass. D'Deadline an d'Noutwendegkeet vun enger Ëmsetzung virum 12. Juni, ben, déi si scho ganz laang bekannt. An och an den zoustännegen Instanze vun der Chamber gouf et scho viru Wochen a Méint diskutéiert. D'Fro ass elo net, ob dës Ëmsetzung séier kënnt. D'Fro ass, ob mir eis Verantwortung iwwerhuelen, fir sécherzestellen, datt Lëtzebuerg den 12. Juni iwwer e kloren a fonctionelle legale Kader verfüügt.

A genee dat maache mer haut. Mir bréngen et mam Vott vun haut fäerdeg, um Enn vun dëser Woch net mat engem Vide juridique do ze stoen, wou d'Rechter vun all deene Mënschen, déi heihikommen an op der Sich no Schutz sinn, net kënne respektéiert ginn.

Lëtzebuerg wäert och an Zukunft seng humanitär Verantwortung iwwerhuelen. Mee mir mussen dat op eng Manéier maachen, déi fonctionéiert, déi gerecht ass an déi vun eiser Bevëlkerung gedroe gëtt. Genee dat ass d'Zil vun dësem Gesetz: eng Migratiounspolitick mat Häerz a Verstand, eng Politick, déi Schutz gëtt, wou Schutz gebraucht gëtt, eng Politick, déi Konsequenz weist, wou Konsequenz néideg ass. A genee dofir wäert d'CSV dëse Projet och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen. Madamm Weydert, sidd Der domat d'accord?

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Dir schwätzt vun de Leit hei zu Lëtzebuerg, wa se Schutz sichen. D'Realitéit ass natierlech déi: Déi Allermeeschten, déi eng Asyldemande maachen, ware virdrun an engem sécherem Drëttland. Déi waren an der Türkei. Duerno si se iwwer Griicheland, Mazedonien, Serbien, Kroatien, Slowenien an da weider bis op Lëtzebuerg komm. Dat heescht, si hunn esou vill Länner iwwerqueert.

Duerfir meng Fro: Wat ass d'Positioun vun der CSV? Recommandéiert Dir haut de Flüchtlingen, datt se sollen am éischte sécheren Drëttland bei eng UN-Agence goen an do halt Asyl ufroen? Oder fannt Der et ok, datt se all déi Grenzen iwwerschreiden an an engem europäesche Land dann Asyl ufroen?

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Här Weidig, mat dësem Gesetz schafe mer e ganz klore Kader dofir. Wann een d'Konditiounen erfëllt, fir heihinnerzekommen, da kann een och hei e Schutzstatus kréien. Wann een déi net erfëllt, da schéngt mer dat evident ze sinn, dass mer dann an engem anere Cas de figure sinn. Ech mengen, Dir hutt och sécherlech am Gesetzesprojet gelies, wat d'Konditioune sinn, fir heihinnerzekommen a wéi een och hei seng Demande op Schutz ka stellen.

Ech wéilt awer och nach eng Motioun deposéieren am Numm vun der Majoritéit, fir notamment d'Evaluatioun vun dësem Gesetzesprojet ze maachen. Et war jo zu ganz villen Diskussiounen an deem Zesummenhang komm, wou mer soen: „Et sinn nei Mechanismen en place an nei Prozeduren. Et sinn nei Reegelen, déi kommen." Mir géingen do proposéieren, bannent véier Joren eng Kéier dat heiten alles op de Leescht ze huelen, och wat d'Effekter an d'Resultater si vun der Politick, dann och, wéi de Centre de filtrage fonctionéiert, déi verschidde Prozedure fonctionéieren, an och d'Voie-de-recoursen. Dofir ginn ech Iech hei déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu les projets de loi n° 8684 et n° 8732 portant mise en œuvre en droit luxembourgeois du Pacte européen sur la migration et l'asile, adopté par le Conseil de l'Union européenne le 14 mai 2024 ;

– considérant que le Pacte européen sur la migration et l'asile introduit une réforme d'envergure du cadre juridique européen en matière de migration, d'asile et de gestion des frontières ;

– considérant que cette réforme implique la mise en place de nouveaux mécanismes et procédures ;

– considérant qu'il importe, dans un souci de bonne gouvernance, de transparence et de sécurité juridique, d'évaluer l'application pratique de ces nouvelles dispositions après une période suffisante de mise en œuvre,

invite le Gouvernement

– à procéder, dans un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur des lois précitées, à une évaluation approfondie de la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile en droit luxembourgeois ;

– à examiner notamment :

• les effets et résultats observés dans l'application des différents instruments du Pacte européen sur la migration et l'asile,
• le fonctionnement du centre de filtrage des ressortissants de pays tiers,
• les résultats de la procédure relative à l'octroi, au refus et au retrait d'une protection internationale,
• les résultats de la procédure à la frontière,
• l'effectivité des voies de recours ;

– à présenter à la Chambre des Députés un rapport sur les conclusions de cette évaluation et, le cas échéant, à soumettre les propositions législatives ou réglementaires qu'il jugera nécessaires au regard des enseignements tirés de la mise en œuvre du Pacte.

(s.) Stéphanie Weydert, Gusty Graas.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun der Europäescher Unioun de Moment ass jo awer ouni Zweifel och d'Migratiouns- an d'Asylpolitick. Europa hat sech schonn 1999 um Sommet vun Tampere a Finnland mat där ganzer Problematik auserneegesat an och versicht, do schonn eng gemeinsam Migratiounspolitick opzestellen. 2005 gouf dunn och e Gréngt Buch publizéiert.

An a beschter Erënnerung oder a schlechter Erënnerung – deemno vu wat fir engem Standpunkt een et gesäit – si jo awer och nach déi Biller aus dem Joer 2015. Do ass eng immens Well vu Flüchtlingen iwwer praktesch ganz Europa komm, a virun allem iwwert d'Mëttelmier an d'Balkanroute sinn natierlech Honnertdausende vu Leit hei an eis Géigende komm.

Jiddefalls wollte sech ronn 1,3 Milliounе Leit dunn an der Europäescher Unioun hei nidderloossen. Och Lëtzebuerg hat deemools den Undrang ze spiere kritt. Dat war dann d'Konsequenz natierlech, wéi ëmmer, vun interne Krisen a verschiddene Länner – Biergerkrich, Gewalt –, wéi mer dat jo awer leider oft musse feststellen, virun allem a Länner wéi dem Irak, Syrien oder Afghanistan.

An och heibannen, mengen ech, kënne sech der nach vill drun erënneren, wéi déi deemoleg Bundeskanzlerin, d'Angela Merkel, gesot huet: „Wir schaffen das!" Jo, dat huet am Ufank och ganz duerno ausgesinn. Et war u sech eng ganz positiv Stëmmung, déi entstanen ass. Op ville Plaze goufen d'Flüchtlinge freedeg, kann ech scho bal soen, empfaangen. Mee déi Stëmmung huet awer lues a lues dann och ëmgeschloen an d'Bereetschaft, Leit aus deene Konfliktregioune bei sech opzehuelen, huet, muss een awer soen, leider lues a lues nogelooss.

Dat huet natierlech och seng Ursaachen. Eng dovun ass mat Sécherheet och déi, datt et verschidde Parteie gi sinn, déi natierlech aus elektoralen, populistesche Grënn gemengt hunn, se kéinten deen Ustuerm do benotzen, fir sech selwer e Profill ze ginn – besonnesch eng Rei Rietsparteien an Europa. Ech denken hei virun allem un d'AfD, ech denken un de Rassemblement National, déi natierlech dann awer zimmlech kloer Positioun bezunn hunn an dat och haut nach maachen. Et ass och ze bedaueren, datt et och Eenzelner hei am Land gëtt an och deen een oder deen anere mol heibannen, deen och an deem Chouer do wëllt matsangen.

Dat sinn u sech jo mënscheveruechtend Aussoen, well et kann een net eng pauschal Behaaptung hei opstellen, wat déi ganz Problematik ugeet. Selbstverständlech muss déi Flüchtlingsproblematik ëmmer vun engem räsonabele Standpunkt hier gesi ginn, mee et däerf een awer ni vergiessen: Am Endeffekt, et geet hei ëm Mënschen! Et geet ëm Mënschen – et geet net ëm Saachen! –, déi oft a meeschtens och géint hire Wëllen hir Heemecht verloossen.

Leider spille sech och haut nach ganz schrecklech Zeenen of. Mir gi reegelméisseg nach ëmmer mat Biller konfrontéiert vu Leit, haaptsächlech um Niveau vum Mëttelmier, déi hiert d'Liewen op eng dramatesch Aart a Weis verléieren. Dat sinn humanitär Katastrophen, déi eis jiddefalls net kënnen onberéiert loossen.

Eppes muss een op alle Fall soen: datt d'Europäesch Unioun versicht huet, sech trotzdeem ëmmer solidaresch vis-à-vis vun där ganzer Problematik ze weisen. Natierlech sinn ëmmer erëm, zu Recht och, eng Rei Diskussiounen opkomm. An dat, wat ëmmer e bëssen d'Brems war, dat war dat sougenannt Dublin – Dublin III virun allem –, wat ëmmer zu ganz groussen Diskussioune geféiert huet.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et jiddefalls evident, dass awer och eng gerecht Opdeelung soll kommen. An ech soen dat och ganz éierlech hei: Et ass och net solidaresch, datt Länner wéi Griicheland, wéi Italien, wou oft déi éischt Ulafplaz ass, elenggelooss ginn, datt se am Fong geholl solle kucken, datt se selwer do d'Gerance iwwerhuelen. Dat ass net esou evident. A wa mer wëllen de solidaresche Gedanken och um europäeschen Niveau spille loossen, dann ass et evident, datt och Länner, déi méi wäit ewech si vum Mëttelmier, déi och méi wäit ewech si vun der Balkanroute, sech awer solidaresch weisen an och kucken: „Wéi kënne mer déi ganz Problematik gemeinsam ugoen?"

Da si mer natierlech och ganz séier bei dem Stéchwuert „Quoten". Dat ass och keng nei Diskussioun. Ech wëll och hei drun erënneren, datt de franséische President Sarkozy schonn 2008 dovunner geschwat huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi typesch Lëtzebuerger Situatioun hei ubelaangt, ass et awer mol interessant, wann een e bëssen zréckkuckt, wéi sech a sech déi soziologesch Struktur an dësem Land hei verännert huet.

Ech hunn hei e puer Chifferen: Tëschent 1840 an 1890 war Lëtzebuerg nach ëmmer ganz kloer en Emigratiounsland. 1871 hu bei eis 5.872 Auslänner gewunnt. Ëm 1880 si 40.000 Awunner a Frankräich gaang an 20.000 an d'USA. An no der Joerhonnertwend sollt sech am Fong eng aner Situatioun astellen: Virun allem Leit aus Däitschland, Italien, der Belsch a Frankräich sinn dunn hei an de Grand-Duché komm. An an deene sougenannte „Goldenen 20er-Joren" – esou golde ware se jo mat Sécherheet och net – ass u sech awer den Undeel vun den auslännesche Matbierger lues a lues gestigen: 33.000 am Joer 1922, 56.000 am Joer 1930.

Vläicht nach eng lescht Statistik, déi gutt illustréiert, wéi u sech d'Populatioun hei an dësem Staat am Laf vun deene Joerzéngten duerch d'Awanderung gepräägt gouf a sech verännert huet: Zwëschent 1840 an 1890 war de Bilan migratoire negativ, an zwar 66.580 Persounen. Zwëschent 1945 an 1988 hate mer schonn eng positiv Entwécklung: 68.310 plus, wéi gesot. Vun 1989 bis 2010 ass deen dunn op 93.530 geklommen.

Da frot Der Iech natierlech: „Deen ënnerbreet ass hei Zuelen …", an ech mengen, et ass evident, datt, wann een u sech Informatioune weidergëtt, et ganz kloer ass, datt een och d'Quell soll zitéieren. Dat maachen ech selbstverständlech och hei: Dat staamt alles aus dem interessante Buch vum Denis Scuto – „La nationalité luxembourgeoise".

Ech wëll och hei ganz kloer ënnersträichen, datt Lëtzebuerg – an da komme mer natierlech lues a lues nach méi an de Kär vun der Flüchtlingsproblematik – sech awer ëmmer ganz solidaresch gewisen huet. Et ass och ëmmerhin dat Land – an ech beruffe mech hei op e Rapport, deen och um europäeschen Niveau gemaach ginn ass –, dat déi zweetmeescht Flüchtlingen ophëlt par rapport, wéi gesot, zu senger Populatioun an dem BIP. Am Duerchschnëtt sinn dat der ëm 2.000 pro Joer.

Ech fannen et och duerfir net justifiéiert, wa reegelméisseg vu verschiddener Säit ëmmer erëm versicht gëtt, drop hinzeweisen, datt Lëtzebuerg sech u sech éischter méi reservéiert géing weisen. Ganz au contraire! An d'Zuele beweisen dat ganz kloer.

Ech mengen, et ass awer ganz normal, datt, wann ee wëllt de Statut vum DPI kréien, een och gewësse Krittäre muss erfëllen, an datt et och evident ass an engem Rechtsstaat, datt, wann een ënner gewëssene Konditioune wëllt dee Statut kréien, déi awer net den Normen entspriechen, de Rechtsstaat dann awer och ganz kloer do muss reagéieren.

Mir hunn natierlech awer och doriwwer eraus eng Rei aner Problemer hei zu Lëtzebuerg, zum Beispill de Mënschenhandel. An och do kann een Zifferen nennen: zum Beispill 2023-2024 hate mer 152 Victimmen hei. Dat ass aus dem Rapport vun der Mënscherechtskommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt awer dann op e puer Kärpunkte vun dësem mat Sécherheet weesentlechen an och zukunftsweisende Gesetz hei agoen.

A firwat musse mer et virum 12. Juni elo hei stëmmen? Ech mengen, d'Rapportrice, där ech och Merci soen, huet dat scho ganz kloer hei ënnerstrach. An och déi Diskussioun, déi mer am Ufank hei haten, huet jo awer ganz kloer gewisen, datt et evident ass, datt mer mussen déi Prozedur vun haut hei maachen. An ech mengen, och de Fraktiounschef vun der DP, de Gilles Baum, huet dat ganz kloer an däitlech hei ënnerstrach, datt d'Tatsaach, datt mer haut hei stinn, och ganz richteg ass.

D'Baussegrenzen, wéi gesot, sollen da lo duerch e gewëssene „Centre de filtrage" am Fong geholl besser ofgesteckt ginn. Jo, elo kann een iwwert deen Term „Filtrage" diskutéieren. Jo, sécher, vläicht hätt een och nach kënnen e besseren Term fannen, mee ech mengen, et geet awer hei virun allem drëms, datt mer eng ganz kloer geziilte Politick entwéckelen, mat klore Richtlinnen, Reegelen, no wat fir enge Krittäre Leit op de Baussegrenzen dee Moment awer kënne festgehale ginn – festgehalen net an deem Sënn, datt se selbstverständlech géingen agespaart ginn oder esou, mee ech mengen, datt een awer Leit ka kloer matdeelen: „Du hues d'Recht, an d'Europäesch Unioun ze kommen", „Du hues d'Recht, de Statut ze kréien", oder „Du hues net d'Recht."

Ech mengen, déi Kontrolle solle jo och ganz séier virugoen. An dat ass jo eent vun den Ziler vun dësem Gesetz, datt eebe sollen am Fong geholl déi Prozeduren net nëmme vereinfacht ginn, mee datt se awer och solle vill méi séier iwwert d'Bün goen. Well, wéi gesot, nach eng Kéier: Et muss ee sech jo och emol heiansdo an d'Situatioun vun esou Leit versetzen, wa se deeg-, wochelaang op enger Plaz sëtzen, ouni datt se kënnen eng kloer Kommunikatioun gemaach kréien. Duerch dat Gesetz hei wäert dat awer mat Sécherheet verbessert ginn.

Ech bleiwen och der Meenung, datt d'Autorité publique och muss e Recht behalen, och gewëssen Donnéeë wärend enger gewëssener Zäit ze stockéieren. Sécher, wa mer iwwert de Secret médical diskutéieren, da muss dat alles awer natierlech extreem mat Virsiicht genoss ginn. Dat selwecht gëllt och fir gewëssen intim Identifikatiounen.

Ech mengen och, datt déi EU-Datebanken, den Eurodac oder den SIS (ndlr: Schengen Information System), an deem ganze Beräich hei och eng wichteg Roll wäerte spillen.

Dann ass awer natierlech virun allem eng gutt Koordinatioun zwëschen deenen eenzelnen EU-Memberstaten hei gefuerdert. An och den Austausch vun den Informatioune muss natierlech da beschtméiglech fonctionéieren.

Natierlech muss awer ëmmer eng gewëssen oder souguer eng absolutt Neutralitéit och garantéiert ginn, well onofhängeg vun deene Betraffenen awer nach ëmmer deen humanen Aspekt hei am Vierdergrond steet.

An och méi Dignitéit muss hei ganz kloer spillen, onofhängeg dovun, wéi eng Persoun et ass: eng al, eng krank, eng jonk, eng gesond oder mat Handicap. Dat däerf alles keng Ursaach sinn.

An da si mer natierlech och ganz séier bei de Mineuren. Et ass och schonn hei ënnerstrach ginn. Effektiv bréngt och dëst Gesetz do eng Rei wichteg Neierungen, an dat kënne mer nëmmen ënnersträichen. Datt och elo déi Mineure besser encadréiert ginn duerch kompetent Personal, ass ouni Zweifel wichteg.

An da si mer natierlech och séier bei der Formatioun, dat ass ganz kloer. Dat gëllt net nëmme fir deen heiten Aspekt, mee soubal ee virun allem mat jonke Leit ze dinn huet, ass et ëmmer ganz wichteg, datt ee vun enger optimaler Formatioun ka profitéieren.

Ech wëll och hei drop hiweisen: Den Tribunal administratif huet souguer bedauert, datt en am Fong net déi néideg Formatioun kéint kréien. Mee de Barreau par contre seet jo awer, datt en d'Affekote selwer géing forméieren; wat och nëmme begréissenswäert ass.

Et däerf ee jo awer och net vergiessen, datt déi Leit, déi hei betraff sinn – ech schwätzen, wéi gesot, haaptsächlech vun de Mineuren –, oft och ënner engem gewëssenen Trauma leiden. An dann ass et mat Sécherheet net virdeelhaft, wann eng Persoun och nach an enger Uniform do optrëtt oder mat enger gewëssener Aart a Weis. Ech mengen, da kommen natierlech leider erëm ganz gären Erënnerungen op, an dat kann haaptsächlech fir eng jonk Persoun awer ganz schiedlech si fir hir weider Entwécklung.

Recoursméiglechkeet: Jo, an engem Rechtsstaat ass dat eppes Evidentes. Et ass ganz kloer eppes, dat muss héichgehale ginn. Dat bleift natierlech och hei normalerweis an deene meeschte Fäll bestoen. E Paradigmewiessel ass natierlech awer, datt de Recours net méi an alle Fäll automatesch suspensiv ass. Dat ass jo och dee Punkt, deen am Fong geholl och haaptsächlech am juristesche Milieu méi kritiséiert gëtt. Mee, wéi gesot, a verschiddene Fäll muss dann eeben d'Persoun separat ufroen, fir bis zur Decisioun iwwert de Recours dierfen um Territoire ze bleiwen. An datt do déi eng oder déi aner méi kritesch Reaktioun koum, ass och mat Sécherheet nozevollzéien.

Ech wëll dann och drop hiweisen: Et gëtt souguer vum Déplacement des responsabilités deelweis hei geschwat. Ech fannen op alle Fall, mir mussen esou Aussoen awer och seriö huelen. Mir kënnen hei och net, als Pouvoir législatif, dat net zur Kenntnis huelen. Au contraire – ech mengen, et ass den drëtte Pouvoir –: Mir sinn an engem Rechtsstaat drop ugewisen, datt mer effikass Fonctionnementer a Juridictiounen hunn. An dowéinst fannen ech et och gutt, datt mer iwwert déi ganz Avisen hei – se si schonn deelweis hei opgezielt ginn – awer och an der Kommissioun ganz seriö diskutéiert hunn.

An ech wëll an deem Kontext awer och op de Projet de loi 8694 hiweisen, dee jo d'Schafe vun engem Tribunal de l'asile et de l'immigration beim Tribunal administratif virgesäit. Do soll also och méi eng Flexibilitéit entstoen, fir datt déi Fäll och kënne besser traitéiert ginn. An do sollen no engem éischte Stand 7 nei Magistratsposte geschaaft ginn: 6 fir den Tribunal administratif an 1 fir d'Cour administrative. An am Ganze sollen der jo 16 an dëser neier Sektioun geschaaft ginn. Dat ass e Projet de loi, deen natierlech elo an der Justizkommissioun méi wäert diskutéiert ginn.

Fir eis ass et awer och ganz kloer: Wa Leit sech net un elementar Normen halen, da muss awer och de Staat d'Recht hunn, ze reagéieren, an da mussen och Konsequenze gezu ginn. Mir sollen zwar weiderhin och als Lëtzebuerg e Land vu grousser Toleranz bleiwen, mee et huet och alles seng Limitten. Eis Toleranz däerf net mëssbraucht ginn! A spéitstens dann, wéi gesot, wann déi Limitten iwwerschratt ginn, ass et evident, datt hei muss reagéiert ginn.

Da muss een natierlech och d'Fro stellen, inwiefern déi Agenten, déi mat all de betraffene Leit ze dinn hunn, och ëmmer maximal ofgeséchert sinn. Mir wëssen, datt et do och relativ séier emol kann zu Incidente kommen. Duerfir ass et fir eis ganz normal, datt déi Leit och eng Prime de risque kréien. An da si mer natierlech och erëm séier bei der Formatioun.

Een anere weesentlechen, wichtege Punkt, dat ass d'Digitaliséierung. Mir begréissen als Demokratesch Partei, datt dat hei an deem Gesetz esou virgeholl gëtt. Fir d'Recoursen an d'Requête haaptsächlech, wéi gesot, betreffend d'Retentioun gëllt jo ab dem 16. September eng elektronesch Prozedur. D'Akten an d'Notifikatioune mussen dann eng elektronesch

Ënnerschréft hunn. Dat ass natierlech op eng Manéier ganz essentiel, well dat kann och d'Delaie ganz staark verkierzen.

An dann natierlech nach e Wuert och zu de Mineuren. Ech hat et scho kuerz hei ugeschnidden, mee et ass fir eis awer och e weesentleche Punkt: D'Benennung vun engem Representant ass natierlech evident, an och, datt e Mineur ënner 16 Joer net kann an en Établissement pénitentiaire oder de rétention kommen. Dat ass eppes Evidentes! Ech mengen, et muss ee sech awer mol virstellen – dat si jo och nach zum Deel Kanner –: An esou enger Struktur kann dat awer zu ganz grousse Problemer féieren.

An deem Kontext wollt ech awer och eng Remark maachen iwwert d'Hebergementer hei zu Lëtzebuerg. An et gëtt der jo heibannen an och dobaussen, déi mengen, datt elo do de Staat net géif genuch Efforte maachen.

Do wëll ech awer mol drop hiweisen: E ganz wichtegen Acteur – den Här Hahn gëtt mer mat Sécherheet net Onrecht – si jo natierlech d'Gemengen! Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 100 Gemengen. Ech woen elo net ze froen, ob all déi, déi Vertrieder vun enger Gemeng heibanne sinn, scho Flüchtlingen opgeholl hunn. Ech kommen aus enger Gemeng, déi als Alleréischt de Fanger ausgestreckt hat. Mir hunn der iwwer 60, scho jorelaang. Ech kann Iech soen: Dat stellt absolutt kee Problem duer.

An dann eng zweet Saach: Ech fannen dat och net gerechtfäerdegt, wann dann op eemol de Minister nach hei kritiséiert gëtt, well an deem engen oder aneren Hebergement oder där enger oder där anerer Infrastruktur op eemol vläicht Zoustänn bestinn, déi net onbedéngt den Normen entspriechen.

Jo, dat muss awer net onbedéngt dann d'Schold vun deene sinn, déi déi Struktur do exploitéieren. Mee – loosst eis dat och emol ganz éierlech soen – et ass och emol deen een oder deen anere Bewunner do, deen och vläicht emol misst heiansdo drop higewise ginn, datt et Reegele gëtt, déi ee muss respektéieren. Dat ass keng Pauschalausso, mee et ass awer och onfair, ëmmer nëmme mam Fanger hei op e Minister ze weisen oder op de Staat ze weisen. Et muss awer och emol eng Kéier kloer gesot ginn: „Sou einfach geet et och net!" An dowéinst, mengen ech, soll ee sech och elo mol net scheien, och vläicht emol esou Aussoen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mee mir sollen eis kengen Illusiounen higinn. Sécher ass dat heiten e ganz weesentlecht Gesetz, mee och an den nächste Joren – net nëmme Lëtzebuerg – wäert Europa weiderhin, jo, et kann ee bal soen, deelweis iwwerschwemmt gi vu Flüchtlingswellen.

Dat huet och natierlech seng Ursaachen. Mir wëssen, wéi onstabill de politesche Regimm a verschiddene Länner ass. Mir wëssen, datt a ganz ville Länner och eng Hongersnout herrscht. Mir kennen awer virun allem een Aspekt – ech mengen, deen ass weider nach net esou ugeschwat hei ginn –: Dat ass de Klimawiessel, de Klimawandel! An dee wäert schonn derfir suergen, datt sech an deenen nächste Joren a Joerzéngte masseg Leit op de Wee wäerte maachen, hir Heemecht verloossen, well se keng Perspektiv méi gesinn, bedéngt eebe virun allem duerch de Klimawiessel.

Ech weess, dat Gesetz hei wäert dee Problem natierlech net léisen, mee mir mussen awer drop preparéiert sinn, datt nach esou Wellen op eis wäerten duerkommen. An et gëtt zum Beispill geschätzt, datt, duerch d'Erhéijung vum Mieresspigel, déi op Plaze wäert bis e Meeter sinn, 72 Millioune Leit sech wäerten zousätzlech op de Wee maachen. Et kann een also haut, wann een iwwer Flüchtlingspolitick schwätzt an de Klimawandel, do keng Trennung méi maachen. Dat geet aneneen iwwer. An deem musse mer och Rechnung droen.

Sécher, wéi gesot, bei dësem Gesetz geet et an éischter Linn ëm d'Ëmsetzung vun aacht europäesche Reglementer. An dat ass awer och de Beweis – an dat soll awer och erëm eng Kéier un déi Leit geriicht sinn, déi nach ëmmer méi skeptesch iwwer Europa wëlle schwätzen an denken, wéi dat sech gehéiert –, datt grad hei Europa erëm beweist, wéi wichteg et ass, datt mer déi Struktur Europa hunn, wéi wichteg et ass, datt mer eis fir Europa asetzen, well ouni Europa kéinte mer net esou gesetzlech Base schafen!

Mir wiere vill ze vill schwaach als Lëtzebuerg, fir dat eleng ze geréieren. Mee zu 27 si mer méi staark. An hei kréie mer awer elo trotzdeem e Kader, deen eis et wäert an Zukunft besser erlaben: d'Gerance vun där ganzer Problematik ze maachen, déi op kee Fall ze ënnerschätzen ass. An ech hunn et scho gesot: Déi wäert an Zukunft nach vill méi grouss ginn.

Jiddefalls, mat dësem Punkt, kann ee soen, gëtt d'EU och getest, ob se wierklech zu hire Valeure steet. A si steet zu hire Valeuren duerch esou Texter! Duerfir kann een also soen: Mir bréngen et hei fäerdeg, e gudden Equiliber ze schafen zwëschen den Usprëch vun deene Leit, déi aus deenen oder deenen Ursaache mussen hir Heemecht verloossen, respektiv enger realistescher Aschätzung vun der Situatioun.

Ech wëll och nach eng Kéier ganz kloer soen: Fir eis als Demokratesch Partei ass Asylpolitick kee populistescht Schlagwuert. Asylpolitick bedeit eng seriö Verantwortung. An déi soll een iwwerhuelen. An dat wäerte mer och maachen.

Eppes ass an deem Sënn kloer: Mir mengen, datt mer mat deem Gesetz hei, mat deem Text hei eng zukunftsweisend Basis schafen, datt mer déi ganz Problematik nach méi no humane Gesiichtspunkte kënne geréieren, awer ganz kloer och gekoppelt u Limitten, déi de Rechtsstaat setzt a setze muss. A wann déi Limitten net respektéiert ginn, dann huet de Rechtsstaat net nëmmen d'Flicht, mee och, wéi gesot, huet en d'Suergfalt opzebréngen, dann ze reagéieren.

Vläicht e lescht Wuert dann nach iwwert d'Motioun, déi d'Madamm Weydert hei deposéiert huet, déi mir selbstverständlech matdroen. Bon, Dir kënnt elo soen „dräi oder véier Joer", mee ech mengen, et gëtt een Argument, dat awer och justifiéiert, datt et véier Joer sinn: effektiv, datt de Centre de filtrage jo eréischt an annerhallwem Joer, wann ech richteg informéiert sinn, och soll a Kraaft trieden, soudatt fir eis awer déi véier Joer och selbstverständlech esou kënnen akzeptéiert ginn.

Jiddefalls ofschléissend nach eng Kéier: Ech wäert am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen. A mir si frou, datt mer elo deen dote gesetzleche Kader kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, wann den Här Graas domat d'accord ass.

M. Gusty Graas (DP) | Selbstverständlech. Et ass ëmmer en Héichpunkt, wann den Här Weidig eng Fro stellt.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech wollt Iech gären déi selwecht Fro stelle wéi der Madamm Weydert. Recommandéiert Dir vun der DP, datt d'Flüchtlingen am éischte sécheren Drëttland Asyl ufroen, oder sidd Dir domat averstanen, datt d'Leit absichtlech dorop verzichten an esou eng hallef Dose Grenzen iwwerschreiden, fir dann an engem anere Land ze probéieren, hiert Asylland erauszesichen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, mir sinn zwar net an der Interrogatioun vun deenen eenzelne Parteien hei. Den Här Graas kann drop äntweren, mee ech fannen d'Prozedur ganz besonnesch.

M. Gusty Graas (DP) | Ben, ech … Här President, wann Der erlaabt, ech ginn da genau déi selwecht Äntwert wéi d'Madamm Weydert Iech ginn huet, an ech mengen, ech brauch dat net weider ze preziséieren, dann ass alles kloer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana.

(Interruption)

M. Dan Biancalana (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Hannah Arendt, eng Fra, déi den Exil kannt huet, déi wousst, wat et heescht, ouni Schutz, ouni Pabeieren, ouni politesch Zougehéiregkeet ze sinn, huet emol vum „Right to have rights" geschwat, engem fundamentale Recht, iwwerhaapt Rechter ze hunn. Net well een dee richtege Pass huet, net well een op där richteger Säit vun enger Grenz gebuer gouf, mee well een e Mënsch ass.

An dat ass kee philosophesche Luxus, dat ass dat moralescht an historescht Fundament, op deem Europa nom Zweete Weltkrich opgebaut gouf – e Kontinent, deen erlieft hat, wat geschitt, wann de Wäert vum mënschleche Liewe relativ gëtt a relativiséiert gëtt, wann d'Würd vum Mënsch net méi universell ass, mee ofhänkt vun Hierkonft, Relioun oder Statutt.

An dofir ass et fir d'LSAP ganz kloer: D'Mënschewürd ass kee Kompromësssujet. Si kann net gedeelt ginn tëschent deenen, deene mir se zougestinn, an deenen, deene mir se verweigeren. Si ass net un eng Nationalitéit gebonnen, net un en Openthaltstitel, net un e Pass. Si steet all Mënsch zou, eleng well hien e Mënsch ass. A grad an der Asyl- a Migratiounsdebatt gëtt haut op d'Prouf gestallt, ob Europa nach bereet ass, dëse Prinzipp och dann ze verdeedegen, wann et politesch schwéier gëtt.

Well d'Asylfro dréit sech am Kär net nëmmen ëm Grenzkontrollen, Quoten oder administrativ Prozeduren, si dréit sech och ëm déi vill méi déif Fro: Wéi gesi mir de Mënsch? A wéi eng Wäerter wëlle mir als europäesch Demokratien an deem Kontext verdeedegen? Well déi grouss politesch Erausfuerderung vun eiser Zäit besteet net am Choix tëschent Humanitéit op där enger a Kontroll op där anerer Säit. Dat wier am Fong ze einfach, ze simpel, bal eng bequeem Virstellung vun der Realitéit. D'Realitéit ass dofir och vill méi villschichteg an och vill méi komplex.

Europa muss gläichzäiteg verschidde legitimm Fuerderungen zesummebréngen: Mir mussen deene Schutz bidden, déi viru Krich, Verfollgung a Gewalt flüchten, mir mussen och kënnen decidéieren, wien op eisen Territoire erakënnt an och däerf bleiwen, mir mussen eis europäesch Grenze kontrolléieren, mir musse géint Schleiserkriminalitéit virgoen a mir mussen eis awer och staarkmaache fir e gelongene Vivre ensemble an deen och do ronderëm organiséieren.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Mir mussen och d'Vertraue vun de Bierger an de fonctionéierende Rechtsstaat erhalen, well wann d'Bierger d'Gefill kréien, datt d'Migratioun net méi begleet gëtt, da wiisst de Raum fir Angscht, fir Polarisatioun an och fir Populismus.

Mee ëmgekéiert gëllt et geneesou: Wann Europa am Numm vun der Effizienz seng eege rechtsstaatlech a mënschlech Prinzippie relativéiert, da verléiert et dat, wat et eigentlech am Fong wëll verdeedegen a fir dat et sech och historesch staarkgemaach huet.

Dofir ass déi eigentlech Fro net, ob Europa seng Grenze schützt oder d'Mënschewürd respektéiert. Déi eigentlech Fro ass, wéi Europa béides gläichzäiteg maache kann! Well e System ouni Kontroll verléiert seng gesellschaftlech Akzeptanz, mee e System ouni Mënschewürd verléiert seng moralesch an och rechtsstaatlech Legitimitéit. An et ass genee an deem Spannungsfeld, an deem effektiv den europäesche Pakt fir Asyl an och Migratioun entstanen ass.

Firwat huet Europa iwwerhaapt esou laang gebraucht, fir zu engem gemeinsame Kader ze kommen? D'Äntwert ass natierlech keng onbekannt: well d'Asyl- an d'Migratiounspolitick zu engem vun deene Beräicher ginn ass, an deenen déi national Reflexer ëmmer nees déi gemeinsam europäesch Interessen iwwerwien an och triumphéiert hunn. Jorelaang hu verschidde Memberstaaten d'Verantwortung fir hir Noperen iwwerholl an och effektiv dann delegéiert. Jorelaang huet d'geografesch Lag vun engem Land méi doriwwer entscheet, wéi grouss seng Belaaschtung ass, wéi all d'Prinzippie vun europäescher Solidaritéit. D'Konsequenzen dovunner – verschidde Virriedner sinn drop agaangen – hu mir all gesinn.

De Pakt ass also net d'Resultat vun enger gemeinsamer europäescher Visioun, en ass d'Resultat vun engem laangwieregen, heiansdo zermürbende Kompromiss tëschent 27 Memberstaate mat ganz ënnerschiddlechen nationalen Interessen, mat ganz ënnerschiddleche politesche Kulturen a mat ganz ënnerschiddleche gesellschaftleche Realitéiten.

An natierlech huet och de politeschen Zäitgeescht dëse Pakt markéiert an engem Europa, an deem de politeschen Toun sech verschäerft huet, an deem nationalistesch an extreemriets Kräften och staark wuessen, an deem konservativ Majoritéiten ëmmer méi dacks op d'Stëmm vun deenen Extreemrietsen zréckgräifen an op déi lauschteren. An dofir ass et net iwwerraschend, datt dëse Pakt säi Schwéierpunkt virun allem op Kontroll, Sécherheet an och Grenzemanagement leet.

Ech mengen, mir sollten eis och hei näischt virmaachen. Vill vun eis hätte sech op verschiddene Punkte méi Solidaritéit an och méi staark Garantien am Beräich vun de Grondrechter gewënscht. An ech kommen herno am Kader vun den Amendementer drop zréck. Well wann all Staat erëm eleng handelt, da verléiert Europa net nëmmen un Effizienz, da verléit et och seng gemeinsam rechtsstaatlech Basis.

Dëse Pakt wäert den europäesche Kader fir Asyl a Migratioun fir déi nächst Jore fundamental – fundamental! – nei strukturéieren. Mir däerfen och net vergiessen, datt hanner all Dossier, deen analyséiert gëtt, e Mënsch steet. Eng Persoun. Eng Geschicht. An e Schicksal. Et ass genee an deene Momenter, an deenen de politeschen Drock am gréissten ass, datt sech also weist, ob Europa seng eege Wäerter och wierklech eescht hëlt.

An da grad well dëse Pakt esou strukturell wichteg wäert sinn, hu mir als LSAP och d'Responsabilitéit iwwerholl an och konkreet Verbesserungen abruecht, andeems mir och an der Kommissioun Amendementer deposéiert hunn, déi ech haut och nach eng Kéier hei op dëser Plaz deposéiere wëll. Eis Amendementer sinn de generelle Versuch, ganz konkreet Schutzmechanismen an dësen Text anzeschreiwen, déi aus de verschiddenen Avisen erauskomm si vun de Leit, déi eng gewëssen Expertis hunn, och vun der Zivillgesellschaft, déi och all Dag um Terrain schaffen, an déi och an dëser Matière schaffen an och ganz vill vun dëser Matière verstinn.

Eis Amendementer sinn dofir keng ideologesch Symbolpolitick. Mir brauche Schutzmechanismen, déi um Enn entscheeden, wéi de Staat Mënsche behandelt, déi am vulnerabelste sinn.

Dat kléngt heiansdo no technesch irrelevanten Detailer, dat ass awer bei Wäitem net de Fall. Ech mengen, et ass grad an dësen Detailer, wou sech weist, wéi eescht de Rechtsstaat seng eege Prinzippie wierklech hëlt. Well d'Fro vun der Mënschewürd stellt sech net nëmmen an de groussen Deklaratiounen. Si stellt sech och an de konkreete Prozeduren, an de Momenter, an deenen eng Persoun engem System eleng géigeniwwersteet, an deene Momenter, an deenen de Staat seng Muecht am direktsten ausübe ka respektiv ausübe wëll.

Déi selwecht Logik gëllt am Fong fir d'Fouillen – an dat ass ee vun eisen éischten Amendementer –, déi am Kader vun de Grenz- an och vun de Filtrageprozedure virgesi sinn. Natierlech huet de Staat d'Recht, Kontrollen duerchzeféieren, natierlech brauch de Staat och funktionéierend Prozeduren, mee och do däerf d'Effizienz ni zu der Entmënschlechung féieren. Dofir hu mir jo och an den Amendementer gefuerdert, datt d'Fouillen duerch Persoune vum selwechte Geschlecht duerchgefouert ginn, am Respekt vun der physescher an och psychescher Integritéit vun der concernéierter Persoun, an datt déi Persoun bei der Kontroll vun hire perséinleche Saachen och present ass.

Bon, de Minister hat an der Kommissioun gesot, déi Fouillen wieren net esou schlëmm, d'Leit bräichten net „Haut ze weisen". Mee, wéi gesot, d'Leit sinn oft gepräägt, an dat weess een, vun Erfarunge mat Gewalt, mat aneren institutionellen Instanzen. An ech mengen, och do ass et wichteg, dat dann net deementspriechend ze reproduzéieren. Mir wëlle sécherlech hei net d'Autoritéit vum Staat a Fro stellen, mee och de Staat ass a sengem Handele ganz kloer och un d'Prinzippie vum Rechtsstaat gebonnen. An déi muss en och anhalen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | An och an deenen Amendementer, déi ech wäert hei elo deposéieren – wannechgelift, Här President –, …

Amendements 1 à 5

Amendement 1 concernant l'article 8

À l'article 8 du projet de loi, au paragraphe 4, il est inséré un alinéa 2 nouveau, libellé comme suit :

« Toute fouille effectuée en vertu du présent paragraphe est réalisée par un membre du cadre policier du même genre que la personne soumise à la fouille, dans le plein respect de la dignité humaine ainsi que de l'intégrité physique et psychologique de cette dernière. La personne soumise à la fouille est présente lors du contrôle de ses effets personnels et bagages. »

Commentaire :

Le présent amendement vise à compléter les modalités de la fouille prévue à l'article 8, paragraphe 4 en y intégrant deux garanties fondamentales recommandées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans son avis du 2 avril 2026. D'une part, la fouille doit être effectuée par une personne du même genre que la personne contrôlée, d'autre part, la présence de la personne concernée lors du contrôle de ses effets personnels et bagages constitue une garantie procédurale essentielle permettant de limiter le risque de traitement arbitraire et d'assurer le respect de sa dignité. Il est ainsi donné suite aux observations formulées par le HCR pour ancrer explicitement dans le droit national ces garanties procédurales minimales.

Amendement 2 concernant l'article 24

À l'article 24, les mots « il n'a la possibilité de formuler des observations qu'à la fin de l'entretien individuel ou, lorsque l'entretien individuel se tient sur plusieurs jours, à la fin de chaque jour d'entretien » sont remplacés par les mots « il a le droit de formuler ses observations et ses questions et de mettre à disposition des documents utiles tout au long de l'entretien individuel ».

Commentaire :

L'article 13, paragraphe 13, du règlement (UE) 2024/1348 prévoit comme règle générale que le conseil juridique qui participe à l'entretien individuel peut intervenir au cours de celui-ci. Ce n'est que de manière facultative que ledit règlement autorise les États membres à prévoir dans leur droit national que le conseil juridique ne peut intervenir qu'à la fin de l'entretien individuel.

L'article 24 du projet de loi fait usage de cette faculté en limitant le rôle du mandataire à de simples observations formulées à la fin de l'entretien. Le Barreau de Luxembourg a toutefois recommandé de ne pas recourir à cette option, afin de permettre à l'avocat de poser à son client les questions qu'il juge utiles et nécessaires au cours de l'entretien, notamment pour éviter qu'il soit reproché ultérieurement au demandeur d'avoir livré un récit lacunaire ou contradictoire, ce qui pourrait avoir des conséquences graves sur l'issue de sa demande de protection internationale. Pour les mêmes raisons, le Barreau de Luxembourg estime utile le partage de documents soutenant la cause de leur mandataire durant l'entretien.

La modification de l'article 24 permet dès lors d'aligner le droit national sur la règle générale du règlement (UE) 2024/1348, en reconnaissant explicitement au mandataire le droit de formuler ses observations et ses questions tout au long de l'entretien individuel, garantissant ainsi une assistance juridique effective et conforme aux droits de la défense.

Amendement 3 concernant l'article 31

À l'article 31 sont apportées les modifications suivantes :

1° Aux paragraphe 1, le délai de « vingt jours » est remplacé par « un mois » ;

2° Au paragraphe 6, le délai de « dix jours » est remplacé par « quinze jours ».

3° Aux paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6, après la première phrase, il est inséré la phrase suivante : « Dès que l'avocat en fait la demande, l'accès au dossier lui est garanti dans un délai de deux jours calendrier. »

Commentaire :

L'article 31 est modifié sur trois points. Premièrement, le délai de recours du paragraphe 1 est porté de vingt jours à un mois. Deuxièmement, celui du paragraphe 6 est porté de dix jours à trois semaines. Ces deux modifications font suite aux recommandations formulées par le HCR dans son avis du 2 avril 2026, qui constate que certains délais prévus dans le projet de loi sont plus courts que les délais maximaux permis par le droit de l'Union européenne. Troisièmement, une disposition nouvelle garantit l'accès au dossier dans un délai de deux jours suivant la demande de l'avocat dans tous les cas des paragraphes 1 à 6, reprenant ainsi une recommandation du Conseil de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg formulée dans son avis du 25 mars 2026.

Amendement 4 concernant l'article 34

À l'article 34, paragraphe 2, point 2°, est ajoutée la phrase suivante :

« Le seul refus du demandeur de se soumettre au contrôle de vulnérabilité préliminaire visé à l'article 12, paragraphe 3, du règlement (UE) 2024/1356 ne peut être considéré comme un manquement à l'obligation de coopération avec les autorités compétentes aux fins de l'établissement du risque de fuite. »

Commentaire :

Le présent amendement vise à préciser que le seul refus de se soumettre au contrôle de vulnérabilité préliminaire ne saurait constituer un manquement à l'obligation de coopération. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) recommande dans son avis du 2 avril 2026 expressément que ce refus ne soit pas considéré comme tel ni n'entraîne de conséquences négatives sur la procédure, soulignant que les demandeurs peuvent avoir des raisons légitimes de refuser – notamment un traumatisme psychologique, la méfiance à l'égard des autorités ou des barrières linguistiques – et que sanctionner ce refus risque d'affecter de manière disproportionnée les personnes mêmes que l'évaluation vise à protéger.

Le contrôle préliminaire de vulnérabilité étant une mesure instituée dans l'intérêt exclusif de la personne concernée, il serait contraire à sa finalité protectrice de permettre qu'un refus d'en bénéficier se retourne contre elle.

Amendement 5 concernant l'article 40

À l'article 40, point 11°, au paragraphe 2ter nouveau, il est inséré un alinéa 2 nouveau, libellé comme suit :

« Toute fouille effectuée en vertu du présent paragraphe est réalisée par un membre du cadre policier du même genre que la personne soumise à la fouille, dans le plein respect de la dignité humaine ainsi que de l'intégrité physique et psychologique de cette dernière. La personne soumise à la fouille est présente lors du contrôle de ses effets personnels et bagages. »

Commentaire :

Pour les mêmes raisons que celles exposées dans le commentaire de l'amendement 2, il convient d'étendre les mêmes garanties aux fouilles effectuées en vertu du présent article, en y appliquant les mêmes règles relatives au genre de l'agent effectuant la fouille et à la présence de la personne concernée lors du contrôle de ses effets personnels et bagages.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding, Francine Closener, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Ben Streff.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Dan Biancalana (LSAP) | ... hu mir eis och staarkgemaach fir Garantien am Beräich vun de Verdeedegungsrechter. Ee vun de gréisste Risike vun ëmmer méi acceleréierte Prozeduren ass nämlech, datt de Rechtsstaat lues a lues op eng reng Formalitéit reduzéiert gëtt. Recours ass awer nëmme sënnvoll, wann en och effektiv ka sinn. An dofir hu mir méi laang an och méi realistesch Delaie fir Recourse souwéi e garantéierten a séieren Accès zum Dossier gefuerdert am Kader vun eisen Amendementer. D'Droits de la défense däerfen net un onrealisteschen Delaie scheiteren.

Eng juristesch Assistenz ass och nëmme sënnvoll, wann den Affekot och tatsächlech d'Méiglechkeet huet, seng Roll ze erfëllen. An dowéinst hu mir och dës Amendementer ausgeschafft, fir d'Roll vum Affekot beim Entretien méi kloer ze definéieren. Mir hunn deemno gefuerdert, datt Affekoten net nëmmen um Enn vun engem Entretien intervenéiere kënnen, mee wärend dem ganzen Entretien d'Méiglechkeet hunn, éischtens Froen ze stellen, zweetens Prezisiounen ze maachen an drëttens Dokumenter virzeleeën.

A schliisslech hu mir och gefuerdert, datt de Refus vun engem Contrôle de vulnérabilité préliminaire net automatesch géint déi concernéiert Persoun dierf ausgeluecht ginn. Mënschen, déi duerch hire ganze Parcours gezeechent sinn, déi och traumatiséiert sinn, psychologesch Problemer hunn an opgrond vun den Erfarungen, déi se gemaach hunn, den Autoritéiten och vläicht net méi dat Vertrauen entgéintbréngen, gehéieren dacks zu deene vulnerabelste Persounen – ech hat et virdru schonn eng Kéier gesot –, an dofir wier et och falsch, esou e Refus duerno als Netkooperatioun mat den Autoritéiten auszeleeën an och ze interpretéieren. Dat géif dem eigentleche Sënn vum Contrôle, deen en huet, widderspriechen, deen am Fong jo als Schutzmechanismus an als Schutzmesür geduecht ass.

An ech mengen, datt genee dës Diskussioune weisen, wat deementspriechend haut och um Spill steet. Dofir hu mir nieft den Amendementer och Motiounen an och eng Resolutioun verfaasst, déi de Fonctionnement dann och an Zukunft iwwerpréiwe sollen.

Déi éischt Resolutioun befaasst sech deemno mat dem Ausweite vu Kompetenze vum Ombudsman. Den Ombudsman schreift ganz kloer, hie bräicht méi Ressources budgétaires an och humaines, fir sengen Aufgabe seriö kënnen nozegoen a fir déi och richteg kënnen ze erfëllen. An dofir fuerdere mir an enger Resolutioun eng Evaluatioun vun de Ressourcë vum Ombudsman.

An enger anerer Motioun fuerdere mer och eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun dësem Gesetz. D'Kolleege vun der CSV hunn eng Motioun hei deposéiert fir véier Joer, mir sinn a sech fir zwee Joer, fir effektiv do méi reduzéiert Delaien ze hunn.

An, wéi gesot, an enger weiderer Motioun fuerdere mer am Fong, dass déi erweidert Kompetenze vun der Commission consultative, déi effektiv dann och zoustänneg ass fir den Intérêt supérieur de l'enfant, ganz kloer garantéiert sinn. Dës Kommissioun kritt nei Missioune vis-à-vis vun de Mineurs non accompagnés, an dat och am Zesummenhang mat Decisiounen iwwer hire Sejour an och en eventuellen Transfert.

An am Kader vun deenen neie Kompetenzen ass et wichteg, dass dës Kommissioun, wéi gesot, neutral, pluridisciplinaire an och onofhängeg ka funktionéieren a bei dëser sensibeler Missioun och Fachpersonal huet, Pedagogen, Psychologen an och deementspriechend Affekote fir Kanner.

Ech géif dat dann hei deposéieren. Wannechgelift.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que le projet de loi n° 8684 confie à l'Ombudsman une nouvelle mission de contrôle indépendant dans le cadre du filtrage et de la procédure d'asile à la frontière ;

– que les personnes concernées par le filtrage et par la procédure d'asile à la frontière peuvent se trouver dans une situation de vulnérabilité particulière, à un moment déterminant pour leur orientation procédurale, et que le contrôle indépendant exercé par l'Ombudsman constitue une garantie essentielle du respect de leurs droits fondamentaux ;

– que l'Ombudsman souligne dans son avis que cette mission doit pouvoir être exercée avec un accès complet aux lieux et aux informations nécessaires ;

– l'indication de l'Ombudsman soulevant l'ampleur de sa nouvelle mission requérant des ressources humaines et budgétaires supplémentaires, et qu'à ce titre il sollicite un ETP supplémentaire,

décide d'évaluer, en concertation avec l'Ombudsman, les besoins budgétaires et personnels supplémentaires liés à cette nouvelle mission ;

prévoit de présenter au plus tard dans un délai de deux ans les résultats de cette évaluation à la commission parlementaire compétente ;

veille à ce que l'Ombudsman jouisse à tout moment des moyens nécessaires pour exercer efficacement et en toute indépendance son mandat de contrôle, et à adapter, le cas échéant, les ressources à sa disposition.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding, Georges Engel.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu les projets de loi n° 8684 et n° 8732 portant mise en œuvre en droit luxembourgeois du Pacte européen sur la migration et l'asile, adopté par le Conseil de l'Union européenne le 14 mai 2024 ;

– considérant que le Pacte européen sur la migration et l'asile introduit une réforme d'envergure du cadre juridique européen en matière de migration, d'asile et de gestion des frontières ;

– considérant que cette réforme implique la mise en place de nouveaux mécanismes et procédures ;

– considérant qu'il importe, dans un souci de bonne gouvernance, de transparence et de sécurité juridique, d'évaluer l'application pratique de ces nouvelles dispositions après une période suffisante de mise en œuvre,

invite le Gouvernement

– à procéder, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur des lois précitées, à une évaluation approfondie de la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile en droit luxembourgeois ;

– à examiner notamment :

• les effets et résultats observés dans l'application des différents instruments du Pacte européen sur la migration et l'asile,
• le fonctionnement du centre de filtrage des ressortissants de pays tiers,
• les résultats de la procédure relative à l'octroi, au refus et au retrait d'une protection internationale,
• les résultats de la procédure à la frontière,
• l'effectivité des voies de recours ;

– à présenter à la Chambre des Députés un rapport sur les conclusions de cette évaluation et, le cas échéant, à soumettre les propositions législatives ou réglementaires qu'il jugera nécessaires au regard des enseignements tirés de la mise en œuvre du Pacte.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding, Georges Engel.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– que le projet de loi n° 8684 élargit les compétences de la Commission consultative appelée à intervenir dans des situations concernant des mineurs non accompagnés ;

– que cette Commission consultative se voit confier de nouvelles missions, notamment dans le cadre de l'évaluation individuelle de l'intérêt supérieur de l'enfant avant certaines décisions relatives au transfert, au retour ou au statut de séjour de mineurs non accompagnés ;

– que l'OKaJu formule des critiques importantes concernant le manque d'indépendance, de neutralité et de pluridisciplinarité de la Commission consultative existante ;

– que l'OKaJu insiste sur la nécessité de garantir une commission véritablement indépendante, neutre et pluridisciplinaire, réunissant des expertises en droits de l'enfant, santé mentale, santé physique, protection de l'enfance, développement de l'enfant, scolarité et migration,

invite le Gouvernement à

– garantir que l'élargissement des compétences de la Commission consultative s'accompagne d'une restructuration de celle-ci, afin d'assurer qu'elle dispose d'une expertise spécialisée et pluridisciplinaire pour traiter les situations relevant de ses nouvelles missions, en particulier celles concernant les mineurs non accompagnés ;

– garantir que la Commission consultative exerce ses missions en toute indépendance à l'égard des autorités compétentes en matière de contrôle migratoire, de transfert, de retour ou de statut de séjour ;

– garantir que la neutralité de la Commission consultative soit pleinement assurée, notamment par sa composition, des règles de fonctionnement et des garanties institutionnelles permettant d'écarter tout risque de conflit d'intérêts.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding, Georges Engel.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Här President, léif Komerodinnen a Komeroden, mir diskutéieren ... Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha et hilarité)

M. Dan Biancalana (LSAP) | ... mir diskutéieren de Moment ... Gesitt Der, ech hunn Iech alleguerte ganz ageschloss an d'Häerz, soudass Der vläicht effektiv mat eis matstëmmt an eiser Logik an eisem État d'esprit nokommt, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Mir diskutéieren de Moment zu Bréissel iwwer „return hubs", iwwer externaliséiert Asylprozeduren un eise Baussegrenzen. An natierlech ass de politeschen Drock an Europa immens grouss, mee Demokratien däerfen an Zäite vum Drock net de Feeler maachen, lues a lues de begréffleche Kader vun deenen ze iwwerhuelen, déi aus Angscht e politescht Kapital maachen an och politescht Kapital schloen, well déi grouss Victoire vun Extreemriets kënnt net eréischt, wa si um Pouvoir sinn, si kënnt schonn dann, wann hir Sprooch, hir Reflexer, hir Visioune vum Mënsch no an no an den Ausgangspunkt vun der demokratescher Debatt mat eraginn an déi och ganz kloer domadder beaflossen.

An dofir musse mir och oppassen, datt Europa sech an der Gestioun vu Migratioun net esou staark op Ofschreckung an Externalisatioun konzentréiert, mee datt et dobäi awer och lues a lues seng eegen humanistesch an och rechtsstaatlech Traditioune relativiséiert.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | An ech mengen, déi eigentlech Gefor vun eiser Zäit ass net déi oppen Ofleenung vu Mënscherechter, déi eigentlech Gefor ass hir progressiv Relativiséierung am Numm vun der Effizienz, vun der Sécherheet, respektiv awer och vun der politescher Opportunitéit.

A grad dowéinst – grad dowéinst! – musse mir haut oppassen, datt Europa an der Gestioun vu Migratioun net lues a lues dat opgëtt, wat et historesch eigentlech, jo, eigentlech ausmécht: säin Engagement fir Rechtsstaatlechkeet, säin Engagement fir universell Rechter an effektiv och, dass d'Würd vum Mënsch net verhandelbar an och onantastbar ass.

Um Enn vum Dag muss ee sech froen: Wéi sti mir zu dësem Pakt? Wat iwwerweit? E gemeinsamen europäesche Kader? Jo, dat ass e Fortschrëtt. Oder iwwerweien awer vläicht éischter déi vill eenzel Mesüren?

Och den Ëmgang mat de Mineuren: Den Text gesäit vir, datt ee ka Kanner a Retentioun halen, wann et an hirem Intérêt supérieur ass. Mee grad den OkaJu, dee sech fir den Intérêt supérieur vum Kand asetzt, seet, dass eng Retentioun am renge Migratiounskontext ni – ni! – am Intérêt supérieur de l'enfant ass!

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Dëst Beispill weist also, a wéi engem Esprit dësen Text ëmgesat ginn ass an dass eis Regierung sech natierlech och do deementspriechend méi streng weist. An ech mengen, dass dat déi falsch Äntwert ass.

Nach dëse Weekend war de portugisesche Staatspresident hei am Land. Och a menger Heemechtsgemeng huet en e Besuch gemaach an en huet un déi gemeinsam Geschicht a Wäerter erënnert tëschent Lëtzebuerg a Portugal, tëschent Portugal a Lëtzebuerg.

An do stellt sech d'Fro: Wier dës gemeinsam Geschicht méiglech gewiescht mat dësem Esprit hei vun dësem Gesetz? Déi Fro kann ee wuel net ganz beäntwerten. An dach, et ass eng Fro vu Philosophie. Den Esprit vun dësem Text geet fir eis net an déi richteg Richtung, den Auslänner net als Räichtum ze gesinn, mee éischter als Gefor fir eis Gesellschaft. An dat geet géint eis fundamental Iwwerzeegung.

An dofir wäerte mir als LSAP dësen Text net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien! Ganz gutt! Bravo!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Tom Weidig agedroen. Här Weidig, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, 2015 hate mir an Europa eng Migratiounskris. Méi wéi 1,2 Milliounen Asylufroe goufen 2015 an der EU gestallt a bis haut bal néng Milliounen. Dat ass déi gréisst Beweegung vu Mënschen an Europa zënter dem Zweete Weltkrich. A mir hunn et net gepackt, wéi d'Madamm Merkel et virausgesot huet!

Dësen Asyl- a Migratiounspakt ass e weidere Versuch, méi Uerdnung an den Asylchaos vun de leschten zéng Joer ze bréngen. D'Fuerderunge vun der ADR virun zéng Joer waren déi selwecht wéi haut. D'ADR steet fir d'Asylrecht, fir Leit, déi wierklech Schutz brauchen.

Mir denken do virun allem un Asyl fir eenzel Persounen, déi aus politeschen oder reliéise Grënn verfollegt ginn. Mir denken awer och un exceptionnel humanitär Gesten, wéi zum Beispill eng syresch Mamm mat véier klenge Kanner aus engem Flüchtlingscamp an der Türkei op Lëtzebuerg ze huelen.

Et gëtt e Recht op Asyl, mee et gëtt kee Recht, sech säin Asylland selwer erauszesichen. D'Flüchtlinge sollen Asyl am éischte sécheren Drëttland ufroen, wou se och vun UN-Agencë professionell betreit kënne ginn, an hirer Regioun, an hirem Kulturkrees. Mir musse Flüchtlingen aktiv encouragéieren, direkt Asyl ze froen, an decouragéieren, sech op e laangen a geféierleche Wee ze maachen. Alles anert féiert zu engem Migratiounsstroum.

D'Asylprozedur muss séier, fair an transparent sinn. Si däerf net duerch onnéideg Recoursen iwwer Méint absichtlech verschleeft ginn.

D'Asylprozedur däerf net fir ekonomesch Migratioun mëssbraucht ginn. Ekonomesch Migratioun kann nëmmen duerch en Aarbechtsvisa fonctionéieren, wou eng Aarbechtsplaz op de Migrant waart. Mir si fir eng kontrolléiert Aarbechtsmigratioun, wéi dat och nom Zweete Weltkrich gutt fonctionéiert huet, bei den Italieener an duerno bei de Portugisen.

Ofgeleent Asylbewerber mussen direkt a séier ausgewise ginn. Wann e Land sech weigert, seng Leit zréckzehuelen, muss d'EU iwwer Sanktioune géint dat Land nodenken. Kriminell Asylbewerber, awer och Krimineller mat Asylstatus sollen, wa méiglech, hire Status verléieren.

An de leschten zéng Joer ass quasi näischt vun eise Fuerderungen effektiv ëmgesat ginn. Gottseidank geet dësen Asylpakt a genau déi Richtung, déi mir als ADR scho virun zéng Joer gefuerdert hunn. Och bei deem heiten Theema ass d'ADR an der politescher Mëtt vun Europa.

Plusieurs voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | A mir sinn och déi eenzeg Partei heibannen, ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Dann ass d'Mëtt awer no riets gerëckelt!

M. Tom Weidig (ADR) | ... déi de Courage hat, Problemer kloer mam Numm ze nennen, an déi eenzeg Partei, déi säit Jore méi strikt, mee fair Mesüre fuerdert.

D'Migratiounskris war méi wéi en Asylchaos, fir vill Bierger war et och e Broch mat de Meedien a mat der Politick. Mäi Broch koum am September 2015, wou ech e puer Deeg matten am Migratiounsstroum dra war. Ech war zu Belgrad an deem Park bei der Busstatioun, wou d'Migrante Statioun gemaach hunn, ier se entweeder iwwer Ungarn oder Kroatie weidergezu sinn. Ech hunn dräi Deeg laang mat warscheinlech 50 Migranten a Persounen, déi do agéiert hunn, geschwat. Dat, wat ech gesinn hunn, dat, wat ech héieren hunn, hat näischt mat deem ze dinn, wat an de Meedien oder vun der Politick, vu Politiker, komm ass!

Déi allermeescht ware jonk Männer. Mee an de Meedie sinn ëmmer nees Mamme mat Kanner opgetaucht. Déi allermeescht waren ongebilt, konnte schlecht Englesch. Mee an de Meedien ass de gutt ausgebilte sympatheschen Akadeemiker zu Wuert komm.

Alleguerten hätte se kënnen Asyl ufroen an och betreit gi vun UN-Agencen an der Türkei, Griicheland, Mazedonien, an engem sécheren Drëttland. Mee an de Meedien huet et ausgesinn, wéi wa se op der reeller Flucht wären, an enger Gefor fir hiert Liewen. An der Türkei war hiert Liewen net a Gefor. Vill vun hinnen hu mir Geschichten erzielt, déi einfach net gepasst hunn, mee an de Meedien ass jiddwerengem alles gegleeft ginn, ouni kritescht Nofroen.

Dëse Migratiounsstroum war och net zoufälleg. International Hëllefsorganisatiounen hunn d'Leit versuergt. Privatorganisatioune mat Fräiwëllegen hu Saachen ausgedeelt. Serbesch Busentreprisen hu Busser organiséiert fir op d'Grenz, natierlech alles op Arabesch a fir e gudde Präis.

An da waren nach politesch Aktivisten do vum lénksextreeme Spektrum, déi hinne quasi d'Rees organiséiert hunn. Si hunn Handy-Opluedstatiounen opgeriicht. Si hunn hinne Kaarte vum Balkan ausgedeelt. Si hunn de Leit erkläert, wat fir Routen am Moment op sinn. Si hunn hinnen all Trick erkläert, wéi een iwwert d'Grenz kënnt. Si hu se encouragéiert, weider an Däitschland oder Schweden ze goen, well et do am beschte wär.

Hiert Zil war et, déi Leit absichtlech an dës Länner ze lootsen. D'serbesch Polizei huet se gewäerde gelooss, well si wollten d'Migrante weider an en anert Land zéie loossen. All dës Acteuren hunn de Migratiounsstroum iwwerhaapt méiglech gemaach.

Ech hu jiddweree gefrot: „Wou wëllt Der hin? Firwat wëllt Der dohinner?" Hir Äntwerte ware kloer: „Germany, Germany, Germany." Si géifen do en Haus kréien. Si wären do wëllkomm. D'Merkel hätt se invitéiert. Déi medial Zeene vun der däitscher Wëllkommenskultur, vun der schweedescher Wëllkommenskultur ware fatal. Dat huet enorme psychologeschen Drock op déi vulnerabel Leit an enger schwiereger Situatioun, vläicht och an der Türkei, ausgeüübt, fir dach ze probéieren, de laangen a geféierleche Wee iwwert d'Mëttelmier an duerch all déi europäesch Länner ze goen.

Och zu Lëtzebuerg ass dat passéiert. De fréiere Bausseminister, de Jang Asselborn, huet sech mat Asylbewerber fotografféiere gelooss an der Welt signaliséiert, datt dat räichste Land vun der Welt oppen ass. Et ass eethesch problematesch, Leit an enger schwiereger psychologescher Situatioun virun d'Kamerae vun der Weltpress ze brëngen. Dat war keen Theema fir hien! Mee mir wëssen all, et ass einfach, eng flott Foto ze maachen, mee et ass vill méi schwéier, e jorelaange Prozess vun der Integratioun an eis Gesellschaft oder d'Réckféierung vun ofgeleenten Asylbewerber gutt a mënschlech hinzekréien.

Eis Asylbewerberheemer si voll, unerkannte Flüchtlinge fanne keng Wunneng, d'Réckféierunge klappen net gutt, d'Problemer, déi hie mat geschaaft huet, mussen elo anerer léisen, wéi den Här Hahn oder den Här Gloden.

Wann de fréiere Bausseminister gesot hätt, datt hie sech a senger Pensioun als Fräiwëllegen an dësen Heemer géif engagéiere fir Integratioun, da géif ech soen: Dee Mann lieft seng Politick!

Une voix | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee nee, ech gesinn hien elo dauernd op Fotoe mat senge Fans beim Virstellungstour vu sengem Buch oder mam Vëlo ënnerwee.

(Interruption)

D'Migratiounskris huet Europa nohalteg geschwächt. D'Sozialsystemer si massiv belaascht iwwer Joerzéngten. E Land profitéiert vun Aarbechtsmigratioun, mee net vun Awanderung an eis Sozialsystemer. Wivill sozial schwaach Lëtzebuerger oder Auslänner, déi jorelaang zu Lëtzebuerg geschafft hunn, hu keng Wunneng méi kritt?

D'Kriminalitéit ass däitlech an d'Luucht gaangen, besonnesch bei bestëmmten Nationalitéiten.

D'Statistiken an Däitschland an an anere Länner schwätzen eng kloer Sprooch. Datt de Minister Gloden eis keng esou Statistiken iwwer Lëtzebuerg brëngt, schwätzt och eng kloer Sprooch!

Duerch d'onkontrolléiert Immigratioun ass den Taux vu kulturfrieme Mënschen, déi sech net kënnen oder wëllen integréieren, signifikant an d'Luucht gaangen. De Frust, zemools bei jonke Männer, dreift se an d'Kriminalitéit an och an den Islamismus an an den Terrorismus.

Den Terror- a Sécherheetsrisiko ass an d'Luucht gaangen. Kuckt Iech, Här Baum, d'Bëtonsbléck virun eise Chrëschtmäert un an da gesitt Der, wéi sech d'Sécherheetssituatioun an eiser Gesellschaft, an eisen europäesche Gesellschafte verbessert huet!

(Interruption)

D'Entstoe vu Parallellgesellschaften ass e massive Problem ginn a gëtt duerch d'Demografie nach méi problematesch an den nächste Joren.

Dësen Asylpakt probéiert ze korrigéieren, wat an de leschten zéng Joer falsch gelaf ass. De Pakt vun 2024 kënnt vill ze spéit, mee ass awer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Op de Baussegrenze gëtt eng verflichtend Screeningprozedur agefouert. Maximal siwen Deeg soll se daueren. Et gëtt eenheetlech Reegele fir Asylverfaren. Fir Leit aus Länner mat enger Unerkennungsquot vun ënner 20 % gëtt et e beschleunegt Verfaren. Wann e Land keng Asylbewerber ophuele wëllt, kann et derfir bezuelen. Dat ass de gréissten Ënnerscheed zum alen Dublin-System. Et gëtt och eng speziell Krisereegelung. Zousätzlech soll d'Zesummenaarbecht mat den Hierkonftslänner verstäerkt ginn.

Dat ass alles e Schrëtt an déi richteg Richtung a mir wäerten et och matstëmmen, mee dëse Pakt geet net wäit genuch! De Pakt schaaft keng richteg Ofschreckung. Irregulär Migratioun lount sech weider. De Solidaritéitsmechanismus ass trotz allem en Zwang. Lëtzebuerg ka gezwonge ginn, Leit opzehuelen, oder muss bezuelen. An d'Verfare si limitéiert an hu vill Ausnamen.

De Pakt ass e Kompromiss a vill besser wéi näischt. Wat eis besonnesch Hoffnung mécht, ass, datt sech de Wand am Europaparlament dréint. Am Mäerz 2026 huet d'Europaparlament eng nei EU-Réckféierungsveruerdnung ugeholl. Eis europäesch Mammepartei, d'ECR, déi europäesch Konservativ a Reformer, huet do eng wichteg Fonctioun als Bréckebauer gespillt. Dem Meloni seng Fratelli d'Italia, d'PiS aus Polen an d'Sweden Democrats spillen eng wichteg Roll, fir politesch Majoritéiten am Europaparlament zesummenzekréien.

D'EVP, d'Mammepartei vun der CSV, huet mat mëttrietsen a rietse Fraktioune gestëmmt, ausser der CSV hir zwee Europadeputéiert. Si wollten dës absolutt néideg Verbesserunge blockéieren. Do gesäit een, datt d'CSV net geschlosse fir eng méi konsequent Asylpolitick steet.

Une voix | Mir hu Réckgrat!

M. Tom Weidig (ADR) | An den Europadeputéierte vun der DP huet och dergéint gestëmmt.

(Interruption)

An déi vun der LSAP an déi gréng souwisou. Just den ADR-Vertrieder, den Här Fernand Kartheiser, huet matgestëmmt.

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Och an deem heite Punkt ass d'ADR an der politescher Mëtt an Europa.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Am Europaparlament iwwerhuele se eis Positiounen, net Är!

(Interruption)

Dëse Vott ass wichteg. Méi séier Réckféierungen duerch d'Zenteren an Drëttstaate si méiglech, d'Haftméiglechkeete ginn erweidert an de Mëssbrauch vu Rechtsmëttel gëtt ageschränkt. Dat ass e wichtege Schrëtt fir méi effikass Réckféierungen.

Ech hoffen, datt dës Regierung och dës Mesüren trotz hiren Europadeputéierte matdréit. D'Majoritéit vun de Bierger fuerdert eng konsequent Asylpolitick. Eng Persoun, déi keen Urecht op Asyl huet, muss d'EU verloossen.

Här President, Dir Dammen an Häre, ech wëll meng Ried mat der Ausso vun enger syrescher Mamm ofschléissen. Si ass wéinst dem Krich aus Syrie geflücht op Kairo. Si huet do an enger sécherer, mee net einfacher ekonomescher Situatioun mat hirem klenge Meedche gelieft. D'Reporterin huet si gefrot, ob si net och dru geduecht hätt, iwwert d'Mëttelmier an Europa ze kommen. Si huet gesot: „Nee, ech wëll d'Liewe vu mengem Kand net onnéideg op d'Spill setzen. D'Liewen hei a Kairo ass net einfach, mee fir vill Ägypter och net. Mee d'UN hëlleft mer." Dës Fra huet an enger schwiereger Situatioun genau richteg gehandelt. Mee si lieft elo net an Europa. Si kritt net eisen héije Mindestloun oder wunnt an enger Sozialwunneng.

(Interruption)

Hiert Kand geet och net an eng europäesch Schoul. Nëmme well si als Mamm responsabel gehandelt huet.

Ech froen Iech: Hätte mir net sollen esou Mënschen hëllefen, Mënschen, déi Responsabilitéit iwwerholl hunn, Mënschen, déi am éischte sécheren Drëttland vun der EU Asyl ugefrot hunn?

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Weidig. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meris Sehovic agedroen. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Also spéitstens wann ech vu mengem Virriedner geklappt géing kréien, léif Kolleeginnen a Kolleege vun der Majoritéit, a wa meng Gesetzer géingen ..., se mengen do, se wären an der politescher Mëtt ukomm. Spéitstens do géing ech ufänken, mer wierklech seriö Gedanken ze maachen a Suergen ze maachen. Et ass awer relativ erschreckend, wat mer haut hei erliewen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi den Inneminister an d'Chamberskommissioun komm ass an de virleiende Projet de loi virgestallt huet, huet en deklaréiert, hie géing eng Asyl- an eng Migratiounspolitick mat Häerz a mat Verstand maache wëllen.

Ech géif dëse Walslogan a menger Ried gären un der Realitéit moossen, an d'Madamm Rapportrice huet mer do eng wonnerbar Virlag geliwwert. Kommt, mir maachen dat effektiv unhand vun enger konkreeter Persoun. Kommt, mir stellen eis déi jonk Fra vir, déi d'Madamm Rapportrice genannt huet. Si ass 16 Joer al. Si ass virum Krich oder viru Verfollgung geflücht, huet hir Famill, hiert Doheem, hir ganz Welt zréckgelooss. Si schwätzt keng vun eise Sproochen. Si kennt hei kee Mënsch. Si kënnt zu Lëtzebuerg un. Si ass midd, eleng.

A wéi begéint de Staat hir an Zukunft? Net mat „Du bass elo a Sécherheet", mee mat „Mir mussen als Éischt emol iwwerpréiwen, ob s de net eng Gefor fir eis bass". Dat ass d'Logik vun dësem Gesetz. An et lount sech, dës Logik bis an déi leschte Konsequenz ze deklinéieren.

Dat neit Gesetz féiert eng sougenannte Procédure de filtrage an, e Prozess, deem all Persoun ënnerzu gëtt, déi irregulär ukënnt: Identitéitskontroll, Sécherheetsiwwerpréiwung, Erfaassung vu biometreschen Donnéeën. D'Gesetz gesäit dofir en Zentrum mat zwou Eenheete vir: eng oppen an eng zouen.

Mir kruten erkläert, datt Persounen, déi vun der Police opgegraff ginn, eigentlech d'office an déi zouen Eenheet kommen. Déi Konsultativ Mënscherechtskommissioun warnt an hirem Avis ausdrécklech virun de Risike vun esou engem System. Si ënnersträicht, datt ee gutt muss oppassen, fir diskriminéierend Profiléierungen ze vermeiden.

An och déi oppen Eenheet ass alles anescht wéi fräi, well et gi streng Restriktioune beim Verloosse vum Site.

Och hei stellt d'CCDH kloer fest: Verhënneren, datt eng Persoun de Site verléisst, Zitat, „ne constitue pas une alternative à la privation de liberté, mais une forme alternative de privation de liberté".

D'Conclusioun vun der Mënscherechtskommissioun zu deem ganze Verfaren ass vernichtend. D'Bestëmmunge vum Gesetzesprojet géifen, Zitat, „davantage dans une logique de contrôle migratoire que dans une approche centrée sur les droits" passen. Kontroll amplaz Schutz, dat ass de Geescht vun dësem Gesetz.

De Projet de loi schaaft zwar ausdrécklech en neie Statutt fir Mineurs non accompagnés. An dat ass eng gutt Saach. Dat wëll ech éierlech soen. Mee wat dëse Statutt an der Praxis bedeit, wéi eng Schutzgarantien domat anhierginn, dat bleift onkloer.

Komme mer zréck bei eis jonk Fra. Si ass 16 – am Fong nach e Kand – an eleng. Bis haut hu mer zu Lëtzebuerg mat Stolz ee Prinzipp gehalen: Mannerjäreger op der Flucht, am Juristesprech also Mineurs non accompagnés genannt, ginn net a Retentioun gesat. D'Beamte vun der Direction de l'immigration hunn eis dat an der Kommissioun confirméiert. An eiser Geschicht gouf bis elo nach ni e Mannerjäregen agespaart. Dëse Prinzipp huet Lëtzebuerg vun anere Länner ënnerscheet. Dëst Gesetz brécht mat deem Prinzipp. Et erlaabt ausdrécklech, datt onbegleet Mineuren ab 16 Joer wärend der Filtrageprozedur agespaart kënne ginn. De Krittär, Zitat aus dem Gesetz: „une menace potentielle pour la sécurité intérieure résultant de sa fuite". Eng potenziell Menace also, déi aus hirer Flucht resultéiert. Déi jonk Fra kann also inhaftéiert ginn, well se op der Flucht ass.

D'CCDH mécht dobäi onmëssverständlech kloer: Den EU-Pakt schreift dat net vir. Et handelt sech ëm, ech zitéieren: „un choix délibéré du législateur national." Keng europäesch Obligatioun. E Choix vun dëser CSV-DP-Regierung!

D'CCDH bezeechent dëse Krittär vun der bannenzeger Sécherheet als ze vag an als inkompatibel mat de Prinzippie vun der Necessitéit an der Proportionalitéit. A si warnt, dass vill um Spill steet: Dëst Gesetz riskéiert, dass d'Aspäre vu Mineuren, vu Kanner, am migratoresche Kontext progressiv normaliséiert gëtt.

Och d'Médecins du monde erënneren an hirem Avis un déi mënschlech Konsequenze vun dësem Choix. Och kuerzzäitegt Aspäre ka bei Kanner zu staarke psychologesche Schied féieren: akut Stressreaktiounen, depressiv Symptomer.

Dobäi ass den Artikel 15 (5) vun eiser Verfassung ganz kloer a verankert d'Wuel vum Kand als prioritäre Prinzipp. Dëst Gesetz hält sech net drun. Fir eis Gréng ass kloer: E Kand ass e Kand, egal ob et op der Flucht ass oder hei gebuer ass.

Huele mer elo un, déi jonk Fra aus eisem Beispill, dat ech virdru genannt hunn, huet d'Filtrageprozedur hannert sech bruecht. Si stellt elo eng Asyldemande. D'Direction de l'immigration refuséiert hir Demande. Wat elo? Si huet an deene meeschte Fäll zéng Deeg Zäit, fir e Recours anzereechen, deen iwwer hiert Liewe kann decidéieren, zéng Deeg, fir sech an engem Rechtssystem, dee si net kennt, an enger Sprooch, déi si net schwätzt, juristesch ze verdeedegen.

D'Verwaltungsgeriicht huet a sengem Avis ausser-gewéinlech däitlech Wierder geschwat. Et gesäit e reelle Risiko, datt d'Verkierzung vun de Fristen de Contrôle juridictionnel op eng reng Formsaach reduzéiert, amplaz eng grëndlech Analys vun de Rechter kënnen ze maachen, déi hei um Spill stinn. Fir gutt Demokraten ass dat eng schwéierwigend Kritick. Dës CSV-DP-Regierung ignoréiert se einfach.

An da kënnt nach d'Ofschafe vum automateschen Effet suspensif. Wann e Recours net automatesch suspensiv ass, kann eng Persoun aus dem Land ausgewise ginn, obwuel hir Affär virum Geriicht nach leeft. D'Urteel fir eis jonk Fra kënnt iergendwann, mee et kënnt ze spéit, well si schonn ausgewise ginn ass. D'Geriicht huet geschwat, mee seng Decisioun ass de facto wäertlos ginn.

An d'Verwaltungsgeriicht geet a senger Kritick nach méi wäit: Ouni automatesche suspensiven Effekt gëtt all betraffe Persoun quasi gezwongen, am Eilverfaren eng Suspensioun unzefroen. Dat, wat an eisem Rechtssystem bis elo eng Ausnam war, de Référé, riskéiert zum Standard ze ginn. An dat féiert zu enger struktureller Iwwerlaaschtung vum Verwaltungsgeriicht.

Eist eegent Verwaltungsgeriicht warnt eis, dës CSV-DP-Majoritéit lauschtert net no a verstoppt sech hannert der europäescher Legislatioun, obwuel se et national anescht hätt reegele kënnen.

D'Regierung seet eis, si géif eng Asyl- a Migratiounspolitick mat Häerz a mat Verstand maachen, mee wa mer eis d'Gesetz ukucken: E Filtragesystem, deen all Persoun, déi ukënnt, als potenzielle Sécherheetsrisiko behandelt – do ass keen Häerz. E Gesetz, dat et erlaabt, Kanner anzespären, well se op der Flucht sinn – do ass keen Häerz. Méi kuerz Friste fir de Recours, keen automatesche suspensiven Effekt, e Verwaltungsgeriicht, dat virun enger struktureller Iwwerlaaschtung warnt – do ass kee Verstand.

Bei eisen Diskussiounen huet d'Regierung d'Divergenzen tëscht der Majoritéit a verschiddenen Oppositiounsparteien als eng einfach Meenungsverschiddenheet duergestallt, eng Meenung ënner villen.

Mee ech hu mech gefrot: Derfir plädéieren, dass eis Migratiounspolitick am Aklang mam Rechtsstaat a mat de Mënscherechter soll sinn, ass dat just eng Meenung?

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Oder ass et villméi eng Fro vum Verdeedege vun de Wäerter a Grondrechter, op deenen eis Demokratie baséiert? D'Gläichgültegkeet, mat där d'Majoritéit de Kriticke vun Institutioune wéi der Mënscherechtskommissioun oder dem Verwaltungsgeriicht begéint ass, schockéiert mech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech deposéieren heimat am Numm vun deene Gréngen dräi Amendementer. Se sinn allen dräi drop ausgeriicht, déi dréngendst Kriticke vun de Justizautoritéiten a vun der Zivillgesellschaft ze adresséieren an engem droende Chaos bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz virzebeugen.

Den éischten Amendement soll d'Verkierzung vun de Recoursfristen nees op deen Niveau bréngen, wou se haut sinn: 30 Deeg fir Entscheedungen, déi als net begrënnt ugesi ginn, an 21 Deeg fir Dublin-Transfertdecisiounen. Dat ass am Aklang mat europäeschem Recht.

Den zweeten Amendement féiert den automatesche suspensiven Effekt nees an. D'EU-Gesetzgeebung gesäit bei verschiddene Prozeduren an Zukunft effektiv keen automatesche suspensiven Effekt vir. Näischt verhënnert awer, dass d'Memberstaaten hir Prozessuerdnung selwer definéieren. Dee Spillraum hu mer an dee Spillraum sollte mer notzen, fir dass Geriichtsprozeduren net just zur Formalitéit ginn.

Mam drëtten Amendement fuerdere mer, dass d'Regierung zwee Joer nom Akraafttriede vum Gesetz dem Parlament e Rapport virleet iwwert d'Statistike vun de Référéen, d'Situatioun vun de Mineuren, d'Capacitéite beim Verwaltungsgeriicht. D'Justizministesch proposéiert dat selwer an hirem Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Tribunal de l'asile et de l'immigration, a mir sinn der Meenung, dass dat och hei gëlle soll. Ech weess, dass d'Majoritéit eng Motioun dozou deposéiert huet. Mir sinn der Meenung, dass dat an d'Gesetz gehéiert.

Amendements 6 à 8

Amendement 6 – Prolongation des délais de recours

À l'article 31 du projet de loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots « vingt jours » sont remplacés par les mots « trente jours » ;

2° Au paragraphe 6, alinéa 1er, les mots « dix jours » sont remplacés par les mots « vingt et un jours ».

Commentaire de l'amendement

Le présent amendement vise à allonger les délais de recours prévus par l'article 31 du projet de loi afin de permettre aux demandeurs de protection internationale de disposer d'un délai effectif et raisonnable pour exercer leur droit au recours, conformément aux exigences de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

S'agissant du paragraphe 1er, relatif aux décisions rejetant une demande au motif qu'elle est non fondée ou partiellement non fondée, le délai de recours de vingt jours prévu par le projet de loi constitue une réduction par rapport au délai d'un mois prévu à l'article 35 de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, actuellement en vigueur. Or, le règlement (UE) 2024/1348 n'impose pas de délai maximal aussi court pour cette catégorie de décisions : une marge d'appréciation subsiste pour le législateur national.

S'agissant du paragraphe 6, relatif aux décisions de transfert prises en vertu du règlement (UE) 2024/1351, le délai de recours de dix jours prévu par le projet de loi est sensiblement inférieur au délai de trois semaines autorisé par l'article 43, paragraphe 2, du règlement (UE) 2024/1351. La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) relève expressément dans son avis du 1er juin 2026 que « le délai est ramené de quinze à dix jours, alors même que le règlement applicable permet un délai de trois semaines ». Le Tribunal administratif souligne quant à lui que des délais aussi courts, combinés à des contraintes procédurales renforcées, compromettent l'effectivité du contrôle juridictionnel et imposent une pression structurelle excessive sur les demandeurs et les magistrats.

La CCDH conclut que le projet de loi fait un « usage excessivement restrictif de la marge d'appréciation laissée par le règlement européen, tant pour les demandes non fondées ou partiellement non fondées que pour les décisions de transfert » et recommande explicitement de « revoir à la hausse les délais de recours, en s'inscrivant dans les marges maximales prévues parle règlement ». Le présent amendement donne suite à ces recommandations en portant le délai applicable aux décisions non fondées à trente jours – restaurant ainsi le délai antérieurement en vigueur au Luxembourg – et celui applicable aux décisions de transfert à vingt et un jours, alignant le droit

luxembourgeois sur le plafond maximal autorisé par le règlement (UE) 2024/1351.

Amendement 7 – Rétablissement de l'effet suspensif automatique des recours en matière de protection internationale

À l'article 31, paragraphe 8, du projet de loi, il est inséré en tête du paragraphe une première phrase nouvelle, libellée comme suit :

« L'introduction d'un recours au titre des paragraphes 1er à 6 du présent article emporte de plein droit suspension de l'exécution de toute décision de retour prise à l'encontre du demandeur jusqu'à ce que le Tribunal administratif ait statué sur le fond du recours. »

À l'article 32, paragraphe 3, du projet de loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° La première phrase est remplacée comme suit :

« Les recours prévus au paragraphe 2 emportent de plein droit suspension de l'exécution de la décision de retour afférente jusqu'à ce que le Tribunal administratif ait statué sur le fond du recours. »

2° Les deuxième et troisième phrases sont supprimées.

Commentaire de l'amendement

Le présent amendement vise à rétablir l'effet suspensif automatique des recours en matière de protection internationale, garantie fondamentale du droit à un recours effectif.

L'obligation de prévoir un recours suspensif de plein droit trouve son fondement tant dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH) que dans celle de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). La Cour EDH a jugé de manière constante que lorsqu'un grief porte sur un risque de traitement contraire à l'article 3 CEDH, le recours doit nécessairement revêtir un caractère suspensif (Gebremedhin c. France, 2007 ; M.S.S. c. Belgique et Grèce, 2011 ; S.J. c. Belgique, 2014).

Le Tribunal administratif, dans son avis du 13 février 2026, souligne que l'absence d'effet suspensif automatique « soulève des interrogations majeures au regard du principe de non-refoulement, consacré tant par le droit international que par la jurisprudence européenne, puisque l'exécution d'une mesure d'éloignement avant l'examen effectif du recours peut priver celui-ci de toute utilité pratique ». Il relève encore que le mécanisme de référé-suspension deviendrait de fait quasi systématique, avec un risque de surcharge structurelle préjudiciable tant à la qualité des décisions qu'aux délais de jugement dans d'autres matières.

La CCDH, dans son avis du 4 juin 2026, recommande au Gouvernement de « mettre en place les garanties nécessaires pour assurer le plein respect des droits fondamentaux des personnes concernées » et souligne que « l'exécution d'une décision de retour avant l'issue du recours sur le fond peut soulever des interrogations sérieuses au regard du droit à un recours effectif et du respect du principe de non-refoulement ».

Le présent amendement rétablit ainsi l'effet suspensif automatique pour l'ensemble des recours visés à l'article 31, paragraphes 1er à 6, et pour les recours prévus à l'article 32, paragraphe 2 (procédure d'asile à la frontière), garantissant qu'aucun demandeur de protection internationale ne peut être éloigné avant que le Tribunal administratif n'ait statué sur le fond de son recours.

Amendement 8 – Clause de réévaluation

À la suite de l'article 43 du projet de loi, il est inséré un nouvel article 43bis libellé comme suit :

« Art. 43bis.

Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement transmet à la Chambre des Députés un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre des dispositions introduites par la présente loi.

Ce rapport comporte notamment :

1° le nombre de procédures de filtrage réalisées ;
2° le nombre de recours introduits devant les juridictions administratives ;
3° le nombre de demandes en référé introduites ;
4° les délais moyens de traitement des recours ;
5° l'impact de la présente loi sur les besoins en personnel des juridictions administratives ;
6° les difficultés rencontrées dans l'application pratique des nouvelles procédures. »

Commentaire de l'amendement

Le présent amendement vise à permettre à la Chambre des Députés d'évaluer les effets réels de la réforme après son entrée en vigueur.

Dans son avis du 13 février 2026, le Tribunal administratif a attiré l'attention du législateur sur les conséquences potentiellement lourdes des nouvelles procédures accélérées pour l'organisation et la charge de travail des juridictions administratives, relevant notamment les risques de surcharge structurelle, d'atteinte à la qualité des décisions et d'impact sur les conditions de travail des magistrats. Ces préoccupations sont partagées par la Commission consultative des droits de l'homme dans son avis du 1er juin 2026.

Une clause d'évaluation parlementaire permettra de vérifier si les objectifs poursuivis par la réforme ont été atteints, tout en identifiant d'éventuels ajustements nécessaires pour garantir l'effectivité du contrôle juridictionnel et le bon fonctionnement de la justice administrative. Elle constitue en outre un instrument de contrôle démocratique approprié face à l'ampleur des changements introduits par le pacte européen sur la migration et l'asile dans l'ordre juridique luxembourgeois.

Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la logique retenue par le Gouvernement lui-même dans le cadre du projet de loi n° 8694 portant [...] organisation des juridictions administratives en vue d'instituer un tribunal d'asile et d'immigration. En effet, l'article 7 de ce projet prévoit également une évaluation des effets de la réforme après son entrée en vigueur. Il apparaît dès lors cohérent de prévoir un mécanisme analogue pour les dispositions procédurales introduites par le présent projet de loi, dont les incidences sur le fonctionnement de la justice administrative sont étroitement liées à celles de la réforme institutionnelle envisagée.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Djuna Bernard, Sam Tanson, David Wagner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung hat Choixen ze maachen. Si hat de Spillraum. Si huet hir eegen Institutiounen an d'Zivillgesellschaft ignoréiert. Dat ass keng Politick mat Häerz a Verstand, dat ass Politick um Réck vun deene Schwächsten. Mir kënnen dat net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Sehovic. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv ass et e schwieregen Dossier, lassgeléist vun den Diskussiounen, wéi vill Zäit een hat, fir en duerchzediskutéieren. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass mer vill Zäit haten an dass d'Meenungen och ausgetosch gi sinn. Et muss een awer och korrekterweis soen, dass déi Meenungen, egal wéi laang een diskutéiert hätt, net beieneefonnt hätten. Et war op der enger Säit d'ADR, där et net streng genuch ass. Dann d'CSV/DP, déi et zimmlech streng wëllen. Da komme mir an der Mëtt, déi et streng wëllen, awer éischter d'Amendementer vun der LSAP ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Nee, Här Engel, ech hu jo grad gesot: D'Amendementer vun der LSAP hunn ech jo och an der Kommissioun matgestëmmt, well ech se berechtegt fannen. Déi Saachen, déi Dir geännert hutt um Gesetz, dat mat den Delaie virun allem, mam OKaJu, dat sinn alles Saachen, do muss een eng Kéier driwwer diskutéieren. An et ass éischter déi Nuance, déi ee misst erabréngen. Duerfir stëmmen ech och elo d'Amendementer haut nach eng Kéier mat. An dann hunn ech op där anerer Säit awer déi Lénk an déi gréng, déi nach vill méi oppe sinn. Dat ass eeben an der Politick esou.

An ech mengen, wa mer elo nach sechs Méint weider diskutéiert hätten, hätten déi awer alleguerten net deementspriechend zesummefonnt. Dofir ass eeben nun emol haut den Datum, wou mer driwwer schwätzen a wou och de Vott wäert geholl ginn. Well et ass e schwieregen Dossier an et geet hei ëm ganz vill Schicksaler, iwwert déi herno wäert bestëmmt ginn.

Jo, Europa muss et och matenee packen. An dofir ass et och wichteg, dass Europa et emol endlech hikritt huet, gemeinsam Reegelen ze maachen. Sécherlech kënnen elo déi eenzel Länner se ënnerschiddlech ëmsetzen, mee am Grousse wäerten d'Linnen awer an Europa d'selwecht sinn.

Och dës Regierung huet op verschiddene Punkte manner streng Reegele gewielt, op aneren dann erëm méi strenger, déi eis vläicht an deene verschiddene Punkten net gefalen.

Mee ëm wat geet et hei? Hei geet et drëm, déi ze schützen, déi eigentlech de Schutz vun eisem Land brauchen. An dat si ganz vill Leit. Et gëtt heiansdo vun deene méi rietse Parteien esou ganz abstrakt duergestallt, wéi wann déi alleguerten eng Aart Terroriste wären, déi da géingen do ënnert dem Deckmantel vum Asyl kommen. Mee dat ass guer net de Fall! Kuckt Iech eng Kéier d'Zuelen un. Kuckt Iech déi rezent Zuelen un.

Wien ass am Moment an de Flüchtlingsstréim ënnerwee? Huele mer als Beispill: ganz vill Chrëschten. Ganz vill Chrëschten, déi aus Nigeria musse fliehen. Et sinn der ganz vill aus dem Iran. Mir hunn aktuell do e Konflikt. Mee natierlech ass et de Mullah-Regimm. Dee bréngt do d'Chrëschten ëm. Et ass normal, dass déi musse flüchten. Mir schwätze ganz oft elo am Moment vu Syrien, Syrie wär erëm sécher. Jo, fir déi eng, awer net fir déi aner. Ënnert dem neie President a Syrie si Massaker verüübt ginn u Chrëschten. Et kann een nach anerer nennen, och ënner Judden, och Judde goufe leider aktuell massakréiert a Syrien. Dat heescht, d'Flüchtlingsstréim sinn nach ëmmer do. De Problem ass nach ëmmer do. Dat heescht, mir mussen deene Leit hëllefen. A wann een och d'Zuele kuckt, dat si ganz vill Familljen, déi op d'Flucht ginn.

Et ass jo net, dass ee sech einfach vun haut op muer decidéiert: „Ech loosse mäi ganzt Haus zréck, ech loosse mäi ganzt Liewen an d'Famill zréck an ech flüchten an iergende Land, wou ech net weess, wéi et mer herno wäert goen." Well et muss jo och kee mengen ... Lëtzebuerg huet zwar gutt Sozialleeschtungen, mee fir zu Lëtzebuerg iwwerhaapt emol Fouss ze faassen ... Mir sinn net d'Dramland, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt, dass ee seet: „Luxemburg, gutes Land." Nee, wann ee bis hei ass, muss ee mol fir d'éischt e Logement fannen, et muss een eens ginn, et muss een iwwert d'Käschte schwätzen. Wann

een hei de Botter kafe geet oder eppes aneres am Supermarché, ass et jo schonn eng ganz aner Präisstruktur. Et ass net, wéi dat ëmmer duergestallt gëtt, dass d'Leit reng aus ekonomesche Grënn kommen. Nee, et si ganz vill Leit, déi brauchen eise Schutz. An déi Leit, déi hunn och e Recht, kënne vum Lëtzebuerger Staat geschützt ze ginn.

Dofir muss een awer och Reegelen hunn. Well op där anerer Säit sinn och Leit, déi Abus bedriwwen hunn. An dat ass dann dee Problem, dee komm ass, wou een an der leschter Zäit vläicht ze locker war a wou een da muss soen: Duerch nei Reegele muss et eeben elo ëmgedréint ginn an et muss och e Centre de filtrage kommen.

Jo, den Här Graas huet vollkomme Recht. Deen Numm gefält mir och net, mee et ass nun eeben emol deen, deen elo gewielt ginn ass. Et hätt een och e „Centre d'accueil" oder wat och ëmmer kënne fannen. „Filtrage" ass en zimmlech schlecht gewielten Numm. Mee et gëtt de Leit gehollef a se komme schnell op eng Schinn.

A wat virun allem wichteg ass … Et gëtt oft hei iwwer Mannerjäreger geschwat. Ech hat do eng Question parlementaire. Deemools, tëschent 2017 an 2020, sinn zwielef Mineuren einfach verschwonnen. Net well se eng gestiicht hunn, mee do schwätze mer vu Mënschenhandel. Dat ass nämlech ee vun deene ganz grousse Problemer, dass Kanner, virun allem Kanner, déi ouni Eltere musse flüchten, herno einfach an d'Gräpp gerode vu Leit, déi onéierlech sinn. Dat ass ee vun de grousse Problemer. An do ass et och dem Staat seng Aufgab, ganz schnell den Dossier ze erkennen, fir ganz schnell deene Leit ze hëllefen, well déi Mannerjäreg sinn déi Vulnerabelst op deene ganze Fluchttrassen an och nach leider hei a verschiddenen Heemer, wou den Accueil ass. Dofir muss do ganz gutt drop opgepasst ginn.

Jo, déi Diskussiounen an der Kommissioun iwwer 16 Joer kann ee féieren. Ech sinn och net esou schaarf drop wéi d'Regierung, fir ze soen: mat 16. Mee et muss een awer op där anerer Säit och korrekterweis soen … Kuckt ee rezent Question-parlementairen, sou waren et 2022, krut ech als Äntwert op meng Question parlementaire, 11 Mannerjäreger zu Schraasseg am Prisong. 2023: 7. Ech kritiséieren dat jo schonn éiweg hei! Dat heescht, et ass eng Diskussioun, déi ee muss féieren.

Mee op där anerer Säit, wa mer hei Leit wëllen an de Centre de filtrage bréngen, fir dass een hinnen awer herno e propperen Dossier zur Verfügung stellt, ass dat manner schlëmm wéi wa mer soen, d'Regierung an d'Regierunge virdrun hu Mannerjäreger zu Schraasseg agespaart. Dat heescht, et ass awer eng Diskussioun, déi muss …

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Gelift?

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Et ass d'Geriicht, dat et mécht, mee well awer keng Plazen do waren, si se op Schraasseg komm. Et war awer schonn e Feeler am System, wéi ech och elo schonn alleguerten déi Jore virdru kritiséiert hunn.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, Madamm Tanson, ech weess, et war och ënner Iech, mee d'Zuele léien awer net. 2022 waren 11 Mannerjäreger zu Schraasseg.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech hu se hei bis 2023. Do waren et der 7.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An 2025?

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma meng Question parlementaire ass vum 13. Dezember 2023. Et war elo déi, déi ech fonnt hunn. 2021 kann ech Iech och nach soen, do waren et der 8. An 2020 war et 1, dat war da wärend Corona. Mee et geet jo just ëm de Punkt, dass, wann een op där enger Säit seet, déi Mannerjäreg hätte Problemer an deem Centre de filtrage, an op där anerer Säit déi selwecht Parteien awer virdru Mannerjäreger zu Schraasseg agespaart hunn, een do dann awer muss eng Kéier mat de Gewiichter kucken.

Obwuel een déi Diskussioun muss féieren, ob 16 oder 18 Joer. Do sinn ech bei Iech, mee et muss een awer do d'Nuancen eng Kéier kucken. D'Madamm Tanson géing mer gär eng Fro stellen dozou.

M. André Bauler, Président de séance | Här Goergen, erlaabt Der, datt d'Madamm Tanson Iech eng Fro stellt?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, natierlech, natierlech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wollt den Här Goergen just froen, ob e sech bewosst ass, dass et net d'Regierunge sinn, déi Leit op Schraasseg setzen, mee dass dat Geriichtsdecisioune sinn, an ob e sech och bewosst ass, dass eebe grad wéinst deem Phenomeen do, deen d'ailleurs …, wann Der d'Fro vum Här Biancalana kuckt, déi méi rezent ass wéi déi, déi Der elo genannt hutt, wann Der do déi Zuele kuckt, gesitt Der, dass déi Zuelen explodéiert sinn an de leschte Joren, mee dass eebe grad dowéinst déi viregt Regierung decidéiert huet, dass kee Mineur méi dierf op Schraasseg kommen an dowéinst och de Projet de loi deposéiert huet vum Jugendstroftext, fir genau dat doten ze erméiglechen. Fir bei der ganzer Wourecht ze bleiwen, wier et vläicht och wichteg, all d'Elementer mat op den Dësch ze leeën.

Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech si mer däers jo ganz bewosst. Ech war jo fënnef Joer an der Justizkommissioun an ech hunn déi Kriticken do alleguerte matgedroen, well ech nach ëmmer der fundamentaler Meenung sinn, dass e Jonken net op Schraasseg soll kommen. Ech weess och, dass et d'Geriicht ass, dat et entscheet. Et ass awer d'Politick an déi Parteien, déi nun emol d'Entscheedungen treffen, déi dem Geriicht d'Moyene ginn, wou et kann déi Jonk hischécken. An dat ass eeben déi Kritick: dass déi Plazen net do waren. An d'Analys ass, dass Schraasseg awer vill méi schlëmm ass, wa mer iwwer Mannerjäreger schwätzen, wéi elo de Centre de filtrage.

Ech huelen un, de Minister wäert jo nach eng Invitatioun fir d'Kommissioun ausschwätzen, soudass mer eis dat kënnen eng Kéier selwer ukucke goen, fir dass mer do e passend Bild kréien.

Well hei geet et jo och drëm, dass mer schnell Prozedure schafen, fir de Leit schnell ze hëllefen. Well et däerf een de Leit jo och net eng falsch Hoffnung maachen, soudass se sech hei eppes opbauen an herno dann awer fort musse. Dofir ass et wichteg, dass mer hei schnell Prozedure maachen.

An ech hat och dem Minister déi Froe gestallt, virun allem notamment déi Froen an der Kommissioun, zum Beispill zum Pass. Dat si Saachen, dat fannen ech elo net onbedéngt ëmmer ganz korrekt, wann een, deen heihinner kënnt, zwar mam Pass fortflitt op engem Flughafen an dann hei op eemol seet, en hätt kee Pass méi.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Déi Diskussioun hate mer jo an der Kommissioun. Dat sinn awer och alles Elementer an engem Dossier, déi musse gekuckt ginn. Oder mir haten och déi aner Dossieren, dass een einfach guer keen Asyl ufreet, guer keng Hëllef ufreet, an et em da just, wann d'Police en eng Kéier géing pëtzen, afält, Asyl unzefroen. Dat sinn awer nun emol offen Diskussiounen, déi ee muss féieren. Well dat fält dann zum Deel ënnert déi Kategorie vum Abus, wann engem op eemol dann afält, dass dat awer nach esou e Stréihallem wär, deen ee kéint zéien.

Dofir ass et wichteg, dass dëst Gesetz verschidde Saachen erëm riichtbéit. Dofir wäerte mir dëst Gesetz och haut deementspriechend matstëmmen. Awer mir wäerten och d'Amendementer vun der LSAP matstëmmen, well déi géingen déi kleng Korrekturen, déi néideg sinn, nach maachen. A vläicht kréien déi Amendementer jo och nach eng Majoritéit, soudass d'Gesetz dann nach besser ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An da kritt den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wouriwwer mer haut schwätzen an ofstëmmen, huet näischt mat Häerz ze dinn an och guer näischt mat Verstand. Loosst mech awer eppes virausschécken: Wann un deenen hetzeresche Weltënnergangsfantasien, déi mer och virdrun héieren hunn, vu rietse Migrationshysteeriker och nëmmen e Fonke Wourecht dru wier, da misst eist Land, Lëtzebuerg, scho ganz laang an Aarmut an Anarchie ënnergaange sinn.

46,6 % vun eiser Populatioun sinn Auslänner. 11,5 % vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung komme vun ausserhalb vun der EU – e Prozentsaz, deen duebel esou héich ass wéi den EU-Duerchschnëtt. A kuck elei, d'Immigratioun huet zu Lëtzebuerg net zum wirtschaftlechen Niddergang gefouert, net zu engem Zesummebroch vun de Sozialsystemer a mol net zu enger Explosioun vu Kriminalitéit an Terrorismus, sou wéi dat europawäit vu rietsen a rietsextreeme Parteie propagéiert gëtt. Grad de Géigendeel ass de Fall hei zu Lëtzebuerg.

D'Immigratioun huet entscheedend zum Wuelstand vun eisem Land bäigedroen. Dat seet eis de Verstand an dat seet eis eist Häerz. Dat si Fakten. An dat ass net lächerlech, Här Weidig.

(Interruption par M. Tom Weidig)

An ech kann Iech och soen, firwat dat esou ass.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Nämlech well déi ekrasant Majoritéit vun deene Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, éierlech an haart schaffend Leit sinn, déi zum allgemenge Räichtum bäidroen, well se genee dat selwecht Zil virun Aen hu wéi mir alleguerten, nämlech sech selwer an hire Kanner en éierbaart Liewen ze erméiglechen. Dat seet eis d'Häerz an dat seet eis och de Verstand!

An och hei an der Chamber sëtze ganz vill Leit, déi an hirer Famill eng Migrationsgeschicht hunn, verschiddener souguer eng Migrationsgeschicht, déi op Asyl berout. Dat ass d'Geschicht vun eisem Land. Dat ass eis Identitéit.

Déi ganz Migrationshysterie, an déi déi europäesch Politick elo scho säit zéng Joer verfall ass, huet eppes zudéifst Irrationales u sech. Si ass net op Fakten opgebaut, net op rational Analysen a Recherchen, mee op Bauchgefill, Ängschten, politesch Instrumentaliséierung a Feelinformatioun.

Fir d'Joer 2025 huet Frontex 178.000 sougenannten irregulär Grenziwwertrëtter an d'EU gemellt. Par rapport zu der Gesamtbevëlkerung vun der EU ass dat bei ronn 450 Milliounen Awunner e Verhältnis

vun 1 zu 2.531. An ech géif mer éierlech wënschen, datt déi 13 Millioune Chômeuren an der EU an déi 14 Millioune Working Poor an der EU geneesou vill medial Opmierksamkeet kritt hätten a geneesou vill politesch Initiative wéi déi 178.000 aarm Däiwelen, déi d'lescht Joer probéiert hunn, ouni gülteg Pabeieren an Europa ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat seet mer mäin Häerz an dat seet mer mäi Verstand.

Här President, den EU-Asyl- a -Migratiounspakt wäert viraussiichtlech virun allem eppes produzéieren, nämlech ganz eekleg Biller. Ech soen dat emol net par rapport zu Lëtzebuerg. Och wann ech den Här Inneminister an där Hisiicht net fir en onschëllege Massendénger halen – ech wäert herno nach drop agoen –, hoffen ech, datt dat bei eis am Land nach wäert hallefweegs ziviliséiert oflafen.

Mee wat déi EU-Reglementer an deenen aneren EU-Länner wäerten ausléisen, a Länner, wou déi ëffentlech Debatt op deem Sujet komplett ausser Kontroll geroden ass – an Ungarn, an der Slowakei, a Polen, an Italien oder a Griicheland oder souguer an Däitschland, an Holland oder an Dänemark –, dat wëll ech mer net ausmolen, zemools wann d'Reglement iwwert d'Expulsioune bis a Kraaft ass, dat jo d'lescht Woch finaliséiert gouf. Ech hoffe ganz éierlech, datt ech mech ieren.

Mee wat mer warscheinlech a ganz ville Länner wäerte gesinn dëse Summer, vläicht awer och eréischt am Hierscht oder Wanter, dat si massenhaft Interpellatioune vu Mënschen, net just op de Baussegrenzen, mee um ganzen Territoire. Leit, déi op der Strooss oder an hirem Doheem festgeholl ginn. Kanner, déi aus de Schoule gerappt ginn. Mir wäerte ronderëm d'Mëttelmier eng grouss Unzuel vun iwwerfëllten Detentiounslagere gesi mat problematesche Liewenskonditiounen, sou wéi dat berüchtegt Lager vu Moria a Griicheland – Abschiebelager, Screeningzentere verdeelt iwwert d'ganz EU, wou Männer, Fraen a Kanner sech verzweifelt géint hir Detentioun wieren –, an op Dauer dann och nach Lageren an Ostafrika, wouhinner se elo d'Leit, y compris Familljе mat Kanner, deportéiere wëllen.

Et wäerte warscheinlech Biller ginn, déi eis fatalerweis un dat erënneren, wat mer an den USA mat dem Donald Trump sengem ICE gesinn, vläicht manner martialesch a militaristesch, mee an hirer Auswierkung änlech brutal. An déi Biller wäerte ronderëm d'Welt goen a si wäerten d'Aart a Weis veränneren, mat där d'Welt bis elo op Europa gekuckt huet.

Mee wat mech am meeschte frappéiert, ass déi Entmënschlechung vun der ganzer Thematik. Zumindest hunn ech dat bei der Lektür vun den EU-Texter ganz staark esou empfonnt. Déi sougenannten Drëttstaatler ginn net méi als Individuen ugesinn, als Mënsche mat ënnerschiddleche Kompetenzen, Wënsch an Dreem, mee als eng homogeen an onerwënschte Mass. Et gëtt den Androck vermëttelt, datt all déi Leit esou laang schiedlech a potenziell Krimineller sinn, bis de Géigendeel bewisen ass. Si gi gescreent, systematesch duerchsicht, biomeetresch vermooss, an elektronesch Regëstere fichéiert, fir dann duerno a verschiddene Casë geuerdent a weider traitéiert ze ginn, sou wéi Gromperen um Lafband an enger Fabrick, déi jee no Gréisst sortéiert ginn an dann an ënnerschiddlech Këschte falen, woubäi déi meescht an der Këscht Detentioun an Abschibung wäerte landen – eng ausgeklügelt Maschinnerie mat kafkaesken Zich, gereegelt duerch technokratesch EU-Paragrafen, déi eng effizient a lückelos Veraarbechtung solle garantéieren.

An da froen ech mech awer, wat dat alles schlussendlech mat eis Europäer maache wäert, wéi eng Auswierkungen dat wäert op eist eegent Weltbild hunn, op d'Aart a Weis, wéi mir aner Mënsche gesinn a wéi mer mat hinnen ëmginn. Op wéi eng Pente geréit Europa, wa mer ufänken, verschidde Gruppe vu Leit esou ze behandelen, Leit, déi eis eigentlech näischt gedoen hunn? Wat geschitt do mat eise sougenannter Wäerter, déi d'Léieren aus dem Zweete Weltkrich waren?

Här President, déi eekleg Biller, vun deenen ech geschwat hunn, wäerte viraussiichtlech bei enger breeder Majoritéit vun de Lëtzebuerger op Ofleenung stoussen. Par contre spigelt sech déi Oppenheet an Toleranz kengesweegs an den Texter erëm, déi d'Regierung eis hei virleet. Et ass net esou, wéi wa mer alles vu Bréissel imposéiert kréichen a mer dorunner leider näischt méi kéinten änneren. Trotz dem Fakt, datt et sech gréisstendeels ëm Reglementer an net ëm Direktiven handelt, hunn d'Memberstaaten duerchaus Spillraum, fir d'Ëmsetzung ofzefiederen. Mee virun allem dësen Text vum Immigratiounsminister Léon Gloden notzt dee Spillraum net a setzt op eng ferm Ëmsetzung vum Pakt.

Et ass schonn ugeschwat ginn: Am Garer Quartier wäert elo e sougenannte Centre de filtrage opgoen an deem alen ADEM-Gebai an der Rue Bender, geréiert vun der Direktioun vum Centre de rétention mat engem geschlossenen Trakt, wou d'Leit kënnen an Detentioun gehale ginn, an engem oppenen Trakt mat Assignation à résidence. Jiddwereen, dee vun der Police ouni Pabeiere kontrolléiert gëtt, soll da mat der Camionnette dohinner gefouert ginn an da ginn do déi biomeetresch Donnéeë vun de Leit erfaasst a verschidde Kontrolle gemaach. An da spéitstens no dräi bis siwen Deeg soll decidéiert ginn, ob d'Leit an eng Asylprozedur kommen, ob se un en aneren EU-Memberstaat transferéiert ginn oder ob se direkt an eng Expulsiounsprozedur kommen, wat warscheinlech a ganz ville Fäll eng direkt Iwwerféierung an de Centre de rétention bedeite wäert.

An der Kommissioun huet d'Direction de l'immigration eis erkläert, datt se mat 350 Mënsche pro Mount rechnen, déi an de Centre de filtrage solle bruecht ginn. A vu datt mer an der Moyenne hei zu Lëtzebuerg eng ronn 150 Asylanträg pro Mount hunn – an der lescht ass d'Zuel souguer nach e bëssen erofgaangen –, sollen also all Mount eng ronn 200 Sans-papieren dohinner bruecht ginn. An dat werft awer menger Meenung no Froen op iwwert d'Intentioun vum Inneminister, well 200 Sans-papiere pro Mount, déi gräift een hei zu Lëtzebuerg net einfach esou bei Verkéierskontrollen op.

Wéi Der warscheinlech wësst, hu mer zu Lëtzebuerg Honnerte vu Mënschen, déi keng gülteg Openthaltsgeneemegung hunn, obwuel se meeschtens legal agereest sinn. Dat si Mënschen, déi deelweis scho säit Joren hei wunnen a schaffen an diskret hiren Deel zu der Gesellschaft bäidroen. Déi lescht Regulariséierungsinitiativ hei zu Lëtzebuerg datéiert vun 2013, vun där deemools 543 Mënsche profitéiert hunn. Do virdrun ass et 2001 eng Regulariséierung op Initiativ vum CSV-Deputéierte Lucien Weiler ginn. Dat war Politick mat Häerz a Verstand!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech mengen, datt et grad elo wichteg wär, eng nei Regulariséierungsinitiativ nom Modell vun 2013 duerchzeféieren, fir ze verhënneren, datt déi Leit elo all Dag mussen Angscht hunn, an d'Maschinerie vum Migratiounspakt ze geroden. An deementspriechend wëll ech dann dozou hei och eng Motioun deposéieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– considérant que des personnes vivent et travaillent sur le territoire luxembourgeois pendant des périodes prolongées sans autorisation de séjour valable, tout en reconnaissant que leur nombre exact n'est pas connu ;

– considérant que les personnes sans autorisation de séjour valable se trouvent généralement en situation de vulnérabilité administrative, économique et sociale et qu'une régularisation permet de stabiliser la situation des personnes concernées ;

– considérant que la législation actuelle permet une régularisation de personnes sans autorisation de séjour valable au cas par cas, mais qu'il s'agit d'une procédure discrétionnaire et non transparente ;

– considérant la campagne de régularisation de personnes en situation administrative irrégulière mise en œuvre en 2001 par le Gouvernement CSV-DP ;

– considérant la campagne de régularisation de personnes en situation administrative irrégulière mise en œuvre en 2013 par le Gouvernement CSV-LSAP, menant au final à la régularisation de 543 personnes,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais une campagne extraordinaire de régularisation de personnes en situation administrative irrégulière sur le modèle de celle menée en 2013 ;

– à créer un groupe un groupe d'experts, comprenant des représentants de différents ministères et institutions publiques concernés, ainsi que des ONG acteurs de terrain, afin d'établir les critères de la régularisation extraordinaire.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wannechgelift, Här President.

Zréck zum Gesetzesprojet: D'Regierung hätt kënne ganz prezis am Gesetz festhalen, wéini een däerf agespaart ginn a wéini net. Si huet awer déi schwammeg Formuléierungen aus de Reglementer iwwerholl, fir an där Hinsicht eng gréisstméiglech Latitüd ze hunn. D'Regierung hätt kënnen den ONGe gesetzlech e besseren Zougang zum Centre de filtrage garantéieren oder de betraffene Persoune méi prozedural Garantië ginn.

Virun allem hätt d'Regierung kënnen am Gesetz ausschléissen, datt Mannerjäreger kënnen am Centre de filtrage an Detentioun kommen oder am Centre de rétention, esou wéi mir als Lénk dat scho viru Jore proposéiert hunn.

An der Kommissioun krute mer gesot, datt dat souwisou bal ni géif virkommen, datt d'Immigratioun Kanner aspäert. Ma e Grond méi, fir et an d'Gesetz ze schreiwen! D'EU-Legislatioun hätt de Minister net dru gehënnert, mee en huet et net gemaach.

Mir maachen dat elo. An duerfir deposéieren ech hei eng Rëtsch Amendementer an deem Sënn.

Amendements 9 à 18

Amendement 9

À l'article 4 du projet de loi, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante : « (2) Le placement en rétention de mineurs est interdit. »

Commentaire :

L'article 4 du projet de loi prévoit que les étrangers soumis au filtrage sur le territoire font l'objet, suivant le cas, soit d'une assignation à résidence au sein de l'unité ouverte du Centre de filtrage ou en tout autre lieu déterminé par

le ministre, soit d'un placement en rétention au sein de l'unité fermée du Centre de filtrage ou en tout autre lieu déterminé par le ministre, tel que le Centre de rétention, pendant la durée du filtrage. Le paragraphe 2 de l'article 4 prévoit qu'un mineur non accompagné, âgé d'au moins seize ans, peut être placé en rétention pendant la durée du filtrage au sein de l'unité fermée du Centre de filtrage, à moins qu'une mesure alternative moins coercitive ne puisse être effectivement appliquée. Afin de prohiber tout placement de mineurs en rétention, l'amendement propose de remplacer ce paragraphe par une interdiction de placement en rétention de mineurs.

Amendement 10

À l'article 5, l'alinéa 2 du paragraphe 1er est remplacé par la phrase suivante : « Le placement en rétention de mineurs est interdit. »

Commentaire :

L'article 5 du projet de loi prévoit que les étrangers soumis au filtrage à la frontière extérieure font l'objet, suivant le cas, soit d'un placement en rétention, soit d'une assignation à résidence pendant la durée du filtrage. L'alinéa 2 prévoit que les dispositions de l'article 4, paragraphe 2, visées au précédent amendement, s'appliquent lorsque l'étranger est un mineur non accompagné. Au vu du précédent amendement, cet alinéa n'a plus lieu d'être. Il est remplacé par une interdiction de placement en rétention de mineurs.

Amendement 11

À l'article 34, le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

« (1) On entend par « rétention » l'isolement d'un demandeur dans un lieu déterminé, où le demandeur est privé de sa liberté de mouvement.

On entend par « fuite », l'acte par lequel un demandeur ne reste pas à la disposition des autorités compétentes, par exemple en quittant le territoire sans l'autorisation des autorités compétentes pour des raisons qui n'échappent pas au contrôle du demandeur.

Le placement en rétention est effectué au Centre de rétention créé par la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention.

Lorsqu'un demandeur est placé en rétention, il est tenu compte des éventuels signes visibles, déclarations ou comportement indiquant que le demandeur a des besoins particuliers en matière d'accueil. Lorsque l'évaluation prévue à l'article 20 de la loi du ... sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire n'a pas encore été achevée, elle est achevée dans les meilleurs délais et ses résultats sont pris en compte pour décider si le placement en rétention est poursuivi ou si les conditions de rétention sont adaptées.

Lorsque le placement en rétention d'un demandeur ayant des besoins particuliers en matière d'accueil risque de compromettre gravement sa santé physique et mentale, ce demandeur n'est pas placé en rétention.

Le placement en rétention de mineurs est interdit. Des alternatives appropriées au placement en rétention pour les familles avec mineurs sont utilisées, conformément au principe de l'unité de la famille. Ces familles sont placées dans des lieux d'hébergement qui leur sont adaptés. »

Commentaire :

Les alinéas 7 à 12 de l'article 34, paragraphe 1er, du projet de loi prévoient que les mineurs peuvent être placés en rétention, quoique dans des circonstances exceptionnelles. Ainsi, l'amendement 3 propose de supprimer ces alinéas et de les remplacer par un alinéa qui prohibe de manière générale le placement en rétention de mineurs, tout en imposant des alternatives appropriées au placement en rétention pour les familles avec mineurs.

Amendement 12

À l'article 34, paragraphe 4, le troisième alinéa est supprimé.

Commentaire :

Le troisième alinéa du paragraphe 4 de l'article 34 prévoit une dérogation pour les mineurs non accompagnés, précisant que la durée de leur rétention ne peut dépasser trois mois, contre une durée maximale totale de six mois pour les adultes. Au vu de ce qui précède, cet alinéa n'a plus lieu d'être.

Amendement 13

À l'article 34, le paragraphe 7 est supprimé. Les paragraphes suivants sont renumérotés en conséquence.

Commentaire :

Le paragraphe en question prévoit que les décisions de placement en rétention et de prorogation de la mesure de rétention d'un mineur non accompagné font l'objet d'un contrôle juridictionnel d'office, tout en réglant les modalités de ce contrôle. Au vu de ce qui précède, ce paragraphe n'a plus lieu d'être.

Amendement 14

À l'article 34, le paragraphe 8, qui devient le nouveau paragraphe 7, est reformulé comme suit : « (7) L'article 123bis de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration est applicable aux procédures prévues au paragraphe 6 du présent article. »

Commentaire :

Étant donné que l'amendement 5 vise à supprimer le paragraphe 7 de l'article 34, les renvois vers celui-ci dans l'actuel paragraphe 8 sont également à supprimer. Le paragraphe est renuméroté en conséquence de l'amendement 13.

Amendement 15

À l'article 34, le paragraphe 9, qui devient le nouveau paragraphe 8, est reformulé comme suit : « (8) Lorsque, à la suite du contrôle juridictionnel visé au paragraphe 6, le placement en rétention est jugé illégal, le demandeur concerné est libéré immédiatement. »

Commentaire :

Voir le commentaire de l'amendement 14.

Amendement 16

À l'article 40, le point 6° est remplacé par le libellé suivant :

« 6° À l'article 120, paragraphe 1er, l'avant-dernière phrase est remplacée par la phrase suivante : "Le placement en rétention de mineurs est interdit." »

Commentaire :

Le point 6° de l'article 40 du projet de loi prévoit de modifier l'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration en insérant, à la suite de l'article 120, paragraphe 3, alinéa 2, un alinéa 3 nouveau précisant que la durée de rétention des mineurs non accompagnés ne peut dépasser trois mois. Au vu de ce qui précède, cet ajout n'a plus lieu d'être. L'avant-dernière phrase de l'actuel article 120, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que le mineur non accompagné peut être placé en rétention dans un lieu approprié adapté aux besoins de son âge. Cette phrase est supprimée. L'amendement 16 introduit en lieu et place une interdiction de placement en rétention de mineurs.

Amendement 17

À l'article 41, le point 2° est remplacé comme suit :

« 2° À l'article 7, le paragraphe 2 est remplacé par le libellé suivant : "(2) Une attention particulière est accordée à la situation des personnes vulnérables, à savoir les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle." »

Commentaire :

Le point 2° de l'article 41 du projet de loi prévoit de modifier l'article 6 de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention en y insérant un paragraphe 4 nouveau qui précise les conditions d'hébergement des mineurs non accompagnés au Centre de rétention. Au vu de ce qui précède, cet ajout n'a plus lieu d'être. Par ailleurs, dans la poursuite de l'objectif de la présente série d'amendements, il est nécessaire de modifier l'article 7, paragraphe 2, de la même loi. Ce paragraphe énumère actuellement, parmi les personnes auxquelles une attention particulière est accordée, les mineurs, les mineurs non accompagnés et les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs. Au vu de l'interdiction générale du placement en rétention de mineurs introduite par l'amendement 16, il y a lieu de modifier l'article 7 en conséquence.

Amendement 18

À l'article 41, le point 3° est supprimé. Les points suivants sont renumérotés en conséquence.

Commentaire :

Le point 3° de l'article 41 du projet de loi prévoit de modifier l'article 12 de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention en y insérant un paragraphe 4 nouveau qui ouvre aux mineurs placés en rétention un droit à l'éducation ainsi qu'un accès à des activités de loisirs. Au vu de ce qui précède, cet ajout, prévu par le projet de loi, n'a plus lieu d'être.

(s.) Marc Baum, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President.

Déi eenzel Avisen, an domat schléissen ech of, si voll mat Proposen, wéi een déi Ëmsetzung besser a virun allem méi mënschlech hätt kënne maachen. Se sinn awer beim Immigratiounsminister op daf Ouere gestouss, an dat mécht eis Suergen, well dat ass eng Politick ouni Häerz an ouni Verstand.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, der Madamm Rapportrice Merci ze soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an och menge Mataarbechter aus dem Ministère fir déi gutt Aarbecht, déi mer hei zesumme gemaach hunn.

Ech wëll awer och der Chamber merci soen, datt d'Chamber innerhalb vu sechs Méint en Text hei an dem Plenum zum Votum bréngt. Ech sinn der Meenung, dat stäerkt dës Chamber als éischte Pouvoir an et schwächt d'Chamber definitiv net.

Da sinn ech awer e bëssen erstaunt, Här President, datt de Spriecher vun de Sozialisten haut den Här Biancalana war an net d'Kolleegin Liz Braz, well si war d'Spriecherin an der Kommissioun. An et ass mer gesot ginn, ...

(Brouhaha et interruption)

Et ass e bëssen Opreegung. Däerf ech virufueren?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee fuert weider, Här Gloden.

(Interruption)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... datt d'Madamm Braz ugedeit hat, datt se dëse Projet kéint matstëmmen. Et ass mer gesot ginn, datt se leider haut de Moien an der Fraktioun ëmgedréit ass, duerfir héchstwarscheinlech, well se haut net hei ass.

(Interruption)

Här President, et ass e puermol gesot ginn, an ech ënnersträichen dat: Dës Regierung mécht eng Asylpolitick mat Häerz a Verstand. An ech wëll vläicht kuerz awer soen, well et gi verschidde Saache vermëscht: Mer schwätzen hei vun der Asylpolitick an am Fong net vun der Immigratiounspolitick! Een, deen Asyl freet, dee verléisst säin Heemechtsland, well e verfollegt gëtt opgrond vu senger Relioun, vu senger Hautfaarf, oder wéinst Krich. An een, dee wëllt op Lëtzebuerg emigréieren, kënnt, well en hei wëllt schaffen oder well en eng Familljenzesummeféierung wëllt hunn.

Dat sinn also zwou verschidde Saachen, a wann ech dann héieren, wéi vu verschiddene Riedner hei gesot gëtt, mir sollten eis zum Beispill un d'portugisesch Communautéit erënneren ... Déi sinn am Kader vun der Immigratioun komm, op d'mannst e ganz groussen Deel, an net am Kader vun der Asylpolitick. Wannechgelift den Debat kloer kadréieren!

A jo, kee verléisst gär säin Heemechtsland, a keen ass gär op der Flucht. Duerfir maache mer engersäits eng humanitär Asylpolitick mat enger humanitärer Verantwortung an anerersäits eng Asylpolitick, déi de gesellschaftlechen Erausfuerderunge gerecht gëtt. Mir kënnen eis Gesellschaft net iwwerfuerderen.

Mir brauchen eng Asylpolitick, déi och d'Leit akzeptéieren. An duerfir brauche mer och e Reegelwierk, dat déi illegal Immigratioun besser encadréiert. Also eng responsabel Asylpolitick mat Häerz a Verstand a mat engem klore Kader. Leit mat enger reeller Perspektiv op eng Protektioun kréien eng séier Äntwert a kréien eng séier Integratioun a Leit ouni Perspektiv kréie keng falsch Hoffnunge gemaach, kee Sand an d'A gestreet, mee mir kucken, datt mer se zréckkréien, am léifsten iwwert de Retour volontaire.

An ech wéilt och e puer Zuelen nennen. Jo, vun 2024 op 2025, den Här Baum hat dat ugedeit, sinn d'Demandes d'asile hei zu Lëtzebuerg ëm 12,5 % zréckgaang. Mir hunn 2024 772 Leit de Statut ginn, 2025 625 Leit. D'Zuel vun den Nouvelles arrivées am éischte Quartal vun dësem Joer, verglach mam selwechten Zäitraum vum leschte Joer, ass bis elo ëm 36 % zréckgaang. Lëtzebuerg war ëmmer an den Top 5 vun den EU-Länner mat de meeschten Demandeurs d'asile.

Eng aner wichteg Zuel ass och d'Zuel vun den Dubliners, also Leit, déi fir d'éischt an engem anere Memberstaat Asyl froen an dann hei op Lëtzebuerg kommen. 800 Dubliners, wou elo och dat neit EU-Reegelwierk e klore Kader zitt.

Erlaabt mer dann awer och nach, kuerz e Wuert zum Retour volontaire ze soen. Et ass dës Regierung – et ass dës Regierung! –, déi de Retour volontaire agefouert huet, fir Leit, déi d'Konditiounen net erfëllen, op eng mënschlech Aart a Weis an hiert Heemechtsland oder an en Drëttstaat zréckzeféieren, net nëmme mat finanzieller Ënnerstëtzung, mee och mat engem Accompagnement vun europäeschen an internationalen Organisatiounen.

An ech wëll och hei e puer Zuelen zu de Retoure soen. 2023 hate mer 113 Retours forcés, 2024 130 an 2025 116. Bei de Retour-volontairen hate mer 2023 166 Retour-volontairen, 2024 308, 2025 293. Souvill zu den Zuelen, déi dës Debatt objektivéieren.

An ech verstinn, opgrond vun der Komplexitéit vum europäesche Reegelwierk, datt verschidde Saache vermëscht ginn oder vläicht net richteg duergestallt ginn. Mee eng responsabel Asylpolitick mat Häerz a Verstand heescht och, datt dat muss organiséiert oflafen. D'Basis fir eng koordinéiert an organiséiert Asylpolitick setze mer elo hei ëm a lëtzebuergescht Recht.

Den europäeschen Asylpakt bedeit en eenheetleche System vu Solidaritéit a Verantwortung, sécher Baussegrenzen, schnell an effizient Prozeduren, Integratioun vun der Migratioun an internationale Partnerschaften an de Schutz vun de Grondrechter vun deene Leit, déi an Europa ukommen. An ech wëll och dem Här Asselborn merci soe fir d'Negociatioun vun dësem europäeschen Asylpakt, well et ass den Här Asselborn, deen ...

(Interruption)

... et ass den Här Asselborn, et ass den Här Asselborn, deen den Asylpakt ...

M. Georges Engel (LSAP) | Och wann Dir et dräimol widderhuelt, stëmmt et net!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dach, et ass den ...

(Brouhaha)

Loosst mech emol ausschwätzen! Et ass eng grouss Opreegung bei de sozialistesche Kolleegen.

Et ass den Här Asselborn, deen den Asylpakt negociéiert huet. Ech hunn och den Artikel am „Tageblatt" haut de Moie gelies. Wou den Här Asselborn sech ëmmer dergéint ausgeschwat huet, dat sinn d'Return Hubs. Mee d'Return Hubs sinn net am Asylpakt, déi sinn am Règlement retour, dee mer elo wäerten am Juli a priori zu Dublin um JAI-Conseil unhuelen. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Also bleift wannechgelift bei der ...

(Brouhaha)

... bleift wannechgelift bei der Wourecht!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Inneminister huet d'Wuert!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An deen EU-Asylpakt ass och e kloert Zeechen un d'Schleiserbanden. Mat dësem Asylpakt wäert de Geschäftsmodell vun de Schleiserbanden zerstéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här President, et ass vill iwwert dee Screening geschwat ginn – do kann een averstane sinn oder net averstane sinn. Dee Screening ass festgeluecht am EU-Asylpakt, do gëtt et keng Marge de manoeuvre. A jo, dat ass e Paradigmewiessel. Leit, déi sech illegal op engem Territoire ophalen, mussen duerch de Screening goen. Ech preziséieren och: Also Leit, déi sech illegal op engem Territoire ophalen! Ech mengen, all Rechtsstaat huet d'Recht ze kucken, wie sech op sengem Territoire ophält. A wann ee fonnt gëtt oder et ass een, dee sech mellt, och ouni Pabeieren, da muss eebe gekuckt ginn, wien déi Persoun ass.

De Screening applizéiert sech eeben net op Leit, déi mat engem Visa op Lëtzebuerg kommen oder déi op Lëtzebuerg kommen a kee Visa brauchen an zum Beispill da géifen Asyl froen.

Am Kader vun deem Screening gëtt e Sécherheets-, Gesondheets- an e Vulnerabilitéits-Check duerchgefouert, och am Interêt vun der Persoun. Well wa sech erausstellt, datt déi Persoun zum Beispill schlëmm krank ass, ass et eis Verflichtung, där Persoun och schnell ze hëllefen.

Dann d'Fouillen – ech sinn dorobber agaang –: Et gëtt verschidde Kategorië vu Fouillen an d'Fouillë sinn am Policegesetz, voire am Code de procédure pénale gereegelt. Duerfir brauche mer keng zousätzlech Reegelen. Dat ass ganz kloer do gereegelt.

De Filtrage ass och keng ofschléissend Prozedur. De Filtrage ass elo hei vu verschiddene Riedner duergestallt ginn, wéi wann dat eng ofschléissend Prozedur wier. Nee, aus dem Filtrage eraus kann een dann Asyl froen oder net.

Déi Unitéit, wou de Centre de filtrage, dee Screening-Zenter, effektiv hikënnt, dat ass richteg gesot ginn, ass dat aalt fréiert ADEM-Gebai. Do mussen nach eng Rei Aarbechte gemaach ginn.

Da wëll ech och zu deem Reproche kommen, mir géifen d'Leit do einfach a Retentioun setzen. Och dat ass faktesch falsch. Et gëtt op där enger Säit eng Assignation à résidence, wou d'Leit wärend dem Dag sech kënne fräi beweegen, wéi an der Maison de retour volontaire. Si musse just owes do sinn. An et gëtt am Ausnamefall eeben e Placement en rétention ënner verschiddene Konditiounen. Op d'Modalitéiten, wéi dat geréiert gëtt, sinn hei d'Kolleege viru mir agaang, an duerfir wäert ech dat elo net nach eng Kéier widderhuelen.

Dann nach e kuerzt Wuert zu der Prozedur op der Baussegrenz. Dir wësst, Lëtzebuerg huet keng Küst, mir hu just eng Baussegrenz, an dat ass de Flughafen. Dat ass fir aner Memberstaate méi e wichtege Sujet, déi laang Küstegrenzen hunn. Mir hunn eebe just hei de Flughafen an duerfir ass dat fir eis elo kee gréissere Sujet.

Dann och nach eng Kéier zréck zu den Donnéeën, déi kontrolléiert ginn. Et ass wichteg, datt mer als Europa fiabel Donnéeën hunn. An duerfir ass et esou wichteg, datt duerch dës Reglementatioun och déi Eurodac-Datebank reformëiert gëtt, fir eeben och kënnen déi Leit, déi hei fir d'éischt virstelleg ginn, opzehuelen, wa se géifen an en anert Land kommen, fir datt een do net erëm eng Kéier muss nei Donnéeën huelen.

Well wat ass haut den Desavantage vun där Prozedur, vun dem aktuelle System? Eng Persoun, déi zum Beispill a Griicheland ukënnt an do d'Donnéeën opgeholl kritt, kënnt heihinner an d'Donnéeë sinn oft net fiabel a mir mussen nach eng Kéier d'Donnéeën ophuelen. An ech versti gutt, wann ee muss zwee-, dräimol seng Donnéeën ophuele loossen, datt dat net flott ass. Hei gëtt eng europäesch Datebank verbessert, fir datt dat eeben an Zukunft net méi geschitt.

An déi Eurodac-Datebasis ass ganz wichteg fir Lëtzebuerg, well mir si gréisstendeels e sekundäert Migratiounsland, dat heescht, wou d'Leit éischter an Italien, Spuenien, Griicheland hir éischt Demande maachen an dann op Lëtzebuerg kommen. Och dat ass nach eng Kéier e klore Message géint kriminell Schlepper- a Schleiserbanden. An ech mengen, mer sinn eis all hei eens, datt mer dee Businessmodell net wëllen ënnerstëtzen.

An dann zu engem Sujet, deen erëm déi mënschlech Approche vun där Asylpolitick weist, op déi awer hei elo leider keen agaang ass. Dat sinn d'Krittäre vun der Bestëmmung vum responsabele Memberstaat, well do geschitt och eng Revolutioun, well d'Prioritéit ass net méi just d'Land, vu wou déi Persoun kënnt, mee d'Prioritéit ass de Respekt vun der Unité familiale, also do, wou d'Famill ass. A besonnesch wa mer

vum Mineur non accompagné schwätzen, ka mer jo kee soen, datt e Kand net am léifste wëllt zréck bei seng Famill goen.

Nei ass och, datt e Memberstaat ka responsabel gemaach ginn, wann an deem Memberstaat zum Beispill en Diplom op enger Schoul gemaach ginn ass oder een do geschafft huet virdrun.

Wat och nei ass an der Prozedur – an dat ass haut e Problem fir Lëtzebuerg, an duerfir reesen ech och a verschidde Länner fir ze kucken, wéi mer dat ënnert dem aktuelle Statut kënne besser reegele mat Länner wéi Spuenien, Griicheland an Italien zum Beispill –, dat ass: Wa mer en Dubliner, deen haut hei ass, wëllen zréckkréien, da muss dat anert Land, wou en ukomm ass, eng Autorisatioun ginn, fir en opzehuelen. Déi Prozedur gëtt geännert. Do geet et elo duer, fir et einfach ze soen, mat enger Notifikatioun.

Dann zu de Mineurs non accompagnés. Ech verstinn, opgrond vun dem Reegelwierk an opgrond vun dem Fait, datt et eebe Jugendlecher sinn, Kanner, datt dat ka kontradiktoresch diskutéiert ginn. Mee ech sinn net d'accord mat Falschaussoen, well déi eeben net stëmmen. Et ass déi éischte Kéier, datt e Mineur non accompagné hei zu Lëtzebuerg en Tuteur ad hoc zur Verfügung kritt – a mat Recht! –, eng Persoun, déi dee Mineur non accompagné permanent begleet.

Et ass och eng Kommissioun, déi geschaf gëtt, an d'Reglement – ech mengen, Här Baum, Dir hutt dat an der Motioun gefrot – ass deponéiert ginn am Regierungsrot, fir do déi Kompositioun an den Oflaf vun där Kommissioun ze reegelen. An déi Kommissioun kuckt natierlech och den Interêt supérieur vum Kand. An de Juge aux affaires familiales huet och eng wichteg Roll bei de Mineurs non accompagnés ze spillen. Also och hei eng human Approche.

An dann zu de Recoursen. Et ass vill diskutéiert ginn. Mir hu vill doriwwer an der Kommissioun geschwat. Ech wëll nach eng Kéier ganz kloer drop agoen. Mir beweegen eis am legale Kader. Et ass eng Marge d'appréciation negociéiert gi vun de Ministeren, déi deemools dofir zoustänneg waren. A mir huelen entweeder de maximalen Delai oder mir sinn an der Mëtt. Mir hunn ni de minimalen Delai geholl.

An ech wëll awer och eng Kéier – ech hunn nach fir zwou Minutten, Här President, merci – den Artikel 68 vum Reglement zitéieren: „Sans préjudice du principe de non-refoulement, le demandeur et la personne faisant l'objet d'un retrait d'une protection internationale n'ont pas le droit de rester en application du paragraphe 2 lorsque l'autorité compétente a pris l'une des décisions suivantes," an da ginn déi verschidden Decisiounen opgezielt. Dat heescht, eng Persoun däerf, laut Reglement – dat ass eng Affirmatioun, eng kloer Affirmatioun! – net hei bleiwen, ausser mer däerfen déi Persoun net an e Land zréckféieren, wou se net genuch Schutz hätt. Also och hei, wannechgelift, beim Text bleiwen! Alles anert dréit näischt zur Debatt bäi. Et ass kloer e Gläichgewiicht tëschent enger séierer Geriichtsprozedur an dem Respekt vun dem Droit de la défense.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech ofschléisse mat engem Zitat vun der Kommissiounspresidentin: „D'Migratioun ass eng europäesch Erausfuerderung, fir déi mer europäesch Léisunge brauchen." Mir sinn en europäescht Land, dat seng europäesch Verantwortung iwwerhëlt, solidaresch ass an eng Asylpolitick mécht mat Häerz a Verstand.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung fir eng Parole après ministre vum Här Sehovic a vum Här Baum. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President, ech wéilt eng Kéier op dat ze schwätze kommen, wat de Minister zum Schluss gesot huet: den Effet suspensif beziehungsweis den Automatismus.

Dir hutt elo e Passage virgelies aus engem EU-Reglement. Ech liesen en anere Passage vir aus engem Avis vum Verwaltungsgeriicht: „Cette absence d'effet suspensif automatique soulève en particulier des interrogations majeures au regard du principe de non-refoulement, consacré tant par le droit international que par la jurisprudence européenne, puisque l'exécution d'une mesure d'éloignement avant l'examen effectif du recours peut priver celui-ci de toute utilité pratique. Dans le contexte luxembourgeois, où le tribunal administratif constitue le dernier rempart juridictionnel avant l'éloignement, cette situation est particulièrement préoccupante."

Här Minister, wann Der dat elo esou virgelies kritt a wann Der eis sot, dass déi, déi do eppes falsch verstanen hunn … Sidd Dir der Meenung, dass eist Verwaltungsgeriicht hei an där heiter Saach eppes falsch verstanen huet? Dat wär déi éischt Fro.

Déi zweet Fro bezitt sech op eng Ausso, déi Der gemaach hutt par rapport zum Centre de filtrage. Dir hutt gesot, dat wär eng europäesch Obligatioun, Dir hätt do wéineg Marge de manœuvre.

Ass et richteg, dass d'europäesch Gesetzgeebung iwwert de Filtrage zwar wuel eng Prozedur virgesäit fir de Filtrage, mee eigentlech just virgesäit, dass wärend där Prozedur, ech zitéieren, d'Mënschen „à la disposition" musse si vun den Autoritéiten? Aus deem „[rester] à la disposition des autorités" hutt Dir, am schlëmmste Fall, eng Mise en rétention gemaach. Ass dat richteg oder liesen ech hei iergendeppes Falsches vir?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Minister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo. Also zum éischte Punkt, zu dem Effet suspensif: Mir hunn haut scho Prozeduren, och an der Asylpolitick, wou keen Effet suspensif ass.

Zweetens, ech liesen den Text …

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat sinn awer extreem Fäll.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et gëtt et, Här Sehovic! Jo, allkéiers wann ech Iech Fakte soen, da sot Der: „extreem Fäll", oder „et ass net richteg".

Zweetens: Dat ass d'Reglement. Ech hunn den Avis net geschriwwe vun de Magistraten, vum Tribunal. Mir hunn dat …, mir haten eng Reunioun op der Justiz…

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Hutt Dir eppes falsch verstanen, Här Minister?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech kann dat net jugéieren, ech soen Iech dat, wat den Text seet. Den Text ass affirmativ. A mir haten eng Reunioun mat der Justizministesch zesummen, well do ass jo och nach den Text vun der Justizministesch unhängeg iwwer eng speziell Chamber fir déi hei Asyldemanden, an do ass dat duerchdiskutéiert ginn. An ech hunn an där Reunioun gespuert, datt do manner Problemer oder manner Bedenke waren, wéi dat elo am Avis vum Tribunal steet.

Deen zweete Punkt ass, nach eng Kéier ganz kloer: D'Screeningprozedur, de Prinzipp vum Screening ass festgeluecht am Reglement. Mir hunn do eng Rei Modalitéite geholl. Nach eng Kéier, een, dee kee Problem, duerstellt, ka sech am Dag fräi beweegen. Och déi Screeningprozedur ass jo keng Ad-aeternum-Prozedur. Et geet jo drëm, sou schnell wéi méiglech déi Leit dann och an d'Prozedur um Fong ze kréien, fir datt se Asyl froen. An da spille jo Krittären, ob een aus engem Hierkonftsland kënnt, wou iwwer 20 % Unerkennung sinn oder manner wéi 20 %. Da gëtt et jo eng Procédure accelerée oder eng normal Prozedur.

Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hätt eng ganz kuerz Fro. De Minister huet virdru gesot, datt et net säi Virgänger als Inneminister, mee dee Moment den Ausseminister Jean Asselborn war, deen den Asyl- a Migratiounspakt negociéiert huet, an datt hien dat quasi geierft huet an datt an deenen Aussoe vum eeëmolegen Ausseminister haut am „Tageblatt" e sech géint d'Return Hubs gewiert huet an datt déi Return Hubs awer deemnächst um Ordre du jour vum JAI-Conseil wieren.

Duerfir wier meng Fro einfach: Kënnt Der eis eng Aschätzung ginn, wat d'Haltung vun der Regierung zu deene Return Hubs ass, zu deem, wat am Moment virläit, wou mer jo wëssen, datt am Grond bei deem Texte de base sech fënnef vu sechs Europadeputéierten awer dergéint ausgeschwat hunn?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, ech hunn dat d'lescht Woch och nach eng Kéier kloer hei um JAI-Conseil gesot, datt Lëtzebuerg fir déi Return Hubs ass. Mir maachen eng Deklaratioun, datt mer net derfir sinn, datt do Kanner a Familljen erakommen. Et geet och net ëm d'Externalisatioun vun der Prozedur, dat heescht, just wa Leit ofgewise ginn. Mir hunn och kloer gesot, datt dat och logistesch alles net esou einfach ass, mee ech hunn dat e puermol gesot am Numm vun der lëtzebuergescher Regierung, datt mir déi Return Hubs an deem Sënn mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Amendements

A mir géingen zu der Ofstëmmung kommen, awer net där iwwert de Projet de loi, well éier mer iwwert de Projet de loi ofstëmmen, hu mer 18 Amendementen, déi eragereecht gi sinn. Fir elo Uerdnung ze behalen, géif ech Iech proposéieren, datt mer an där Reiefolleg fueren, wéi den Depot gemaach ginn ass. Ech maachen Iech drop opmierksam, datt u sech eist Reglement keng Riedezäit virgesäit fir d'Amendementen. Duerno hutt Der nach Riedezäit bei deenen eenzelne Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

Amendement 1

Ech fänke mam Amendement 1 un, dem Amendement 1 vun der LSAP, deen als Objet huet, de Paragraf 4 vum Artikel 8 ofzeänneren.

Dat heescht, mir stellen deen elo zum Vott. Wien also mat dem Amendement d'accord ass, sou wéi d'LSAP e proposéiert huet, dee stëmmt mat Jo. Wie géint deen Amendement ass, deen d'LSAP proposéiert huet, dee stëmmt mat Neen, fir datt et kloer ass, wéi ze stëmmen ass.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott also op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Den Amendement 1 ass

also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

De Paragraf 4 vum Artikel 8 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Françoise Kemp), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Amendement 2

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 2 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 24 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 2

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dësen Amendement ass also och ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Dat heescht, datt den Artikel 24 vum Projet de loi ënnert där Form bäibehale gëtt, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Jean-Paul Schaaf), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Marc Lies), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Amendement 3

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 3 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 31 ofzeänneren. déi gréng hunn och nach en Amendement zu dësem Artikel agereecht, iwwert dee wäerte mer awer duerno selbstverständlech och eenzel ofstëmmen.

Vote sur l'amendement 3

Ech maachen also de Vott zu dësem Amendement Nummer 3 vun der LSAP op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement ass ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Den Artikel 31 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Georges Mischo), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Amendement 4

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 4 vun der LSAP, deen als Objet huet, den zweete Punkt vum Paragraf 2 vum Artikel 34 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Den Amendement ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Den Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Georges Mischo), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel,

Amendement 5

An da komme mer zum Vott iwwert den Amendement Nummer 5 vun der LSAP, deen als Objet huet, den eelefte Punkt vum Artikel 40 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 5

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Den Artikel 40 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Charles Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Georges Mischo), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel,

Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Amendement 6

Da komme mer zu den Amendemente vun deene Gréngen. An zwar den Amendement Nummer 6 vun déi gréng, deen als Objet huet, den Artikel 31 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 6

Ech maachen och dëse Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e wéineg Konzentratioun a kuckt … Ech schléissen de Vott dann esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 41 Nee-Stëmmen. Den Amendement Nummer 6 ass also mat 41 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den Artikel 31 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

M. Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Charles Weiler), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

M. Sven Clement (par M. Marc Goergen).

Amendement 7

Mir kommen dann elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 7 vun déi gréng, deen als Objet huet, de Paragraf 8 vum Artikel 31 an de Paragraf 3 vum Artikel 32 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 7

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Nee-Stëmmen, 18 Jo-Stëmmen. Dësen Amendement Nummer 7 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De Paragraf 8 vum Artikel 31 vum Projet de loi an de Paragraf 3 vum Artikel 32 bleiwen ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Georges Mischo), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 8

Mir kommen zum Vott iwwert den Amendement Nummer 8 vun déi gréng, deen als Objet huet, den Artikel 43bis nom Artikel 43 vum Projet de loi bäizefügen.

Vote sur l'amendement 8

Ech maachen de Vott iwwert dësen Amendement op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Den Amendement Nummer 8 ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den Artikel 43 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Ricardo Marques), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Marc Lies), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Amendement 9

Mir kommen dann elo zum Vott iwwert den Amendement 9, vun déi Lénk dës Kéier, deen als Objet huet, de Paragraf 2 vum Artikel 4 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 9

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen. Den Amendement Nummer 9 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De Paragraf 2 vum Artikel 4 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Charles Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par M. Marc Lies), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par Mme Corinne Cahen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 10

Mir kommen dann elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 10 vun déi Lénk, deen als Objet huet, den Alinea 2 vum éischte Paragraf vum Artikel 5 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 10

Ech maachen och heiriwwer de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 10 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den Alinea 2 vum éischte Paragraf vum Artikel 5 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz

Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles (par M. Charles Weiler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Georges Mischo), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 11

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 11 vun déi Lénk, deen als Objet huet, den éischte Paragraf vum Artikel 34 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 11

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 11 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den éischte Paragraf vum Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Ricardo Marques), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Marc Lies), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 12

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 12 vun déi Lénk, deen als Objet huet, den drëtten Alinea vum Paragraf 4 vum Artikel 34 ze sträichen.

Vote sur l'amendement 12

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 12 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den drëtten Alinea vum Paragraf 4 vum Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Charles Weiler), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 13

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 13 vun déi Lénk, deen als Objet huet, de Paragraf 7 vum Artikel 34 ze sträichen.

Vote sur l'amendement 13

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 13 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De Paragraf 7 vum Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Charles Weiler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 14

Mir kommen zum Vott iwwert den Amendement Nummer 14 vun déi Lénk, deen als Objet huet, de Paragraf 8 vum Artikel 34 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 14

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen. Den Amendement Nummer 14 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De Paragraf 8 vum Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Ricardo Marques), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charles Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 15

Mir kommen zum Vott iwwert den Amendement Nummer 15 vun déi Lénk, deen als Objet huet, de Paragraf 9 vum Artikel 34 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 15

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 15 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De Paragraf 9 vum Artikel 34 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Ricardo Marques), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charles Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 16

Mir kommen elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 16 vun déi Lénk, deen als Objet huet, de sechste Punkt vum Artikel 40 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 16

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 16 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

De sechste Punkt vum Artikel 40 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Ricardo Marques), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Charles Weiler), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 17

Mir kommen zum Vott iwwert den Amendement Nummer 17 vun déi Lénk, deen als Objet huet, den zweete Punkt vum Artikel 41 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 17

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen. Den Amendement Nummer 17 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den zweete Punkt vum Artikel 41 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Charles Weiler), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Amendement 18

An da komme mer zum leschten Amendement an dat ass den Amendement Nummer 18 vun déi Lénk, deen als Objet huet, den drëtte Punkt vum Artikel 41 ze sträichen.

Vote sur l'amendement 18

Ech maachen hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 42. Den Amendement Nummer 18 ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Den drëtte Punkt vum Artikel 41 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Ricardo Marques), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Dat wär et da fir d'Amendementen.

An da komme mer zum Vott iwwert de Projet de loi, also der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8684. Den Text steet am Document parlementaire 8684[22].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8684 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, wann Der nach eng Kéier wannechgelift kéint kucken, ob d'Procuratiounen alleguer geholl sinn. Ok, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 17 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen a 17 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Ricardo Marques), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions et résolution

Da komme mer elo zu der Resolutioun an de Motiounen, déi Der wärend dësem Debat deposéiert hutt. An zwar leien hei um Büro véier Motioune vir an eng Resolutioun. Véier Motiounen: eng vun der Madamm Weydert, zwou vum Här Biancalana, eng vum Här Marc Baum, an eng Resolutioun och vun dem Här Biancalana. Ech proposéieren, datt mer mat de Motiounen ufänken an der Reiefolleg, wéi se deposéiert goufen.

Motions 1 et 2

An déi éischt Motioun wär d'Motioun vun der Madamm Weydert. Madamm Weydert, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren? Dann hutt Dir elo d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Ech mengen, et war och gëschter schonn an der Interieurskommissioun ugeklongen, dass ee sollt eng Kéier dee Pak hei op de Leescht huelen no enger geraumer Zäit. An doweinst hat ech och do ... Ech mengen, d'Madamm Braz hat gëschter an der Kommissioun gesot, si wéilt eng Motioun bréngen. Mee ech hunn awer och gesot, d'Majoritéit géif eng bréngen, well ech awer och dee Projet hei ganz genee analyséiert hunn a menger Roll als Rapportrice. Et si jo nei Mechanismen a Prozeduren, déi geschaf ginn, an et soll een dat Ganzt och eng Kéier analyséieren, wéi dat ass. Dofir hu mer en Delai vu véier Joer virgesinn ab dem Datum vum Akraafttriede vun deenen zwee Gesetzer, fir eng Evaluatioun ze maachen iwwert d'Mise en œuvre vum Pakt, fir notamment d'Resultater an d'Effekter dervun ze kucken an och de Fonctionnement vum Centre de filtrage, dann eeben och déi verschidde Prozeduren, déi hei nei am Gesetzesprojet dobäi sinn, an och d'Effektivitéit vun de Voie-de-recoursen.

Mir hunn deen Delai hei op véier Joer gesat, well och de Centre de filtrage jo elo mol lues a lues opgeet. Dat heescht, dat ass net eppes, wat mer e Méinden do stoen hunn an dat dann à la lettre fonctionéiert. An zousätzlech sinn och bei verschiddene Prozeduren – deenen, déi um Fong gemaach ginn, fir eeben internationale Schutz ze kréien, an och deenen, wat de Retrait vum Schutzstatus ugeet – d'Delaie vun de Verwaltungsgeriichter relativ grouss, an deene se mussen d'Decisioun huelen, ob déi Persoun kann hei bleiwen oder net, soudass en Delai vun zwee respektiv dräi Joer awer prematuréiert wier, fir déi Evaluatioun hei ze maachen. Wa mer soen, mir kucken de Gesamtpak gären, da muss de Gesamtpak och wierklech a Kraaft sinn a fonctionéieren, wéi et virgesinn ass, soudass mir hei soen, dass deen Delai vu véier Joer räsonabel wär an dësem Fall.

An da wëll ech direkt zur Motioun 2 och schwätzen, well dat ass genee dee selwechten Text wéi deen, deen ech proposéiert hunn an deen och vun der DP matënnerschriwwe ginn ass, dee setzt just eeben den Delai op zwee Joer, fir déi Evaluatioun ze maachen. Mee ech géif proposéieren, déi ze refuséieren, mat eebe genee deem Argumentaire, deen ech elo grad ginn hu fir déi véier Joer. Dofir wär ech frou, wann déi Motioun 1 hei géing eng breet Majoritéit fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Weydert. Wie wëllt dozou nach d'Wuert huelen? Här Goergen, Här Weidig. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass effektiv e Konsens do gewiescht an der Kommissioun, dass mer dat froen. Mee a sech ass d'Durée awer elo vun Iech zimmlech héich ugesat ginn. Well Dir hutt elo gesot, dass Ären Zenter net wäert à la lettre fonctionéieren. Ma ech hoffe jo, dass en den éischten Dag, wou d'Ouverture ass, genau wäert à la lettre fonctionéieren, well mir schwätzen do iwwert d'Schicksal vu ganz ville Leit. Dat heescht, ech hoffe schonn, dass en à la lettre, genau wéi et an dem Text virgeschriwwen ass, wäert fonctionéieren.

An ech gesinn och net, firwat een dat net no zwee Joer scho kéint kucken. Wann do nach e puer Jurisprudenzen ze kucke sinn, dann hëlt een déi eeben déi nächste Kéier mat eran. Mee a sech hoffen ech jo awer, dass de Gros vun de Fäll beim Gesetz net um Geriicht wäert landen. Dat kënnt Der jo net als Argumentaire huelen, fir et net no zwee Joer schonn ze kucken. Dofir sinn ech éischter bei der LSAP, fir ze soen, mir kucken dat no zwee Joer, wéi no véier Joer. Dofir géing ech de President och froen, ob mer se net kënnen ëmdréien, d'Motiounen, soudass mer fir d'éischt iwwert déi zwee Joer ofstëmmen, a wann déi ofgeleent ginn, mer dann eeben déi véier Joer mussen huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Mee mir hunn d'Diskussioun elo ugefaangen. Wann d'Artikelen applikabel si vun der Uerdnung an der Preseance, da muss een dat virdru soen. Et deet mer leed, mee mir hunn eng ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Et ass richteg geduecht, mee mir sinn elo an enger Prozedur dran an, ech mengen, mer féieren déi elo facilitéitshalber einfach weider. Ech ginn dem Här Weidig d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also ech deelen dem Här Goergen seng Meenung. Ech verstinn och net, firwat datt mer elo op véier Joer gaange sinn. Wann dat Gesetz a Kraaft kënnt, mengen ech, gesäit een no zwee Joer awer schonn, wou de Wee higeet, vill Saache sinn da schonn implementéiert. Vläicht sinn nach e puer Saachen, wou et ze fréi ass, mee trotzdeem, no zwee Joer kann ee jo kucken: Dat, wat een evaluéiere kann, wat räsonabel ass, dat soll een evaluéieren, an dat anert, dat kann ee jo och nach ëmmer duerno eng Kéier evaluéieren. Duerfir verstinn ech elo net déi Insistance do op halt véier Joer. Mir kënnen et matstëmmen, mee, éierlech gesot, ech géif et gutt fannen, wa mer, d'ganz Chamber, zesummen do fir zwee Joer géife stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Also spéitstens hei ass d'Argumentatioun vun der Majoritéit e bësse kontradiktoresch. Mir hunn d'Sëtzung opgemaach an do huet et geheescht: „Nee, nee, mir mussen elo ganz, ganz séier hei agéieren, well an dräi Deeg riskéiere mer, e Vide juridique ze hunn." Wann et elo drëms geet, eng Reevaluatioun ze maachen, dann heescht et: „Wësst Der, dat brauch jo alles elo nach seng Zäit, dofir, zwee Joer, dat ass elo ze séier. Kommt, mir maachen dat eréischt a véier Joer." Ech mengen, dat, wat fir eis wichteg ass, an do muss ech soen, do sinn ech dann awer frou: Déi Reevaluatioun muss gemaach ginn! Och mir hätte se léiwer no zwee Joer wéi no véier Joer – a véier Joer ka ganz vill Schued entstoen –, mee et ass besser wéi näischt. An dofir wäerte mer, mengen ech, dat heiten och matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Sinn nach Wuertmeldungen do? Den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn eng ganz kloer Motioun erabruecht fir déi zwee Joer, well mer och ganz kloer gëschter argumentéiert hunn, dass een innerhalb vun enger kuerzer Zäit déi Evaluatioun soll maachen, well duerno, wa gegeebenefalls jo nach Ajustementer musse gemaach ginn um legislative Plang, brauch dat jo effektiv och seng Zäit hei an der Chamber. Dofir, wann ee vun deene véier Joer ausgeet mat deenen néidegen Adaptatiounen, wann der kommen: Dat ass eng Zäitspann, déi eis ze laang ass, grad par rapport zu dësem Gesetz, dat mer hei ëmsetzen. Dofir wäerte mer dat net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Et wär elo keng weider Wuertmeldung ... Dach, den Här Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, ech hunn och meng Schwieregkeete mat där Insistance op deene véier Joer. Ech mengen, wichteg ass, an do schéngt et jo dann awer zumindest e Konsens ze ginn, datt mer déi Evaluatioun maachen. A mir hunn eis awer bei esou villen anere Gesetzestexter e räsonabelen Datum ginn. Et huet elo alles missen iwwert de Knéi gebrach ginn, ëmsou méi e Grond, an zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen an net eréischt Päischten, Neijoerschdag a véier Joer. Duerfir wäert ech musse kucken, mech warscheinlech bei där heiter, bei där éischter ze enthalen, obwuel ech mat der Philosophie averstane sinn, a wäert da bei där zweeter awer derfir stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Elo wär keng Wuertmeldung méi zu dëser Motioun. Da géing ech dës Motioun Nummer 1 vun der Madamm Weydert zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 45 Jo-Stëmmen, 12 Nee-Stëmmen, 3 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 45 Jo-Stëmme géint 12 Nee-Stëmme bei 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Zeimet), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff.

Se sont abstenus : M. Dan Hardy ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Biancalana, iwwert déi elo scho geschwat ginn ass. Ech weess net, ob et dozou elo nach Wuertmeldunge gëtt. Dat ass net de Fall.

Da géing ech déi direkt zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun, och enger Motioun vum Här Dan Biancalana. Här Biancalana, wëllt Dir nach eppes dozou soen? Direkt oder duerno?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Duerno. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Jo, ech doe mech e bësse schwéier mat där Motioun hei, well ech net ganz verstinn: Hei gëtt Referenz op eng Commission consultative existante gemaach, obwuel de Gesetzesprojet ganz kloer virgesäit, dass do eng nei Kommissioun geschaf gëtt, déi sech exklusiv mat dem Interêt supérieur vum Kand soll befaassen. An de Rapport vum OKaJu, säin Avis, deen ass vum 6. Mee, an den 8. Mee war am Regierungsrot de Règlement grand-ducal, fir notamment déi Commission consultative ze schafen. Dofir weess ech elo net, wat hei „garantir que l'élargissement des compétences de la Commission consultative" ass. Ech mengen, dat hei ass superfetatoire, vu datt de Règlement grand-ducal do ass. Dee läit beim Statsrot pour avis, an dann ass déi Kommissioun esou geschaaft, wéi se do virgesinn ass.

Dofir ass fir mech déi Motioun hei superfetatoire an ech gesinn elo net, wat mer hei sollen ofstëmmen, well do ass effektiv e Reglement, dat do ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Biancalana, dann hutt Dir d'Wuert, wann Der et wëllt.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, ech mengen, ech hu ganz kloer virdru gesot, och wann de Règlement grand-ducal ... Ech mengen, hei ass eng kloer Ausriichtung, wat eis Iwwerleeung ass, wat d'Attributioune vun där Kommissioun solle sinn a wéi se soll kënnen deementspriechend agéieren an aller Neutralitéit an och mat der néideger Expertis, fir där Missioun do kënnen nozegoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass d'Diskussioun zur Motioun Nummer 3 ofgeschloss.

An ech géing och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par Mme Corinne Cahen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 4

An da komme mer zur véierter Motioun. Dat ass d'Motioun vum Här Marc Baum. Dir wëllt duerno schwätzen, Här Baum? Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. A merci och dem Här Baum fir déi Motioun hei. Ech mengen, mir haten och schonn e puermol an der Interieurskommissioun rieds, wou och scho monéiert gouf, och op Avisen hi vu verschiddene Mënscherechtsorganisatiounen, dass et gutt wär, wann een eng grouss Regularisatioun géif maachen, wéi dat vläicht schonn an der Vergaangenheet geschitt ass. Mee ech mengen, dës Majoritéit huet awer elo net virgesinn, eng Regularisatioun am grousse Sënn ze maachen, dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, den Deputéierte Baum huet a senger Ried dovunner geschwat, dass et och hei am Haus Leit gëtt, déi duerchaus e Produit sinn eigentlech vun där Asylprozedur. Ech gehéieren dozou. Ech wäert deen Dag zu Hesper op der Gemeng ni vergiessen – et war eng CSV-Buergermeeschtesch, déi deemools am Amt war, d'Madamm Gantenbein, déi iwwerhaapt ganz vill och fir eis Famill gemaach huet –, deen Dag, wéi mer d'Pabeiere kritt hunn a wossten, mir kéinten heibleiwen a mir wären an enger regulärer Situatioun. Dat war ee vun de schéinsten Deeg a mengem Liewen an am Liewe vu menger Famill. Ech gënnen dat ganz, ganz ville Leit, déi haut an irreguläre Situatioune sinn, Angscht mussen hunn, wa se uniformiéiert Leit gesinn, an de Groräim tëschent Recht an Uerdnung liewen. An dat ass keng schéi Situatioun. An dowéinst ënnerstëtze mer déi heite Motioun.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Sehovic. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also souwäit ech weess, existéiert jo schonn eng Procédure de regularisation. Ech hat och do de Fall matkritt, wou ech selwer fir eng Persoun geschwat hunn, datt se soll regulariséiert ginn, wou ech attestéiert hunn, datt se eng gutt Persoun ass. An duerfir weess ech net, firwat mer elo eng Campagne extraordinaire maache sollen. Ech mengen, déi eenzel Prozeduren, déi existéiere jo, dat leeft jo. Duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Jo, den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Och dem Här Baum merci fir dës Motioun, déi mer matdroen. Mir hate jo eng Kéier selwer hei am Haus als LSAP d'Fuerderung gestallt vun enger Regularisatioun, hunn och do deemools Referenz gemaach op de Minister Valls, mengen ech, deen do eng grouss Initiativ och geholl hat, nieft, mengen ech, den nationalen, déi hei och deementspriechend geholl goufen. Also och ënner verschiddene Krittäre kann ech mer dat deementspriechend gutt virstellen. A virun allem, mengen ech, ass et och iwwert dës Regulatiounsprozedur, dass een och ganz kloer Perspektive ka bidden an enger irregulärer Situatioun, an där een ass, an och eng gewësse Rechtssécherheet. Dofir droe mer dat mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesi soss weider keng Wuertmeldunge méi. Da kritt den Här Baum nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och de Virriedner. Ech mengen, datt dat hei effektiv de Pendant kéint sinn zu deem awer repressive Gesetz, dat elo grad hei an der Chamber votéiert ginn ass, datt dat hei eppes ass, datt een och en Zeeche setzt, en Zeechen, dat Perspektive bitt fir déi Leit, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, wou d'Biografien an d'Weeër, wéi si iwwerhaapt an déi irregulär Situatioune komm sinn, sou ënnerschiddlech a sou komplex sinn, wéi Mënscheliewen eeben ënnerschiddlech a komplex kënne sinn. Zweemol dëst Joerhonnert hu mer esou eng Regularisatiounscampagne gemaach: 2001, 2013. Grad en vue vun awer engem repressive Gesetz mengen ech, datt dat hei e Pendant wier, dee kéint gesellschaftlech Perspektiven an de gesellschaftlechen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg garantéieren. Duerfir soen ech all deene merci, déi dat och esou gesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass dann d'Diskussioun zur Motioun Nummer 4 vum Här Baum ofgeschloss an ech géif och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Ricardo Marques), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

An dann hätte mer iwwer alleguer d'Motiounen ofgestëmmt.

Résolution 1

Da wär nach d'Resolutioun, déi den Här Biancalana deposéiert huet, op eisem Ordre du jour. Här Biancalana, Dir wëllt warscheinlech duerno schwätzen. Da froen ech: Wie wëllt zu dëser Resolutioun Nummer 1 vum Här Biancalana d'Wuert huelen? Den Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also hei steet dran, datt den Ombudsman eventuell soll nach méi Budget kréien a supplementäert Personal. Do stellen ech mer natierlech d'Fro, wat da Leit, déi an enger Prozedur sinn ..., ob da jiddwereen ufänkt, elo och nach als Éischt Recoursen ze maachen, an och nach bei den Ombudsman geet fir all eenzel administrativ Entscheedung. An ech gesinn dat awer als keng gutt Saach.

Ech mengen, a spezielle Fäll hu mir jo schonn déi Geriichter. Mir si wierklech net waarm, datt den Ombudsman probéiert, sech do voll ze lancéieren an dann nach eng zweet Front opmécht, wou da jiddweree ka bei e goen. An duerfir menge mir: Ok, a spezielle Fäll ass dat vläicht sënnvoll, mee awer bei méi Budget, méi Personal huet een d'Impressioun, datt dat dann administrativ esou opgeblose gëtt, datt dat einfach net räsonabel ass an datt doduerch och d'Prozedure méi laang ginn, méi komplizéiert an am Fong geholl genau de Géigendeel vun deem, wat elo den Asylpakt am Fong wëll – méi séier Decisiounen huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach Wuertmeldungen do? Den Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, ech géif och proposéieren, déi Resolutioun net unzehuelen. Den Ombudsman ass jo en onofhängegt Organ. Net datt mer elo hei Missiounen iwwert d'Chamber operleeën. Ech mengen, d'Madamm Konsbruck steet hir Fra a weess selwer, wéi eng Missioun a wéi se hir Missioune soll erfëllen, a wa se méi Moyene brauch, wäert se jo och net dovun ofgehale ginn, der Chamber dat matzedeelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Goergen an dann den Här Sehovic.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, den Ombudsman huet schonn e Lien mat der Chamber.

(Hilarité)

Also, bei deenen neie Missiounen, déi en natierlech elo uvertraut krut, ass et jo normal, dass en dann eigentlech och nei Ressourcë brauch. Ech hat eigentlech gemengt, dass d'Majoritéit sech do virdru schonn driwwer Gedanke gemaach hätt an net géing waarden, bis d'Madamm Konsbruck dann iergendeng Kéier géing hei uklappen a vläicht nei Ressourcë géing froen. Duerfir ass dës Resolutioun eigentlech ganz gutt an et wär eigentlech un der Chamber, elo ze froen: „Braucht Der nei Ressourcen?", an net ëmgedréint ze fueren, wéi elo de Majoritéitssprecher dat virgeschloen huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech kann d'Fraktiounssprecher vun der CSV berouegen. Et ass eng Demande do vum Ombudsman, fir méi Ressourcen ze kréien. Am Kontext vun deem heite Gesetz ass en entspriechenden Avis vum Ombudsman verfaasst ginn, wou dat ganz däitlech drasteet. An da géif ech och nach eng Kéier dorun erënneren, dass den Ombudsman ënnert der Tutelle vun der Chamber steet an dass wann een habilitéiert ass, do iwwer méi Ressourcen ze decidéieren, da si mir et hei am Haus a mir sollten dat dréngend maachen. An dofir ënnerstëtze mer déi dote Resolutioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech kann den Här Sehovic just doranner ënnerstëtzen. Effektiv, den Ombudsman huet en direkte Lien mat der Chamber an e mécht eng Demande, fir méi Ressourcen ze kréien. Ech denken, dat, wat hei gefrot gëtt, ass jo elo net, datt d'Chamber decidéiert: „Ma gitt deenen elo eng Dose Leit méi!" Mee datt einfach emol seriö gekuckt gëtt: „Ok, wat brauche mer? Mir gesinn de Problem, mir huelen e wouer a mir evaluéieren de Besoin, fir da kënnen deenen neie Missiounen och gerecht ze ginn." Ech hu ganz éierlech geduecht am Ufank, dat hei wier mat der Majoritéit ofgeschwat, et wier esou eng Resolutioun, déi vun der Majoritéit komm wier. Datt elo d'Majoritéit op eemol géint déi eegen Organer virgeet, dat ass erstaunlech!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. An da ginn ech dem Auteur vun der Resolutioun nach eng Kéier d'Wuert, dem Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mat enger Resolutioun hëlt d'Chamber sech selwer an d'Flicht – oder och net – en fonction vum Vott, deen hei geholl gëtt. An et ass vun de Virriedner e puermol gesot ginn: Den Ombudsman ass Demandeur, fir effektiv gestäerkt ze ginn a senger neier Missioun, déi en duerch d'Gesetz, dat hei d'Majoritéit gestëmmt huet, och nach mat enger anerer Partei, där hiren Numm ech hei net nennen. Mee ech mengen, ganz, ganz kloer ass hei eng nei Missioun a sengem Rôle indépendant, deen e ganz kloer och huet. An da sollte mer en, wann en Demandeur ass an och en direkte Lien mat dësem Haus huet, och stäerken a senger neier Missioun.

Wann ech hei héieren, wéi wichteg awer dëst Gesetz ass, dat hei esou gestëmmt gouf, säitens och vun de Majoritéitsparteien, da kommt, mir ginn awer op d'mannst op de Wee a stäerken den Ombudsman a sengem Rôle, a sengen neie Missiounen, déi en hei kritt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da wär d'Diskussioun zu der Resolutioun Nummer 1 vum Här Biancalana ofgeschloss an ech géif d'Resolutioun Nummer 1 zum Vott stellen.

Vote sur la résolution 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wann Der nach eng Kéier kéint kucken, ob Der all d'Procuratioune geholl hutt. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Neen: 39, keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise

Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charles Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat wär dann dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

Ech wëll just d'Chamber informéieren, datt an enger kuerzer Zäit och fir déi, déi hongereg sinn, gesuergt ass an datt e puer Saachen zerwéiert wäerte ginn. Elo awer nach net.

(Hilarité)

An enger gewëssener Zäit eréischt.

12. 8732 – Projet de loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire et portant modification de :

1° la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

3° la loi du 4 décembre 2019 portant création de l'Office national de l'accueil ;

4° la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° la loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés

An elo komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8732 iwwert den Accueil vun Demandeurs d'asile a vun de Beneficiairë vun engem temporairë Schutz. D'Riedezäit ass nom selwechte Modell wéi virdru festgeluecht, an zwar dem Modell 2. Dir kennt d'Riedezäite vun deenen engen a vun deenen aneren. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An de leschte Joren ass den Drock am Asyl- an Accueilsberäich an Europa méi grouss ginn. Geopolitesch Instabilitéit, bewaffnet Konflikter an humanitär Noutsituatioune maachen net u Grenzen Halt a stellen d'Memberstaaten ëmmer nees viru gemeinsam Erausfuerderungen.

Dat ass och de Kontext, an deem 2024 no laange Verhandlungen op EU-Niveau de Migratiouns- an Asylpakt ugeholl gouf. Säin Zil ass et ënner anerem, d'Prozeduren an d'Accueilsconditiounen an der Europäescher Unioun méi staark ze harmoniséieren an domat och sekundär Beweegungen téscht de Memberstaaten ze reduzéieren.

Lëtzebuerg huet do schonn e gudde Kader, op deem kann opgebaut ginn. Mee grad esou eng europäesch Harmoniséierung ass eng gutt Geleeënheet, fir dëse Kader ze aktualiséieren, méi kohärent ze maachen an do nozebesseren, wou d'Praxis gewisen huet, datt et néideg ass. Mir wëllen e System, deen op Solidaritéit baséiert an an deem d'Responsabilitéit téschent de Memberstaaten esou fair wéi méiglech verdeelt gëtt, an dat, andeems de Respekt virun de fundamentale Rechter ëmmer am Mëttelpunkt vun den Iwwerleeunge steet.

De Migratiouns- an Asylpakt besteet aus enger Rei vu Reglementer an enger Direktiv. D'Reglementer betreffe virun allem d'Asylprozeduren a goufen iwwert de Projet de loi 8684 ëmgesat. Op dee si mer jo virdrun am Detail och agaang.

Andeems mir haut iwwert dëse Gesetzesprojet ofstëmmen, transposéiere mir déi nei europäesch Direktiv an nationaalt Recht. Gläichzäiteg ersetze mir domat eist Accueilsgesetz vun 2015 duerch en aktualiséierten a méi kohärente legale Kader, e Kader, deen den 12. Juni 2026 soll a Kraaft trieden.

De Projet de loi huet verschidden zentral Ziler: e Plan de contingence fir Krisesituatiounen, e méi einfachen Accès op den Aarbechtsmaart an op d'Sproochen-, Formatiouns- an Integratiounscoursen an eng méi kloer Prise en charge vu vulnerabele Persounen a Mineurs non accompagnés souwéi Prezisioune beim ONA, notamment wat den Traitement vu perséinlechen Donnéeën an d'Formatioun vum Personal ugeet.

Fir datt duerch d'Ofschafe vum Accueilsgesetz vun 2015 kee Vide juridique fir Persoune mat temporärem Schutz entsteet, geet dësen Text an deem Punkt méi wäit wéi d'Direktiv a reegelt och den Accès vun de BPTen zu bestëmmte Conditions matérielles d'accueil vum ONA.

Här President, ech ginn elo méi konkreet op déi eenzel Punkte vum Text an a fänken do mam Plan de contingence un. Dëse Plan de contingence, och Noutfallplang, soll et erlaben, besser op Situatioune kënnen ze reagéieren, an deenen et zu engem massiven Zoufloss vu Persoune kënnt. Et geet also drëms, am Virfeld festzeleeën, wéi Accueuilskapazitéite kënnen ausgebaut ginn, wéi zousätzlech mënschlech a materiell Ressourcë kënne mobiliséiert ginn a wéi eventuell Noutstrukture kënnen aktivéiert ginn. Esou e Plang mécht awer just Sënn, wann en och un d'Realitéit vum Terrain ugepasst ass. Dofir gëtt e reegelméisseg – op d'mannst all dräi Joer – iwwerpréift.

E weideren zentrale Punkt vun dësem Gesetz ass den Accès vun den DPIen op den Aarbechtsmaart. An Zukunft dierfe si scho véier Méint an net méi sechs Méint nom Enregistrement vun hirer Asyldemande schaffe goen. Si mussen dofir och keng Autorisation d'occupation temporaire méi ufroen, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war.

Wat och nei ass: D'DPIe kréien explizitt Accès op d'Prozedur fir d'Unerkennung vun hire professionelle Qualifikatiounen, déi si sech an hirem Heemechtsland erschafft hunn.

An deem selwechte Geescht steet och den nächste Volet vum Projet, den Accès op Sproochen-, Formatiouns- an Integratiounscoursen. Dat gouf an der Praxis deels schonn ëmgesat, mee et gëtt elo heimat gesetzlech kloer verankert. Wat awer nei ass, ass, datt den DAPA, den Dispositif d'autonomisation des primo-arrivants, elo all DPI zegutt kënnt direkt an den éischte Wochen no senger Arrivée.

D'Iddi dohannert ass kloer: Mir fërdere geziilt d'Onofhängegkeet an domat och e gutt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

An dësem Kontext spillt och den Accès vun de Persounen zu Informatioun eng wichteg Roll. D'Demandeurs de protection internationale mussen an enger Sprooch, déi si verstinn, kloer iwwer hir Rechter an Obligatiounen informéiert ginn. Dat betrëfft ënner anerem d'Conditions d'accueil, d'Méiglechkeeten, fir Hëllef ze kréien, awer och d'Situatiounen, an deenen d'Conditions matérielles d'accueil kënne limitéiert oder zréckgezu ginn.

De Barreau huet an dësem Kontext virun allem ënnerstrach, dass een téschent allgemenger Informatioun oder sozialer Begleedung engersäits an der juristescher Representatioun an Assistance judiciaire anersäits ënnerscheede muss. Och d'Kontinuitéit vum Kontakt téschent enger Persoun an hirem Affekot muss garantéiert bleiwen, besonnesch bei Transferten an engem Beräich, wou d'Delaie fir d'Recoursen dacks kuerz sinn.

Domat kommen ech dann och op de Volet ze schwätzen, op deen dëse Projet ganz besonnesch Wäert leet: den Encadrement vu vulnerabele Persounen. Spezifesch Besoine sollen esou fréi wéi méiglech individuell erkannt ginn, fir datt d'Accueilskonditiounen un déi konkreet Situatioun vun der Persoun ugepasst kënne ginn. Dozou gehéiere beispillsweis Persoune mat kierperlechen oder mentale Beanträchtegungen, eeler Persounen, schwanger Fraen, LGBTI-Persounen, Affer vu Gewalt oder Mënschenhandel an natierlech och Kanner.

Besonnesch wichteg ass hei d'Situatioun vu Mineurs non accompagnés. Bei onbegleete Mineuren ass den ONE zoustänneg fir den Accueil an d'Ënnerbréngung. Direkt bei hirer Arrivée kréie si e Representant zougewisen. Dëse Representant muss och déi néideg Kompetenzen, Formatiounen a Kenntnisser hunn, fir d'Interesse vum Kand wierklech kënnen ze vertrieden.

Et geet hei also net nëmmen ëm eng administrativ Opdeelung vun de Kompetenzen, mee virun allem dorëms, den Interêt supérieur vum Kand wierklech zu all Moment ze garantéieren. Dofir ginn och d'Formatioune fir dat zoustännegt Personal am Text méi kloer formaliséiert. De Fokus läit dobäi besonnesch op de Besoine vun de Mineuren a vulnerabele Persounen, fir dass dës Persounen déi beschtméiglech Betreiung kréien.

De leschte grousse Volet, deen am Projet de loi wéi och an den Avisen eng wichteg Roll spillt, betrëfft d'Verschaffen an den Austausch vu perséinlechen Donnéeën duerch den ONA mat den zoustännegen Autoritéiten.

Den ONA brauch fir seng Missiounen natierlech Accès op eng Rei Informatiounen. Dobäi handelt et sech dacks ëm sensibel Donnéeën, déi RGPD-konform traitéiert musse ginn. Dofir leet de Projet kloer fest, fir wat fir Zwecker d'Donnéeë benotzt ginn, wat fir Donnéeën iwwerhaapt betraff sinn, wéi den Accès op verschidde Fichieren encadréiert gëtt a wéi laang dës Donnéeën och kënne konservéiert ginn.

An deem Sënn begréisst och d'CNPD an hirem Avis, datt d'Finalitéite vum Traitement an d'Kategorië vun den Donnéeën am Gesetz kloer definéiert ginn. Gläichzäiteg erënnert si drun, datt besonnesch d'Gesondheetsdate sensibel Donnéeë sinn, déi speziell geschützt musse ginn, an datt d'Konservéierungsdauer no klore Krittäre festgeluecht muss ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zu den Avise vum Staatsrot. Deen éischten Avis vun der héijer Kierperschaft ass vum 21. Mee 2026. Eng generell Remark betrëfft de Lien tëschent dësem Projet an dem Projet de loi 8684, iwwert dee mir virdru geschwat hunn. Well déi zwee Texter op verschiddene Plazen openee verweisen, huet de Staatsrot ënnerstrach, dass si gutt openeen ofgestëmmt musse sinn an och gläichzäiteg a Kraaft triede sollen, fir keng Lacunnen oder Inkohärenzen an der praktescher Uwendung ze schafen.

Am Ganze formuléiert de Staatsrot a sengem éischten Avis zwielef Opposition-formellen. D'Amendementer vum 29. Mee hunn dësen Observatioune Rechnung gedroen. Nieft Prezisioune vu verschiddenen Definitioune gouf och clarifiéiert, ënner wat fir Konditiounen eng Persoun vum Benefiss vun de Conditions matérielles d'accueil kann ausgeschloss ginn. Eng einfach Attestation de prise en charge duerch eng drëtt Persoun geet net duer. Et muss och effektiv en néidegen Niveau de vie garantéiert sinn.

Wat d'Ënnerbréngung vu Mineurë mat hiren Elteren ugeet, gouf och d'Formuléierung „dans la mesure du possible" gestrach, fir d'Obligatiounen aus der Direktiv net ze relativéieren. Och den Traitement vu perséinlechen Donnéeën, hir Kategorien, Finalitéiten, d'Iwwermëttlung an d'Durée d'utilité administrative goufen an den Amendementer méi prezis definéiert.

A sengem Avis complémentaire vum 5. Juni 2026 huet de Staatsrot festgestallt, dass d'Amendementer op all seng formell Oppositioune reagéiert hunn, soudatt déi all konnten opgehuewe ginn.

E klengt Wuert: Net méi spéit wéi gëschter hunn de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot an den UNHCR nach hiren Avis zu dësem Text ofginn. Ech soen hinne Merci fir hir Aarbecht a wéilt gäre kuerz op d'Haaptpunkten hei agoen.

Béid Acteure begréissen eng Rei Verbesserungen, besonnesch d'Ofschafe vun der Autorisation d'occupation temporaire an deen domat verbonnene méi direkten Accès op den Aarbechtsmaart.

Och d'Roll vum ONE bei der Prise en charge vu Mineurs non accompagnés gëtt positiv bewäert, well domat d'Besoine vum Kand an den Intérêt supérieur méi staark an de Mëttelpunkt réckelen. Gläichzäiteg weisen déi zwee Avisen drop hin, datt d'Ëmsetzung um Terrain entscheedend wäert sinn.

Den UNHCR insistéiert virun allem op eng prezis Transpositioun vun der Direktiv, notamment bei de Conditions matérielles d'accueil, der Gesondheetsversuergung vu Mineuren an der Evaluatioun vum Intérêt supérieur de l'enfant.

De Lëtzebuerger Flüchtlingsrot mécht sengersäits méi staark op praktesch Froen opmierksam wéi den effektiven Accès op d'Begleedung op den Aarbechtsmaart, d'Koordinatioun tëschent ONE an ONA an d'Consultation vun der Zivillgesellschaft beim Plan de contingence. Dës Remarke weisen also, wou fir d'Acteuren aus der Zivillgesellschaft besonnesch Opmierksamkeet bei der Ëmsetzung néideg ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn heimat um Schluss vu mengem mëndleche Rapport a verweise fir all weideren Detail zum Fong vun den eenzelne Bestëmmungen an zu den Avisen op de schréftleche Rapport.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun fir dësen Text an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV), en remplacement de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, dëst ass e weidert Gesetz, wat e wichtegen Deel vun der Ëmsetzung vum europäesche Migratiouns- an Asylpakt zu Lëtzebuerg duerstellt. Ech sinn net an der Familljekommissioun, mee ech ersetzen haut meng Kolleegin, d'Nathalie Morgenthaler, déi haut leider net ka bei eis sinn.

Et ass wichteg, direkt am Ufank eng Saach kloerzestellen: An dëser Debatt geet et net ëm Symbolpolitick a si geet och net ëm eng abstrakt Diskussioun iwwer Migratioun. Hei geet et ëm e ganz konkrete Projet, e Projet, deen den Accueil vun den Demandeurs de protection internationale an de Bénéficiaires de la protection temporaire moderniséiert, e Projet, deen d'Roll vum ONA un déi nei europäesch Realitéiten upasst, e Projet, deen d'Integratioun méi séier a besser méiglech mécht, e Projet, deen de Schutz vun de vulnerabele Persoune stäerkt, e Projet, deen eis op zukünfteg migratoresch Erausfuerderunge besser virbereet, an e Projet, deen de Mënschen et erlaabt, méi séier autonom ze ginn an hiren Deel zur Gesellschaft bäizedroen. A genee dofir ënnerstëtze mir als CSV dëse Gesetzestext.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Unioun huet sech nom laange Verhandlungsprozess op en neie Migratiouns- an Asylpakt gëeenegt. Dat ass virdru schonn an der Debatt erauskomm.

D'Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, ass Deel vun dësem Ofkommes a soll fir gemeinsam Mindeststandarden am Beräich vum Accueil suergen. Vill vun dëse Standarden erfëlle mir hei zu Lëtzebuerg schonn. De Minister hat et selwer d'lescht Woch an der Familljekommissioun gesot. Mee grad dat weist, datt dëse Projet net einfach eng europäesch Verflichtung ass. Et passt zu enger Politick, déi dës Majoritéit kloer vertrëtt. Eng Politick vun der Mënschlechkeet, vun der Verantwortung a vun der Solidaritéit.

Well d'Migratioun, déi hält net op enger Grenz vun engem Land op. An Europa kann nëmme funktionéieren, wann d'Verantwortung zesumme gedeelt gëtt an net ëmmer op den Noper ofgewälzt gëtt.

Fir eis ass dat keng Contrainte. Et ass eng politesch Iwwerzeegung. Mir wëllen en Europa, dat zesummeschafft, dat Verantwortung iwwerhëlt an dat seng Wäerter och a schwieregen Zäiten net opgëtt.

Mee dëse Projet geet nach méi wäit wéi eng europäesch Transpositioun. Et ass eng Moderniséierung vun eisem Accueilsystem. An am Kär stellt sech eng ganz einfach Fro: Wéi kënne mir Mënschen, déi bei eis kommen, fir Schutz ze sichen, e würdegen Accueil garantéieren an hinne gläichzäiteg esou séier wéi méiglech d'Méiglechkeet ginn, hiert Liewen nees selwer an d'Hand ze huelen?

A genee do läit fir eis de politesche Kär vun dësem Gesetz. Mir wëllen en Accueil, deen de Mënsch respektéiert. Mir wëllen en Accueil, dee funktionéiert. A mir wëllen en Accueil, deen Integratioun, Zesummeliewe vun Ufank un denkt. Well d'Integratioun ass net eppes, wat eréischt no Jore geschitt. D'Zesummeliewe fänkt um éischten Dag un, wou een hei am Land ass. D'Integratioun fänkt un, wann een d'Sprooch léiert. Si fänkt un, wann een Deel vun der Gesellschaft gëtt. Si fänkt un, wann ee Perspektiven huet.

An dofir stäerkt dëse Projet d'Begleedung, d'Formatioun an och d'Integratiounsinstrumenter. An dat ass net, well Europa eis et virschreift, mee well mir dovun iwwerzeegt sinn, datt eng gelongen Integratioun ëmmer eng Investitioun an d'Zukunft vun eiser Gesellschaft ass.

Här President, eng zweet grouss Prioritéit vun dësem Gesetz ass d'Autonomie. Fir eis dierf Accueil ni bedeiten, Mënschen dauerhaft an enger Ofhängegkeet vum Staat ze halen. Mir wëllen de Géigendeel. Mir wëllen, datt Mënschen esou séier wéi méiglech autonom ginn. Mir wëllen, datt se hir Kompetenzen asetzen. Mir wëllen, datt se Verantwortung iwwerhuelen. Mir wëllen, datt si Deel vun eiser Gesellschaft ginn.

An dofir ass d'Ouverture vum Aarbechtsmarché ouni d'Autorisation d'occupation temporaire vun den DPIen no véier Méint schonn eng vun de wichtegsten Dispositioune vun dësem Text. Och d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatioune vun den DPIe begréisse mer.

Well wa mer éierlech sinn: Integratioun geschitt net duerch Waarden. Integratioun geschitt duerch Participéieren. A mir kënnen net op där enger Säit iwwer Fachkräftemangel diskutéieren an op der anerer Säit Mënschen, déi schaffen a bäidroe wëllen, méintelaang an der Passivitéit halen.

Fir eis ass de Choix ganz kloer: Mir wëllen eng Politick, déi Mënschen net an Ofhängegkeet hält. Mir wëllen eng Politick, déi Mënschen et erméiglecht, esou séier wéi méiglech autonom ze ginn.

Aarbecht bedeit net nëmmen Akommes. Aarbecht bedeit Würd, Verantwortung, Integratioun an och Zesummeliewen. Wie schafft, léiert d'Sprooch méi séier, baut sozial Kontakter op, iwwerhëlt Verantwortung a gëtt méi séier Deel vun eiser Gesellschaft.

A genee dofir ass et wichteg, datt mir de Wee op den Aarbechtsmarché méi frëi opmaachen. Dat ass gutt fir déi betraffe Mënschen, dat ass gutt fir eis Ekonomie an dat ass gutt fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt. Dat ass keng naiv Politick, dat ass pragmatesch Politick.

Besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer reegelméisseg iwwer Fachkräftemangel schwätzen, ass et nëmme logesch, datt mir déi Potenzialer net ongenotzt loossen. Dëst Gesetz setzt do e kloert Zeechen: Integratioun an Zesummeliewe vun Ufank un, amplaz vu Passivitéit.

Här President, dëse Projet stäerkt och de Schutz vun deene Mënschen, déi eis Hëllef am meeschte brauchen. Besonnesch Kanner a vulnerabel Mënsche brauchen net nëmmen administrativ Prozeduren. Si brauche Schutz, si brauche Stabilitéit a si brauche Perspektiven.

Eng Gesellschaft erkennt een dorunner, wéi se mat deene Mënschen ëmgeet, déi am vulnerabelste sinn. An dofir ass et richteg, datt dëse Projet de Schutz vum Mineur non accompagné stäerkt an d'Verantwortunge méi kloer organiséiert. Well um Enn muss d'Wuel vum Kand ëmmer am Mëttelpunkt stoen an net dat Administratiivt ronderëm.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erfarunge vun de leschte Joren hunn eis och gewisen, wéi séier international Krisen Auswierkungen op Europa an och op Lëtzebuerg kënnen hunn. Dofir ass et wichteg, dass mir eis beschtméiglech op dës aussergewéinlech Situatioune virbereeden.

E verantwortungsvolle Staat, jo, dee waart net bis datt d'Kris do ass. E verantwortungsvolle Staat, dee preparéiert sech schonn am Virfeld. Den nationalen Noutfallplang ass dofir net nëmmen eng administrativ Dispositiouun, mee en Ausdrock vun enger Politick, déi virsiichteg plangt, amplaz ze improviséieren.

Dofir ass et extreem wichteg, dass dësen Noutfallplang sou séier wéi méiglech mat all de concernéierten Acteuren zesummen ausgeschafft gëtt.

Donieft huet de Familljeminister rezent de Rapport vun der IGF iwwert den ONA an der zoustänneger Kommissioun virgestallt. Dësen huet festgestallt, datt et eng Iwwerbelaaschtung an den Opnamstrukturen an e Manktem u Plazen trotz staark ausgebaute Capacitéite gëtt.

Donieft gëtt et administrativ a managementbezunn Defiziter an ënnerschiddlech Qualitéitsstandarde bei de Partnerorganisatiounen. Dofir ass et wichteg, dësen Audit elo als Chance ze gesinn an en als Aart Mode d'emploi ze gebrauchen, fir den ONA fir déi nächst Jore konsequent besser opzestellen an och ze verbesseren.

D'Resultater vum Audit, d'Feststellunge vun der IGF, déi loossen dobäi keng Plaz fir Verzögerungen. D'Problemer sinn erkannt, kloer Piste goufen opgezeechent, an elo mussen déi Recommandatioune ganz séier ausgeschafft an ëmgesat ginn.

Här Minister, ech erlabe mer, Iech hei ze froen: Wou sti mer do a wéi séier kann d'Situatioun vun de Mënschen, déi an deene Strukture liewen, verbessert ginn?

D'Zäit vun den Analysen a Feststellunge geet nämlech op en Enn an et muss gehandelt ginn. Nëmme sou kann d'Vertrauen an den ONA och gestäerkt ginn.

Mir wëllen och a schwéieren Zäite fäeg sinn, mënschlech, organiséiert an effizient ze handelen. Dat ass eng Fro vu gudder Gouvernance.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech héiere mer och Kritick. Déi eng soen, et géif e Pull Effect schafen. Ech deelen dës Analys awer net.

Mënschen, déi viru Krich, Verfollgung oder permanenter Angscht flüchten, déi maache sech net op de Wee, well se sech eng bestëmmten Destinatioun eraussichen. Si flüchten, well se keng aner Wiel méi hunn. Si kënnen net méi do bleiwen, wou se sinn. Si sichen net no Virdeeler, mee no Sécherheet, Schutz an enger Perspektiv fir sech an hir Famill.

Eng gelongen Integratioun ass net nëmmen eng Fro vun der Mënschlechkeet, mee och eng Investitioun an e staarkt Zesummeliewen, an e staarken Zesummenhalt an eisem Land.

Da gëtt och gesot, dëst Gesetz géif ze vill op Kontroll setzen, et wier ze restriktiv, et wier e kaalt Gesetz. Mee ech sinn iwwerzeegt, mir verfollege mat dësem Gesetz Mënschlechkeet op där enger Säit a Responsabilitéit op där anerer. Déi zwee gehéieren zesummen.

Eng Asylpolitick ouni Mënschlechkeet, déi verléiert hir Wäerter. Mee eng Asylpolitick ouni Reegelen, déi verléiert d'Vertraue vun der Bevëlkerung. An dofir brauche mer e Gläichgewiicht. A genee dat Gläichgewiicht schafe mer mat dësem Gesetz!

A wann ech dëse Projet misst an engem Saz zesummefaassen, da géif ech soen: Et ass e Projet, deen Integratioun net als Schlussresultat versteet, mee als Prozess, deen um éischten Dag ufänkt – mam Accueil, mat der Begleedung, mat der Formatioun, mam Léiere vu Sproochen a mat enger séierer Méiglechkeet, eng Aarbecht opzehuelen.

Dat ass eng Approche, déi mer ënnerstëtzen, well se de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt, well se d'Verantwortung encouragéiert, well se Integratioun konkreet mécht, well se juristesch Sécherheet an e klore Kader schaaft, well se eis op zukünfteg Erausfuerderunge virbereet a well se eis als Gesellschaft stäerkt.

Lëtzebuerg war ëmmer e Land, dat seng Verantwortung iwwerholl huet. E Land, dat seng Wäerter net opgëtt, mee och e Land, dat ëmmer no pragmatesche Léisunge sicht.

Dëse Projet reflektéiert genee dëse Geescht, e Geescht vu Mënschlechkeet, vun Integratioun, vu Verantwortung, vu Solidaritéit an engem klore Kader. An dofir wäert d'CSV-Fraktioun dëse Projet natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Et ass eng Wuertmeldung do. D'Madamm Bernard wëllt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi un, Madamm Weydert?

Mme Stéphanie Weydert (CSV), en remplacement de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Madamm Weydert. Ech deelen Ären iwwerzeegende Plädoyer iwwert den Accès op den Aarbechtsmaart fir d'Demandeurs de protection internationale. Ech mengen, dass dat wierklech eng wichteg an eng gutt Intentioun vun dësem Gesetzestext ass.

Leider goufe mer vum Staatsrot drop higewisen, dass am Code du travail nach ëmmer explizitt d'Demandeurs de protection internationale exclu sinn, fir bei der ADEM virstelleg ze ginn.

Dat heescht, si hu jo elo en Accès op den Aarbechtsmaart, mee bei d'ADEM kënne se net goen. Dat ass, mengen ech, e grousse Problem an eng zimmlech Inkohärenz an dëser Gesetzgeebung.

A well Är Partei jo och den Aarbechtsministère stellt, wollt ech Iech froen, ob Der der Meenung sidd, dass dat esou soll bleiwen, oder ob Der awer mat mir averstane sidd, dass een do schnellstméiglech misst legiferéieren, fir dat ze änneren.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), en remplacement de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Ech kennen elo net d'spezifesch Dispositiounen aus dem Code du travail. Ech hu mer dat net genee ugekuckt, muss ech agestoen, Madamm Bernard. Mee ech denken, mir hunn awer hei e Mechanismus geschaf, wou déi Leit Accès op den Aarbechtsmarché kréien. An et gëtt och ganz sécher Debouchéen, wou sech Betriber direkt kënne bei de Strukture mellen, fir deene Leit e Kontrakt ze ginn. An ech kennen der selwer vill, déi an deem Domän aktiv sinn, déi och do eng Hand upaken.

Dofir denken ech, dass mer an deem heite Schrëtt elo mol den Accès op den Aarbechtsmarché geschaf hunn. An dat anert, dat ass dann eppes, wat à discuter bleift.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen haut net dolaanscht, fir d'éischt emol e Wuert zu der Prozedur ze verléieren – et ass haut jo och schonn ugeklongen an et ass sécherlech keng Neiegkeet fir Iech –, éier ech zum Fong vum Projet kommen.

Hei geet et ëm fundamental Texter, déi mer hei awer am Endeffekt iwwert de Knéi gebrach hunn. Dat ass Realitéit. A mir schwätzen hei net reng iwwert technesch Nobesserungen. Mir schwätzen iwwer eng Matière, an där et ëm Grondrechter geet, ëm mënschewierdeg Liewenskonditiounen, ëm den Ëmgang mat Schutzbedierftegen. A grad dowéinst misst d'Parlament d'Méiglechkeet hunn, senger Aarbecht nozekommen, andeems et genuch Zäit huet, fir mat Seriositéit an Déift där parlamentarescher Aarbecht vun der Chamber kënnen nozegoen.

A mir wësse ganz genau, dass déi Zäit ganz limitéiert war. Et war wierklech net einfach. Den Zäitdrock, ënnert deem dëse Projet behandelt gouf, huet net nëmmen d'Aarbecht vun der Chamber erschwéiert, mee en huet och d'Aarbecht vun deene Leit an Institutiounen erschwéiert, déi an esou sensibele Froen eigentlech eng zentral Roll spillen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP) | D'Zivillgesellschaft, d'Beruffsorganisatiounen an déi onofhängeg Kontrollinstanzen, d'Mënscherechtskommissioun, de Barreau, d'CNPD, den OKaJu, den LFR, den UNHCR an aner Organisatiounen haten nëmme ganz limitéiert Zäit, fir en Text vun esou grousser Reechwäit seriö ze analyséieren an hir Avisen auszeschaffen.

An hei muss ech och nach eng Kéier e bëssen awer op d'Absurditéit vun dëser Prozedur agoen.

Mir hate gëschter um 11.30 Auer Kommissioun, wou mer de Rapport sollten unhuelen, fir dass mer dëse Projet haut iwwerhaapt kéinte stëmmen. Dat nodeems de Staatsrot e Freideg en Avis complémentaire veröffentlecht huet, fir seng lescht Oppositionformellen opzehiewen.

Nach emol zwou Stonne virun dëser Sëtzung krute mer den Avis vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot. An en plus ass den Avis vum UN-Haut-Commissariat fir Flüchtlingen, also enger vun deene wichtegsten internationalen Instanzen an dëser Matière, eréischt erakomm, wéi schonn d'Kommissioun amgaang war a mer virun engem Vott stoungen.

Dat ass keng seriö legislativ Aarbecht, well den Zweck vun esou Avisen ass jo net, dass se am Endeffekt archivéiert ginn. Den Zweck hannendrun ass, dass mer Zäit hunn, se auserneenzehuelen, dass mer Zäit hunn, eis domat auserneenzesetzen, se ze analyséieren, wou et juristesch Problemer gëtt a wou et praktesch Problemer gëtt, wou et Risike fir d'Grondrechter gëtt a wou den Text eventuell misst verbessert ginn.

Mee dofir brauch et Zäit an déi Zäit gouf et hei awer net. An dat ass net banal, well eng Demokratie lieft net nëmmen dovunner, datt Gesetzer gestëmmt ginn, si lieft och dovunner, datt Texter kënnen diskutéiert, kritiséiert a verbessert ginn.

A wann déi Zäit feelt, da besteet de Risiko, datt ee sech um Enn just nach op dat absolutt Néidegst konzentréiert an op déi Punkten, wou formell Oppositioune bestinn, op déi urgentst juristesch Korrekturen, mee net méi op déi méi déif Inkohärenzen an déi konkreet Konsequenzen an der Ëmsetzung.

A genee dorop huet och de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum leschte Freideg higewisen.

Ech kommen elo zum Fong, iwwert deen de Projet hei elo geet. Hei bedauert de Staatsrot ausdrécklech, dass op eng Rei substanziell Froen, déi schonn am éischten Avis opgeworf goufen, an den Amendementer vum Minister keng Äntwert komm ass.

Et ass vill Energie doranner gefloss, formell Oppositiounen opzeléisen, mee vill manner doranner, fir am Endeffekt de Fong vum Text wierklech ze verbesseren. Mam Risiko, datt um Enn en Text erauskënnt, deen zwar am Prinzipp Verbesserunge bréngt, mee gläichzäiteg och substanziell Lacunnen enthält.

A wa mir awer iwwer esou sensibel Theemen decidéieren, däerf d'Logik net sinn: Mir korrigéieren dat, wat absolutt muss korrigéiert ginn, an de Rescht wäert sech da schonn iergendwéi esou reegelen. Mee

besonnesch net an enger Matière, an där déi konkreet Konsequenze ganz direkt Mënsche betreffen.

An der Asyl- a Migratiounspolitick geet et ëm d'Fro, wéi e Staat Mënschen empfänkt, déi alles hanner sech hu misse loossen, Mënschen, déi oft net nëmmen hiert Doheem verluer hunn, mee och all Gefill vu Sécherheet, vu Stabilitéit an heiansdo och vu Vertrauen an d'Institutiounen.

An ech mengen, grad bei esou Texter huet d'Parlament eng besonnesch Verantwortung, well wann et ëm Grondrechter geet, ëm mënschewierdeg Liewenskonditiounen, ëm Kanner, ëm vulnerabelst Persounen, dann däerf d'Gesetzgeebung net ënnert enger Logik vun Hektik an Zäitdrock stoen. An dat ass net nëmmen e Problem fir d'Chamber, dat ass och e Problem fir d'Demokratie selwer.

Besonnesch am Beräich vum Schutz vum Mineur non accompagné gëtt et natierlech, muss een och soen, Verbesserungen, datt …

(Interruption)

Jo, mee do kommen ech elo awer trotzdeem drop, wat ee bemängele kann.

Datt den ONE hei eng méi zentral Roll iwwerhëlt an datt vulnerabel Mineuren an Zukunft e Recht op spezifesch Begleedung a Schutz hunn, entsprécht laangjärege Fuerderunge vum Terrain a vun de Mënscherechtsorganisatiounen. An dat begréisse mer jo och ausdrécklech.

Mee grad well et hei ëm Kanner geet, däerfe mir eis net mat hallef fäerdege Konstruktiounen zefridde ginn. De Conseil d'État weist nämlech selwer drop hin, datt den Text op ville Plazen onkloer bleift, notamment wat d'Verdeelung vun den Zoustänneg-keeten tëscht dem ONE an dem ONA ugeet.

D'Erfarungen hu gewisen, dass institutionell Onkloerheeten an der Praxis bal ëmmer op Käschte vun deene Schwächste ginn. Wann net kloer ass, wie responsabel ass, wann d'Kompetenzen net prezis definéiert sinn, wann d'Strukturen net koordinéiert sinn, da riskéiert de Schutz vun de Mineurë genee do ze versoen, wou en eigentlech misst am stäerkste sinn.

Dat selwecht gëllt fir den Intérêt supérieur de l'enfant. D'europäesch Direktiv verlaangt, datt eng Rei Facteure wéi d'Méiglechkeet vun engem Regroupement familial, d'Wuelbefanne vum Kand oder d'Risike vu Gewalt an Exploitatioun bei all Entscheedung „dûment prises en compte" ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Am Projet de loi gëtt aus där Obligatioun awer op verschiddene Plazen eng einfach fakultativ Méiglechkeet. Den Intérêt supérieur de l'enfant dierf net fakultativ ginn! Well aus engem „doit" e „peut" ze maachen, heescht am Fong, aus enger Verflichtung eng Optioun ze maachen.

En anere Punkt sinn déi nei Reegelen am Beräich vum Zougang zum Aarbechtsmarché. Mir hunn dat jo elo schonn héieren a mir begréissen och ausdrécklech, dass d'Demandeurs de protection internationale an Zukunft méi séier dierfe schaffen. Dat ass eng richteg an noutwendeg Evolutioun.

D'Aarbecht bedeit natierlech net nëmmen Akommes. Aarbecht bedeit Struktur, Autonomie, Dignitéit, Integratioun an d'Méiglechkeet, net nëmmen op eng Decisioun ze waarden, mee nees aktiv um Liewe kënnen deelzehuelen.

Mee och hei bleift d'Ëmsetzung awer inkohärent. Well gläichzäiteg gëtt den DPIen de facto den Accès zu engem Deel vun den Instrumenter verweigert, déi iwwerhaapt eng realistesch Integratioun an den Aarbechtsmaart erlaben. Si kréien nämlech keng Aschreiwung bei der ADEM, keen effikassen Zougang zu Aktivatiounsmoossnamen, keng adequat Begleedung.

An do stellt sech natierlech d'Fro: Wat fir eng Integratiounspolitick ass dat?

Et ass e bëssen, wéi wann een engem seet: „Du däerfs Auto fueren, mee du kriss dann awer kee Steierrad oder keng Gaspedall oder hues och kee Bensinn am Tank."

Wëlle mir, datt Mënschen esou séier wéi méiglech autonom ginn an hire Wee fannen? Mir denken a mir sinn och der Iwwerzeegung, dass et nach besser geet, an dofir deposéieren ech hei déi éischt Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 17 de la directive (UE) 2024/1346, qui impose aux États membres de veiller à ce que les demandeurs de protection internationale (DPI) aient « un accès effectif au marché du travail » dans un délai maximal de six mois à compter de l'introduction de leur demande, et que les conditions imposées ne soient pas discriminatoires ni ne limitent cet accès effectif ;

– que l'article 7 du projet de loi n° 8732, tout en transposant cette obligation, renvoie pour ses modalités d'application à l'article L. 622-5 du Code du travail, lequel, dans son paragraphe 2, exclut expressément les DPI de l'inscription à l'ADEM, les privant ainsi des offres d'emploi centralisées, des services d'intermédiation, des mesures d'activation et des formations qualifiantes ;

– l'avis et l'avis complémentaire du Conseil d'État sur le projet de loi n° 8732, dans lesquels la haute juridiction a soulevé des interrogations quant à la compatibilité de ce dispositif avec l'exigence d'accès effectif au sens de la directive, estimant que le maintien de l'exclusion de l'ADEM est susceptible de vider de sa substance l'obligation imposée aux États membres ;

– la motion du 15 octobre 2025, déposée par le LSAP, qui invitait notamment le Gouvernement à permettre aux DPI de profiter des offres de l'ADEM, et qui est demeurée à ce jour sans suite législative concrète ;

– l'avis du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) sur le projet de loi n° 8732, notamment en ce qui concerne l'accès au marché du travail et l'employabilité des DPI ;

– qu'une transposition conforme et complète de la directive requiert, au-delà de l'adoption du présent projet de loi, une mise en cohérence du Code du travail ainsi que la mobilisation des moyens humains et organisationnels nécessaires pour garantir l'insertion effective des DPI dans le marché du travail luxembourgeois,

invite le Gouvernement à

– procéder, dans les meilleurs délais, à la modification de l'article L. 622-5 du Code du travail ainsi que de toute autre disposition nécessaire, afin de garantir aux DPI – après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de l'introduction de leur demande – un accès effectif et plein au marché du travail, comprenant :

• le droit de s'inscrire à l'ADEM en qualité de demandeur d'emploi ;
• l'accès à l'ensemble des offres d'emploi centralisées et des services d'intermédiation professionnelle ;
• la participation aux mesures d'activation, d'accompagnement et aux formations qualifiantes.

(s.) Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Och de Barreau huet a sengem Avis op eng Rei seriö Problemer higewisen, zum Beispill beim Recours géint d'Kierzung oder d'Sträichung vu Leeschtungen, well e Recours ouni kloer Delaie riskéiert, an der Praxis seng Wierksamkeet ze verléieren. An hei schwätze mir net iwwer Confort. Mir schwätzen iwwer mënschewierdeg Liewenskonditiounen.

Iwwregens huet och den Europäesche Geriichtshaff rezent nach eng Kéier ënnerstrach, datt d'Reduzéierung vu Leeschtungen net dozou féieren dierf, datt d'Würd vum Mënsch ënnergruewe gëtt.

Och am Beräich vun der Gesondheetsversuergung bleift dëse Projet hannert deem zréck, wat méiglech an noutwendeg gewiescht wier. An hei geet et net nëmmen ëm administrativ Organisatioun. Hei geet et ëm d'Fro, ob mir d'Gesondheetsversuergung als fundamentaalt Recht gesinn oder als eng Leeschtung, déi just minimal verwalt gëtt.

An dat selwecht gëllt fir den Dateschutz. D'CNPD huet net ouni Grond drop higewisen, datt den Ëmgang mat sensibelen Donnéeën op ville Punkten net genuch encadréiert ass. An och dat ass keng technesch Niewesaach, well Mënschen, déi sech an enger Asylprozedur befannen, gehéieren oft zu de vulnerabelste Persounen iwwerhaapt. An de Rechtsstaat muss grad do besonnesch virsiichteg sinn, wann et ëm sensibel Informatiounen, Zougréffer a Kontrollmechanisme geet. Mee déi eigentlech Fro geet nach méi wäit, well och déi bescht gesetzlech Dispositioune bleiwen eidel, wann et keng kohärent Strategie gëtt, fir se ëmzesetzen.

Wou sinn déi néideg personell Ressourcen? Wou sinn déi passend Infrastrukturen? Wou ass déi laangfristeg Visioun fir Accueil, Integratioun a Vivre ensemble? Well mir wëssen all, ënner wéi enge Konditioune verschidde Mënschen haut schonn ënnerbruecht sinn, och an eisem räiche Lëtzebuerg. An dowéinst deposéieren ech hei nach eng zweet Motioun, …

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– la directive (UE) 2024/1346, qui fixe des exigences précises en matière de conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale, notamment des conditions de vie dignes garantissant la subsistance et la protection de la santé physique et mentale, des conditions d'hébergement adaptées aux besoins des familles et respectant la vie privée, des garanties renforcées pour les personnes ayant des besoins particuliers en matière d'accueil, y compris les mineurs non accompagnés ;

– que le projet de loi n° 8732 transpose ces obligations dans le droit luxembourgeois et en confie la mise en œuvre à l'Office national de l'accueil (ONA) et, pour ce qui concerne les mineurs non accompagnés, à l'Office national de l'enfance (ONE) ;

– que les conditions actuelles dans certaines structures d'accueil luxembourgeoises demeurent préoccupantes, notamment en ce qui concerne les insuffisances en matière d'hygiène et de respect de la vie privée ;

– que la saturation chronique des structures d'accueil, dont les taux d'occupation dépassent régulièrement 95 %, s'explique non seulement par l'augmentation des flux migratoires, mais aussi par la crise du logement qui touche l'ensemble de la population résidente et empêche les bénéficiaires de protection internationale de trouver un logement autonome dans les délais raisonnables, bloquant ainsi des places au détriment des nouveaux arrivants ;

– l'audit de l'Inspection générale des finances relatif à l'Office national de l'accueil, qui a mis en évidence des lacunes significatives dans la gestion et l'organisation des structures d'accueil, notamment en ce qui concerne le pilotage stratégique, le suivi des conditions de vie des résidents et la gestion des ressources humaines et matérielles,

invite le Gouvernement à

– élaborer une stratégie globale et un plan d'action chiffré pour la mise en œuvre de la directive (UE) 2024/1346 et du projet de loi n° 8732, assortis d'objectifs mesurables et d'un calendrier de réalisation ;

– accélérer le développement d'une offre de logements abordables et accessibles sur l'ensemble du territoire en mobilisant l'ensemble des leviers disponibles – logement social, logement abordable, partenariats communaux, agences immobilières sociales – afin de répondre à une crise du logement qui touche l'ensemble de la population résidente et fragilise tout particulièrement les ménages à revenus modestes, et de fluidifier parallèlement les sorties des structures d'accueil, de réduire la pression structurelle qui pèse sur le dispositif de l'ONA, et de permettre aux bénéficiaires de protection internationale de s'intégrer durablement dans la société luxembourgeoise dans des conditions dignes et stables ;

– doter l'ONA et les structures d'accueil des ressources humaines et matérielles nécessaires à l'accomplissement de leurs missions en tenant compte des lacunes identifiées par l'audit de l'Inspection générale des finances et des obligations accrues résultant de la directive.

(s.) Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | ... déi op déi Problematik nach eng Kéier ageet.

An déi richteg Fro ass dofir net nëmmen, wéi eng Texter mir haut stëmmen. Déi grouss Fro ass, wéi eng Gesellschaft mir wëlle sinn. Eng Gesellschaft, déi Migratioun ausschliisslech als Problem geréiert, oder eng Gesellschaft, déi et fäerdegbréngt, eis Wäerter, Integratioun a Mënschewürd zesummen ze denken?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Land, an deem de Respekt vun de Mënscherechter ëmmer eng zentral Plaz hat, als Land, deem seng Gesellschaft ëmmer duerch verschidden Aflëss gepräägt a beräichert gouf, an och als Land, dat viru ganz konkreeten demografeschen an ekonomeschen Erausfuerderung steet, hätte mir eigentlech all Interêt dorun, datt den Accueil, d'Integratioun an de Vivre ensemble fonctionéieren, net nëmmen am Interêt vun de concernéierte Persounen, mee am Interêt vun der ganzer Gesellschaft, well eng gutt Integratiounspolitick ass keng idealistesch Randfro. Si ass eng Fro vu gesellschaftlecher Kohärenz, vu Stabilitéit, vu Fonctionnement. An dofir muss ee sech och froen, wat fir Signaler mir mat esou Texter no bausse wëlle ginn.

Well wa Prozeduren inkohärent sinn, wa Strukturen net fonctionéieren, wa Leit iwwer laang Zäit an Onsécherheet gehale ginn, wa Gemenge sech elenggelooss fillen, da schaaft een net méi Vertrauen, da schaaft ee Frustratioun, Onzefriddenheet an um Enn och méi Ofleenung. An dat ass geféierlech, net nëmme fir déi concernéiert Persounen, mee och fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt.

Schlecht geréiert Migratioun ass ëmmer e Buedem, mat deem populistesch an extreem Positioune wuessen. An ech mengen, Politick däerf sech net nëmmen domadder zefridde ginn, just op Ängschten ze reagéieren oder ëmmer nëmmen deem nozelauschteren, wat am Moment am populäersten ass. D'Politick huet och eng aner Verantwortung: Orientéierung ze ginn, d'Problemer éierlech unzegoen a Léisungen ze bauen, déi och op laang Siicht fonctionéieren.

De fréieren däitsche Bundespresident Walter Scheel huet emol gesot: „Es kann nicht die Aufgabe eines Politikers sein, die öffentliche Meinung abzuklopfen und dann das Populäre zu tun. Aufgabe des Politikers ist es, das Richtige zu tun und es populär zu machen." An ech mengen, genee dat ass haut eis Verantwortung: net eng naiv Politick ze maachen, mee eng seriö, eng Politick, déi Migratioun net verdrängt, mee begleet, eng Politick, déi Integratioun net dem Zoufall iwwerléisst, eng Politick, déi eis Wäerter – Rechtsstaatlechkeet a Mënschewürd – net géinteneen ausspillt, mee zesummen denkt.

Dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, schlussendlech ze soen, datt schonn d'Aart a Weis, wéi dëse Projet duerch d'parlamentaresch Prozedur gedriwwe gouf, et mir haut schwéier mécht, menger Fraktioun mat guddem Gewëssen ze recommandéieren, dësen Text matzestëmmen. Mee och de Fong vum Projet léisst nach ze vill essentiel Froen op, ze vill Onkloerheeten, ze vill Inkohärenzen an ze vill Punkten, bei deenen Effizienz anscheinend méi wichteg war wéi juristesch Kohärenz an eng wierklech nohalteg Integratiounspolitick. An dowéinst wäert ech menger Fraktioun recommandéieren, dëse Projet net matzedroen, net well mir géint Reforme sinn, mee well mir der Meenung sinn, datt esou sensibel Froen e méi seriösen, méi kohärenten an och méi verantwortungsvolle legislative Kader verdéngen.

E staarke Staat ass net deen, deen am séiersten decidéiert. E staarke Staat ass deen, deen och ënner Drock seng Prinzippie behält. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Delcourt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwert de Gesetzesprojet 8732, deen en Deel vun der Ëmsetzung vum europäesche Migrationns- an Asylpakt an eist nationaalt Recht duerstellt. Den Text beschäftegt sech virun allem mam Accueil vun den Demandeurs d'asile mat hirer Betreiung an och mat hire Rechter.

Ech wëll nach emol kloer soen: D'ADR bekennt sech zum Asylrecht. Mee grad well mir zum Recht op Asyl stinn, musse mir och derfir suergen, dass et net mëssbraucht gëtt. An deene leschten zéng Joer hu mir eng Entwécklung gesinn, wou Asyl a Migratioun ëmmer méi vermëscht goufen. Vill Leit kommen an Europa, obwuel vun Ufank u kloer ass, datt si d'Konditiounen, fir internationale Schutz ze kréien, net erfëllen. Dat iwwerlaascht d'Administratiounen, kascht vill Steiergelder a féiert zu enger ëmmer méi grousser Skepsis an der Bevëlkerung géintiwwer dem Asylsystem.

D'ADR weist zënter laange Joren drop hin, datt eng konsequent an éierlech Politick an dësem Beräich feelt. D'Drénglechkeet ass evident. Ech erënneren dorunner, datt eis Strukture fir Demandeurs d'asile reegelméisseg un hir Grenze kommen an iwwerfëllt sinn an dann dacks och net méi den hygieeneschen Normen entspriechen.

An ech hunn et och schonn op dëser Plaz hei gesot: Wa mir net méi fäerdegbréngen, déi Leit mënschewierdeg ënnerzebréngen, da si mir quasi gezwongen, eng méi restriktiv Politick duerchzesetzen. Do gëtt et keen anere Wee, eeben och well mir an enger akuter Logementskris sinn. An ech denken an engems un e rezente Saz vum zoustännege Familljeminister. „Ech freeë mech iwwer all Flüchtling, deen net bei eis kënnt", sot Dir, Här Hahn.

Här President, mir, d'ADR, erkennen un, datt dëse Projet am Kader vun den europäesche Verflichtunge muss behandelt ginn, mee mir sinn der Meenung, datt dëst nëmme mat klore Garantien a mat enger kohärenter Gesamtvisioun däerf geschéien. Dat ass net bei alle Punkte vun dësem Gesetzesprojet de Fall.

Eng Haaptkritick betrëfft de méi séieren Accès op den Aarbechtsmaart vu Leit, déi nach an der Asylprozedur sinn. Dee geet vu sechs op véier Méint erof. Domadder schafe mir als Lëtzebuerg en zousätzlechen Ureiz, fir heihinner ze kommen. Do kënne mir als ADR net derfir sinn. Grad als e Land mat enger akuter Wunnengsnout an Infrastrukturproblemer musse mir do virsiichteg sinn. Wat mir brauchen, si méi séier Asylprozeduren.

Fir méi Integratioun gëtt dann den Zougang zu Alphabetiséierungs- a Sproochecoursë verbessert an den DAPA-Programm formaliséiert. Dat begréisse mir absolutt. Ma ech hunn do zwou konkreet Froen un d'Regierung: Ass Lëtzebuergesch en integrale Bestanddeel vun den Ausbildungsweeër? A wéi enger Sprooch oder Sprooche gëtt alphabetiséiert? Fir d'ADR gehéieren nämlech d'Sprooch, d'Kenntnis vun eise Reegelen an de Respekt vun eise Wäerter zu de fundamentale Viraussetzunge fir eng erfollegräich Integratioun.

Da begréisse mir awer och explizitt eng Rei Punkten an dësem Gesetzestext. D'Leit, déi bei eis Asyl ufroen, gi verstäerkt iwwer hir Rechter, an engems awer och iwwert d'Flichten informéiert. A weider begréisse mer, dass vulnerabel Persoune besser berücksichtegt gi wéi bis elo.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'ADR muss eng Haaptprioritéit sinn, datt d'Asyldemandë méi séier gepréift an evakuéiert ginn. Mënschen dierfen net jorelaang an der Ongewëssheet bleiwen. A wéi ech viru geschwënn zwee Joer als Éischten heibannen eng Motioun fir d'Schafe vun engem Asyl- an Immigratiounsgeriicht an d'Diskussioun bruecht hunn, sinn ech nach belächelt ginn a mäi wichtegt Uleies ass net seriö geholl ginn. Dat fir datt uganks dëst Joer – oh Wunder – d'CSV-Justizministesch genee esou eng separat Asyl-Juridictioun mat enger Rei Magistraten ugekënnegt huet.

Duerch déi vill Asylrecourse krut nämlech d'Verwaltungsgeriicht ëmmer méi Retarde bei all deenen aneren Affären, déi och wichteg si fir d'Fonctionnement vum Land. Well d'Demandeurs d'asile mat laangen Delaien um Verwaltungsgeriicht konfrontéiert sinn, hoffe mir, datt dat zukünftegt Asylgeriicht däitlech méi séier tranchéiere wäert.

Här President, d'ADR setzt sech fir eng mënschewierdeg Behandlung vun all Persoun an, déi hei Schutz sicht. Mee Mënschlechkeet a Konsequenz si keng Géigesätz. Leit, déi Schutz brauchen, solle Schutz kréien. Leit, déi kee Schutz méi brauchen, sollen zeréckgoen. A Leit, deenen hir Demande refuséiert gouf, mussen d'Land verloossen. Nëmmen esou kann d'Akzeptanz vum Asylrecht an eiser Gesellschaft erhale bleiwen.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen: D'ADR ass fir den Erhalt vum Asylrecht, mee d'ADR ass och fir den Erhalt vun der Kontroll iwwert d'Migratioun. Mir sinn iwwerzeegt, datt nëmmen eng Politick, déi dës zwou Fuerderungen zesummebréngt, laangfristeg d'Vertraue vun de Bierger verdéngt.

Well mir awer eenzel Zweiwel un dësem Text hunn, enthale mir eis bei dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, haut diskutéiere mer e Gesetz, dat e wichtegen Deel vun der Ëmsetzung vum europäeschen Asyl- a Migratiounspakt ass. Op den éischte Bléck geet et ëm Normen, ëm Prozeduren, ëm Kompetenzen an eng ganz Rëtsch administrativ Reegelen. Mee eigentlech geet et ëm eng vill méi fundamental Fro. An ech si frou, dass d'Madamm Weydert se quasi a genau där selwechter Form och an hirer Ried gestallt huet: Wéi wëlle mer als Gesellschaft Mënschen empfänken, déi bei eis Schutz sichen?

En Theema, mat deem mer eis och hei an der Chamber an deene leschte Méint scho vill beschäftegt hunn. A mir sinn eis och eens, dass mer op europäeschem Niveau gemeinsam Mindeststandarden a Qualitéitsnorme brauchen, well et däerf net sinn, dass d'Mënschewürd vun engem Flüchtling dovunner ofhänkt, ob en op där enger oder op där anerer Säit vun Europa ukënnt. Dofir ass et richteg, dass dës Direktiv eebe grad dës gemeinsam Norme festleet.

Mee Mindeststandarden, jo, déi sinn eeben de Minimum. Si däerfen net an op kee Fall eis Ambitioun sinn. An do musse mer och selwer hei zu Lëtzebuerg eis éierlech an de Spigel kucken. Lëtzebuerg gehéiert sécher net zu deene schlechtste Schüler an Europa. Mir gesinn an anere Memberstaate Situatiounen, déi mat eiser Virstellung vu Mënscherechter jo kaum nach kompatibel sinn, mee dat heescht awer nach laang net, dass hei alles gutt leeft.

Well och hei hu mer Iwwerfëllung, mir hu Prekaritéit, mir hu Mangel u Privatsphär, mir hunn ze laang Openthalter an temporairë Strukturen an eng gewësse Perspektivlosegkeet, eeben och grad bedéngt duerch d'Wunnengskris.

An dat ass net nëmmen eng Fro vu Confort, et ass virun allem eng Fro vun Dignitéit, vu Mënscherechter, mee eeben och vu gelongener Integratioun. Well Integratioun fänkt den éischten Dag un, wou een an engem Land ukënnt.

An déi Integratioun muss Äntwerte liwweren op ganz konkreet Froen. Hunn ech Zougang zu Sproochecoursen? Kann ech Kontakter knäppen a mech lokal verankeren? Kann ech léieren? Kann ech schaffe goen? Kann ech mäi Liewe selwer gestalten?

Mir hunn als Gréng am Februar op déi vill ze grouss Strukturen, d'Iwwerfëllung an de Manktem u Perspektiven higewisen – op Zoustänn, déi eisem räiche Lëtzebuerg u sech net wierdeg sinn. A mir sinn nach ëmmer fundamental der Meenung, dass mer kleng, mënschewierdeg a lokal verankert Strukture brauchen, Strukturen, déi Participatioun a sozial Kontakter erlaben, Strukturen, wou Mënschen hir Traumata kënnen iwwerwannen, wou Mënsche sech kënnen abréngen a wou se och léiere kënnen, an natierlech och vun deenen aus se sech duerno och um Aarbechtsmarché kënnen integréieren. Well Integratioun geschitt net an anonymme Foyere vun Honnerte vu Leit. Integratioun geschitt an de Quartieren, an de Schoulen, an de Veräiner an eebe grad och op der Aarbechtsplaz.

Här President, ech komme bei déi Fro, déi fir mech iwwert dësem ganze Gesetz schwieft: Ass den ONA prett dofir? An ech froen och Iech, Här Minister: Ass den ONA esou opgestallt, wéi mer e bräichten, fir Äntwerten op dëst Gesetz ze liwweren?

Well wärend mer haut iwwer nei Rechter, Obligatiounen a Kompetenze schwätzen, hu mer gläichzäiteg eebe grad en Audit virleien, deen eis e ganz anert Bild zeechent. Den Audit zeechent e Bild vun enger Institutioun mat strukturellen Defiziter a grousse Gouvernance- an Organisatiounsproblemer. En zeechent d'Bild vun engem ONA, deen un engem Wendepunkt steet, well d'Komplexitéit an den Ëmfang vu senge Missiounen u sech säin aktuelle Kader iwwersteigen.

A wa mer haut e Gesetz stëmmen, dat nei Obligatiounen aféiert, dat Evaluatioune virgesäit, nei Forme vun individuellem Suivi schaaft, nei Dokumentatioun erfuerdert an dem ONA déi Koordinatiounsaufgab eeben och zouweist, da musse mer eis d'Fro stellen: Op wéi engem Fundament baut dat eigentlech op?

Wéi vill vun de Recommandatiounen am Audit sinn haut ëmgesat? Wéi eng Léiere goufen aus dem Audit gezunn a beim Iwwerschaffe vum Accueilsgesetz consideréiert? Wéi vill zousätzlech Ressourcë stinn zur Verfügung, fir deenen neien Obligatiounen am Gesetz iwwerhaapt Rechnung ze droen?

Tëscht engem Recht um Pabeier an engem Recht an der Realitéit läit hei an dësem Fall eebe grad dës Administratioun. An déi Administratioun, déi muss an der Lag sinn, fir déi Rechter, déi mer hei aschreiwen, eeben och ze garantéieren.

An ech kommen eriwwer bei en nächste Sujet, deen awer och hei am direkte Lien ass, well et geet ëm eng grouss Neiheet an dësem Gesetz, an zwar de sougenannten Noutfallplang, de Plan d'urgence.

Dëse Plang ass eng exzellent Iddi. Eigentlech misst esou e Plang scho laang existéieren, well wa mer eppes aus deene leschte Jore geléiert hunn, dann ass et dach dat! Vun der Flüchtlingskris 2015 bis zur Ukrain-Kris hu mer ëmmer nees am Urgencëmodus reagéiert. Mir hunn improviséiert, mir debrouillléieren eis, mir erklären all Defaillance mat där grousser Urgence. An obwuel dësen Zoustand u sech mëttlerweil Normalitéit ass, hu mer et nach net esou wierklech fäerdegbruecht, Léieren doraus ze zéien, fir eis mëttel- a laangfristeg besser opzestellen. A genee dat soll u sech dësen Noutfallplang maachen. A grad well dëse Plang esou wichteg ass, fir eebe grad aus dëser stänneger Urgence erauszekommen, ass et fir eis ëmsou méi erstaunlech, dass de Minister eis an der Kommissioun u sech nach guer net vill dozou soe konnt.

D'Direktiv gouf 2024 gestëmmt an an de leschte Jore gouf, sou gesäit et zumindest aus, verpasst, sech heizou schonn déi néideg Gedanken ze maachen. D'Aarbechten hu scheinbar nach net richteg ugefaangen. Et gëtt keng Timeline, an dobäi ass genau dëse Plang essentiel.

An ech fannen et scho bemierkenswäert, dass net nëmmen de Staatsrot, mee och de Flüchtlingsrot ausdrécklech och nach eng Kéier fuerderen, dass d'Zivillgesellschaft an international Organisatiounen an d'Ausschaffe vun dësem Plang agebonne ginn, well deen, deen all Dag um Terrain schafft, jo, dee weess, wou d'Problemer leien a wat bei enger Kris fonctionéiert oder wat eeben och net fonctionéiert huet. E gudde Plan d'urgence entsteet net hanner zouenen Dieren, mee am Dialog mat deene Leit, déi d'Realitéit vum Accueil all Dag erliewen.

An an deem Sënn deposéieren ech als Éischt elo mol eng Motioun zu dësem Plan d'urgence. Wannechgelift, Här President.

Motion 3

« plan d'urgence en matière d'accueil et d'asile »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la nouvelle loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire prévoit l'établissement d'un plan d'urgence en matière d'accueil et d'asile ;

– que ce plan a pour objet de définir les mesures à prendre pour garantir un accueil adapté des demandeurs, dans les cas où le Grand-Duché de Luxembourg est confronté à un nombre disproportionné de demandeurs, y compris de mineurs non accompagnés ;

– qu'à ce jour, ce plan d'urgence n'a pas encore été présenté ;

– la nécessité de disposer d'un cadre opérationnel clair afin d'anticiper d'éventuelles situations de forte pression sur les capacités d'accueil du pays ;

– que les organisations de la société civile disposent d'une expertise de terrain essentielle en matière d'accueil, d'accompagnement et de protection des personnes concernées,

invite le Gouvernement

– à élaborer et à mettre en place, dans les meilleurs délais, le plan d'urgence en matière d'accueil et d'asile prévu par la loi ;

– à associer étroitement à l'élaboration de ce plan les organisations de la société civile actives dans les domaines de l'asile, de l'accueil et de la protection des droits fondamentaux ;

– à consulter et à informer régulièrement la Chambre des Députés tout au long du processus d'élaboration du plan, notamment quant à son contenu, y inclus les moyens humains, matériels et financiers prévus pour sa mise en œuvre.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mir brauchen also eng Politick vun der Anticipatioun amplaz vun enger Politick vun der permanenter Reaktioun. An dat bedeit och e pluriannuelle Plang fir nei Strukturen. Dat bedeit Investitiounen an d'Renovatioun vun den existéierende Strukturen. Dat bedeit, eng strateegesch Reserv vu Capacitéiten unzeleeën. An dat bedeit och, dass all Gemeng hiren Deel vun der Verantwortung iwwerhëlt.

Här President, mir begréissen, dass d'DPIen elo no véier Méint kënnen op den Aarbechtsmaart kommen, an dat ouni AOT. An ech hunn et grad a menger Interventioun no der Deputéierter Weydert schonn eng Kéier gesot: Dat ass eng kloer Verbesserung an eng Äntwert op eng laangjäreg Demande souwuel vun der Zivilgesellschaft wéi och vun der Chamber. Mir hunn eng entspriechend Motioun hei gestëmmt.

Jo, mir hätten eis als Gréng och nach méi Ambitioun gewënscht. Wisou net d'Leit nach méi frëi, esou frëi wéi méiglech schaffe loossen?

Mee e fundamentale Problem – an ech sot et elo virdru schonn – bei dësem Theema, op dee souwuel de Staatsrot zweemol a senge béiden Avise wéi och de Flüchtlingsrot zu Recht hiweisen, ass, dass hei e fundamentale Pilier an där Approche, fir d'Flüchtlingen op den Aarbechtsmarché ze bréngen, feelt an net matgeduecht gouf. An dat ass fir eis och e weidert Beispill dofir, wéi haseleg dëst Gesetz elo duerchgedréckt ginn ass.

En theoreetescht Recht op Aarbecht ass nach keen effektiven Accès op den Aarbechtsmaart. Wa Leit sech net bei der ADEM kënnen aschreiwen an net vun de

Formatiounen an dem Accompagnement kënne profitéieren, da riskéiert dës Reform, en essentiellen Deel vun hirer Wierkung ze verléieren.

An der Kommissioun goufe mer vum Minister vertréischt, dass Gespréicher mam Ministère du Travail géinge lafen. Kolleeginnen a Kolleegen, dat geet eis net duer. An dofir deposéieren ech heimat en Amendement, wou den entspriechenden Artikel vum Code du travail esou geännert soll ginn, dass eebe grad d'Demandeurs de protection internationale ab dem Delai vu véier Méint explizitt den Zougang zur ADEM an zu hire Servicer kréien. An ech hoffen, dass dësen Amendement da vläicht hei d'Gespréicher mam Travail schonn e bëssen acceleréiere kann.

Amendements 1 et 2

Amendements au projet de loi n° 8732 sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire

Amendement 1

L'intitulé du projet de loi est modifié comme suit :

« Projet de loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire portant :

1° transposition de la directive (UE) 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale (refonte) ;

2° modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

3° modification de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

4° modification de la loi du 4 décembre 2019 portant création de l'Office national de l'accueil ;

5° modification de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

6° modification de la loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés ;

7° modification du Code du travail. »

Commentaire de l'amendement

L'intitulé du projet de loi est modifié afin de refléter la modification du Code du travail apporté par l'amendement 2.

Amendement 2

À la suite de l'article 36, il est inséré un article 36bis nouveau, libellé comme suit :

« Art. 36bis. Le Code du travail est modifié comme suit :

À l'article L. 622-5, le paragraphe 2 prend la teneur suivante :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), ne peuvent pas s'inscrire les personnes visées à l'article 80, paragraphe (2) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, à l'exception des bénéficiaires d'une protection internationale et des demandeurs d'une protection internationale, quatre mois après la date d'enregistrement de leur demande de protection internationale, pour autant qu'aucune décision finale au sens du règlement (UE) 2024/1348 n'ait été prise et que le retard ne puisse être imputé au demandeur. »

Commentaire de l'amendement

Le présent amendement répond à l'observation formulée par le Conseil d'État concernant l'effectivité de l'accès au marché du travail des demandeurs de protection internationale. Il vise à permettre l'inscription auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi des demandeurs de protection internationale ayant accès au marché du travail, afin de leur garantir la possibilité effective de rechercher un emploi conformément à l'article 17 de la directive (UE) 2024/1346 et à son considérant 51.

(s.) Djuna Bernard, Marc Baum, Meris Sehovic, Sam Tanson, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech kommen zum Schluss. An dee betrëfft – wourop meng Virriedner och deelweis schonn agaange sinn – net den Inhalt, mee virun allem d'Manéier, wéi dëst Gesetz ausgeschafft gouf.

De Migratiounspakt gouf 2024 decidéiert. D'Regierung hat iwwer zwee Joer Zäit, fir deen ëmzesetzen. A wann déi net duergaange wieren, dann hätte mer, wéi an aneren Transpositiounen och, eeben e Retard kritt an dann hätte mer deen a Kaf missen huelen. Mee wéinstens hätte mer awer anstänneg schaffe kënnen.

Nee, hei hu mir als Membere vun der Familljekommissioun virun aacht Deeg dëst Gesetz eng éischt Kéier virgeluecht kritt. Et gouf Enn Abrëll deposéiert. Ech weess bis haut net, firwat mer net éischter an enger Kommissioun driwwer geschwat hunn.

A mir hunn déi meescht Stellungname vun der Zivillgesellschaft eréischt an deene leschten Deeg, also gëschter, kritt. A grad dës Avise weisen, wéi vill substanziell Remarken nach opgeworf ginn – iwwer Kannerrechter, iwwert den effektiven Zougang op den Aarbechtsmaart, iwwert d'Roll vun der Zivillgesellschaft am Plan d'urgence an awer och iwwert d'Ëmsetzung um Terrain.

A jo, esou eng Debatt, déi verdéngt Zäit. Déi Zäit hu mir net kritt. An elo solle mer séier ofstëmmen. An dat ass einfach net propper geschafft.

Mir Gréng fannen net, dass mer ënnert dem Virwand vun der Ëmsetzungsfrist vun der Direktiv esou iwwert de Knéi gebrach schaffe kënnen oder sollen, eebe grad well et ëm Grondrechter geet.

A fir eis bleift nach ëmmer eng zentral Fro: net ob dëst Gesetz néideg ass – mir stinn hannert den inhaltleche Verbesserunge vun dësem Gesetz –, mee mir stellen a Fro, ob dës Regierung déi néideg Consultatioune gemaach huet. Ob den ONA opgestallt ass, fir sécherzestellen, dass dëst Gesetz och fonctionéiert, an ob d'Chamber konnt hir Aarbecht esou maachen, wéi si se eigentlech hätt misse maachen.

An op déi Fro hu mir haut keng iwwerzeegend Äntwert kritt an dofir wäerte mer eis als Gréng och enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Bernard. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, ech hunn et virdrun a menge Riede gesot, dass dat, dass ee sech selwer op d'Bee setze kann, eigentlech déi bescht Moossnam ass, déi mer als Land de Leit kënne ginn, déi bei eis Schutz sichen. An dat ass eng vun de Moossnamen, déi hei wäerte kommen, andeems ee seet: „No véier Méint."

Bon, mir Piraten hunn och schonn oft gesot, dass mer am léifsten hätten, dass ee kéint direkt schaffe goen, well dat eigentlech déi beschten Aart a Weis ass, fir sech selwer e Liewen opzebauen a fir an Zukunft och onofhängeg kënnen ze sinn. Dat heiten ass elo mol e Schrëtt no vir. Ech weess – déi Diskussioun féiere mer ëfters –, dass mir do e bësse méi liberal an e bësse méi oppe sinn, wéi dat elo vun der Regierung allkéiers presentéiert gëtt.

Dat selwecht mam Accès zu de Formatiounen, zu de Coursen an, wat och ganz wichteg ass, zu de Sproochecoursen. Well just esou kann een am Land zesummefannen.

Dat ass ganz wichteg an ech hunn dat mat de Mannerjärege virdrun nämlech och eng Kéier ugeschwat als Theema. Dass elo hei den ONE gewëssen Aufgabe kritt, ass immens positiv, well et sinn déi Mannerjäreg, déi a sech déi Vulnerabelst sinn. An ech mengen domadder déi, déi ouni d'Elteren, ouni Cousin, ouni Tatta kommen. An där gëtt et der leider, well hir Elteren an engem Krichsgebitt ëm d'Liewe koumen oder well se ganz aner Schicksalsschléi haten, a well se deementspriechend eleng Schutz sichen. An do ass et immens wichteg, dass mer als Lëtzebuerg déi direkt empfänken an hinnen direkt Méiglechkeete ginn.

Et ass och net esou, dass déi Gesetzer, déi bis elo do waren, dramatesch schlecht waren. Also Lëtzebuerg brauch sech net ze schummen. Am Contraire! Wat Lëtzebuerg de Leit zur Verfügung gestallt huet, ass awer schonn eppes Guddes gewiescht.

Also ech mengen, et ass awer och heiansdo Meckeren op ganz héijem Niveau, well och am europäesche Verglach hunn ech e bësse gekuckt, wat déi aner Länner bezuelen a wat se maachen. Lëtzebuerg huet och vun de Plazen hier an och bei de Strukturen … Ech weess net, heiansdo kucken ech och mol de franséischen oder belsche Fernsee, an den däitsche souwisou, an da gesinn ech do mol deenen hir Strukturen. Also et ass nach méi schlëmm wéi zu Lëtzebuerg! Dat heescht net, dass se zu Lëtzebuerg perfekt wären, mee do ass et nach eng Kéier méi schlëmm an do gëtt nach manner investéiert. Déi huelen zum Deel ural Gebaier, vläicht nach deelweis Militärsgebaier, an da schécke se do d'Leit dran.

Hei zu Lëtzebuerg ass et qualitativ schonn op engem héije Stand. Natierlech kann een elo a verschiddene Gemenge kucke goen an do fënnt een och Problemer, mee déi meescht sinn awer gutt.

An op der anerer Säit, doduerjer dass mer d'Gesetzer änneren, dass ee vill méi schnell ka seng Pabeiere kréien, entlaaschte mer jo och déi Strukturen. Doduerch, dass haut déi zwee Gesetzer wäerten a Kraaft trieden, kann et jo och ganz gutt sinn, dass déi Strukturen herno manner Leit wäerten hunn an deementspriechend och qualitativ kënne besser ginn.

Et ass eeben an deene Strukturen … Et steet mir elo net zou, den ONA-Audit ze kommentéieren. Dir wësst alleguerten: Meng Partei an den ONA sinn net déi beschte Kolleegen, well et och nach eng Geschicht ass vun deene Leit – ier ech bei de Piraten war –, déi mam ONA do nach eng Diskussioun lafen hunn. Mee et muss een awer trotzdeem den ONA-Audit seriö huelen. An deenen elo déi nei Aufgaben ze ginn, ass awer mat engem gewëssene Risiko verbonnen. Ech weess, et kënnt elo en neien Direkter, da wäert et deementspriechend hoffentlech besser ginn. Mee dat heiten ass e ganz grousse Vertrauensvirschoss, deen d'Chamber elo hei dem Minister wäert matginn, fir ze soen: Den ONA kritt alleguerten déi Aufgaben.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

A wat och nach fir eis Piraten ganz wichteg ass, ass virun allem d'Virsiicht bei all deenen Daten. Ech weess, dat gouf elo e puermol schonn ugeschwat. D'CNPD huet och gesot, dass et esouwäit an der Rei

ass. Mee et muss een natierlech do, wéi bei allem, immens gutt oppassen, well hei geet et jo och ëm ganz vill Daten, déi immens perséinlech sinn. An déi Daten, déi gi gäre gehackt. Mir wëssen alleguerten, wéi schnell dat geet. An dofir ass et ganz wichteg, dass de Ministère déi néideg Strukturen zur Verfügung stellt, déi néideg Informatiker, fir dass esou e System ganz sécher ass. Lëtzebuerg huet dobaussen en exzellente Ruff, wat den Ëmgang mat de Flüchtlingen ugeet, wat den Ëmgang mat de Moossnamen ugeet. Da sollte mer och an der Informatik ganz wäit vir sinn an do och eng Sécherheet abauen.

Well Dir wësst alleguerten: Mir warnen als Piraten allkéiers dervir, dass e Leak oder en Hacking ganz schnell passéiert ass. An dofir hoffen ech, dass een – de Minister wäert eis herno sécherlech nach e bëssen eppes dozou zielen – bei den informatesche Systemer nach eng Kéier eng Schëpp bäileet an och do genuch Geld a genuch Moyenen zur Verfügung stellt, well dat awer ganz sensibel Date sinn, sou wéi dat och aus dem Avis ervirgeet.

Am grousse Ganze wäerte mir och dësem Projet hei zoustëmmen, och wann en net wäit genuch geet. Mir hätte gär gehat, dass d'Leit kéinten direkt schaffen, mee d'Liewen ass eeben e Kompromëss. A wat haut um Dësch läit, ass schonn emol e gudde Fortschrëtt, fir de Leit ze hëllefen, déi hei zu Lëtzebuerg Hëllef sichen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi a menger Interventioun virdrun, wäert ech fir d'éischt e puer Saachen zum europäeschen Asyl- a Migratiounspakt soen, iert ech zum Gesetzesprojet selwer kommen.

Wéi gesot, ass dëse legislativen EU-Pakt virun allem op Repressioun a Kontroll ausgeriicht. Et gëtt e puer punktuell Verbesserungen, zum Beispill beim Schutz vu vulnerabele Persounen an elengstoende Mannerjäregen, mee ganz allgemeng iwwerweit e coercitiven Usaz.

Virun allem léist en awer ee vun den Haaptblocagen net. Trotz deem sougenannte Solidaritéitsmechanismus wäerte weiderhin d'Länner ronderëm d'Mëttelmier déi Haaptlaascht droen.

Déi Länner weider am Norde sollen zwar theoreetesch zousätzlech Flüchtlingen ophuelen, mee dat ass op fräiwëlleger Basis, well se sech aus hire Verflichtunge fräikafe kënnen. D'Relokalisatioune wäerten also viraussiichtlech ganz begrenzt bleiwen.

Zousätzlech bleift déi Grondlinn, d'Dublin-Reegel, a Kraaft, datt dat Land zoustänneg ass, wou d'Persoun fir d'éischt d'Baussegrenz iwwerschratt huet, quitte datt elo zousätzlech Krittären nach derbäikommen. Dat heescht am Endeffekt, datt sech um systeemesche Problem an der europäescher Asylpolitick, nämlech dem Mangel u Solidaritéit ënnert de Länner, net vill wäert änneren.

Problematesch gëtt et virun allem mat der neier Prozedur un de Baussegrenzen an der Procédure accélérée. Grondsätzlech ass dat eng Verallgemengerung an eng Systematiséierung vun der Approche vun den Hotspots, déi ganz allgemeng an och vun den EU-Institutiounen als gescheitert ugesi gëtt.

D'Resultat wäerten zwangsleefeg nees iwwerfëllte Gefängnislageren um Mëttelmier mat onmënschleche Bedingunge sinn. Déi Procédure accélérée féiert zu enger staarker Ofschwächung vun de Rechter vun den Asylbewerber. An ech muss éierlech soen, datt ech d'Logik och fir verkéiert halen. Déi Schnellverfare betreffen an éischter Linn Mënschen, déi aus Länner kommen, wou d'Unerkennungsquot ënnert 20 % läit.

Mee eigentlech, vun der Logik hier, misst et jo ëmgekéiert sinn: Schnellverfare fir Leit aus Länner, wou d'Unerkennungsquot immens héich ass, well ee jo do relativ schnell de Fluchtgrond ka verifizéieren.

Schonn eleng dorunner gesäit een, ëm wat et geet, nämlech esou mann wéi méiglech Leit opzehuelen. An dat gesäit een awer och un anere Reegelen: beim Prinzipp vum sécheren Hierkonftsland an dem Prinzipp vum sécheren Drëttstaat.

Dat si rechtlech héichproblematesch Konzepter, déi just drop ofzielen, manner Flüchtlinge mussen opzehuelen. Dobäi komme ganz problematesch Kooperatiounsmechanisme mat Drëttstaaten, meeschtens mat autoritäre Regimmer, déi eng ganz doutéis Bilanz a Saache Mënscherechter hunn. Et j'en passe, well do kann een nach eng Rei aner Saachen opzielen.

Mir hunn also eng EU, mat dee räichste Wirtschaftsraum vun der Welt, dee seng international Obligatioune verstäerkt un aarm Länner oder autoritär Länner wëll ofdrécken.

Ech wëll awer och nach op zwee Aspekter agoen, déi net am Pakt behandelt ginn, fir d'Bild wierklech komplett ze maachen. Dat eent sinn d'Rettungsmissiounen um Mëttelmier.

Duerch Kontroll a Repressioun kommen zwar ëmmer manner Leit iwwert d'Mier, mee den Trajet gëtt duerfir ëmmer méi mäerdereg. 2025 si laut der UNO 3.254 Persoune beim Versuch ëmkomm, an Europa ze kommen, obwuel dat mëttlerweil néierens méi an de Medien optaucht – Tendenz klammend. Doriwwer seet de Pakt awer näischt. Do gi keng Initiativen oder Léisunge proposéiert. Am Géigendeel!

An dat Zweet, dat si legal Weeër an d'EU, sief et legal Weeër fir d'Immigratioun oder sécher Fluchtroutë fir Leit, déi ëm hiert Liewe fäerten, ze schafen. Och do ass trotz deene grousspueregen Ukënnegunge vun der EU-Kommissioun kee Reglement virgeluecht ginn a menges Wëssens och net geplangt. Et geet eenzeg ëm Repressioun a Kontroll, net ëm d'Sich no rationale Léisungen.

Här President, de Projet 8732 transposéiert déi europäesch Direktiv iwwert d'Conditions d'accueil, dat heescht iwwert d'Bedingungen, ënnert deenen d'Demandeurs d'asile sollen opgeholl ginn.

Et ass an deem ganze Pak sécher ee vun deene manner problemateschen Texter, deem seng Auswierkungen op déi gängeg Praxis hei zu Lëtzebuerg och relativ geréng wäerte sinn. Et gëtt souguer punktuell Verbesserungen, notamment wat d'Mineuren, déi vulnerabel Leit souwéi d'Integratioun op den Aarbechtsmarché ugeet.

Trotzdeem gëtt et awer och do weider e puer kriddeleg Punkten, déi awer gréisstendeels vun der Inkohärenz an der mangelnder Prezisioun vun den europäeschen Texter ausginn.

Zum Beispill kréien déi sougenannten „Dubliner" iwwer Méint gewëssen Hëllefen – an notamment d'Allocation pécuniaire – gestrach, obwuel den Transfert net direkt vun der Persoun ofhänkt, mee vun der Akzeptanz vun deem Land, wou se da sollen transferéiert ginn.

Iwwerhaapt sinn d'Fäll, wéini ee Leeschtunge gestrach kritt, an eisen Aen ze vill schwammeg definéiert. Zum Beispill kann ee laut Artikel 16 (veuillez lire: laut Artikel 15) d'Allocatioun gestrach kréien, wann een net mat den Autoritéite kooperéiert. Wat genee dat heescht, kooperéieren oder net kooperéieren, dat gëtt oppe gelooss, soudatt awer eng Dier op ass fir méiglech Abusen.

Ech wëll dem aktuellen Accueilsminister do sécher näischt ënnerstellen. Mee fir den nächsten oder iwwernächsten Accueilsminister leeën ech meng Hand net an d'Feier.

Eng Bullett geet awer mat Sécherheet op d'Kap vum Minister, nämlech d'Inkohärenz mam Aarbechtsrecht. An do si virdrun och schonn e puer Virriedner drop agaangen.

Wa mer wëllen – an dësen Text mécht dat och –, datt d'Demandeure méi séier kënnen Zougang zum Aarbechtsmarché hunn, nämlech no véier Méint an ouni eng extra Autorisatioun, dann ass ee vun deenen zentralen Acteuren, deen do awer misst spillen, nämlech d'ADEM, doduerjer außen vor, datt den Artikel 622-5 ausdrécklech seet, datt d'ADEM keng Zoustännegkeet huet an der Aarbechtsvermëttlung fir d'Demandeurs de protection internationale. An dat ass awer e Widersproch zu där allgemenger a begréissenswäerter Intentioun vun deem Text, mat deem mer et hei ze dinn hunn.

An der Kommissioun krute mer schonn e puermol erklärt op ënnerschiddlech Initiativen, datt Diskussioune géife lafen tëschent dem Aarbechtsministère an dem Familljeministère, fir do zu enger gemeinsamer Léisung ze kommen.

Ech mengen, datt dat vun enger extreem grousser Wichtegkeet ass! Ech ënnerstëtzen duerfir souwuel d'Motioun vun der LSAP wéi awer och den Amendement vun deene Gréngen, fir wierklech kloer ze maachen, datt dat en Dréi- an Aangelpunkt ass. Wann een de gréissten Acteur um Aarbechtsmarché fir d'Vermëttlung vun Aarbecht net mat hei u Bord huet, net matdenkt, gemeinsam an deem Text, da riskéiert dat, wat ee mat gudden Intentioune wëlles hat ze maachen, awer just ze verpuffen.

Här President, dëse Gesetzestext wäert a priori just begrenzte Changementer um Terrain mat sech bréngen. An duerfir wäert en och näischt änneren um zentrale Problem vum Lëtzebuerger Asylsystem, nämlech datt déi unerkannte Flüchtlingen net aus de Foyeren erauskommen, well se quasi null Chance hunn um Logementsmarché.

Vun deene ronn 8.000 Plazen, déi mer hunn hei am Land, sinn e ganz groussen Deel vu Mënsche besat, déi guer net méi an der Asylprozedur sinn. An dat ass net just problematesch fir déi betraffe Leit, mee e strukturelle Problem fir eise ganzen Asylsystem a fir d'Capacitéit vum Lëtzebuerger Staat, seng international an europäesch Obligatioune wouerzehuelen, well natierlech entsteet doduerjer e Réckstau, dee mécht, datt eis Accueilscapacitéite stänneg saturéiert sinn, datt d'Strukturen deelweis iwwerbeluecht sinn, datt mer vetuste Strukturen net kënne renovéieren oder zoumaachen an natierlech virun allem, datt mer just nach begrenzt nei Mënsche kënnen ophuelen.

Natierlech ënnerstëtze mer de Bau vun neie Strukturen, fir datt mer eisen internationale Verflichtunge weiderhi kënnen nokommen. Mee dat ass awer keng dauerhaft Léisung, stänneg nei Foyere mussen ze bauen.

Mir musse virun allem de BPIen erméiglechen, en normaalt Liewen ze féieren, hinnen hëllefen, Accès op den Aarbechts- a Wunnengsmarché ze hunn, an zwar e kompletten Accès dozou, mat deenen Hëllefen, déi och aner Leit zegutt hunn, notamment via d'ADEM. Duerfir gëtt et héich Zäit, mengen ech, datt d'Regierung en Aktiounsplang fir dee Problem op den Dësch leet.

Ech wëll dat och ausdrécklech net dem Här Hahn eleng an d'Schong drécken, zemools well ech weess, datt den ONA am Kader vu sengen Attributiounen do mécht, wat e kann.

Et ass e Problem, dee mat Sécherheet just ressortiwwergräifend an de Grëff ze kréien ass an dee virun allem eppes verlaangt, nämlech eng 180-Grad-Kéier an der komplett verfeelter Logementspolitick vun der Regierung.

Mee fir et ze maachen, fir esou en Aktiounsplang auszeschaffen a fir déi ressortiwwergräifend Capacitéiten an den Knowhow kënnen zesummenzesetzen, fir de Problem unzegoen, brauch et politesche Wëllen, e kloer ausgedréckte politesche Wëllen, fir dat ze maachen.

An duerfir kommen ech och zum Schluss op dat zeréck, wourop och schonn eng ganz Rëtsch vu menge Virriedner agaange sinn a woumat dës Chambersreunioun ugefaangen huet, nämlech mat der Form, an där mer heidriwwer schwätzen.

Ech hu gëschter de Minister héieren, datt jo awer am Fong dat Gesetz, wat den Inhalt betrëfft, jo awer eng ganz Rëtsch positiv Mesüren hätt an de Minister géif et éischter ëm de Fong wéi ëm d'Form goen.

Elo ass et awer esou, datt och ech als Deputéierten nëmmen dat ka consideréieren an nëmmen dat ka wouerhuelen a bewäerten, wat ech och d'Méiglechkeet hunn, ze liesen. An do ass den Accès zu ganz, ganz wichtegen Avise fir eis Deputéiert ageschränkt gewiescht. Et ass ënner engem absolutten Zäitdrock geschafft ginn, ënner esou engem Zäitdrock, datt ech wierklech incapabel sinn, dat heite Gesetz kënnen ze stëmmen, dat duerchaus eenzel gutt Elementer huet.

A fir dem Amateurismus vun der Regierung an deem heiten Dossier awer, mengen ech, op de Fong ze kommen, géif ech dann ophale mat dem Victor Hugo, dee gesot huet: „La forme, c'est le fond qui remonte à la surface." Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann hunn ech nach d'Madamm Cahen, déi sech ageschriwwen huet. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President.

Wat hu mir alleguerten eng Chance! Net dass mer um 19.50 Auer nach hei sëtzen, mee virun allem dass mer hei zu Lëtzebuerg liewen, dass mer hei zu Lëtzebuerg – wéi déi allermeescht vun ons warscheinlech – op d'Welt komm sinn, an dass mer d'Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg däerfen ze sinn, an enger Demokratie, an engem Land, wou mer fräi kënne wielen, wéi mer wëlle liewen, mat wiem mer wëlle liewen a wéi mer onst Liewe wëlle gestalten.

An déi Chance, déi mer do hunn, dat ass och eng Responsabilitéit. Et ass eng Responsabilitéit, fir och solidaresch ze si mat Leit, deenen et net esou gutt geet, mat Leit, déi net déi Chance haten, op enger Plaz op d'Welt ze kommen, wou et de Mënschen esou gutt geet wéi ons.

An d'Madamm Delcourt huet gefrot: „Wéi eng Gesellschaft wëlle mer sinn?" Ech géing emol ufänke mat der Fro: Wéi eng Gesellschaft si mer? An ech géing awer aus menger Erfarung an opgrond vun deem, wat ech ronderëm mech gesinn, soen: Mir sinn eng Gesellschaft mat engem groussen Häerz, mat enger grousser Solidaritéit.

Eleng schonn de Fait, dass 50 % vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, beweist dat, dass mer resilient sinn, dass mer Leit hei empfänken an dass mer se och mussen empfänken, an dass mer déi Leit, déi heihinner komm sinn, egal ob mat engem Flüchtlingsstatutt oder vläicht och aus Europa, brauchen an dass déi zu onser Gesellschaft gehéieren.

An dofir wollt ech hei nach eng Kéier d'Wuert huelen, well ech mengen awer, dass et en Ënnerscheed heiansdo gëtt tëschent Theorie a Praxis. Dir wësst, dass mer 2015 eng grouss Flüchtlingswell haten, wou vill Syrer op Lëtzebuerg komm sinn. An dunn hu mer gekuckt, dass mer déi Leit esou séier wéi méiglech a Sproochecoursë bréngen, fir dass se hei och esou séier wéi méiglech kënne schaffe goen.

An aus deenen Erfarungen, mengen ech, ass jo elo deen DAPA och an d'Liewe geruff ginn. Well dat, wat mer emol virun allem feststellen, dat ass, dass och déi Leit, déi hei am Land Schutz sichen, alleguer verschidde sinn. Déi eng hu studéiert an déi aner, déi hunn ni eng Schoul vu banne gesinn. Dat heescht, et gëtt do keen „one size fits all". An dofir, mengen ech, ass dëst Gesetz och ganz wichteg, fir déi Leit, direkt wa se hei ukommen, ze accompagnéieren an ze kucken, wat se brauchen.

Well et kann een driwwer schwätzen, direkt op den Aarbechtsmaart ze kommen. Mee dat muss een natierlech och kënnen, well ee sech jo muss verstännege kënnen. An do, mengen ech, ass et exzellent, dass dat Gesetz hei nach eng Kéier de Wee verkierzt, fir kënne schaffen ze goen, well finalement, Här Baum, hänkt do jo villes uneneen oder et hänkt alles uneneen. Schaffe goen, wunne kënnen, sech eng Wunneng kënne leeschten, eng Wunneng och fannen, dat hänkt jo eent un deem aneren. Dat eent kann ee jo net lassgeléist vun deem anere gesinn.

An ech mengen, mir sinn ons eens heibannen, dass an enger idealer Welt mer gäre kleng Strukturen hätten, déi fonkelnei sinn. Mee mir liewen awer leider net an enger idealer Welt. Ech mengen, de Minister wär frou, wann der nach Terrainen hätt, wou hie kleng Strukture kéint bauen. Ech mengen, e géif mat der Bauteministesch och relativ séier eens ginn, fir direkt unzefänke mat bauen. Et gëtt déi modulär Strukturen, wéi se schonn op ville Plazen am Land existéieren. An dofir, mengen ech: Et gëtt keng ideal Welt. Well an enger idealer Welt hätte mer den Don Bosco scho laang zougemaach. Mir wollten dee scho virun zéng Joer zoumaachen, mee wa mer awer net genuch Better hei am Land hunn, jo, dann hu mer besser, mir halen déi, déi wierklech net esou gutt sinn a vläicht awer missten eng Kéier ofgerappt ginn, wéi dass mer keng hunn.

An dofir denken ech och, dass dëst Gesetz awer wichteg ass, och wat d'Rechter vun de Mineurs non accompagnés ugeet. Et ass eng substanziell Verbesserung. Dat sot Der selwer. Dir hutt – queesch duerch de Gaart, d'Oppositioun – gesot, dass dëst Gesetz eng Verbesserung ass, an dofir wollt ech awer soen, dass ech enttäuscht sinn, dass Der Iech enthaalt an dat Gesetz hei net matstëmmt, well eng Verbesserung, mengen ech, misst ee matstëmmen. Dat ass, denken ech, awer richteg a wichteg, well et gëtt een och en Zeechen hei, en Zeechen, wéi eng Gesellschaft mer effektiv wëlle sinn a wéi eng Gesellschaft mer sinn.

Just fir ze soen: D'BPIen hunn déi selwecht Rechter wéi d'Residenten hei, fir dass do awer och alles kloer ass, well déi hunn Accès zum Aarbechtsmaart an Accès zu all de Servicer, déi mer hei proposéieren.

An ech géif gären, fir meng kleng Interventioun hei opzehalen, awer soen, dass dat Wichtegst ass, dass mer ons begéinen an dass mer ons kenneléieren – dat ass och virdru scho gesot gi vu Virriedner. Ech ka mech erënneren, dass mer eng Flüchtlingsstruktur am Süde vum Land wollten opmaachen an d'Bierger ware wierklech ausser sech. A si hu ganz béis Saache gesot, wat elo alles géing geschéien, wa mer déi Struktur géifen opmaachen. Ech war deemools mam deemolegen Inneminister Dan Kersch op der Plaz an dat war kee flotte Moment!

Abee, wéi déi Flüchtlinge bis do gewunnt hunn – dat waren deemools ganz vill jonk Eritreeër –, krute mer Bréiwer geschéckt, si hätte sech geiert. Do hunn d'Leit gesot: „Hei, dat fonctionéiert super gutt. Déi jonk Leit sinn immens fein a si hëllefen ons och a mir hëllefen hinnen", an esou weider.

An dat Zesummeliewen, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, egal ob dat Flüchtlinge sinn oder Residenten, ob dat Leit sinn, déi hei gebuer sinn oder enzwousch aneschters, ob dat Leit sinn, déi fir e puer Joer just hei sinn oder fir hiert Liewen hei sinn ... Et ass ons Responsabilitéit, déi Leit zesummenzebréngen! Et ass ons Responsabilitéit, déi Leit ze empfänken, déi virum Krich fortlafen. Et ass ons Responsabilitéit, deene Sécherheet ze ginn. Dat ass jo mol schonn dat Alleréischt! An et ass ons Responsabilitéit, dass och si kënnen e Liewensprojet hunn, e Liewensprojet wäit ewech vun do, wou si vläicht hir Racinnen hunn, wäit ewech vun do, wou hir Frënn sinn, wou hir Famill ass. An dofir wollt ech just soen, dass ech et awer wierklech richteg géing fannen, wann Der Iech et nach eng Kéier géingt iwwerleeën an dat Gesetz hei awer géingt matstëmmen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Baum wollt der Madamm Cahen eng Fro stellen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, mir soen emol, et wär eng Fro.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Da kommt, mir soen et emol sou. Madamm Cahen, huelt Der se un?

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, ma natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Ma selbstverständlech. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech wollt froen ... D'Madamm Cahen huet mech jo quasi opgefuerdert, nach eng Kéier iwwer mäi Vott nozedenken, an ech wollt si froen, ob si dann ee Moment mäi Reflexiounsprozess begleede kéint, deen doranner besteet, datt – an dat hunn ech och schonn an der Presidentekonferenz gesot – ech effektiv bis gëschter, bis elo net weess, wéi ech ofstëmme soll. Ech gesi sécher eenzel gutt Elementer dran, mee ech stellen awer fest, datt déi Aart a Weis, déi mer eis ginn, fir an der Chamber ze schaffen – nämlech och op Avise vun der Zivillgesellschaft an notamment och vun Institutioune wéi der UNHCR ze lauschteren, déi eng Hellewull u Recommandatioune gemaach hunn, wat een nach sollt änneren, a wou de Minister an der Kommissioun gëschter selwer huet misse soen: „Sorry, eis Servicer hunn dat do mol net kënne liesen" –, esou en Zäitdrock war, datt ech och elo ënnert deene Konditiounen net gudde Gewëssens kann deem heiten einfach esou meng Zoustëmmung ginn. An ech wollt Iech froen, ob Der dee Reflexiounsprozess novollzéie kënnt.

(Hilarité)

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech kann dee Reflexiounsprozess novollzéien. Allerdéngs geet et hei ëm eng EU-Direktiv, an Dir wësst, dass een do natierlech zäitlech gebonnen ass. Ech mengen, et heescht

jo net, dass een, wann Der haut matstëmmt, net ka weider och nach heirunner schaffen. Ech denken, dass dat hei vläicht dann e Schrëtt an déi richteg Richtung ass an dass een och weiderhi kann dru schaffen, och un deem Gesetz an un der Verbesserung.

An ech mengen, dat ass jo dat, wat mir all Dag hei an der Chamber och maachen: weider dru schaffen, fir ze kucken, d'Texter nach ze verbesseren an nach besser ze maachen. Dofir wär dat hei elo mol en éischte Schrëtt. Do géing ech Iech da gären hëllefen an Ärer Decisiounsfindung, fir dat hei emol matzestëmmen, an da kann ee jo dann de Rescht och nach accompagnéierend begleeden an da vläicht och nach aner Saachen an Zukunft zesumme stëmmen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner a vun de Froesteller ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, den Här Familljeminister. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Ech muss mer elo ganz vill Méi ginn, well ech hunn eraushéieren, dass ee vläicht nach deen een oder deen anere kann iwwerzeegen hei. Dat heescht, ech wäert emol probéieren, mäi Bescht ze ginn.

Awer fir d'alleréischt géing ech ganz gären de Virriedner Merci soen a virun allem der Rapportrice. Et ass gesot ginn, dass mer hei ënner Zäitdrock geschafft hunn. Jo, dat hu mer. Ech mengen, den Text ass viru siwe Wochen deposéiert ginn. Haut stëmme mer en hei of. Elo kann een driwwer streiden, ob een a siwe Woche genuch Zäit huet, fir 37 Artikelen ze liesen oder net, mee ech wëll awer virun allem der Rapportrice e ganz grousse Merci soen an all de Servicer, déi hei gehollef hunn, de Leit aus de Verwaltungen, aus de Ministèren, déi och dozou bäigedroen hunn, dass mer deen Text hei kënnen ëmsetzen. An och merci fir déi gutt Kooperatioun mat de Servicer vum Léon Gloden.

Et ass séier geschafft ginn, mee et ass awer och ganz gutt geschafft ginn. Ech menge schonn, dass dat heiten, déi Accueil-Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, en Text ass, dee schonn däitlech Verbesserunge wäert virgesinn. An ech wëll Iech och soen, dass ech mer hei, wann ech hei iwwert d'Accueil-Gesetz schwätzen, eelef Joer méi jonk virkommen, well virun eelef Joer, am Joer 2015 – d'Madamm Cahen weess dat –, hu mer hei d'Direktiv vun 2013 ëmgesat, wou et deemools och schonn zu Verbesserunge komm ass, wou een och nach méi wäit gaang ass, wéi d'Direktiv et virgesinn huet. Ech wäert elo gläich dodrop agoen.

Et ass awer hei vläicht anescht wéi beim Projet vum Léon Gloden virdrun: Dat heiten, an esou éierlech sinn ech, ass dann awer elo wierklech net eng ganz grouss Revolutioun fir Lëtzebuerg. Ëm wat geet et? Bei der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv geet et drëms, europäescht Recht an nationaalt Recht ëmzesetzen. An hei ass déi grouss Prioritéit gewiescht, derfir ze suergen, dass mer probéieren, innerhalb vun der EU déi selwecht Standarden hierzestellen a virun allem déi sekundär Beweegungen domat och ze reduzéieren. An et ass virdru beim Gesetzestext zu Recht drop opmierksam gemaach ginn, dass grad Lëtzebuerg eigentlech vill Leit huet, déi net direkt op Lëtzebuerg kommen, mee de Wee nach iwwert en anert Land virdrun haten, soudass dat heiten och wäert kënnen derzou bäidroen, dass déi sekundär Beweegunge kënne reduzéiert ginn.

Et heescht awer och, an esou éierlech musse mer och sinn: Et ass sécherlech ëmmer nach Potenzial, alles besser ze maachen. Mee fir Lëtzebuerg, mengen ech, ass dat heiten, déi Ëmsetzung vun där EU-Direktiv, elo e manner groussen Opwand wéi dat fir aner Länner sécherlech de Fall ass, woubäi ganz vill EU-Memberlänner mol de Wee Richtung lëtzebuergesch Standarde musse sichen a musse fannen.

A wann een e bësse kuckt, wien deen Asyl- a Migratiounspakt ëmgesat huet vun de 27 EU-Memberlänner, dann, wéi gesot, ass Lëtzebuerg am gesécherte Mëttelfeld. Et si Länner, déi hu mol nach net ugefaangen domat, en ëmzesetzen.

Mee, wéi gesot, an dat ass erkläert ginn – ech mengen, d'Stéphanie Weydert an de Gilles Baum hunn et virdrun an hirer Introduktioun gesot –: Mir wäerte wëllen, dass mer hei juristesch op der sécherer Säit stinn, besonnesch wann Decisioune getraff ginn innerhalb vun der Immigratiounsdirektioun, soudass mer do kee juristesche Vide hunn.

Ech hunn et gesot: Lëtzebuerg ass a ganz ville Punkte scho ganz gutt opgestallt a geet däitlech méi wäit wéi d'EU-Direktiv et virgesäit. Just ee Beispill: Hei zu Lëtzebuerg huet een d'Obligation scolaire ab dem éischten Dag, wou e Kand hei zu Lëtzebuerg ukënnt. D'Direktiv géing do beispillsweis zwee Méint just virgesinn.

Den Accès op den Aarbechtsmaart huet Lëtzebuerg haut schonn – säit dem Joer 2015, gediert, Madamm Cahen? Lëtzebuerg huet den Accès op den Aarbechtsmaart ab sechs Méint opgemaach. Deemools hat d'Direktiv néng Méint virgesinn. Déi haiteg Direktiv geet e Schratt a Richtung Lëtzebuerg, also a Richtung sechs Méint. A wat mécht Lëtzebuerg mat deem hei Gesetzestext? Mir wäerten den Delai reduzéieren op véier Méint, wat eng däitlech Verbesserung ass. A mir wäerte virun allem och déi temporär Aarbechtserlabnis, déi et am Moment nach gëtt, eliminéieren.

Ech géif dann och ganz gär der Madamm Delcourt, déi de Verglach gemaach huet, wou se gesot huet, dat wär jo eigentlech super, dass mer 'de Leit ab véier Méint Zougang op den Aarbechtsmaart géinge ginn, dass een och keng temporär Aarbechtserlabnisse méi bräicht, mee et wier e bësse wéi en Auto ouni Steierrad, mengen ech, hutt Der gesot, wann een net och den Accès hätt op d'Aarbechtsvermëttlung iwwert d'ADEM … Bon, ech wëll Iech da just soen: Maacht Iech net méi schlecht, wéi Der sidd. Ech mengen, Dir hutt jo och laang den Aarbechtsministère gestallt. Dir hätt dat doten och kënnen all déi Jore scho laang aféieren, well dat doten ass eppes, wat ganz beim Aarbechtsministère läit.

Et ass haaptsächlech de Punkt nach op: den Accès zu der ADEM och fir d'DPIen. Ech hunn Iech gesot, dass d'Diskussiounen do innerhalb vun der Regierung lafen, fir ze kucken, wéi mer och kënne kucken, dass mer d'Aarbechtsvermëttlung hei mat erakréien. Dat ass net e Bestanddeel heivun, mee kommt, mir sinn eis dach eens, dass dat heite schonn eng däitlech Verbesserung ass par rapport zum System, wéi mer en haut kennen. Well, wéi gesot, den DPI, nodeems e véier Méint seng Demande huet, wäert en den Accès op den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg kënnen inconditionnellement kréien. Dat, mengen ech, ass e ganz, ganz grousse Schratt, iwwert dee mer eis solle freeën, dee mer am Koalitiounsprogramm esou festgehalen hunn, dee mer heimat wäerten ëmsetzen.

A wann een nach sollt e Schrëtt weidergoen – ech hunn Iech gesot: D'Diskussioune lafen, ënner anerem, wat d'Aarbechtsbegleedung ugeet –, da sidd Dir déi Éischt, déi dovunner matkréien. Wéi gesot, ech hunn an der Kommissioun e puermol gesot, dass d'Diskussiounen an deem dote Kontext amgaang sinn ze lafen.

Firwat ass dat esou wichteg, dass d'Leit den Accès op d'Aarbecht kréien? Well dat ass, fir dass se sou séier wéi méiglech e Stéck vu Lëtzebuerg kënne ginn, dass se sech séier kënnen integréieren a virun allem, dass se ganz fréizäiteg kënnen op hiren eegenen zwee Féiss stoen. Et ass d'ailleurs eppes, wat grad d'Acteure vum Terrain … Déi sinn hei vill ugeschwat ginn. Ech mengen, déi hu sech a villen Artikelen an deem heite Gesetzestext erëmfonnt. Dat do ass sécherlech een dervun. Anerer … Wéi gesot, hei muss ee wëssen: Hei geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. Hei ass schonn e strikte Kader, dee virginn ass. A bei ganz ville Saachen – an dorobber, mengen ech, kënne mer och houfreg sinn – brauch een net de gesetzleche Kader, fir se anzeféieren.

An da kommen ech bei grad déi Formatiounen, déi mer ubidden, zum Beispill d'Alphabetiséierungscoursen, d'Sproochecoursen, déi Lëtzebuerg, mengen ech, ganz exemplaresch mécht, wat mer ëmmer erëm zesummen iwwert all déi Joren hei probéiert hunn auszebauen, och mat der Ënnerstëtzung grad vun den Acteure vum Terrain.

A jo, mir sinn elo an der Praxis schonn e puer Schrëtt nach weidergaangen, ier mer hei den Text hu missen ëmänneren, wat mer hei mam Text formaliséieren. Ech schwätzen ënner anerem vum DAPA-Cours. Dat si Formatiounen, déi mëttlerweil …, an dat hu mer 2024 getest an ab 2025 kritt all Demandeur de protection internationale, wann en hei zu Lëtzebuerg ukënnt, déi Formatiounen ugebueden, wou et drëms geet: Wéi fonctionéiert Lëtzebuerg? Wéi fonctionéieren déi administrativ Demarchen? Wéi fonctionéiert den éffentlechen Transport, de Gesondheetssystem an, an, an? Ech mengen, dat ass eppes, wat nach gefeelt huet am System. An ech hu fonnt, dass genau dat doten eppes wier, wat utile wier. An dat ass esou wichteg gewiescht, dass mer dat heiten, wat net an der EU-Direktiv virgesi war, hei dann och am Text formaliséieren.

Eppes aneres, wat mer hei och formaliséieren, dat ass den Accès zum Biergerpakt fir den DPI. Wat ass de Biergerpakt? Bon, de Biergerpakt ass en Instrument, dat mer agefouert hunn am Kader vum Gesetz vum Vivre ensemble interculturel. Dir erënnert Iech vläicht – deen een oder deen aneren –, wou et eis drëms geet, dass d'Leit d'Land, d'Leit, d'Traditiounen, d'Sproochen, d'Kulture fréizäiteg kënne kenne léieren. An et war mir wichteg, och mat deem heite Gesetzestext derfir ze suergen, dass mer eebe grad och den Accès zum Biergerpakt hei hierstellen – och um Pabeier. Mir hunn dat an der Praxis scho gemaach. Dofir hu mer keen Text gebraucht. Mir hunn et awer hei an d'Gesetz agefüügt, well och dat enorm wichteg ass, fir dass d'Leit sech géigesäiteg kenne léieren, dass se eis Sprooche léieren. Hei kritt een iwwert de Biergerpakt den Accès zum Sprooche léieren.

An et ass virdru gefrot gi vum Dan Hardy: „Wéi eng Sprooche sinn dat?" Ab dem éischten Dag kann een hei all d'Sprooche vum Land online léieren, nieft all deenen anere Formatiounen, déi et scho gëtt iwwert den Institut national des langues. D'Kanner, wa se scolariséiert sinn, hunn dat souwisou, well et eis wichteg ass.

Wa Leit dann och fréizäiteg aktiv solle sinn, wa se no véier Méint kënnen op den Aarbechtsmarché kommen, da solle se vum éischten Dag un, an dat ass mäi grousst Uleies, sech hei beméien, d'Sproochen, d'Kulturen, d'Traditioune kennen ze léieren, fir dass se och no véier Méint prett sinn, fir kënnen an d'Aarbecht ze kommen a fir dass, wa se da bis hir Decisioun

hunn, wa se kënnen hei zu Lëtzebuerg bleiwen, se dann och kënnen d'ONA-Strukture verloossen – well ech si ganz averstan domat, dass dat keen Dauerzoustand soll a ka sinn – a fir dass se dann, wéi gesot, kënnen hire Wee hei zu Lëtzebuerg maachen.

Wat d'Aarbecht ugeet, vläicht awer nach zwee, dräi Wierder, déi ech awer och hei wëll ervirhiewen. Mir hunn och net op dee Gesetzestext hei gewaart, fir ganz nei Adaptatiounen ze maachen.

Déi hei Regierung huet eppes gemaach, wat et virdrun nach net ginn ass. Ech hat dat mam viregten Aarbechtsminister, dem Georges Mischo, agefouert. Dat ass, dass mer Jobdays fir DPIe schonn agefouert hunn, wat et virdrun net ginn ass, well mer eebe grad d'Bedeitung scho gesinn hu fir déi Leit, déi duerften an eng AOT kommen, dass mer déi och probéieren ze vermëttelen. Wéi gesot, dat ass eppes, wat ganz wichteg ass. Mir hunn et gepackt. Just déi AOTen, déi mer elo zwar ofschafen ..., mee fir Iech nach eng Kéier ze weisen, wéi wichteg et där heiter Regierung et ass, d'Leit an d'Aarbecht ze kréien: Wa mer d'Zuele kucken, wéi vill Leit an esou enger temporärer Aarbechtsbeschäftegung waren, da waren dat der 2023 139, d'Joer drop waren et der 371 an d'lescht Joer waren et der 690. Sécherlech ass do nach Loft no uewen. Dofir schafe mer se jo of. An dofir wëlle mer jo och derfir suergen, dass d'Leit schonn no véier Méint an d'Aarbecht kommen. Mee ech mengen, dass dat doten och e flott Beispill ass, wéi wichteg et der Regierung ass, d'Leit an d'Aarbecht ze kréien.

Ech géif vläicht nach op déi eenzel Remarken agoen, déi gemaach gi sinn, a Froen, déi gestallt gi sinn. Dir hutt et gesi virdrun. Fir et kuerz ze maachen: Ëm wat geet et hei mat deem Gesetzestext, dee mer hei stëmmen? Dorëm, d'Leit prett ze maachen, fir dass se méi séier en Deel vu Lëtzebuerg kënne ginn, andeems mer hinnen déi richteg Instrumenter un d'Hand ginn, andeems mer derfir suergen, dass se d'Sproochen, d'Traditiounen, d'Kulturen, d'Land an d'Leit kenne léieren, andeems mer derfir suergen, dass se méi séier employabel ginn a méi séier an d'Aarbecht kënne kommen, nämlech an Zukunft schonn no véier Méint. Dat ass, mengen ech, dat grousst Aushängeschëld vun der Ëmsetzung vun där heiter Direktiv.

An dann, wéi gesot, och d'Avisen, déi mer erakruten, hunn, mengen ech, ganz vill op Saachen opmierksam gemaach, déi ee sécherlech nach méi hätt kënnen am Detail hei am Gesetzestext nidderschreiwen. Mee et gëtt eng geliefte Praxis. Et muss een och wëssen: Et ass net esou, dass den Dag, nodeem dat Gesetz hei a Kraaft trëfft, nämlech den 12. Juni, den éischte Refugié hei zu Lëtzebuerg wäert ukommen. Mir hu ganz vill Erfarung hei zu Lëtzebuerg gesammelt, net nëmmen am ONA, mee doriwwer eraus. An ech mengen, do si ganz vill Efforte gemaach ginn iwwert déi lescht Joren, wou mer ëmmer erëm probéiert hunn, dat Ganzt auszebauen, grad am Interêt, fir d'Dignitéit vun all eenzelne Refugié ze garantéieren. An dodru wäert sech hei iwwerhaapt näischt änneren. Ganz am Géigendeel. Mir wäerte grad kucken, de Leit nach méi Ënnerstëtzung ze ginn, well mer wëssen, dass Integratioun e Prozess ass, dee just fonctionéiert, wa béid Säite sech voll ustrengen. Ech erwaarde vun de Leit, déi op Lëtzebuerg kommen an hei Schutz sichen, e vollst Engagement. A mir probéieren dat selwecht och als Politick – de Kader ze schafen, fir dass déi Integratioun ka gutt fonctionéieren.

Da sinn ech drop ugeschwat ginn: „Den ONA selwer, ass e prett? A wéi gesäit et aus mat der Funktiounsweis vum ONA, der Ëmsetzung vum Audit?" Ech wëll Iech soen, dass ech relativ fréizäiteg – ech mengen, ech war sechs Méint Minister – gesot hunn, dass ech gär eng Kéier eng déifgräifend Analys hätt vun der Funktiounsweis vun der Verwaltung selwer vum ONA. Virun e puer Wochen hunn ech Iech an der Chamber den Audit presentéiert. En ass ëffentlech gemaach ginn. Ech hunn Iech och deemools gesot, dass ech den ONA beoptraagt hunn, eng Taskforce a Betrib ze huelen, wat geschitt ass, fir eebe grad ze kucken, wat déi éischt – op Neilëtzebuergesch – „low-hanging fruits" sinn, fir eebe grad ze kucken, relativ séier Saachen ëmzesetzen.

An dann hunn ech Iech och gesot, dass ënner anerem och en neien Direkter rekrutéiert wäert ginn. De Rekrutementsprozess ass souwäit, dass d'Posten ausgeschriwwe waren. Déi Phas ass ofgeschloss, soudass elo wäerten d'Astellungsgespréicher stattfannen an da wäert dat och ..., an dat war och am Profill vum zukünftegen ONA-Direkter. Dat wäert eng vu sengen Haaptmissioune sinn, well wat mer do kruten an deem Audit, dat sinn op där enger Säit vill Recommandatiounen, e Baukasten, wëll ech ganz gär soen, wat ee wëll besser maachen. Do si Saachen, déi gi méi séier, mee dat ass e Prozess, dee wäert Méint a Joren daueren, well dat eent ass, Saachen ze erkennen an opzeweisen, an dat anert ass, et dann herno ëmzesetzen.

An dat wäert e Prozess sinn, dee vill Energie wäert kaschten, mee genau dat wollt déi heite Regierung, dofir hunn ech deen heiten Audit an Optrag ginn. Well, d'selwecht wéi bei de Strukturen, gëllt dat och bei dëser Verwaltung: Eist Zil ass et, dat Beschtméiglecht aus deem ze maachen, wat mer hunn, an dat gëllt selbstverständlech och fir d'Verwaltung selwer.

Dann ass nach ugeschwat ginn, wéi d'Zesummenaarbecht vum ONE a vum ONA wier. Och do, wéi gesot, erfanne mer näischt nei. Do ass iwwer Jore ganz gutt Zesummenaarbecht developpéiert ginn. Dat, wat mer elo hei maachen, dat ass, dass mer eppes formaliséieren am Gesetzestext, wat scho bal geliefte Praxis ass, nämlech dass den ONE responsabel ass, grad fir d'Mineur-non-accompagnéën. Dass en och do fir den Encadrement zoustänneg ass, mengen ech, wier iwwerall staark begréisst ginn.

Et gouf nach opgeworf, ob een net nach hätt méi spezifesch drop kënnen agoen, wat elo d'Kompetenze vun deem Eenzelne sinn. Dofir brauche mer net d'Gesetz hei vun der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv, dofir hu mer d'ONA-Gesetz, mir hunn d'ONE-Gesetz, wou genau dra festgehal ass, wat deem engen an deem anere seng Kompetenze sinn, an do driwwer eraus, wéi gesot, ass dat heite keen Neiland, weeder fir deen een nach fir deen aneren.

Ech mengen, dass hei ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt, an ech géif ganz gären deene béide Partner an all de Partner, déi hëllefen hei zu Lëtzebuerg, deen dignen Encadrement hei vun de Refugiéen ze garantéieren, all Eenzelnem e ganz, ganz grousse Merci soen, well et ass keng ganz einfach Aarbecht. Am Géigendeel, et ass souguer eng ganz schwiereg Aarbecht, an ech weess, wat déi Leit alleguerte leeschten. Dofir hinnen och op dëser Plaz nach ofschléissend e ganz grousse Merci fir hiren Asaz.

Op dem Här Dan Hardy seng Fro iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch sinn ech agaangen. Ech hunn Iech gesot, dass dat alleguerten d'Sprooche vum Land sinn, déi se iwwert de Biergerpakt do offréiert kréien, wat och enorm wichteg ass, dass se eebe grad relativ fréizäiteg sech hei zu Lëtzebuerg och kënnen integréieren.

Da sinn ech gefrot ginn ... Madamm Bernard, ech muss Iech eppes soen: Är Energie, déi Dir hei um Riednerpult bruecht hutt, fir an deem heite Beräich ... Et ass eigentlech bal e bësse schued – wann ech eppes Klenges, e Bemoll ka soen –, dass Der déi selwecht Energie net déi lescht zéng Joer hat, wou Der mat an der Regierung waart, wou Der Saachen hätt kënnen en place setzen.

(Brouhaha)

Ech erkläre mech, ech erkläre mech! Wann ech hei vun Iech héieren, dass Dir sot, dee Plan de contingence, also e Plang am Krisemodus opzestellen ..., dass et deen net scho säit Jore géif ginn, ma da mengen ech, ech géif net richteg héieren. Also, ech hunn an der Chamberkommissioun ni probéiert, do awer elo iergendengem e Virworf ze maachen. Ganz am Géigendeel! Ech hunn op där enger Säit gesot, dass esou e Plang auszeschaffen eng immens schwiereg Aufgab ass op där enger Säit, well dat virun allem eppes ass, wou net nëmmen eng Verwaltung involvéiert ass. Do si vill Verwaltungen, vill Ministèren involvéiert, do sinn awer och Partner wéi d'Police, wéi d'Arméi mat involvéiert, de CGDIS, den HCPN sinn hei involvéiert, soudass dat eppes ass, wat op där enger Säit vill Aarbecht wäert verlaangen.

Ech hunn Iech gesot, dass mer do amgaange sinn, drun ze schaffen. Ech hunn Iech och gesot, dass ech Iech dee presentéiere kommen ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Just, wann Der erlaabt, nach zwee Wierder, well deen dote Plang awer vill thematiséiert ginn ass.

An dann op där anerer Säit hunn ech gesot: Lëtzebuerg huet zwou grouss Krisen hannert sech, nämlech déi vum Afflux massif aus Syrien an och aus der Ukrain, wou déi Lëtzebuerger Politick sech bewäert huet. A lo gëllt et och do, déi positiv Saachen, déi mer do agefouert hunn, op Pabeier ze bréngen, fir eebe grad ze kucken, dass all Acteur do beschtméiglech seng Roll kann erfëllen.

E lescht, allerlescht Wuert, dat ass: Den Här Baum huet mech gefrot, wéi et ass, wann een d'Geldleeschtunge kéint entzu kréien. Op där enger Säit – ganz wichteg – hunn ech awer och an der Chamberkommissioun, Dir wësst dat, erkläert, dass et do just ëm Täschegeld geet, net ëm Montante fir Iessensgeld oder Hygiène beispillsweis. An Dir hutt och do erkläert kritt vum Här Hayot, dem Chefjurist, dass dat eigentlech am ganz minimale Beräich ass – tëscht dräi a fënnef Leit pro Mount, mengen ech, hat e gesot, wou esou eppes gemaach gëtt. An do musst Der wëssen, dass dat schonn eppes ass, wou eigentlech ganz vill muss geschéien, an awer ass dat déi eenzeg Handhab, déi een heiansdo huet, fir awer Leit drop opmierksam ze maachen, dass et och Reegelen an de Strukturen innerhalb vum ONA gëtt, déi ee muss respektéieren.

An dann och nach eng Kéier zum Montant: Do schwätze mer vun 30 Euro pro Mount, déi do maximal de Leit kéinten ewechgeholl ginn. An ech mengen, och d'Zuelen, wéi gesot, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... sinn do relativ kleng.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung. An ech hunn d'Gefill, wéi wann d'Madamm Bernard mer eng Fro wéilt stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wëll e puer Froe stellen, mee erlaabt mer, awer kuerz ze reagéieren. Den Här Minister huet mech direkt ugeschwat.

Ech wäert mer et och weiderhin net huele loossen, mech mat där selwechter Energie hei fir déi dote Mënschen anzesetzen. Ech hunn dat 2015 als Biergerin gemaach. Do war ech am Kontakt mat der deemoleger Ministesch, der Madamm Corinne Cahen – si erënnert sech. An ech wäert et och haut maachen. An ech hunn et d'ailleurs och an der leschter Legislatur, wou ech an enger Majoritéit war zesumme mat Iech, mat Ärer Partei zumindest, deemools schonn a ville Gespréicher mam Här Asselborn gemaach, an ech wäert dat ëmmer weider maachen, well ech iwwerzeegt sinn, dass déi dote Mënschen och hei an der Chamber eng staark Lobby brauchen. An ech wäert mech net dofir genéieren an ech wëll awer trotzdeem nach eng Kéier Iech drun erënneren, Här Minister, dass – Dir waart deemools schonn an der Regierung – och deemools schonn net ëmmer alles richteg gelaf ass. Mee och Dir hätt Iech deemools genausou vill kënnen dofir asetze wéi ech. An ech mengen, ech brauch mech do op jidde Fall net ze genéieren.

Da kommen ech zu menge Froen. Ech wëll Iech froen, ob Der kënnt Stellung huelen zu mengem Amendement, deen ech hei deposéiert hunn zu enger méiglecher Ännerung vum Code du travail. Ech hunn héieren, wéi Der par rapport zur Motioun vun de sozialistesche Kolleege reagéiert hutt. An ech verstinn net esou wierklech, u wat et läit, well Dir hutt an der Kommissioun gesot: „Jo, mir sinn a Gespréicher mam Travail."

Eng éischt an einfach Fro: Sidd Dir der Meenung, Här Minister, dass mer hei d'ADEM sollen accessibel maache fir d'Demandeurs de protection internationale, jo oder nee? A falls d'Äntwert jo ass, u wat läit et? War et en Oubli, dass dat einfach verpasst ginn ass? Wat jo mol ka geschéien. Ech wëll dat elo mol nach guer net weider jugéieren, mee dann hu mer Iech hei mat dësem Amendement eng Hëllefstellung ginn, fir kënnen aus dëser Situatioun erauszekommen, an ech mengen, mir alleguerte misste jo awer, fir dat Ganzt a senger Konsequenz duerchzedenken, iwwerzeegt si vun der Wichtegkeet, dass d'ADEM hei och een Deel vun der Léisung ka sinn, fir dëse Mënschen den Accès op den Aarbechtsmaart méi einfach ze maachen. Dowéinst hu mer eng ganz konkreet Propos hei virgeluecht. Ech wier frou, heizou eng Stellungnam vun Iech ze héieren.

An da wëll ech awer op deen Urgenceplang agoen. Ech mengen, et ass awer e wichtege Volet an dësem Gesetz. Ech verstinn, datt dat keen einfachen Exercice ass an hunn dowéinst eng Motioun virgeluecht, déi Iech wierklech nach eng Kéier encouragéiere soll, och hei d'Zivillgesellschaft an deem Prozess net ze vergiessen, an awer och e konkreeten Timing anzehalen, well et ass net näischt, wat hei verlaangt ass. Mir hunn extra dovunner ofgesinn, hei ze soen: „Kommt wannechgelift a sechs Méint an d'Chamber", mee kommt wannechgelift zäitno an d'Chamber a bannt d'Chamber an d'Zivillgesellschaft wannechgelift mat an. Dowéinst déi Motioun. Ech géif wierklech hoffen, dass mer vläicht zesummen hei och an deem Esprit vum Bon sens an der Gemeinsamkeet, wou jo d'Madamm Cahen e flamende Plädoyer dofir gemaach huet, och dës Motioun kéinte stëmmen, well ech mengen, et ass e wichtegen Outil. An ech hoffen, dass mir och do kënnen Iech an där Aarbecht ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, da vläicht zu Ärem alleréischte Punkt. Also, ech freeë mech iwwer all Ënnerstëtzung, mee meng Remark, déi ech Iech virdru gesot hunn, dat ass éischter: Wann een et sou laang hätt kënne matmaachen, et dann awer net gemaach huet an hei fuerdert, et hätt iwwer Jore scho missen do sinn, da bréngt dat mech awer minimal zum Schmunzelen.

An ech hu jo och gesot, et wär e ganz schwieregen Exercice, deen een hei mécht, soudass ech dat doten ni verlaangt hunn an net géing soen, ech hätt gären, dass dat scho säit Jore gemaach wier. Ganz am Géigendeel! Ech hunn dat schonn op e puer Plaze gesot, hei elo virdru widderholl – ech géif dat dann nach eng Kéier maachen –, dass dat doten eppes ass, wou déi zwou viregt Regierunge sech 2015 an 2022 an der Praxis bewäert hunn. An et gëllt eebe grad, déi Saachen, déi do entstane sinn, beieneen ze bréngen an eebe grad ze kucken, wéi een déi eenzel Prozesser do besser mécht.

Ech hunn Iech och gesot, dass ech wäert zesumme mat deenen anere Ministerkolleegen un deem Plang intensiivst schaffen. Mir hunn en Aarbechtsgrupp do en place, dee sech grad heimat speziell auserneesetzt. Do si ganz vill Acteuren implizéiert, an ech hunn Iech gesot – dofir brauch ech och Är Motioun eigentlech net, well ech dat gesot hunn; ech géif et dann hei awer nach eng Kéier formell widderhuelen –, dass, soubal wéi dee Plang fäerdeg ass, ech deen dann och wäert an d'Chamberkommissioun presentéiere kommen.

Dann hutt Der en Amendement gemaach, fir ze kucken, fir grad d'ADEM direkt mat ze implizéieren. Ech hunn och do an der Chamberkommissioun zweemol gesot, dass et hei an deem Text, dee mer haut hei stëmmen, drëms geet, mol schonn e richteg grousse Schratt ze maachen. Mir schafen d'AOT, also déi temporär Aarbechtsbeschäftegung, komplett of, déi eng ganz grouss Hürd, eng ganz grouss Barrière ass, wat eleng schonn e grousse Schratt wier, an zäitgläich dozou gi mer mat der Durée vu sechs Méint op véier Méint erof, wat nach eng Kéier e grousse Sprong ass.

De leschte Freiden hat ech eng ganz interessant Entrevue mat der Direktesch vun der EUAA. Déi ass aus dem Staunen net méi erauskomm, wéi ech hir dat do erkläert hunn. A wéi ech hir du gesot hunn, mir wären och amgaang, Diskussiounen innerhalb vun der Regierung ze féieren, fir ze kucken, wéi mer fir déi doten DPIen och eng Aarbechtsbegleedung garantéiere kënnen, do huet se nach méi gestaunt. An dat, wat ech Iech domat wëll soen, ass, dass dat Ganzt en Exercice ass, deen déi heite Regierung ganz seriö hëlt.

Hei ass jo virun e puer Méint och scho mol eng Motioun an deem dote Kontext gestëmmt ginn, wou mer haut een Deel ëmsetzen, nämlech d'AOT ofzeschafen. Do steet och, dass mer den Accès zur ADEM géinge vergréisseren. Ech hunn Iech awer gesot, dass dat doten eppes ass, wou am Moment nach Diskussiounen an der Regierung lafen, soudass mer nach keng final Decisioun hunn. An ech hunn Iech och gesot, dass den Aarbechtsminister zesumme mat mir wäert, soubal wéi déi Diskussiounen ofgeschloss sinn, soubal wéi dat tranchéiert ass, ganz, ganz gären an eng Jointe-Kommissioun kommen an Iech dann erklären, wat eis Propos als Regierung och an deem dote Kontext ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech gesinn, d'Madamm Bernard wëllt nach eng Kéier d'Wuert froen. Dir hutt nach eng Kéier d'Recht an dann ass Schluss.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci. Ech weess, ech strapazéieren elo hei ville Leit hir Nerven. Et ass mer awer wichteg, well mir hunn effektiv eng Motioun hei an der Chamber gestëmmt, wou ganz vill Deputéiert heibannen der Meenung waren, dass d'ADEM hei sollt och kënnen Demandeurs de protection internationale en charge huelen.

Dir sot mir elo: „Et lafe Gespréicher mam Aarbechtsminister. Mir sinn eis an der Regierung nach net richteg eens." Ech froen Iech elo als Alleréischt, Här Minister: Sidd Dir der Meenung, dass d'ADEM dofir soll responsabel sinn? Deelt Dir den Avis vun dëser Chamber, déi dat bei dëser Motioun gestëmmt huet, oder deelt Der en net? A wann Dir domadder averstane sidd, da ginn ech dovun aus, dass d'CSV e Problem domadder huet. An da géing ech awer och ganz gären eng Stellungnam vun de Kolleeginnen a Kolleegen aus der CSV heizou héieren, well ech versti wierklech net, u wat et hei sollt scheiteren!

Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Madamm Bernard, bei allem Respekt, mir sinn eng Regierung a mir schwätze mat enger Sprooch, mat enger Sprooch!

(Brouhaha)

An déi heite Regierung huet sech …

(Interruption)

Déi hei Regierung huet sech eppes virgeholl, wat se hei mam Vott vun deem heiten Text wäert maachen, nämlech d'AOT ofzeschafen an den Accès no véier Méint op den Aarbechtsmarché opzemaachen.

(Interruption)

E riseg grousse Sprong par rapport zu deem, wat mer haut hunn. An da musst Der nach e bësse Gedold hunn. Mir wäerten dat do innerhalb vun der Regierung tranchéieren an da wäert Dir mat déi Éischt sinn, mat deenen anere Kommissiounsmemberen aus deenen zwou Kommissiounen, …

(Interruption)

… déi dann do wäerte bericht kréien, wat d'Regierung dann hei tranchéiert huet a wéi mer dann och do d'ADEM kënnen asetzen. Wéi gesot, wann et jo sou einfach wier, Madamm Bernard, dann, mengen ech, hätt Dir dat och virdru scho gemaach. Dat hutt Der net, dat hutt Der net. Warscheinlech hat Der och Är Ursaachen, dass Der et net gemaach hutt, dass Der eng komplizéiert AOT-Mesür en place gesat hutt respektiv gehalen hutt an den Accès no sechs Méint gemaach hutt.

Dat heescht, loosst eis elo mol Schratt fir Schratt goen. Deen dee mer haut zesumme wäerte goe mat deem heite Gesetz ass, mengen ech, schonn e ganz bedeitenden, iwwert dee vill Leit sech wäerte freeën, déi Loscht hunn, en Deel vu Lëtzebuerg ze ginn, sech hei ze integréieren iwwert de Wee vun der Aarbecht, relativ fréizäiteg doduerch och kënne selbstänneg ze sinn an op hiren eegenen zwee Féiss kënnen ze stoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hahn. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Amendements

Éier mer zum Vott iwwert de Projet de loi kommen, leien zwee Amendemente vir, iwwert déi mer elo wäerten ofstëmmen. Ech géif also Iech soen, Dir sollt Iech prett maachen, fir iwwert déi Amendementen ofzestëmmen.

Amendement 1

A fir d'éischt stëmme mer iwwert den Amendement Nummer 1 of vun déi gréng – et geet zweemol ëm déi Diskussioun ëm d'ADEM –, deen als Objet huet, den Intitulé vum Projet de loi ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par M. Ricardo Marques), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Marc Lies), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Den Intitulé vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 2

An da komme mer zum Vott iwwert den Amendement Nummer 2 vun déi gréng, deen als Objet huet, den Artikel 36bis nom Artikel 36 vum Projet de loi bäizefügen.

Vote sur l'amendement 2

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dësen Amendement ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Charles Weiler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Ricardo Marques), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Den Artikel 36 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8732. Den Text steet am Document parlementaire 8732[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8732 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 37, Nee: 12, Abstentioun: 11. Dëse Projet de loi ass also mat 37 Jo-Stëmme géint 12 Nee-Stëmme bei 11 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Charles Weiler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Ben Polidori et Ben Streff.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An dann hu mer nach dräi Motiounen, déi um Büro deposéiert gi sinn. A mir kommen der Rei vum Depot no zu deenen eenzele Motiounen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir wëllt duerno eppes soen?

(Assentiment)

Da froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Weiler, d'Madamm Minella, den Här Hardy. Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, heiriwwer ass elo scho vill geschwat ginn. De Minister huet net nëmmen an der Kommissioun, mee och haut den Owend scho vill driwwer gesot. Ech mengen, déi Froen, ëm déi et sech hei handelt, ginn am Moment diskutéiert. De Minister huet et e puermol gesot: D'Regierung ass amgaang, un deem Dossier ze schaffen an d'Modalitéite sinn nach net definitiv festgeluecht. Ech mengen, datt et elo sënnvoll ass, datt déi Aarbecht seriö an am Detail gemaach gëtt. Ech mengen och, datt den Dossier net aleng just beim Travail läit, mee och d'Famille e wichtege Rôle do spillt. An et ass en Zesummespill, wou d'Ministeren och gesot hunn, datt se do un engem Strang zéien a Léisungen ausschaffen, fir déi praktesch an och déi technesch Froen ze klären. Well déi musse gekläert ginn. Et muss eng propper Grondlag do sinn, fir eng seriö Orientatioun an och eng realistesch Vermëttlung herno op dem Marché kënnen ze garantéieren. Dat ass net evident.

Ech mengen, mir sollen der Regierung elo d'Méiglechkeet loossen, dat auszeschaffen. Da komme se an d'Kommissiounen, déi zwou Kommissioune beieneen an enger Jointe, wat de Minister och virdru gesot huet. Dat ass am Interessi vun den DPIen. Et ass am Interessi vun der ADEM. An et ass och am Interessi vun engem funktionéierenden Aarbechtsmarché, esou datt mer dës Motioun zu dësem Zäitpunkt net matstëmme wäerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Villmools merci. Jo, hei wësse mer, dass de Familljeminister an den Aarbechtsminister schonn zesummen diskutéieren, eebe fir de Plang zäitno an d'Kommissioun och presentéieren ze kommen. Ech géif mech dann u mäi Virriedner ralliéieren a menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Also mir hu scho ronn 7 % Aarbechtsloser bei der ADEM ageschriwwen. Dat sinn net wéineg Leit, déi mer musse placéiert kréien. Dofir kënne mir mat dëser Motioun net d'accord sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Marc Baum.

(Interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Dat hei ass jo elo en natlosen Iwwergang …

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Baum huet d'Wuert!

M. Marc Baum (déi Lénk) | … vun der Diskussioun, déi mer elo grad haten a wou den DP-Minister sech net wollt kloer positionéieren, ob et de Wonsch wier vun der Regierung, fir – an dat ass e politesche Choix! – der ADEM och d'Zoustännegkeet ze ginn an der Aarbechtsvermëttlung fir DPIen, dat heescht, datt och d'DPIe sech kënnen un d'ADEM wenden.

Den Här Weiler ass drop agaangen, datt do elo Diskussioune wieren, datt et en Zesummespill wier tëschent dem Aarbechts- an dem Familljeministère an datt een do misst un engem Strang zéien. Ben, ech stelle fest: Déi doten Diskussioun, déi féiere mer awer elo schonn eng Zäitchen an ech wier dann awer och frou, wa mer zäitno géifen zu engem Zesummespill fannen an zu Resultater, wou ee kéint soen: „Mee do sinn effektiv zwee Ministeren, déi un engem Strang zéien", well et geet alles awer finalement op d'Volontéit vun der Chamber zréck, déi mer och scho virun enger ganz laanger Zäitchen hei an der Chamber expriméiert hunn, fir dat dote wëllen ze maachen.

Am Fong freet dës Motioun och näischt aneres, wéi eng politesch Decisioun ze huelen, déi der Chamberskommissioun dann ze presentéieren, fir eeben den DPIen déi Méiglechkeet ze ginn, sech och bei der ADEM anzeschreiwen. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Dach, d'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, ech hu mäi Punkt, mengen ech, viru scho relativ kloer an däitlech gemaach. Ech wollt awer trotzdeem nach eng Kéier rappeléieren, dass mir am Oktober eng Demande gemaach hu fir eng Jointe-Kommissioun zu genau deem heite Sujet fir d'Famille an den Travail. Oktober! Am Januar hu mer e Rappell gemaach. Do goufe mer vertréischt. Elo schwätze mer scho rëm iwwert de Sujet. Et schéngt e permanente Spillball tëscht zwee Ministèren ze sinn a mir schéngen net virunzekommen.

Ech weess nach ëmmer net genau, u wiem et hei scheitert, mee dës Regierung, egal wéi eng Partei oder wéi e Ministère elo hei d'Verantwortung letztendlech huet, ka sech u sech schummen an ech mengen, dass et och wierklech net dem Wëlle vun dëser Chamber entsprécht. Ech mengen, d'Motioun war kloer an an deem Sënn ënnerstëtze mir och hei ausdrécklech dës Motioun. An ech kann Iech wierklech nëmmen eng Kéier nach häerzlech invitéieren, fir esou lues e bësse bei d'Pëtten ze kommen, well dat heite gëtt ëmmer méi penibel, wat mer méi oft ëmmer erëm déi heite Situatioun hunn, wou mer hei driwwer schwätzen an Der nach ëmmer näischt geliwwert hutt, obwuel Der eis ëmmer erëm op déi nächst Méint vertréischt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Da kritt d'Auteure vun der Motioun d'Wuert, d'Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei elo de Punkt gemaach. Mir hu verstanen, dass hei elo nach Diskussiounen ausstinn. Mir hätten eis natierlech gewënscht, dass deen Accès zum Aarbechtsmarché elo kéint hei mat dëser Motioun bestäerkt ginn. Mir vertréischten eis dann dorobber, dass Der dann esou schnell wéi méiglech bei eis an d'Kommissioun kommt, wann Der dann Är Gespréicher gefouert hutt.

An, jo, ech mengen, et ass am Interêt vun eis a vun der Gesellschaft, dass mer déi Leit esou schnell wéi méiglech op den Aarbechtsmarché kréien, an da kucke mer, wéi dat dann elo fonctionéiert mat deem Gesetz, wat mer haut elo gestëmmt hunn, ob dat dann tatsächlech méi schnell geet oder net oder ob mer eeben d'ADEM awer brauchen, fir kënnen e besseren Accès ze garantéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Domat ass dann d'Diskussioun iwwert d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Delcourt ofgeschloss.

An ech stellen d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Delcourt zum Vott.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Charles Weiler), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vun der Madamm Delcourt. D'Madamm Delcourt wëllt zum Schluss schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Minella, fir unzefänken. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci der Madamm Delcourt fir dës Motioun. Wat den éischten Tiret ugeet vun der Strategie an dem Plan d'action: Ech mengen, dëse Punkt ass hei iwwerflësseg, well d'Ëmsetzung vum Gesetz selwer schonn den Handlungs- a Referenzkader duerstellt.

An den zweete Punkt, wat de Logement abordable ugeet: Do wësse mer, dass d'Regierung schonn intensiv un der Schafung vu bezuelbarem Wunnraum schafft. Mir brauchen hei keng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, wa se et elo scho mécht. D'Wunnengskris betrëfft déi ganz Gesellschaft an hei gëtt schonn eng breet Pallett u Mesüren op de Wee bruecht, fir d'Offer vu Wunnengen auszebauen. An dofir géif ech hei och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Si soss nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da froen ech d'Madamm Delcourt. Do ass och keng Wuertmeldung.

Da géif ech dës Motioun zum Vott stellen, also d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Delcourt.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 40, Abstentioun: 2. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles (par M. Ricardo Marques), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Zeimet), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 3

An da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 3 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert de Plan d'urgence en matière d'accueil et d'asile. Madamm Bernard, Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Minella. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci der Madamm Bernard fir dës Motioun. D'EU-Direktiv gesäit scho selwer d'Opstellung vun engem Plan d'urgence vir a mat der Adoptioun vum Gesetz gëtt dës Verflichtung geschaf. Et ass selbstverständlech, datt déi zoustänneg Administratiounen un der Ëmsetzung schaffen. De Minister ass och ëmmer an zu all Moment disponibel, fir an d'Chamber ze kommen, fir Informatiounen ze ginn. An déi dräi Invitte vun dëser Motioun betreffen Elementer, déi entweeder schonn am Gesetz virgesi sinn, déi schonn an der Praxis ëmgesat ginn oder déi zum normale Fonctionnement vun de Relatiounen tëschent der Regierung an der Chamber gehéieren. An och hei géif ech da menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Sinn aner Wuertmeldungen do? Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech mengen eeben, datt se schonn hir Noutwendegkeet huet, well notamment den drëtten Tiret leider

net zum normale Fonctionnement gehéiert tëschent Regierung a Chamber, well d'Regierung informéiert d'Chamber net reegelméisseg iwwert den Avancement vun allméigleche Pläng, déi se am Moment amgaang ass opzestellen. Schéi wier et an ech géif et ënnerstëtzen, wann dat esou wier – net nëmmen an dësem Plang, mee och a ganz villen anere Pläng.

A soulaang dat nach net esou de Fall ass, mengen ech, si mir schonn an eisem Rôle als Chamber, fir dat vun der Regierung anzefuerderen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci nach eng Kéier fir dës Motioun vun deene Grengen. Mir wäerten dës natierlech ënnerstëtzen a matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Keng aner Wuertmeldung? Da kritt d'Auteure d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll wierklech nach eng Kéier en Accent drop leeën, dass am zweeten Invite och nach eng Kéier explizitt drasteet, d'Zivillgesellschaft hei matanzebezéien. Ech erënneren drun: Bei deene grousse Krise waren et ganz oft eng Croix-Rouge, eng deemoleg Caritas, eng haiteg HUT, Inter-Actions, d'ASTI, déi hei eng ganz aktiv Roll iwwerholl hunn, oft eng ganz schnell Roll iwwerholl hunn. A si hunn eng direkt Erfarung hei gemaach, wéi een an deene Krisesituatioune kann agéieren. Si hu ganz sécher e wichtegen Input. An ech hat weeder an den Erklärunge vum Minister an der Kommissioun nach elo hei esou richteg matkritt, dass e wëlles hätt, d'Zivillgesellschaft och hei bei der Ausschaffung vum Plang matanzebannen.

En huet geschwat vun deene verschidde Ministèren, déi hei bedeelegt sinn. Mee ech mengen, dass d'Zivillgesellschaft wierklech hei hir Wichtegkeet huet. Ech wëll dat wierklech nach eng Kéier ënnersträichen, och falls Der dann d'Motioun net matstëmmt, da verhënnert et jo awer net, dass Der vläicht heiansdo och op d'Oppositioun lauschtert an dat dann awer hoffentlech wäert maachen.

An da wëll ech awer ganz kuerz awer op deen e bëssen ironesche Saz agoen: „De Minister ass ëmmer disponibel, fir an d'Chamber ze kommen." Ech rappeléieren: Am Oktober hunn ech eng Demande gemaach, fir dass d'Ministeren an d'Chamber kommen. Dat ass nach ëmmer net geschitt. Dowéinst hoffen ech, dass dann hei de Minister disponibel genuch ass, fir an d'Chamber ze kommen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Domat wär d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 3 vun der Madamm Bernard dann ofgeschloss.

An ech géif och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier, ob all d'Procuratioune geholl sinn, wannechgelift. Voilà. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Ricardo Marques), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charles Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 16., 17. an 18. Juni virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.38 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Conditions d'hygiène et contrôles dans les structures d'accueil pour réfugiés	3692	Dan Hardy	59
Contrôle de la sécurité et de la salubrité dans les structures d'hébergement de l'ONA	3733	Djuna Bernard	59
Remboursements au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3750	Marc Goergen	60
Soutien financier pour les personnes hébergeant des personnes réfugiées	3759	Djuna Bernard	60
Stagnation des immatriculations de véhicules électriques	3762	Joëlle Welfring	60
Mise en œuvre des compléments pour personnes âgées	3766	Nathalie Morgenthaler	61
Accès à la rééducation et à la réadaptation au Rehazenter	3769	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	62
Pressions américaines concernant la réglementation européenne sur la déforestation	3772	Franz Fayot	62
Conditions de travail et sécurité des agents pénitentiaires au Luxembourg	3783	Yves Cruchten, Ben Polidori	63
Fonctionnement et efficacité des commissions des loyers au Luxembourg	3784	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	63
Position du Luxembourg sur la proposition « EU Inc » de la Commission européenne	3788	Sven Clement	64
Droit de préemption des communes	3826	Marc Goergen	65
Encadrement des « speed-pedelecs » et adaptation de la législation routière	3828	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	65
Plans d'action contre le bruit aérien et absence de sanctions	3829	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	65
Adoptions internationales	3830	Sam Tanson, Djuna Bernard	66
Langue de commandement et exigences linguistiques dans l'armée	3831	Tom Weidig, Fred Keup	66
Optimisation de l'alimentation animale comme levier de réduction des émissions d'ammoniac et de méthane	3832	Joëlle Welfring	67
Activités du NSO Group au Luxembourg et liens éventuels avec le Togo	3833	Sven Clement, Marc Goergen	67
Absence prolongée de conseillers communaux sans excuse valable	3834	Nathalie Morgenthaler	68
Ressortissants luxembourgeois engagés dans l'armée israélienne et implications juridiques	3835	Franz Fayot	68

Déploiement d'infrastructures de recharge électrique sur le réseau autoroutier luxembourgeois	3836	Meris Sehovic	68
Sécurité des cyclistes dans les rues cyclables et application des règles y afférentes	3837	Meris Sehovic	69
Allègement des obligations de reporting des banques dans l'Union européenne	3838	Laurent Mosar	70
Faillite de l'école de musique Cavem	3839	Claire Delcourt, Georges Engel	70
Délais de dépôt des déclarations fiscales et intérêts de retard	3840	Yves Cruchten	71
Indemnités de repas et de jour dans la fonction publique	3841	Ben Polidori	71
Plateforme Léier Lëtzebuergesch online	3842	Ben Polidori, Yves Cruchten	72
Demandes de remboursement du FNS et suites judiciaires	3843	Dan Hardy	72
Conflits d'intérêts et participation des mandataires communaux aux délibérations et votes	3845	Alexandra Schoos	72
Position luxembourgeoise sur l'ETS	3846	Joëlle Welfring	73
Accessibilité et fonctionnement de la clinique de jour en pédopsychiatrie à Wiltz	3847	Michel Lemaire	73
Protection contre la diffusion non consentie de contenus intimes et les deepfakes	3848	Taina Bofferding	74
Presse libre et accès à l'information au Luxembourg	3849	Dan Hardy	75
Coopération énergétique renforcée entre le Luxembourg et la Belgique	3850	Mars Di Bartolomeo	76
Impact de l'affaire Caritas sur le financement des organisations sociales	3851	Mars Di Bartolomeo	76
Déclarations concernant « certains médias » luxembourgeois	3852	Sam Tanson, Djuna Bernard	77
PFAS dans les eaux potables	3853	Marc Goergen	77
Délais du regroupement familial pour bénéficiaires de protection internationale	3854	Yves Cruchten, Paulette Lenert, Liz Braz	77
Retards de paiement de l'État et obligations de reporting envers la Commission européenne	3856	Yves Cruchten, Dan Biancalana	78
Évolution du chômage par nationalité depuis 2023	3858	Franz Fayot	78
Départ de cabinets d'audit de l'ABBL	3861	Sam Tanson	79
Arrêt CJUE C-210/24 et utilisation de la commande publique comme levier de promotion de la négociation collective	3862	David Wagner, Marc Baum	79
Risque de pénurie de kérosène et approvisionnement aérien au Luxembourg	3863	Michel Lemaire	80
Anticipation des futures normes européennes sur la qualité de l'eau	3864	Joëlle Welfring	80
Répartition des nouvelles recrues de la Police grand-ducale (2025-2026)	3865	Yves Cruchten, Dan Biancalana	81
Application du principe du « pollueur-payeur » dans le contexte du traitement des eaux usées	3866	Joëlle Welfring	81
Impact d'une pénurie de kérosène sur le transport aérien luxembourgeois	3867	Yves Cruchten	82
Projet de liaison ferroviaire rapide Luxembourg–Bruxelles	3868	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Sécurité des femmes dans l'espace public et les transports	3869	Claire Delcourt	83
Panne du système de paiement électronique au Luxembourg	3870	Stéphanie Weydert	84
Projet immobilier « Kiem 2050 »	3872	Franz Fayot, Yves Cruchten	84
Révision des droits des passagers aériens	3874	Mars Di Bartolomeo	85
Implantation d'un centre de données Google à Bissen	3875	Ben Polidori	85
Intégration de la micromobilité dans les transports	3876	Michel Lemaire	86
Travaux sur le réseau ferroviaire	3877	Michel Lemaire	86
Procédure d'installation d'un mât de téléphonie mobile et information des citoyens	3878	Sven Clement	86
Digitalisation de la déclaration d'impôt au Luxembourg	3879	Sven Clement	87
Contribution exceptionnelle sur les superprofits des entreprises énergétiques	3881	Georges Engel	88
Utilisation des applications de messagerie par les responsables publics	3882	Ben Polidori	88
Augmentation du salaire social minimum et concertation gouvernementale	3884	Georges Engel	88
Choix de la langue par défaut sur le site de l'IGP	3885	Tom Weidig, Alexandra Schoos	89
Lutte contre le travail clandestin au Luxembourg	3886	Mars Di Bartolomeo	89
Mesures de réduction de la consommation d'énergie face aux tensions d'approvisionnement	3887	Georges Engel, Franz Fayot	90
Prévention et prise en charge de la ménopause au Luxembourg	3888	Nathalie Morgenthaler	91
Prise en compte de la « shrinkflation » dans le calcul de l'index	3889	Fred Keup	91
Retour des réfugiés syriens et position du Gouvernement luxembourgeois	3890	Fred Keup	91
Blocage d'avoirs russes, contentieux et impact sur la place financière luxembourgeoise	3891	Fred Keup	91
Bénéficiaires de la sécurité sociale	3894	Marc Goergen	92
Jetons de présence dans les communes	3895	Marc Goergen	92
Financement public et encadrement de la « Marche féministe » et de la plateforme JIF	3899	Dan Hardy	92
Réduction de la consommation d'énergie et recours au télétravail dans la fonction publique	3900	André Bauler, Gilles Baum, Gusty Graas	92
Utilisation des places de stationnement pour personnes avec handicap	3904	Marc Goergen	93
Déclarations du Président des États-Unis sur l'Iran et respect du droit international	3910	Franz Fayot, Yves Cruchten	93
Ouverture dominicale des commerces	3911	Marc Goergen	93
Vente de cannabinoïdes synthétiques dans un CBD shop à Luxembourg	3912	Sven Clement	93
Avenir du CHdN	3921	André Bauler, Gérard Schockmel	94
Activation des comptes eSanté	3929	Corinne Cahen	94
Fonctionnement du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)	3937	Patrick Goldschmidt, Gusty Graas	95
Convocation d'une tripartite	3951	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	96
Mission humanitaire Global Sumud Flotilla	3957	Sam Tanson	96

Investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension	3966	Mars Di Bartolomeo	96	Nouveau référentiel du CGDIS	3979	Sven Clement	98
Nouvelle piste cyclable entre Arlon et Koerich	3970	Michel Lemaire	97	Vidéosurveillance dans les commissariats de police	3995	Meris Sehovic	98
Satellites militaires luxembourgeois	3976	Marc Baum	97	Développement de l'Uerschterhaff à Sanem	4032	Marc Goergen	99

Conditions d'hygiène et contrôles dans les structures d'accueil pour réfugiés | Question **3692** (25/02/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Verschidde Meedien hunn a leschter Zäit iwwer déi onhygieenesch Zoustänn a bestëmmte Flüchtlingsinfrastrukture bericht. An engem RTL-Artikel vum 5.2.2026 (https://infos.rtl.lu/news/luxembourg/problemes-dhygiene-a-la-structure-daccueil-pour-refugies-210545095) heescht et: „C'est loin d'être la première fois que des problèmes d'hygiène sont signalés dans des structures d'accueil pour réfugiés."

Well dee Probleem also weiderhi besteet, stelle sech Froen no der Responsabilitéit an och der Reegelméissegkeet vun den Inspektiounen an dësen Ariichtungen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

– Wéi vill Inspektioune goufen an deene leschte Joren an de betreffende Strukturen duerchgefouert, an a wéi engen Intervallen?

– Wat waren déi wichtegst Erkenntnisser?

Réponse (27/04/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3633 erkläert, ginn am Kader vun de Kaderaccorde mat den Haaptprestatairen (Catering, Botzen, Bewaachung asw.) eng Rei vu KPIs (Key Performance Indicators) an den Déngschtleeschtungsaccorden (Service Level Agreements – SLA) festgeluecht. Dës Indicateuren huelen déi wichtegst Ufuerderunge vun de Kaderaccorden op a bidden all de Kontrollinstanze gemeinsam Evaluatiounskrittären.

De Suivi vun de KPIs gëtt bei trimestrielle Reuniounen am Ufank vum Kontrakt an duerno a semestrielle Reuniounen no dem éischte Joer assuréiert. Netkonformitéiten, déi am Kader vun de SLA festgestallt ginn, kënnen ekonomesch Konsequenze fir d'Prestatairen hunn (finanziell Sanktiounen) an, wa passend, kontraktuell Verflichtungen zur Konformitéitshierstellung no sech zéien.

Zousätzlech féiert d'Sektioun „Qualité et statistiques" vum ONA Qualitéitskontrolle vun de Leeschtungen an och vun den Ënnerbréngungsstrukturen no enger kloer definéierter a reegelméisseger Prozedur duerch. Ausserdeem sinn d'Gestionnairë vum ONA permanent um Terrain a gräifen an, soubal si technesch oder sanitär Problemer feststellen oder eng Meldung vun der Sektioun Qualité kréien. Si huelen dann déi noutwendeg Schrëtt, fir d'Reparaturen direkt an d'Weeër ze leeden. Ofhängeg vun der Struktur ginn d'Aarbechten entweeder vun externe Prestatairen oder vum technesche Service vum ONA ausgefouert.

Am Joer 2025 huet den technesche Service vum ONA insgesamt 5.000 Interventioune realiséiert. Fir an de verschiddene Strukture séier kënnen anzegräifen, ass den technesche Service vun der ONA op zwee Sitte verdeelt: een zu Hesper an een zu Tandel. Vun de 5.000 Interventioune goufen der 3.550 vum Site zu Hesper aus duerchgefouert an 1.450 vum Site zu Tandel. D'Interventiounen hunn haaptsächlech elektresch Installatiounen, Miwwelen, sanitär Installatiounen, Haushaltsapparater, souwéi Dieren a Fënstere betraff.

Contrôle de la sécurité et de la salubrité dans les structures d'hébergement de l'ONA | Question **3733** (06/03/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

En décembre 2025, le Gouvernement a approuvé un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, qui a l'objectif de supprimer de la nomenclature des établissements classés les structures d'hébergement destinées notamment au logement provisoire de demandeurs de protection internationale et de protection temporaire.

Le Conseil d'État, dans son avis n° 62.432 du 24 février 2026 relatif au projet, rappelle que le pouvoir réglementaire ne peut ni étendre ni restreindre le champ d'application d'une loi. Il estime dès lors que la suppression de ces structures du champ d'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés par voie de règlement grand-ducal risque d'encourir la sanction de l'article 102 de la Constitution.

Notons que l'intention de transférer à l'Office national de l'accueil (ONA) lui-même le contrôle du respect des normes de sécurité et de salubrité dans les structures qu'il gère, telle que prévue par le projet de règlement grand-ducal, a suscité des critiques de la part de la Chambre des Salariés, de la FEDAS ainsi que du Collectif réfugiés Luxembourg.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Comment le Gouvernement entend-il réagir aux observations du Conseil d'État concernant le risque d'inconstitutionnalité soulevé dans cet avis ?

2) Combien de contrôles l'Inspection du travail et des mines a-t-elle effectués au sein des structures d'hébergement depuis l'intégration de ces structures dans la nomenclature ? Combien d'infractions ont été constatées et quelle en était la nature ? Quelles recommandations ont été émises ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tout d'abord, il convient de rappeler que les structures de l'Office national de l'accueil (ONA) ne faisaient pas partie de la nomenclature des établissements classés durant les législatures précédentes. Ce n'est qu'en 2024 que le Gouvernement actuel a pris la décision ambitieuse de les y intégrer.

Cependant, force a été de constater que la législation en question risque ne pas être entièrement adaptée pour répondre aux besoins de l'ONA identifiés sur le terrain, notamment en ce qui concerne la flexibilité et réactivité requise pour répondre aux situations de crise, telles que les afflux massifs en 2015 et en 2022. En effet, il importe de souligner que seulement cette flexibilité et réactivité ont permis au Gouvernement de faire face aux crises précitées et de gérer ces situations de manière efficace.

Le Gouvernement a pris acte de l'avis n° 62.432 du Conseil d'État du 24 février 2026. Dans cet avis, le Conseil d'État affirme que les structures d'accueil en question tombent dans le champ d'application de la législation en matière d'établissements classés et rappelle, sur le fondement de l'article 45 de la Constitution, que le pouvoir réglementaire ne peut ni étendre ni restreindre le champ d'application d'une loi. Il en déduit que la suppression, par voie de règlement grand-ducal, du point 060305 de la nomenclature des établissements classés est susceptible de soulever un risque d'inconstitutionnalité.

Tel que prévu par l'accord de coalition, un plan pluriannuel de rénovation et de sécurisation des structures de l'ONA se trouve à l'heure actuelle en cours d'élaboration par l'ONA, l'Administration des bâtiments publics, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, et le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Compte tenu de l'avis du Conseil d'État, et en sus des travaux de sécurisation d'ores et déjà réalisés ou planifiés, la mise en conformité des structures visées par la nomenclature fera partie intégrante de ce programme de travail. Celui-ci devra notamment tenir compte des contraintes opérationnelles, des spécificités des structures concernées ainsi que des capacités techniques et ressources mobilisables des acteurs en charge de son exécution, tout en fixant des échéances réalistes pour la réalisation des adaptations nécessaires.

Dans ce cadre, il importe de préciser qu'en vertu du point 060305 de la nomenclature, toutes les structures d'accueil ne tombent pas sous le champ d'application de la nomenclature des établissements classés. En effet, les structures d'urgence, les structures qui ont été mises à disposition seulement temporairement, ainsi que les structures d'une capacité inférieure à 12 lits ne sont pas concernées.

ad 2) Depuis l'intégration des structures d'hébergement dans la nomenclature des établissements classés par le règlement grand-ducal entré en vigueur le 1er juin 2024, sous le point 060305 de la classe 3A, l'Inspection du travail et des mines (ITM) n'a pas encore effectué de contrôle dans ces structures au titre de la législation relative aux établissements classés.

Cette absence de contrôle s'explique par le régime transitoire prévu à l'article 31, paragraphe 3, de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. En effet, les établissements existants nouvellement intégrés dans la nomenclature disposent d'un délai de 18 mois à compter de l'entrée en vigueur du règlement ayant procédé à cette intégration pour transmettre à l'ITM les informations visées à l'article 7 de la loi précitée, en vue de la délivrance d'une autorisation d'exploitation.

Une fois l'autorisation d'exploitation délivrée par le Ministre ayant le Travail dans ses attributions, un délai supplémentaire, tenant compte des spécificités de la structure respective et de la faisabilité et du calendrier de mise en œuvre, est prévu pour permettre la mise en conformité de l'établissement concerné.

Durant cette période transitoire, l'ITM se tient à la disposition des exploitants afin de leur fournir les renseignements et conseils nécessaires.

Remboursements au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **3750** (10/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 9 vum Gesetz vum 22. September 2014 iwwert de Filmfong gesäit vir, datt eventuell Recetten aus der Exploitatioun vun engem gefërderte Film „au prorata" vum Investissement un de Filmfong zeréckbezuelt musse ginn.

Am groussherzogleche Reglement vum 4. November 2014 ginn d'Modalitéite gereegelt, wéi eventuell Recettë mussen zeréckbezuelt ginn („modalités de remboursement des aides"). Et stellt sech d'Fro, wéi d'Remboursementsmodalitéiten an der Praxis applizéiert ginn, besonnesch,

– wat d'Bestëmmung vun de „recettes nettes";
– de Faktor tëschent 0,5 an 1,5;
– an d'Méiglechkeet vum Fonds ugeet, ganz oder deelweis op e Remboursement ze verzichten.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3401 huet de Minister een Tableau opgelëscht mat all de Filmer a Produktiounsfirmen, déi an der Vergaangenheet Sue vum Filmfong kruten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi héich waren zanter 2015 d'Réckbezuelungen un de Filmfong op Basis vun den uewe genanntene legalen Dispositiounen a wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen?

2. Wéi héich ass de Prozentsaz vun den effektiv zeréckbezueltene Montanten am Verglach zum Gesamtmontant vun den zougesprachenen Hëllefen (384,214 Milliounen Euro) an de leschten zéng Joer?

3. Wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen, opgelëscht no Produktiounsfirma? Wéi verdeelen sech d'Réckbezuelungen, opgelëscht no Film?

4. A wéi ville Fäll huet de Filmfong ganz oder deelweis op e Remboursement verzicht?

5. Bei wéi ville Projeten ass de Faktor tëschent 0,5 an 1,5 applizéiert ginn, a no wéi enge Krittäre gouf dëse Faktor festgeluecht?

6. Wéi héich ass de Montant u kapitaliséierte Remboursementer, deen aktuell am Numm vun de Produktiounsfirme verbucht ass a fir nei Projeten erëm agesat ka ginn? Kéint de Minister dëse Montant pro Produktiounsfirma uginn?

7. Wéi garantéiert de Minister, datt de kulturelle Volet net als Alibi mëssbraucht gëtt, fir den Artikel 9 net mussen unzewennen an deemno ausser Kraaft ze setzen, woumadder d'Staatskeess ëm Millioune Verloschter mécht?

Réponse (27/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Zanter 2025 chiffréieren d'Réckbezuelunge sech op 5.246.849 Euro. D'Verdeelung vun de Réckbezuelungen ass am annexéierten Tableau ↟ opgelëscht. De Montant vu 5.246.849 Euro gedeelt duerch de Gesamtmontant vun 384.214 Milliounen Euro ergëtt de Prozentsaz vun 1,366 %.

ad 3. D'Réckbezuelungen, opgelëscht no Produktiounsfirma an no Projet, sinn am annexéierten Tableau ersiichtlech.

ad 4. Zënter dem 15. Dezember 2022 verzicht de Filmfong op Réckbezuelunge bei Kuerzfilmer, well dës Wierker keng kommerziell Exploitatioun hunn.

ad 5. De Koeffizient vun deem den honorabelen Deputéierte schwätzt bestëmmt d'Vitess vum Remboursement an net de Montant, deen zeréckzebezuelen ass. Den accordéierte Montant ass komplett remboursabel mat Ausnam vun de Kuerzfilmer zënter dem 15. Dezember 2022 (cf. Äntwert op déi viregt Fro). De Remboursement fënnt pari passu op Basis vun de Recettë statt, déi vum Wierk erwirtschaft ginn.

Bis de 15. Dezember 2022 gouf e Koeffizient vun 0,75 op all d'Projeten ugewant. Zënter dësem Datum ass de Koeffizient prinzipiell op 1 festgeluecht. Allerdéngs gëllt e Koeffizient vun 0,75 fir Projete vun engem lëtzebuergesche Realisateur an e Koeffizient vun 1,25 wann d'Minimums garantis vun Distributeuren duerch Soficaen oder gap equity finanzéiert ginn.

ad 6. D'Montante sinn am annexéierten Tableau ↟ ersiichtlech.

ad 7. D'Äntwert op dës Fro verbleift déi selwecht wéi déi, déi dem honorabelen Deputéierten a senger Fro vum 13. Februar 2026 beäntwert gouf.

Soutien financier pour les personnes hébergeant des personnes réfugiées | Question **3759** (12/03/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le programme gouvernemental prévoit que le Gouvernement « étudiera la possibilité de soutenir financièrement les personnes qui hébergent depuis plus de 6 mois des demandeurs de protection internationale (DPI), des bénéficiaires de protection internationale (BPI) ou des bénéficiaires de protection temporaire (BPT) ».

Dans le contexte de la saturation constante du réseau des structures d'hébergement pour demandeur·e·s de protection internationale, ainsi que les difficultés persistantes liées à la création de nouvelles structures, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de ménages hébergent actuellement des DPI, BPI ou BPT ?

2) Combien de DPI, BPI ou BPT sont actuellement hébergés chez des personnes privées ?

3) De manière générale, quelle appréciation le Gouvernement porte-t-il sur le potentiel de l'hébergement auprès de particuliers en tant que modalité d'accueil complémentaire ?

4) Où en est l'étude annoncée dans le programme gouvernemental ? Quels acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ont été associés à cette étude ?

5) Quels éléments ou critères ont été pris en considération dans le cadre de cette étude ?

6) L'étude annoncée a-t-elle été finalisée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales conclusions ? Quelles suites le Gouvernement entend-il réserver aux conclusions de l'étude et dans quels délais ?

7) Dans la négative, quel est le calendrier prévu pour la finalisation de ladite étude ?

8) Quelles autres mesures sont envisagées afin d'encadrer, soutenir ou développer davantage l'accueil de personnes réfugiées auprès de personnes privées ?

Réponse (28/04/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) et 2) Concernant les bénéficiaires de protection temporaire (BPT), l'Office national de l'accueil (ONA) assure le suivi social de 1.160 dossiers/ménages résidant dans des logements privés, ce qui représente un total de 1.889 personnes.

Toutefois, les statistiques actuelles ne permettent pas à l'ONA d'indiquer quelle proportion de ces personnes vit dans un logement indépendant et quelle proportion est accueillie par des familles d'accueil.

S'agissant des demandeurs de protection internationale (DPI), 95 dossiers/ménages résident actuellement dans des logements privés, soit un total de 174 personnes.

Concernant les bénéficiaires de protection internationale, l'ONA ne tient pas de statistiques à ce sujet, dans la mesure où sa mission consiste uniquement à organiser l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire, tels que définis par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

ad 3) Dans la mesure où tout ménage au Luxembourg peut en principe héberger un BPT, un BPI ou un DPI, il n'est pas possible d'établir des estimations utiles quant au potentiel d'hébergement en tant que modalité d'accueil complémentaire.

ad 4) à 8) L'accord de Gouvernement prévoit que le Gouvernement « étudiera la possibilité de soutenir financièrement les personnes qui hébergent depuis plus de 6 mois des DPI, des BPI ou des BPT ». À l'heure actuelle, les travaux y relatifs se poursuivent au sein des ministères concernés. Dès leur aboutissement, le Gouvernement en communiquera les détails.

Stagnation des immatriculations de véhicules électriques | Question **3762** (12/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon les données du Statec, l'année 2025 marque pour la première fois depuis plusieurs années un léger recul de la part des véhicules 100 % électriques parmi les nouvelles immatriculations au Luxembourg. Alors que 12.777 voitures électriques avaient été immatriculées en 2024 (soit 27,4 % des nouvelles immatriculations), ce chiffre est passé à 12.664 en 2025, représentant 26,9 % du total.

Dans le même temps, les véhicules à motorisation hybride ont connu une progression marquée, représentant désormais plus de 37 % des nouvelles immatriculations, dont 29,3 % pour les modèles non rechargeables et 7,9 % pour les modèles rechargeables. Par ailleurs, les véhicules électriques ne constituent encore qu'environ 10 % du parc automobile total, alors que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) fixe un objectif de 49 % de véhicules rechargeables à l'horizon 2030.

Dans un communiqué de presse datant de décembre 2025, le Mouvement écologique plaide pour le maintien du système actuel des voitures de fonction et pour que les avantages en nature continuent d'être réservés aux véhicules entièrement électriques. Selon l'organisation, des pressions auraient été exercées afin de revenir sur ces règles, notamment sur la décision d'exclure les voitures hybrides rechargeables du régime des avantages en nature.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il la stagnation, voire le léger recul, des immatriculations de véhicules 100 % électriques en 2025 ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que la forte progression des véhicules hybrides, en particulier des

véhicules hybrides non rechargeables, se fait au détriment des véhicules entièrement électriques, et considère-t-il cette évolution comme compatible avec les objectifs fixés dans le cadre du PNEC ?

3) Face à la forte progression des véhicules hybrides parmi les nouvelles immatriculations, le Gouvernement entend-il prendre des mesures afin de s'assurer que cette évolution ne freine pas la transition vers des véhicules 100 % électriques ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Étant donné que le Gouvernement considère le régime de l'avantage en nature comme un levier important pour accélérer la transition vers la mobilité électrique, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il importe de maintenir l'exclusion des voitures hybrides rechargeables de ce régime ?

En réponse à la question parlementaire n° 3324 portant sur les éventuelles mesures visant à renforcer l'électromobilité au Luxembourg, Monsieur le Ministre a expliqué que « le Gouvernement estime que les dispositions actuelles du régime de l'avantage en nature d'application pour les voitures de société, combinées aux aides financières du régime "Klimabonus Mobilitéit", constituent un levier important pour accélérer la mobilité électrique ». Il a souligné que le Gouvernement n'entend ni réviser la taxe d'immatriculation sur les véhicules routiers, ni introduire une taxe de mise en circulation, ni mettre en place une nouvelle aide spécifique destinée aux utilisateurs finaux des bornes de recharge accessibles au public. Les aides du régime « Klimabonus Mobilitéit » seraient en revanche reconduites.

Dans une interview récente, interrogé au sujet de l'objectif d'atteindre 49 % de voitures électriques en 2030, Monsieur le Ministre a confirmé qu'il s'agit d'un objectif ambitieux qu'« il ne faut surtout pas [...] abandonner. Sinon, on enverrait un très mauvais signal. » Il a ajouté que « notre rôle est d'accompagner les entreprises aussi bien que les ménages dans cette phase de transition, avec l'introduction de nouvelles aides ». Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a évoqué l'introduction du leasing social, mesure introduite dans le plan climat et énergie par le Gouvernement précédent. Il a également mentionné l'introduction, en 2027, le préfinancement du subside offert pour les véhicules électriques.

5) Au vu de la stagnation observée sur le marché de l'électromobilité au Luxembourg et de la confirmation de l'objectif de 49 % à l'horizon 2030, quelles mesures supplémentaires Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre afin de renforcer la mobilité électrique au Luxembourg, au-delà des dispositifs actuellement en vigueur et des mesures d'ores et déjà annoncées ?

6) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'estimations chiffrées permettant d'évaluer l'impact attendu de chacune des mesures existantes et planifiées sur la part des véhicules électriques dans le parc automobile à l'horizon 2030 et, le cas échéant, quelle contribution relative chacune d'entre elles est-elle censée apporter à l'atteinte de l'objectif de 49 % fixé par le PNEC ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Alors qu'une légère adaptation vers le bas du montant des aides financières « Klimabonus Mobilitéit » de 8.000 euros à 6.000 euros est d'application depuis le 1er octobre 2024, il est probable qu'un certain nombre de personnes aient anticipé l'achat d'un véhicule électrique, expliquant ainsi que les parts de marché des véhicules électriques nouvellement immatriculés ont stagné en 2025 comparé à 2024.

Par ailleurs, cette évolution s'explique également par un ralentissement du segment du leasing opérationnel. En 2025, ce segment a connu un repli, et ce malgré le maintien de conditions fiscales avantageuses en matière d'avantage en nature pour les voitures de société 100 % électriques mises à disposition à un salarié pour ses déplacements professionnels et privés. En revanche, une progression des nouvelles immatriculations des voitures 100 % électriques par des personnes privées, notamment dans le cadre du leasing, a été observée en 2025.

ad 2) Les émissions du secteur des transports ont considérablement baissé au cours des dernières années (-45 % en 2024 comparé à l'année de référence 2005). Elles continuent toutefois de représenter environ 60 % des émissions totales du Luxembourg. La baisse continue des émissions dans ce secteur est donc déterminante pour assurer le respect des objectifs énergétiques et climatiques fixés dans le cadre du PNEC et de la loi relative au climat.

Au niveau européen, les constructeurs automobiles sont soumis à des objectifs contraignants de réduction des émissions de CO_2 des voitures particulières neuves, définis notamment par le règlement (UE) 2019/631. Ce cadre prévoit une réduction moyenne des émissions de 15 % à l'horizon 2025 et de 55 % à l'horizon 2030 (par rapport aux niveaux de 2021). Afin de respecter ces objectifs de flotte, les constructeurs diversifient leur offre au détriment des modèles à motorisation thermique conventionnelle et proposent un éventail croissant de véhicules à zéro ou faibles émissions, incluant des modèles 100 % électriques, mais aussi des véhicules hybrides rechargeables et non rechargeables.

Les véhicules hybrides non rechargeables, qui ne sont pas considérés comme des véhicules électriques, ne contribuent pas directement à l'atteinte des objectifs d'électrification du parc automobile fixés dans le cadre du PNEC. Ils participent toutefois à la réduction des émissions de CO_2 du secteur des transports à court terme.

S'agissant des véhicules hybrides rechargeables, ceux-ci sont, au niveau européen comme au Luxembourg, comptabilisés parmi les véhicules électrifiés et contribuent ainsi à l'atteinte des objectifs d'électrification du parc automobile du PNEC. Néanmoins, le Gouvernement privilégie une transition directe vers des véhicules à zéro émission, raison pour laquelle, depuis 2022, seuls ces véhicules sont éligibles au dispositif « Klimabonus Mobilitéit ».

ad 3) Convaincu de la nécessité d'un soutien continu et renforcé de l'électromobilité à tous les niveaux, acquisition de véhicules et infrastructure de charge, le Gouvernement a récemment déposé un projet de loi visant à prolonger le régime d'aides financières « Klimabonus Mobilitéit » de quatre années supplémentaires. À titre de rappel, depuis 2022, ces aides sont réservées aux véhicules à zéro émission, les véhicules hybrides rechargeables n'étant plus éligibles.

En complément du système d'attribution classique des aides financières, des modalités de préfinancement fonctionnant à l'image de celles déjà d'application pour les installations photovoltaïques seront introduites pour les véhicules achetés à partir du 1er janvier 2027.

ad 4) Le régime de l'avantage en nature applicable aux voitures de société constitue un instrument fiscal destiné à orienter les choix de mobilité vers des motorisations à faibles ou à zéro émission. Dans ce contexte, il convient de souligner que, dans le cadre de la réforme applicable à partir de 2025, les véhicules hybrides rechargeables tout comme les véhicules thermiques et les véhicules hybrides sont soumis à un taux d'avantage en nature de 2 %.

Au vu du recul des nouvelles immatriculations de véhicules électriques de société, tel qu'exposé dans la réponse à la question n° 1, et compte tenu de l'expiration en fin d'année des taux fiscaux avantageux pour le calcul de l'avantage en nature de tels véhicules, le Gouvernement analyse actuellement d'éventuelles adaptations du régime en place afin de garantir que les voitures de société contribuent pleinement à l'atteinte des objectifs du PNEC en matière d'électrification du parc automobile.

ad 5) L'ensemble des mesures visant la promotion de l'électromobilité est repris au niveau du PNEC.

ad 6) Il est fait référence aux projections reprises au niveau du PNEC. L'impact de chacune des nombreuses mesures à titre individuel n'est pas quantifiable.

Mise en œuvre des compléments pour personnes âgées | Question **3766** (13/03/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

D'lescht Joer am Juli gouf de Gesetzesprojet 8114 an der Chamber gestëmmt, deen zanter dem 2. Januar 2026 a Kraaft ass. Dobäi geet et ëm eng zousätzlech Prestatioun, déi sougenannte „Compléments pour personnes âgées". Zil vun dëser Moossnam ass et, Leit ze ënnerstëtzen, déi net iwwer déi néideg finanziell Mëttele verfügen, fir sech essenziell Produiten a Servicer ze leeschten oder Zougréff dorop ze hunn. Dozou gehéieren zum Beispill d'Käschte fir d'Zëmmer, d'Wäsche vun de Kleeder, d'Bereetstellung vun enger Tëlee, engem Telefon oder engem Internetuschloss, souwéi den Zougang zu Hygiènesproduiten.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

1. Wéi vill betraffe Persounen hunn zanter dem 2. Januar 2026 eng Ufro fir dës nei Moossnam gestallt? Bei wéi vill vun dësen Ufroe gouf d'Hëllef effektiv schonn ausbezuelt?

2. Goufen déi betraffe Strukturen (z. B. Alters- a Fleegeheemer) vum Ministère iwwer dës nei Moossnam informéiert? Goufen d'Leit selwer vun de Strukturen oder vum Ministère doriwwer opgeklärt? Falls dëst nach net geschitt ass, ass esou eng Informatiounscampagne geplangt?

3. Ass den Här Minister gewëllt, no engem Joer eng detailléiert Evaluatioun vun dëser neier Mesure virzehuelen?

Réponse (27/04/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Den neie „Complément pour personnes âgées" (Compa) ass, zesumme mat der neier „Aide financière pour personnes âgées" (Afpa) den 1. Januar 2026 a Kraaft getrueden. Stand 31. Mäerz 2026 hunn insgesamt 782 Persoune vum Compa profitéiert.

De Familljeministère steet generell an engem enken a reegelméissegen Austausch mat senge Partner a mat de verschiddenen Acteure vum Secteur. Donieft huet de Ministère d'Gestionnairen am Virfeld vum Akraafttriede vum Compa per Bréif dorop higewisen. Donieft gouf d'Entrée en vigueur vun dëser Mesure vun enger breeder Informatiounscampagne begleet, déi souwuel aus engem digitalen Deel besteet, wéi och engem analogen (Radio, Print, Busarrêten etc.).

Fir sécherzestellen, dass dës nei Mesure och hiert Zil erfëllt, wäert de Ministère d'Ëmsetzung an den Impakt vum Compa vun Noem um Terrain suivéieren.

Accès à la rééducation et à la réadaptation au Rehazenter | Question **3769** (13/03/2026) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Des patients, victimes d'une maladie ou d'un accident entrainant des séquelles qui nécessitent une prise en charge spécialisée de rééducation et de réadaptation, se sont plaints de ne pas avoir eu accès à un traitement adéquat. Ainsi, en dépit des recommandations et avis des médecins traitants, l'accès au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter) serait difficile du fait des capacités disponibles limitées.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Existe-t-il actuellement des listes d'attente pour l'admission au Rehazenter ?

2) Quels sont les délais moyens d'attente pour une prise en charge au Rehazenter ?

3) Comment la situation concernant les listes et délais d'attente pour être admis au Rehazenter a-t-elle évolué au cours des dernières années ?

4) Combien de patients le Rehazenter refuse-t-il chaque année et pour quelles raisons ?

5) Quelles sont les alternatives au Luxembourg pour un traitement spécialisé en matière de rééducation et de réadaptation ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter les capacités nationales en matière de rééducation et de réadaptation, notamment en agrandissant le Rehazenter ou en créant de nouvelles structures ?

7) Les patients concernés ont-ils, le cas échéant, accès à un traitement spécialisé en matière de rééducation et de réadaptation à l'étranger ?

8) Existe-t-il des accords avec des centres spécialisés à l'étranger ? Si oui, lesquels ?

9) De tels traitements spécialisés en matière de rééducation et de réadaptation à l'étranger sont-ils pris en charge par la CNS et selon quelles modalités ?

10) Au cours des dernières années, combien de patients, ont été transférés pour un traitement à l'étranger ?

11) Combien de demandes ont été refusées ?

12) Quelle est la proportion des traitements à l'étranger accordés par rapport aux traitements au Luxembourg ?

Réponse (04/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Au niveau des admissions au Rehazenter il y a lieu de distinguer entre admissions stationnaires avec séjour plus ou moins prolongé, et admissions ambulatoires pour lesquelles les patients se déplacent selon un horaire convenu sans séjour de nuit.

Patients stationnaires

L'admission stationnaire se fait directement à l'issue d'un séjour en hôpital aigu, après stabilisation clinique. Avant l'admission définitive, il faut prévoir une consultation par un médecin spécialiste en Médecine physique et de réadaptation (MPR) du Rehazenter et l'admission se fait ensuite en fonction des places disponibles au sein du pôle de soins concerné. Le nombre exact de patients en attente d'admission est très variable en fonction du pôle d'activité requis (rééducation neurologique et rééducation ortho-traumatologique). Une éventuelle admission se fait en fonction des capacités disponibles et du flux d'écoulement de patients du stationnaire vers l'ambulatoire ou vers des structures de suivi thérapeutique voire de séjour définitif. Le délai entre la décision de la prise en charge et de l'admission est de quelques jours.

Patients ambulatoires

La planification de l'admission ambulatoire peut s'avérer complexe en raison du caractère multidisciplinaire des traitements, nécessitant une coordination structurée de plusieurs disciplines sur des plages horaires compatibles avec la possibilité de présence du patient. Cette coordination peut entraîner des délais avant la mise en route effective de la prise en charge. Le délai moyen entre la décision de prise en charge et l'admission ambulatoire définitive est d'environ 4 semaines.

ad 4) Les patients sont admis sur la base de critères d'inclusion et d'exclusion définis par l'établissement et publiés sur son site Internet[1] visant à garantir que la prise en charge est justifiée au regard des bénéfices à attendre. L'appréciation clinique relève du médecin spécialiste en MPR, qui peut, le cas échéant, motiver des dérogations.

Depuis 2024, le Rehazenter établit et analyse un indicateur spécifique correspondant au taux d'absence d'indication de prise en charge, défini comme la proportion de patients vus en consultation pour lesquels aucune indication de prise en charge spécialisée n'a pu être retenue. Les données recueillies pour les années 2024 et 2025 sont reprises dans les tableaux ci-dessous.

Pour les personnes concernées, les critères médicaux applicables ou l'état clinique n'ont pas permis de justifier une prise en charge au Rehazenter. Les responsables de la prise de décision ont constaté une absence d'indication médicale formelle et cette décision ne relève donc pas d'un refus administratif au sens strict.

ad 5) Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (loi hospitalière), le Rehazenter constitue l'établissement hospitalier spécialisé chargé d'exploiter le service national de rééducation fonctionnelle. En raison de ce cadre légal et organisationnel, le Rehazenter représente la seule structure nationale disposant d'un niveau de spécialisation équivalent pour une rééducation fonctionnelle intensive. En dehors de cette structure, certaines prestations de rééducation et de réadaptation sont assurées dans d'autres établissements hospitaliers spécialisés ou même dans le cadre libéral, notamment pour des prises en charge à intensité modérée ou relevant de disciplines spécifiques (p. ex. physiothérapie, ergothérapie, orthophonie). Ces offres permettent d'assurer un suivi adapté pour des patients dont l'état clinique ne nécessite pas une prise en charge multidisciplinaire intensive telle qu'elle est délivrée au Rehazenter. Pour chaque patient lui adressé le Rehazenter analyse en détail la situation médicale et, s'il juge la situation comme ne relevant pas d'une prise en charge intensive, adresse le patient le cas échéant à l'acteur qui répond à ses besoins.

ad 6) L'évolution de l'offre du service national de rééducation fonctionnelle assurée par le Rehazenter s'inscrit dans une planification à moyen et long terme, conformément au cadre défini par la loi hospitalière. La planification des capacités nationales en matière de rééducation et de réadaptation fait l'objet d'analyses continues. Ces travaux, impliquant notamment le Rehazenter, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et la Direction de la santé, visent à disposer d'une évaluation actualisée et continue des besoins et à garantir une adéquation progressive de l'offre nationale de prise en charge.

ad 7) à 9) Les patients concernés peuvent avoir accès à une prise en charge d'un traitement à l'étranger en matière de rééducation fonctionnelle et de réadaptation. Une telle prise en charge est soumise à une demande préalable d'autorisation de traitement à l'étranger dûment remplie conformément à l'article 27 des statuts de la CNS. Il n'existe pas d'accords avec des centres spécialisés à l'étranger en la matière.

ad 10) à 12) Les demandes de traitements à l'étranger ne sont pas ventilées selon la nomenclature des actes et tarifs et font l'objet d'un traitement au cas par cas. Des statistiques détaillées concernant le nombre de refus ou les traitements concernés ne sont pas disponibles. Toutefois le volume des remboursements concernés, s'élevant à environ 13 % du volume total des dépenses courantes, peut être consulté dans les publications annuelles des instances compétentes.

Pressions américaines concernant la réglementation européenne sur la déforestation | Question **3772** (13/03/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon un article d'« Euractiv », une délégation de fonctionnaires des États-Unis d'Amérique est en train de faire le tour des capitales européennes afin de faire pression contre la réglementation de l'UE en matière de déforestation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

– Le Gouvernement a-t-il eu des échanges avec des représentants du Ministère américain de l'Agriculture (« USDA ») et/ou du Bureau du représentant américain au commerce (« USTR ») sur la réglementation en matière de déforestation ?

– Le Gouvernement a-t-il eu des échanges avec Madame l'Ambassadrice des États-Unis au Luxembourg sur la réglementation en matière de déforestation ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

En février 2026, des experts techniques de certaines administrations placées sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ont rencontré une délégation des États-Unis, à la demande de la mission des États-Unis auprès de l'Union européenne et de l'Ambassade des États-Unis en Belgique, dans le cadre d'un échange sur des dossiers techniques en matière d'agriculture et d'alimentation.

Dans ce contexte, plusieurs sujets d'actualité ont été abordés, dont le règlement de l'Union européenne relatif à la déforestation et à la dégradation des forêts (EUDR).

Par ailleurs, une réunion virtuelle entre les experts du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et une délégation de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg a eu lieu à la mi-avril 2026 afin de poursuivre les échanges sur ce règlement.

[1] Admission – Rehazenter*

Aucun échange spécifique avec l'Ambassadrice des États-Unis au Luxembourg sur cette thématique n'est à signaler à ce stade.

Conditions de travail et sécurité des agents pénitentiaires au Luxembourg | Question **3783** (18/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

L'association des agents pénitentiaires, par la voix de son président Samir Djennas, a récemment fait état des difficultés auxquelles les agents pénitentiaires sont confrontés, notamment l'augmentation des incidents violents, le manque de personnel ainsi que des besoins en matière de formation et d'équipement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien d'incidents impliquant des agressions contre des agents pénitentiaires ont été recensés au cours des cinq dernières années dans les différents centres pénitentiaires du Luxembourg ?

2) Quelles mesures concrètes ont été mises en place pour améliorer la sécurité des agents pénitentiaires dans l'exercice de leurs fonctions au cours des cinq dernières années ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les effectifs au sein de l'Administration pénitentiaire afin de répondre aux besoins exprimés par les agents sur le terrain ?

4) Quelles mesures sont prévues afin de renforcer la formation pratique des agents pénitentiaires, notamment en matière de gestion des situations de crise et de sécurité ?

5) Enfin, le Gouvernement prévoit-il des adaptations au niveau de l'équipement ou des procédures afin de mieux protéger les agents pénitentiaires face aux incidents violents ?

Réponse (27/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

À titre préliminaire, en ce qui concerne les modalités de travail des agents pénitentiaires, les mesures de sécurité ainsi que les incidents survenus au sein des centres pénitentiaires, il est renvoyé aux réponses détaillées apportées aux questions parlementaires n° 1295, n° 1297, n° 1595, n° 1643, n° 2406, n° 3420 et n° 3754.

ad 1) Au cours des cinq dernières années, 73 incidents à l'encontre d'agents pénitentiaires ont été enregistrés au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et sept au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG). Au cours des trois dernières années, depuis l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU) en décembre 2022, 28 incidents à l'encontre d'agents pénitentiaires y ont été recensés.

Pour les détails, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1643.

ad 2) Il est également renvoyé aux réponses aux précédentes questions mentionnées en introduction.

Par ailleurs, l'augmentation des effectifs constitue le levier essentiel pour améliorer la situation actuelle, tant en matière de sécurité que de conditions de travail des agents pénitentiaires. À cet égard, au cours des cinq dernières années, un total de 288 agents pénitentiaires a été recruté, dont 62 en 2021, 86 en 2022, 92 en 2023, 27 en 2024 et 21 en 2025. Ces efforts se poursuivront.

ad 3) Dans la continuité du renforcement des effectifs au cours des dernières années, 50 recrutements d'agents pénitentiaires sont prévus pour l'année en cours. Par ailleurs, des postes d'agents pénitentiaires supplémentaires sont sollicités pour l'année 2027, dont 16 en vue de la réouverture d'un bloc supplémentaire au CPL.

ad 4) Afin de renforcer la formation pratique des agents pénitentiaires, plusieurs formations ciblées doivent être suivies par les agents pénitentiaires à titre obligatoire. Les agents nouvellement recrutés suivent notamment une formation spéciale composée d'un ensemble de modules sur la gestion des situations de crise et la sécurité, leur permettant d'acquérir les compétences pratiques nécessaires pour intervenir de manière adaptée et proportionnée lorsque les circonstances l'exigent. Cette formation comprend des exercices pratiques sous forme de jeux de rôles simulant des situations réelles, des échanges relatifs à la gestion des détenus présentant des comportements difficiles, des modules en communication non violente et en affirmation de soi, des techniques de désescalade psychologique, des formations relatives aux fouilles, caches et stupéfiants, des cours de premiers secours, des formations en techniques de self-défense ainsi que des modules portant sur la gestion et l'évaluation des menaces.

En complément, une offre de formation continue est proposée à l'ensemble des agents afin de préserver et renforcer leurs compétences. Cette offre comprend notamment certains modules de la formation spéciale ainsi que d'autres formations portant sur la prévention et la gestion de l'agressivité au travail, la gestion des conflits en milieu pénitentiaire ainsi que la gestion du pouvoir et de la violence. Une formation à l'utilisation du gel lacrymogène au poivre est également prévue.

Enfin, des formations spécifiques sont organisées à l'attention de certaines unités, notamment des formations dédiées au travail en équipe.

ad 5) L'utilisation du gel lacrymogène, sous des conditions limitées et définies dans des situations d'urgence, pourra être autorisée après que les formations requises auront été dispensées aux agents pénitentiaires.

Fonctionnement et efficacité des commissions des loyers au Luxembourg | Question **3784** (18/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Un article de presse récent publié dans le journal « Le Soir » et consacré à la situation des loyers abusifs à Bruxelles indique qu'une large majorité des demandes de révision de loyers y serait rejetée, la plupart des décisions étant rendues en faveur des propriétaires. Cette situation soulève des interrogations quant à l'efficacité des mécanismes existants de régulation des loyers et quant à leur capacité à assurer une protection effective des locataires.

Au Luxembourg, la loi prévoit que les litiges relatifs au montant du loyer doivent, en principe, être portés devant la Commission des loyers compétente au niveau communal, instance de conciliation entre propriétaires et locataires visant à régler ces différends à l'amiable avant toute procédure judiciaire.

Par ailleurs, il a récemment été annoncé que le Gouvernement envisagerait une professionnalisation de ces commissions des loyers, actuellement organisées au niveau communal.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de demandes introduites devant les commissions des loyers ont été enregistrées au Luxembourg au cours des dix dernières années ?
Pourriez-vous fournir une ventilation par année ?

2) Combien de ces demandes ont abouti :
– à une réduction du loyer,
– à une augmentation du loyer,
– à une confirmation du loyer existant,
– ou à un accord à l'amiable entre les parties ?

3) Quels sont les délais moyens de traitement d'une demande introduite devant une commission des loyers ?

4) Combien d'affaires relatives à la fixation ou à la révision du loyer sont ensuite portées devant la justice après une procédure devant la Commission des loyers ?

5) Les avis ou décisions rendus par les commissions des loyers sont-ils pris en considération par la justice dans le cadre des procédures judiciaires ultérieures ?

6) Enfin, Monsieur le Ministre peut-il préciser quelles mesures concrètes sont envisagées dans le cadre de la professionnalisation annoncée des commissions des loyers, et selon quel calendrier cette réforme pourra être mise en œuvre ?

Réponse (15/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Entre 2015 et 2025, 59 affaires ont été transmises aux commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, réparties comme suit :

Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ne dispose cependant pas de données pour les communes ayant plus de 6.000 habitants, qui possèdent chacune leur propre commission des loyers.

ad 2) Il y a tout d'abord lieu de noter que sur les 59 demandes devant les commissions des loyers, seulement 39 demandes ont finalement abouti en une décision formelle des commissions des loyers.

Les affaires ont abouti aux décisions suivantes :

– à une réduction du loyer : 7 fois
– à une augmentation du loyer : 22 fois
– à une confirmation du loyer existant : 6 fois
– à un accord à l'amiable entre les parties : 4 fois

Pour les affaires restantes, la demande était soit irrecevable, soit l'affaire a été volontairement retirée par le demandeur.

ad 3) La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit que la commission rend sa décision dans un délai de trois mois à partir de la transmission de la requête à la commission. Ce délai est toujours respecté par les Commissions de loyers cantonales. Les Commissions de loyers cantonales essaient cependant toujours de rendre le plus rapidement possible leurs décisions de sorte que les délais moyens de traitement sont largement inférieurs à ces trois mois.

ad 4) Dans la mesure où aucun répertoire spécifique permettant de recenser de manière systématique ce type de procédures n'existe, les chiffres ci-dessous fournis par les autorités judiciaires ne constituent qu'une estimation approximative. Pour la période pertinente couvrant les dix dernières années, les chiffres suivants peuvent donc servir de référence et d'ordre de grandeur :

– justice de paix de Luxembourg : une dizaine de jugements ont été rendus,

– justice de paix d'Esch-sur-Alzette : une quarantaine de jugements ont été rendus,
– justice de paix de Diekirch : trois jugements ont été rendus.

ad 5) Ces avis et décisions sont toujours pris en considération dans le cadre des procédures judiciaires ultérieures.

ad 6) Un projet de réforme de la Commission des loyers est en phase d'élaboration, prévoyant notamment que le président ainsi que le secrétaire de la commission auraient le statut d'agents de l'État. Par ailleurs, il est également envisagé d'exiger du président de la commission qu'il soit titulaire d'un diplôme en droit.

Sous réserve que les orientations en cours d'examen et de consolidation recueillent un consensus auprès des différentes parties prenantes au cours des prochaines semaines et mois, l'objectif est de pouvoir déposer un projet de loi cet été.

Pour plus d'informations, il est encore renvoyé à la réponse du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire à la question parlementaire n° 2527 de l'honorable Député Meris Sehovic au sujet de l'« Accès à l'information sur les baux à loyer ».

Position du Luxembourg sur la proposition « EU Inc » de la Commission européenne | Question **3788** (18/03/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'EU-Kommissioun huet den 18. Mäerz 2026 d'Propos „EU Inc" presentéiert, mat där Entreprisë kéinte pan-europäesch Gesellschafte grënnen – komplett online, bannent 48 Stonnen an ouni Mindestkapital. Zil ass et, d'Fragmentatioun am Bannemaart ze reduzéieren an d'Kompetitivitéit vun der EU par rapport zu den USA a China ze stäerken. D'Propos ass awer ëmstridden: Gewerkschafte fäerten eng Ofschwächung vun den Aarbechtsrechter, wärend Industriegruppen d'Feele vun engem zentrale Geriicht kritiséieren. Lëtzebuerg, als klengt Land mat enger wichteger Finanzplaz an enger staarker PME-Landschaft, kéint besonnesch betraff sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu der „EU Inc"-Propos vun der EU-Kommissioun? Huet d'Regierung schonn eng offiziell Positioun oder eng éischt Analys zu dëser Propos ausgeschafft, a wa jo, kann d'Regierung dës publick maachen?

2. Gesäit d'Regierung d'„EU Inc"-Propos als Chance oder als Risiko fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, notamment am Kontext vum Lëtzebuerger Gesellschaftsrecht an der Attraktivitéit vun eisem Rechtskader fir Entreprisen?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Besuergnes vun de Gewerkschaften, laut deenen d'Méiglechkeet, Aktien-Optiounen amplaz Salairen unzebidden, kéint benotzt ginn, fir aktuell Léin ze drécken? Huet d'Regierung Garantien agefuerdert, fir d'Aarbechtsrechter a Lëtzebuerger Recht ze schützen?

4. D'Industriegrupp EU Inc kritiséiert, datt juristesch Kompetenze bei nationale Geriichter bleiwen, wat 27 verschidden Interpretatiounen implizéiert. Deelt d'Lëtzebuerger Regierung dës Bedenken, a wier si bereet, sech fir eng harmoniséiert juristesch Kompetenz op EU-Niveau auszeschwätzen?

5. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zum fräiwëllege Charakter vun der „EU Inc"-Struktur? Gesäit d'Regierung eng Nofro bei Lëtzebuerger PMEen oder Startups, fir dës Rechtsform ze benotzen, a wat géif d'Regierung maachen, fir se ze informéieren?

6. Wéi gedenkt d'Regierung, sech an de kommende Verhandlungen tëschent den EU-Memberstaaten an dem Europäesche Parlament zu dëser Propos ze positionéieren, a wëllt si aktiv Ännerungen un dem Propositiounstext fuerderen?

Réponse (27/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1. D'Regierung ënnerstëtzt d'Zil, en „28. Regime" am Gesellschaftsrecht anzeféieren. Si betruecht dee Regime als e strateegeschen Hiewel, fir d'Kompetitivitéit vun den europäeschen Entreprisen ze stäerken an d'Integratioun an de Wuesstem um bannenzege Marché ze förderen. Andeems een en harmoniséierte, méi liicht verständlechen a méi effiziente Kader zur Verfügung stellt, soll dëse Regime zu enger Verbesserung vum ekonomeschen Ëmfeld bäidroen, an deem eis Betriber sech entwéckelen.

Mä, och wa Lëtzebuerg d'Ziler vum „28. Regime" deelt an de Prinzipp dovun ënnerstëtzt, bleiwen technesch Aspekter aus der Propos vun der Europäescher Kommissioun vum 18. Mäerz 2026 natierlech ze präziséieren a mussen am Kader vun de kommende Verhandlunge grëndlech analyséiert ginn. D'Regierung wäert sech konstruktiv un dësen Diskussioune bedeelegen, fir sécherzestellen, datt de finale Regime kohärent a positiv fir d'nohalteg Entwécklung vun eise Gesellschaften an eiser Ekonomie ass.

ad 2. Och wann am Prinzipp all Gesellschaft vum neie Regime profitéiere kann, soll drun erënnert ginn, datt en an éischter Linn drop ausgeriicht ass, de spezifesche Besoine vu Startups, Scale-ups an innovativen Entreprisen entgéintzekommen. Den „28. Regime" kéint eng Chance fir d'Ëmfeld vun den Entrepreneuren zu Lëtzebuerg, dat haut bal 800 Startups zielt, duerstellen. Dësen neie Kader kéint net nëmmen hir Wuesstemsperspektiven ënnerstëtzen, mee och d'Attraktivitéit vum Land fir auslännesch innovativ Entreprisen erhéijen. Schlussendlech kéint den „28. Regime" och zum Entstoe vun neien innovativen Entreprisen a Projete bäidroen, déi bis elo nach net zu enger Gesellschaftsgrënnung gefouert hunn.

Déi méi wäitreechend Ambitioun vum „28. Regime", d'Zuel vun Entreprisen ze erhéijen, déi sech dozou entscheeden, sech an Europa néierzeloossen an/oder heizebleiwen, kéint direkt oder indirekt en dynameschen Impuls fir déi lëtzebuergesch Wirtschaft mat sech bréngen. De konkreeten Impakt vun dëser Initiativ bleift awer nach ze bestëmmen a wäert ënner anerem vun de Bestëmmunge vum finale Reglement ofhänken.

Et ass och wichteg drun ze erënneren, datt d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg net op engem eenzege Faktor berout, mee op engem staarken an ergänzenden Zesummespill vu verschiddenen Elementer, déi och an Zukunft eng entscheedend Roll spille wäerten – onofhängeg dovun, wéi sech den „28. Regime" weiderentwéckelt:

– e flexibelt Gesellschaftsrecht, dat et ënner anerem erméiglecht, Gesellschaften effizient ze strukturéieren. De legale Kader ënnerstëtzt besonnesch d'Gestioun vu Participatiounen, d'Organisatioun vun Holding-Strukturen an d'Aktivitéite vu Private-Equity-Acteuren;
– grouss politesch an ekonomesch Stabilitéit;
– en attraktiven a breetgefächerte Mechanismus zur Ënnerstëtzung vu Startups an innovativen Entreprisen;
– unerkannt finanziell Expertisen a staark Regulatiounskaderen;
– héich qualifizéiert, méisprooche an international opgestallten Aarbechtskräften, déi eng wichteg Stäip an eiser Wëssens-, Innovatiouns- a Service-Ekonomie ausmaachen.

ad 3. Eng potenziell Notzung vu Stock-Optionspläng (EU Employee stock option plan), esou wéi se am Kapitel VIII vun der Propositioun virgesinn ass, muss kloer encadréiert ginn, domat séchergestallt gëtt, datt dës Instrumenter net dozou benotzt kënne ginn, fir geltend Aarbechtsrecht ze ëmgoen, dat heescht, datt se d'Remuneratiounen, déi iwwer Aarbechtsverträg oder Kollektivverträg festgeluecht ginn, net ersetze kënnen.

Nieft deem dote Punkt, wäert ee wärend den Negociatiounen och drop bestoen, datt d'Propositioun genuch Garantië virgesäit, fir de Respekt vum nationalen Aarbechtsrecht ze garantéieren, notamment wat d'Rechter vun der Participatioun vun de Salariéen an der ganzer Europäescher Unioun betrëfft.

ad 4. Et ass wichteg, déi verschidden Aspekter mat der néideger Virsiicht ze bewäerten, an tëscht den theoreetesche Virdeeler vun engem zentraliséierte Modell an de prakteschen oder finanziellen Auswierkungen, déi esou eng Léisung mat sech bréngen kéint, ofzeweien. Dobäi kënnt, dass d'Forme vu Sträitfäll, déi eng EU Inc. betreffe kéinten, divers sinn, an zu engem groussen Deel och weiderhi vum nationale Recht ofgedeckt bleiwe géifen.

An deem Kontext soll och ënnerstrach ginn, datt Lëtzebuerg iwwer spezialiséiert an erfueren Handelsgeriichter verfüügt, déi fäeg sinn, komplex gesellschaftsrechtlech oder handelsrechtlech Dossieren effizient ze behandelen. Zousätzlech sti séier Prozeduren, wéi de Referé, zur Verfügung, wann d'Urgence et verlaangt – e wichtege Garant fir eng héich Reaktiounsfäegkeet vun der Justiz.

Wat d'Fro vun eventuellen divergenten Interpretatiounen tëscht de Memberstaaten ugeet, sief drun erënnert, datt de bestoenden EU-rechtleche Kader – inklusiv der Méiglechkeet, de Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun iwwer eng prejudiziell Fro ze saiséieren – scho weesentlech Garantië fir eng gewëssen Harmoniséierung an d'Vermeidung vu gréisseren Ofwäichunge bitt.

Zesummegefaasst bleift d'Regierung oppe fir de weideren Austausch, mee hält et fir ubruecht, mat Virsicht un d'Fro vu méiglechen europäesche Juridiktiounsreformen erunzegoen.

ad 5. D'Regierung begréisst de fräiwëllege Charakter vun der EU Inc. Dësen Aspekt stellt en zentraalt Element vun der Propos duer, well et komplett un den ekonomeschen Acteuren ass, ze entscheeden, ob dës sozial Form hire spezifesche Besoinen entsprécht oder ob eng vun de bestoende nationale juristesche Forme méi ubruecht wier. Dës Approche garantéiert de Betriber eng fräi Wiel a verhënnert eng kënschtlech Kompetitioun tëschent dem europäesche Regime an den nationale Kaderen. D'EU Inc. soll déi national Gesellschaftsformen net ersetzen, mee eng fakultativ Alternativ duerstellen, wann d'Aktivitéite vun eenzele Betriber – besonnesch vu Startups, Scale-ups an innovativen Entreprisen dat erfuerderen.

Am Prinzipp hu lëtzebuergesch Entrepreneuren hiert Intressi fir den „28. Regime" ausgedréckt. Seng praktesch Effikassitéit wäert awer zu engem groussen Deel vum finalen Inhalt vum Reglement ofhänken, deen aus den europäesche Verhandlungen ervirgeet.

D'Regierung wäert natierlech doropper oppassen, datt d'Entreprisen ëmfaassend iwwert d'Adoptioun vum definitive Reglement informéiert ginn, zum Beispill iwwer eng koordinéiert Kommunikatioun mat de betraffene staatlechen Acteuren oder de sektoriellen Netzwierker.

ad 6. Déi nächsten Etapp an der europäescher Gesetzgeebungsprozedur besteet doranner, un den Diskussiounen an den Aarbechtsgruppe vum Conseil vun der Europäescher Unioun deelzehuelen. Dës Reuniounen hunn zum Zil, d'Reglementspropos am Detail ze analyséieren, fir eng gemeinsam Positioun zur Propositioun ze erreechen.

Eis Positioun zur Propos wäert sech weiderentwéckelen, parallell zu eiser grëndlecher Analys vum Text, der Reflexioun iwwer déi praktesch Implikatiounen an der Bewäertung vum allgemengen Equiliber vum Text. Et geet drëm sécherzestellen, datt d'Ambitioune vun der Vereinfachung an Harmoniséierung, déi d'Kommissioun verfollegt, net op Käschte vun der juristescher Sécherheet, enger effizienter Präventioun vu Fraude, der Bekämpfung vu Geldwäscherei oder op Käschte vun anere wichtegen Acteuren, déi fir dat gutt Fonctionéiere vum ekonomesche System essentiel sinn, ginn. An dësem Kontext wäert d'Regierung an de Verhandlunge besonnesch drop oppassen, dës Prinzippien ze verdeedegen an ze assuréieren.

Droit de préemption des communes | Question **3826** (23/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wann eng Wunneng oder een Terrain verkaf gëtt, kënnen d'Gemengen ee Virkafsrecht notzen an dierfen d'Wunneng oder den Terrain dann ofkafen. Dofir muss een ëffentlecht Interessi virleien, wéi zum Beispill de Bau vu Wunnengen oder ëffentlechen Infrastrukturen. D'Gesetz vum 22. Oktober 2008 iwwert de Pacte Logement gesäit hei d'Prozedur vum Virkafsrecht vir. De Präis, deen d'Gemeng bezuele muss, ass normalerweis deen, deen am Aktiv vum Notaire tëschent dem Verkeefer an dem originelle Keefer festgehale gouf.

A menger Fro N° 3488 hat ech schonn d'Fro opgeworf, wéi et mam Kafpräis vun Terrainen ausgesäit. De Minister huet geäntwert, dass d'Gemengegesetz keng Krittäre festhält an d'Acquisitioune vun Immobilien ënnert d'Gemengenautonomie falen a se mussen am Allgmenginteressi sinn. Des Weidere gesäit d'Gemengegesetz vir, dass Acquisitioune vun Immobilie réischt vun engem Wäert vu 500.000 EUR un ënnert d'Transmission obligatoire falen a vum Inneministère kontrolléiert ginn.

An der Gemeng Dippech gouf een Terrain vun 39 Ar am Joer 2023 fir ongeféier 1,1 Milliounen Euro mam Virkafsrecht ofkaf mam Zil, fir do Sozialwunnengen a Parkplazen ze bauen. No den Informatiounen, déi mir zu Ae komm sinn, ass awer elo virgesinn, datt am Kader vun engem Terrainstausch ronn 3/4 vun dësem Terrain un eng Privatpersoun solle weiderverkaf ginn, am Géigenzuch fir Terrainen an enger anerer. Laut Aussoe vun der Oppositioun am Dippecher Gemengerot gëtt et eng immens Präisdifferenz tëschent dësen Terrainen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass dës Transaktioun, déi 2023 realiséiert ginn ass, ënnert d'Transmission obligatoire gefall an ass dem Inneministère dës zoukomm?

2. Muss den Inneministère domadder befaasst ginn, wann d'Gemeng dësen Terrain weiderverkeeft oder net fir Zwecker notzt, déi dem allgemengen Interessi déngen?

3. Wéi eng Krittäre muss d'Gemengeverwaltung respektéieren, wann si den Terrain erëm wëll verkafen, deen se ënnert engem Virkafsrecht ofkaf huet?

4. Dierf d'Gemeng den Terrain, deen ënnert dem Virkafsrecht ofkaf gouf, verkafen an dobäi eng Moinsvalue realiséieren?

Réponse (06/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Deliberatioun vum Gemengerot vum 18. Dezember 2023 ënnerläit der Transmission obligatoire, a gouf dem Inneminister den 22. Dezember 2023 zougestallt.

ad 2. D'Deliberatiounen iwwert de Verkaf vun Terraine falen ënnert d'Transmission obligatoire, wann d'Valeur vun der Transactioun 250.000 Euro iwwerschratt huet.

ad 3. Op Basis vum Artikel 3 vum ëmgeännerte Gesetz vum 22. Oktober 2008, kann eng Gemeng d'Virkafsrecht spille loossen, wa si déi concernéiert Parzelle fir d'Realisatioun vun abordabelem Wunnraum, Équipements publics oder collectifs notze wëll. Well d'Virkafsrecht een Aschnëtt an d'Proprietéitsrechter duerchstellt, engagéiert d'Gemeng sech mam Zéie vum Virkafsrecht, déi an der Deliberatioun ugeféiert Finalitéit och effektiv ëmzesetzen. Duerch den Tosch vum Terrain, deen de Gemengerot vun der Gemeng Dippech a senger Sëtzung vum 16. Mäerz 2026 guttgeheescht huet, ass d'Finalitéit vum ursprüngleche Virkafsrecht net respektéiert ginn, sou datt d'Deliberatioun vum 16. Mäerz 2026 op Basis vum Artikel 107 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 annuléiert ginn ass.

ad 4. Vu datt d'Gemeng déi ugeféiert Finalitéit ëmsetze muss, stellt sech déi Fro am Prinzipp net.

Encadrement des « speed-pedelecs » et adaptation de la législation routière | Question **3828** (23/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Zunehmend tauchen im öffentlichen Raum sogenannte „Speed-Pedelecs" auf. Dabei handelt es sich um Fahrzeuge, die zwar mit Muskelkraft betrieben werden, jedoch über einen Hilfsmotor verfügen, der eine Höchstgeschwindigkeit von 45 km/h ermöglicht. Gemäß der Straßenverkehrsordnung gelten diese Fahrzeuge als „cyclomoteur", weshalb sie ein Nummernschild führen müssen und sowohl Helm- als auch Versicherungspflicht besteht. Zudem gilt eine Altersgrenze von 16 Jahren, und zum Führen eines solchen Fahrzeugs ist ein Führerschein der Kategorie AM (Kleinkrafträder und vierrädrige Leichtkraftfahrzeuge) erforderlich. Das Befahren von Radwegen ist mit diesen Fahrzeugen nicht gestattet.

„Speed-Pedelecs" sind derzeit nicht ausdrücklich in der luxemburgischen Straßenverkehrsordnung aufgeführt. Wie im Koalitionsvertrag 2023–2028 festgehalten, wollte sich die Regierung eingehender mit dieser Fahrzeugkategorie befassen, um gegebenfalls eine rechtliche Anpassung vorzunehmen.

In diesem Zusammenhang möchten wir von Frau Ministerin für Mobilität und öffentliche Arbeiten erfahren:

1. Wie viele dieser sogenannten „Speed-Pedelecs" sind derzeit bei den zuständigen Behörden zugelassen?

2. Wie viele der Führerscheine der Kategorie AM sind derzeit im Umlauf, die ausschließlich für diese Kategorie ausgestellt wurden?

3. Ist die Regierung inzwischen zum Schluss gekommen, dass eine entsprechende Anpassung der Gesetzgebung erforderlich ist, und wenn ja, welche?

4. Falls keine gesetzliche Anpassung vorgesehen ist, könnte sich die Regierung vorstellen, freiwillige Empfehlungen für Nutzerinnen und Nutzer sowie für den Verkauf sogenannter „Speed-Pedelecs" herauszugeben?

Réponse (23/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Die ehrenwerten Abgeordneten informieren sich über den rechtlichen Rahmen der sogenannten „S-Pedelecs" in der luxemburgischen Straßenverkehrsordnung.

ad 1. Derzeit sind laut Société nationale de circulation automobile (SNCA) 211 Fahrzeuge immatrikuliert, die der Kategorie der sogenannten „Speed-Pedelecs" zuzuordnen sind.

ad 2. Führerscheine der Kategorie AM werden nicht ausschließlich für „S-Pedelecs" ausgestellt, sondern gelten für alle Fahrzeuge, die in diese Kategorie fallen. Eine isolierte Auswertung nach „S-Pedelecs" ist daher nicht möglich.

ad 3. „S-Pedelecs" fallen aufgrund ihrer technischen Parameeter – insbesondere Motorleistung und Höchstgeschwindigkeit – unter die rechtliche Definition des „Cyclomoteurs" und sind damit durch den bestehenden Rechtsrahmen erfasst. Die Prüfung, ob darüber hinaus eine spezifischere Regelung angezeigt ist, steht vor ihrem Abschluss.

ad 4. Die Regierung begrüßt den Gedanken, die Nutzer und Nutzerinnen von „S-Pedelecs" durch gezielte Empfehlungen zu sensibilisieren und auf den bestehenden gesetzlich Rahmen aufmerksam zu machen. Es wird geprüft werden, ob dies Gegenstand von einer Informationskampagne sein könnte.

Plans d'action contre le bruit aérien et absence de sanctions | Question **3829** (23/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 3555 concernant les « plans d'action contre le bruit du trafic aérien autour de l'Aéroport de Luxembourg-Findel », les ministres ont indiqué qu'il n'existe « pas de base légale qui prescrit des sanctions lorsque les valeurs limites des plans d'action sont dépassées ». En Wallonie, à titre d'exemple, le Service public de Wallonie est compétent pour le recouvrement des amendes découlant de l'application des dispositions de l'arrêté sanction.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de déposer un projet de loi visant à établir une base légale permettant d'instaurer des sanctions en cas de dépassement des valeurs limites fixées par les plans d'action contre le bruit du trafic aérien ?

2) Dans l'hypothèse où une telle initiative législative ne serait pas envisagée, quels sont les arguments sur lesquels le Gouvernement fonde cette décision ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Il n'est pas prévu de déposer un projet de loi en ce sens.

ad 2) Le cadre légal actuel dispose d'un certain nombre de moyens qui permettent de gérer les nuisances sonores du trafic aérien. Les plans d'action contre le bruit contiennent ainsi des actions visant à réduire l'impact du bruit, p. ex. à travers des mesures opérationnelles ou des incitations financières pour les opérateurs. Lux-Airport a – à titre d'exemple – introduit en 2021 la « landing and take-off charge »,

une redevance aéroportuaire qui prévoit l'inclusion d'un facteur « bruit » dans son calcul. Les riverains des régions plus directement exposées à l'aéroport peuvent également bénéficier d'un régime d'aides acoustiques.

D'un point de vue technique, la valeur limite des plans d'action se réfère au niveau de bruit équivalent (LAeq), qui prend en compte tous les mouvements en relation avec l'Aéroport de Luxembourg sur l'ensemble de l'année et ne permet pas de sanctionner un opérateur particulier. En effet, un vol individuel se caractérise plutôt par le niveau de bruit de l'événement (LAE) et le niveau de bruit maximal de l'événement (LAmax) qui, quoiqu'également exprimés en décibels, ne sont pas directement comparables au niveau de bruit équivalent.

L'évaluation régulière du bruit provenant de l'aéroport permet de déterminer si la situation se détériore au fil du temps et si des adaptations du cadre légal s'imposent. En effet, la cartographie stratégique établie tous les cinq ans par l'Administration de l'environnement et des mesurages réguliers autour de l'aéroport permettent de constater des niveaux de bruit stables au cours des dernières années malgré une augmentation en mouvements aériens. Les pronostics de l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO : « Environmental Report 2022 ») confirment cette évolution : alors que le trafic aérien global continue à augmenter, l'utilisation d'avions de nouvelle génération moins bruyants ainsi que des ajustements dans les procédures d'opération peuvent compenser la croissance en mouvements.

Adoptions internationales | Question **3830** (23/03/2026) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le 25 mars 2025, la Corée du Sud a publié un rapport officiel reconnaissant de graves violations des droits humains dans le cadre des adoptions internationales réalisées entre la fin des années 1950 et la fin des années 1990.

Dans plusieurs pays européens, ces révélations ont suscité des réactions structurées, notamment sous la forme de commissions d'enquête, d'analyses indépendantes ou d'autres démarches d'examen critique des pratiques d'adoption internationale passées.

Dans ce contexte, il paraît légitime de savoir si le Gouvernement entend procéder à un état des lieux et, le cas échéant, à une forme d'analyse ou d'accompagnement des personnes potentiellement concernées au Luxembourg :

1) Le Gouvernement a-t-il pris connaissance des conclusions du rapport publié le 25 mars 2025 par la Corée du Sud ?

2) Quelle appréciation le Gouvernement porte-t-il sur ces conclusions et sur leur portée pour le Luxembourg ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il, à l'instar d'autres pays européens, de mettre en place une analyse indépendante, un groupe de travail ou toute autre forme d'examen structuré concernant d'éventuelles irrégularités dans le cadre des adoptions internationales passées, notamment en provenance de Corée du Sud ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) À la suite du rapport définitif du 26 mai 2025 établi par la « Commission vérité et réconciliation », chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises dans le passé, le Gouvernement sud-coréen a en effet officiellement reconnu, le 2 octobre 2025, sa responsabilité dans le cadre de procédures d'adoption menées en violation des droits humains. Il a en outre ouvert des enquêtes relatives à des cas spécifiques d'adoptés pour lesquels subsistaient des doutes quant à d'éventuelles falsification de documents. Par ailleurs, la Corée s'est engagée à mettre progressivement un terme à l'adoption internationale, en réduisant significativement le nombre, avec pour objectif d'atteindre une cessation totale d'ici 2029.

Le Gouvernement luxembourgeois a pris connaissance de ce rapport et est de ce fait informé de l'existence d'une situation préoccupante susceptible d'avoir des conséquences majeures pour les personnes concernées.

ad 2) La coopération avec notre partenaire en Corée du Sud a pris fin début 2022, à la suite de changements substantiels initiés par les autorités sud-coréennes. Depuis lors, aucun nouveau dossier de demande d'adoption n'a été introduit, et le Luxembourg a définitivement mis un terme aux adoptions d'enfants en provenance de la Corée du Sud en 2023, à l'issue de l'arrivée de deux enfants dans le cadre de dossiers déposés en 2020 et 2021.

Il convient de rappeler que, depuis les années 1970, le Grand-Duché de Luxembourg avait développé avec la Corée une coopération fondée sur une relation de confiance mutuelle, inscrite dans un contexte et des pratiques propres à cette époque.

Le Gouvernement a pris acte des conclusions du rapport de la « Commission vérité et réconciliation ». Il demeure attentif aux développements en cours et à leurs éventuelles implications, tout en soulignant la complexité et la sensibilité des situations évoquées.

ad 3) Le Gouvernement a mis en place une procédure d'encadrement destinée aux personnes souhaitant accéder à leurs origines, incluant un accompagnement psychologique avant, pendant et après l'ensemble de la démarche.

S'agissant plus particulièrement de la procédure de la recherche des origines en Corée du Sud, la procédure applicable est clairement définie par les autorités sud-coréennes et prévoit qu'une demande ne peut être introduite que par la personne adoptée elle-même. Dans ce cadre, il n'est pas possible pour le Gouvernement de procéder à un contrôle ou à un examen systématique des dossiers d'adoption. Il veille toutefois à garantir un accompagnement professionnel et adapté à toute personne souhaitant consulter son dossier d'adoption et, le cas échéant, entreprendre des recherches plus approfondies. Cette approche permet d'examiner les situations avec rigueur et transparence, d'en tirer les enseignements nécessaires et, le cas échéant, de prendre les mesures appropriées.

J'ai par ailleurs chargé mes services d'élaborer un rapport sur la situation en Corée du Sud afin d'examiner quelles conclusions et quels enseignements peuvent être tirés notamment du rapport établi par la « Commission vérité et réconciliation » pour améliorer la procédure à l'avenir.

Langue de commandement et exigences linguistiques dans l'armée | Question **3831** (23/03/2026) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

Zënter der Grënnung vun der Lëtzebuerger Arméi ass Lëtzebuergesch déi Sprooch, déi am alldeeglechen Déngscht als allgemeng Ëmgangssprooch benotzt gëtt – souwuel am informelle wéi am formelle Kader – fir Zaldoten Erklärungen ze ginn, Befeeler ze vermëttelen an operationell oder organisatoresch Situatiounen ze diskutéieren. Dës Roll vum Lëtzebuergeschen huet iwwer Joerzéngten net nëmmen zur Funktionalitéit vun der Arméi, mee och zu hirem nationale Charakter an zum Zesummenhalt bannent der Trupp bäigedroen.

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2979 vum 2. Oktober 2025 féiert d'Madamm Minister aus, datt der Lëtzebuerger Sprooch an der Lëtzebuerger Arméi „dat meeschte Gewiicht" zoukënnt, well et déi alldeeglech Ëmgangssprooch ass, wärend Franséisch haaptsächlech fir Korrespondenz, Uerder an en Deel vun de Formatioune benotzt gëtt. Gläichzäiteg geet aus där selwechter Äntwert ervir, datt fir Zaldoten am Kader vum Rekrutement a vun der Grondausbildung an alle Verwaltungssproochen – also och am Lëtzebuergeschen – nëmmen e minimale Sproochenniveau (A2) verlaangt gëtt.

Dës Kombinatioun aus niddrege formelle Sproochenniveauen, enger staarker funktioneller Dominanz vum Franséischen an dem feelenden explizitte rechtleche Schutz vum Lëtzebuergeschen als Ëmgangs- a Kommandosprooch werft grondleeënd Froen op iwwer déi tatsächlech Roll an iwwer d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Lëtzebuerger Arméi.

Virun deem Hannergrond hu mir follgend Froen un d'Madamm Verdeedegungsminister:

1. Gëtt et am Ministère Iwwerleeungen, fir Lëtzebuergesch als alldeeglech Ëmgangssprooch an der Arméi mëttel- oder laangfristeg erofzesetzen oder ofzeschafen an duerch eng aner Sprooch, z. B. Franséisch, als Kommunikatiounssprooch tëscht Offizéier, Ënneroffizéier an Zaldoten ze ersetzen?

2. Ass d'Regierung bereet, de Statut vum Lëtzebuergeschen als alldeeglech Ëmgangs- a Kommandosprooch an der Lëtzebuerger Arméi explizitt festzeschreiwen, fir och an Zukunft kloer a rechtssécher ze garantéieren, datt dës Roll net duerch eng aner Sprooch relativéiert oder ersat gëtt?

3. Lëtzebuerger Kandidaten – sou ass eis zu Ouere komm – stousse beim Rekrutement fir d'Arméi op Schwieregkeeten, well weesentlech Deeler vun der Selektiouns- a Rekrutementsprozedur op Franséisch ofgehale ginn. Kann d'Madamm Minister dëst bestätegen, a falls jo, wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, datt lëtzebuergesch Kandidaten duerch déi staark Roll vum Franséischen net benodeelegt ginn?

4. Wéi rechtfäerdegt d'Regierung, datt Lëtzebuergesch offiziell als „alldeeglech Ëmgangssprooch" vun der Arméi bezeechent gëtt, wann zur selwechter Zäit fir einfach Zaldoten nëmmen de Sproochenniveau A2 verlaangt gëtt, dee weeder eng sécher mëndlech Kommunikatioun nach d'Verstoe vu méi komplexe Befeeler garantéiert?

Réponse (22/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1. an 2. D'Ëmgangs- a Kommandosprooch an der Lëtzebuerger Arméi ass d'Lëtzebuergescht an et gëtt keng Iwwerleeungen dorun eppes ze änneren

ad 3. D'Selektiouns- a Recrutementsprozedur gëtt op Lëtzebuergesch duerchgefouert.

D'Sproochentester (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, voire Englesch) wärend der Selektioun sinn an der jeeweileger Sprooch.

D'Sprooch vun de psychotechneschen Tester variéiert jee no Plattform, mee aktuell gëtt kee psychotechneschen Test op Lëtzebuergesch ugebueden, well keng Plattform dës Sprooch ënnerstëtzt:

– D'Zaldot.Inn.e kënne fir d'Tester tëscht Däitsch, Franséisch an Englesch wielen;
– Fir d'Besoldungsgruppen C1 an C2 (Kaperol.in) sinn d'Tester op Däitsch;
– Fir d'Besoldungsgruppen A1, A2 (Offizéi.esch.er) a B1 (Ënneroffizéi.esch.er) sinn d'Tester op Franséisch.

Fir sécherzestellen, datt kee.ng Kandidat.in benodeelegt gëtt, ginn d'Tester intern gemaach, wou e.ng Surveillant.e am Testsall präsent ass a wann néideg ka kuerz erklären oder iwwersetzen.

Den Entretien mat de Psycholog.inn.e gëtt op Lëtzebuergesch gefouert, geneesou wéi den Entretien mat der Kommissioun.

ad 4. Fir d'Aarbecht an d'Aufgaben, déi en.g Zaldot.in an der Arméi erfëllt, geet e Mindestsproochenniveau A2 duer a stellt d'Arméi viru keng Problemer, weeder bei der Formatioun nach am operationelle Beräich.

Optimisation de l'alimentation animale comme levier de réduction des émissions d'ammoniac et de méthane | Question **3832** (23/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Dans un article publié dans le « Lëtzebuerger Bauer » du 12 décembre 2025, il est fait état du 3e « Dag vun der Landwirtschaft », au cours duquel la question des émissions d'ammoniac a été abordée, notamment à travers la présentation de résultats issus de travaux menés par Convis ainsi qu'au sein du réseau de fermes agricoles « Praktijkbedriven » aux Pays-Bas.

Selon cet article, un représentant de Convis a mis en évidence les différences importantes en matière d'émissions d'ammoniac selon les types d'exploitations et les pratiques mises en œuvre. Convis a développé une typologie d'exploitation d'élevage laitière basée sur trois critères : la composition de la ration du troupeau laitier, l'intensité de la production laitière et l'efficacité de l'utilisation de concentrés.

Les résultats de Convis soulignent que l'optimisation de l'alimentation animale à travers une adaptation de la teneur en protéines constitue un levier important permettant de réduire les émissions à la source, l'efficacité de l'utilisation de l'azote au niveau de l'alimentation animale ayant un effet significatif sur les émissions d'ammoniac. Selon l'intervenant, la réduction des émissions par l'optimisation de l'alimentation constitue l'approche à la fois la plus économique et la plus efficace, puisqu'elle permet d'agir directement à la source en diminuant l'apport en ammoniac. À défaut d'une action à ce niveau, des réductions restent possibles, mais nécessitent des solutions plus complexes et nettement plus coûteuses.

Sur base de ces travaux, Convis a développé un rapport d'alimentation (« Futterbericht ») sur base duquel les exploitations reçoivent des recommandations individualisées.

Lors de la journée, un exemple concret d'une exploitation agricole néerlandaise faisant partie du réseau de recherche « Praktijkbedrijven » a été présenté. Le réseau de recherche développe et met en œuvre des mesures concrètes de réduction des émissions de méthane et d'ammoniac, et a l'objectif concret de réduire les émissions d'ammoniac de 30 %. L'exemple présenté montre qu'une approche systématique, combinant le suivi rigoureux des données, un conseil technique et une adaptation des pratiques agricoles (une utilisation accrue de l'herbe fraîche, une adaptation des pratiques de fertilisation et d'autres adaptations techniques) a permis de réduire les émissions d'ammoniac de 20 % en quatre années.

En ce qui concerne le méthane, l'article indique que le Gouvernement travaille actuellement sur la mise en place d'une aide à la réduction des émissions de méthane des vaches laitières en deux variantes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment Madame la Ministre évalue-t-elle les résultats évoqués lors du « Dag vun der Landwirtschaft » concernant l'impact de l'optimisation de l'alimentation animale sur les émissions d'ammoniac ?

2) Madame la Ministre partage-t-elle l'analyse selon laquelle l'optimisation de l'alimentation constitue le levier le plus efficace et le plus économique pour réduire les émissions à la source ? Si oui, comment les résultats seront-ils intégrés dans les stratégies nationales de réduction des émissions d'ammoniac et traduits en politiques et mesures concrètes ?

3) Dans ce contexte, quelles mesures concrètes (conseil, formation, incitations financières) sont prévues pour encourager l'adaptation de l'alimentation du bétail au sein des exploitations en vue de réduire les émissions d'ammoniac ?

4) Madame la Ministre peut-elle préciser les deux variantes d'aide actuellement à l'étude pour la réduction des émissions de méthane des vaches laitières, ainsi que leur calendrier de mise en œuvre ?

5) De manière plus générale, quelles interventions Madame la Ministre considère-t-elle comme prioritaires pour permettre aux exploitants agricoles de réduire les émissions de méthane au sein de leurs exploitations ?

Réponse (24/04/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Une alimentation équilibrée, visant à optimiser l'utilisation des protéines, peut contribuer à la réduction des émissions d'ammoniac. À titre d'exemple, la teneur en urée du lait constitue un indicateur de l'équilibre alimentaire des vaches laitières et est, à ce titre, intégrée dans le calcul des émissions d'azote. Une tendance à la baisse de cet indicateur est observée ces dernières années.[2] La modélisation montre que la diminution de cette valeur, toutes choses égales par ailleurs, permettrait de réduire les émissions nationales d'ammoniac de 2 % à 3 %.

ad 2) Je souscris à l'analyse selon laquelle l'optimisation de l'alimentation animale constitue un levier particulièrement efficace et économiquement pertinent pour réduire les émissions d'ammoniac à la source. Une meilleure adéquation des apports protéiques aux besoins réels des animaux permet en effet de limiter les pertes d'azote, de réaliser des économies en réduisant les achats d'aliments protéiques externes et n'engendre pas de coûts supplémentaires, tout en apportant des bénéfices à la fois environnementaux et économiques pour les exploitations agricoles.

Le ministère soutient cette approche, grâce à un soutien financier pour les conseils en matière d'alimentation animale, mais aussi pour les conseils visant à obtenir des fourrages de qualité à partir de légumineuses fourragères et de graminées fourragères, ainsi qu'en matière de gestion optimisée des prairies.[3] Par ailleurs, il existe la prime couplée pour les légumineuses et la prime de mise en pâture des vaches.[4] Le soutien financier des services de conseil, comme mesure, est déjà mise en œuvre aujourd'hui et figure à la fois dans le PNEC (mesure 710) et dans le NAPCP[5].

ad 3) La prime couplée pour les légumineuses ainsi que le soutien financier aux services de conseil constituent également des mesures qui continueront d'être soutenues à l'avenir afin d'encourager l'adaptation de l'alimentation du bétail au sein des exploitations.

ad 4) Les deux variantes d'aide au niveau de l'alimentation animale actuellement à l'étude pour la réduction des émissions de méthane des vaches laitières sont :

– Variante 1 : aliment réduisant la production de méthane. L'aliment concentré ou complémentaire comprend des graines de lin extrudées ou expansées et fournit un minimum de 400 grammes de matières grasses par animal et par jour. La matière grasse contient au moins 200 grammes et au maximum 250 grammes d'acide alpha-linolénique.

– Variante 2 : additif alimentaire réducteur de méthane. L'additif alimentaire réducteur de méthane contient la substance active 3-nitrooxypropanol et est approuvé à cet effet par l'Union européenne, à ce jour-ci, le seul produit autorisé. Actuellement, l'AFSCA en tant qu'autorité européenne compétente en matière d'autorisation, procède à une réévaluation du dossier d'autorisation afin de tenir compte de l'expérience lors de son utilisation pratique dans plusieurs États membres.

La mise en œuvre de la ou des variantes fera l'objet d'une concertation avec les acteurs du secteur concerné. Elle est envisagée au plus tard au cours de l'année 2027.

ad 5) Les interventions s'inscrivent dans une approche stratégique globale visant la réduction des émissions de méthane. L'objectif de réduction sera réalisé par différentes actions reconnues pour avoir un effet reducteur sur certaines étapes de la chaîne de production, et notamment le soutien à l'innovation, à l'adaptation et à l'amélioration des pratiques en matière d'alimentation animale ainsi que de la gestion des effluents d'élevage. Il s'agit de créer des conditions favorables à une diminution progressive des émissions, tout en assurant la viabilité économique et environnementale du secteur.

Activités du NSO Group au Luxembourg et liens éventuels avec le Togo | Question **3833** (24/03/2026) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Software Pegasus vum israeelesche Betrib NSO Group steet zanter Joren an der Kritick, well se weltwäit systematesch agesat gouf, fir Journalisten, Mënscherechtler a Politiker auszespionéieren. Och am Togo goufen, laut Recherchë vu Reporter ouni Grenzen an Amnesty International, iwwer 300 Telefonsnummere vun der Zivillgesellschaft an Oppositioun als potenziell Ziler identifizéiert. Berichter aus dem Joer 2021 an 2024 bestätegen, datt d'Apparater vu féierende Journalisten am Togo tatsächlech mat dëser Spyware infizéiert goufen.

Den NSO Group huet an der Vergaangenheet verschidde Filialen zu Lëtzebuerg geféiert (ënner anerem OSY Technologies). Och wann d'Regierung an der Vergaangenheet erklärt huet, datt dës Firmen hei am Land keng Exportlizenze fir d'Software ugefrot oder

[2] Luxembourg. 2025 National Inventory Document (NID) | UNFCCC.*
[3] Règlement ministériel du 26 novembre 2024 fixant le contenu des modules de conseil dans le domaine de l'agriculture et le montant de l'aide ainsi que les qualifications minimales des prestataires de services.
[4] Gekoppelte Leguminosenprämie (503) – Landwirtschaftsportal – Luxembourg*
[5] Mise à jour du Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) du Luxembourg – Publications – Portail de l'environnement – emwelt.lu – Luxembourg*

kritt hätten, bleift d'Fro no de genauen Aktivitéiten a finanzielle Stréim vun dëse lëtzebuergeschen Entitéite bestoen. Et muss séchergestallt ginn, datt keng lëtzebuergesch Infrastruktur oder Firme-Strukture genotzt goufen, fir den Handel mat esou Technologien a Länner mat enger kritescher Mënscherechtslag wéi den Togo ze erliichteren.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Wirtschaft a fir Aussenhandel dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen, datt de Verkaf oder d'Lizenzéierung vun der Pegasus-Software un den Togo iwwer eng lëtzebuergesch Filial vum NSO Group oder eng verbonne Gesellschaft ofgewéckelt gouf?

2. Goufen zanter 2021 zousätzlech Kontrolle vun dem „Office du contrôle des exportations, importations et transits" (OCEIT) bei de lëtzebuergeschen Entitéite vum NSO Group duerchgefouert, fir e méiglecht Ëmgoe vun Exportreegele fir Dual-Use-Gidder ze préiwen?

3. Sinn der Regierung Erkenntnisser doriwwer bekannt, ob Finanzstréim am Zesummenhang mat de Kontrakter am Togo iwwer Lëtzebuerger Bankkonten oder Finanzstrukture gelaf sinn?

4. Wéi vill Filialen oder Duechtergesellschafte vum NSO Group sinn aktuell nach am lëtzebuergeschen Handelsregëster (LBR) ageschriwwen a wéi gëtt hir Aktivitéit iwwerwaacht?

Réponse (28/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung huet keng Kenntnis dovunner.

ad 2. Et sief dorop higewisen, datt de fréiere Minister Jean Asselborn den 21. Juli 2021 déi concernéiert Entreprisen ugeschriwwen huet, an hinnen hir Obligatiounen am Kader vum Gesetz vum 27. Juni 2018 relative au contrôle des exportations erkläert huet. Den OCEIT huet bis dato keng Demande vun enger concernéierter Entreprise kritt.

ad 3. D'Regierung huet keng Kenntnis dovunner.

ad 4. D'Handelsregësteren, déi vum Luxembourg Business Registers (LBR) gefouert ginn, enthale keng Informatiounen iwwer d'Positioun vun enger Gesellschaft bannent engem Grupp. Donieft ginn d'Aktionäre vun enger Gesellschaft, déi am Registre de commerce et des sociétés (RCS) erfaasst ginn, nëmme fir eng limitéiert Unzuel vu Forme vu kommerzielle Gesellschaften uginn. Dës Informatioune sinn zum Beispill fir eng Société anonyme (SA) net erfaasst. Doriwwer eraus, verweist d'Regierung op de Portal vum lëtzebuergeschen Handelsregëster, deen um Site www.lbr.lu fräi zougänglech ass.

Absence prolongée de conseillers communaux sans excuse valable | Question **3834** (24/03/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

D'Mandat vun engem Gemengerotsmember ass net nëmmen en Titel, mä eng konkreet demokratesch Verantwortung vis-à-vis vun de Bierger·innen. Wee gewielt gëtt, kritt d'Vertraue vun de Wieler·innen, fir si am Gemengerot ze vertrieden, un den Debatten deelzehuelen an un den Decisiounen aktiv matzewierken. Grad um kommunalen Niveau, wou vill Entscheedungen den Alldag vun de Leit direkt beaflossen, däerf dës Verantwortung net op e reng formellt Mandat reduzéiert ginn. Ëmsou méi schwiereg ass et, dass dat aktuellt Gemengegesetz zwar verschidde Modalitéite ronderëm Deliberatiounen a Procuratioune reegelt, awer op den éischte Bléck keng kloer Konsequenze virgesäit, wann e Member (m/w/d) iwwer eng laang Zäit oder esouguer iwwer déi ganz Mandatsperiod bei de Sëtzunge feelt, ouni valabel Excuse. Dat ass net nëmmen eng juristesch Onkloerheet, mä virun allem eng politesch an demokratesch Fro, well et de Kär vun der Verantwortung an der Vertriedung um kommunalen Niveau betrëfft.

Dowéinst wéilt ech follgend Froen un den Här Inneminister stellen:

1. Ass et richteg, datt d'„loi communale modifiée du 13 décembre 1988" aktuell keng explizitt Sanktioun virgesäit, wann e Member vum Gemengerot iwwer eng laang Dauer oder widderholl bei Gemengerotssëtzunge feelt, ouni eng valabel Excuse ze hunn?

2. Wéi bewäert den Här Minister dës Situatioun am Hibléck op de gudde Fonctionnement vun de Gemengen an op d'demokratesch Vertriedung vun de Wieler·innen?

3. Denkt den Här Minister driwwer no, d'Gemengegesetz unzepassen, fir eng gewësse Präsenzflicht fir Membere vum Gemengerot méi kloer ze encadréieren?

Réponse (02/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Artikel 18 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, dass ee Member vum Gemengerot, deen dräimol hannerteneen ouni legitimm Ursaach net um Gemengerot deelgeholl huet, als demissionnaire vum Minister kann deklaréiert ginn. De Gemengerot muss d'Initiativ iwwerhuelen an dem Minister d'Demissioun proposéieren.

ad 2. Et leie mir bis elo keng Informatioune vir, dass de gudde Fonctionnement vun de Gemengen duerch eng mangelnd Assiduitéit vun de Gemengerotsmemberen a Fro gestallt wier. Et schéngt mir awer kloer ze sinn, datt ee gewielte Kandidat, deen e kommunaalt Mandat unhëlt, dat och mat dem néidegen Eescht ausüübt.

ad 3. Ech wäert dat mam Syvicol beschwätzen.

Ressortissants luxembourgeois engagés dans l'armée israélienne et implications juridiques | Question **3835** (24/03/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

En février, un document officiel des forces de défenses israéliennes (IDF) présentant le détail des membres de l'IDF ayant une double nationalité ou multiples nationalités a été publié, à la suite de la demande de l'association Hatzlacha. Il ressort de ce document que deux soldats IDF ont une double nationalité israélienne et luxembourgeoise, et six soldats IDF disposent de multiples nationalités, dont la luxembourgeoise.

La deuxième note de recherche scientifique intitulée « Les obligations internationales du Luxembourg au regard des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et mesures recommandées » par Cedric Ryngaert et Thomas Verellen et publiée par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés le 23 mars 2026 présente plusieurs options que le Luxembourg pourrait envisager afin de remplir ses obligations internationales. L'une des options consiste à imposer des « sanctions ciblées aux personnes qui apportent leur soutien à l'occupation israélienne du TPO ou qui contribuent à l'effort de guerre israélien à Gaza ».[6]

[6] Cedric Ryngaert, Thomas Verellen, « Les obligations internationales du Luxembourg au regard des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et mesures recommandées », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 23 mars 2026, p. 54.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer combien de soldats IDF ont la nationalité luxembourgeoise ?

2) Quelles mesures le Gouvernement entreprend-il face à la participation de ressortissants luxembourgeois à la guerre contre le peuple palestinien ?

3) Monsieur le Ministre considère-t-il que des poursuites en justice doivent être menées contre les ressortissants luxembourgeois ayant participé à cette guerre et supposément commis des crimes contre l'humanité durant leur combat à Gaza ou en Cisjordanie ? À quelles conséquences ces personnes seront-elles confrontées ?

4) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'imposer des sanctions individuelles contre les personnes qui contribuent à l'effort de guerre israélien à Gaza, tel qu'exposé dans la note de recherche scientifique citée ci-dessus ?

Réponse (22/04/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations étayées qui établiraient que des personnes de nationalité luxembourgeoise sont engagées au sein d'armées étrangères, en particulier les Forces de défense israéliennes.

ad 2) Le Gouvernement ne prend aucune mesure spécifique concernant la participation de ressortissants luxembourgeois à l'armée israélienne, étant donné qu'il ne dispose pas d'informations à cet égard.

ad 3) Il n'existe aucune loi nationale interdisant à un citoyen luxembourgeois ou à une personne résidant au Luxembourg de participer à des combats à l'étranger. Cependant, toute personne qui commet des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou d'autres crimes internationaux est passible de poursuites pénales conformément aux articles 136bis à 136quinquies du Code pénal luxembourgeois.

Conformément à l'article 5 du Code de procédure pénale, tout Luxembourgeois ou toute personne qui a sa résidence habituelle sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg peut être poursuivi et jugé au Luxembourg, indépendamment du lieu où le crime a été commis.

Lorsqu'une personne qui n'est pas résidente au Luxembourg est appréhendée au Luxembourg, elle peut soit être extradée à un pays tiers qui en fait la demande, soit être traduite devant les tribunaux luxembourgeois, conformément à l'article 7-4 du Code de procédure pénale luxembourgeois.

En raison de la séparation des pouvoirs consacrée par la Constitution luxembourgeoise, le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux et il appartient au ministère public d'exercer l'action publique. Ce dernier est indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, ainsi il n'appartient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur l'opportunité des poursuites des personnes visées par la question parlementaire.

ad 4) L'analyse de la note de recherche scientifique est en cours.

Déploiement d'infrastructures de recharge électrique sur le réseau autoroutier luxembourgeois | Question **3836** (24/03/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Dans une réponse précédente à une question parlementaire concernant l'aire de Berchem, le Gouvernement a indiqué que l'aire dispose actuellement de 6 bornes de recharge électrique en direction de la France et de 6 bornes en direction de Luxembourg. Il a également précisé que, pour les poids lourds électriques, les obligations découlant du règlement européen AFIR devront être respectées au plus tard en 2030 sur le réseau central RTE-T, que des échanges sont en cours avec les pays voisins et que la loi du 18 juillet 2025 permet, en cas de besoin, d'organiser des appels à projets spécifiquement dédiés à l'installation de bornes de charge pour poids lourds électriques le long du réseau RTE-T.

Alors que d'autres États membres avancent déjà de manière concrète dans le déploiement de hubs de recharge ultra-rapide sur leur réseau autoroutier, il paraît utile de disposer d'une vue d'ensemble précise de la planification luxembourgeoise :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une planification d'ensemble pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour voitures électriques sur le réseau autoroutier luxembourgeois ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle préciser quels sites sont déjà équipés, quels sites sont planifiés ou à l'étude, ainsi que le nombre de bornes et la puissance de recharge actuellement disponibles ou prévues sur chacun de ces sites ?

2) Le Gouvernement entend-il, au-delà des sites déjà équipés de bornes de recharge rapide de forte puissance, étendre à d'autres aires autoroutières des capacités de recharge d'au moins 400 kW au total pour les véhicules électriques légers ? Dans l'affirmative, sur quels sites et selon quel calendrier ?

3) S'agissant de la recharge pour poids lourds électriques, quels sites concrets sur le réseau autoroutier ou sur le réseau central RTE-T sont actuellement prévus, à l'étude ou en préparation au Luxembourg ? Quel est le calendrier retenu jusqu'en 2030 pour leur déploiement effectif ?

4) Le Gouvernement a-t-il déjà lancé, préparé ou planifié des appels à projets spécifiquement dédiés à l'installation de bornes pour camions électriques, comme le permet la loi du 18 juillet 2025 ? Dans l'affirmative, selon quel calendrier et sur la base de quels critères principaux ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) À travers le déploiement de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, des bornes de charge ultra-rapides (≥ 300 kW) ont été installées par les gestionnaires de réseau de distribution sur l'ensemble des aires de service autoroutières du réseau central réseau transeuropéen de transport (RTE-T), qui se compose, au Grand-Duché, des autoroutes A1, A3 et A6. Ces six aires de service sont chacune équipées d'au moins six bornes « SuperChargy ». À cela s'ajoutent trois bornes sur l'aire de service de Pontpierre en direction d'Esch-sur Alzette.

En résumé, sept aires de service autoroutières sont équipées par un total de 51 bornes « SuperChargy », lesquelles sont entretenues et gérées par le concessionnaire de l'infrastructure de charge publique. Le détail de ces installations figure à l'annexe I du règlement ministériel du 2 mai 2023 fixant un plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique[7]. S'y ajoute qu'en principe, le concessionnaire de l'aire de service autoroutière peut installer des infrastructures pour carburants alternatifs, telles que des bornes de charge, sur la zone affectée de sa concession.

Le déploiement des bornes de charge « SuperChargy » sur les aires de service a contribué à ce que le Grand-Duché atteigne déjà les objectifs minimaux du règlement (UE) 2023/1804 du 13 septembre 2023 relatif au déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (« règlement AFIR »). Celui-ci prévoit notamment que, le long du réseau central du RTE-T, des parcs de charge ouverts au public pour voitures électriques soient installés dans chaque sens de circulation tous les 60 km au maximum et, au plus tard le 31 décembre 2027, offrent une puissance totale d'au moins 600 kW, avec au moins deux points de charge de 150 kW chacun.

ad 2) Tel que prévu dans le programme de coalition, le Ministère de l'Économie a réalisé une étude afin d'analyser l'impact de la transition vers des véhicules zéro émission pour les aires d'autoroute luxembourgeoises[8], visant notamment à déterminer les besoins en infrastructures de charge ainsi que leur dimensionnement, afin d'accompagner l'électrification croissante du parc automobile en Europe.

Cette étude conclut à la nécessité d'une augmentation généralisée des infrastructures de charge pour voitures électriques sur l'ensemble des aires de service. Les besoins supplémentaires identifiés seront intégrés dans les futurs appels à concessions relatifs aux stations de service situées sur les aires autoroutières.

ad 3) L'étude précitée a notamment analysé les besoins en infrastructures de charge dédiées aux véhicules utilitaires lourds afin d'estimer le nombre de bornes nécessaires pour répondre à la demande future mais également de respecter les obligations minimales applicables à ce type de bornes, telles que prévues à l'article 4 du règlement AFIR. Celui-ci prévoit qu'au plus tard le 31 décembre 2030, le long du réseau routier central du RTE-T, des parcs de charge ouverts au public et réservés aux véhicules utilitaires lourds électriques soient déployés dans chaque sens de circulation, à un intervalle maximal de 60 km, et que chaque parc offre une puissance totale d'au moins 3,6 MW.

Les conclusions de cette étude seront prises en compte lors des prochains appels à concessions des stations de service, dont les premières concerneront celles de Berchem en 2029.

ad 4) Le Ministère de l'Économie a lancé, le 15 janvier 2026, deux nouveaux appels à projets sur la base de la loi modifiée du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures pour véhicules à carburants alternatifs. Le deuxième appel à projets, doté d'un budget maximal de 5 millions d'euros, était réservé aux infrastructures de charge dédiées aux véhicules utilitaires lourds, notamment les camions électriques. Les projets devraient comprendre des infrastructures de charge accessibles au public ou privées et disposer d'une capacité de charge totale d'au moins 175 kilowatts. Les entreprises sélectionnées pourront bénéficier d'une subvention couvrant jusqu'à 70 % de leur investissement. L'appel était ouvert jusqu'au 31 mars 2026 et les résultats y relatifs seront communiqués sous peu, ainsi que le calendrier des prochains appels à projets similaires.

Sécurité des cyclistes dans les rues cyclables et application des règles y afférentes | Question **3837** (24/03/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon des articles de presse récents, un accident s'est produit le 13 février 2026 lors du « Critical Mass » organisé par ProVelo dans la rue des Trévires à Bonnevoie, laquelle est aménagée en rue cyclable au sens du Code de la route. D'après ces informations, un automobiliste y aurait dépassé un cycliste, en contradiction avec les règles applicables aux rues cyclables, provoquant la chute de ce dernier.

Les mêmes articles indiquent que les policiers intervenus sur place auraient d'abord mal apprécié la situation en raison d'une confusion quant aux règles applicables dans une rue cyclable, confusion que la police a par la suite reconnue.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles instructions internes, formations et/ou circulaires existent actuellement au sein de la Police grand-ducale concernant l'application des règles spécifiques aux rues cyclables, notamment en ce qui concerne l'interdiction pour les véhicules motorisés d'y dépasser des cyclistes ainsi que les règles relatives à la circulation de cyclistes côte à côte ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il, à la lumière de cet incident, de renforcer les dispositifs de formation ou de clarification à destination des forces de l'ordre afin de garantir une application uniforme et correcte du Code de la route en matière de rues cyclables ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que le cadre réglementaire et la signalisation actuelle des rues cyclables assurent une lisibilité suffisante pour l'ensemble des usagers ainsi que pour les forces de l'ordre, ou des adaptations sont-elles envisagées en matière de signalisation, de marquage ou d'information afin d'améliorer la compréhension et le respect ?

Réponse (23/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant la rue cyclable.

ad 1) Les définitions et autres dispositions pertinentes du Code de la route sont enseignées aux fonctionnaires stagiaires de manière complète.

En ce qui concerne les cyclistes, les formateurs se réfèrent notamment aux définitions figurant à l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. Dans ce cadre, sont abordées les différentes catégories d'infrastructures et d'aménagements cyclables avec leur signalisation respective prévue à l'article 107 de l'arrêté grand-ducal précité, notamment les éléments suivants

1.21 a) piste cyclable obligatoire (panneau D, 4),
1.21 b) piste cyclable conseillée (panneau F,19a),
1.22 voie cyclable obligatoire (panneau D, 4),
1.23 voie cyclable suggestive (marquage sur la chaussée),
1.23bis rue cyclable (panneau E, 18a),
1.24 a) chemin obligatoire pour cyclistes et piétons (panneau D, 5a),
1.24 b) chemin conseillé pour cyclistes et piétons (panneau F, 20a).

Les règles applicables sont expliquées de manière détaillée, afin d'assurer une compréhension légale et opérationnelle. Ces éléments sont, le cas échéant, illustrés par des exemples concrets issus de la pratique ainsi que par des supports visuels, tels que des

[7] https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rmin/2023/05/02/a229/jo

[8] https://gd.lu/f17Mx2

photographies, permettant de faciliter l'assimilation des situations rencontrées sur le terrain.

En ce qui concerne l'interdiction pour les véhicules motorisés de dépasser dans les rues cyclables, les règles spécifiques sont enseignées sur base de l'article 162quinquies de l'arrêté grand-ducal précité, dont les dispositions pertinentes, y compris celles visées dans la question parlementaire, sont expliquées dans le cadre de la formation précitée.

Par ailleurs, les prescriptions relatives à la circulation des cyclistes, y compris la circulation côte à côte, sont enseignées conformément à l'article 160, point 3, de l'arrêté grand-ducal précité. Les différentes conditions et limites prévues par cet article sont présentées aux futurs policiers afin de leur permettre d'en maîtriser l'application pratique.

ad 2) Au vu des explications qui précèdent et considérant qu'il s'agissait d'un cas isolé, de telles mesures ne sont actuellement pas envisagées.

ad 3) À l'instar des zones de rencontre ou des zones piétonnes, la rue cyclable constitue un régime de circulation défini, dont l'entrée est matérialisée par un signal routier spécifique soumettant l'usagère et l'usager à un ensemble de prescriptions réglementaires déterminées. Cette logique est inhérente au fonctionnement même de la signalisation routière : les signaux sont, par nature, des symboles qui ont vocation à être connus par l'ensemble des personnes empruntant la voie publique. À titre de comparaison, les signaux les plus fondamentaux pour la sécurité routière, universellement reconnus, tels que ceux régissant la priorité, le cédez-le-passage ou l'interdiction de circuler, ne comportent aucune représentation intuitive et sont purement conventionnels.

S'agissant du contenu réglementaire, le concept de rue cyclable, tel qu'introduit à l'article 162quinquies du Code de la route, comporte comme prescriptions essentielles la limitation de vitesse à 30 km/h ainsi que l'interdiction de dépasser les cyclistes.

Sur le plan de la signalisation, le Luxembourg s'est inscrit dans une démarche délibérément ambitieuse lors de l'introduction de ce signal en 2018. L'objectif poursuivi était de fournir un maximum d'informations aux usagères et usagers tout en assurant une lisibilité suffisante pour les visiteurs étrangers*res. À cette fin, le signal luxembourgeois s'est inspiré de la solution belge, tout en la complétant. Le panneau national représente un*e cycliste ainsi qu'un véhicule automobile en retrait et de couleur plus sombre, signifiant visuellement la subordination de ce dernier, tout en intégrant la vitesse maximale autorisée de 30 km/h ainsi que le libellé explicite « rue cyclable ». À titre de comparaison, l'Allemagne utilise un simple signal usuel de voie cyclable obligatoire assorti d'une mention textuelle, tandis que le groupe de travail chargé de la Convention de Vienne sur la signalisation routière au sein de l'UNECE, propose d'introduire, à l'échelle internationale, un signal rectangulaire bleu représentant le symbole du cycle au-dessus d'un automobile de taille réduite, afin d'exprimer, sans plus, la primauté du et de la cycliste.

Au regard de ces éléments de comparaison, le signal luxembourgeois apparaît comme l'un des plus élaborés en matière de lisibilité graphique au regard du contenu réglementaire qu'il entend communiquer.

Il convient par ailleurs de situer la rue cyclable dans un contexte plus large : il s'agit d'un concept d'apaisement de la circulation et d'amélioration du réseau cyclable, lequel est en pleine expansion. La rue cyclable est de mise sur des tronçons qui sont importants pour les cyclistes en transit alors que le trafic motorisé de transit est dirigé vers un autre itinéraire.

Partant, une modification du signal ne s'impose pas. Le recours à ce régime se généralisant, la reconnaissance du signal est désormais acquise pour les nouveaux*elles conductrices et conducteurs et tend à devenir familière pour ceux qui n'ont pas nécessairement connaissance des dernières évolutions législatives. Une révision à ce stade serait dès lors non seulement prématurée, mais aussi potentiellement contre-productive, en introduisant une confusion là où un processus de familiarisation est déjà bien engagé.

Dans ce contexte, afin de rappeler les règles les plus importantes pour garantir la sécurité routière, la Police grand-ducale organisera une campagne de sensibilisation intitulée « Mobilité douce » à destination des usagères et usagers de la route qui se déroulera durant la période juillet-août 2026.

Allègement des obligations de reporting des banques dans l'Union européenne | Question **3838** (25/03/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a estimé que les obligations d'information des banques de l'Union européenne pourraient être réduites d'environ 25 % sans nuire à l'efficacité de la surveillance. L'ABE a présenté dans ce contexte un programme d'efficacité visant à rendre les règles bancaires plus simples, plus claires, plus proportionnées et plus faciles à appliquer. Les exigences de « reporting » imposées aux banques sont un des domaines identifiés par l'ABE dans lequel le potentiel de simplification est le plus évident.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre partage-t-il le constat de l'ABE concernant les obligations d'information imposées aux banques ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre entend-il défendre au niveau du Conseil Ecofin une position visant à réduire les charges réglementaires imposées aux banques ?

– Quelles actions le Gouvernement entend-il entreprendre afin de réduire les charges administratives et réglementaires pour les banques ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a récemment annoncé une série de mesures visant à simplifier de manière significative le reporting prudentiel au sein de l'UE et faisant l'objet d'une consultation publique.

L'ABE estime que les révisions envisagées devraient permettre de mieux aligner les exigences de reporting sur les besoins de la supervision, de réduire d'environ 50 % le nombre de points de données dans le reporting harmonisé à l'échelle de l'UE, et de renforcer le principe de proportionnalité.

Dans le contexte des discussions entourant la compétitivité de l'UE, le Gouvernement appelle régulièrement à la mise en œuvre d'initiatives au niveau européen en vue de réduire les charges administratives et réglementaires, y compris celles provenant des obligations d'information imposées aux banques.

Les exigences de reporting provenant principalement des textes européens de niveau 1 et 2, le Gouvernement salue les initiatives engagées en vue de leur simplification.

Faillite de l'école de musique Cavem | Question **3839** (25/03/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Gëschter konnt een an der Lëtzebuerger Dagespress liesen, datt d'Museksschoul Cavem faillite deklaréiere misst. Dem „Tageblatt" no markéiert d'Enn vun dëser Museksschoul och de Schluss vun de Coursë fir eng ronn 600 Museksschüler a Museksschülerinnen. Gläichzäiteg verléieren ëm 15 Museksproffen an eng hallef Dose fräiberufflech Museksproffen hir Aarbechtsplaz.

An deem Kontext géinge mir dem Här Kulturminister an dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert den Här Kulturminister d'Auswierkunge vun dëser Faillite op d'kulturell Offer, besonnesch am Beräich vun der Museksausbildung?

2. Gouf et am Virfeld Signaler, déi op finanziell Problemer bei der Cavem higewisen hunn? Wa jo, wéi gouf dorop reagéiert?

3. Wat fir konkreet Mesurë ginn elo geholl, fir déi betraffe Schüler séier nees an eng strukturéiert Museksausbildung ze integréieren?

4. Wat geschitt mat den Enseignanten an de fräischaffende Museksproffen, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn? Sinn Ënnerstëtzungsmoossname virgesinn?

5. Besteet d'Méiglechkeet, datt de Staat oder aner ëffentlech Acteuren intervenéieren, fir en Deel vun der Aktivitéit oder d'Strukturen ze erhalen?

Réponse (28/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. D'Faillite vun der privater Museksschoul Cavem ass bedauerlech an huet Auswierkungen op d'Schülerinnen a Schüler, souwéi op d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun där Schoul.

Aus kulturpolitescher Siicht ka festgehale ginn, datt Lëtzebuerg iwwer e breet opgestallten a qualitativ héichwäertegen ëffentleche Museksunterrecht verfüügt, deen de gréissten Deel vum Besoin an der Museksausbildung ofdeckt. Parallell dozou spille privat Acteuren, wéi d'Museksschoul Cavem, eng ergänzend Roll, besonnesch wat nidderschwelleg a praxisorientéiert Approchen, fir un d'Musek erunzeféieren, ugeet, an droen doduerch, aus enger méi breeder Perspektiv, zur kultureller Diversitéit vun der Museks(schoul)landschaft bäi.

ad 2. D'Cavem stoung a kengem Lien mam Educatiounsministère an och net mam Kulturministère.

ad 3. Den Enseignement musical gëtt vun de Gemenge gedroen an organiséiert. D'Gemenge musse kucken, ob si d'Méiglechkeet hunn, zousätzlech Schüler am Laf vum Schouljoer opzehuelen, virausgesat, datt d'Cavem-Schüler an eng kommunal Museksschoul oder e Conservatoire wéilte wiesselen.

ad 4. D'Personal am Enseignement musical ënnersteet de Gemenge respektiv dem Prestataire vun de Gemengen. Wann dës Persounen déi legal Konditiounen erfëllen, fir Enseignant am kommunale Museksunterrecht ze ginn, kënnen si hir Kandidatur op méiglech fräi Posten un d'Gemengen oder un de Prestataire riichten.

Fir d'Ënnerstëtzungsmoossname gëllen déi allgemeng Moossnamen, wéi se hei zu Lëtzebuerg bei Faillittë virgesi sinn.

ad 5. Fir den Educatiounsministère an de Kulturministère besteet keng Méiglechkeet fir ze intervenéieren.

Délais de dépôt des déclarations fiscales et intérêts de retard | Question **3840** (25/03/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La loi budgétaire pour l'année 2023 a introduit une prolongation du délai légal pour le dépôt des déclarations d'impôt jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'année d'imposition. Cette modification visait notamment à offrir davantage de flexibilité aux contribuables, tout en maintenant l'application des intérêts de retard en cas de paiement tardif ou de non-paiement.

Dans ce contexte, il apparaît pertinent d'évaluer les effets concrets de l'allongement du délai légal sur le comportement déclaratif des contribuables ainsi que sur les recettes liées aux retards de paiement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quel pourcentage de contribuables introduisent actuellement leur déclaration d'impôt dans les délais légaux ? Quel pourcentage de contribuables introduisent leur déclaration après le délai légal ou ne la soumettent pas du tout ?

2) Quel montant total d'intérêts de retard l'État a-t-il perçu au cours des 5 dernières années en raison de paiements tardifs de dettes fiscales ou d'avances d'impôt ? Une ventilation entre personnes physiques et personnes morales peut-elle être fournie ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'une évaluation de la prolongation du délai ? Le cas échéant, quelles conclusions en tire-t-il quant à son efficacité et à ses éventuels effets secondaires ?

Réponse (12/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Le délai pour le dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des contribuables personnes physiques et morales est actuellement fixé au 31 décembre de l'année qui suit l'année d'imposition concernée.

Au début du mois de janvier 2026, environ 10,73 % des contribuables personnes physiques n'avaient pas donné suite à cette obligation pour la remise de la déclaration pour l'impôt sur le revenu (Modèle 100) de l'année fiscale 2024. Pour les collectivités, ce pourcentage s'élevait à 18,39 % (Modèle 500).

ad 2) Le détail annuel du montant total d'intérêts de retard perçus par l'État au cours des années 2021 à 2025 se présente comme suit :

ad 3) Il convient de préciser que le système informatique de l'Administration des contributions directes (ACD) ne permet pas d'extraire des données historiques par rapport au taux de dépôt endéans les délais.

Les statistiques disponibles reposent sur des extractions manuelles réalisées par l'ACD au premier jour ouvrable des années civiles 2023 à 2025, depuis l'introduction de la prolongation du délai légal jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'année d'imposition, dans une logique d'amélioration continue du suivi administratif.

Les données disponibles pour les années d'imposition 2022 à 2024 montrent des taux de dépôt relativement stables. En moyenne, 88,6 % des personnes physiques et 81,3 % des personnes morales ont introduit leur déclaration dans les délais légaux.

En l'absence de données historiques comparables pour les années antérieures à la réforme, il n'est toutefois pas possible d'évaluer de manière concluante les effets concrets de l'allongement du délai légal sur le comportement déclaratif des contribuables.

Indemnités de repas et de jour dans la fonction publique | Question **3841** (25/03/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Conformément à la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 0415, les agents appartenant aux catégories visées à l'article 18 du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 portant sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État – à savoir les chauffeurs de véhicules de l'État, les artisans dont le service ordinaire entraîne normalement des prestations en dehors du lieu de résidence officielle, ainsi que les fonctionnaires de la carrière du cantonnier – avaient droit à une indemnité forfaitaire journalière de 14 euros ainsi qu'à une indemnité forfaitaire par repas principal complémentaire d'un euro, s'ajoutant à l'indemnité de repas mensuelle de 204 euros.

Ces dispositions demeurent en vigueur, mais le règlement initial a depuis lors été remplacé par le règlement grand-ducal du 17 décembre 2025 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État. Dans ce nouveau règlement, ce sont les articles 12 et 17, ainsi que le règlement du Gouvernement en conseil du 23 janvier 2026 fixant les indemnités prévues aux articles 12 et 17 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2025, qui régissent les dispositions relatives à l'indemnité de jour et à l'indemnité forfaitaire, dont les montants demeurent respectivement fixés à 14 euros et à 1 euro.

Ainsi, les agents exerçant à titre principal les fonctions de chauffeur de véhicules, les artisans dont le service ordinaire à l'intérieur du pays entraîne normalement l'accomplissement de prestations en dehors du lieu de travail, ainsi que les fonctionnaires de la carrière du cantonnier, devraient percevoir, par rapport aux autres catégories professionnelles de l'État, un montant d'indemnité journalière de repas supérieur, soit 10,20 euros – correspondant à la part journalière de l'indemnité mensuelle de 204 euros – majorés d'un euro supplémentaire au titre de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 17 du nouveau règlement.

Or, des éléments portés à ma connaissance soulèvent des doutes quant à l'application effective des dispositions concernant l'indemnité de jour et l'indemnité forfaitaire du nouveau règlement.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes au Gouvernement :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que les agents appartenant aux catégories visées à l'article 17 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2025 bénéficient bien, de manière cumulative, de l'indemnité de repas mensuelle de 204 euros applicable à l'ensemble des agents de l'État ainsi que de l'indemnité forfaitaire complémentaire d'un euro prévue audit article ?

2) Dans le cas où cette application cumulative ne serait pas garantie de manière uniforme, quelles en sont les causes identifiées et quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin d'assurer une mise en œuvre conforme ?

3) Le Gouvernement peut-il confirmer que les agents appartenant aux catégories visées à l'article 17 dudit règlement bénéficient également de l'indemnité de jour de 14 euros prévue à l'article 12 ?

4) Dans la négative, le Ministre de la Fonction publique peut-il préciser dans quels cas une distinction est opérée entre ces catégories d'agents et pour quelles raisons ?

5) Les administrations concernées ont-elles reçu des instructions explicites – que ce soit sous forme de circulaire ou sous toute autre forme – quant à la mise en œuvre de ces indemnités ? Dans la négative et dans le cas où un problème d'application serait constaté, le Gouvernement envisage-t-il de diffuser de telles instructions afin de garantir une application correcte et uniforme des dispositions concernées ?

Réponse (28/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Oui.

Tous les agents de l'État, toutes catégories confondues, touchent une indemnité de repas mensuelle qui constitue un avantage lié à, et payé ensemble avec, la rémunération. Elle est due indépendamment d'un voyage de service.

La réglementation sur les frais de route et de séjour quant à elle est destinée à compenser les frais exposés par les agents lors d'un voyage de service à caractère plus ponctuel.

Comme la nature du travail exercé par certaines catégories d'agents donne lieu à des déplacements très fréquents sinon quasi permanents, sans que l'on puisse dans ce contexte à proprement parler de l'existence d'un voyage de service en dehors du lieu de travail, la réglementation prévoit la fixation d'une indemnité. Cette indemnité fixée à hauteur d'un euro bénéficie aux seules catégories d'agents visés par la disposition de l'article 17, et ce de manière cumulative avec l'indemnité de repas mensuelle.

ad 2) Je renvoie l'honorable Député à ma réponse ci-avant.

ad 3) Non, puisque l'article 12 concerne l'indemnité de séjour et l'indemnité de nuit, tandis que l'indemnité de séjour est visée par l'article 13.

ad 4) En matière de frais de route et de séjour à l'intérieur du pays, on peut distinguer deux catégories d'agents de l'État, et ce en fonction de leur situation respective.

Les agents, qui de manière occasionnelle se déplacent en dehors de leur lieu de travail pour exercer une tâche professionnelle sur le lieu de la mission et qui touchent au-delà des frais de route exposés, une indemnité de jour de 14 euros, prévue à l'article 13, à condition que la durée du voyage dépasse quatre heures.

Les agents dont le travail normal et régulier consiste en des déplacements réguliers (ex. cantonnier) voire permanents (ex. chauffeur de camion) faisant partie intégrante de l'exercice de leur tâche et qui de ce fait ne constituent pas, au sens de la réglementation sur les frais de route et de séjour, des voyages de service en dehors du lieu de travail.

Ces agents ne bénéficient pas de l'attribution journalière de l'indemnité de jour de 14 euros prévue à l'article 13 puisque les déplacements font partie intégrante de leur tâche normale. Par exception à ce qui précède, les agents expressément énumérés à l'endroit de l'article 17 bénéficient cependant d'une indemnité d'un euro.

ad 5) La réglementation sur les frais de route et de séjour remonte à une série de textes réglementaires de 1972, de 1993 et de 2015 avant d'aboutir au texte actuel de 2025.

Les règles de base n'ont pas changé de manière fondamentale durant toute cette période. Des circulaires d'application ont été prises au fur et à mesure. La

dernière date du 31 décembre 2025 et vise à avertir les départements, services et administrations de la prise d'effet du nouveau texte réglementaire et d'en résumer les principales adaptations, dont celle que la durée du voyage de service doit dorénavant dépasser quatre heures pour donner lieu à une indemnité de jour.

Sans toucher aux règles de base sur les frais de route et de séjour, la volonté poursuivie avec l'adoption de ce dernier texte réglementaire est clairement d'en faciliter l'application afin d'aboutir à une harmonisation de la mise en œuvre à travers l'État. Or, comme toute matière et tout règlement peut donner lieu à des interprétations parfois divergentes, l'INAP propose des cours de formation bisannuels sur la matière des frais de routes et de séjour et le service juridique du Ministère d'État a deux agents dédiés aux renseignements sur les frais de route.

Plateforme Léier Lëtzebuergesch online | Question **3842** (25/03/2026) de **M. Ben Polidori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'apprentissage des langues en ligne offre de nombreux avantages : flexibilité des horaires, accessibilité depuis n'importe quel endroit, et possibilité d'apprendre à son propre rythme.

C'est dans cet esprit que la plateforme Léier Lëtzebuergesch online (LLO.lu) a été mise à disposition du public, permettant à quiconque d'apprendre le luxembourgeois en ligne, gratuitement et de manière structurée, selon différents niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de visites la plateforme LLO.lu a-t-elle enregistrées au cours des années 2023, 2024 et 2025 respectivement ?

2) Combien d'exercices ou de tâches ont été complétés intégralement par les utilisateurs sur la plateforme au cours des années 2023, 2024 et 2025 respectivement, et combien ont été abandonnés en cours de route ?

3) La réponse à la question parlementaire n° 3410 a révélé que la plateforme ne permet pas de suivre le nombre de participants ayant complété les différents niveaux de cours, ceux-ci étant libres de naviguer à leur guise sans obligation de les terminer. Dès lors, quels indicateurs alternatifs le Gouvernement utilise-t-il pour évaluer l'efficacité pédagogique et la qualité de la plateforme LLO.lu ?

4) Quel est le coût total de développement et de fonctionnement de la plateforme LLO.lu depuis sa création jusqu'à ce jour ?

5) La réponse à la question parlementaire n° 3410 mentionnait également de nouvelles fonctionnalités annoncées pour 2026 : à quelle date exacte seront-elles disponibles pour les utilisateurs, et quel est le coût prévu pour cette extension de la plateforme ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'ancienne version de la plateforme LLO.lu ne reposait pas sur un indicateur classique de « visites », comparable à celui d'un site vitrine, mais sur des indicateurs d'usage pédagogique tels que le nombre d'utilisateurs inscrits, d'utilisateurs actifs, de sessions et le temps de connexion.

Lors de son lancement en septembre 2022, la plateforme comptait 31.432 utilisateurs inscrits. À la fin de l'année 2022, ce nombre s'élevait à 41.085. En décembre 2023, il atteignait 68.792 (+27,707). En décembre 2024, LLO.lu comptait 91.087 utilisateurs inscrits (+22,295) et, en 2025, la plateforme affichait 108.398 utilisateurs inscrits (+17,311).

S'agissant des utilisateurs actifs – définis comme des utilisateurs ne se limitant pas à la création d'un compte, mais ayant été engagés au moins une fois par mois dans une interaction sur la plateforme – LLO.lu a enregistré, entre son lancement en septembre 2022 et décembre 2022, une moyenne mensuelle de 13.293,75 utilisateurs actifs. En 2023, cette moyenne s'élevait à 7.368 utilisateurs actifs par mois, à 6.995 utilisateurs actifs par mois en 2024, et à 6.721 utilisateurs actifs par mois en 2025.

ad 2) La plateforme LLO.lu ne comptabilisait pas le nombre total d'exercices complétés intégralement ni le nombre d'exercices abandonnés en cours de parcours. En revanche, plusieurs indicateurs d'activité permettent d'apprécier le niveau d'engagement des utilisateurs.

De septembre 2022 à décembre 2022, 77.689 heures de connexion ont été enregistrées, soit une activité moyenne de 5,84 heures par utilisateur actif sur la période.

En 2023, ce chiffre s'élève à 137.040 heures de connexion, correspondant à une moyenne de 18,59 heures par utilisateur actif. En 2024, le volume total d'heures de connexion atteint 144.118 heures, soit une moyenne de 20,60 heures par utilisateur actif. Jusqu'en septembre 2025, 102.700 heures de connexion ont été enregistrées, soit une moyenne de 15,28 heures par utilisateur actif.

Par ailleurs, un total de 27.578 tests de niveau en luxembourgeois ont été réalisés sur la plateforme entre septembre 2022 et septembre 2025, soit une moyenne d'environ 766 tests par mois.

ad 3) L'évaluation de l'efficacité pédagogique et de la qualité de la plateforme repose sur plusieurs éléments complémentaires. La plateforme s'appuie sur une équipe de pédagogues spécialisés en langue luxembourgeoise, bénéficiant d'une formation continue et assurant une mise à jour régulière des contenus. Un canal de communication dédié permet aux utilisateurs de transmettre leurs retours et suggestions via une adresse électronique spécifique. Par ailleurs, des enquêtes de satisfaction sont régulièrement organisées et d'autres outils de sondage sont en cours de développement afin de renforcer la collecte de feedback.

Enfin, la plateforme fait l'objet d'une amélioration continue, basée notamment sur l'analyse des usages, des retours utilisateurs et des évolutions des pratiques et technologies dans le domaine de l'apprentissage en ligne.

ad 4) Les dépenses liées à la plateforme LLO.lu (TTC) se répartissent comme suit :

Les coûts liés à la prolongation de la plateforme pour la période du 18 septembre 2025 au 31 janvier 2026, d'un montant de 207.675,00 € TTC, sont inclus dans ce total.

Dépenses liées à la refonte de plateforme LLO.lu

ad 5) Une nouvelle version de la plateforme, développée dans le cadre de la refonte est en ligne depuis février 2026.

Les nouvelles fonctionnalités sont intégrées progressivement, en commençant par des améliorations liées au niveau B2. Ces nouveautés sont déployées de manière continue et seront accessibles aux utilisateurs avant la fin de l'année scolaire. À partir de la rentrée académique 2025-2026, de nouvelles fonctionnalités seront introduites progressivement, niveau par niveau, à raison d'un niveau par semestre.

Le coût des outils nécessaires à la création et à l'intégration de ces nouvelles fonctionnalités est inclus dans le budget de la refonte de la plateforme mentionné ci-dessus.

Demandes de remboursement du FNS et suites judiciaires | Question **3843** (25/03/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

De Fonds national de solidarité (FNS) mécht reegelméisseg vun der Méiglechkeet Gebrauch, fir am Zesummenhang mat Ierfschaften a sougenannte „revenus à meilleure fortune" Réckfuerderungen ze erhiewen. Dat betrëfft souwuel d'Ierwe selwer wéi och Persounen, deenen hir wirtschaftlech Situatioun sech weesentlech verbessert huet an déi an der Vergaangenheet vun de Leeschtunge vum FNS profitéiert hunn. An deem Kontext ginn déi Betraffe schrëftlech opgefuerdert, fir d'Sue vun de Leeschtungen zeréckzebezuelen. Si ginn och vum FNS viru geriichtleche Schrëtt gewarnt am Fall, wou se déi gefuerdert Suen net géifen zeréckbezuelen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Réckfuerderungsprozedure vum FNS sinn an deene leschte fënnef Joer geriichtlech traitéiert ginn?

2. Wéi vill vun dëse Prozeduren hunn d'Ierwe vu fréiere Leeschtungsbezéier betraff?

3. Wéi vill Réckfuerderunge gouf et op Grond vu sougenannte „revenus à meilleure fortune"?

4. A wéi ville Fäll koum et zu engem geriichtlechen Urteel bzw. zu enger „ordonnance de paiement" oder „Zwangsvollstreckung"?

5. A wéi ville Fäll ass et zu aussergeriichtlechen Eenegunge komm?

Réponse (27/04/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. An de Joren 2021 bis 2025 ass de Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) an 43 Dossiere saiséiert ginn, well déi betraffe Persounen d'Réckfuerderunge vum FNS a Fro gestallt hunn.

ad 2. Vun de genannten Dossiere goufen der 9 am Kader vun enger Ierfschaft opgemaach.

ad 3. Vun de genannten Dossiere goufen der 34 am Kader vu „revenus à meilleure fortune" opgemaach.

ad 4. a 5. An de Joren 2021 bis 2025 goufen 30 Urteeler vum CASS verfaasst. Den FNS féiert keng separat Statistik iwwert déi Dossieren, bei deenen et muss zu engem „recouvrement forcé" kommen.

Bei 2 Dossiere koum et zu engem aussergeriichtlechen Accord iwwer d'Réckfuerderunge vum FNS an dësem Kader.

Déi 11 aner Dossiere sinn aktuell nach en cours.

Conflits d'intérêts et participation des mandataires communaux aux délibérations et votes | Question **3845** (26/03/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Viru Kuerzem ass an der Affär ëm e fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Déifferdeng e

rechtskräftegt Urteel gesprach ginn. Der concernéierter Persoun gëtt eng „prise illégale d'intérêts" am Kader vun der Ausübung vun hirem Mandat virgeworf.

Dëst Urteel huet eng Rei vu juristesche Froen opgeworf, besonnesch am Zesummenhang mat der Roll vu Gemengemandatairen an hirer Participatioun un Deliberatiounen a Votten, virun allem a Situatiounen, an deenen e méiglechen direkten oder indirekten Interessekonflikt kéint bestoen.

Och wann d'Gemengegesetz eng Enthalungsflicht virgesäit am Fall vun engem direkten oder indirekte perséinlechen Intressi, geet den Artikel 245 vum Code pénal däitlech méi wäit.

Am uewe genannten Urteel schéngt d'Geriicht eng éischter strikt Interpretatioun vun dëse Flichte virzehuelen, andeems et festhält, datt bestëmmte Participatiounen u kommunalen Entscheedungen als strofrechtlech relevant Infraktioune kënne qualifizéiert ginn – och an deene Fäll, an deenen esou Praktiken an der Vergaangenheet méiglecherweis toleréiert goufen oder éischter als reng deontologesch Problematik ugesi goufen.

An deem Kontext géif ech dem Här Inneminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung no dësem Urteel Instruktiounen, Circulairen oder offiziell Positiounen un d'Gemengen am Land weidergeleet, wat d'Participatioun vu Gemengeréit un Deliberatiounen a Votten ugeet?

2. Wa jo, wéi eng konkreet Richtlinne goufen dobäi festgeluecht, besonnesch fir Situatioune mat méiglechen Interessekonflikter?

3. Wann nee, ass virgesinn, esou Richtlinnen auszeschaffen? Wa jo, a wéi engem Zäitraum kéint dat geschéien?

4. Ass geplangt, dat aktuellt Gemengegesetz unzepassen, fir dës Situatioune méi kloer ze encadréieren an de Gemengemandatairen déi néideg rechtlech Sécherheet ze garantéieren?

5. Sinn der Regierung zënter dem Urteel an der Affär ëm e fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Déifferdeng weider Fäll gemellt ginn, déi ënnert d'Bestëmmunge vun der „prise illégale d'intérêts" kéinte falen?

Réponse (02/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. bis 3. D'Gemenge gi per Circulaire iwwer d'Portée vum Urteel informéiert soubal wéi den Délai d'appel ofgelaf ass. Sollt Appell géint d'Urteel agelueche ginn, muss den Arrêt d'appel ofgewaart ginn.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert op déi éischte Fro.

ad 5. Nee.

Position luxembourgeoise sur l'ETS | Question **3846** (26/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) constitue depuis 2005 l'un des piliers de la politique climatique européenne. En tant qu'instrument de marché, il envoie un signal-prix essentiel pour orienter les investissements vers la décarbonation.

Or, ce système fait aujourd'hui l'objet de pressions croissantes, notamment de la part de certains représentants industriels, ainsi que de 10 États membres de l'UE.

Dans ce contexte, la présidente de la Commission européenne, a récemment évoqué plusieurs pistes d'adaptation de l'ETS :

– une révision des benchmarks ETS ;
– un renforcement du rôle de la réserve de stabilité ;
– une révision plus large de l'ETS, y compris en ce qui concerne la trajectoire de décarbonation au-delà de 2030 ;
– la mise en place d'un instrument transitoire financé par les revenus ETS.

Dans ses conclusions du 19 mars, le Conseil européen a invité la Commission à présenter, d'ici juillet 2026 au plus tard, une révision de l'ETS visant notamment à réduire la volatilité du prix du carbone et à en atténuer les effets sur les prix de l'électricité et sur la compétitivité.

Au niveau national, différentes positions ont pu être observées ces derniers mois, notamment de la part du Ministre de l'Énergie, laissant apparaître certaines évolutions dans l'approche du Gouvernement.

Dans une analyse récente, un think tank économique souligne non seulement que le système ETS a fait ses preuves en réduisant les émissions de façon significative tout en limitant les impacts économiques, mais aussi que les revenus générés par le système ETS pourraient constituer un levier important pour financer la transformation industrielle propre en Europe, mais qu'ils restent à ce stade sous-exploités. Depuis 2013, le système a en effet généré plus de 245 milliards d'euros de recettes issues de la mise aux enchères des quotas. L'analyse conclut que toute prolongation de l'allocation gratuite de quotas dans le contexte de l'ETS, au-delà de sa suppression progressive prévue, devrait être strictement conditionnée à des progrès mesurables en matière de décarbonation industrielle, afin de réduire la vulnérabilité de la production aux chocs liés aux prix des énergies non renouvelables.[9]

Dès lors, plusieurs questions se posent quant à la position exacte du Luxembourg :

1) Quelle position précise Monsieur le Premier ministre a-t-il défendue lors du Conseil européen du 19 décembre concernant la révision de l'ETS ?

2) Quelle est la position précise du Gouvernement par rapport aux orientations avancées par la Commission européenne, et en particulier :
– le renforcement de la réserve de stabilité du marché pour limiter la volatilité des prix du carbone,
– l'adaptation des benchmarks ETS en réponse aux demandes industrielles,
– une révision de la trajectoire de décarbonation au-delà de 2030,
– l'utilisation des revenus ETS pour financer des instruments de soutien à l'industrie ?

3) Monsieur le Premier ministre est-il d'accord que toute prolongation de l'allocation gratuite de quotas doit être strictement conditionnée à des investissements mesurables en matière de décarbonation industrielle ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement soutient une approche visant à concilier ambition climatique et compétitivité industrielle, en insistant sur la nécessité de préserver une prévisibilité des prix du carbone tout en évitant des distorsions excessives pour les secteurs exposés à la concurrence internationale, surtout face aux incertitudes géopolitiques actuelles.

[9] https://www.bruegel.org/sites/default/files/2026-03/europe%E2%80%99s-emissions-trading-system-is-an-ally%2C-not-an-enemy%2C-of-industrial-competitiveness-11698_1.pdf

Le Gouvernement plaide pour une stabilité réglementaire accrue, condition essentielle à la prévisibilité des investissements industriels de long terme dans la décarbonation, ainsi que pour une coordination renforcée entre politiques climatiques et industrielles européennes.

Par ailleurs, ensemble avec le Portugal, l'Espagne, les Pays-Bas, la Slovénie, le Danemark, la Suède et la Finlande, le Luxembourg est signataire d'un non-paper publié le 12 mars et visant à souligner le rôle central du SEQE et à mettre en garde contre les tentatives d'affaiblissement probables de la part de certains États membres.

Ces positions sont également défendues par le Premier ministre lors des conseils européens.

ad 2) Le Gouvernement soutient la position suivante :

– maintenir un SEQE robuste et stable avec une trajectoire post-2030 en ligne avec les objectifs climatiques ;
– renforcer le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) en particulier en adressant les risques de contournement pour les chaînes de valeur exposées ;
– dans le contexte de l'export, maintenir les allocations gratuites sous le SEQE tant que le CBAM et le Fonds temporaire pour la décarbonation proposé n'aient pas pleinement démontré leur efficacité ; la révision du SEQE que la Commission proposera en 2026 devra mettre en avant des solutions structurelles à long terme pour la compétitivité industrielle ;
– soutenir la transition des secteurs industriels énergivores vers la neutralité par des instruments appropriés, dont par exemple la banque pour la décarbonation de l'industrie, proposée par la Commission européenne.

Une proposition de révision législative, assortie d'une étude d'analyse d'impact par la Commission européenne sont attendues pour mi-2026. Le Gouvernement finalisera sa position sur base de l'étude d'impact détaillée.

ad 3) Le Gouvernement partage le principe selon lequel toute prolongation de l'allocation gratuite de quotas doit être strictement encadrée et conditionnée à des efforts concrets de décarbonation. Des mécanismes de suivi renforcés, ainsi qu'une transparence accrue dans l'utilisation des allocations, constitueront des outils appropriés pour garantir que les bénéfices soient réinvestis dans la décarbonation industrielle.

Accessibilité et fonctionnement de la clinique de jour en pédopsychiatrie à Wiltz | Question **3847** (26/03/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

D'Eréffnung vun der neier Dagesklinick fir Jugendpsychiatrie (Hôpital de jour) zu Wolz ass ze begréissen, well si d'psychesch Versuergung vu jonke Mënschen am Norde vum Land verbessere kann. Allerdéngs werfen d'Biller vun der Aweiung, déi op RTL publizéiert goufen, Froen am Hibléck op d'Barrièrefräiheet op. Et handelt sech ëm en eelert, renovéiert Gebai, bei deem op de Biller weeder e Rollstullzougang vu baussen ze erkennen ass, nach Hiweiser op e Lift ze gesi sinn. Dës Elementer sinn am Kader vun de geltende gesetzleche Bestëmmungen zur Accessibilitéit normalerweis fir Infrastrukture vun dëser Zort virgesinn.

Virun dësem Hannergrond hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Entsprécht dat renovéiert Gebai zu Wolz, dat fir d'Jugendpsychiatrie genotzt gëtt, de Bestëmmunge

vum lëtzebuergesche Recht iwwert d'Barrièrefräiheet, besonnesch der „loi du 7 janvier 2022 relative à l'accessibilité"?

2. Wéi eng administrativ oder juristesch Konsequenze kéinten entstoen, wann d'Gebai nom Oflaf vun der gesetzlecher Frist net konform mat de Reegelen zur Accessibilitéit wier, besonnesch am Hibléck op de weidere Betrib vun der Ariichtung an d'Versuergung vu jonke Patientinnen a Patienten am Norde vum Land?

3. Mussen a psychiatreschen Ariichtunge spezifesch bautechnesch Moossname virgesi ginn, fir de Schutz vun de Patientinnen a Patiente souwéi vum medezinneschen a Fleegepersonal ze garantéieren?

4. Goufen dës spezifesch Ufuerderunge bei der Renovatioun vun der Infrastruktur zu Wolz berécksiichtegt?

Zousätzlech stelle sech och nach follgend Froen am Hibléck op déi konkreet therapeutesch Organisatioun vun der Dagesstruktur zu Wolz:

5. Ass d'Dagesstruktur zu Wolz als therapeutesch Struktur konzipéiert? No wéi engem therapeutesche Konzept ginn Therapiestonnen ugebueden?

6. Wéi eng Zilgruppe ginn ugeschwat (Jugendlecher mat den Elteren an hir Peergroup)?

7. Wéi vill Kanner- a Jugendpsychiatere ginn do am Alldag effektiv agesat, fir Consultatiounen, Evaluatiounen an therapeutesch Suivien ofzehalen?

8. Ass d'Personal, dat dofir virgesinn ass, am Beräich vun der Psychoedukatioun an der Kanner- a Jugendpsychiatrie speziell ausgebilt, a wéi eng berufflech Qualifikatiounen oder Weiderbildunge ginn an deem Kontext verlaangt?

9. Wéi héich ass de Personalschlëssel bannent dëser Dagesstruktur, besonnesch am Verhältnes tëscht der Zuel vum therapeuteschen a pedagogesche Personal an der Zuel vun de betreite Kanner a Jugendlechen?

10. Wéi vill Jugendlecher oder Kanner kënne gläichzäiteg an der Struktur opgeholl a betreit ginn, a wéi gëtt dobäi garantéiert, datt eng individuell a qualitativ adequat Prise en charge méiglech ass?

Réponse (16/04/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Centre hospitalier du Nord (CHdN) fält aktuell mat senger jugendpsychiatrescher Dagesklinick an eng Iwwergangsreegelung. Nom Artikel 16 vun der „loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs", déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, trieden d'Dispositiounen, wat d'„lieux ouverts au public existants ou situés dans un cadre bâti existant" betrëfft, den 120. Mount no der Publikatioun vum Gesetz am Journal officiel du Grand-Duché a Kraaft. Falls de CHdN keng Derogatioun sollt kréien, huet d'jugendpsychiatresch Dagesklinick nach 69 Méint Zäit, fir sech konform mam Gesetz ze maachen oder an eng nei Struktur ze plënneren.

ad 2. D'Notzung vum Gebai vun der jugendpsychiatrescher Dagesklinick um Site Wolz vum Nordspidol CHdN entsprécht de Bestëmmunge vun der „Inspection du travail et des mines" (ITM). Dëst Gebai ass 14 Joer laang eng psychiatresch Dagesklinick fir Erwuessener gewiescht an ass kuerzfristeg operationell ginn, fir op en aktuelle Besoin an der Jugendpsychiatrie zu Lëtzebuerg ze äntweren. Vu dass d'Dagesklinick zu Wolz mam „Service national de psychiatrie juvénile (SNPJ)" vun den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) zesummeschafft, deen och dagesklinesch Strukturen am Zentrum mat 20 Plazen an am Süde mat 12 Plazen ubitt, kënne jugendlech Patiente weiderhin an enger vun deenen Dagesklinicken eng Versuergung ugebuede kréien, sollten si e spezifesche Besoin am Kader vum Accessibilitéitsgesetz presentéieren.

Wéi scho gesot, ass d'Gebai zu Wolz eng provisoresch Léisung op eng akut Demande, an en Ëmzuch an eng gréisser Struktur, mam gesetzlech virgeschriwwenen Accessibilitéitsstatus, ass an der Planung.

ad 3. Eng psychiatresch Dagesstruktur fir Kanner a Jonker erfuerdert am Prinzipp:

– Sécherheetskonzepter fir Patienten a Personal (z. B. Räim ouni Gefor vun Auto-Aggressioun)
– gutt Iwwerbléckbarkeet vun de Raimlechkeete jee no Benotzung
– adaptéiert Miwwelen an Atmosphär fir eng therapeutesch Approche
– Méiglechkeet fir multidisziplinär Aktivitéiten (Therapie, Gruppenatelieren, Schoulënnerstëtzung, psychoedukativ Programmer asw.).

D'Dagesklinick zu Wolz ass an deem Sënn ageriicht a bitt verschidden therapeutesch Ateliersräim un, op 3 Etagë mat 117–127 m² pro Niveau.

ad 4. Wéi schonn erwäänt, gëtt d'Gebai vun der Dagesklinick als „site existant adapté" benotzt an erlaabt e sécheren an therapeutesche Milieu, deen de medezinneschen a psychosozialen Ufuerderungen ugepasst gouf. Et ass geplangt, dass d'Struktur an deenen nächste Joren an eng aner, nach besser Infrastruktur am Norden, mat nach méi Plaz, wäert plënneren.

ad 5. Dat therapeutescht Konzept baséiert op enger strukturéierter ambulant-präventiver Approche, enger multidisziplinäre Prise en charge, enger regionaler Koordinatioun duerch e Case Manager an enger kontinuéierlecher Vernetzung mat de stationären Déngschter vum SNPJ.

D'Dagesklinick bitt als therapeutesch ambulant Struktur e kloert Konzept u mat Psychotherapie, Psychoedukatioun, Atelieren (kreativ, kierperlech, edukativ), psychiatreschem a psychologeschem Suivi, en integréierte multidisziplinäre Modell an eng nohalteg Kooperatioun mat Schoulen, Foyeren a Familljen.

ad 6. De Public cible vun der Dagesklinick ass kloer definéiert, sou wéi den SNPJ dat virgesäit, a bitt eng Hëllefsstellung fir Jugendlecher tëscht 13 an 18 Joer mat psychiatresche Problemer, déi eng strukturéiert, awer keng vollstationär Betreiung brauchen.

Elteren a Peergruppe gi mat abezunn duerch Familljenzesummenaarbecht, edukativ a schoulesch Koordinatioun, a psychoedukativ Programmer.

ad 7. Aktuell sinn zwee Kanner- a Jugendpsychiater*innen an der Dagesklinick aktiv.

ad 8. Déi multidisziplinär Ekipp besteet aus Professionellen aus de Gesondheetsberuffer, wéi psychiatrescht Infirmierspersonal, Educatricen an Educateuren, Psychomotoriker*innen, Sozialaarbechter*innen, Diätassistent*innen, an aus Psycholog*innen a Pedagog*innen.

ad 9. Eng genau Oplëschtung vum Personalschlëssel fannt dir an dësem Tableau ⬆:

ad 10. D'Dagesklinick bitt 15 Plaze fir Jugendlecher un. D'Betreiung gëtt esou organiséiert, dass all Jugendlechen eng strukturéiert an individuell ugepasste Begleedung kritt, fir op déi eenzel Besoinen anzegoen.

Protection contre la diffusion non consentie de contenus intimes et les deepfakes | Question **3848** (27/03/2026) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Aktuell gëtt et an Däitschland eng Affär ronderëm eng ëffentlech Perséinlechkeet, déi eng Plainte géint hiren Ex-Partner agereecht huet, wéinst presuméierte Fäll an Zesummenhang mat Verbreedung oder dem mëssbräichleche Gebrauch vu privaten digitalen Inhalter. Dës Affär bréngt d'Diskussioun iwwer de Schutz vun der Privatsphär, d'net konsensuell Verbreedung vun intime Contenuen („revenge porn") an den Asaz vun neien Technologien, wéi beispillsweis „deepfakes".

An deem Kontext géif ech gären dem Här Minister fir bannent Sécherheet an der Madamm Justizministerin déi follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den aktuelle gesetzleche Kader zu Lëtzebuerg aus am Beräich vum Schutz géint d'net konsensuell Verbreedung vun intimen oder private Contenuen um Internet? Plangt d'Regierung, dëse gesetzleche Kader ze stäerken, besonnesch am Liicht vun de rezenten technologeschen Entwécklungen?

2. Gëtt et Statistiken oder Donnéeën iwwer Plainten, déi zu Lëtzebuerg agereecht goufen am Zesummenhang mat „revenge porn" an „deepfake" iwwer digital Mëttelen? Wéi vill dovu féieren zu enger juristescher Verfollgung? Wéi gesäit et aus mat Geriichtsentscheedungen zu Lëtzebuerg, déi sech speziell mat esou Fäll beschäftegen?

3. Wéi eng Begleet- a Supportmoossname gëtt et fir Affer vun digitaler Gewalt, besonnesch am Beräich vu juristescher a psychologescher Hëllef?

4. Awéiwäit gëtt eng europäesch oder international Zesummenaarbecht envisagéiert, fir géint déi grenziwwerschreidend Verbreedung vun illegale Contenuen, déi d'Privatsphär verletzen, virzegoen, z. B. wann et ëm d'Läsche vun dëse geet oder d'Verfollgung vun Täter geet?

5. Gesäit d'Regierung e Besoin fir méi staark Preventiouns- a Sensibiliséierungscampagnen am Beräich vun digitaler Gewalt?

Réponse (18/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung verurteelt déi net konsensuell Verbreedung vun intimen oder privaten Inhalter um Internet schaarf. National gëtt dofir de strofrechtleche Kader géint digital Gewalt verschäerft an op europäeschem Niveau huet sech d'Lëtzebuerger Regierung grad an de Verhandlungen zum sougenannte KI-Omnibus op deem Punkt fir e gréissere Schutz a méi Preventioun agesat.

Digital Gewalt ass ganz kloer reell Gewalt mat schlëmme Konsequenze fir d'Affer. Och wann et haut schonns gesetzlech Méiglechkeete gëtt, fir géint verschidden Dote virzegoen, ass et wichteg, datt eist Strofgesetz dëser Gewalt besser Rechnung dréit, fir eng effikass Strofverfollgung vun den Täter an e bessere Schutz vun den Affer ze erméiglechen. Fir deemno de strofrechtleche Kader an der Matière ze stäerken, huet de Justizministère de Projet de loi relatif à la lutte contre les cyberviolences et portant modification du Code pénal[10] an der Chamber deposéiert, deen ënner anerem virgesäit, dass d'net konsensuell Verbreedung a Weise vun intimem Material an aner Doten als Strofdot an de Code pénal integréiert ginn, an dëst och an de Fäll, an deenen

[10] https://www.chd.lu/fr/dossier/8734

dat betraffent Material mat Hëllef vun enger Kënschtlecher Intelligenz erstallt oder modifizéiert gouf.

Wat den aktuellen nationale gesetzleche Kader am Zesummenhang mat der net konsensueller Verbreedung vun intimem Contenu ugeet, gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 3438 verwisen. Esou kann dëst Verhalen ënner den Artikel 4422 vum Code pénal betreffend Harcèlement falen. Wa Mannerjäreger betraff sinn, fannen haut d'Artikelen 383, 383bis a 383ter vum Code pénal Uwendung.

Ausserdeem sinn d'Contenuen, dorënner och sougenannt „deepfakes", déi et erlaben, eng Persoun direkt oder indirekt ze identifizéieren, als Traitement vu perséinlechen Donnéeën am Sënn vum Artikel 4 vum RGPD ze qualifizéieren. Dëst gëllt och fir hir Veröffentlechung oder Verbreedung iwwer digital Plattformen.

Allerdéngs gesäit den Uwendungsberäich vum RGPD („Règlement général sur la protection des données") eng Exceptioun vir: wann Traitementer vun Donnéeën, oder an dësem Fall, d'Generéiere vun „deepfakes", am Kader vu reng perséinlechen oder privaten Aktivitéite vun enger natierlecher Persoun gemaach ginn, applizéiert sech déi sougenannten „exception domestique", wat dozou féiert, datt d'Obligatiounen a Prinzippie vum RGPD net applicabel sinn. Den RGPD gëtt eréischt applicabel, wann de betreffende Contenu iwwer dëse private Kader eraus verbreet gëtt, zum Beispill duerch eng Publikatioun um Internet oder op soziale Meedien.

An esou engem Fall hunn déi betraffe Persounen haut schonns d'Méiglechkeet, eng Reklamatioun bei der zoustänneger Dateschutzautoritéit anzereechen, notamment an deem Memberstaat, an deem de Responsabele vum Traitement sech befënnt. Et ass awer ze ënnersträichen, datt d'Pouvoire vun der CNPD („Commission nationale pour la protection des données"), zum Beispill, a Bezuch op Kontrolle vu private Persoune limitéiert sinn. D'CNPD ass net dozou befüügt, privat Persounen direkt ze kontrolléieren; dës Kompetenz läit exklusiv bei de Justizautoritéiten. Zousätzlech stellt sech an der Praxis am Kader vun enger Reklamatioun dacks d'Fro vun der Identifizéierung vum sougenannte Responsabele vum Traitement (also déi Persoun, déi de Contenu publizéiert huet).

Da gëtt et haut e Schutz géint d'net konsensuell Verbreedung vu private Contenuen am Kader vum Gesetz vum 11. August 1982 iwwert de Schutz vun der Privatsphär. D'Applikatioun an d'Interpretatioun vun dëse Bestëmmunge falen an d'Kompetenz vun de Justizautoritéiten.

Ze präziséieren ass och, dass laut dem europäesche KI-Reglement, „deepfakes" gekennzeechent wäerte musse ginn. Laut dem Gesetzesprojet Nummer 8476 soll hei am Land d'ALIA („Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel") déi zoustänneg Autoritéit fir d'Iwwerwaache vum Anhale vun dëser Obligatioun ginn.

Am Kader vun de Verhandlungen zum sougenannte KI-Omnibus, deen d'KI-Reglement adaptéiere soll, gouf et Propositioune souwuel vum Europäesche Rot, wéi vum Europäesche Parlament fir KI-Systemer, déi intim Contenue vu Kanner oder vu Persounen ouni deenen hiert Averständnis produzéiere kënnen, komplett ze verbidden. An dëse Verhandlungen ass et elo rezent dann och zu engem Accord tëschent Europäeschem Rot a Parlament komm, fir esou KI-Systemer an der EU ze verbidden.

Zënter dem Akraafttriede vun der „E-Commerce"-Direktiv[11] sinn Online-Plattformen[12] da verflicht, all illegal Inhalter ze läschen, soubal si dovu Kenntnis kréien. Dëse gesetzleche Kader gouf duerch den „Digital Services Act" (DSA)[13] gestäerkt, deen de 17. Februar 2024 a Kraaft getrueden ass an zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 4. Abrëll 2025 ëmgesat gouf[14]. Op europäeschem Niveau ass d'Europäesch Kommissioun, an op nationalem Niveau d'Konkurrenzautoritéit, fir seng Ëmsetzung zoustänneg.

Den DSA verlaangt notamment, datt all Online-Plattforme Mechanisme fir d'Meldung vun illegalem Inhalt aféieren.

Am Fall vun enger sech widderhuelender Verbreedung vun illegalem Inhalt mussen d'Plattformen och d'Konten, déi fir dës Verbreedung verantwortlech sinn, suspendéieren oder temporär zoumaachen. Ausserdeem ënnerleie „ganz grouss Online-Plattformen"[15] zousätzlechen Obligatiounen am Zesummenhang mat der Gestioun vu systeemesche Risiken. Dëst gëllt besonnesch fir Fäll vu geschlechtsspezifescher Gewalt.

Am Fall wou „ganz grouss Online-Plattformen" hir Obligatiounen net erfëllen, kann d'Europäesch Kommissioun ënner anerem Geldstrofe vu bis zu 6 % vum järleche weltwäiten Ëmsaz operleeën oder d'Déngschter temporär aussetzen. Am Fall wou eng Online-Plattform, déi zu Lëtzebuerg etabléiert ass, géint den DSA verstéisst, kann d'Konkurrenzautoritéit administrativ Geldstrofe vu bis zu 6 % vum järleche weltwäiten Ëmsaz vun der Plattform operleeën oder beim Bezierksgeriicht Lëtzebuerg eng temporär Fermeture vum Service bei schwéieren a widderhuelte Verstéiss ufroen.

ad 2. Faite wéi Revenge Porn oder Deepfakes gi statistesch net separat erfaasst. Déi zoustänneg Sektioune vun der Police mellen, datt an hire Statistiken an deene leschte Jore just 4 Plaintë ronderëm Deepfakes gefouert gi sinn.

Wat Reklamatiounen am Sënn vum RGPD ugeet, gouf d'CNPD bis elo nach net mat Reklamatiounen am Zesummenhang mat digitaler Gewalt, besonnesch am Kontext vun „deepfakes" oder „revenge porn", saiséiert.

Zousätzlech wéilte mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2557 verweisen.

ad 3. All Affer vun enger Strofdot ka sech zu all Moment un de Service d'aide aux victimes (SAV) vum SCAS wenden, fir do vu qualifizéierte Psychotherapeuten ënnerstëtzt ze ginn. Et handelt sech ëm e gratis an disponibele Service, onofhängeg dovun, ob d'Affär poursuivéiert gëtt oder net. Déi Professionell vum Service d'aide aux victimes begleeden d'Affer net nëmmen um psychotherapeutesche Plang, mee bidden hinnen och eng Ënnerstëtzung iwwer déi ganz Strofprozedur ewech un, ënner anerem duerch d'Virbereedung op d'Verhandlung virum Geriicht an duerch hir Assistenz wärend där Verhandlung.

All Affer vu Gewalt ka sech och un de Centre national pour victimes de violences (CNVV) wenden, deen am Abrëll 2025 seng Aarbecht opgeholl huet. Zu den Offere gehéiert och eng juristesch a psychologesch Ënnerstëtzung. Zanter dem 1. Mee 2026 funktionéiert de CNVV och 24 Stonnen den Dag a 7 Deeg an der Woch.

Wat spezifesch digital Gewalt betrëfft, do hunn d'Affer, déi zu Lëtzebuerg wunnen, doriwwer eraus Zougang zu enger Rei vu weideren Ënnerstëtzungsmoossnamen. Esou kënne si d'Helpline „BEE SECURE" kontaktéieren, fir eng Berodung a psychologesch Ënnerstëtzung ze kréien.

Wat d'rechtlech Ënnerstëtzung am Kontext vum DSA ugeet, kënnen d'Affer all illegal Inhalter direkt bei der betraffener Online-Plattform mellen. Wann d'Online-Plattform zu Lëtzebuerg etabléiert ass, an hir Äntwert entweeder ongenügend ass oder wa guer net geäntwert gëtt, kënnen d'Affer e Signalement oder eng Plainte bei der Konkurrenzautoritéit areechen. Fir „ganz grouss Online-Plattformen", déi an d'exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Kommissioun falen, wäert d'Konkurrenzautoritéit d'Signalement vun den Affer un d'Europäesch Kommissioun weiderleeden.

ad 4. Am Beräich vum Dateschutz, a méi konkreet am Kader vum RGPD, huet den Europäesche Comité fir den Dateschutz (EDPB) eng Stellungnam zum Bildrecht am Kontext vun der Notzung vu KI-Systemer publizéiert. Den EDPB ass en europäesche Comité, deen all national Dateschutzautoritéiten zesummebréngt, dorënner och d'CNPD.

Dës Stellungnam bezitt sech besonnesch op KI-Systemer, déi realistesch Biller oder Videoe vun identifizéierbare Persounen erstellen, ouni datt dës Persoune virdrun informéiert goufen oder hir Zoustëmmung ginn hunn.

Am Allgemenge weisen déi rezent Entwécklungen am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz an déi domat verbonne Risiken drop hin, datt esou Technologien am Aklang mam Schutz vum Privatliewen an den Dateschutzreegele mussen analyséiert an iwwerwaacht ginn. Dës Thematik gëtt och aktiv am Kader vun den Aarbechte vum EDPB behandelt.

Wat d'Ëmsetzung vum DSA ugeet, berout d'Virgoe géint grenziwwerschreidend Verbreedung vun illegale Contenuen op enger enker europäescher Zesummenaarbecht. Op europäeschem Niveau fält d'Opsiicht vu „ganz groussen Online-Plattformen" an d'Zoustännegkeet vun der Europäescher Kommissioun, déi a Kooperatioun mat den nationale Koordinatore fir digital Déngschter agéiert, zu Lëtzebuerg ass dat d'Konkurrenzautoritéit.

Um nationalen Niveau iwwerhëlt d'Konkurrenzautoritéit, an hirer Funktioun als Koordinator fir digital Déngschter, de Rôle vum Kontaktpunkt fir all Online-Plattformen (onofhängeg vun hirer Gréisst). Esou kann d'Konkurrenzautoritéit all Reklamatioun oder Signalement, deen d'Verbreedung vun illegalem Inhalt duerch eng Online-Plattform betrëfft, un d'Europäesch Kommissioun an un déi national Koordinatore vun anere Memberstaate weiderleeden.

Natierlech applizéieren sech allgemeng och d'Mechanisme vun der Entraide judiciaire.

ad 5. De Moment vum Akraafttriede vum Projet de loi 8734 soll eng begleedent Sensibiliséierungscampagne gemaach ginn, och bei Jonken.

Doriwwer eraus gëtt dann awer och op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2557 verwisen.

Presse libre et accès à l'information au Luxembourg | Question **3849** (27/03/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

---

[11] Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur („E-Commerce"-Direktiv).

[12] Sozial Netzwierker, Videodeelplattformen an Online-Maartplaze ginn als Online-Plattforme betruecht.

[13] Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE („Digital Services Act").

[14] Loi du 4 avril 2025 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE et portant modification de : 1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ; 2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence („d'Gesetz vum 4. Abrëll 2025").

[15] Déi „ganz grouss Plattforme" si Plattformen, déi méi wéi 45 Milliounen aktiv Benotzer an der EU hunn an eng systeemesch Roll um Maart spillen. Eng Lëscht gouf vun der Europäescher Kommissioun opgestallt an ëmfaasst aktuell ronn 25 Plattformen, wéi Facebook, Instagram, LinkedIn an X (Twitter): Link op d'Lëscht vun de VLOPs an de VLOSEs*.

D'Lëtzebuerger Journalistenassociatioun (ALJP), déi d'lescht Joer hiren 100. Gebuertsdag gefeiert huet, setzt sech säit Joerzéngten dofir an, datt d'Journalisten en optimalen Zougang zu Informatioune kréien. Hiren Aussoen no gëtt et awer bis haut Schwieregkeete beim Zougang zu administrativen Dokumenter, wéi och e Manktem un Transparenz bei juristesche Prozeduren a bei bestëmmten ëffentleche Finanzéierungsmechanismen.

Dofir ass et essenziell, objektiv ze evaluéieren, ob déi aktuell Regierungspolitick den Ufuerderunge vun engem fräien an onofhängege Journalismus voll a ganz entsprécht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung eng objektiv Bewäertung vum Bäitrag vun der ALJP zur Pressefräiheet zu Lëtzebuerg ofginn?

2. Erkennt d'Regierung un, datt trotz hirer 100-järeger Geschicht nach ëmmer fundamental Problemer bestinn, besonnesch wat den Zougang zu Informatiounen an de Schutz virun SLAPP-Prozesser (Strategic Lawsuit Against Public Participation) ugeet?

3. Wéi eng spezifesch Moossname gedenkt d'Regierung an deem Kontext ze ergräifen?

Réponse (27/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) leescht e wäertvolle Bäitrag fir d'Pressefräiheet an de Meediesecteur zu Lëtzebuerg. Datt d'ALJP hiert 100-järegt Bestoe feiert, ass net nëmmen e symbolesche Jubiläum, mee och en Ausdrock vun engem laangjäregen a kontinuéierlechen Engagement fir e qualitativ héichwäertege Journalismus an de Schutz vun der berufflecher Eethik.

D'ALJP spillt eng wichteg Roll als Vertrieder vun de Journalisten, als Acteur am ëffentlechen Debat an als Partner am institutionellen Dialog. Duerch hir national an international Vernetzung dréit si dozou bäi, datt professionellen Know-how gestäerkt gëtt an datt international Standarden an de Lëtzebuerger Kontext integréiert ginn. Domat leescht si och e wichtege Bäitrag zum Erhalt vum Meediepluralismus, deen eng zentral Viraussetzung fir eng gutt funktionéierend a resilient Demokratie ass.

ad 2. an 3. Trotz de Fortschrëtter beim Kader am Beräich vun der Pressefräiheet a vum Meedierecht, bestinn nach Erausfuerderungen. An dësem Kontext setzt d'Regierung op eng Kombinatioun vu gesetzlechen, institutionellen an operationelle Moossnamen.

Am Beräich vum „accès à l'information" stellt de Projet de loi n° 8421 eng wichteg Weiderentwécklung vum rechtleche Kader duer. De Gesetzesprojet wäert de juristesche Kader vum Zougang zu administrativen Informatioune weesentlech stäerken an domat déi wichteg Roll vun de Meedie bei der Kontroll vun der ëffentlecher Handlung a fir d'Verständnis vum Fonctionnement vun Decisiounsprozesser ënnerstëtzen.

Wat de Kampf géint déi sougenannte SLAPP-Prozeduren ugeet, bei deenen d'Zil doranner besteet, fir Journalisten anzeschüchteren, huet d'Regierung den 29. Januar 2026 de Projet de loi n° 8696 deposéiert, fir de Mëssbrauch vum Rechtsstaat a vu Justizprozedure géint Journalisten an aner Acteure vum ëffentlechen Debat kënnen ze ënnerbannen.

Dës Reforme sinn Deel vun enger kohärenter Strategie fir e staarken, onofhängegen a pluralistesche Meediesecteur zu Lëtzebuerg. Am Zesummespill mat dem bestoende gesetzleche Kader, notamment dem Regime vun der Pressehëllef, verfollegt d'Regierung domat eng ëmfaassent Approche, fir d'Aarbechtskonditioune vu Journalisten ze verbesseren. Gläichzäiteg gëtt d'Professionalitéit an d'Onofhängegkeet vum Journalismus zu Lëtzebuerg geséchert. Esou soll och am Kader vun der virgeschloener Meediereform dem Presserot seng Roll als Organ vun der berufflecher Selbstregulatioun, an der Iwwerwaachung vun deontologesche Standarden nach weider gestäerkt ginn, notamment duerch d'Méiglechkeet, sech an Zukunft och aus eegener Initiativ (Autosaisine) mat Froen am Zesummenhang mat der journalistescher Eethik ze befaassen (souwéi och duerch déi obligatoresch Saisine vum Presserot duerch déi nei Autorité luxembourgeoise indépendante des médias (ALIM) an Affären, déi e professionnelle Journalist concernéieren).

Coopération énergétique renforcée entre le Luxembourg et la Belgique | Question **3850** (27/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors du sommet « Gäichel XIII » du 23 mars 2026, les gouvernements luxembourgeois et belge ont annoncé une coopération renforcée entre les deux pays en vue « d'un marché intégré de l'électricité, des énergies renouvelables, du gaz et de l'hydrogène » ainsi que « d'une transition énergétique coordonnée ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quels investissements et projets transfrontaliers le Gouvernement envisage-t-il, dans les domaines de l'électricité, du gaz et de l'hydrogène à la suite de cette annonce ?

2) Quel calendrier prévisionnel le Gouvernement retient-il pour la mise en œuvre de ces coopérations renforcées, et quelles en sont les prochaines étapes ?

Réponse (20/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Dans le domaine de l'électricité, la Belgique et le Luxembourg soutiennent tous les deux une meilleure intégration des marchés européens, et envisagent d'examiner des options d'interconnexions communes entre la Belgique et le Luxembourg au niveau 380 kV.

Pour le domaine du gaz naturel, il est envisagé de continuer la coopération existante et notamment l'intégration du marché belgo-luxembourgeois moyennant l'entité Balansys.[16]

En ce qui concerne l'hydrogène, la coopération se concentre sur la réalisation de la deuxième phase du projet Hy4link mené, entre autres, par Fluxys (BE) et Creos (LU).[17]

ad 2) Dans le domaine de l'électricité, des premières analyses de faisabilité technique sont en cours d'élaboration au niveau des deux gestionnaires de réseau de transport, Creos et Elia. Celles-ci seront intégrées dans les plans de développement des réseaux nationaux et européens, où les propositions feront l'objet d'un examen plus approfondi. Le plan de développement du réseau de transport de Creos est attendu d'ici la fin de l'année, tout comme le plan de développement du réseau européen de l'ENTSO-E (association européenne des gestionnaires de réseau de transport).

Pour le gaz naturel, bien que le bon fonctionnement du marché commun relève d'une grande importance pour les deux pays, aucune étape future spécifique n'est à mentionner.

L'interconnexion pour l'hydrogène entre les deux pays est analysée par les porteurs du projet et en concertation étroite avec les parties prenantes. Tel que décrit dans le Plan national intégré en matière d'énergie et du climat, le Gouvernement luxembourgeois s'attend à ce qu'une telle interconnexion soit réalisée entre 2035 et 2040.

Impact de l'affaire Caritas sur le financement des organisations sociales | Question **3851** (27/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La crise de confiance engendrée par l'affaire Caritas a eu des répercussions bien au-delà de l'organisation concernée. Dans les mois ayant suivi la révélation des détournements de fonds au sein de Caritas Accueil et Solidarité ASBL et de la Fondation Caritas, plusieurs acteurs du secteur social et caritatif luxembourgeois ont constaté une érosion significative de leurs recettes issues des dons privés – illustrant à quel point la confiance du public constitue un pilier fondamental du financement associatif.

Dans un secteur où l'État et la société civile collaborent étroitement, notamment à travers le mécanisme des conventions, cette fragilisation soulève des questions légitimes quant à la pérennité des services offerts aux citoyens les plus vulnérables, et ce d'autant plus qu'il convient aujourd'hui de s'interroger sur la mesure dans laquelle cette confiance a pu, ou non, être restaurée.

C'est dans ce contexte que je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Quels retours le Gouvernement reçoit-il actuellement de la part des organisations sociales et caritatives concernant l'évolution de leurs recettes issues des dons ? Le comportement des donateurs s'est-il stabilisé à un niveau comparable à celui observé avant l'affaire Caritas, ou ces organisations continuent-elles d'enregistrer un déficit de recettes privées ?

2) Dans l'hypothèse où des pertes persistent, le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation chiffrée de leur ampleur, que ce soit au niveau global du secteur ou par organisation ?

3) Quel impact ces difficultés financières ont-elles sur les conventions liant ces organisations à l'État ? Des organisations ont-elles sollicité l'État en vue de conventionner – et donc de financer par voie publique – des activités qui étaient jusqu'alors couvertes par des recettes privées ? Si oui, combien d'organisations ont formulé de telles demandes, quels projets sont concernés, et quelles dépenses publiques supplémentaires cela a-t-il engendré ou pourrait-il engendrer ?

4) S'agissant plus particulièrement des projets conventionnés relevant de l'ancienne Caritas Accueil et Solidarité ASBL et de la Fondation Caritas, repris depuis lors par Hëllef um Terrain (HUT), quelle est aujourd'hui la stabilité de leur financement ? Sachant que Caritas bénéficiait historiquement d'un volume important de dons privés, a-t-il été nécessaire de conventionner a posteriori certains projets afin d'en garantir la continuité ?

Réponse (28/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

[16] https://www.balansys.eu/
[17] https://www.creos-net.lu/particuliers/creos-luxembourg/reseau-dhydrogene

ad 1) et 2) De manière générale, il y a lieu de préciser que l'implication du Gouvernement se limite aux activités conventionnées. La gestion des dons relève de la compétence des partenaires conventionnés, raison pour laquelle le Gouvernement ne dispose pas de chiffres à ce sujet.

Cela étant dit, il revient au Ministère de la Famille que certains acteurs du secteur social se verraient confrontés à un recul de leurs dons – une information que le ministère n'est pas en mesure de commenter en l'absence de données chiffrées.

Nonobstant, il y a lieu de relever que la loi modifiée du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations attribue au Ministère de la Justice une compétence de contrôle en matière de dons et de legs d'une valeur supérieure à 30.000 euros. Toutefois, le ministère ne dispose pas de données permettant d'en déterminer l'ampleur.

ad 3) À ce stade, les ministères concernés n'ont pas reçu de demandes officielles pour un conventionnement d'activités jusqu'à présent couvertes par des recettes privées.

ad 4) En ce qui concerne les projets anciennement portés par Caritas Accueil et Solidarité ASBL et la Fondation Caritas, désormais assumés par Hëllef um Terrain (HUT), le Gouvernement a assuré la continuité des activités essentielles. Le Gouvernement constate que les obligations découlant des conventions conclues avec HUT sont respectées, sans pouvoir apprécier la situation financière d'une organisation privée.

Déclarations concernant « certains médias » luxembourgeois | Question **3852** (30/03/2026) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Lors d'une soirée de discussion tenue le 24 mars à la Philharmonie, Monsieur le Premier ministre a déclaré qu'il est d'avis « qu'il ne faut pas trop se focusser uniquement sur ce que vous lisez dans certains médias [...] parce que certains médias et peut-être le public en général, ils sont attirés par les nouveaux conflits ici ou là ». Il a également exprimé le souhait qu'il y ait davantage de médias « qui parlent du fond du problème », estimant que les explications relatives à « un certain nombre de problèmes économiques et sociaux » ne sont souvent pas apportées de manière suffisante. Il en découlerait qu'il devient plus difficile pour le public de saisir les enjeux de fond, ce qui contribuerait à rendre des débats comme celui sur le salaire social minimum particulièrement complexes.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les renseignements suivants de la part du Premier ministre :

1) En sa qualité de ministre d'État, dont les attributions couvrent notamment le domaine des médias et de la communication, dans quelle mesure Monsieur le Premier ministre estime-t-il opportun de porter une telle appréciation sur le travail de certains médias ?

2) Monsieur le Premier ministre partage-t-il l'avis selon lequel les médias sont libres de traiter et de présenter l'information selon leurs choix éditoriaux ?

3) Monsieur le Premier ministre considère-t-il que ses déclarations, dans le contexte actuel, pourraient être perçues comme portant atteinte à la liberté de la presse ?

Réponse (01/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

En tant que citoyen, en tant que responsable politique et en tant que Ministre ayant les Médias dans ses attributions, le Premier ministre est fortement attaché à une presse libre, pluraliste et professionnelle qui constitue un pilier indispensable de toute démocratie.

Vu les initiatives législatives visant à renforcer le pluralisme des médias et à créer un droit d'accès aux informations, nul ne peut douter des intentions du Gouvernement en matière de liberté de la presse.

PFAS dans les eaux potables | Question **3853** (30/03/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Chamberssitzung vum 18. Mäerz gouf iwwert Éiwegkeetschemikalien diskutéiert, déi sech zënter Joerzéngten onbemierkt an eisem Grondwaasser a Buedem ugesammelt hunn an extreem schiedlech fir eis Ëmwelt an eis Gesondheet kënne ginn.

Dës Gëftstoffer si bal iwwerall erëmzefannen a bal all Mënsch dréit se a sengem Kierper, well se iwwert d'Ernärung an d'Waasser an de Kierper gelaangen.

Den Ëmweltministère hat dozou schonns eng Analys gemaach an een éischte Rapport publizéiert. Op der Säit 14 vum Rapport kann ee liesen, dass ronn 30 Waassere mat TFA belaascht sinn. De Problem betrëfft also och Waasser, dat a Fläschen am Supermarché verkaf gëtt, ma de Rapport geet net dorobber an, wéi eng Quellen aktuell net belaascht sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass gewosst, wéi eng Quelle Waassermarke mat lëtzebuergescher Origine mat PFAS oder TFA belaascht sinn a wéi eng net?
Kënnen d'Ministere soen, wéi eng Sourcë belaascht sinn?

2. Ass gewosst, wéi eng Waassermarke mat lëtzebuergescher Origine mat PFAS oder TFA belaascht sinn a wéi eng net?
Kënnen d'Ministere soen, wéi eng dat sinn?

3. Wéi hu sech d'Konzentratiounen u PFAS oder TFA am Drénkwaasser iwwert d'Studiejore verännert? Falls et dozou nach keng Entwécklung gëtt, wäert dëst ab elo suivéiert ginn, ugesiichts vum Ausmooss, deen dës Chemikalien op eis Ëmwelt a Gesondheet kéint hunn?

4. Existéieren hei am Land Fuerschungsprojeten, fir PFAS aus der Ëmwelt erauszefilteren? Falls jo, wéi eng, a wéi eng national Recherche-Institutioune sinn heirunner bedeelegt? Ënnerstëtzt Lëtzebuerg och europäesch an international Initiativen an dësem Beräich?

Réponse (04/05/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Déi Lëtzebuerger Quelle fir d'Offëlle vun natierlechem Mineralwaasser oder Quellewaasser, dat fir de Konsument bestëmmt ass, ginn zanter 2022 reegelméisseg op PFAS an zanter 2025 och op TFA kontrolléiert. Bei dëse Kontrollen ass ni e PFAS nogewise ginn.

Wat den TFA ubelaangt, gouf dësen a 4 vun de 6 lëtzebuergesche Quellen, déi fir d'Produktioun vu Mineral- oder Quellewaasser benotzt ginn, nogewisen. D'Konzentratioune vum TFA si bekannt a stellen aus Siicht vun der Liewensmëttelsécherheet kee Risiko duer.

Ënnert dëse Konditiounen an am Aklang mat der europäescher Reglementatioun ass et net néideg, spezifesch Informatiounen iwwer déi betraffe Quellen oder Marken ze kommunizéieren.

All Informatiounen zu de Kontroll-Campagnë vu Mineral- a Quellewaasser sinn um Portail vun der Liewensmëttelsécherheet ze fannen.

ad 3. Aktuell huet d'Waasserverwaltung (AGE) nach nëmme begrenzt Erfarunge mat der Verschmotzung vum Waasser duerch sougenannten „éiweg Polluanten".

Am Drénkwaasser ginn d'PFAS säit e puer Jore quantifizéiert. Déi éischt Miesscampagnë goufe vun der AGE tëscht 2021 an 2023 organiséiert, fir eng éischt Iwwersiicht iwwer d'Konzentratioune vu PFAS an de lëtzebuergeschen Drénkwaasserressourcen ze kréien. De SEBES, deen d'Hallschent vum Drénkwaasser zu Lëtzebuerg iwwert den Uewersauer-Stauséi liwwert, moosst zanter Mee 2023 reegelméisseg PFAS am Kader vu sengem Monitoring.

Iwwer déi verfügbar Period konnt keng kloer Tendenz an der Verschmotzung vum Drénkwaasser duerch PFAS festgestallt ginn. Déi ganz grouss Majoritéit vun de Prouwen enthält guer keng Spuer vu PFAS. Heiansdo goufen awer Quantitéiten an der Gréisstenuerdnung vun e puer ng/L oder e puer Zéngdausendstel ng/L an eenzelne Prouwen nogewisen.

Den TFA gëtt am Drénkwaasser zanter Enn 2023 quantifizéiert. D'Analyse vum Waasser vum SEBES weisen eng Tendenz zu enger Erhéijung vun der TFA-Konzentratioun am Waasser. Allerdéngs erlaabt déi kuerz Observatiounszäit et nach net fir festzestellen, ob dës Entwécklung dauerhaft ass oder éischter op e järlechen oder méi-järlechen Zyklus zeréckzeféieren ass, dee vu ville Facteuren ofhänkt, dorënner hydrometeorologesch Konditiounen.

ad 4. De präventive Schutz vun den Drénkwaasserressourcen duerch Drénkwaasserschutzzone muss notamment laut Artikel 7.3 vun der europäescher Wasserrahmenrichtlinn (2000/60/CE) prinzipiell ëmmer enger zousätzlecher kurativer Opbereedung vum Waasser virgezu ginn. Eng Opbereedung vum Waasser ass technesch a finanziell ganz oft net machbar, huet e groussen Impakt op d'Ëmwelt an e signifikanten Impakt op de Waasserpräis. Fir déi verschidden Aarte vu PFAS gëtt et ënnerschiddlech Opbereedungstechniken. Sou kënnen TFA nëmmen duerch eng Umkehrosmose (Equivalent vun der Opbereedung vun Drénkwaasser aus Mierwaasser) traitéiert ginn.

Délais du regroupement familial pour bénéficiaires de protection internationale | Question **3854** (30/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Laut Informatiounen, déi eis zougedroe goufen, souwéi op Basis vun engem Bréif vum Ombudsman, schéngen d'Delaien am Kader vum Regroupement familial fir Beneficiairë vun internationalem Schutz (BPI) inakzeptabel laang ze sinn. Et gëtt vun Delaien am Duerchschnëtt vun iwwer zwee Joer geschwat, deelweis dauert et bis zu 35 Méint.

Dobäi kënnt, dass d'Kommunikatioun tëscht den zoustännegen Administratiounen an de concernéierte Persounen als net zefriddestellend beschriwwe gëtt. Déi Betraffe géifen oft net oder nëmme verspéit iwwer den Evolutiounszoustand vun hirem Dossier informéiert ginn.

An deem Kontext géinge mir dem Här Inneminister an dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil follgend Froe stellen:

1. Wat ass de gesetzlech virgesinnenen Delai fir den Traitement vun Demanden am Kader vum Regroupement familial fir BPI?

2. Wéi laang ass den effektiven Duerchschnëtts-Delai, deen de Ministère aktuell brauch, fir esou Dossieren ofzeschléissen?

3. Ass dem Ministère bekannt, datt an eenzelne Fäll Delaie vu méi wéi zwee Joer respektiv bis zu ronn 35 Méint observéiert goufen? Wéi erkläert de Ministère esou laang Delaien?

4. Wéi vill Persoune sinn am Kader vum Regroupement familial aktuell nach „en attente" a waarden op eng Decisioun vun hirem Dossier?

Réponse (27/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Artikel 73 Paragraph 6 vum Immigratiounsgesetz gesäit en Delai vun 9 Méint vir ab dem Depot vun der Demande vum Regroupement familial. Dësen Delai kann duerch d'Komplexitéit vun der Analys vun der Demande verlängert ginn.

ad 2. Den Duerchschnëtts-Delai läit de Moment bei 34 Méint.

ad 3. Jo, en Delai vu 34 Méint gouf dem Ombudsman am Januar 2026 matgedeelt. Engersäits sinn dës Demandë fir e Regroupement familial vun 2021 op 2024 kontinuéierlech ëm 82 %, vu 740 op 1.345 Demanden, geklommen.

Anerersäits, a virun allem, ass, ënnert der vireger Regierung vum Minister Jean Asselborn am November 2022, decidéiert ginn, well d'Opnamstrukture vum ONA saturéiert waren, d'Accorde fir e Regroupement familial vu BPIe staark ze limitéieren. Et ass ze ënnersträichen, dass vill Persounen, déi am Kader vun engem Regroupement familial vun engem BPI op Lëtzebuerg kommen, selwer eng Demande op internationale Schutz stellen obwuel se net missten, fir ee Logement ze kréien. Dës Decisioun, déi vun der vireger Regierung geholl gouf, gëtt bis haut vun dëser Regierung weider gefouert.

ad 4. Aktuell waarden 2.158 Persounen op eng Decisioun op hir Demande de regroupement familial, fir kënne bei e Familljemember, dee BPI ass, op Lëtzebuerg ze kommen.

Retards de paiement de l'État et obligations de reporting envers la Commission européenne | Question **3856** (30/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon une enquête de la Chambre de Commerce, des retards de paiement seraient observés dans les transactions entre l'État luxembourgeois et les entreprises. À la suite de ces éléments, la Commission européenne a adressé plusieurs demandes d'information au Luxembourg, estimant que les données fournies devaient être davantage formalisées et harmonisées.

Dans ce contexte, les autorités luxembourgeoises sont appelées à transmettre quatre rapports semestriels couvrant les années 2024 et 2025. La collecte des données implique notamment les communes, syndicats de communes et offices sociaux, avec le recours possible au SIGI pour l'établissement de réponses consolidées.

Le délai de transmission est fixé au 31 mars 2026, afin d'éviter l'ouverture d'une procédure d'infraction formelle à l'encontre du Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement est-il en mesure de confirmer que les rapports seront transmis dans le délai imparti du 31 mars 2026 ?

2) À quelle date le Gouvernement a-t-il été informé pour la première fois de l'obligation de transmettre ces données à la Commission européenne ?

3) Pour quelles raisons un délai aussi court, d'environ une semaine, a-t-il été laissé aux entités concernées pour la transmission des données ?

4) Des délais supplémentaires ont-ils été envisagés ou demandés auprès de la Commission européenne ? Si non, pour quelles raisons ?

Réponse (30/04/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Les rapports demandés par la Commission européenne n'ont pas pu être transmis dans le délai imparti. En effet, à la suite des premiers retours des entités concernées pour l'obtention de données, il est apparu que la formule de calcul fournie par la Commission européenne ne permettait pas d'aboutir à un résultat permettant de déterminer un délai moyen de paiement.

Il a donc été nécessaire de contacter la Commission afin de lui faire part du problème. Dans l'attente d'une réponse de sa part, le remplissage du formulaire destiné à la collecte des données a été suspendu. Une réponse informelle de la Commission sur le problème de calcul n'a été reçue qu'après l'expiration de ce délai. Suite à son retour, la collecte des données a repris.

Malgré cet obstacle, un premier élément de réponse formel a été fourni à la Commission en date du 27 mars 2026, soit avant l'échéance fixée au 31 mars 2026.

ad 2) Au cours de l'année 2025, la Commission européenne avait adressé un courrier au Luxembourg afin d'obtenir des informations générales relatives aux retards de paiement présumés dans le secteur public, auquel le ministère a répondu. Le Gouvernement a alors été informé pour la première fois de l'obligation de transmettre les données en question à la Commission européenne par un courrier daté du 27 février 2026, soumis le 28 février 2026 via le portail de notification entre la Commission et les États membres et transmis au Ministère de la Justice le 2 mars 2026.

ad 3) À la réception du courrier de la Commission européenne, il a d'abord été nécessaire de procéder à une coordination interne afin de définir les modalités de collecte des données, d'identifier les entités concernées (ministères, établissements publics soumis à la tutelle d'un ou plusieurs ministères, administrations, entités du secteur de la santé, communes, syndicats, offices sociaux, autres établissements soumis à la tutelle d'une ou plusieurs communes) et de déterminer les modalités d'information de celles-ci.

Afin de rendre l'exercice aussi simple que possible pour le grand nombre d'entités concernées, il a été décidé de recourir à un formulaire pour la collecte des informations demandées, permettant, par la suite, la centralisation et l'agrégation des données conformément à la présentation requise par la Commission pour chaque rapport semestriel.

Afin d'accompagner la collecte et le traitement des données, il a été fait appel à un prestataire externe, ce qui a nécessité non seulement des échanges préalables portant notamment sur les modalités de collaboration, le contenu et la structure des informations à collecter, mais également la mise en place opérationnelle.

L'ensemble de ces éléments a eu pour conséquence que la collecte de données sur base du formulaire mis en place n'a pu être lancée que le 24 mars 2026.

ad 4) Un délai supplémentaire a été sollicité auprès de la Commission européenne le lendemain de la réception de son courrier, soit en date du 3 mars 2026. Cette demande a toutefois été refusée.

La Commission a justifié ce refus en indiquant que, conformément au programme de mise en œuvre publié dans le cadre du rapport annuel sur la compétitivité du marché unique du 30 janvier 2026, la lutte contre les retards de paiement constitue l'une des deux priorités de la Commission pour l'année 2026. Dans ce contexte, le délai accordé aux États membres pour répondre au dialogue préalable au déclenchement d'une procédure d'infraction a été réduit de dix semaines à un mois.

Les services de la Commission mènent actuellement des actions urgentes afin de recenser les problèmes liés aux retards de paiement sur le marché unique et attendent des États membres une coopération proactive avec le même degré d'urgence.

Il a également été précisé par la Commission européenne que ce même délai et cette même justification s'appliquent à l'ensemble des États membres concernés.

Évolution du chômage par nationalité depuis 2023 | Question **3858** (30/03/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 3592 relative à l'évolution du chômage par nationalité, les explications fournies s'appuient largement sur des éléments de contexte démographique, sans toutefois répondre de manière précise aux évolutions observées depuis 2023, notamment en ce qui concerne la hausse marquée du chômage parmi les Luxembourgeois et les ressortissants de pays tiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que, depuis 2023, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de nationalité luxembourgeoise est nettement supérieure à l'évolution de la population luxembourgeoise en âge de travailler ?

2) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il la hausse simultanée du chômage parmi les Luxembourgeois et les ressortissants de pays tiers, alors que la population active en provenance d'autres pays européens a reculé sur la même période ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de demander à l'ADEM de réaliser une analyse statistique détaillée (par secteur, qualification ou durée de chômage) afin de mieux comprendre ces évolutions ?

Réponse (04/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) Selon les dernières données Eurostat disponibles, la population résidente en âge de travailler (15-64 ans) de nationalité luxembourgeoise a augmenté de 3,6 % entre le 1er janvier 2023 et le 1er janvier 2025. Pour l'année 2025, aucune inflexion significative de la dynamique n'est anticipée puisque les données au 30 octobre 2025 traduisent une croissance de 1,5 % entre le 1er janvier 2025 et le 1er octobre 2025.

En parallèle, sur la même période considérée, le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles de nationalité luxembourgeoise a augmenté

de 14,3 % en 2023, de 11,6 % en 2024 et de 11,7 % en 2025, soit une hausse cumulée de 42,5 % entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2025.

Au total, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de nationalité luxembourgeoise est nettement supérieure à l'évolution de la population luxembourgeoise en âge de travailler.

ad 2) Les données relatives au nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles confirment une évolution très similaire entre les demandeurs d'emploi résidents de nationalité luxembourgeoise et les ressortissants de pays tiers, avec une augmentation globale respective de 42,6 % et de 44,8 % entre 2023 et 2025, contre une hausse de 22,7 % observée chez les ressortissants de l'Union européenne (UE) hors Luxembourg.

L'analyse combinée des données sur les demandeurs d'emploi par nationalité et les séries détaillées sur l'emploi salarié résident par nationalité (données de l'Inspection générale de la sécurité sociale hors intérimaires et hors indépendants) permet d'estimer certaines évolutions récentes de la population active par nationalité au Luxembourg. Cette analyse confirme une tendance à la baisse de la population active en provenance d'autres pays de l'UE que le Luxembourg (de 107.425 personnes estimées au 30 septembre 2022 à 104.779 personnes au 30 septembre 2025, soit une diminution d'effectif de 2.646 personnes).

Le constat, en apparence paradoxal (hausse simultanée du chômage parmi les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants de pays tiers, combinée à un recul de la population active en provenance d'autres pays de l'UE), peut s'expliquer par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels :

1. Un premier facteur tient à la segmentation du marché du travail : les différentes catégories de travailleurs – Luxembourgeois, ressortissants de l'Union européenne et ressortissants de pays tiers – ne sont pas réparties de manière homogène entre les secteurs d'activité ni entre les niveaux de qualification. Dès lors, une évolution défavorable dans certains secteurs spécifiques peut affecter plus directement certaines catégories de travailleurs, sans être nécessairement compensée par une évolution inverse dans d'autres segments de la main-d'œuvre.

2. Par ailleurs, le lien entre la baisse de la population active en provenance d'autres pays de l'Union européenne et une diminution du chômage au niveau national n'est pas automatique. Cette évolution peut notamment résulter d'un ralentissement des flux d'entrée ou de changements dans les conditions économiques. En outre, les postes occupés par ces travailleurs ne correspondent pas nécessairement aux profils des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM.

3. Un autre élément déterminant réside dans l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail. Ainsi, même si l'ADEM recense, au 31 mars 2026, plus de 7.500 postes vacants, nombre de ces postes requièrent des qualifications spécifiques (techniques, linguistiques ou comportementales) qui ne correspondent pas toujours aux profils des demandeurs d'emploi disponibles, indépendamment de leur nationalité.

4. Il convient également de relever que les ressortissants de pays tiers peuvent être confrontés à des contraintes spécifiques, notamment en matière d'accès au marché du travail, de reconnaissance des diplômes ou encore de situation administrative. Ces contraintes sont susceptibles de constituer des obstacles à leur insertion professionnelle et, par conséquent, de contribuer à un allongement de la durée d'inscription auprès de l'ADEM.

5. Enfin, un effet statistique lié à la politique de naturalisation peut également intervenir. En effet, un ressortissant européen acquérant la double nationalité luxembourgeoise est, dans les données de la sécurité sociale, comptabilisé comme ressortissant luxembourgeois.

Finalement, le constat de départ et les évolutions observées ne traduisent pas forcément une contradiction, mais la coexistence de différentes dynamiques au sein du marché de l'emploi luxembourgeois, notamment en matière de tendances migratoires et démographiques.

À cet égard, l'ADEM a prévu de publier en mai 2026 une étude de sa série « Zoom Emploi » dédiée à l'emploi, au Luxembourg, des ressortissants de pays tiers. Cette étude aura pour objet de brosser un panorama sur les tendances observées en matière d'évolution du nombre de demandeurs d'emploi ressortissants de pays tiers et à leurs principales caractéristiques (âge, parcours professionnel, durée d'inscription, compétences linguistiques, etc.).

ad 3) Dans le cadre de ses missions, l'ADEM réalise des analyses sur des thématiques liées au fonctionnement du marché de l'emploi et au chômage au Luxembourg. En mai 2026, par exemple, l'ADEM publiera un numéro de ses études « Zoom Emploi » dédié à l'emploi des ressortissants de pays tiers (voir réponse à la question 2).

Départ de cabinets d'audit de l'ABBL | Question **3861** (30/03/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des informations de presse récentes, trois des quatre grands cabinets d'audit et de conseil (« Big Four ») auraient décidé de quitter l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le retrait de ces cabinets d'audit a-t-il des répercussions sur les modalités de concertation et d'échange entre le Gouvernement et le secteur financier, notamment dans les cadres formels existants ?

2) Le Gouvernement a-t-il été informé des raisons ayant conduit à ce départ et, le cas échéant, quelle en est son analyse ?

Réponse (23/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire du 30 mars 2026, l'honorable Députée soulève des questions en relation avec la décision de trois cabinets d'audit et de conseil de quitter l'Association des banques et des banquiers, Luxembourg (ABBL).

Les changements intervenus au niveau de l'affiliation à l'ABBL ne sont pas de nature à remettre en question les modalités de concertation et d'échange entre le Gouvernement et le secteur financier.

Il n'appartient au demeurant pas au Gouvernement de se prononcer sur les éventuels motifs ayant conduit à des changements au niveau de l'affiliation à l'ABBL.

Arrêt CJUE C-210/24 et utilisation de la commande publique comme levier de promotion de la négociation collective | Question **3862** (30/03/2026) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le 5 mars 2026, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt en matière de marchés publics (affaire C-210/24). Elle y confirme que les pouvoirs adjudicateurs peuvent, lorsqu'ils attribuent un marché public, favoriser les entreprises qui s'engagent à verser à leur personnel des salaires supérieurs à ceux prévus par la convention collective sectorielle applicable. Un tel critère d'attribution est non seulement compatible avec la directive européenne sur les marchés publics, mais ne porte pas non plus atteinte au droit à la négociation collective garanti par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bien au contraire, la Cour souligne qu'il contribue à promouvoir le dialogue entre partenaires sociaux.

Cet arrêt a une importance particulière dans le contexte de la transposition de la directive (UE) 2022/2041 relative aux salaires minimaux adéquats. Son article 4 oblige les États membres dont le taux de couverture par conventions collectives est inférieur à 80 % à adopter un plan d'action pour promouvoir la négociation collective. Or, le Luxembourg se trouve précisément dans cette situation, avec un taux de couverture qui reste inférieur à ce seuil. Des mesures structurelles s'imposent donc pour étendre cette couverture – et l'arrêt de la CJUE montre que la commande publique constitue l'un des leviers disponibles pour y parvenir.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris connaissance de l'arrêt CJUE C-210/24 et évalué ses implications pour le droit luxembourgeois des marchés publics, notamment au regard de la loi du 8 avril 2018 ?

2) Madame la Ministre entend-elle modifier cette loi, ou les cahiers des charges-types pour les marchés publics de l'État et des communes, afin de permettre explicitement aux pouvoirs adjudicateurs de prendre en compte, comme critère d'attribution, l'engagement d'une entreprise à appliquer des conditions salariales supérieures aux minima conventionnels ?

3) Dans le cadre de la transposition de la directive 2022/2041, Monsieur le Ministre du Travail envisage-t-il de se servir de la commande publique comme outil de promotion de la négociation collective, en s'appuyant sur les clarifications apportées par cet arrêt ?

Réponse (05/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) Le Gouvernement a pris connaissance de l'arrêt CJUE C-210/24 et ses implications pour le droit luxembourgeois ont été évaluées. En effet, cet arrêt se prononce quant à l'application des critères d'attribution de marchés publics, tels que prévus par la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics, et tels que transposés en droit national par l'article 35 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Il s'est avéré qu'une adaptation de la législation actuelle sur les marchés publics n'est pas requise.

ad 2) Il convient de préciser que l'arrêt C-210/24 retient qu'« un critère d'attribution d'un marché public de services sociaux sans hébergement qui prend en considération, au-delà du niveau résultant de l'application de la convention collective sectorielle en vigueur, l'augmentation de la masse salariale que le soumissionnaire propose d'appliquer au personnel exécutant le marché permet au pouvoir adjudicateur d'identifier l'offre économiquement la plus

avantageuse, au sens de cette disposition ». Cette jurisprudence ne requiert pas de modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, dès lors que cette loi intègre déjà la possibilité d'insérer des critères qualitatifs au niveau des critères d'attribution, notamment en matière sociale, prévus à l'article 35 de cette loi.

Si certes il existe pour les marchés de travaux des clauses contractuelles générales et des clauses techniques générales types, il y a lieu de préciser que les critères d'attribution ne sont pas standardisés, vu que chaque marché public comporte ses particularités.

Ainsi chaque pouvoir adjudicateur peut prévoir dans ses dossiers de soumission des critères d'attribution correspondant au mieux à son marché, y inclus des critères comportant des aspects sociaux, y compris donc l'engagement d'une entreprise à appliquer des conditions salariales supérieures aux minima conventionnels.

ad 3) Dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2022/2041, et en particulier des dispositions relatives à la promotion de la négociation collective, le Gouvernement attache une importance particulière au renforcement de la couverture des conventions collectives.

À cet effet, le Ministère du Travail a élaboré un projet de plan d'action, qui a fait l'objet d'un premier échange avec les partenaires sociaux au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi. Sur la base de ces échanges, le plan d'action a été modifié à plusieurs reprises pour prendre en compte les besoins et attentes des partenaires sociaux.

Vu que les discussions avec les partenaires sociaux sont toujours en cours et que cette nouvelle version du plan d'action n'a pas encore été présentée aux partenaires sociaux, il n'est à ce stade pas opportun de préjuger des mesures qui y seront retenues.

De manière générale, ce plan vise à mettre en place un ensemble de leviers destinés à promouvoir la négociation collective et à augmenter ainsi le taux national de couverture des conventions collectives, tout en respectant le modèle luxembourgeois de dialogue social.

Risque de pénurie de kérosène et approvisionnement aérien au Luxembourg | Question **3863** (31/03/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

E Freideg den 20. Mäerz war bei RTL ze liesen, datt Lëtzebuerg nach keen Enkpass beim Kerosinn hätt. Mëttlerweil huet d'DAC awer en NOTAM u sämtlech Lëtzebuerger Piloten erausginn, wou si opgefuerdert ginn, souvill wéi méiglech am Ausland ze tanken, well d'Reserve vum Kerosinn (Aviation fuel A1) zu Lëtzebuerg begrenzt wieren. Lëtzebuerg ass awer net nëmme fir den Tourismus, mee och fir d'Versuergung vun der Bevëlkerung op d'Loftfaart ugewisen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Iwwer wéi vill Lagerkapazitéit fir Kerosinn verfüügt Lëtzebuerg um nationalen Terrain?

2. Wéi vill Kerosinn steet aktuell nach um nationalen Terrain zur Verfügung?

3. Vu wéi enge Fournisseuren an aus wéi enge Länner gëtt Lëtzebuerg mat Kerosinn beliwwert?

4. Wéi eng Liwwerunge sinn eise Kontrakter no an deenen nächste sechs Méint virgesinn? Gëtt et eng Kommunikatioun vun de Fournisseuren, ob déi och kënnen agehale ginn?

5. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, wéi eng Gidder vum alldeegleche Bedarf (Hygiènesproduiten, Liewensmëttel, Medikamenter asw.) duerchschnëttlech a wéi enger Quantitéit mam Fliger op Lëtzebuerg geliwwert ginn?

6. Gëtt et Noutfallpläng, wéi eng Beräicher vun der Loftfaart am Fall vun engem Manktem (u Kerosinn) prioritär versuergt ginn? Falls jo, wéi eng? Falls net, firwat net?

7. Goufen auslännesch Fluchgesellschafte schonn informéiert, datt si zu Lëtzebuerg an den nächste Méint méiglecherweis nëmmen nach begrenzt tanke kënnen?

Réponse (16/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Kerosinnsreserve vum Fluchhafe Findel.

ad 1. Dat aktuellt Kerosinnlager um Findel huet ee maximale Volume vu 6.900 m^3. Dëst entsprécht ongefeier 3 Deeg Autonomie bei normalem Betrib vun den Operatiounen um Fluchhafen.

ad 2. De Volume vun dësem Stock variéiert am Moment staark, jee no deem Volume, dee kann duerch d'Pipeline geliwwert ginn, an deem, deen duerch d'Fluchgesellschaften erausgeholl gëtt. Am Duerchschnëtt läit de Stock bei ongefeier 4.000 m^3, wat ënner normale Konditioune plus/minus 2 Deeg Autonomie entsprécht.

ad 3. D'Nimm vun den eenzelnen Importateure kënnen aus Confidentialitéitsgrënn net genannt ginn, mee 2025 ass de Kerosinn aus der Belsch, Frankräich an Holland op Lëtzebuerg importéiert ginn.

ad 4. Dëse Kerosinn gehéiert de Fluchgesellschaften, déi kommerziell Kontrakter mat verschiddene Pëtrolsfirmen ofschléissen, déi si dann iwwert d'CEPS (Central Europe Pipeline) Pipeline mat Kerosinn beliwweren.

ad 5. Eng Opstellung vun de Wueren, déi per Fliger fir de Gebrauch zu Lëtzebuerg geliwwert ginn, gëtt et net. Am Joer 2025 goufen um Cargocenter vum Findel 817.919 Tonne Fracht ofgeweckelt. D'Majoritéit vun dëser Fracht ass allerdéngs nëmmen am Transit, a gëtt duerno via Camionen a ganz Europa verdeelt.

ad 6. Esou wéi fir all kritesch Infrastruktur gëtt et och fir de Fluchhafen en Noutfallplang, an deem awer keng prioritär Attributioun vum Kerosinn virgesinn ass.

De weidere Suivi vun der aktueller Situatioun gëtt vun engem Coordinatiounsgrupp gemaach, deen d'Regierung rezent kreéiert huet.

ad 7. En NOTAM (Notice to Airmen) gouf Enn Mäerz ausgestallt, dee sech un all d'Fluchgesellschaften adresséiert, déi zu Lëtzebuerg operéieren, fir esou mann ewéi méiglech Kerosinn hei ze tanken.

D'Situatioun gëtt permanent analyséiert vu Luxfuel, fir kënnen ze decidéieren, ob dësen NOTAM eventuell kann ugepasst oder annuléiert ginn. Dëse gouf dann och elo dëse Mount verlängert.

Anticipation des futures normes européennes sur la qualité de l'eau | Question **3864** (31/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le 26 mars 2026, le Parlement européen a approuvé la révision des normes européennes relatives à la pollution de l'eau, faisant suite à l'accord politique provisoire conclu avec le Conseil en septembre 2025 au sujet de la mise à jour des normes de qualité de l'eau dans l'Union européenne. Cette révision vise notamment à mieux lutter contre la présence de substances nocives telles que les PFAS, certains pesticides, ainsi que des résidus pharmaceutiques dans les eaux souterraines et de surface.

Si cette évolution constitue une avancée importante, il convient de noter que les États membres ne seront tenus de se conformer pleinement aux nouvelles normes qu'à l'horizon 2039, avec des possibilités de prolongation jusqu'en 2045. Dans ce contexte, il apparaît néanmoins essentiel d'agir sans attendre, notamment dans la perspective de l'élaboration du 4e plan de gestion des ressources en eau au Luxembourg (2027-2033), par exemple en adaptant les règles applicables dans les zones de protection de l'eau.

Depuis 2014, le Luxembourg a développé une approche préventive en matière de la protection de l'eau potable, notamment à travers la mise en place de zones de protection autour des captages d'eau souterraine.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer quelles adaptations ou mesures il envisage de mettre en œuvre afin d'anticiper l'entrée en vigueur des nouvelles normes européennes de qualité de l'eau, et selon quel calendrier ? Quelles sont les priorités à cet égard ?

2) Plus spécifiquement, quelles mesures Monsieur le Ministre considère-t-il prioritaires dans les zones de protection de l'eau ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir un état des lieux de la mise en place de zones de protection autour des captages d'eau souterraine depuis 2018, ventilé par année, en précisant le nombre de règlements grand-ducaux adoptés, le nombre de règlements grand-ducaux en projet, le nombre de zones en étude, ainsi que pour chacune de ces catégories, le pourcentage de captages concernés ?

Réponse (05/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) met actuellement en place et adapte ses méthodes analytiques afin d'anticiper l'entrée en vigueur des nouvelles normes, notamment pour les substances émergentes telles que les PFAS, certains pesticides et résidus pharmaceutiques. À ce jour, une grande partie de ces substances peut être analysée conformément aux critères requis ce qui permet d'intégrer progressivement ces paramètres dans les programmes de surveillance existants et d'identifier les différents risques.

Concernant les eaux usées, la mise en œuvre des quatrièmes étapes épuratoires dans certaines stations d'épuration, conformément à la directive (UE) 2024/3019 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines se poursuit. Compte tenu de leurs effets sur certaines des substances couvertes par la nouvelle directive (UE) 2026/805[18] du 30 mars 2026, ces installations constituent une mesure anticipative

[18] Directive (UE) 2026/805 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2026 modifiant la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, la directive 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration et la directive 2008/105/CE établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau.

importante en vue du respect des futures normes de qualité environnementale.

Reste à rappeler que le 1er rapport du groupe interministériel PFAS a identifié 40 mesures afin de mieux cerner et réduire l'impact des PFAS sur la santé publique et sur les milieux naturels[19]. Bon nombre des mesures concernent l'eau potable, les eaux souterraines, ainsi que les eaux de surface.

ad 2) La présence de nitrates et de résidus de produits phytopharmaceutiques dans les eaux captées en vue de la consommation humaine constitue aujourd'hui le plus important risque pour la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable.

Le premier rapport du groupe interministériel PFAS, mentionné ci-dessus, conclut que, concernant la présence de TFA dans les ressources en eau potable, toute restriction relative à un produit phytopharmaceutique doit être envisagée de manière holistique, en tenant compte de l'ensemble des substances actives et de leurs métabolites. Une telle approche garantit la cohérence, l'efficacité et la crédibilité des mesures mises en place.

Dans ce contexte, et afin de préserver la compétitivité économique tout en renforçant la protection des ressources, une stratégie de gestion à long terme visant une réduction progressive de l'usage des produits phytopharmaceutiques devra être intégrée dans la règlementation relative aux zones de protection de l'eau potable[20].

ad 3) L'évolution annuelle des règlements grand-ducaux adoptés depuis 2018 se présente comme suit : ↑

Les données relatives aux règlements grand-ducaux se trouvant en stade de projet ainsi que pour lesquels les études sont en cours sont présentées sous forme d'un état d'avancement global, une ventilation annuelle n'étant pas possible à ce stade des procédures. Par ailleurs, le nombre d'études en cours ainsi que le nombre de captages concernés est susceptible d'évoluer.

L'état d'avancement de la désignation de zones supplémentaires de protection autour des captages d'eau souterraine est présenté ci-après : ↑

Répartition des nouvelles recrues de la Police grand-ducale (2025-2026) | Question **3865** (31/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des informations récentes, la Police grand-ducale a enregistré un total de 649 inscriptions dans le cadre de sa campagne de recrutement pour l'année 2025-2026. Ce recrutement porte sur 200 postes de fonctionnaires-stagiaires dans les groupes de traitement B1 et C1, ainsi qu'un certain nombre de postes dans le groupe de traitement A1.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Comment les 200 fonctionnaires-stagiaires recrutés dans le cadre de la campagne 2025-2026 seront-ils répartis entre les différents domaines d'affectation ?

– Parmi les nouvelles recrues, combien seront affectées à la lutte contre la criminalité grave (crimes) et combien à la lutte contre la délinquance (délits) ?

– Combien de personnes seront affectées à des missions relevant de la prévention ?

– Parmi les nouveaux fonctionnaires-stagiaires, combien seront affectés à des missions de contrôle et de régulation du trafic routier ?

Réponse (27/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Des effectifs en nombre suffisant constituent l'un des trois piliers d'une police moderne. La politique de recrutement massif et continu menée par le Gouvernement actuel a permis de renforcer considérablement l'effectif de la Police grand-ducale, les chiffres en témoignent.

Au 1er janvier 2026, le corps de la police comptait 3.383 membres, dont 2.592 policiers. Avec l'assermentation de 144 policiers le 20 avril 2026 et le début de la formation des nouveaux candidats le 4 mai 2026, la police compte désormais quelque 3.600 membres, stagiaires-fonctionnaires inclus. Ainsi, l'effectif total de la police est passé de près de 3.100 à près de 3.600 entre novembre 2023 et aujourd'hui. Au cours de la même période, l'effectif total du Service de police judiciaire est passé de 460 à 650. Le recrutement renforcé de 200 candidats par an sera poursuivi.

Je note également avec une grande satisfaction le succès qu'a connu la campagne de recrutement 2025-2026, avec plus de 600 candidatures.

Les nouvelles recrues – 190 pour les groupes de traitement C1 et B1 et 3 pour le groupe de traitement A1 – suivront leurs formations professionnelles d'une durée de deux ans, respectivement à l'École de police au Luxembourg (C1 et B1) et à l'École nationale supérieure de la police française à Saint-Cyr-au Mont-d'Or (A1).

Elles rejoindront définitivement les rangs de la police en 2028, après avoir suivi avec succès leurs formations. C'est à ce moment-là que seront déterminées leurs entités d'attache. En attendant, elles suivent toutes les formations de base générales dans leurs carrières respectives, sans distinction d'unité.

Pour les carrières C1 et B1 spécifiquement, la deuxième année de formation est composée d'un stage pratique qui se déroulera pour chaque fonctionnaire-stagiaire aussi bien dans un ou plusieurs commissariats qu'auprès du Service de police judiciaire.

Application du principe du « pollueur-payeur » dans le contexte du traitement des eaux usées | Question **3866** (31/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La révision de la directive relative au traitement des eaux usées, entrée en vigueur en 2025 et devant être transposée en droit national d'ici juillet 2027, vise entre autres à renforcer le principe du « pollueur-payeur », en prévoyant que les secteurs à l'origine de micropolluants, en particulier les industries pharmaceutique et cosmétique, contribuent financièrement aux coûts liés à leur élimination. Cette évolution est d'autant plus essentielle que la mise en place d'une quatrième étape de traitement dans les stations d'épuration représente un investissement particulièrement élevé.

Or, des inquiétudes se font jour quant à une possible remise en cause de ces avancées. En mai 2025, plusieurs organisations représentant des opérateurs des services d'eau potable et d'assainissement, des services publics locaux, des autorités locales et régionales, des organisations de la société civile, les partenaires sociaux ainsi que des fournisseurs de technologies du secteur de l'eau, ont adressé une lettre commune à la Présidente de la Commission européenne, afin d'alerter sur des pressions visant à rouvrir la directive et à en affaiblir les dispositions. Elles appellent en particulier à préserver pleinement le mécanisme de responsabilité élargie des producteurs et à s'opposer à toute tentative de révision ou d'affaiblissement de ce dispositif central, que ce soit dans le cadre d'éventuelles initiatives futures de « simplification » ou d'autres instruments législatifs. De telles évolutions risqueraient de compromettre une mise en œuvre efficace, équitable et rapide de la directive.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à une éventuelle réouverture de la directive précitée au niveau européen, notamment au regard des risques d'affaiblissement du principe du « pollueur-payeur » et de report des délais ?

2) Quelles initiatives Monsieur le Ministre soutient-il ou envisage-t-il au niveau européen et national afin de garantir le maintien et la pleine mise en œuvre du principe du « pollueur-payeur » dans le cadre de cette directive ?

3) Dans quelle mesure Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'application du principe du « pollueur-payeur » devrait être étendue à d'autres secteurs contribuant à la pollution des eaux ? Quels secteurs sont les plus pertinents à cet égard ?

Réponse (13/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement soutient la position de la Commission européenne de s'opposer à une réouverture de la directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.

ad 2) Le principe du « pollueur-payeur » est ancré dans la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, laquelle a été transposée en droit national par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur. Ce principe s'appliquera également aux exigences découlant de la directive (UE) 2024/3019 mentionnée ci-dessus.

ad 3) Le principe du « pollueur-payeur » poursuit une approche de responsabilité élargie des producteurs, telle qu'elle est retenue dans la nouvelle directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (directive (UE) 2024/3019) dans le domaine d'élimination de micropolluants. Ce principe est également appliqué lors de la construction de nouvelles stations d'épuration communales afin de distinguer les parts des coûts éligibles pour un subventionnement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau de celles imputables exclusivement à des activités commerciales, dont la participation financière incombe aux industries concernées. Cette méthodologie s'applique à l'ensemble des rejets d'eaux usées non domestiques

[19] Groupe interministériel « PFAS » – 1er rapport portant sur les travaux réalisés en 2024-2026 (https://environnement.public.lu/fr/publications/eaux/pfas-2026.html).

[20] Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

issus d'une activité commerciale, pour autant que ces rejets soient dûment autorisés.

Impact d'une pénurie de kérosène sur le transport aérien luxembourgeois | Question **3867** (31/03/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La guerre au Moyen-Orient continue de perturber les flux énergétiques mondiaux. Selon l'Association du transport aérien international (IATA), 25 à 30 % du jet fuel européen provient du Golfe Persique ; le retrait soudain des capacités de transport pétrolier a provoqué une hausse brutale des prix, sur fond d'inquiétudes croissantes de pénuries physiques. Un fournisseur majeur de données énergétiques indique une chute de 90 % des expéditions de jet fuel, les voix du secteur aérien alertant sur un risque de pénurie en Europe mi-avril, si la situation persiste, particulièrement avec la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est l'état actuel des réserves de kérosène au Luxembourg ?

– Quelles mesures Luxair met-elle en œuvre pour se préparer à une aggravation éventuelle de la pénurie de kérosène ?

– Le Luxembourg peut-il mobiliser ses réserves stratégiques de kérosène OTAN/CEPS pour Luxair en cas de pénurie civile, et sous quelles conditions ?

– Le Gouvernement a-t-il évalué les risques spécifiques pour Luxair en termes d'opérations, rentabilité et connectivité du Luxembourg ?

– Quelles sont les projections d'impact sur les routes aériennes de Luxair et des plans de contingence existent-ils pour maintenir les liaisons essentielles ?

Réponse (16/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député s'enquiert sur l'état actuel des réserves de kérosène au Luxembourg.

Ces questions appellent utilement une réponse regroupée, car elles portent toutes sur les conséquences opérationnelles, économiques et de continuité de service d'une même situation de tension sur l'approvisionnement en kérosène au départ de l'Aéroport de Luxembourg. Une réponse limitée à Luxair seule serait incomplète, dès lors que les contraintes en cause affectent plus largement l'approvisionnement du Findel, les capacités de stockage disponibles, le fonctionnement de la « fuel farm » ainsi que les conditions d'exploitation de l'ensemble des opérateurs, notamment Luxair, Cargolux et les compagnies aériennes tierces.

L'Aéroport de Luxembourg dispose actuellement d'un dépôt de carburant dont la capacité maximale exploitable s'élève à 6.900 m^3. Ce volume représente une réserve correspondant à environ trois jours de consommation moyenne. Le stock varie actuellement tous les jours, en fonction des volumes arrivant et sortant des dépôts. Des limitations de volumes ont été imposées par l'OTAN, propriétaire du pipeline du réseau, dans le contexte actuel de priorité militaire.

Il convient à cet égard de rappeler que le carburant acheminé par le pipeline du Central European Pipeline System (CEPS) et stocké au Luxembourg dans les installations exploitées par Luxfuel, n'est ni la propriété de l'OTAN, ni celle de Luxfuel, mais celle des compagnies aériennes qui l'acquièrent auprès des sociétés pétrolières.

Le CEPS est un réseau de pipeline appartenant à l'OTAN qui figure comme prestataire de service pour le transport du kérosène. Luxfuel intervient comme prestataire de services pour la réception du carburant, son stockage, sa distribution et l'avitaillement des aéronefs.

Avec la mise en service de la nouvelle « fuel farm », prévue à l'horizon mi-2028, la capacité totale de stockage sera portée à 30.000 m^3, répartis sur six réservoirs de 5.000 m^3.

En ce qui concerne plus particulièrement Luxair, la compagnie aérienne indique disposer, pour 2026, d'une couverture carburant substantielle dans le cadre de sa politique de « hedging », ce qui limite son exposition immédiate à la hausse actuelle des prix. Cette couverture atténue l'impact financier à court terme, même si des hausses de coûts restent possibles à l'avenir. À ce stade, la compagnie n'anticipe toutefois pas d'impact notable sur la connectivité du Luxembourg.

Sur le plan opérationnel, l'ensemble des opérateurs au Findel, qu'il s'agisse de Luxair, de Cargolux ou des compagnies aériennes tierces, sont confrontés aux mêmes contraintes générales d'approvisionnement. Certaines mesures, comme le « tankering-in » et le ravitaillement en camion, restent limitées dans leur portée et dans leur mise en œuvre, en raison des contraintes opérationnelles propres aux différents types d'exploitation, aux appareils utilisés, aux limitations de masse, à la disponibilité du carburant dans certaines escales extérieures ainsi qu'aux capacités disponibles en matière de transport routier et de déchargement au Findel.

Dans ces conditions, les risques pour les opérations, la rentabilité et la connectivité doivent être appréciés dans un contexte plus large, à la fois européen et mondial, prenant en compte les effets de la crise sur les flux d'approvisionnement, les prix et la disponibilité du kérosène. Pour les opérateurs au Findel, et notamment pour Luxair qui réalise environ 50 % de ses avitaillements dans les escales extérieures, l'exposition ne dépend donc pas uniquement de la situation à Luxembourg, mais également de l'évolution des conditions d'approvisionnement dans l'ensemble du réseau.

Il convient néanmoins de souligner que les ramifications de la crise restent en développement constant et pourraient, si elles devaient se prolonger ou s'intensifier, accroître progressivement la pression sur les coûts d'exploitation, réduire les marges de flexibilité opérationnelle et affecter plus sensiblement, à terme, la robustesse des programmes de vols.

Projet de liaison ferroviaire rapide Luxembourg–Bruxelles | Question **3868** (31/03/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Lors du récent sommet de la Gaichel du 23 mars 2026, les Premiers ministres luxembourgeois et belge ont réaffirmé que le projet de liaison ferroviaire « rapide » entre Luxembourg et Bruxelles restait une priorité stratégique, avec un objectif de temps de trajet d'environ deux heures à l'horizon 2030. Toutefois, la communication publique semble s'être limitée à des déclarations d'intention générales, sans détail sur les mesures concrètes d'infrastructure et de politique de mobilité à mettre en œuvre au Luxembourg pour atteindre cet objectif ambitieux dans les délais annoncés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles décisions concrètes en matière d'infrastructures ferroviaires sur le territoire luxembourgeois ont été arrêtées lors du dernier sommet de la Gaichel pour permettre une liaison Luxembourg–Bruxelles en environ deux heures ?

2) Quels engagements précis le Gouvernement luxembourgeois a-t-il pris vis-à-vis de la Belgique concernant le calendrier, le financement et la mise en œuvre des adaptations nécessaires au Luxembourg ?

3) Le Gouvernement considère-t-il le délai 2030 comme réaliste au vu des procédures luxembourgeoises, et quels risques majeurs pourraient compromettre cet objectif ?

4) En quoi, l'engagement pris par le Gouvernement lors du Gaichel XIII pour réduire le temps de trajet entre Luxembourg et Bruxelles diffère-t-il de ceux formulés dans les lettres d'intention relatives au renforcement de la coopération ferroviaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signées en 2023 et 2025 ?

Réponse (30/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Aucune décision concrète n'a dû être arrêtée du côté luxembourgeois lors du dernier sommet de la Gäichel pour permettre une liaison Luxembourg–Bruxelles en deux heures et cinq minutes. En effet, en ce qui concerne les infrastructures ferroviaires sur le territoire luxembourgeois, les travaux sont achevés depuis plusieurs années. À titre de rappel, dans le cadre du projet EuroCap Rail, de nouveaux postes directeurs ont été mis en place en novembre 2014 et le système ETCS (European Train Control System) a été déployé lors de la phase 1 du projet. Par ailleurs, les caténaires en 3 kV courant continu ont été remplacées par des caténaires 25 kV en courant alternatif dans le cadre de la phase 2 qui a pu être clôturée en septembre 2018. Dans l'attente de l'achèvement des travaux du côté belge, le Luxembourg poursuit l'entretien de la ligne conformément aux règles de l'art.

ad 2) Le Luxembourg poursuit la mise en œuvre de ses projets d'infrastructure ferroviaire, en vue de renforcer la robustesse de l'horaire actuel et à venir. Ces projets comprennent notamment la suppression de plusieurs passages à niveau, afin d'améliorer la qualité et la fiabilité de la desserte future de la ligne. Parmi ces projets, il convient également de souligner la réalisation du pôle de mobilité de Hollerich. Ce projet structurant a récemment été approuvé par le Conseil de Gouvernement et a été déposé auprès de la Chambre des Députés. Il permettra d'assurer l'interconnexion entre la ligne ferroviaire en provenance de la Belgique et les lignes de tramway, y compris le tram rapide. De plus, il contribuera à éviter la surcharge de la gare centrale. Le démarrage des travaux est prévu pour le mois d'avril de l'année prochaine, tandis que l'achèvement du projet est envisagé pour la fin de l'année 2034. Par ailleurs, le Luxembourg a soutenu la demande de subvention européenne (CEF – Connecting Europe Facility) introduite par la Belgique auprès de l'Union européenne pour soutenir financièrement les travaux sur la ligne Bruxelles–Luxembourg.

ad 3) La Belgique envisage une fin des travaux entre Arlon-frontière et Bruxelles en 2030 mais cette date demeure conditionnée à des mesures d'accélération des chantiers en cours côté belge. En conséquence,

ladite échéance n'est pas affectée par les procédures en vigueur au Luxembourg.

ad 4) Les lettres d'intention relatives au renforcement de la coopération ferroviaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg viennent compléter les engagements antérieurs, en ajoutant notamment la mise en service d'une liaison ferroviaire directe entre Luxembourg et Libramont, sans rupture de charge en gare d'Arlon et en utilisant notamment des automotrices modernes du type « Coradia » des CFL. Un ajout supplémentaire est l'extension progressive, d'ici 2027, du parking d'accueil P&R situé à Habay-la-Neuve, afin d'en porter la capacité à 200 places.

Sécurité des femmes dans l'espace public et les transports | Question **3869** (31/03/2026) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Au Royaume-Uni, le Gouvernement a récemment annoncé que les autorités locales recevront des lignes directrices spécifiques visant à concevoir des rues plus sûres pour les femmes et les filles. Cette initiative découle de la prise de conscience croissante que l'aménagement, l'éclairage et l'accessibilité des espaces publics influencent fortement le sentiment de sécurité des femmes ainsi que leur utilisation des transports publics, notamment en soirée.

Étant donné que l'expérience de la mobilité diffère souvent entre les femmes et les hommes, il semble essentiel d'intégrer des considérations liées au genre et à la sécurité dans la planification urbaine et la conception des réseaux de transport.

Le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes prévoit, sous la priorité 3, la mesure 37 visant à promouvoir l'égalité des genres dans le domaine du transport, notamment par des campagnes de sensibilisation, la formation du personnel des transports publics et des ateliers sur la mobilité inclusive, ainsi que la mesure 38 visant à intégrer la dimension du genre dans la planification, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des infrastructures, notamment via un groupe de travail sur l'accessibilité et le design inclusif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Existe-t-il des données ou des études sur les pratiques de mobilité douce des femmes et des filles au Luxembourg ?

2) Des mesures similaires à celles prévues en Angleterre (par exemple, un meilleur éclairage, des arrêts sur demande dans les transports publics, l'évitement des tronçons isolés) sont-elles prévues ou en cours de mise en œuvre au Luxembourg ?

3) Où en est la mise en œuvre concrète de la mesure 37 (campagnes de sensibilisation, formations du personnel, ateliers sur la mobilité inclusive) et quel calendrier le ministère prévoit-il pour les prochaines étapes ?

4) Le groupe de travail prévu par la mesure 38 a-t-il été mis en place et, dans l'affirmative, quelles actions ou recommandations ont déjà été formulées, en particulier concernant l'adaptation des infrastructures aux besoins spécifiques des femmes et l'amélioration de l'éclairage et de la signalisation dans les zones sensibles ?

5) Comment les principes des mesures 37 et 38 sont-ils intégrés dans la planification et la révision des projets d'infrastructures de transport (gares, arrêts, pôles d'échange, pistes cyclables, cheminements piétons) ?

6) Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics envisage-t-il d'élaborer, en coopération avec le Ministère de l'Égalité entre les genres et de la Diversité (MEGA) et les communes, des lignes directrices ou un guide pratique à destination des autorités locales et des gestionnaires d'infrastructures pour traduire ces mesures en critères concrets de conception, y compris pour améliorer la sécurité des femmes et des filles dans l'espace public et les transports ?

Réponse (30/04/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Oui, en effet les enquêtes et sondages effectués par le MMTP collectent les informations selon le genre.

Ainsi, selon un sondage représentatif réalisé en 2023, les femmes adultes utilisent moins fréquemment le vélo dans leurs déplacements quotidiens avec 36 %, contre 54 % pour les hommes. Par ailleurs, concernant les conditions susceptibles d'encourager une pratique plus régulière, les femmes accordent davantage d'importance à la présence d'infrastructures cyclables lisibles et physiquement séparées des autres flux de transport.

En matière de sécurité, les résultats des enquêtes de satisfaction menées par les CFL dans les gares en 2024 et 2025 montrent également un écart notable entre les sexes. Le sentiment d'insécurité par exemple y est plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Enfin, la prochaine itération de l'enquête de mobilité Luxmobil 2025 a été optimisée pour une analyse plus différenciée selon le genre. Cette approche permet de mieux comprendre les besoins spécifiques et de mettre en place des politiques de mobilité plus ciblées, au bénéfice du plus grand nombre.

ad 2) Le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes (PAN Egalité) présenté en mars 2025 est actuellement en cours de mise en œuvre sous l'égide du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) en collaboration avec d'autres ministères concernés, dont le Ministère de la Mobilité et des Transports publics (MMTP) pour en particulier les mesures n° 37 « Promouvoir l'égalité des genres dans le domaine du transport » et 38 « Intégrer la dimension du genre dans la planification, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des infrastructures ».

Une fois les premiers résultats disponibles, notamment en ce qui concerne le calendrier de mise en œuvre ainsi que les actions à envisager, le ministère en communiquera les détails en temps utile.

ad 3) Des échanges entre le MMTP et le MEGA sont en cours pour décliner en détail les actions prévues dans le cadre de la mesure 37 du PAN Égalité (voir question 2).

Afin de garantir une réalisation holistique des différentes mesures du MMTP dans les trois plans d'action nationaux et de promouvoir une approche transversale, il a été convenu d'aborder la mesure 37 du PAN Égalité avec la mesure 6.7 du PAN pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ et la mesure 2.7 du PAN Violences fondées sur le genre.

Dans ce contexte, le MEGA prévoit en mai 2026 une campagne sur la violence fondée sur le genre, qui inclut la sensibilisation à l'égalité des genres et au respect mutuel dans les transports en commun ; celle-ci sera diffusée entre autres par les différents moyens du MMTP (panneaux, écrans...). Concernant la formation du personnel (conducteurs, contrôleurs, agents de sécurité), il a été décidé de sensibiliser le personnel aux formations existantes traitant des questions de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre les discriminations liées au genre.

Ainsi, auprès des CFL des campagnes de sensibilisation « externes » sont accompagnées de campagnes et de formations internes en matière de respect de la diversité, de la lutte contre le harcèlement et les discriminations – destinées à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs.

Ces actions s'inscrivent dans les engagements pris par le groupe CFL dans le cadre de la Charte de la diversité Lëtzebuerg, du label Actions positives et de l'accord européen Women in Rail, ainsi que dans les politiques et procédures internes (Politique de prévention du harcèlement, de la violence et de la discrimination au travail, Politique égalité femmes-hommes, Plan d'action Women@CFL qui couvre les piliers suivants : recrutement, évolution professionnelle, conciliation vie privée - vie professionnelle, les équipements de protection individuelle (EPI) et les installations sanitaires ainsi que la prévention du harcèlement sexuel et du sexisme, etc.).

Parmi les actions développées en 2024 et 2025 l'on compte une nouvelle campagne de sensibilisation #RESPECT qui vise à prévenir les discriminations, le harcèlement moral, le harcèlement sexuel et le sexisme en interne, qui comprend des ateliers de sensibilisation lors du Safety Day ; des supports visuels avec le slogan « Mir passen op » (notamment des posters qui ont été affichés dans l'ensemble du Groupe) ; des vidéos thématisant la discrimination, le harcèlement moral, le harcèlement sexuel, le sexisme, etc.

Des formations spécifiques (sur le harcèlement) pour le personnel RH opérationnel de terrain ont également été mises en œuvre. Ces thématiques sont également abordées dans le cadre du réseau de femmes CFL, les Rooftop-talks. Le Groupe CFL entend renforcer ces formations par le développement d'un concept de formation spécifique sur ces questions.

Les actions listées font écho aux observations transmises par la clientèle dans le cadre de l'enquête de satisfaction réalisée annuellement (qui interroge notamment les clientes et les clients sur leur perception du niveau de sûreté dans les trains et dans les gares) et du personnel CFL dans le cadre des « Constats Incident Sûreté » (qui permettent de dégager des statistiques sur les cas d'agressions : agressions physiques, verbales, harcèlement, etc.).

La campagne « Empow(her)ing Journey », lancée en novembre 2024, vient compléter ces actions, en visant à transformer l'image masculine du secteur, à repenser les carrières au-delà des stéréotypes et à démontrer l'importance de la diversité et de l'inclusion aux CFL et au delà.

Par ailleurs, les CFL ont organisé, le 5 mars 2026, la conférence « Empow(her)ing Journey Summit », première édition dédiée à la promotion de l'égalité femmes-hommes en entreprise au Luxembourg, dans le cadre de la démarche Women@CFL.

ad 4) Un comité traitant plus particulièrement des questions d'infrastructure de mobilité dans le contexte du genre a déjà siégé depuis la présentation du PAN Égalité et des réflexions sont en cours visant à dégager plus de nuances au niveau des données et aussi à déterminer comment pérenniser une prise en compte du genre dans les processus de planification. Une fois les premiers résultats disponibles, notamment en ce qui concerne le calendrier de mise en

œuvre ainsi que les actions à envisager, le ministère en communiquera les détails en temps utile.

ad 5) Pour ce qui est de la planification au niveau du MMTP, une attention particulière est apportée à ce sujet, non seulement d'un point de vue théorique, mais aussi par le recrutement renforcé de planificatrices. Ainsi, sur les 4 dernières personnes recrutées par le Service de la planification de la mobilité du MMTP, 3 sont des femmes.

Une piste supplémentaire à explorer est la réalisation d'audits genre de certains pôles de mobilité existants : procéder, en vue de la mise en œuvre de corrections et d'améliorations pratiques, à un diagnostic systématique intégrant les critères de sécurité perçue, d'éclairage, de lisibilité de l'information, d'accessibilité avec poussette/charge, de présence de sanitaires et d'espaces d'attente couverts et surveillés.

Ainsi, l'approche genre devrait être intégrée dans le cahier des charges des nouveaux pôles d'échange. Les futurs projets pourraient inclure des critères genrés obligatoires dans les spécifications techniques, avec avis d'une expertise genre lors des phases de conception.

ad 6) Le MEGA et le MMTP se concertent actuellement (voir question 2). Compte tenu de la complexité du sujet, la sensibilisation parmi les acteurs concernés (gestionnaires d'infrastructures au sens large, sur le plan étatique, communal et privé) est à ce stade prioritaire, alors que la production de lignes directrices ou de guides pratiques requiert de d'abord compléter une phase d'analyse. Le MMTP est également en contact avec des acteurs étrangers œuvrant en ce sens et pouvant partant fournir des enseignements utiles. Il est à ce stade toutefois déjà clair que l'intégration de la dimension du genre dépasse largement le périmètre de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs.

Panne du système de paiement électronique au Luxembourg | Question **3870** (01/04/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

No rezente Meedieninformatiounen ass et e Méindeg Nomëtteg zu Lëtzebuerg zu enger temporärer Stéierung am elektronesche Bezuelverkéier komm, mat der Konsequenz, datt op verschiddene Plazen zäitlech begrenzt keng Bezuelunge mat Bankkaarte méi méiglech waren. Bis ewell schéngt déi genee Ursaach vun dësem Tëschefall nach net opgeklärt ze sinn. An enger Zäit, an där elektronesch Bezuelmëttel am Alldag vu Biergerinnen a Bierger wéi och am wirtschaftleche Liewen eng ëmmer méi grouss Bedeitung hunn, werft esou eng Stéierung legitimm Froen no der Zouverlässegkeet, der Stabilitéit an der Resilienz vun de concernéierte Systemer op.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Finanzminister an un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Ass der Regierung de genauen Ursprong vun dëser Stéierung mëttlerweil bekannt?

2. Wéi eng Bezuelsystemer a wéi eng Zorte vu Kaartentransaktioune ware konkreet vun dësem Ausfall betraff?

3. Wéi vill Zäit huet d'Stéierung effektiv gedauert, a wéi vill Geschäftsplaze waren dovu betraff?

4. Gouf et am Kader vun dësem Tëschefall Nout- oder Backup-Prozeduren, fir d'Kontinuitéit vum Bezuelverkéier ze garantéieren?

5. Sinn zousätzlech Mesurë geplangt, fir d'Risike vun esou Ausfäll an Zukunft ze reduzéieren an d'Versuergungssécherheet am Bezuelverkéier ze stäerken?

Réponse (30/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) huet dem Finanzministère op Nofro matgedeelt, datt den Tëschefall op eng intern Stéierung an der technescher Infrastruktur vun engem Bezueldéngschtleeschter zeréckzeféieren ass.

Déi concernéiert Entitéit huet den Tëschefall der CSSF gemellt, gemiess de Prozedure vun dem EU-Reglement iwwert déi digital operationell Resilienz am Finanzsecteur (DORA).

ad 2. Vun der Stéierung betraff waren haaptsächlech physesch Bezuelterminaler vum Typ EP2.

Déi betraffen Transaktioune waren ausschliisslech Kaartebezuelungen iwwer dës EP2-Terminaler. D'Transaktiounen am Online-Handel waren net betraff.

ad 3. D'Stéierung huet manner wéi eng dräi Véierelsstonn gedauert an huet Geschäftsplazen, déi mat den uewe genannten Terminaler equipéiert sinn, zu Lëtzebuerg souwéi a verschiddenen aneren europäesche Länner betraff.

ad 4. Laut den Informatiounen, déi dem Finanzministère matgedeelt goufen, ware Backup-Prozeduren ëmgesat ginn, ouni datt de Contingency-Plang vun der Entitéit huet missen ausgeléist ginn.

ad 5. D'CSSF iwwerwaacht d'Ëmsetzung vum Aktiounsplang, deen d'Entitéit opgestallt huet, fir esou Stéierungen ze verhënneren.

Projet immobilier « Kiem 2050 » | Question **3872** (01/04/2026) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Un article de presse récent du « Luxemburger Wort » fait état d'une opération d'envergure réalisée par le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (Fonds Kirchberg), portant sur le projet immobilier « Kiem 2050 ».

Selon cet article, le Fonds Kirchberg se serait engagé à acquérir, pour un montant maximal de 118 millions d'euros, les logements abordables non vendus de ce projet développé en partenariat avec des acteurs privés. Cette décision aurait pour effet de faire du fonds l'acquéreur de dernier ressort, assumant ainsi une part importante du risque financier lié à la commercialisation du projet.

Par ailleurs, cette opération interviendrait dans un contexte où la ligne de crédit garantie par l'État en faveur du fonds a été portée de 9,9 à 100 millions d'euros, sans que ce projet spécifique ne soit explicitement mentionné dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à cette extension. Selon les informations rapportées, le fonds disposait par ailleurs de liquidités importantes, initialement destinées à d'autres projets d'infrastructure, notamment le développement du Kuebebierg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils préciser s'ils avaient connaissance, en amont, de cet engagement financier ? Dans l'affirmative, pourquoi celui-ci n'a pas été explicitement mentionné lors des discussions parlementaires relatives à l'extension de la ligne de crédit ?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils que cette intervention est conforme aux missions du Fonds Kirchberg ainsi qu'aux principes de bonne gestion des finances publiques et de maîtrise des risques ? Considèrent-ils que le montant maximal de 118 millions d'euros pour l'acquisition de 124 logements correspond à un niveau de prix approprié, notamment au regard de l'objectif de logement abordable ? Pour quelles raisons l'État n'a-t-il pas envisagé d'acquérir ces logements, plutôt que de laisser le Fonds Kirchberg assumer ce rôle ?

3) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir des précisions quant aux conditions financières liées au terrain concerné racheté par le fonds dans le cadre de cette opération ? Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils que le prix du terrain fixé dans le cadre de ce projet est opportun, au regard du fait que le risque de commercialisation des logements est assumé par le Fonds Kirchberg ?

Réponse (05/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Fonds Kirchberg dispose d'une personnalité juridique propre, distincte de l'État, et il est autonome financièrement. Contrairement à d'autres acteurs publics actifs dans la réalisation de logements, le FUAK ne dispose pas d'une dotation de l'État. De telles transactions sont donc systématiquement approuvées par le bureau et, surtout, par le conseil d'administration du fonds. Le FUAK n'est pas soumis à une approbation d'un ministère ou du Conseil de Gouvernement, mais du conseil d'administraion.

Par ailleurs, il n'existe aucun lien direct entre le projet de loi et le projet immobilier concerné. Selon les informations fournis par le FUAK, le projet Kiem 2050 peut être financé sur les fonds propres du Fonds Kirchberg.

Le rehaussement de la ligne de crédit correspond en réalité à une actualisation du plafond initial prévu dans la loi organique du Fonds Kirchberg, fixé à 400 millions de francs luxembourgeois en 1965 et jamais révisé depuis. Compte tenu des projets de très grande envergure que le FUAK mène actuellement et entend développer dans les années à venir (Kuebebierg, Laangfur, Kennedy South A et B, Midfield) – les besoins de financement sont aujourd'hui nettement supérieurs à ceux du passé. Il est à souligner qu'une adaptation indiciaire par rapport au coût de la construction de 1965 aurait même amené une extension de la ligne de crédit à plus de 165 millions d'euros.

ad 2) Le FUAK a fourni les informations suivantes : « Cette intervention est conforme aux missions du Fonds Kirchberg, et plus particulièrement à l'urbanisation et l'aménagement. Les travaux préparatoires de la loi organique du Fonds Kirchberg en 1961 mentionnaient déjà la création de logements au Kirchberg comme l'un des trois motifs principaux justifiant la création du Fonds Kirchberg.

Il n'a pas sous sa responsabilité de l'argent du contribuable, mais de l'argent provenant des plus-values obtenues de la viabilisation des terrains dont il a la charge. Cet argent est géré selon un plan budgétaire pluriannuel, mis à jour tous les ans et audité par des auditeurs privés et par la Cour des comptes. Ce plan pluriannuel prend en compte une chronologie liée aux différentes phases de développement et d'exploitation des projets du Fonds Kirchberg, permettant

d'avoir des recettes et des dépenses balancées, toujours au bénéfice du fonds sur le long terme, et prenant en compte tous les projets et actifs gérés par le Fonds Kirchberg. Le projet de Kiem 2050 s'insère comme un projet parmi d'autres dans ce large dispositif permettant d'appréhender l'ensemble des risques financiers du Fonds Kirchberg.

Les logements achetés en VEFA par le Fonds Kirchberg sont destinés à la vente et donc à une rentrée d'argent future équivalente à l'investissement. Par mesure de précaution, le Fonds Kirchberg avait aussi effectué deux études pour le cas où le niveau de vente espéré ne serait pas atteint. La conservation de la propriété des appartements et leur mise en location par le Fonds Kirchberg permettent aussi que le projet reste rentable.

Le niveau de prix de l'acquisition des appartements a été considéré comme approprié par le Bureau et le conseil d'administration du FUAK.

Il est ici question de logements "abordables" au sens du programme du Fonds Kirchberg, lancé en 2014-2015, dans le cadre duquel la vente n'est pas soumise à des conditions de revenus pour les acquéreurs. De plus, le niveau de prix reflète les coûts de construction d'un projet à haute valeur architecturale, constructive et environnementale telle que définie dès le début du projet.

Les appartements sont volontairement grands pour permettre aux familles de revenir s'installer en ville.

L'objectif de cet investissement est temporaire. La volonté est de répondre à la constatation actuelle du marché immobilier résidentiel au Luxembourg qu'il faut construire pour vendre et non vendre pour construire. »

Le promoteur n'a pas présenté le projet à l'État.

ad 3) Le FUAK a transmis les informations suivantes : « Le prix du terrain du projet Kiem 2050 résulte d'une mise en concurrence dans le cadre du concours lancé en 2019, conformément aux obligations légales applicables au Fonds Kirchberg. Le Fonds Kirchberg revend les droits d'emphytéose, correspondant à la quote-part terrain, au même prix que celui de leur acquisition, dans l'objectif de réaliser une opération blanche.

Le prix de rachat par le fonds est établi conformément aux conditions de revente définies en 2023 entre les parties en vue de la commercialisation auprès des acquéreurs par culiers. »

Révision des droits des passagers aériens | Question **3874** (01/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En date du 21 janvier 2026, le Parlement européen a adopté, à une très large majorité, une position sur la révision des droits des passagers aériens, visant notamment à préserver les acquis existants. Parmi ceux-ci figurent le maintien du seuil d'indemnisation en cas de retard à partir de trois heures ainsi que la gratuité du bagage en cabine.

Cette position s'oppose à celle du Conseil de l'Union européenne, qui propose de relever le seuil d'indemnisation à quatre heures, privant ainsi environ 60 % des passagers de toute possibilité de recours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Alors que s'ouvre la période de conciliation entre le Parlement et le Conseil de l'UE sur ce projet de règlement, est-ce que les membres du Gouvernement entendent suivre le Parlement européen, ou entendent-ils confirmer la position du Conseil, tendant à affaiblir la position des passagers aériens ?

Réponse (04/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

L'honorable Député s'enquiert de la position du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de la révision du règlement (CE) n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers aériens, alors que la phase de conciliation entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne s'est ouverte.

Au Luxembourg, la mise en œuvre et le contrôle du respect des droits des passagers aériens sont assurés par la Direction de la protection des consommateurs, qui agit en qualité d'organisme national de contrôle (« National Enforcement Body – NEB »). À ce titre, elle traite les plaintes individuelles des passagères et passagers qui n'ont pas eu satisfaction auprès de la compagnie aérienne à la suite de retards, annulations ou de refus d'embarquement sur des vols au départ du Luxembourg. Contrairement à la situation existant dans certains États membres, les passagères et passagers peuvent ainsi saisir une autorité publique qui tranche leur litige avec la compagnie aérienne et fait valoir leurs droits. Des informations pratiques sont disponibles sur les sites www.guichet.lu et www.passagers.lu.

Le Gouvernement attache une importance particulière au renforcement des droits des passagères et passagers qui contribuent à maintenir et à développer des services de transport accessibles et de qualité. Une réglementation claire facilite tant son application par les autorités compétentes que sa mise en œuvre par les compagnies aériennes. À cet égard, la proposition de révision du règlement comporte plusieurs précisions susceptibles de renforcer concrètement les droits des passagers, notamment en matière d'assistance, de prise en charge et d'information.

S'agissant plus spécifiquement de l'indemnisation forfaitaire en cas de retard ou d'annulation, il convient de rappeler que celle-ci n'est due que lorsque l'incident est imputable à la compagnie aérienne. L'expérience du NEB luxembourgeois montre que la majorité des retards et annulations constatés résultent de circonstances externes, telles que des conditions météorologiques défavorables ou des contraintes liées à la gestion du trafic aérien, qui ne peuvent être reprochées aux transporteurs. En 2025 et au début de l'année 2026 (situation arrêtée au 7 avril 2026), sur 856 plaintes clôturées, une indemnisation a été accordée dans 21 dossiers, soit environ 2,5 % des cas.

Indépendamment de l'existence ou non d'un droit à indemnisation, les compagnies aériennes restent tenues de respecter leurs obligations d'assistance et de prise en charge, notamment en proposant le remboursement du billet ou un réacheminement approprié, ainsi qu'un accompagnement des passagères et passagers jusqu'à la résolution de la situation.

Dans cette optique, et dans la mesure où les règles actuelles relatives à l'indemnisation en cas de retard de plus de trois heures à l'arrivée ou d'annulation imputable à la compagnie aérienne sont désormais bien ancrées dans la pratique des autorités compétentes et des transporteurs, le Gouvernement soutient le maintien de ce principe.

En contrepartie, il est favorable à une précision accrue, dans le texte révisé, des circonstances permettant aux compagnies aériennes de s'exonérer de leur responsabilité, afin de garantir une application homogène et juridiquement sécurisée au niveau de l'Union européenne.

Implantation d'un centre de données Google à Bissen | Question **3875** (01/04/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Dans le cadre d'une récente interview diffusée sur RTL, le directeur général de LuxConnect a évoqué les retombées potentielles qu'une éventuelle implantation d'un centre de données Google à Bissen pourrait engendrer dans les domaines technologiques, de la recherche et du développement.

Il a mis en avant des synergies envisageables avec les initiatives nationales existantes, parmi lesquelles le supercalculateur géré par LuxProvide, le projet d'AI Factory en cours de déploiement et les travaux autour de l'informatique quantique. Par ailleurs, il a souligné que LuxConnect entretient d'ores et déjà une relation très étroite avec Google.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le directeur général de LuxConnect a fait référence à une relation « très étroite » entre LuxConnect et Google. Les ministres peuvent-ils préciser la nature concrète de la collaboration actuelle ?

2) Dans l'hypothèse où Google venait à s'établir au Luxembourg, des synergies concrètes sont-elles déjà envisagées entre un futur centre de données et LuxProvide, l'AI Factory ou les projets d'informatique quantique ? Le cas échéant, ces synergies font-elles l'objet d'une planification active assortie d'indicateurs de succès, ou constituent-elles à ce stade de simples pistes de réflexion ?

3) Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il évalué les risques liés à une dépendance accrue envers un opérateur américain de cette envergure, notamment dans l'hypothèse où des synergies viendraient effectivement à se mettre en place ? Plus particulièrement, quelle stratégie de résilience est prévue dans un contexte géopolitique où des sanctions économiques ou des mesures de pression américaines pourraient conduire Google à restreindre l'accès à ses services pour des clients luxembourgeois ou européens ?

Réponse (28/04/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Ben Polidori s'intéresse aux informations et explications fournies par le directeur général de la société LuxConnect concernant une éventuelle implantation d'un centre de données Google à Bissen.

Il y a lieu de rappeler que le responsable de LuxConnect a été invité par RTL en sa qualité de dirigeant d'une entreprise commerciale qui, bien que détenue par l'État, fonctionne de manière autonome et assume sa propre communication.

Dans un souci de transparence et d'information, nous avons bien entendu sollicité des explications

complémentaires auprès de LuxConnect. Sur cette base, il nous est possible de vous fournir les éléments de réponse aux questions suivantes :

ad 1) Il s'agit d'informations publiques, relayées à plusieurs reprises. LuxConnect a créé en 2023 la société Clarence en partenariat avec Proximus. Cette société propose une solution de cloud souverain déconnecté, dont le principal fournisseur technologique est Google. Il est donc exact qu'il existe une collaboration étroite entre les parties. Clarence a d'ailleurs été la première société privée à proposer une telle solution de cloud déconnecté sur le marché international.

ad 2) À ce stade, il n'existe pas encore de projets concrets. Toutefois, par la nature même des activités, il existe un potentiel de collaboration. L'offre HPC de LuxProvide s'adresse notamment à des acteurs privés, en particulier dans les domaines de la recherche et du développement. Elle permet de garantir un haut niveau de sécurité et d'indépendance.

Il convient néanmoins de souligner qu'il est prématuré d'évoquer des projets précis, dans la mesure où le projet d'un éventuel centre de données Google à Bissen n'est pas encore concrètement engagé.

ad 3) Il peut être souligné qu'en ce qui concerne les activités de LuxConnect et sa collaboration avec Google, il n'existe pas de risque de dépendance accrue – bien au contraire.

Il n'existe aucune exclusivité dans cette collaboration : LuxConnect, ainsi que sa filiale Clarence, entretiennent également des relations avec d'autres fournisseurs technologiques.

Par ailleurs, il convient de préciser que, s'agissant de l'offre cloud proposée par Clarence, il est juridiquement et techniquement impossible pour Google de « restreindre l'accès » à cette plateforme. Il s'agit en effet d'une solution entièrement déconnectée (« air-gapped »), sans aucun flux de données vers Google. Dès lors, Google ne dispose d'aucun accès, ni aux données ni à la plateforme elle-même, ce qui exclut toute possibilité d'intervention ou de restriction d'accès.

Cet élément constitue un atout majeur de la solution de cloud souverain. Il garantit en particulier que l'utilisateur final reste le seul détenteur et maître des données utilisées et hébergées sur la plateforme. Ce principe fondamental demeure également un élément structurant pour toute collaboration potentielle avec d'autres fournisseurs technologiques.

Intégration de la micromobilité dans les transports | Question **3876** (07/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

D'Integratioun vun der Mikromobilitéit an de Verkéier, notamment E-Trottinetten, awer och Vëloe féieren ëmmer rëm zu Konflikter mat de Foussgänger, och well entgéint de Bestëmmunge vum Code de la route ëmmer rëm um Trottoir oder ausserhalb vun deene vun de Gemengen ausgewisenen Zäiten a Foussgängerzone gefuer gëtt. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1233 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen hat d'Madamm Minister dozou ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Regierung gesäit fir den Ament keng Noutwendegkeet, d'Benotzung vun elektreschen Trottinetten un eng spezifesch Haftpflichtversécherung ze bannen, well d'Accidenter mat dëse Gefierer schonns duerch déi perséinlech Haftpflichtversécherung ofgedeckt ginn."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi dacks et an de Joren 2015 bis 2025 zu Accidenter komm ass, well de Chauffer vun enger Trottinett respektiv e Vëloschauffer e Foussgänger ugestouss hunn?

2. Wéi dacks hunn Affer vun esou Zesummestéiss an deem genannten Zäitraum misse medezinnesch behandelt ginn?

3. Wéi dacks goufen an deem genannten Zäitraum Kontrolle vun der Police duerchgefouert, fir d'Fuerverbueter op deenen entspriechende Plaze respektiv zu deenen entspriechenden Auerzäiten ze kontrolléieren? Wéi vill Verstéiss goufe festgestallt?

Réponse (08/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen am Zesummenhang vun Accidenter vun E-Trottinetten a Vëloe mat Foussgänger.

ad 1. Tablo

An dësem Zesummenhang sief et awer och nach d'Informatioun, dass déi sougenannte Gefierer vun der Mikromobilitéit, zu deenen och déi elektresch Trottinette gehéieren, eréischt säit 2021 statistesch erfaasst ginn, an et do virdrun also keng Donnéeë gëtt.

ad 2. No den Informatiounen, déi dem Ministère virleien, huet et sech bei allen Accidenter ëm méi liicht Accidenter gehandelt an nëmme bei engem Accident mat enger elektrescher Trottinett huet eng Persoun missen hospitaliséiert ginn.

ad 3. Déi sougenannte „micro-véhicules électriques" si rechtlech dem Vëlo gläichgestallt, a falen och bei der Erfaassung vun de Kontrollen an dës Kategorie.

D'Police kann uginn, dass am Joer 2025 an der Moyenne ronn 90 Verkéierskontrolle pro Dag gemaach goufen, bei deenen ënnert anerem och de Fokus op d'Problematik vun der Mikromobilitéit geluecht ginn ass. D'Erfaassung vun de Verkéierskontrolle vun der Police erméiglecht kee cibléierte Filtrage op déi Plazen, op deenen een net mat enger Trottinett fueren däerf.

Travaux sur le réseau ferroviaire | Question **3877** (07/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Wat den Zuchtrafick zu Lëtzebuerg ugeet, hu vill Bierger den Androck, datt d'Zuel vun de Vollspärunge vun eenzele Streckenofschnëtter – an domat verbonnen d'Ausfale vun den entspriechende Passagéier-Linnen – déi lescht Joren ëmmer méi zouhëlt an dës Spärunge méi a méi dacks an déi gréisser Schoulvakanze falen. Duerfir gëtt et deelweis valabel Ursaachen, wéi zum Beispill den Ausbau vum Zuchreseau tëscht der Stad a Beetebuerg, well verschidden Aarbechte sou méi effizient kënnen ausgefouert ginn. Allerdéngs kënnt et och dacks op Strecken zu längere Spärungen, wou keen Ausbau stattfënnt.

An deem Sënn géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi dacks et vun 2015 bis 2025 inclus zu Vollspärunge vun eenzele Streckenofschnëtter an deem domat verbonnenen Ausfale vun den entspriechende Passagéier-Linnen an eisem nationalen Zuchreseau komm ass? Kann d'Madamm Minister zousätzlech opschlësselen, wat jeeweils d'Ursaach vun deenen eenzele Spärunge war?

2. Opgeschlësselt no deenen eenzele Streckenofschnëtter a Passagéierlinnen: Wéi laang hunn d'Aarbechte jeeweils gedauert a wéi dacks sinn d'Aarbechte parallell zu de Schoulvakanzen duerchgefouert ginn a wéi dacks ausserhalb vun de Schoulvakanzen?

3. Huet de Gidder-Trafick op deene Streckenofschnëtter och an alle Fäll missen annuléiert ginn?

Réponse (05/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer Ausfäll vun den Zich op Grond vu Vollspärungen op eenzele Streckenofschnëtter.

ad 1. an 2. Als Äntwert op d'Froen 1 an 2 fannt dir hei am Anhang déi gefroten Informatioune pro Chantier an tabellarescher Form erëm. Et sief ze bemierken, datt all gréisser Gleisspär hei ernimmt gëtt (vun enger Dauer vun enger Woch oder méi), bei deenen e Busersatzdéngscht huet missen organiséiert ginn. An dësen Tabelle fannt Dir och d'Dauer vun de jeeweilege Spären, de betraffene Streckenabschnitt, d'Informatioun, ob d'Gleisspär wärend enger Schoulvakanz stattfonnt huet, souwéi eng Bemierkung dozou, ob de Giddertrafick huet misse suspendéiert ginn.

ad 3. Am Fall vun enger Streckespär am Kader vu Gleisaarbechten ass den Zuchverkéier komplett ënnerbrach.

Procédure d'installation d'un mât de téléphonie mobile et information des citoyens | Question **3878** (07/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Gemeng Waldbëlleg ass zu Haler e Mobillfunkmast vun 42 Meeter Héicht opgestallt ginn, ouni datt d'Bierger am Virfeld adequat informéiert gi wieren. Laut enger Biergerinitiativ huet d'Gemeng de Bewunner matgedeelt, et géif sech leedeglech ëm eng kleng Antenn handelen, woubäi de Mast an der Realitéit eng Héicht vun 42 Meeter erreecht.

Heiduerch stellen sech Froen iwwer d'Transparenz an d'Informatiounsflicht vu Gemengen am Kader vun Infrastrukturprojeten, souwéi iwwer d'Geneemegungsprozedure fir Mobillfunkmasten op nationalem Niveau. D'Bierger hunn e Recht drop, korrekt a vollständeg iwwer Bauprojeten an hirer Noperschaft informéiert ze ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng gesetzlech Virgaben a Prozedure gëllen zu Lëtzebuerg fir d'Opstelle vu Mobillfunkmasten, a wien ass zoustänneg fir d'Ausstelle vun den entspriechende Geneemegungen?

2. Ass de Minister der Meenung, datt d'Gemengen hir Informatiounsflicht géigeniwwer de Bierger am Kader vu sou Projeten adequat erfëllen, a wéi gëtt dëst kontrolléiert?

3. Wéi eng Recoursméiglechkeete stinn de Bierger zur Verfügung, wann si der Meenung sinn, datt si vun enger Gemeng falsch oder onvollständeg iwwer e Bauprojet informéiert goufen?

4. Gedenkt de Minister Moossname virzehuelen, fir d'Transparenz an d'Kommunikatioun vu Gemengen am Zesummenhang mat Infrastrukturprojeten ze verbesseren?

Réponse (05/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Opstelle vun engem Mobillfunkmast ënnerläit de generell applicabelen Dispositiounen am Beräich vum Baurecht. Laut dem Artikel 37 vun der Loi

modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ass fir esou e Projet eng Baugeneemegung erfuerderlech, déi vum Buergermeeschter ausgestallt muss ginn.

Dës Baugeneemegung kann de Buergermeeschter nëmme ginn, wann de Projet konform ass mam allgemenge Bebauungsplang (PAG) an, falls applizéierbar, mam Deelbebauungsplang (PAP) souwéi mam Bautereglement (Règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites).

Mobillfunkantenne brauchen des Weideren eng Kommodosgeneemegung an, deemno wou se stinn, eng Naturschutzgeneemegung oder eng Waassergeneemegung. Dës gi vum Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ausgestallt. Si ginn de Gemengen zougestallt, fir hir Bierger driwwer ze informéieren.

ad 2. D'Informatiounsflicht vun den administrativen Autoritéiten ergëtt sech aus de Reegele vun der Procédure administrative non contentieuse (PANC), wéi se duerch d'Gesetz vum 1. Dezember 1978 an duerch de Règlement grand-ducal vum 8. Juni 1979 festgeluecht sinn.

Am Besonnesche gesäit den Artikel 5 vum virdru genannte Règlement grand-ducal vir, datt, wann eng administrativ Decisioun d'Rechter oder d'Interesse vun Drëttpersoune ka beaflossen, eng adäquat Publicitéit muss assuréiert ginn, déi et dëse Persounen erméiglecht, hir Observatiounen ze maachen.

Dobäi kënnt och d'Obligatioun vum Affichage vun der Autorisatioun op der Plaz souwéi d'Méiglechkeet, fir d'Autorisatioun op der Gemeng ze consultéieren.

Am Kader vun der Circulaire N° 4207 vum 20. Dezember 2022 huet den Inneministère d'Gemengen un hir Obligatiounen erënnert. Sollt sech erausstellen, datt d'Informatiounsflicht an der Praxis net respektéiert gëtt, kann den Inneministère se via Circulaire rappeléieren an d'Gemengen invitéieren, d'Gesetz vun 1978 an de Règlement grand-ducal vun 1979 an deem Beräich anzehalen.

ad 3. Bierger, déi der Meenung sinn, datt si vun enger Gemeng falsch oder net vollstänneg iwwer e Bauprojet informéiert goufen, kënnen den Ombudsman saiséieren. Si kënnen och e Recours gracieux areechen, fir déi zoustänneg Autoritéit ze bieden, hir Decisioun nach eng Kéier ze iwwerpréiwen. Ausserdeem kënne si och nach e Recours virum Verwaltungsgeriicht géint déi betreffend administrativ Decisioun deposéieren.

ad 4. D'Regierung gesäit aktuell kee Besoin, de gesetzleche Kader ze änneren. D'Reegele vun der PANC wéi se duerch d'Gesetz vum 1. Dezember 1978 an de Règlement grand-ducal vum 8. Juni 1979 festgeluecht sinn, stellen e gesetzleche Kader fir d'Informatioun an d'Participatioun vun de Bierger duer.

Zousätzlech besteet mat der Loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte e weidere gesetzleche Kader, deen den Zougang zu Informatiounen an d'Transparenz vun der Verwaltung garantéiert. Am Kader vun der Ëmweltlegislatioun ass virgesinn, datt an Zukunft all Decisiounen online ze fanne sinn um Portail national des enquêtes publiques. Dës Moossnam gouf och bei der nationaler Consultatioun „einfach, séier, erneierbar" festgehalen.

Digitalisation de la déclaration d'impôt au Luxembourg | Question **3879** (07/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zanter dem 8. Abrëll 2026 ass d'Saison vun der Steiererklärung am Groussherzogtum Lëtzebuerg offiziell amgaang. D'Regierung huet an deem Kontext ugekënnegt, den Akzent weider staark op d'Digitaliséierung vum Prozess ze leeën, fir d'Demarchë souwuel fir d'Bierger wéi och fir d'Administration des contributions directes (ACD) ze optimiséieren an ze vereinfachen. Eng vun de groussen Neierungen an dësem Beräich ass d'Aféiere vu méi Automatismus, ënner anerem duerch deelweis virgefëllte Steiererklärungen, déi de Steierzueler d'Aarbecht sollen ofhuelen.

Dës weider Digitaliséierung vun der Steierverwaltung ass eng noutwenneg a laangfristeg Prioritéit. Et ass awer essenziell, datt de System transparent bleift an d'Rechter vun de Bierger vollëmfänglech geschützt ginn, besonnesch wann et ëm d'Upassung vu virgefëllten Donnéeë geet. Doriwwer eraus muss garantéiert ginn, datt d'Digitaliséierung kee Bierger ausschléisst an datt och professionell Acteuren, wéi d'Fiduciairen, duerch modern technologesch Léisunge kënnen an hirer deeglecher Aarbecht ënnerstëtzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt séchergestallt, datt d'Steierzueler eng virgefëllte Steiererklärung kënne rectifiéieren, wann se nom Aschécke mierken, datt verschidden Ofsetzbeträg feelen, a gëtt an deem Kontext e formellt „Recht op Feeler" (Droit à l'erreur) agefouert?

2. Wéi eng konkreet Mesurë goufe vum Ministère geholl, fir ze garantéieren, datt och manner digital-affin Bierger weiderhin en einfachen an onbürokrateschen Zougang zur Steiererklärung hunn?

3. Wéi héich war de Prozentsaz vun de Steiererklärungen, déi am Joer 2025 digital agereecht goufen, a wat fir e geneeën Zilwäert huet d'Regierung fir d'Joer 2026 festgeluecht? Dëst opgeschlësselt no den eenzele Kanäl (Assistent, Depot PDF op myguichet, Envoi postal, ...).

4. Wat sinn déi nächst geplangte Schrëtt fir d'weider technologesch Moderniséierung vun der Steierverwaltung, a wéi gesäit den detailléierten Zäitplang dofir aus?

5. Ass geplangt, fir professionellen Acteure spezifesch Schnëttstellen (APIen) zur Verfügung ze stellen, déi d'direkt Aschécke vu Steiererklärungen aus hirer eegener Software eraus erlaben, ouni iwwert de Portal MyGuichet ze goen?

Réponse (11/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Den Zweck vun der vereinfachter virausgefëllter Steiererklärung ass et, de Prozess fir d'Steierzueler ze vereinfachen an hinnen Zäit ze erspueren. Déi betraffe Steierzueler mussen deemno selwer keng Akommessteiererklärung ausfëllen, mee mussen nëmmen déi virausgefëllten Informatiounen iwwerpréiwen, an dann d'Steiererklärung ënnerschreiwen an dem zoustännege Steierbüro per Post schécken.

Sollten d'Informatiounen an der virausgefëllter Erklärung net korrekt oder onvollstänneg sinn, sollen d'Steierzueler déi virausgefëllten Erklärung ignoréieren, an eng Akommessteiererklärung mat de verfügbaren alternative Methoden ofginn:

– elektronesch iwwer den elektroneschen Assistent vu myguichet.lu mat der Demarche ACD „Modell 100"
– elektronesch mat dem Erareeche vum ACD „Modell 100" am PDF-Format iwwert myguichet.lu
– am Pabeierformat mat dem Formulaire „Modell 100".

All dës Aspekter ginn am Bréif mat der vereinfachter virausgefëllter Steiererklärung erkläert.

Virum Erstelle vum Steierbescheed duerch d'Steierverwaltung kann, onofhängeg vun der Form vun der Steiererklärung an der Method vum Depot, de Steierzueler zu all Moment seng Steiererklärung nobesseren.

Nom Zoustelle vum Steierbescheed kann de Steierzueler bannen dem Reklamatiounsdelai vu maximal dräi Méint eng „demande de redressement du bulletin d'imposition" nom § 94 1. Abschnitt vun der Abgabenordnung (AO) ufroen, oder eng Reklamatioun am Sënn vum § 228 AO beim Direkter vun der Steierverwaltung areechen.

ad 2. All d'Steierzueler hunn dräi Méiglechkeeten, fir hir Steiererklärung ofzeginn:

– elektronesch iwwer den elektroneschen Assistent vu myguichet.lu mat der Demarche ACD „Modell 100"
– elektronesch mat dem Erareeche vum ACD „Modell 100" am PDF-Format iwwert myguichet.lu
– am Pabeierformat mat dem Formulaire „Modell 100".

Déi virausgefëllte vereinfacht Steiererklärung gouf bis elo ausschliisslech am Pabeierformat ausgestallt.

Niewent dem Lancement vum Contact-Center, wou een uruffen oder schréftlech Ufroen iwwer ee Kontaktformulaire maache kann, huet d'Steierverwaltung och hir Präsenz duerch d'Campagne „123easy! ACD on Tour: Dir frot, mir äntweren" um Terrain verstäerkt, fir dem Steierzueler am direkten Dialog kënnen Ënnerstëtzung unzebidden. Onofhängeg vun dëse Mesurë steet dem Steierzueler natierlech den Agent um Steierbüro zur Verfügung, fir Hëllefsstellung ze leeschten.

ad 3. Fir d'Joren 2021 bis 2024 sinn d'Steiererklärungen iwwert follgend Weeër, opgeschlësselt no den eenzele Kanäl, agereecht ginn: ↑

D'Zil fir d'Steierjoer 2025 ass, eng Erhéijung vun 20 % vun de Steiererklärungen ze erreechen, déi iwwer den elektroneschen Assistent myguichet.lu agereecht ginn. Fir d'Steierjoer 2028 solle bis zu 85 % vun de Steiererklärunge fir d'Steierjoer 2028 viséiert elektronesch deposéiert ginn. Dat hänkt awer schlussendlech vum Verhale vun de Steierzueler of.

ad 4. D'Steierverwaltung ass amgaangen, sech een neie kommerzielle Softwarepak ze beschafen. En detailléierten Zäitplang gëtt no der Auswiel vun der passender Software-Léisung ausgeschafft. Dobäi duerchleeft dat entspriechend Finanzéierungsgesetz (N° 8683) aktuell de legislative Prozess.

D'Zil ass et, dës Software-Léisung vun 2027 un anzesetzen. Dës Software soll et der Steierverwaltung erméiglechen, spéiderhin ee ganz groussen Deel vun den informatesche Fäegkeeten am Beräich vun der Steiertechnologie ofzedecken.

ad 5. De 24. Mäerz 2026 huet d'Steierverwaltung eng Table ronde an Zesummenaarbecht mam CTIE (Centre des technologies de l'information de l'État) fir Fiduciairen an digital Déngschtleeschter organiséiert.

D'Zil war et, déi bestoend Servicer an informatesch Interfacen (API) vu myguichet.lu ze presentéieren an iwwer méiglech zousätzlech Léisungen ze diskutéieren. Et war en oppenen Austausch vun Erfarungen, fir gemeinsam konkreet Weeër ze fannen, fir d'Virausfälle vun der Akommessteiererklärung iwwer den elektroneschen Assistent vu myguichet.lu ze erliichteren.

Dës Table ronde huet verschidde Bedierfnesser identifizéiert, déi d'Steierverwaltung am Moment

analyséiert. Ee weidert Treffen ass virgesinn, fir d'Resultater vun dëser Analys virzestellen.

Contribution exceptionnelle sur les superprofits des entreprises énergétiques | Question **3881** (07/04/2026) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Selon des informations relayées par Reuters le 4 avril 2026, les ministres des Finances de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de l'Autriche ont adressé à la Commission européenne une lettre appelant à la mise en place d'une contribution exceptionnelle à l'échelle de l'Union sur les superprofits des entreprises énergétiques, afin de financer un soutien temporaire aux consommateurs face à la hausse des prix de l'énergie et des carburants. Les signataires estiment qu'une telle mesure permettrait à la fois d'alléger la charge pesant sur les ménages sans alourdir davantage les budgets publics et d'adresser un signal politique clair selon lequel les acteurs profitant de la crise doivent aussi contribuer à en atténuer les effets pour la population.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Luxembourg a-t-il été invité à se joindre à l'appel susmentionné ?

2) Dans la négative, le Gouvernement entend-il se joindre à l'appel rétroactivement ?

3) Le Gouvernement soutient-il la réintroduction, à l'échelle de l'Union européenne, d'une contribution exceptionnelle sur les profits exceptionnels des entreprises énergétiques, à l'instar du mécanisme mis en place dans le contexte de la crise énergétique de 2022 ?

Réponse (30/04/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Luxembourg n'a pas été invité à se joindre à la lettre adressée par les cinq États membres à la Commission européenne.

Il convient de noter que la Commission européenne n'a à l'heure actuelle présenté aucune proposition destinée à mettre en place au niveau européen une contribution exceptionnelle sur les « superprofits » des entreprises énergétiques. Il n'est donc pour le moment pas possible de définir dans l'abstrait la position luxembourgeoise dans ce contexte, alors que les paramètres structurants d'une telle éventuelle proposition, dont notamment son champ d'application, la définition juridique et technique des « superprofits » visés, ainsi que la base juridique qui serait retenue dans ce contexte, demeurent incertains.

Utilisation des applications de messagerie par les responsables publics | Question **3882** (07/04/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Alors que l'usage d'applications de messagerie commerciale par des responsables publics soulève des interrogations croissantes en matière de cybersécurité et de confidentialité, des informations récentes ont mis en lumière des vulnérabilités liées à l'utilisation de Signal au sein des institutions européennes. « Politico Europe » a notamment rapporté qu'à la Commission européenne, un groupe Signal réunissant de hauts responsables a été abandonné à la suite de craintes de piratage et de tentatives de phishing ciblant des utilisateurs de l'application.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre peut-il indiquer si les ministres, les membres de leurs cabinets ainsi que les administrations placées sous leur autorité continuent à utiliser Signal et/ou WhatsApp dans le cadre de communications professionnelles ?

2) Dans l'affirmative, existe-t-il des lignes directrices, restrictions ou recommandations formelles encadrant leur usage pour des échanges professionnels ?

3) Ces lignes directrices ont-elles évolué à la suite de l'affaire « Signalgate » aux États-Unis ou des récentes révélations concernant les risques de compromission visant des utilisateurs de Signal ?

4) Le Gouvernement considère-t-il que l'usage de Signal et/ou de WhatsApp par des responsables publics est compatible avec les exigences de souveraineté numérique et de sécurité des communications ?

5) Le Gouvernement entend-il exiger, pour les communications professionnelles du secteur public, des solutions opérées au Luxembourg ou sous contrôle public, telles que Luxchat ou Luxchat4Gov ?

Réponse (07/05/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1) Lors de la mise à disposition des équipements mobiles (smartphones et tablettes) par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) aux membres du Gouvernement, aux membres de leurs cabinets ainsi qu'aux agents concernés, seules des applications professionnelles prises en charge par le CTIE y sont installées. Ces équipements sont gérés tout au long de leur cycle de vie par le CTIE.

Les membres du Gouvernement, leurs cabinets ainsi que les administrations disposent, via le CTIE, de LuxChat4Gov, qui constitue la solution privilégiée pour les communications professionnelles sensibles. Dans des contextes spécifiques, notamment pour certains échanges avec des interlocuteurs externes ou internationaux lorsque l'usage d'une solution interopérable s'avère nécessaire, d'autres applications sécurisées telles que Signal peuvent être utilisées, le cas échéant, à titre subsidiaire dans le respect des règles de sécurité applicables.

ad 2) L'usage de messageries instantanées dans un contexte professionnel s'inscrit dans le cadre des principes et règles rappelés dans la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique, notamment en matière de protection des informations professionnelles non publiques et de recours aux outils et services sécurisés mis à disposition par le CTIE.

Dans le cadre de sa révision périodique prévue en 2026, une attention particulière sera portée au renforcement de l'encadrement applicable à l'usage des messageries instantanées dans un contexte professionnel.

ad 3) À cet égard, il convient de relever que l'affaire dite « Signalgate », tout comme les attaques plus récentes visant des comptes Signal et WhatsApp de responsables publics, ont mis en lumière des enjeux liés, d'une part, aux modalités d'usage et à la gouvernance des communications et, d'autre part, aux risques de compromission visant les utilisateurs de ces applications.

De telles attaques ciblent généralement les comptes des utilisateurs et non les applications elles-mêmes. Elles exploitent en effet des fonctionnalités légitimes des applications de messagerie et reposent principalement sur la manipulation des utilisateurs plutôt que sur l'exploitation de vulnérabilités techniques ou l'introduction de code malveillant.

Dans ce contexte, et plus généralement au regard des risques associés à l'usage des messageries instantanées, le HCPN, dans sa fonction d'ANSSI, a publié en mars 2026 des recommandations relatives à l'usage des messageries instantanées, présentant les principaux risques identifiés ainsi que des recommandations pratiques destinées à renforcer la vigilance des utilisateurs et à sécuriser les usages.

ad 4) S'agissant des exigences de souveraineté numérique et de sécurité des communications, le Gouvernement considère que les communications professionnelles, en particulier lorsqu'elles portent sur des informations non publiques ou sensibles, devraient en priorité s'appuyer sur des solutions souveraines nationales ou européennes ou placées dans un cadre de maîtrise publique, telles que celles mises à disposition par le CTIE, dont notamment LuxChat4Gov.

Cela n'exclut pas que, dans certains contextes spécifiques d'échanges avec des interlocuteurs externes, notamment dans un cadre international ou interétatique, des applications de messagerie largement utilisées telles que Signal puissent être employées à des fins de coordination ou d'échanges pratiques.

ad 5) Le Gouvernement favorise l'usage, pour les communications professionnelles du secteur public, de solutions opérées au Luxembourg ou sous contrôle public, telles que LuxChat ou LuxChat4Gov.

À ce stade, il n'est toutefois pas envisagé d'imposer de manière générale un recours exclusif à de telles solutions pour l'ensemble des communications professionnelles. Leur utilisation devant être appréciée en fonction des besoins et des exigences de sécurité applicables.

Cela s'entend sans préjudice de mesures d'encadrement ou de restrictions spécifiques pouvant être évaluées pour certaines applications sur les équipements gérés par le CTIE.

Augmentation du salaire social minimum et concertation gouvernementale | Question **3884** (07/04/2026) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans son interview publiée dans le « Tageblatt » du 3 avril, Monsieur le Ministre du Travail affirme, d'une part, « Ich glaube nicht, dass eine Kompromisslösung vom Regierungsrat angenommen worden wäre » et, d'autre part, que l'augmentation des salaires réels de 3,8 % est due au fait qu'il siège au Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Premier ministre :

– Quelle solution de compromis Monsieur le Ministre du Travail aurait-il souhaité présenter au Conseil de Gouvernement ?

– Quels mécanismes de concertation gouvernementaux auraient pu permettre de concilier au préalable les positions des différents ministres responsables de ce dossier capital pour le dialogue social en vue d'une éventuelle solution de compromis ?

– Quelles étaient les différentes positions défendues au sein du Conseil de Gouvernement concernant l'augmentation du salaire social minimum ?

– Quelles ont été les positions divergentes discutées au Gouvernement au sujet de l'adaptation du salaire social minimum à l'évolution des salaires ?

Réponse (04/05/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

Les membres du Gouvernement ont eu un échange de vues sur le niveau de l'adaptation du salaire social minimum (SSM) à la lumière de l'évolution générale des revenus et de la situation économique. À l'issue de ces discussions, une décision unanime a été prise par le Gouvernement relative à l'adaptation du SSM au 1er janvier 2027. Cette décision a été communiquée par les ministres du Travail et de l'Économie à l'issue du Conseil de Gouvernement.

Choix de la langue par défaut sur le site de l'IGP | Question **3885** (08/04/2026) de **M. Tom Weidig** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Aktivitéitsrapport 2024 vun der Inspection générale de la police (IGP) liest een am Hibléck op den Internetsite vun der IGP: „Depuis début 2018, le site Internet de l'IGP se présente en quatre langues, à savoir en français, allemand, luxembourgeois et anglais, ce qui permet à un plus grand public de s'informer sur les activités de l'administration. En 2024, le site Internet de l'IGP a enregistré 6.051 visites (comparé à 5.551 visites en 2023), réalisées par 4.514 visiteurs uniques. Dans le cadre de ces visites, 12.914 pages ont été consultées, par rapport à 12.405 pages en 2023. Quant aux versions linguistiques préconisées par les internautes, force est de constater que le français demeure de loin la langue de consultation préférée du site avec 73,7 %, devant l'allemand (16,5 %) et l'anglais (8,1 %). Les consultations en langue luxembourgeoise sont très rares (1,7 %)."

Dës Formuléierunge suggeréieren, datt eis Nationalsprooch als „Consultatiounssprooch" op Internet extreem onbeléift ass, a verschweigen, datt Franséisch d'Sprooch „par défaut" vun der IGP-Homepage ass. Wann – wéi bei ville staatlechen Homepagen – Franséisch als Standardsprooch aprogramméiert ass, da gëllt: E groussen Deel vun den Notzer bleift automatesch an der Sprooch „par défaut". Dat verfälscht den Androck vun enger bewosster „Sproochepräferenz" a mécht déi am Aktivitéitsrapport vun der IGP implizéiert Schlussfollgerung iwwer déi „geréng Attraktivitéit" vum Lëtzebuergesche methodesch problematesch.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt Franséisch op der Homepage vun der IGP als Standardsprooch („par défaut") aprogramméiert ass?

2. Ginn déi ernimmte Prozentsätz op Basis vun aktiv ausgewielte Sproocheversiounen erhuewen oder berécksiichtegen si och automatesch geluede Säiten an der Standardsprooch („par défaut")?

3. Gëtt statistesch erfaasst, ob en Notzer d'Sprooch aktiv gewiesselt huet?

4. Hält d'Regierung déi am Aktivitéitsrapport 2024 vun der IGP gewielte Formuléierung fir methodesch ugemiess, wann net transparent erkläert gëtt, wéi eng Sprooch „par défaut" gewielt gëtt?

5. Plangt d'Regierung, bei staatlechen Internetsäiten an Zukunft méi transparent tëscht „aktiv gewielter Sprooch" a „Sprooch par défaut" ze ënnerscheeden?

6. Plangt d'Regierung, d'Siichtbarkeet vun der lëtzebuergescher Sproocheversioun vu staatleche Websäiten ze verbesseren?

7. Kéint d'Regierung Lëtzebuergesch net als Sprooch „par défaut" fir all hir Internetsäite benotzen oder op d'mannst et technesch esou ariichten, datt d'Sprooch zoufälleg gewielt gëtt?

Réponse (08/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Déi standardméisseg Astellung vun der Sprooch hänkt dovunner of, iwwer wat fir eng URL-Domaine-Adress ee sech op d'Säite vun der Lëtzebuerger Regierung (SIP) begëtt. Hëlt een als Entrée gouvernement.lu, da sinn all d'Säiten, déi drun hänken, standardméisseg op Franséisch agestallt, wat och normal ass. Den Notzer, deen d'Säit op Lëtzebuergesch wëll kucken a liesen, kann dat natierlech am Sproochemenü astellen.

Wann den Notzer iwwer regierung.lu op ee Portal erageet, da ginn d'Säite vun de Ministèren a Verwaltungen automatesch op Lëtzebuergesch op. An der Lëscht vun de Verwaltunge fënnt een dann och d'IGP mam Numm op Lëtzebuergesch, „Generalinspektioun vun der Police". Wann een déi uklickt, kënnt een direkt op déi standardméisseg lëtzebuergeschsproocheg Astellung vun der Säit. Et muss een net am Sproochemenü wielen, fir Lëtzebuergesch ze kréien.

ad 2. Et gëtt keen Ënnerscheed tëschent ausgewielten oder automatesch agestallte Sprooche gemaach. Dëst ass och esou am Rapport annuel vun 2025 ze gesinn.

ad 3. Dëst gëtt aktuell net statistesch erfaasst.

ad 4. Et ass eng faktesch Beschreiwung vun der Benotzung vum Site vun der IGP.

ad 5. Esou wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, hänkt et dovunner of, iwwer wat fir eng URL-Domaine-Adress een sech op d'Säite vun der Lëtzebuerger Regierung begëtt.

Dëst ass en Deel vun de Beméiungen an der Aarbecht vun der Regierung, fir eis Lëtzebuerger Sprooch vill méi visibel an zougänglech ze maachen.

ad 6. a 7. Déi genannte Statistik bestätegt d'Aarbecht an de Wëlle vun der Regierung, fir eis Lëtzebuerger Sprooch grad och am virtuelle Raum vill méi visibel ze maachen. A puncto Sprooche sollen d'Internetsäite vun der Lëtzebuerger Regierung, de Ministèren an de Verwaltungen esouwuel praktesch a verständlech fir d'Notzer sinn an zugläich, wou a wéi och ëmmer, d'Lëtzebuergescht promouvéieren.

An deem Sënn ass de Kulturministère op zwee Niveauen aktiv:

– Fir déi adäquat standardméisseg Astellung vun de Säiten (dat wat d'honorabel Auteuren an hirer Fro „Sprooch par défaut" nennen) technesch esou ëmzesetzen, datt den Notzer net allkéiers muss seng gewënschte Sprooch aktiv eraussichen, gëtt et ënner anerem véier Méiglechkeeten, nämlech d'Geolokalisatioun, ënnerschiddlech URL-Domaine-Adressen, Cookies pro Websäit oder eemoleg Wiel bei Säiten, wou den Notzer e Kont muss erstellen. De Kulturministère wäert mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) iwwerpréiwen, wat fir eng Method fir wat fir eng Zort Websäit déi relevantst ass.
– Et ass an dësem Punkt schonns ganz vill geschitt. Als Beispill sief déi offiziell Internetpresenz vun der Lëtzebuerger Regierung genannt: Wann een als Domaine „gouvernement.lu" agëtt, dann ass déi standardméisseg agestallte Sprooch fir dëse Site a fir déi vun de Ministèren, Franséisch. Geet een awer op d'Adress „regierung.lu", da kritt een déi gewënschte Säit automatesch op Lëtzebuergesch.
– Nieft der technescher Ëmsetzung schafft de Kulturministère virun allem un der sproochlecher Qualitéit vun deene Säiten op Lëtzebuergesch. Den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) konzipéiert spezifesch Glossären op Lëtzebuergesch fir déi verschidde Ministèren a Verwaltungen. Virun allem formuléiert den ZLS Recommandatioune fir d'administratiivt Schreiwen, wat den eenzelne Verwaltungen et méi liicht wäert maachen, hir Informatiounen am Internet nach besser op Lëtzebuergesch auszedrécken.

Lutte contre le travail clandestin au Luxembourg | Question **3886** (08/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

No Schätzunge vun der europäescher Aarbechtsautoritéit aus dem Joer 2023[21] huet d'Schwaarzaarbecht zu Lëtzebuerg 2019 ronn 6,7 % vun der gesamter Aarbecht am Privatsecteur ausgemaach. Zousätzlech hunn am Eurobarometer 2019 32 % vun de Befroten zu Lëtzebuerg uginn, perséinlech een ze kennen, dee säin Akommes ganz oder deelweis net ugëtt.

An deem Kontext géing ech dem Här Aarbechtsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Kontrollmechanismen zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Schwaarzaarbecht organiséiert?

2. Wéi gesäit déi aktuell Situatioun zu Lëtzebuerg aus, wat d'Schwaarzaarbecht ugeet? Wéi vill Kontrollen a wéi vill Verstéiss goufen an de leschte Jore festgestallt?

3. A wéi enge Secteuren oder Beräicher goufen an de leschte Joren am meeschte Verstéiss registréiert, wat Schwaarzaarbecht ugeet?

4. Wéi eng präventiv Initiativen oder Moossname gëtt et zu Lëtzebuerg, fir Schwaarzaarbecht ze verhënneren?

5. Wéi eng administrativ oder penal Sanktioune sinn am Fall vun esou engem Verstouss virgesinn, a wéi dacks goufen dës an der Praxis applizéiert?

Réponse (08/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1. Den Term Schwaarzaarbecht en tant que tel, a wéi en am Volleksmond benotzt gëtt, kënnt net am Aarbechtsgesetzbuch vir. Den Artikel L.571-1 vum Aarbechtsgesetzbuch definéiert den „travail clandestin" follgendermoossen:

1) d'Ausübung op selbstänneger Basis vun enger vun de berufflechen Aktivitéiten, déi am Artikel 1 vum Gesetz vum 2. September 2011 betreffend den Accès op d'Beruffer vum Artisanat, dem Handel, der Industrie, souwéi verschidde liberal Beruffer opgezielt ginn, ouni déi dozou néideg Autorisatioun ze hunn;
2) d'Ausübung vun enger Aarbecht, wann déi Persoun, déi se ausféiert:
a) weess, datt den Employeur net iwwer déi an dem hei ugeschwate Gesetz vum 2. September 2011 virgesinnen Autorisatioun verfüügt; oder
b) weess, datt hir Situatioun als Salarié net konform ass mat der Gesetzgeebung iwwert d'Lounretentiounen oder mat der Gesetzgeebung betreffend d'Sozialversécherung.

Den Artikel 39 vum hei ugeschwate Gesetz vum 2. September 2011 gesäit vir, dass d'Police grand-ducale an d'Administration des douanes et accises domadder beoptraagt sinn, Infraktiounen an dëser Matière ze constatéieren. D'Inspection du travail et des mines (ITM) huet keng Kompetenz an dëser Matière.

Wann d'Agente vun der ITM feststellen, dass eng Persoun eng Aktivitéit ouni déi néideg Autorisatioun duerchféiert, informéieren dës d'Administration des douanes et accises doriwwer.

[21] European Labour Authority. (2023, Mäerz). Factsheet on undeclared work – Luxembourg March 2023. https://www.ela.europa.eu/sites/default/files/2024-02/LU-UDW_factsheet-2023-fin.pdf

D'ITM kéint deemno just e Procès-verbal un de Parquet adresséieren, wann etabléiert kéint ginn, dass eng Persoun eng Aarbecht duerchgefouert huet an ënnert de Punkt 2) a) oder b) heidriwwer fält.

D'ITM, d'Administration des douanes et accises an d'Police grand-ducale collaboréiere reegelméisseg fir gemeinsam Kontrollen, andeem déi jeeweileg Administratioun d'Matière kontrolléiert, déi ënner hir Kompetenze fält.

ad 2. D'ITM huet bis elo kee Procès-verbal un de Parquet adresséiert, well ni konnt etabléiert ginn, dass eng Persoun eng Aarbecht duerchgefouert huet an ënnert de Punkt 2) a) oder b) vun der Fro 1 géif falen.

D'ITM huet awer all d'Fäll erfaasst, bei deenen Onreegelméissegkeete betreffend d'Beschäftegung vun engem Salarié am Kader vu spontane Kontrolle festgestallt goufen. Dës Onreegelméissegkeeten definéieren sech doduerch, datt bei enger spontaner Kontroll keen Aarbechtskontrakt fir e bestëmmte Salarié virgeluecht konnt ginn an/oder, datt dee betraffene Salarié net beim Centre commun de la securité sociale affiliéiert war.

D'Regulariséierung vun dëse Fäll ass duerch d'Virleeë vun engem Aarbechtskontrakt, an duerch d'Affiliatioun vun dëse Salariéë beim Centre commun de la securité sociale geschitt.

ad 3. Tablo

ad 4. D'ITM, d'Administration des douanes et accises an d'Police grand-ducale collaboréiere reegelméisseg fir gemeinsam Kontrollen, andeem déi jeeweileg Administratioun d'Matière kontrolléiert, déi ënner hir Kompetenze fält.

Dës Kontrolle gi verstäerkt an de Secteure gemaach, déi ënnert der Fro 3 opgezielt ginn.

ad 5. Fir dës Fro gëtt op d'Äntwerten op d'Froen 2 an 3 verwisen.

Mesures de réduction de la consommation d'énergie face aux tensions d'approvisionnement | Question **3887** (08/04/2026) de **M. Georges Engel** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans une lettre adressée aux États membres de l'Union européenne en préparation du conseil informel extraordinaire « Énergie » du 31 mars 2026, le Commissaire européen à l'Énergie, M. Dan Jørgensen, a invité les gouvernements à envisager des mesures volontaires de réduction de la demande de pétrole et de gaz, en accordant une attention particulière au secteur des transports, afin de se préparer à une perturbation prolongée de l'approvisionnement énergétique liée à la guerre en Iran.

À l'issue de cette réunion, Monsieur le Ministre a indiqué, dans une interview diffusée sur RTL, que la Klima-Agence allait intensifier dans les prochaines semaines son travail de sensibilisation du public aux gestes permettant de réduire la consommation d'énergie.

Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie a publié, le 20 mars 2026, un rapport[22] présentant dix mesures concrètes que les gouvernements, les entreprises et les ménages peuvent mettre en œuvre rapidement afin d'atténuer les effets économiques, pour les consommateurs, des perturbations des marchés pétroliers liées à la guerre au Moyen-Orient. Parmi ces mesures figurent notamment le télétravail lorsque cela est possible, la réduction des vitesses sur l'autoroute, le recours accru aux transports publics, le covoiturage ou encore la limitation des déplacements aériens lorsqu'il existe des alternatives.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Energie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les ressources humaines et financières de la Klima-Agence afin de lui permettre d'intensifier ses actions de sensibilisation en matière de sobriété et de transition énergétique juste ?

2) Quelles mesures concrètes la Klima-Agence sera-t-elle amenée à promouvoir, et selon quel calendrier ?

3) Le cas échéant, parmi les recommandations formulées par l'Agence internationale de l'énergie, lesquelles le Gouvernement entend-il reprendre ou adapter au contexte luxembourgeois ?

Réponse (06/05/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement n'envisage pas, à ce stade, de renforcer spécifiquement les ressources humaines et financières de Klima-Agence au-delà du cadre déjà fixé. Il convient toutefois de rappeler que la nouvelle convention de fonctionnement de Klima-Agence, qui couvrira la période 2026-2029, prévoit une augmentation de son budget. Cette hausse vise principalement à compenser l'évolution des coûts fixes de la structure.

Ainsi, même si cette adaptation budgétaire ne constitue pas un renforcement ciblé pour intensifier les actions de sensibilisation à la sobriété et à une transition énergétique juste, elle garantit néanmoins la stabilité opérationnelle de Klima-Agence et lui permet de poursuivre ses missions dans de bonnes conditions.

ad 2) Klima-Agence, dans son rôle de facilitateur, poursuit sa mission d'accompagnement et d'information à destination du public. Le conseil de base, neutre et indépendant, reste assuré à travers des conseils à domicile ou par visioconférence. La hotline constitue également un point de contact pour les particuliers et les entreprises pour des questions ponctuelles en lien avec leur projet de transition énergétique et climatique. Une offre spécifique pour les ménages en précarité énergétique permet de suivre de plus près les populations plus vulnérables. Au total, Klima-Agence a enregistré plus de 16 000 interactions en 2025 à travers ses conseils de base, sa hotline ainsi que sa participation à des événements nationaux, régionaux et communaux.

Dans le contexte actuel, la structure renforce ses efforts et met en place des actions spécifiques en soulignant les opportunités offertes par les installations photovoltaïques, les pompes à chaleur, la mobilité électrique et la rénovation énergétique, ainsi que les gestes du quotidien permettant de réduire la consommation d'énergie à court terme :

– une série de soirées d'information décentralisée à travers le pays sera organisée entre juin et juillet, permettant aux citoyens de s'informer, de poser leurs questions et d'obtenir des conseils pratiques sur les avantages et la réalisation des mesures de la transition énergétique et climatique. Ce sera également l'occasion de présenter les conditions ainsi que les démarches du programme de subventionnement étatique Klimabonus. Afin de maximiser l'accès aux informations à l'ensemble de la population, des séances en ligne seront également prévues pour compléter le programme.
– une communication sera également diffusée largement dans toutes les boîtes aux lettres afin de rappeler ces services et d'informer sur cette série d'événements ainsi que les mesures principales de la transition.
– une campagne de communication spécifique sera menée en lien avec les aides étatiques Klimabonus, afin d'informer les citoyens sur les dispositifs disponibles et de les encourager à en bénéficier. Cette campagne débutera dès le vote du projet de loi 8585.

Ces actions de sensibilisation seront organisées en étroite collaboration avec le Ministère de l'Économie, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le secteur communal et les acteurs des secteurs concernés, qui constituent des multiplicateurs importants dans ce contexte.

Après le succès de l'année dernière, Klima-Agence organisera le 4 octobre 2026, en collaboration avec l'ACL, la deuxième édition du GO electric day à la Coque. Cet événement vise à sensibiliser le grand public à la mobilité électrique et à son écosystème (bornes de recharge, Home Energy Management System, installations photovoltaïques, etc.).

Afin d'accompagner davantage les secteurs professionnels, Klima-Agence planifie également une conférence sur la mobilité électrique dans le cadre du programme Klimapakt fir Betriber. Prévue en juillet, elle vise à informer les entreprises sur l'accompagnement disponible et à présenter des exemples pratiques pouvant être déployés. L'événement couvrira la transition des flottes : véhicules électriques, infrastructures de recharge et leur gestion, ainsi que les solutions de charge au travail, en déplacement ou à domicile. Ces informations leur permettront de prendre des décisions stratégiques pour réduire leurs coûts énergétiques, décarboner leurs activités et limiter leur exposition à la volatilité des marchés.

ad 3) Le Gouvernement suit de près les recommandations formulées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et analyse systématiquement leur pertinence pour le contexte luxembourgeois. Il travaille à cet égard en étroite coordination avec l'Union européenne, les pays voisins et l'AIE, afin d'adapter en continu les réponses nationales aux évolutions des marchés et aux tensions géopolitiques persistantes.

Certaines recommandations de l'AIE sont d'ores et déjà mises en œuvre au Luxembourg. Ainsi, la gratuité des transports publics, en place depuis le 20 février 2020, anticipe l'une des mesures préconisées par l'AIE pour réduire la dépendance structurelle aux carburants fossiles et offrir une alternative accessible à l'ensemble de la population. De même, la possibilité de recourir au télétravail, lorsque les activités le permettent, est déjà largement répandue tant dans le secteur privé que dans l'administration publique, contribuant à diminuer les besoins de mobilité et donc la consommation énergétique liée aux déplacements.

De manière générale, le Gouvernement souligne que la situation internationale demeure marquée par une forte incertitude. Les fluctuations des marchés énergétiques et les tensions géopolitiques exigent une vigilance constante. Les recommandations internationales, y compris celles de l'AIE, sont donc prises en compte dans l'analyse des impacts potentiels et dans l'élaboration des mesures nationales. Cette approche permet d'ajuster rapidement les politiques énergétiques si les circonstances l'exigent et d'anticiper d'éventuels besoins supplémentaires.

[22] Agence internationale de l'énergie. (2026, 20 mars). New IEA report highlights options to ease oil price pressures on consumers in response to Middle East supply disruptions. IEA. https://www.iea.org/news/new-iea-report-highlights-options-to-ease-oil-price-pressures-on-consumers-in-response-to-middle-east-supply-disruptions

Prévention et prise en charge de la ménopause au Luxembourg | Question **3888** (08/04/2026) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Säit dem 1. Abrëll 2026 hu Fraen tëscht 45 a 65 Joer a Frankräich d'Méiglechkeet, eng präventiv Consultatioun iwwert d'Menopause bei engem Dokter unzefroen. Dës Consultatioun ziilt dorop, ee preventive Gesondheetsbilan opzestellen an op gesondheetlech Risiken ewéi Kriibs, Osteoporos a kardiovaskulär Risiken anzegoen. Si gëtt zu 100 Prozent vun der franséischer Gesondheetskeess iwwerholl.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet stellen:

1. Gedenkt d'Madamm Ministesch, eng präventiv a gratis Consultatioun am Kader vun der Menopause och zu Lëtzebuerg unzebidden?

2. Falls jo, a wéi engem Zäitraum sollt dës agefouert ginn?

3. Wéi eng präventiv Mesurë fir d'Verbesserung vun der Gesondheet vun de Frae ginn nach ugeduecht?

Réponse (08/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt aktuell e Konzept fir eng méi generell präventiv Consultatioun („bilan de santé régulier") ausgeschafft. D'Zil vun dëser Consultatioun ass et, Leit a verschiddenen Alterstranchë wärend hirem Liewen d'Méiglechkeet ze ginn, eng Consultatioun mat hirem Hausdokter ze hunn. Bei dëser Consultatioun kann sech Zäit geholl ginn, fir verschidden Theemen, déi fir ee perséinlech relevant sinn, unzegoen, ouni den direkten Drock ze verspieren, fir akut Symptomer ze traitéieren. An dësem Kader gëtt och ënnert anerem de Sujet vun der Menopause, wéi och aner Sujeten zur Gesondheet an dem Wuelbefanne vu Fraen an de relevanten Alterstranchen, abordéiert. E Pilotprojet, deen initial d'Alterstranchen 18–25 Joer a 45–50 Joer cibléiert, gëtt aktuell zesumme mam Cercle des médecins généralistes ausgeschafft a wäert viraussichtlech 2027 ulafen.

ad 3. Am Kader vun der Präventioun an der Promotioun vun der Fraegesondheet organiséiert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet am Joer 2026 eng éischt Editioun vun der „Semaine de la santé de la femme".

Dës Initiativ fënnt vum 1. bis de 7. Juni 2026 statt. D'Zil ass et, d'Visibilitéit vun der Fraegesondheet ze stäerken an d'Bewosstsi fir relevant Theemen ze erhéijen. Am Laf vun där Woch ginn eng ronn drësseg Evenementer an Zesummenaarbecht mat Associatiounen, Gesondheetsberuffer an ëffentlechen Acteuren organiséiert. Dës Initiativen ëmfaassen ënner anerem Konferenzen, Atelieren an Informatiouns- a Sensibiliséierungsaktiounen, déi sech un de Grand public riichten. Parallell dozou organiséiert d'Gesondheetsdirektioun och geziilt Evenementer fir Gesondheetsberuffer.

Fir en Iwwerbléck iwwer déi verschidden Aktivitéiten ze garantéieren, gëtt e Kalenner publizéiert. Zousätzlech gëtt eng Sensibiliséierungscampagne ëmgesat, déi op verschiddene Kanäl diffuséiert gëtt an och vun Ambassadricë gedroe gëtt.

Dës Initiativ dréit dozou bäi, präventiv Theemen an der Fraegesondheet méi an de Vierdergrond ze stellen an d'Informatioun vun der Allgemengbevëlkerung, besonnesch vun de Fraen, ze stäerken.

Prise en compte de la « shrinkflation » dans le calcul de l'index | Question **3889** (09/04/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

International gëtt de Phenomeen vun där sougenannter „shrinkflation", déi ee graff mat Trickflatioun kéint iwwersetzen, am Kader vum Konsumenteschutz ëmmer méi staark diskutéiert. Heibäi handelt et sech ëm e Virgang, wou d'Hiersteller vu bestëmmte Produiten de Präis zwar nominal net änneren an domat net zur klassescher Inflatioun bäidroen. Amplaz gëtt awer d'Quantitéit geschrumpft, oder den Inhalt anescht zesummegesat. Besonnesch am Liewensmëttelberäich kënnt dee Phenomeen dacks vir. Zu Lëtzebuerg sollen d'Konsumenten eigentlech duerch den Index, deen op der wëssenschaftlecher Basis vum Wuerekuerf berechent gëtt, virun allze staarker Inflatioun geschützt ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Fro stellen:

– Wéi gëtt de Phenomeen vun der Trickflatioun am Wuerekuerf berécksiichtegt, fir déi deementspriechend wëssenschaftlech Integritéit ze schützen an eng verstoppt Schwächung vum Index ze vermeiden?

Réponse (17/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den nationale Verbraucherpräisindex (IPCN – Indice des prix à la consommation national) moosst d'Inflatioun zu Lëtzebuerg an déngt als Grondlag fir den automateschen Indexmechanismus.

De Wuerekuerf, op deem den Index baséiert, ëmfaasst iwwer 300 verschidde Kategorië mat ronn 100.000 eenzel Produkter a Servicer. D'Präisser vun all dëse Produkter a Servicer gi reegelméisseg vun den Enquêteuren erhuewen. Zanter 2018 ginn och déi sougenannt Scanner Data an d'Berechnung vun der Inflatioun integréiert. Dat bedeit, datt de Statec all Mount Donnéeë vu verschiddene Supermarchéen zu Lëtzebuerg kritt, déi Informatiounen iwwert déi am Laf vum Mount verkaafte Produkter enthalen. Dës Daten enthalen ënner anerem d'Zuel vun de Verkeef pro Produkt, de jeeweilegen Ëmsaz souwéi Detailer zur Quantitéit an zum Contenu vun de Produkter.

De Basisprinzipp vun engem Präisindex ass de Verglach vum Präis vum selwechte Produkt am selwechte Geschäft iwwer d'Zäit. Ass esou en direkte Verglach net méiglech, muss en esou genannte Qualitéitsajustement gemaach ginn. Eng Ännerung vun der Quantitéit vun engem Produkt gëtt dobäi speziell berücksichtegt; an deem Kontext schwätzt ee vun engem „raccord statistique", deen dat neit Produkt mat dem alen a Verbindung setzt. Wann zum Beispill d'Quantitéit vun engem Produkt vu 500 op 400 Gramm reduzéiert gëtt, ouni datt de Präis sech ännert, gëtt dës Ännerung am Verbraucherpräisindex als Präiserhéijung vu 25 % verzeechent. Och an den anere Kategorië vum Wuerekuerf gi reegelméisseg Qualitéitsajustementer virgeholl, fir déi wëssenschaftlech Integritéit vum nationale Verbraucherpräisindex ze schützen.

Retour des réfugiés syriens et position du Gouvernement luxembourgeois | Question **3890** (09/04/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

Bei engem Staatsbesuch vum syreschen Iwwergangspresident Ahmed al-Scharaa huet den däitsche Bundeskanzler Friedrich Merz den 30. Mäerz annoncéiert, datt an den nächste Joren 80 Prozent vun de Leit, déi sech als Biergerkrichsflüchtlingen an Däitschland ophalen, bannent den nächsten dräi Joer sollen an hiert Heemechtsland zeréckgoen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Regierung d'Situatioun vun de Syrer hei am Land? Ass d'Regierung och der Meenung, datt déi grouss Majoritéit vun hinne soll zeréckgoen?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, bei der Réckféierung vu Syrer mat den däitschen Autoritéiten zesummenzeschaffen, notamment am Beräich vum Transport? Falls net, firwat net?

Réponse (08/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. An deene leschten 10 Joer hunn eppes iwwer 4.700 Syrer internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt. Déi meescht Persounen hunn de Schutz unerkannt kritt, well si riskéiert hunn, individuell verfollegt ze ginn oder Affer vum deemolege Konflikt a Syrien ze ginn.

Eng Partie Syrer, déi internationale Schutz unerkannt kritt hunn, si gutt zu Lëtzebuerg integréiert an hunn och déi lëtzebuergesch Nationalitéit kritt.

Zanter der Chute vum Regime vum fréiere President al-Assad huet sech d'Situatioun a Syrie verännert. Dëst huet en direkten Impakt op d'Analys vun den Demanden op internationale Schutz. Sou wéi dat an all deenen anere Memberstaaten de Fall war, huet och Lëtzebuerg den Traitement vun den Demanden ausgesat, fir kënnen objektiv Informatiounen ze sammelen iwwer déi nei Gegeebenheeten op der Plaz mam Zil, nees eng individuell Analys vun all Fall kënnen ze maachen.

Zanter dem Ufank vum Joer hëlt d'Generaldirektioun fir Immigratioun erëm d'Decisiounen, wat Demandë vu syresche Staatsbierger ugeet. An dësem Kontext kann een ënnersträichen, dass déi aktuell Sécherheetslag a Syrien net méi esou schlecht ass, dass all Syrer misst automatesch internationale Schutz kréien. D'Sécherheetslag variéiert jee no Regioun a Syrien, an d'Situatioun vu verschiddene Minoritéiten ass weiderhi prekär. Éischt Decisioune goufe geholl, bei deenen den internationale Schutz refuséiert gouf, an e puer dovu sinn aktuell virum Verwaltungsgeriicht unhängeg.

D'EU huet e politeschen Dialog mat der syrescher Iwwergangsregierung initiéiert, fir derzou bäizedroen, dass d'Sécherheetssituatioun sech landeswäit a fir all Syrer verbessert.

ad 2. D'Generaldirektioun fir Immigratioun schafft schonn haut am Kader vu Réckféierunge reegelméisseg mat Däitschland zesummen. Dëst ass och mam däitschen Inneminister beim Treffe vun den däitschsproochegen Inneministeren, dat de 27. an 28. Abrëll 2026 zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, ugeschwat ginn.

Blocage d'avoirs russes, contentieux et impact sur la place financière luxembourgeoise | Question **3891** (22/04/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Gazprombank assigne le Ministre des Finances", deen den 28. November am „Lëtzebuerger Land" publizéiert gouf, heescht, gëtt de Staat aktuell vu Vertrieder vun där genannter russescher Energiefirma op d'Geriicht geholl. Dat, well 2022 verschidde vun hire Verméigenswäerter am Kader vu Sanktiounen agefruer goufen, obwuel dës Sanktioune just den deemolegen Detenteur betraff hunn. Weider heescht et, datt den Europäesche

Geriichtshaff schonn am September 2024 confirméiert huet, datt déi Verméigenswäerter kënnen deblockéiert ginn.

Nieft deem zitéierte Fall gëtt de Staat och scho vum russesch-israeeleschen Entrepreneur Mikhail Fridman virun engem internationale Schidsgeriicht op Schuedensersaz ugesicht. Schlëmmstefalls riskéiert Lëtzebuerg hei eng Milliardestrof. D'Grondrecht op Eegentum gëtt zu Lëtzebuerg duerch den Artikel 36 vun der Verfassung geschützt. Dës Rechtssécherheet an de Respekt vum Eegentum duerch de Staat stellen ee vun de Grondpiliere fir d'Vertraue vun den nationalen an internationalen Investoren duer. D'Urteeler an all deene Fäll wierken sech deementspriechend och ëmmer op déi eng oder aner Manéier op d'Reputatioun vun der Finanzplaz aus.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

– Op Basis vu wéi enger nationaler oder internationaler rechtlecher Grondlag ginn déi entspriechend Verméigenswäerter weiderhi blockéiert, nodeems den EU-Geriichtshaff decidéiert huet, datt d'Gazprombank kengerlee Sanktiounen ënnerläit? Wéi eng Institutioun oder Etude huet d'Rechtméissegkeet vun där Decisioun am Virfeld gepréift?

– Wéi bewäert den Här Minister d'Auswierkung vun deenen Decisiounen op d'Vertrauen an de Rechtsstaat souwéi d'Reputatioun vun der Finanzplaz?

– Geet d'Regierung dovun aus, datt de Staat och an dësem Fall ka virun engem internationale Schidsgeriicht ugesicht ginn? Falls net, wéi begrënnt d'Regierung déi Sécherheet? Falls jo, schafft d'Regierung eventuell op eng Eenegung mat der Géigepartei hin?

Réponse (12/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Lëtzebuerg ass ee Rechtsstaat, an deem all Persoun d'Méiglechkeet, ee Recours viru Geriicht ze maachen, huet.

Donieft kommentéiert d'Regierung prinzipiell keng unhängeg Geriichtsprozeduren.

Bénéficiaires de la sécurité sociale | Question **3894** (09/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg ass jiddereen, dee schafft, automatesch krankeverséchert iwwert d'CNS. An och Mënschen, déi aus bestëmmte Grënn net kënne schaffen, hunn d'Méiglechkeet, fir sech fräiwëlleg an der CNS anzeschreiwen oder als Co-Assuré.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

– Existéieren Zuelen dozou, wéi vill Leit, déi iwwert d'CNS krankeverséchert sinn, nach ni enger Aarbecht oder selbstständeger Aktivitéit nogaange sinn?

Réponse (04/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Déi follgend Zuele sinn opgestallt ginn, andeems just déi Leit gezielt gi sinn, déi op den Datum vum Opstelle vun der Statistik effektiv 18 Joer oder méi al waren. Ënnert „enger Aarbecht oder selbstständeger Aktivitéit nogaange sinn", kann iwwer déi administrativ Fichiere vum Centre commun de la sécurité sociale just eng Aktivitéit, ugestallt oder selbstständeg, zu Lëtzebuerg gezielt ginn, fir déi obligatoresch Cotisatioune bezuelt gi sinn.

Beim Artikel 7 sinn och Schüler a Studente mat dran. Et ass eis net méiglech, fir déi ze identifizéieren. Um 31.12.2025 ware follgend Leit, déi nach ni enger Aarbecht nogaange sinn, zu Lëtzebuerg krankeverséchert (Assurance maladie-maternité luxembourgeoise [CNS, CMFEP, CMFEC an EMCFL]):

Jetons de présence dans les communes | Question **3895** (09/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geméiss dem Artikel 27 vum Gemengegesetz kënnen d'Gemengen, Jetons de présence u Membere vum Gemengerot an u Membere vu consultative Kommissiounen ausbezuelen. De Montant vun dëse Jetonen ass heibäi vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wéi héich sinn d'Jetons de présence aktuell an de verschiddene Gemengen zu Lëtzebuerg a kann de Minister eng Iwwersiicht no Gemeng ginn?

Réponse (29/04/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Artikel 27 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, datt de Gemengerot Jetons de présence fir d'Membere vum Gemengerot an och vun de consultative Gemengekommissioune festleeë kann.

Well dës Decisioune kengem Kontrollmechanismus ënnerleien, verfüügt den Inneministère iwwer keng Informatiounen, wat d'Héicht vun de Jetons de présence an de jeeweilege Gemengen ugeet.

Financement public et encadrement de la « Marche féministe » et de la plateforme JIF | Question **3899** (09/04/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Laut engem rezenten Artikel mam Titel „Feminismus mit Rissen", deen den 3. Abrëll 2026 am „Tageblatt" publizéiert gouf, gëtt d'Plattform vum Internationale Fraendag (JIF), déi d'„marche féministe" vum 8. Mäerz organiséiert, mat interner Kritick konfrontéiert. Dat virun allem, wat d'Organisatioun vum Event ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kritt d'Plattform „JIF" ëffentlech Finanzmëttele fir d'Organisatioun vun der „marche féministe" oder fir aner Aktivitéiten? Wa jo, wéi eng Zomme goufen an deene leschte fënnef Joer accordéiert, an no wéi enge Krittären?

2. Kontrolléieren déi zoustänneg Ministèren, ob Associatioune wéi d'JIF, déi mat ëffentleche Sue finanzéiert ginn, d'Sécherheet an déi ëffentlech Uerdnung bei Evenementer garantéieren? Wa jo, wéi gëtt dës Kontroll ausgeübt?

3. Et gouf gemellt, datt et bei der „marche féministe" zu Spannungen tëscht Organisateuren an Aktiviste wéi och zu Gesetzesverstéiss komm ass. Goufen déi zoustänneg Ministèren iwwer dës Virfäll informéiert? Wa jo, wéi eng Moossname goufe geholl?

Réponse (06/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. D'Plattform JIF kritt keng ëffentlech Finanzmëttele vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) fir d'Organisatioun vun der feministescher Marche oder fir aner Aktivitéiten.

ad 2. D'JIF organiséiert déi feministesch Marche, a kritt dofir déi néideg Autorisatioune vun der Stad Lëtzebuerg. De MEGA war weeder virdrun, wärend oder no der Marche implizéiert.

ad 3. De MEGA gouf net iwwert déi beschriwwe Virfäll informéiert.

Laut Informatioune vun der Police, ware béi dëser Manifestatioun Membere vum Service opérations vun der Regionaldirektioun Capitale vun der Police als Responsabel sur place. Vun der Säit vum Organisateur goufe keng Onreegelméissegkeete festgestallt. Méiglecherweis bezitt sech den honorabelen Deputéierten op e Sträit tëscht zwou Aktivistegruppen, deen um Knuedler entstanen ass. D'Police huet sech tëscht déi zwou Gruppe positionéiert a war soulaang op der Plaz, bis d'Situatioun sech nees berouegt hat. Et koum zu kengem Zäitpunkt zu enger Gesetzesverletzung an de Virfall gouf op reng polizeilechem Niveau gereegelt.

Réduction de la consommation d'énergie et recours au télétravail dans la fonction publique | Question **3900** (09/04/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) recommande actuellement, en raison du conflit au Moyen Orient et de ses répercussions sur les marchés mondiaux de l'énergie, de prendre des mesures pour réduire la consommation d'énergie, notamment celle de pétrole. Ainsi, le télétravail, la limitation de vitesse ou encore le recours aux transports en commun sont suggérés aux consommateurs et travailleurs. Il va sans dire que les gouvernements pourraient donner l'exemple en mettant en place des incitations ciblées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'inviter les agents de la fonction publique, dans la mesure du possible, à recourir davantage au télétravail ? Quelles administrations pourraient recourir plus facilement à ces plateformes que d'autres ?

2) Combien de fonctionnaires environ recourent actuellement au télétravail ? Dans quelle mesure leur nombre pourrait-il être révisé à la hausse en temps de crise énergétique ? Une circulaire serait-elle adressée par Monsieur le Ministre aux ministères et administrations en vue d'augmenter, si faire se peut et de manière temporaire, les heures de télétravail ?

3) Combien de fonctionnaires, employés publics et salariés ont bénéficié du télétravail durant les années 2020-2025 ? Comment a évolué le nombre d'heures de télétravail prestées dans la fonction publique depuis 2020 ?

Réponse (30/04/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) L'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que les agents de l'État peuvent être autorisés par le chef d'administration à réaliser une partie de leurs tâches en télétravail. Le chef d'administration détermine les modalités d'exercice du télétravail.

Il n'appartient donc pas au Ministre de la Fonction publique de décider d'un recours au télétravail au sein des ministères et administrations.

Cela étant, le Gouvernement en conseil n'a jusqu'à présent pas donné d'instruction aux responsables d'administrations à privilégier davantage le recours au télétravail.

ad 2) Il n'existe actuellement pas de gestion centralisée des données relatives au télétravail dans la fonction publique.

Les conditions pour pouvoir travailler à distance variant notamment selon les entités et, à l'intérieur de celles-ci, selon les unités organisationnelles ainsi que les tâches des agents, il m'est impossible d'évaluer les possibilités ou non d'augmenter le nombre de jours de télétravail.

Concernant l'émission d'une circulaire adressée aux ministères et administrations, je me permets de renvoyer les honorables Députés à ma réponse à la question précédente.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question précédente, il n'existe actuellement pas de gestion centralisée des données relatives au télétravail dans la fonction publique.

Utilisation des places de stationnement pour personnes avec handicap | Question **3904** (10/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, datt Chauffeure vu spezielle Servicer, déi Persoune mat enger Behënnerung op hiert Zil féieren oder op enger Plaz ofhuelen, net berechtegt sinn, fir kuerzfristeg op enger Behënnerteparkplaz stoen ze bleiwen. Eng Persoun, déi mam Minibus stoe bleift, riskéiert hei eng Strof ze kréien, obwuel et méi sécher wier, d'Gefier kuerz op der Parkplaz ze loossen an d'Leit op der Parkplaz erauszeloossen oder anzesammelen, amplaz an enger Ëmgéigend mat vill Verkéier.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ënnert wéi engen Ëmstänn erlaben déi aktuell Verkéiersreegelen, dass ee Gefier, wéi zum Beispill ee Minibus, dee Persoune mat enger Beanträchtegung transportéiert, eng Parkplaz fir Leit mat enger Behënnerung dierf notzen?

2. Falls et net erlaabt ass, géif d'Ministesch op de Wee goen, fir hei méi flexibel Reegelen opzestellen? Falls net, firwat net?

Réponse (08/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ënnert wéi enge Bedéngungen e/eng Chauffer*euse kuerzfristeg mat sengem Gefier, dat Persoune mat enger Behënnerung transportéiert, eng reservéiert Parkplaz fir Persoune mat enger Behënnerung notze kann.

ad 1. De Code de la route mécht e kloren Ënnerscheed tëscht „arrêt" a „stationnement". En Arrêt entsprécht enger kuerzer Immobilisatioun wärend der Zäit, déi néideg ass, fir Persounen eran- oder erauszeloossen. De Stationnement geet iwwert dës Zäit eraus.

Doraus ergëtt sech, dass e/eng Chauffer*euse, dee mat sengem Gefier eng Persoun mat enger Behënnerung op hiert Zil brëngt oder do ofhëlt, fir d'Eran- oder d'Erausklamme kuerz hale bleiwe kann, soulaang dat op déi strikt néideg Dauer limitéiert ass.

Fir awer op enger reservéierter Plaz fir Persoune mat enger Behënnerung däerfen ze stationéieren, muss allerdéngs eng valabel Parkingskaart fir Leit mat enger Behënnerung op den Tableau de bord vum Gefier geluecht ginn. Hei kann d'Kaart vun der Persoun selwer benotzt ginn, falls si esou eng huet. Nieft dëse perséinleche Kaarte gëtt et och Kaarte fir Institutiounen an Associatiounen, dorënner och verschidde Betreiungsstrukturen oder Haiser, déi Persoune mat enger Behënnerung oder eeler Leit encadréieren; dës Kaarte sinn dann net op eng spezifesch Persoun, mee op e bestëmmt Gefier ausgestallt.

ad 2. Den aktuelle Kader erlaabt haut schonn deen Arrêt, deen néideg ass, fir Persoune sécher eran- oder erauszeloossen, a reservéiert de Stationnement op dëse Plazen de Fäll, an deenen eng valabel Kaart virläit. Eng weider Flexibiliséierung géif de limitative Charakter vun dëse Plazen a Fro stellen a kéint dozou féieren, dass si manner disponibel si fir déi Persounen, fir déi se eigentlech geduecht sinn. Et ass dofir net virgesinn, an och net néideg, déi aktuell Reegelen an dësem Beräich ofzeänneren.

Déclarations du Président des États-Unis sur l'Iran et respect du droit international | Question **3910** (13/04/2026) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un message publié le 7 avril 2026 sur la plateforme Truth Social, le Président des États-Unis Donald Trump a déclaré qu'« une civilisation entière pourrait mourir ce soir, sans jamais pouvoir être reconstruite » en lien avec le conflit en cours avec l'Iran.

Cette déclaration outrancière a interpellé l'opinion publique européenne, voire mondiale – elle fait entrer la menace de génocide dans la panoplie des tactiques de négociation utilisée par les États-Unis.

Venant du Président des États-Unis, elles soulèvent de graves questions, alors qu'elles suggèrent la destruction d'une population ou d'un groupe humain dans son ensemble. Se posent ainsi notamment des interrogations sérieuses au regard :

– de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, notamment l'interdiction de l'incitation à commettre le génocide ;
– des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels, en particulier l'interdiction des attaques indiscriminées et protection des populations civiles ;
– ainsi que des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Lors de l'heure d'actualité consacrée à la stratégie nationale de sécurité des États-Unis du 18 mars 2026, Monsieur le Premier ministre a réaffirmé l'attachement du Gouvernement luxembourgeois au transatlanticisme.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre maintient-il que l'attachement du Gouvernement au transatlanticisme demeure inchangé à la lumière de telles déclarations, ou considère-t-il que le respect du droit international constitue une condition à cet attachement ?

– Messieurs les Ministres condamnent-ils les déclarations en question du Président des États-Unis ?

Réponse (12/05/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement demeure attaché au partenariat transatlantique, qui ne saurait toutefois s'exonérer du respect mutuel entre alliés et des principes du droit international.

Des déclarations évoquant la destruction d'une population ou d'une civilisation sont, quelle qu'en soit l'origine et en toutes circonstances, inacceptables et contraires aux principes élémentaires d'humanité. Sur ce point, la position du Gouvernement est sans ambiguïté.

Ouverture dominicale des commerces | Question **3911** (13/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierungsparteien hunn ee Gesetz (Loi du 19 décembre 2025 réglementant les heures d'ouverture dans le secteur du commerce et de l'artisanat) opgestallt, wat et Geschäfter geschwë wäert erlaben, fir och sonndes dierfen hir Dieren opzemaachen.

D'Piraten haten sech géint dëst Gesetz ausgeschwat, well an Zukunft weiderhin eng Benodeelegung vis à-vis vun den Tankstelle bestoe bleift. An den Diskussiounen ëm d'Gesetz ass driwwer geschwat ginn, dass d'Tankstelle weiderhin dierfe ronderëm d'Auer (24/7) déi selwecht Wuere verkafen, wou aner Butteker eréischt um 5.00 Auer dierfen hir Dieren opmaachen. Als Beispill sinn zum Beispill d'Tankstellen op der Nationalstrooss zu Käerjeng genannt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Dierfen d'Tankstellen elo mam Akraafttriede vum Gesetz 24/7 opbleiwen?

Réponse (16/04/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorabelen Deputéierte gëtt dodrun erënnert, datt d'Chamber de legislativen an d'Regierung den exekutive Pouvoir ausüübt. An deem Kontext sief op d'Chamberdebatt vum 18. Dezember 2025 zum Sujet vun den Ëffnungszäite respektiv den obligatoresche Fermeturezäite vun de Geschäfter am Secteur vum Handel a vum Handwierk, verwisen.

Vente de cannabinoïdes synthétiques dans un CBD shop à Luxembourg | Question **3912** (13/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem CBD-Buttek an der Stad Lëtzebuerg gouf bis viru Kuerzem e Produit ënner der Bezeechnung THCA verkaaft, deen no lëtzebuergescher an europäescher Gesetzgeebung als illegal anzestufen ass. Syntheetesch Cannabinoide stellen eng seriö Gefor fir d'ëffentlech Gesondheet duer, well hir Wierkungen oft vill méi staark a manner previsibel si wéi déi vun natierlechem Cannabis. Dëst Phänomeen ass net nëmmen op Lëtzebuerg beschränkt, mee gouf schonn op verschiddene Plazen an Europa festgestallt, wat op eng breetgefächert Verbreedung vun dëse Substanzen hindeit. Et stellt sech d'Fro, wéi d'Kontrollmechanismen an d'Iwwerwaachung vun CBD-Geschäfter zu Lëtzebuerg organiséiert sinn, fir d'Bevëlkerung virun esou geféierleche Substanzen ze schützen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an de leschten zwee Joer a CBD-Butteker zu Lëtzebuerg duerchgefouert, a vu wéi engen Autoritéiten?

2. Wéi eng rechtlech Konsequenzen hunn d'Bedreiwer vum betraffene CBD-Buttek an der Stad Lëtzebuerg ze erwaarden?

3. Sinn der Ministesch weider Fäll bekannt, wou illegal Substanzen a CBD-Geschäfter zu Lëtzebuerg verkaaft goufen?

4. Wéi gedenkt d'Regierung d'Kontrollmechanismen ze verstäerke fir ze verhënneren, datt syntheetesch Cannabinoiden ënner falsche Bezeechnunge verkaaft ginn?

5. Gëtt et eng europäesch Zesummenaarbecht beim Austausch vun Informatiounen iwwer syntheetesch

Cannabinoiden, an huet Lëtzebuerg sech un dëse Mechanisme bedeelegt?

Réponse (12/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. D'Administration des douanes et accises féiert bei allen Operateuren, déi iwwer eng Autorisatioun als „entrepositaire agréé" verfügen, fiskal Kontrollen duerch. Dozou gehéiert all Joer e Recensement vum Stock am fiskalen Entrepôt.

D'Douane kontrolléiert och, ob d'Autorisatiounen, fir de Commerce mat acciséierte Cannabis- a CBD Produkter ze maachen, virleien.

ad 2. Verstéiss ginn am Aklang mam Artikel 10 vun der Loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sanktionéiert. D'Gesetz gesäit Geldstrofen tëscht 251 a 50.000 Euro vir, jee no Natur a Gravitéit vum Verstouss. Am Fall vun enger Recidive kënnen d'Geldstrofe bis op dat Duebelt vum maximale Montant erhéicht ginn.

ad 3. Bis elo gouf kee vergläichbare Fall bekannt gemaach, bei deem an CBD/THC-A vermaarte Produiten illegal oder geféierlech Substanzen, wéi zum Beispill syntheetesch Cannabinoiden, nogewise goufen.

ad 4. Wat déi geplangte Mesuren ugeet, ass et virgesinn, d'Kontrollmechanisme weider ze stäerken, besonnesch duerch d'operativ Ëmsetzung vun den neie Kompetenzen, déi der Administration des douanes et accises am Gesetz vum 25. November 2025 zougewise goufen.

ad 5. Wéi déi aner Memberstaaten ass och Lëtzebuerg Deel vum europäesche Fréiwarnsystem (Early Warning System – EWS), dee vun der Agence vun der Europäescher Unioun fir Drogen (EUDA) koordinéiert gëtt. Dëst Instrument baséiert op dem Reglement (EU) 2023/1322 vum 27. Juni 2023, dat den deemolegen Europäeschen Observatoire fir Drogen an Drogesucht (EMCDDA) an haiteg Europäesch Drogenagence (EUDA) ëmgeännert huet, déi zanter Juli 2024 operationell ass. Gläichzäiteg gouf de Fréiwarnsystem am Zesummenhang mat neie psychoaktive Substanze gestäerkt, fir d'Entwécklung vum Drogemaart besser iwwerwaachen an op nei opkommend Geforen äntwerten ze kënnen.

Iwwer säin nationale Focal Point, de PFLAD, sammelt an deelt Lëtzebuerg Informatiounen iwwer nei psychoaktiv Substanzen, déi op sengem Territoire identifizéiert ginn, dorënner och semi-syntheetesch Cannabinoiden. Dës Informatioune ginn un d'EUDA weidergeleet, déi den Datenaustausch tëscht de Memberstaaten zentral koordinéiert an de Fonctionnement vum séiere Warnsystem assuréiert, wärend d'EUDA gläichzäiteg zur Bewäertung vun de Risike fir déi ëffentlech Gesondheet an d'Sécherheet bäidréit.

Dëse Mechanismus garantéiert domat e séieren, strukturéierten a koordinéierten Informatiounsaustausch op europäeschem Niveau an erliichtert d'Analys vun der geographescher Verdeelung vun neie psychoaktive Substanzen, souwéi d'Iwwerwaachung vun hirer Verbreedung tëscht den europäesche Länner.

D'Police kooperéiert verstäerkt um europäeschen Niveau. De Service de police judiciaire tauscht mat sengen europäeschen Homologe reegelméisseg Informatiounen aus iwwer dofir geschafe Kanäl. De Laboratoire national de santé ënnerstëtzt, wann néideg, d'Police beim Traitement vun Ufroen aus dem Ausland.

Avenir du CHdN | Question **3921** (15/04/2026) de **M. André Bauler** | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Avec ses sites à Ettelbruck et à Wiltz, le Centre hospitalier du Nord (CHdN) forme un acteur central de l'offre de soins médicaux dans le nord du pays en facilitant l'accès aux services hospitaliers au niveau de toute une région.

Dans ce contexte, il est sans doute opportun de nous interroger sur la vision du Gouvernement relative à l'avenir à longue échéance de cet établissement hospitalier.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la stratégie envisagée pour le développement à moyen et à long terme du Centre hospitalier du Nord, tant en ce qui concerne l'évolution des infrastructures que l'adaptation aux besoins futurs d'une population croissante et vieillissante ?

2) Comment le Gouvernement anticipe-t-il l'évolution des services offerts sur ce site, en termes de spécialisations, de ressources humaines, de modernisation des équipements et de complémentarité avec les autres établissements hospitaliers du pays ?

3) Comment Madame la Ministre se positionne-t-elle par rapport à des propositions qui visent à réfléchir sur des projets de relocalisation potentielle ou de réaménagement du site à longue échéance pour assurer une accessibilité meilleure et des conditions de prise en charge adaptées aux exigences futures ?

4) Le maintien du site d'Ettelbruck, situé avenue Salentiny, est-il garanti à long terme, au vu des contraintes d'accessibilité, en particulier pour les ambulances ?

Réponse (07/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Aujourd'hui le Centre hospitalier du Nord (CHdN) remplit pleinement sa mission de centre hospitalier de la région Nord du pays en disposant de tous les services nécessaires à l'exercice de son rôle défini par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. La stratégie du CHdN consiste à assumer ses responsabilités tout en assurant la qualité des services médico-soignants dans ses services autorisés.

Une adaptation aux besoins futurs d'une population croissante et vieillissante impose des réflexions stratégiques qui sont régulièrement menées par le CHdN tant dans l'objectif d'anticiper les travaux de modernisation nécessaires des infrastructures existantes que dans l'objectif de planifier de nouvelles constructions répondant aux besoins de la population de la région Nord.

ad 2) D'une part, les spécialisations nécessaires d'un centre hospitalier sont fixées par l'article 4 de la loi du 8 mars 2018. D'autre part, les ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement de ces services sont notamment établies par des normes établies conjointement par la Fédération des hôpitaux luxembourgeois et la Caisse nationale de santé. Tous les centres hospitaliers du pays sont soumis à ces mêmes règles, auxquelles le CHdN ne fait donc pas exception. Dans le cadre de la procédure de la prolongation des autorisations de service, les besoins futurs de services de santé publique sont analysés par la Direction de la santé, en concertation avec les centres hospitaliers.

Concernant la modernisation des équipements médicaux techniques au CHdN, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale note sa dynamique soutenue considérant que le CHdN a élargi de manière significative son offre d'équipements lourds au cours des dernières années. Le CHdN travaille en complémentarité avec les services hospitaliers situés dans d'autres centres hospitaliers et participe activement à la gouvernance des services nationaux grâce à sa participation dans les conseils d'administration respectifs.

ad 3) Il appartient au conseil d'administration du CHdN, établissement public, d'établir sa stratégie à moyen et long terme. Une telle stratégie, une fois établie, sera exposée à la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui, conformément à la loi du 20 avril 2009 portant création de l'établissement public CHdN (article 4, paragraphe 3) en estimera la teneur.

ad 4) Le CHdN évalue comme ne devant pas constituer un point d'attention particulière la situation des infrastructures du site d'Ettelbruck, sises avenue Salentiny, au regard de leur accessibilité, et ce, du fait de son insertion dans un tissu urbain dense.

Activation des comptes eSanté | Question **3929** (16/04/2026) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Duerch en eSanté-Kont kann de Patient souwéi den Dokter Accès zu senge Patientendate kréie wéi zum Beispill dem Dossier de soin partagé (DSP) oder dem digitalen Impfpass. Am Joresrapport 2024 vun der eSanté konnt ee feststellen, datt ëmmer méi Patienten a Gesondheetsberuffler eSanté-Konte benotzen. D'Zuel vun aktivéierten eSanté-Konte war 2024 am Verglach zum viregte Joer 2023 ëm 212 Prozent geklommen. D'Aktivéierung vum Kont geschitt duerch eng éischt Umeldung en ligne. Wann et sech ëm déi éischt Aktivéierung handelt, muss den Demandeur ee Code per Courrier geschéckt kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Wéi laang dauert am Duerchschnëtt den Traitement vun den Ufroe fir en Aktivéierungscode?

2. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt bis de Courrier beim Demandeur an der Boîte ukënnt?

3. Gedenkt d'Madamm Minister eng alternativ Aktivéierungsmethod anzeféieren, déi et erméiglecht, dës Delaien ze kierzen? Beispillsweis iwwer d'Messagerie op MyGuichet.

4. Wéi vill Persounen hu sech am Joer 2025 een eSanté-Kont ugefrot an aktivéiert?

5. Kéint d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill eSanté-Konten insgesamt zënter der Aféierung aktivéiert goufen? Wa méiglech opgeschlësselt no Patientekonten, professionnelle Konten, Lëtzebuerger Residenten an Netresidenten.

6. Wéi eng Sensibiliséierungsaarbecht gouf a gëtt aktuell gefouert, fir d'Bevëlkerung mat op de Wee vun den digitale Patientendossieren ze kréien?

7. Wat ass fir Patienten esouwuel wéi fir d'Gesondheetsberuffler de Virdeel vun engem eSanté-Kont?

Réponse (11/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Aktivéierungscodë fir d'eSanté-Konte ginn no der Schafung vum Dossier de soins partagé (DSP) per Post un déi betraffen Titulairë verschéckt. Dësen Aktivéierungscode kann nëmmen eemol benotzt ginn an huet eng Gültegkeet vu maximal 90 Deeg. Et kënnt reegelméisseg vir, datt Patienten hiren DSP net bannent dësem Delai aktivéieren, wat dozou féiert,

datt den Aktivéierungscode ofleeft. An esou engem Fall ass et néideg, en neien Aktivéierungscode unzefroen, fir den DSP kënnen ze notzen.

De Patient huet d'Méiglechkeet, en neien Aktivéierungscode entweeder telefonesch beim Helpdesk vun der Agence eSanté unzefroen oder andeems een de jeeweilege Formulaire um eSanté-Portal ausfëllt. An deenen zwee Fäll gëtt den neien Aktivéierungscode per Post un de Patient geschéckt. D'Beaarbechtungszäit läit am Duerchschnëtt tëscht engem an dräi Deeg.

Zanter Dezember 2025 invitéiert den Helpdesk d'Patienten, déi iwwer e MyGuichet-Kont verfügen, alternativ d'Prozedur zur Eréffnung vun engem eSanté-Kont iwwer den Internet-Portal MyGuichet ze maachen. Dës Approche erméiglecht hinnen duerno och iwwer dëse Wee Zougang zu den Donnéeë vun hirem DSP. Iwwer dëse Wee besteet d'Méiglechkeet, säin DSP-Kont opzemaachen, ouni mussen e valabele Code ze hunn. Fir d'Sécherheet ze garantéieren, mussen dës Persounen sech iwwer e LuxTrust-Produit identifizéieren.

ad 2. Fir all Ufro, déi viru 15.00 Auer beim Service Helpdesk vun der Agence eSanté agereecht gëtt, kann ee mat enger Äntwert bannent engem Delai vun 1 bis maximal 2 Aarbechtsdeeg fir Residentë respektiv vun 2 bis maximal 3 Aarbechtsdeeg fir Netresidentë rechnen.

ad 3. Zanter Dezember 2025 kënne Patienten iwwer hire perséinlechen Espace op myguichet.lu hiren eSanté-Kont aktivéieren an Zougang zu hirem DSP kréien. Dës nei Fonctionnalitéit gouf am Kader vun engem Pressecommuniqué vum 1. Dezember 2025 beschriwwen a per verschidde Kommunikatiounsmoossname vum CTIE an der Agence eSanté diffuséiert[23].

Zanter der Aféierung vun dëser neier Fonctionnalitéit op myguichet.lu hunn op den Datum vum 28. Abrëll 2026 ronn 7.164 Persounen iwwer myguichet.lu op hiren DSP zougegraff. Et sief gesot, datt 4.521 Konte schonn iwwer myguichet aktivéiert goufen; ongeféier e Véierel vun all den Aktivéierunge geschitt elo iwwer myguichet.lu.

ad 4. Am Joer 2025 hu 35.984 Patienten hiren eSanté-Kont aktivéiert.

ad 5. Bis haut sinn insgesamt 250.372 Patientekonten opgemaach an aktivéiert, dovun 180.218 vu Residenten a 70.154 vun Netresidenten. Zousätzlech existéiere 5.608 professionell Konten, dat heescht Konten, déi vu Generalisten, Zänndokteren, spezialiséierten Doktere wéi zum Beispill Kannerdokteren, Gynekologen asw., esouwéi Infirmièren, Aide-soignanten, Apdikter, Ergotherapeuten asw. aktivéiert gi sinn.

ad 6. D'Agence eSanté sensibiliséiert aktiv d'Bevëlkerung iwwer verschidden Initiativen. An dësem Kontext organiséiert si reegelméisseg, a Kooperatioun mat Associatiounen a Gemengen, Presentatioune vum DSP am Kader vun der Aktioun „DSP on Tour". Zudeem publizéiert si reegelméisseg Bäiträg an Artikelen zum DSP op hire soziale Reseauen, op hirem Portal souwéi an hirer Newsletter. Dës Sensibiliséierungsaktioune ginn och am Joer 2026 weidergefouert.

Ausserdeem veréffentlecht d'Agence, iwwert d'Plattform vun Open Data Luxembourg[24], all Mount hire „Cahier eSanté" mat Statistiken zu sämtleche Servicer, déi d'Agence ubitt.

[23] https://mindigital.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiques+2025+12-decembre+01-dsp-myguichet.html

[24] https://data.public.lu/fr/

D'Bereetstellung vum DSP op der Plattform MyGuichet huet e bedeitende Fortschrëtt bei der Vereinfachung vum Zougang zum DSP fir d'Patienten duergestallt. Fir dës Dynamik weiderzeféieren, an am Kader vun der digitaler Inklusioun souwéi der Verbesserung vun der Ergonomie vum System am Déngscht vun der Koordinatioun vun der Gesondheetsversuergung, huet d'Agence e Projet fir e vereinfachten Zougang zum DSP fir Gesondheetsberuffler lancéiert.

Aktuell analyséiert d'Agence verschidde Méiglechkeeten, fir den Zougang zum DSP fir Gesondheetsberuffler, déi un der Betreiung vun de Patiente bedeelegt sinn, ze vereinfachen. Soubal eng konkreet Léisung ëmgesat ass, gëtt si vun enger éffentlecher Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne selbstverständlech begleet.

ad 7. D'Virdeeler vum DSP fir de Patient sinn:

All seng weesentlech Gesondheetsdonnéeë sinn op enger eenzeger Plaz regroupéiert, an doduerch:

– brauch hien se net méi ze memoriséieren, oder säi medezinneschen Dossier vun engem Dokter bei deen anere matzehuelen;
– kann hien, wann e bei en aneren Dokter geet, him direkt en Accès op säin DSP ginn;
– kann, am Fall vun enger Urgence, den DSP esouguer säi Liewe retten;
– hie kann seng „Dispositiounen zum Liewensenn" aginn;
– hie kann seng Zoustëmmung oder säi Refus, fir Organspender ze sinn, uginn;
– am Kader vum Dispositif „médecin référent" kritt de Patient reegelméisseg Zougang zu sengem „resumé patient";
– de Patient huet selwer Accès op seng Gesondheetsdonnéeën a gesäit zu all Ament, wien op säin DSP zougegraff huet, wéini a firwat (Consultatioun/Depot).

D'Virdeeler vum DSP fir d'Gesondheetsberuffler sinn:

– direkten Zougang zu behandlungsrelevante Patientendonnéeën;
– séier an einfach Gesondheetsdonnéeën erëmfannen, mat Hëllef vum „moteur de recherche";
– d'Méiglechkeet, d'Gesondheetsdonnéeën op eng méi einfach Aart a Weis mat sengen Aarbechtskolleegen ze deelen an auszetauschen;
– dréit zu enger optimaler Behandlung an der Kontinuitéit vun der Behandlung vu senge Patiente bäi.

Fonctionnement du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) | Question **3937** (17/04/2026) de **M. Patrick Goldschmidt** | **M. Gusty Graas** (DP)

Zënter méi laanger Zäit gëtt de Fonctionnement vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) vu beruffleche Partner souwéi vu ville Bierger kritesch gesinn, besonnesch wat d'Kommunikatioun an den administrativen Austausch betrëfft.

Fir generell Demandë gëtt et eng allgemeng Telefonsnummer, déi een an ee Callcenter viruleet a wou een op allgemeng Froen eng gutt Äntwert an Erklärunge kritt. Allerdéngs bei konkreeten Dossieren, wou et schonn een Echange am Virfeld gouf an eng schréftlech Kommunikatioun vum CCSS komm ass, feelt oft eng kloer Kontaktpersoun oder en zoustännege Service. Bei Réckfroen oder fir Ergänzungsinformatiounen hu Betraffener et dofir oft schwéier, een direkten Uspriechpartner ze fannen. Zousätzlech ginn Entscheedungen oder Fuerderungen heiansdo ouni detailléiert Begrënnung, Referenzen oder transparent Berechnungsgrondlagen zougestallt.

Och op der offizieller Internetsäit vum CCSS feelt et un enger klorer Presentatioun vun der Organisatiounsstruktur, zoustännege Servicer oder praktesche Kontaktméiglechkeeten. Eng esou zréckhalend Kommunikatioun entsprécht net méi de moderne Standarde vun enger biergernoer Verwaltung.

Erschwéierend kënnt dobäi, datt d'Bierger heefeg Dokumenter éfters bei verschiddene Verwaltungen androe mussen, obwuel dës schonn aneren éffentlechen Instanze virleien. Als Beispill ginn dacks d'Echangë respektiv Netechangen tëscht dem CCSS an anere Verwaltunge genannt. Dëst féiert zu zousätzlechem administrativen Opwand, Zäitverloscht a Frustratioun bei de Betraffenen.

Donieft gëtt et och Froen am Zesummenhang mat der Homogenitéit vun de Prozeduren an der Vergläichbarkeet vun administrative Bescheeder, well den Androck entsteet, datt d'Virgoensweis jee no Dossier oder Beaarbechter variéiere kéint.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

– Ass de Fonctionnement an d'Organisatioun vum CCSS an de leschte Joren analyséiert oder auditéiert ginn?

– Falls jo, wéi eng Schlussfollgerunge goufen doropshi gezunn, besonnesch am Beräich vun der Moderniséierung vun de Prozeduren? Falls nee, ass virgesinn, eng entspriechend Evaluatioun duerchzeféieren?

– Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt de Prinzipp „once only" och fir de CCSS sollt konsequent applizéiert ginn respektiv datt d'Kommunikatioun an den Datenaustausch tëscht staatlechen Institutiounen am Sënn vum Bierger weider solle verbessert ginn?

– Wéi eng kuerz- oder mëttelfristeg Moossname si geplangt, fir d'Kommunikatioun ze verbesseren an de Bierger kloer ze maachen, wie fir hiren Dossier zoustänneg ass, besonnesch bei spezifesche Froen oder Klärungsbedierfnesser?

– Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt administrativ Bescheeder hautdesdaags systematesch solle begrënnt ginn, mat klore Referenzen an/oder Berechnungen, fir d'Verständlechkeet an d'Transparenz fir déi Betraffen ze erhéijen?

– Wéi beurteelt d'Madamm Ministesch d'Politick vum CCSS am Bezuch op den direkte Kontakt mat de Bierger, an ass virgesinn, d'Zougänglechkeet vun de Servicer (z. B. Telefon oder personaliséiert Kontakt-weeër) weider auszebauen?

Réponse (05/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De CCSS berechent d'Cotisatioune fir ronn 100.000 Employeuren. Dorënner falen Entreprisen, Independanten, privat Haushälter souwéi fräiwëlleg Verséchert. Aus dëse Cotisanten erginn sech ongeféier 500.000 Haaptversécherter. Am Hibléck op dës bedeitend Gréisst an eng ëmmer méi komplex Matière ass d'Organisatioun esou opgestallt, datt Dossiere vu spezialiséierten Equippe behandelt ginn, fir en effizienten a qualitativen Traitement ze garantéieren.

D'Kommunikatioun baséiert op enger zentraliséierter Gestioun vun den Ufroen, mat engem éischte Kontaktpunkt, deen déi grouss Majoritéit vun den Demanden ofdeckt (iwwer 600 Appeller a 700 E-Maile pro Dag). Ufroen, déi méi komplex oder individuell Dossiere betreffen, ginn un déi zoustänneg Servicer weidergeleet. Duerch d'Zentraliséierung vun den Donnéeën ass ee kontinuéierlechen a konsequenten Traitement viséiert, onofhängeg vun engem eenzele Mataarbechter.

De CCSS gëtt als Établissement public vun engem Verwaltungsrot geleet an ënnersteet der Opsicht vun der Inspection générale de la sécurité sociale. Dës Opsiicht ëmfaasst och Auditen. Déi gesetzlech virgesinne Gouvernancereegelen enthalen ënner anerem d'Implementatioun vun engem Prinzipp vun der kontinuéierlecher Verbesserung. Am Aklang mat dëse Bestëmmunge setzt de CCSS reegelméisseg Initiativen ëm, déi dorop ofzilen, de Bierger eng méi performant a qualitativ héichwäerteg Verwaltung ze bidden.

De CCSS verfollegt eng Moderniséierungsstrategie, besonnesch am Beräich vun der Digitaliséierung, ënner anerem iwwer myguichet.lu, wou d'Benotzer ëmmer méi Servicer an Informatiounen online an an Echtzäit kënnen notzen. Weider Entwécklungen, dorënner en erweiderte Messaging-System, sinn aktuell an der Ëmsetzung.

Am Sënn vun der Transparenz ginn Entscheedunge systematesch schréftlech mat den entspriechende gesetzleche Referenzen an detailléierte Berechnunge kommunizéiert. D'Inhalter vun de Kommunikatioune goufen an de leschte Joren zousätzlech optiméiert, fir d'Verständlechkeet fir d'Bierger weider ze verbesseren.

Duerch déi systembedéngt inherent Fluxe kann et besonnesch bei Independanten zu Redressementer vun de Cotisatioune kommen. An dësem Zesummenhang soll drop higewise ginn, datt de CCSS am November 2025 de Layout an den Inhalt vun de Facturen am Sënn vun enger méi grousser Transparenz an enger besserer Novollzéibarkeet vun de Detailer ugepasst huet.

De CCSS ënnerhält schonn haut en ëmfaassenden Datenaustausch mat villen ëffentlechen Institutiounen, op Basis vun de gesetzleche Bestëmmungen. De Prinzipp vum „once only" gëtt dobäi applizéiert a soll an Zukunft nach weider gestäerkt ginn.

Convocation d'une tripartite | Question **3951** (20/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

An enger Radiosausso vum 20. Abrëll huet d'Mobilitéitsministesch erklärt: „Mir als DP sinn oppen, fir an eng Tripartitt ze goen". An deem Zesummenhang huet si betount, dass et néideg wier, wäitsiichteg ze denken, besonnesch am Hibléck op d'Kafkraaft vun de Stéit, d'Kompetitivitéit vun de Betriber an d'Reduktioun vum Chômage. Gläichzäiteg huet si drop higewisen, dass et um Premierminister wier, fir eng Tripartitt anzeberuffen.

An deem Kontext géinge mir dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

1. Ass d'Positioun vun der Madamm Backes mëttlerweil och d'Positioun vun der Regierung?

2. Wann d'DP sech elo oppe fir eng Tripartitt weist, nodeems d'Oppositioun dat schonn zanter Längerem gefuerdert huet, ass et dann d'CSV, déi blockéiert?

3. Oder ass et de Premierminister selwer, deen sech géint d'Aberuffung vun enger Tripartitt stellt, grad well dës Decisioun, sou wéi d'Mobilitéitsministesch betount huet, a senger Kompetenz géif leien?

Réponse (27/04/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Op Basis vun enger Propositioun vum Premierminister am Regierungsrot den 22. Abrëll 2026, gouf d'Ofhale vun enger Tripartitt an den nächste Wochen annoncéiert.

Mission humanitaire Global Sumud Flotilla | Question **3957** (21/04/2026) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon des informations relayées dans la presse, une nouvelle mission de la Global Sumud Flotilla a pris le départ mi-avril 2026 et des ressortissant·e·s luxembourgeois·es y participeraient. Cette flottille a notamment pour objectif d'acheminer vers Gaza une aide humanitaire, y compris un soutien médical ainsi que du matériel destiné à répondre aux besoins humanitaires les plus urgents.

Étant donné qu'une précédente tentative de flottille humanitaire vers Gaza en 2025, a été interceptée par Israël et que des participant·e·s ont ensuite fait état d'un arraisonnement en eaux internationales, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelles démarches concrètes le Gouvernement a-t-il entreprises afin d'assurer la sécurité et la protection consulaire des Luxembourgeois·es participant à la flottille Global Sumud ? Existe-t-il un dispositif d'alerte ou d'intervention prévu en cas d'escalade ou d'arrestation ?

– En cas d'interception, d'arraisonnement ou d'arrestation des navires de la flottille, y compris en mer internationale, le Gouvernement entend-il se positionner publiquement et entreprendre des démarches diplomatiques auprès des autorités concernées, ainsi qu'au niveau européen et international, afin de défendre la liberté de navigation, l'action humanitaire et les droits des participant·e·s, y compris des ressortissant·e·s luxembourgeois·es ?

Réponse (11/05/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Comme mentionné lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 30 avril 2026, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur a adressé des messages clairs à l'ambassadrice israélienne afin de demander le respect du droit international ainsi que du droit à la protection consulaire dans le contexte de la flottille « Global Sumud ».

Dès lors que le droit international, notamment l'article 87 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, consacre la liberté de navigation en haute mer, je considère que l'intervention israélienne en haute mer n'était pas conforme au droit international. Comme également indiqué à la séance publique, il n'y a pas eu de ressortissants luxembourgeois dans cette « Global Sumud Flotilla ». Une personne résidente au Luxembourg de nationalité italienne avait été arrêtée par les autorités israéliennes, et le ministère avait informé l'Ambassade italienne. Elle a été relâchée sur l'île de Crète avec la plupart des autres personnes arrêtées. L'Ambassade de France a également été informée de la présence dans la flottille d'une personne résidente au Luxembourg de nationalité française.

Investissements du Fonds de compensation commun au régime général de pension | Question **3966** (22/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) investit une partie de la réserve de compensation dans l'immobilier, à la fois à travers son patrimoine direct et via des fonds immobiliers non cotés au sein de sa SICAV.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est le montant total investi par le FDC dans l'immobilier au 31 décembre de chacune des cinq dernières années, en distinguant le patrimoine immobilier direct détenu au Luxembourg et les investissements réalisés via des fonds immobiliers non cotés au sein de la SICAV ? Quelle est la part respective de chacune de ces deux catégories par rapport à la réserve totale gérée par le FDC ?

2) Parmi le patrimoine immobilier direct du FDC, quelle est la surface et la valeur des biens affectés à la location (résidentielle, à loyer abordable, bureaux, etc.) par rapport aux biens non destinés à la location ? Comment cette répartition a-t-elle évolué sur les cinq dernières années ?

3) Quels sont les taux de rendement annuels de chaque catégorie d'investissement immobilier du FDC (patrimoine direct, fonds non cotés) sur les cinq dernières années, et comment ces rendements se comparent-ils à l'indice de référence stratégique du FDC ainsi qu'aux autres classes d'actifs (actions, obligations) ?

4) Dans le cadre de la coopération entre le FDC et des acteurs publics tels que le Fonds du logement ou la SNHBM pour la création de logements à loyer abordable, combien de logements ont été financés ou acquis par le FDC à ce jour ? Quel est le loyer moyen pratiqué, et quel est le rendement locatif net de ces opérations spécifiques ?

Réponse (11/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 3) Le tableau ⬆ ci-dessous renseigne sur les investissements et les rendements immobiliers du Fonds de compensation (FDC).

ad 2) et 4) Le parc immobilier (existant et en futur état d'achèvement) du FDC est entièrement destiné à la location. Sur la période 2021 à 2025, le parc immobilier présentait un taux d'occupation moyen dépassant largement les 90 %. Le taux d'occupation est essentiellement fonction des travaux de rénovation et de mise en conformité entamés par le FDC et nécessaire dans une optique de préservation de qualité.

Finalement, en ce qui concerne la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) et le Fonds du logement, le FDC est, après l'État luxembourgeois et à raison de 22,6 %, le deuxième actionnaire le plus important de la SNHBM. La SNHBM est un promoteur immobilier public dont la mission consiste à créer et à gérer des logements abordables et durables. Les rapports annuels de la SNHBM renseignent en détail sur ses activités sachant que celui relatif à l'année 2025 n'est pas encore disponible. À titre d'exemple, le FDC a ainsi contribué :

– en 2022, au lancement de 293 logements abordables ainsi qu'à la réalisation de 300 logements abordables[25] ;
– en 2023 au lancement de 230 logements abordables ainsi qu'à la réalisation de 160 logements abordables[26] ;
– en 2024 au lancement de 301 logements abordables ainsi qu'à la réalisation de 250 logements abordables[27] ;
– en 2025, au lancement de 337 logements abordables ainsi qu'à la réalisation de 268 logements abordables. En outre, 1.179 logements étaient en cours de construction en 2025.

[25] SNHBM Rapport annuel 2022.
[26] SNHBM Rapport annuel 2023.
[27] SNHBM Rapport annuel 2024.

Étant donné que le FDC ne finance pas directement des immeubles via sa participation au sein de la SNHBM respectivement n'acquiert pas d'immeubles de la SNHBM, le FDC n'est pas en mesure de donner des informations sur le loyer annuel ou le rendement locatifs du parc immobilier de la SNHBM.

Néanmoins, au niveau du PAP Cité de la sécurité sociale à Luxembourg-Gare, il y a une collaboration entre le FDC et la SNHBM concernant la construction sur un terrain mis à disposition par l'État d'un immeuble résidentiel comprenant environ 80 logements destinés à la location abordable.

Nouvelle piste cyclable entre Arlon et Koerich | Question **3970** (22/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Vun Arel op Käerch gëtt aktuell déi grenziwwerschreidend Vëlospist 12 (PC12) gebaut. De 14. Abrëll war am „Tageblatt" ënner anerem ze liesen, datt dës Mobilitéitsoffer och un d'Frontalieren adresséiert ass, fir amplaz mam Auto mam Vëlo schaffen ze fueren. Dacks hunn déi Leit hir Aarbechtsplaz awer net direkt hannert der Grenz, mee an der Stad. Deementspriechend missten si also, zum Beispill zu Klengbetten, op den ëffentlechen Transport ëmklammen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi Informatioun, datt dës Vëlospist sech am Beruffsverkéier zu enger „Alternativ" zur Autobunn soll entwéckelen, bestätegen? Falls jo, vu wéi vill Leit, déi nom Enn vun de Bauaarbechte vum Auto op de Vëlo ëmklammen, geet d'Madamm Minister ongeféier aus?

2. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Leit, fir vum Vëlo weider op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen, a wéi eng Begleetinfrastrukturen, notamment fir de Vëlo daagsiwwer sécher ofzestellen, ginn an de Projet integréiert?

Réponse (20/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen zum Projet vun der grenziwwerschreidender Vëlospist, wou een Deelstéck mat der Bezeechnung vum nationale Vëlospistereseau, PC12, rezent lancéiert ginn ass.

ad 1. Déi grenziwwerschreidend Vëlospist „Aménagement cyclable BELU" tëscht Arel a Lëtzebuerg, ass Deel vun der nationaler Strategie, fir eng nohalteg a multimodal Mobilitéit ze förderen, wéi se am Kader vum nationale Mobilitéitsplang 2035 virgesinn ass.

D'Zil vun dëser Infrastruktur ass et, eng zousätzlech Alternativ ze schafe fir déi Leit, déi sech am Alldag oder an hirer Fräizäit méi wëlle mam Vëlo oder zu Fouss fortbeweegen an déi dat bis elo op dëser Streck net konnte maachen.

D'Vëlospist ka souwuel fir Deplacementer eleng mam Vëlo benotzt ginn, wéi och a Kombinatioun vum Vëlo mam Zuch oder mam Bus. Zum Beispill kréien Awunner vu Klengbetten, Hoen a Stengefort, mä och vun Arel, eng nei Méiglechkeet, fir zu Klengbetten gratis den Zuch ze huelen. Och d'Aarbechtsplazen tëscht der belscher Grenz an der Stad, wéi zum Beispill um Wandhaff oder zu Capellen, sinn iwwert dës Vëlospist ze erreechen.

Eng exakt Prognos vun der Frequentatioun ass net méiglech, well dës vu ville Facteuren ofhänkt. Et ass awer ze erwaarden, datt d'Unzuel vun den Notzer·inne mat der Zäit mam kontinuéierlechen Ausbau vum Vëlospistereseau progressiv zouhëlt. D'Frequentatioun vun der Vëlospist wäert deemno jee no betruechtem Tronçon ënnerschiddlech sinn an an engem héije Mooss vum weideren Ausbau vum Vëlospistereseau an der Ëmgéigend ofhänken.

ad 2. Op der Gare Klengbetten steet schonn haut eng Bikebox, déi et erlaabt, de Vëlo geséchert an ënnerdaach ofzestellen.

Sollt sech no der Fäerdegstellung vun der grenziwwerschreidender Vëlospist um P&R Stengefort eng Demande fir geséchert Vëlosstellplaze manifestéieren, sou kéint och do an Zesummenaarbecht mat der Gemeng eng Bikebox installéiert ginn.

Wéi op anere P&R a Garen am Land, gëtt d'Zuel u gesécherte Stellplaze fir Vëloen der Nofro ugepasst.

Satellites militaires luxembourgeois | Question **3976** (23/04/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le 28 février 2026, les forces armées des États-Unis et d'Israël ont déclenché une guerre contre l'Iran nommée « Operation Epic Fury ». L'ouverture des hostilités est jugée par la grande majorité des experts comme une violation du droit international, jugement auquel se sont par ailleurs ralliés 53 député·e·s de la Chambre des Députés à travers le vote de la motion n° 4744 le 3 mars 2026.

GovSat-1 est un satellite de communication géostationnaire géré par la société LuxGovSat, une joint venture à part égale entre l'État luxembourgeois et la société SES, qui couvre un espace géographique incluant l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. LuxGovSat met des capacités de GovSat-1, utilisant des fréquences militaires, à disposition de gouvernements étrangers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Est-ce que le Gouvernement des États-Unis ou le Gouvernement d'Israël, respectivement leurs forces armées respectives, utilisent des capacités de GovSat-1 ? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement peut exclure que ces capacités ont été utilisées dans le cadre de l'opération « Epic Fury » ?

2) Indépendamment de la guerre actuelle contre l'Iran, est-ce que les contrats entre LuxGovSat et les gouvernements incluent des clauses afin de garantir que l'utilisation finale des capacités de GovSat-1 soit conforme aux engagements internationaux du Luxembourg, notamment aux conventions de Genève et à leurs protocoles additionnels ? Dans l'affirmative, comment LuxGovSat, respectivement le Gouvernement luxembourgeois, vérifient l'utilisation qui en est faite ? Est-ce qu'en principe le Gouvernement a la possibilité d'annuler un tel contrat s'il est en désaccord avec l'utilisation qui en est faite ?

Fin août 2025, le satellite d'observation NAOS (National Advanced Optical System) a été mis en orbite dans le cadre du programme LUXEOSys, lequel est capable de fournir des images à très haute résolution de n'importe quel point du globe. En réponse à ma question parlementaire n° 2851 du 10 septembre 2025, Madame la Ministre avait affirmé que des arrangements de coopération, qui donnent un accès aux acteurs étrangers aux services du programme LUXEOSys, ont été signés avec la Belgique et l'Allemagne. D'autres arrangements avec des Alliés, des membres de l'UE ainsi que des organisations internationales seraient en préparation.

Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

3) Est-ce que le satellite NAOS, respectivement le programme LUXEOSys, est déjà pleinement opérationnel ? Dans la négative, pouvez-vous me dire à quelle date il sera opérationnel ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut me dire avec quels autres pays des arrangements de coopération ont été signés entre-temps ?

Le 15 mai 2023, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 8157 qui autorise le Gouvernement à acquérir et exploiter des capacités de communication satellitaire dans le cadre du programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS) qui s'appuie sur le réseau satellitaire « O3b mPOWER » de la société luxembourgeoise SES. Ce programme a été mise en place par la création d'un partenariat bilatéral entre le Luxembourg et les États-Unis censé fournir une couverture globale de services de bout en bout (« end-to-end services ») pour l'appui d'opérations militaires.

Dans ce contexte, je voudrais encore poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

5) Est-ce que les capacités de communication satellitaire que le Luxembourg a acquis à travers le programme MGS sont déjà à disposition de la Défense luxembourgeoise ? Dans la négative, pouvez-vous me dire à quelle date cela sera le cas ? Dans l'affirmative, quelle utilisation est faite par la Défense luxembourgeoise de ces capacités et quel est le taux utilisateur de ces capacités par la Défense luxembourgeoise (taux des capacités utilisés par la Défense luxembourgeoise par rapport aux capacités disponibles pour la Défense luxembourgeoise) ?

6) Est-ce que d'autres pays ou organisations se sont joints entre-temps au programme MGS et si oui, de quels pays ou organisations s'agit-il ?

7) Est-ce que le Département de la Guerre des États-Unis a acquis une capacité sur la constellation « O3b mPOWER » ou, le cas échéant, est-il toujours intéressé à acquérir une telle capacité ? Est-ce que les États-Unis ont utilisé des capacités du programme MGS, respectivement du réseau « O3b mPOWER » dans le cadre de l'opération « Epic Fury » ?

8) Est-ce que dans le cadre du partenariat bilatéral entre le Luxembourg et les États-Unis, il a été explicitement fait référence au respect du droit international et si oui, de quelle manière ? Est-ce que la violation du droit international par les forces armées des États-Unis dans le cadre de l'opération « Epic Fury » a eu une quelconque répercussion sur le partenariat bilatéral dans le cadre du programme MGS et de la constellation « O3b mPOWER » ?

Réponse (11/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) À ce jour, il est possible d'indiquer – comme il s'agit ici d'une information qui est déjà dans le domaine public – que des capacités du satellite GovSat-1 font l'objet d'un contrat avec le commandement américain United States European Command (EUCOM). En revanche, il peut être confirmé qu'aucun contrat n'a été conclu avec le Gouvernement israélien ou ses forces armées.

S'agissant de l'utilisation opérationnelle de ces capacités, il convient de préciser que l'allocation des ressources satellitaires s'effectue dans des zones de couverture géographique (beams) prédéfinies. Or, les capacités mises à disposition dans le cadre du contrat précité ne couvrent pas la zone géographique associée à l'opération dite Epic Fury.

Dès lors, le Gouvernement peut affirmer que les capacités de GovSat-1 n'ont pas été utilisées dans le cadre de cette opération.

ad 2) Tous les contrats encadrant la fourniture de capacités satellitaires par LuxGovSat intègrent des clauses explicites visant à garantir que l'utilisation des services est conforme au droit applicable, y compris au droit international. En particulier, les dispositions contractuelles imposent aux clients et aux utilisateurs finaux de respecter l'ensemble des lois et réglementations nationales et internationales applicables, ainsi que les régimes de sanctions internationaux et les règles en matière de contrôle des exportations.

Il convient toutefois de préciser que ni LuxGovSat ni le Gouvernement luxembourgeois n'assurent un suivi opérationnel en temps réel de l'usage précis des capacités par les utilisateurs finaux. Il est en effet techniquement impossible de contrôler le trafic contenu dans les capacités livrées.

En cas de non-conformité, les contrats prévoient explicitement des mesures coercitives, pouvant aller jusqu'au retrait immédiat des services, voire leur suspension ou résiliation, notamment si un utilisateur final est soumis à des sanctions internationales ou impliqué dans un acte internationalement illicite.

S'agissant de la capacité du Gouvernement à intervenir, celle-ci s'exerce principalement via le cadre réglementaire national, les obligations imposées à LuxGovSat et le contrôle exercé par la représentation de l'État au conseil d'administration de LuxGovSat. En pratique, les mécanismes existants permettent ainsi de ne pas fournir des services à un client potentiel susceptible de violer des engagements internationaux ou de mettre fin à la fourniture de services en cas de non-respect des engagements internationaux.

ad 3) Après son lancement réussi, le système est actuellement en phase de commissionnement en orbite, incluant notamment des activités de validation et de calibration fine de la caméra. Ce type d'ajustements est habituel pour des systèmes d'observation de la terre de haute précision, et vise à garantir la qualité optimale des données produites.

De légers retards ont été constatés pour finaliser ces activités mais les performances globales du système sont jugées conformes aux attentes jusqu'ici.

Le système LUXEOSys sera prévisiblement opérationnel autour de septembre 2026.

ad 4) À ce jour, des accords de coopération ont été concrétisés avec la Belgique, l'Allemagne ainsi qu'avec le Centre satellitaire de l'Union européenne.

Le Luxembourg a également joué un rôle moteur dans le développement du programme multinational APSS (Alliance Persistent Surveillance from Space) de l'OTAN. Cette initiative, qui réunit actuellement 19 nations, est pleinement opérationnelle depuis 2026 et permettra à la Défense luxembourgeoise de fournir ses images à l'OTAN.

D'autres pistes de coopération sont actuellement à l'étude.

ad 5) Les capacités de communication satellitaire acquises par le Luxembourg dans le cadre du programme MGS sont d'ores et déjà à disposition de la Défense luxembourgeoise et font l'objet de déploiements opérationnels.

Ces capacités sont actuellement utilisées sur plusieurs théâtres et sites, notamment à Sigonella, en soutien à la base de l'OTAN dans le cadre de la Force de renseignement, surveillance et reconnaissance de l'OTAN (NISRF), en Roumanie pour des liaisons de type reach-back au profit de la France dans le cadre du groupement tactique multinational des forces terrestres avancées de l'OTAN « Forward Land Forces », ainsi qu'au Mozambique dans le cadre de la mission European Military Assistance Mission (EUMAM) Mozambique. En complément, des capacités sont également utilisées pour des activités de formation et de test au profit de l'Armée luxembourgeoise.

À noter que ces moyens sont déployés et opérés par le personnel de l'Armée luxembourgeoise.

S'agissant du taux d'utilisation, les capacités contractées sont mobilisées en fonction des besoins opérationnels, tout en conservant une marge disponible permettant de répondre à des exigences supplémentaires ou à des déploiements futurs.

ad 6) Les États-Unis et les Pays-Bas sont également utilisateurs du programme MGS.

ad 7) Les États-Unis disposent de capacités sur la constellation O3b mPOWER, notamment dans le cadre du programme MGS.

Comme le contrat MGS a été conclu entre la « NATO Support and Procurement Agency » (NSPA) et SES dans le cadre du « Global Commercially Contracted SATCOM Support Partnership », la Défense luxembourgeoise n'est pas impliquée dans son exécution. Il ne nous est pas possible de connaître les détails de l'utilisation des capacités. Au même titre, les États-Unis ne peuvent pas avoir connaissance des capacités utilisées par la Défense luxembourgeoise.

En conclusion, le Gouvernement n'est pas en mesure de confirmer si des capacités issues du programme MGS ou du réseau O3b mPOWER ont été utilisées dans le cadre de l'opération dite Epic Fury.

ad 8) Le cadre de coopération relatif aux capacités satellitaires considérées s'inscrit dans un partenariat global réalisé au travers de la NSPA (dans le cadre du « Global Commercially Contracted SATCOM Support Partnership »).

Dans ce contexte, les arrangements contractuels ne sont pas conclus directement entre la Défense luxembourgeoise et les États-Unis, mais bien entre les entités concernées et la NSPA, agissant en tant qu'autorités contractantes.

Nouveau référentiel du CGDIS | Question **3979** (23/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Service d'aide médicale urgente (SAMU) soll laut neiem Referentiel beim CGDIS eng bedeitend strukturell Ännerung duerchmaachen. Déi zentral Neierung besteet doran, datt an Zukunft och Doktere mat der Spezialisatioun vum Urgentist bei Asätz matfuere kënnen, wat eng fundamental Ëmstrukturéierung vum aktuelle Fonctionnement bedeite géif.

Dës Ännerung huet awer Diskussiounen ëm Kompetenzen an ëm finanziell Ressourcen ausgeléist. Et stellt sech d'Fro, wéi dës nei Organisatioun konkreet ëmgesat gëtt a wéi eng Käschten eventuell domat verbonne sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit den neie Referentiel beim CGDIS am Detail aus a wéini soll dësen offiziell a Kraaft trieden?

2. Entstinn duerch den neie Referentiel an d'Integratioune vun den Urgentisten an de SAMU-Betrib Méikäschten a wa jo, wéi ginn dës finanzéiert?

3. Huet d'Regierung oder de CGDIS eng Evaluatioun oder eng Etude maache gelooss, déi d'Noutwennegkeet vun dëser Ännerung beleet, a wa jo, kann dës dem Parlament zur Verfügung gestallt ginn?

Réponse (06/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Laut dem Artikel 88 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet, beschreift de „Referentiel SAMU" d'Ressourcen an d'Organisatioun fir de SAMU innerhalb vum CGDIS. Niewent de materielle Ressourcen, wéi d'Infrastrukturen, d'Gefierer an d'Material, dat gebraucht gëtt, fir de SAMU ze bedreiwen, ginn och d'Aufgabe beschriwwen, déi d'Personal vum SAMU ausféiere muss an d'Konditiounen, fir um Service deelzehuelen.

Esou REA-Fichë gëtt et am CGDIS fir all operationellen Emploi (Pompjee, Ambulancier, Asazleeder, Member vun engem Groupe spécial asw.). Fir d'Personal um SAMU hunn dës REA-Fichë bis elo gefeelt, wat mat der neier Versioun vum Referentiel SAMU nogeholl soll ginn. Am Referentiel SAMU, deen zurzäit a Kraaft ass, ginn déi sougenannte „fiches Référentiel emploi & activités (REA)", an deenen d'Conditions d'accès an d'Conditions de maintien en activité fir den Dokter, den Infirmier an de Pompjee um SAMU am Detail festgehal.

Den neie „Referentiel SAMU" wäert a Kraaft trieden, soubal de Verwaltungsrot vum CGDIS, deen eleng dofir kompetent ass, dësen approuvéiert huet. An dësem Kader gëtt och déi eventuell Integratioun vun den Urgentisten an de SAMU-Betrib gereegelt.

ad 2. Nee, duerch den neie Referentiel entsti keng Méikäschte fir de CGDIS, well déi insgesamt 5 SAMU-Basen am Land och haut scho jeeweils mat engem fixen Equipage besat sinn, wourunner sech näischt wäert änneren.

ad 3. D'Noutwennegkeet, fir de Referentiel SAMU ze iwwerschaffen, ergëtt sech aus de prakteschen Erfarunge vun de leschten 8 Joer innerhalb vum CGDIS an de permanente Beméiungen, sech ze verbesseren a weiderzeentwéckelen.

D'Demande, fir de SAMU och fir d'Médecins urgentistes opzemaachen, déi iwwert eng Qualifikatioun an Erfarung an der pre-klinescher Noutfallmedezinn verfügen, koum vun Dokteren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an am Ausland säit Joren um SAMU-Déngscht deelhuelen.

Vidéosurveillance dans les commissariats de police | Question **3995** (28/04/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon les informations portées à mon attention, des dispositifs de vidéosurveillance seraient installés dans certains commissariats de police, notamment dans des bureaux ou espaces d'accueil, alors que d'autres commissariats n'en seraient pas équipés. Cette situation semble varier selon les lieux, sans qu'un cadre uniforme ne soit clairement identifiable.

Une telle situation soulève des interrogations quant aux critères retenus, au cadre applicable et aux garanties entourant l'usage de ces dispositifs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Dans quels commissariats et types de locaux (espaces d'accueil, salles d'audition, bureaux, etc.) ces dispositifs sont-ils actuellement en place ?

2) À quelle date ces dispositifs de vidéosurveillance ont-ils été installés ?

3) Existe-t-il une politique ou un cadre réglementaire clair encadrant l'installation et l'utilisation de caméras au sein des commissariats de police ?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

4) Combien de cas de contestations ou plaintes ont pu être éclaircis grâce à ces dispositifs ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il une généralisation de ces dispositifs à l'ensemble des commissariats du pays ? Dans l'affirmative, endéans quels délais ?

Réponse (18/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Au 6 mai 2026, les systèmes de vidéosurveillance sont installés dans les commissariats C3R (à trois roulements) et C2R (à deux roulements) suivants :

Région Centre-Est :
C3R Grevenmacher
C3R Mersch
C3R Remich
C2R Syrdall

Région Capitale :
C3R Luxembourg (LIMA)
C2R+ Gare/Hollerich
C2R Kirchberg
C2R Limpertsberg
C2R+ Ville Haute

Région Nord :
C3R Ardennes
C3R Diekirch
C3R Echternach
C2R+ Ettelbruck
C2R Ourdall
C3R Troisvierges
C2R Turelbaach Heiderscheid

Région Sud-Ouest :
C2R Belvaux
C3R Capellen
C3R Esch
C3R Differdange
C3R Dudelange

De manière générale, l'installation de caméras est prévue pour les types de locaux suivants :

– extérieur des commissariats (entrée/alentours)
– espace d'accueil
– zone publique
– salle d'attente
– porte de secours
– escalier
– garage
– entrée de locaux spécifiques (VisuPol, Datacenter, cellule d'arrêt, etc.)

ad 2) Les commissariats sont sécurisés depuis 2007 par des dispositifs de vidéosurveillance.

ad 3) L'installation de caméras dans les commissariats de police relève du cadre réglementaire du RGPD. L'utilisation des images de vidéosurveillance à des fins judiciaires se fait conformément au Code de procédure pénale.

ad 4) Les images récoltées via ces dispositifs ne constituent qu'un élément de preuve parmi d'autres. Il appartient aux autorités judiciaires d'apprécier le caractère de preuves. La Police grand-ducale ne peut donc pas indiquer combien de contestations ou plaintes ont pu être « éclaircies » par ce moyen de façon déterminante.

ad 5) La police continue à évaluer les besoins en matière de sécurité et de modernisation des infrastructures. Une éventuelle extension des dispositifs de vidéosurveillance à d'autres commissariats sera envisagée en fonction des besoins opérationnels et des aménagements infrastructurels prévus, tout en respectant le cadre légal applicable.

Développement de l'Uerschterhaff à Sanem | Question **4032** (04/05/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2022 ass zu Suessem de Prisong um Uerschterhaff opgemaach ginn. Aktuell läit de Prisong an enger eideler Zon, mee laut Informatiounen, déi an der Gemeng zirkuléieren, solle ronderëm den Uerschterhaff weider Infrastrukture gebaut ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landesplanung a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Parzellen, déi laanscht d'Rue Uerschterhaff zu Suessem féieren, gehéieren aktuell dem Staat?

2. Leien der Regierung Informatioune vir, dass eng Tankstell op eng vun dëse Parzelle soll gebaut ginn?

Réponse (18/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Vun engem Tankstelleprojet op staatlechen Terraine laanscht d'Rue Uerschterhaff zu Suessem ass eise Ministèren näischt bekannt.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799